

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire p. 03-09

Nouvelles lois p. 10

Séances publiques
n^{os} 100 et 101 p. 10-50

Questions au
Gouvernement p. 50-99

2023-2028

n°41



Sommaire

Actualité parlementaire p. 03-09

Nouvelles lois p. 10

Séances publiques p. 10-50

100^e séance du mercredi 15 octobre 2025 p. 10-24

101^e séance du jeudi 16 octobre 2025 p. 24-50

Questions au Gouvernement p. 50-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :

Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Droits d'auteur :

Sauf mention contraire,
les illustrations appartiennent
à la Chambre des Députés.

Impression :

Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :

26/11/2025

Concept et layout :

brain&more
agence en communication,
Luxembourg

PRINTED IN
LUXEMBOURG



Le Parlement Benelux souffle ses 70 bougies



La Chambre des Députés était représentée par M. Jeff Engelen, Mme Francine Closener (Présidente actuelle du Parlement Benelux), MM. Dan Biancalana et Gusty Graas ainsi que Mme Françoise Kemp (de gauche à droite).

L'histoire de l'Assemblée interparlementaire Benelux, communément appelée Parlement Benelux, trouve ses racines dans la coopération beneluxienne entamée dès 1943, en pleine Seconde Guerre mondiale. C'est en signant une convention le 5 novembre 1955 que les dirigeants des Pays-Bas, de la Belgique et du Luxembourg ont officiellement créé le Conseil interparlementaire consultatif Benelux, dotant l'Union douanière d'une représentation parlementaire avant même la conclusion d'une union économique. Cette institution, rebaptisée Assemblée interparlementaire Benelux lors de la conclusion du traité Benelux du 17 juin 2008, a joué un rôle déterminant dans l'approfondissement continu de la coopération entre les trois nations.

En l'honneur de cet anniversaire, les célébrations du 5 novembre 2025 à Bruxelles ont pris la forme de tables rondes dynamiques, explorant deux théma-

tiques cruciales pour l'avenir de l'institution. La première, « Le Parlement Benelux en mouvement : leçons du passé, vision pour demain », a permis de tirer les enseignements de sept décennies d'expérience tout en traçant les perspectives. La seconde, « Puissance démocratique ? Les Parlements en partenariat pour la défense », a abordé le rôle essentiel des parlements dans la protection des démocraties des pays du Benelux, qui figurent parmi les plus anciennes démocraties du monde.

Mme Francine Closener, Présidente actuelle du Parlement Benelux, a d'emblée mis l'accent sur le rôle du Benelux en tant que véritable laboratoire de l'intégration européenne. L'exemple le plus frappant en reste Schengen, cette révolution de la libre circulation née il y a 40 ans. Contrairement aux idées reçues, Schengen n'est pas une invention européenne, mais

bien une initiative du Benelux et permet aujourd'hui à des millions de citoyens de franchir librement les frontières sans contrôles systématiques.

La force du Benelux réside dans ses réalisations pratiques de la coopération transfrontalière qui touchent directement la vie des citoyens. Quand chaque minute compte lors d'une urgence, un pompier belge, une ambulance néerlandaise ou un hélicoptère luxembourgeois peuvent traverser les frontières sans entrave pour sauver des vies. Le traité de coopération policière Benelux, envié ailleurs en Europe, permet aux forces de l'ordre de coopérer efficacement au-delà des frontières nationales.

Aujourd'hui, la coopération s'étend à de nombreux domaines : reconnaissance mutuelle des diplômes, facilitation du télétravail transfrontalier, accès aux soins de santé, mobilité. Autant de projets pilotes qui, une fois testés et validés au niveau Benelux, peuvent servir de modèle à l'Union européenne entière.

La Présidente a souligné que face aux défis climatiques, la mer du Nord est devenue un atout stratégique majeur pour le développement de l'énergie éolienne offshore et « notre réservoir d'énergie verte ». Mme Closener a rappelé que dans un contexte de tensions géopolitiques et de montée de l'autoritarisme, le Parlement Benelux assume sa responsabilité de gardien démocratique. Le Luxembourg a notamment lancé une initiative innovante : un « stress-test » démocratique pour évaluer la résistance de ses institutions face aux menaces internes et externes. Cette démarche audacieuse, qui consiste à adopter le point de vue d'un autocrate potentiel pour identifier les failles du système, témoigne d'une démocratie mature et vigilante.

M. Marc Angel, membre du Parlement européen, figurait parmi les invités. L'ancien membre du Parlement Benelux a souligné la dimension historique de ce dernier, tout en mettant en avant le rôle de l'institution dans l'élaboration de solutions concrètes pour les citoyens.

Le contrôle démocratique d'Europol discuté au sein du CGPC

Les 3 et 4 novembre 2025, le groupe de contrôle parlementaire conjoint d'Europol (GCPC) a rassemblé à Bruxelles les membres issus des parlements nationaux et du Parlement européen.

La Pologne a assuré la présidence de cette réunion en lieu et place du Danemark, pays qui, bien qu'exerçant actuellement la présidence du Conseil de l'UE, maintient sa dérogation en matière de coopération policière européenne. Ces travaux ont souligné les questions fondamentales qui entourent la supervision démocratique d'Europol.

Le GCPC, organe de supervision démocratique d'Europol, a franchi une étape importante avec la désignation des membres du Forum consultatif sur les droits fondamentaux. Cette instance, composée de praticiens et d'universitaires spécialisés, aura pour mission de fournir des analyses indépendantes sur les questions relatives aux droits fondamentaux. Le Forum pourra être consulté tant par le GCPC que par le directeur exécutif d'Europol sur toute question touchant aux libertés individuelles et aux garanties démocratiques.

Cette initiative témoigne de la volonté des parlementaires de renforcer les garde-fous institutionnels dans

un contexte où les activités d'Europol touchent des domaines de plus en plus sensibles, de la lutte contre le terrorisme à la cybercriminalité.

Les députés ont interrogé les intervenants en particulier sur les pratiques de partage d'informations entre Europol et d'autres agences européennes, notamment Frontex. Les représentants d'Europol ont souligné que l'agence agit strictement dans le respect des principes de nécessité et de proportionnalité. Il a été précisé qu'Europol ne mène pas d'enquêtes individuelles sur les migrants, mais que l'échange de données avec Frontex reste nécessaire pour démanteler les réseaux de passeurs qui exploitent les flux migratoires.

Europol a offert une actualisation des informations sur la coopération avec les autorités ukrainiennes, que l'agence estime être très efficace. Les chiffres montrent que les échanges avec les autorités ukrainiennes sont en train de se développer, avec une hausse de 12 % pour les nouvelles affaires et une augmentation de 15 % pour les demandes via SIENA (Secure Information Exchange Network Application).

Un volet nouveau des discussions a porté sur la criminalité environnementale organisée. Les députés ont

été alertés sur l'ampleur du phénomène : entre 20 et 30 % des transactions dans le commerce d'espèces protégées et le trafic de déchets relèveraient d'activités criminelles organisées.



La Chambre des Députés était représentée par M. Dan Biancalana.

La coopération économique et le rôle de l'Europe au cœur des débats



M. Mars Di Bartolomeo et Mme Alexandra Schoos se sont déplacés à Andorre-la-Vieille.

La 37^e Assemblée régionale Europe de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) s'est tenue à Andorre-la-Vieille du 20 au 22 octobre 2025. Dix-huit sections, dont le Luxembourg, y ont pris part. La Chambre des Députés était représentée par M. Mars Di Bartolomeo et Mme Alexandra Schoos, membres de la délégation luxembourgeoise auprès de l'APF.

L'Europe dans un monde économique fragmenté

Les débats ont mis en lumière la recomposition du commerce mondial et la montée des tensions géopolitiques.

Mme Elvire Fabry de l'Institut Jacques Delors a souligné la nécessité pour l'Union européenne de renforcer sa compétitivité et son autonomie stratégique

face aux États-Unis et à la Chine, en misant sur l'innovation et la coordination entre États membres.

M. Pere Vilanova Trías, le représentant de la Principauté d'Andorre auprès de la Commission européenne pour la démocratie par le droit (plus connue sous le nom de Commission de Venise) au sein du Conseil de l'Europe, a décrit un monde « fragmenté » où la mondialisation linéaire laisse place à des blocs concurrents. Selon lui, seuls les États conservent aujourd'hui la capacité de préserver la stabilité économique et politique, car ils demeurent les seules entités disposant à la fois de la légitimité démocratique, des instruments juridiques et des moyens budgétaires nécessaires pour réguler les marchés, protéger les citoyens et maintenir la cohésion sociale face aux pressions externes des grandes puissances et des acteurs privés transnationaux.

Pour une Europe lucide et proactive

M. Di Bartolomeo a rappelé que l'Europe traverse une polycrise – politique, économique, sociale et des valeurs –, mais qu'elle dispose encore de leviers majeurs pour agir. Il a plaidé pour une coopération équilibrée avec les États du continent africain, estimant que l'Afrique, avec ses 1,5 milliard d'habitants, n'est pas un terrain de rivalité, mais un partenaire d'avenir. Le député luxembourgeois a exhorté l'Europe à persévérer dans son engagement sur le continent africain, sinon elle risquerait de voir sa présence éclipsée par d'autres puissances telles que la Chine ou les États-Unis.

Une francophonie économique et de l'innovation

Mme Florence Brillouin de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) a présenté les missions

économiques francophones destinées à favoriser l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes et à créer des partenariats entre entreprises francophones. Depuis leur lancement, plus de 5.000 rendez-vous d'affaires ont pu être organisés, donnant lieu à de nombreuses collaborations concrètes. L'OIF entend ainsi promouvoir une francophonie économique solidaire, tournée vers la durabilité et la création d'emplois.

M. Bastien Brunis, porte-parole du Mouvement des entreprises de France (MEDEF) international, a appelé à renforcer la compétitivité des entreprises européennes et à valoriser les métiers du numérique, rappelant que « l'ouverture apporte le progrès, le repli le déclin ».

Mme Claudia de Sessa de la Commission européenne a détaillé la stratégie de l'UE pour une intelligence artificielle responsable, fondée sur la formation, la recherche et la souveraineté technologique.

M. Stijn Broecke, économiste à l'OCDE, a quant à lui présenté les effets de l'IA sur l'emploi, soulignant qu'elle accroît la productivité et la satisfaction au travail tout en accentuant les besoins de formation et d'inclusion.

Une francophonie d'avenir

Les travaux se sont conclus par l'adoption de la Déclaration d'Andorre-la-Vieille, appelant à bâtir une « francophonie économique et technologique solidaire » fondée sur la jeunesse, l'innovation et la coopération. Cette déclaration réaffirme la vocation de la francophonie à être un espace d'influence, de dialogue et de croissance partagée, où la langue française sert de trait d'union entre économie, culture et développement durable.

Les parlements unis à Genève pour renforcer l'action humanitaire et la paix



M. Georges Engel à la 151^e Assemblée de l'UIP

La 151^e Assemblée de l'Union interparlementaire (UIP) s'est tenue à Genève du 19 au 23 octobre 2025, réunissant 600 parlementaires de 132 pays autour du

thème « Veiller au respect des normes humanitaires et soutenir l'action humanitaire en période de crise ». M. Georges Engel y a représenté la Chambre des

Députés, confirmant l'engagement du Grand-Duché en faveur du multilatéralisme, de la solidarité internationale et de la transition durable.

Une urgence humanitaire sans précédent

Dans un contexte marqué par plus de 130 conflits en cours et 305 millions de personnes qui, selon le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), ont besoin d'une aide humanitaire, les travaux de l'UIP à Genève ont revêtu une importance particulière. Les parlementaires se sont réunis pour renforcer l'action parlementaire en faveur du droit international humanitaire et pour soutenir les efforts de secours auprès des populations les plus vulnérables.

La Déclaration de Genève : un engagement fort pour le droit humanitaire

À l'issue des travaux, les parlementaires ont adopté la Déclaration de Genève par laquelle ils s'engagent à renforcer le respect du droit international humanitaire en période de crise. Ils réaffirment l'importance des Conventions de Genève et promettent d'intégrer le droit international humanitaire dans leurs législations nationales, de protéger les civils et

de soutenir financièrement les organisations humanitaires.

M. Engel a suivi les débats thématiques de la 151^e Assemblée et il s'est impliqué dans les travaux de deux commissions permanentes.

Protection des enfants victimes d'adoptions illégales

Au sein de la Commission permanente de la démocratie et des droits de l'homme, il a participé à la finalisation de la résolution intitulée « Reconnaître et soutenir les victimes d'adoptions internationales illégales et prendre des mesures pour empêcher cette pratique ». Initiée lors de la 150^e Assemblée à Tachkent, cette résolution, qui a fait l'objet de plus de 200 amendements, a été adoptée à Genève.

La résolution condamne le transfert par la Russie de milliers d'enfants ukrainiens depuis les territoires occupés, facilitant des adoptions illégales et violant gravement le droit international humanitaire. Les parlementaires appellent à une coopération renforcée avec les mécanismes internationaux, dont la Cour pénale internationale, afin d'enquêter sur ces violations et de soutenir juridiquement, psychologiquement et administrativement les victimes.

La résolution recommande également de prévenir les adoptions illégales par des réformes législatives et le renforcement du contrôle. Elle préconise de lutter contre les causes profondes comme les discriminations, la pauvreté et le manque de soutien familial. L'accent est mis sur la réintégration culturelle des enfants, la restitution de leur identité et de leur nationalité, et la sensibilisation du public et des professionnels pour protéger les droits de l'enfant et prévenir toute répétition de ces violations.

Consolidation de la paix postconflit

La Commission permanente de la paix et de la sécurité internationale a préparé le terrain pour la future résolution sur « Le rôle des parlements dans la mise en place de mécanismes solides de gestion post-conflit et dans la restauration d'une paix juste et durable », qui sera débattue lors de la prochaine Assemblée à Istanbul.

Les experts consultés ont souligné que la paix durable nécessite bien plus que la cessation des hostilités : elle exige la reconstruction de la gouvernance, le rétablissement de l'État de droit et la réintégration complète des populations affectées.

Intelligence artificielle et action climatique : les défis de demain

M. Engel a participé à deux ateliers thématiques organisés en marge de l'Assemblée.

Le premier portait sur l'usage de l'intelligence artificielle dans les parlements, en préparation de la prochaine Conférence sur « Le rôle du parlement dans l'élaboration d'une IA responsable », qui se tiendra à Kuala Lumpur. Cet échange a permis d'aborder les opportunités et les défis liés à l'intégration de l'IA dans le travail parlementaire, notamment en matière de transparence, d'efficacité et d'éthique.

Le second atelier, intitulé « Triple victoire : protéger le climat, la santé et l'économie en réduisant les émissions de méthane », a mis en évidence l'urgence de réduire les émissions de méthane, dont le potentiel de réchauffement est 80 fois supérieur à celui du dioxyde de carbone sur 20 ans. Les solutions concrètes se concentrent sur trois secteurs : l'agriculture (40 % des émissions), l'énergie (35 %) et les déchets (20 %).

Face aux menaces hybrides : une mobilisation parlementaire renforcée

L'Assemblée a adopté une résolution d'urgence soulignant la nécessité de renforcer la réponse parlementaire face à la convergence de la criminalité transnationale organisée, de la cybercriminalité et des menaces hybrides.

Cette résolution met en garde contre les risques que ces activités font peser sur la paix internationale, la démocratie et l'État de droit, notamment lorsqu'elles visent à influencer les processus politiques et électoraux. Les parlementaires appellent à une coopération multilatérale accrue et à des mesures législatives efficaces, conformes au droit international et aux standards des Nations Unies, afin de garantir la sécurité des populations et la primauté de l'État de droit.

Les parlementaires en dialogue pour la paix

Au-delà des résolutions, l'Assemblée a démontré le pouvoir de la diplomatie parlementaire dans la résolution des conflits. Le Groupe de travail sur la résolution pacifique de la guerre en Ukraine et le Comité sur les questions relatives au Moyen-Orient ont intensifié leurs efforts de médiation.

Des avancées prometteuses ont émergé des discussions bilatérales, notamment entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan ainsi qu'entre la République démocratique du Congo et le Rwanda, ouvrant de nouvelles perspectives pour la résolution pacifique de tensions régionales.

La majorité des cas signalés au CET concernent le monde du travail



Les représentants du Centre pour l'égalité de traitement ont présenté et remis leur rapport d'activités 2024 au Président de la Chambre.

Les représentants du Centre pour l'égalité de traitement (CET) ont été reçus le 27 octobre 2025 par le Président de la Chambre, M. Claude Wiseler, pour un échange sur les activités de l'année dernière du Centre.

En 2024, 197 nouveaux cas de discrimination potentielle ont ainsi été signalés au CET. Cinq signalements sont parvenus par le biais du canal de lanceur

d'alerte. En outre, les travaux du Centre ont continué sur un dossier non clôturé de 2021 et 24 dossiers non clôturés de l'année 2023.

Parmi les motifs de discrimination, celui de l'origine ethnique a été invoqué dans 44 des 222 dossiers traités (20 %) en 2024, suivi de près de celui du handicap qui concernait 40 dossiers (18 %). Dans 28 cas (13 %),

la « discrimination multiple » où les requérants estiment être victimes de plusieurs motifs de discrimination a été à l'origine d'un signalement. On retrouve le même pourcentage, c'est-à-dire 13 %, en ce qui concerne les discriminations liées au sexe.

Une majorité des cas signalés auprès du CET ont pu être catégorisés dans le domaine d'application de l'emploi : il s'agissait de 76 dossiers (34 %), alors que celui de l'accès aux biens et services à disposition du public ou de la fourniture de ceux-ci a comptabilisé quelque 74 dossiers (33 %).

Indépendamment de la catégorie des cas signalés, il peut être constaté que la plupart des dossiers ont été introduits par des hommes (37 %), alors que 31 % des dossiers ont été introduits par des femmes. Dans 32 % des cas, il s'agissait soit de dossiers introduits par des associations, soit d'autosaisines ou lorsque l'information n'a pas été communiquée.

Dans 63 des cas signalés, le CET a su résoudre la problématique rapportée ou a pu donner un service de conseil et d'orientation. Dans 22 cas, le CET n'a pu intervenir en raison de procédures judiciaires en cours. 59 requérants se sont désistés ou n'ont pas souhaité fournir des informations complémentaires par la suite. Dans 31 des cas, soit aucune forme de discrimination n'a pu être constatée, soit la requête n'entrait pas dans les domaines de compétences du CET. Finalement, quelque 47 dossiers étaient encore en cours au 31 décembre 2024.

Cap vers une Europe plus compétitive et indépendante



La Représentante de la Commission européenne au Luxembourg, Mme Anne Calteux

Rendre l'Europe plus indépendante – c'est l'objectif central du programme de travail de la Commission européenne pour l'année 2026. Les députés membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région, ainsi que les députés européens luxembourgeois, se sont penchés, le 10 novembre 2025, sur les priorités du programme présentées par la Représentante de la Commission européenne au Luxembourg, Mme Anne Calteux. La compétitivité, la défense et la simplification administrative en font partie.

Il est notamment prévu de poursuivre l'intégration du marché unique et de prendre des mesures qui soutiennent l'industrie et les petites et moyennes entreprises (PME) afin de rendre l'Europe plus compétitive. Il s'agit de domaines et d'acteurs qui sont importants tant au niveau européen qu'au niveau du Grand-Duché, selon les explications de la Représentante de la Commission européenne face aux députés. La stratégie « Choose Europe to start and scale » devrait,

entre autres, contribuer à fournir un cadre approprié aux entreprises implantées en Europe et qui se trouvent en phase d'expansion pour éviter qu'elles ne quittent le marché unique pour d'autres économies.

Dans sa réponse à une question d'une députée de l'opposition, Mme Calteux a affirmé que la compétitivité et la protection de l'environnement sont des objectifs complémentaires de la Commission européenne. Selon la Représentante, le Pacte pour une industrie propre (« Clean Industrial Deal ») devra, par exemple, permettre d'avancer de concert avec l'industrie européenne dans la poursuite des objectifs du Pacte vert pour l'Europe (« European Green Deal »).

Quid de l'Union des marchés des capitaux ?

Un autre député a estimé que l'économie européenne ne peut pas avancer à un rythme approprié si l'Union des marchés des capitaux ne réalise pas les progrès nécessaires. La Représentante de la Commission européenne a réagi en assurant que l'Union des marchés des capitaux est une des grandes ambitions de l'Union européenne, d'autant plus que les marchés des capitaux promettent de générer au moins une partie des 800 milliards d'euros supplémentaires que l'Union devrait investir annuellement pour rester compétitive, selon le rapport Draghi.

Mme Calteux a néanmoins fait remarquer que les négociations concernant l'Union des marchés des capitaux prennent un certain temps, un sujet controversé étant la surveillance financière centralisée envisagée par la Commission européenne.

Renforcer les capacités de défense et simplifier les réglementations

Parmi les priorités du programme de travail 2026 de la Commission européenne figurent en outre la sécurité et la défense. Les efforts pour renforcer les capacités de défense de l'Europe seront poursuivis et ceci aussi en ce qui concerne l'industrie européenne de la défense. Dans ce contexte, la Représentante s'est référée aux activités du Luxembourg dans les domaines des drones et des satellites. Certains députés se sont

plus concrètement intéressés à l'instrument financier « Security action for Europe » (SAFE) et aux négociations en cours avec des pays tiers qui pourraient y participer.

Au cœur du programme fixé par la Commission européenne se trouve par ailleurs la simplification administrative. Chaque Commissaire est désormais tenu à soumettre un rapport sur les simplifications réalisées dans son secteur respectif. La Commission européenne fait en outre moins de nouvelles propositions législatives et mise tant sur la mise en œuvre que sur l'adaptation de textes législatifs existants. Le rapport de suivi de la Commission sur la simplification sera transmis aux députés membres de la commission.

Mieux savoir défendre la démocratie et l'État de droit

Quelles mesures devraient être prises pour renforcer la démocratie et l'État de droit ? Il s'agit d'un point qui a particulièrement retenu l'attention de plusieurs députés. La Commission européenne envisage une approche plus stricte concernant la conditionnalité liant le versement de fonds aux États membres à l'application de l'État de droit. Un député européen a dans ce contexte partagé ses réflexions quant aux réactions potentielles de certains États membres. La Commission européenne se veut désormais aussi plus assertive dans le signalement d'insuffisances et de régressions constatées en cette matière au niveau des États membres et des États candidats à l'adhésion.

Lutter davantage contre la crise du logement au niveau européen et national

Depuis que la Commission von der Leyen a entamé son deuxième mandat, le logement fait partie de ses priorités. Une mesure déjà mise en œuvre est celle du doublement des aides pour le logement abordable provenant des fonds de la politique de cohésion qui peuvent être mises à disposition des États membres. Il est ressorti de l'échange avec Mme Calteux que le Grand-Duché est aussi un des États membres où la crise européenne du logement se fait clairement ressentir et que, à ce sujet, le Luxembourg est en relation étroite avec le Commissaire européen à l'énergie et au logement.

Quid du recours à l'euthanasie au Luxembourg ?

Le nombre d'euthanasies reste plutôt stable ces dernières années. En 2024, 34 personnes ont eu recours à l'euthanasie et à l'assistance au suicide, contre 22 personnes en 2023, 34 en 2022 et 24 en 2021. C'est ce qui ressort du 8^e rapport de la Commission nationale de contrôle et d'évaluation de l'application de la loi du 16 mars 2009 sur l'euthanasie et l'assistance au suicide (CNCE), qui a été remis au Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, et au Président de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale, M. Marc Spautz, le 29 octobre 2025.

Au cours de l'échange, le Président de la Commission nationale, M. François Prum, et le Vice-Président, M. Maurice Graf, ont notamment affirmé constater un besoin de sensibilisation sur le terrain et auprès de l'entourage des patients concernant l'existence éventuelle de dispositions de fin de vie qui devraient être consultées. En outre, ils ont partagé leurs réflexions quant à une clarification juridique du terme « inconscient » qui est inscrit dans la loi en vigueur.

Les statistiques et les recommandations de la CNCE seront analysées en détail dans le cadre des travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale.



Le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, et le Président de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale, M. Marc Spautz, se sont vu remettre le 8^e rapport de la CNCE.

Le Président de la Chambre des Députés a reçu...



... S. E. M. Liu Ning, Secrétaire du Comité du Parti communiste de la Province du Henan de la République populaire de Chine



... S. E. M. Muzaffar Mahmurod Huseinzoda, Ambassadeur de la République de Tadjikistan



... S. E. Mme María Nieves Blanco Díaz, Ambassadrice du Royaume d'Espagne



... S. E. M. Christophe Bouchard, Ambassadeur de la République française



... S. E. Mme Aurore Mimosa Munyangaju, Ambassadrice de la République du Rwanda

L'Administration parlementaire recrute :

- un chargé du protocole (m/f/d) pour les besoins du service des relations européennes et internationales et du protocole – poste à pourvoir par le biais du changement d'administration ;
- un records manager / e-archiviste (m/f/d) pour les besoins du service secrétariat général et archives – poste à pourvoir sous le statut de salarié de droit privé ;
- un chercheur spécialisé en sciences économiques ou en finance (m/f/d) pour les besoins de la cellule scientifique – poste à pourvoir sous le statut de salarié de droit privé.

En cas d'intérêt, veuillez vous référer au lien suivant : https://www.chd.lu/fr/offres_emploi



Recherche scientifique au Parlement

La compétitivité fiscale du Luxembourg

Selon une étude récente de García-Bernardo & Janský (2022), le taux d'imposition effectif applicable aux multinationales au Luxembourg était de 0,9 % en 2016, comparé au taux statuaire de 29,22 %, prévu par la loi. Comment peut-on interpréter scientifiquement ces chiffres ? Existe-t-il d'autres études scientifiques qui confirment ou infirment ces résultats ? Quels sont les principaux avantages et désavantages liés à la compétitivité de la politique fiscale du Luxembourg ?

Ces questions concernent l'explication de la différence entre le taux légal applicable et le taux effectif réel de taxation des entreprises multinationales implantées au Luxembourg.

La demande de recherche se fonde initialement sur un preprint (manuscrit soumis dans une archive ouverte, avant revue par les pairs et publication) de 2022, dont les auteurs sont García-Bernardo & Janský. Ces derniers ont mis en évidence pour le Luxembourg l'existence d'un taux de taxation réellement applicable de 0,9 % en 2016, alors que le taux légal en vigueur s'élevait à 29,22 % entre 2013 et 2016.

L'étude scientifique a permis de mettre en évidence les éléments suivants :

- La compétitivité économique désigne la **capacité d'un pays à maintenir et à améliorer durablement son niveau de vie**, tout en préservant un haut niveau d'emploi et de cohésion sociale.

- La concurrence fiscale étatique **résulte de l'exercice, par chaque pays, de sa souveraineté fiscale pour attirer capitaux et entreprises**. Dans l'Union européenne, ce phénomène est amplifié par la libre circulation des facteurs de production et la diversité des modèles économiques et fiscaux nationaux.

- **Les entreprises multinationales jouent un rôle dans cette dynamique**, en tirant parti des écarts de fiscalité entre juridictions, notamment par la localisation stratégique des investissements et l'optimisation via les prix de transfert ou les montages financiers.

- Les risques liés à la concurrence fiscale incluent **l'érosion de la souveraineté fiscale, la diminution potentielle des recettes publiques et une pression accrue sur les bases fiscales les moins mobiles**, soulevant des enjeux d'équité et de justice fiscale entre contribuables.

- **Plusieurs modèles de coopération fiscale** peuvent être envisagés. Ils vont de la consolidation fiscale (option la plus intégrée mais la plus contraignante pour les États), jusqu'à l'édiction de **règles minimales contre la concurrence dommageable**, préservant davantage l'autonomie fiscale des pays.

- Dans le cas spécifique du **Luxembourg**, la compétitivité s'inscrit dans le cadre d'une « **petite économie ouverte** », intégrée aux échanges internationaux et particulièrement sensible aux évolutions réglementaires extérieures.

- **Si la fiscalité constitue un levier important de l'attractivité, elle doit être considérée en interaction avec des leviers structurels (économiques, sociaux, institutionnels et environnementaux)**, dans un cadre de régulation de la concurrence fiscale internationale.

- Le Luxembourg présente un **écart systématique entre le taux d'imposition nominal ou légal** (29,22 % en 2016, 27,08 % en 2017 et 23,87 % en 2025) **et le taux effectif réellement payé** par les entreprises multinationales (estimé entre 1 % et 8 % pour la période de 2011 à 2017). Cette différence illustre des stratégies d'optimisation fiscale utilisées par les entreprises.

- **L'existence d'écarts importants** entre le taux légal et le taux effectif **n'est pas une spécificité propre au Luxembourg**. Il s'agit d'une **tendance observée dans de nombreux États membres de l'Union européenne** (France, Allemagne, Irlande, Pays-Bas). Toutefois, ces écarts apparaissent plus marqués pour le Luxembourg.

- Bien que les études économiques révèlent des taux effectifs d'imposition faibles pour les multinationales au Luxembourg, les **estimations se fondent sur des modèles théoriques** et des données qui peuvent ne pas refléter parfaitement la réalité actuelle des pratiques fiscales des entreprises.

- En outre, les **données** utilisées dans les études existantes **remontent à une période antérieure à 2018, soit avant la mise en place de réformes européennes telles que les directives sur la lutte contre l'évasion fiscale** (« anti-tax avoidance directive » ou « ATAD »). Ces réformes ont probablement influencé l'évolution des taux effectifs d'imposition, et un examen des pratiques actuelles est nécessaire pour évaluer leur impact réel.

- Une **évaluation continue des données économiques issues des pratiques fiscales au Luxembourg est essentielle** pour comprendre leur évolution et leur impact sur la transparence et la concurrence fiscale au sein de l'Union européenne.

- Le Luxembourg a commencé à se positionner en tant que **place financière attractive dès 1929**, avec l'introduction d'un régime fiscal favorable pour les sociétés holdings (le régime fiscal des holdings 1929). Cette politique visait à **attirer les capitaux étrangers**, en particulier à travers des dispositifs législatifs souples.

- Plutôt que de s'appuyer uniquement sur des taux d'imposition bas, le Luxembourg a privilégié la prévisibilité, la flexibilité et une ingénierie juridique étudiée. Cela a permis au pays de **se distinguer par ses services de domiciliation, de gestion patrimoniale et de fonds d'investissement**.

- La **coopération étroite entre les autorités publiques et les acteurs privés** a joué un rôle crucial dans l'élaboration et la pérennisation du modèle de compétitivité fiscale du Luxembourg.

Les gouvernements successifs ont ajusté les législations pour maintenir un environnement fiscal favorable.

- Les études de cas montrent que **la place financière luxembourgeoise s'est diversifiée et structurée au fil des décennies**, pour devenir un acteur majeur dans les secteurs de la domiciliation, des fonds d'investissement et du *private banking*. Cela a été possible grâce à un **cadre fiscal favorable et une régulation attirant des investisseurs internationaux** et consolidant la position stratégique du Luxembourg.

- À travers les différents cas étudiés, il apparaît aussi que **le Luxembourg a souvent dû jongler entre la volonté d'attirer des investissements étrangers et celle de répondre aux exigences croissantes de transparence fiscale internationale**.

- L'histoire du Luxembourg montre comment le pays a dû adapter son modèle face aux critiques, tout en maintenant une compétitivité fiscale qui lui permet de demeurer attractif sur la scène internationale.

- Dans les années 1990, la fiscalité des entreprises, notamment via le régime des holdings 1929, des sociétés de participation financière (« SOPARFIs ») et des fonds d'investissements, a constitué un pilier central de la stratégie nationale visant à renforcer l'attractivité internationale du Luxembourg. Ces **dispositifs**, bénéficiant d'un cadre légal et réglementaire favorable, **ont permis d'attirer des capitaux étrangers significatifs**, en particulier dans les secteurs de la gestion d'actifs et des investissements transfrontaliers.

- Cette orientation fiscale a toutefois **exposé le Luxembourg à des critiques** relatives à la transparence et à la concurrence fiscale, conduisant à une adaptation progressive de son cadre juridique aux standards européens et internationaux.

- La suppression du régime des holdings 1929 à partir de 2006 illustre **le premier tournant en faveur de l'alignement sur les exigences de l'Organisation de coopération et de développement économique (« OCDE ») et de l'Union européenne**.

- Les réformes récentes et l'adaptation régulière de la législation en matière de fiscalité des entreprises traduisent **un passage vers une « souveraineté fiscale encadrée »**, conciliant maintien de l'attractivité économique et conformité aux normes internationales et européennes.

- Ce mouvement, renforcé par la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne dans des affaires comme Fiat ou Amazon, **réduit la marge de manœuvre** concernant l'adoption de politiques fiscales agressives nationales et **incite à diversifier les leviers de compétitivité au-delà du seul avantage fiscal**.

- Si la fiscalité a historiquement constitué un levier central de l'attractivité luxembourgeoise, les analyses récentes (Observatoire de la compétitivité, institutions européennes, classements internationaux)

montrent que la compétitivité repose désormais sur **un ensemble de facteurs économiques, sociaux, institutionnels et environnementaux**.

– Dès 2004, le rapport Fontagné puis l'Observatoire de la compétitivité à travers le *Tableau de bord de la compétitivité* (TBCO) identifient des domaines clés tels que la performance macroéconomique, l'emploi, l'innovation, la qualité des infrastructures, la stabilité institutionnelle, la cohésion sociale et la durabilité environnementale, la fiscalité n'étant qu'un élément parmi d'autres.

– Les **données nationales et comparaisons internationales** (Eurostat, IMD) mettent en

avant plusieurs atouts du Luxembourg : sa stabilité macroéconomique et politique, sa main-d'œuvre qualifiée et multilingue, ses infrastructures performantes, son cadre juridique spécialisé, son ouverture internationale ainsi que son engagement dans les transitions écologique et numérique.

– Ces données confirment que, si la fiscalité demeure un outil stratégique, **elle s'inscrit dans un cadre plus large dans lequel la stabilité institutionnelle, le capital humain, l'innovation et la qualité des infrastructures jouent un rôle déterminant dans la compétitivité globale du Luxembourg**.

Résumé de la note de recherche scientifique par les Drs Julie Kaprielian, Benoît Majerus, Estelle Mennicken, Nora Paulus et Fabio Spirinelli, « La compétitivité fiscale du Luxembourg : Perspectives historique, économique et juridique », Cellule scientifique de la Chambre des Députés du Luxembourg, 23 septembre 2025.

Retrouvez le document intégral en scannant le code QR suivant :



Recherche scientifique au Parlement

Le harcèlement scolaire au Luxembourg

Définition et constats généraux

– Le harcèlement est un comportement agressif intentionnel, répété dans le temps, exercé dans une relation de pouvoir déséquilibrée

– Le harcèlement scolaire constitue un facteur de risque majeur de dégradation durable de la santé mentale des victimes et menace de compromettre leur réussite scolaire et professionnelle.

Prévalence et évolution au Luxembourg

– Deux études majeures analysent le harcèlement au Luxembourg : HBSC (Health Behaviour in School-aged Children) et PISA (Programme for International Student Assessment).

– Ces études présentent l'évolution du phénomène et permettent d'identifier des facteurs personnels augmentant le risque de devenir victime ou auteur de harcèlement.

– Selon l'étude HBSC, le harcèlement scolaire est en baisse, alors que le cyberharcèlement est en hausse.

– En 2022, les garçons étaient plus souvent auteurs et les filles plus souvent victimes de harcèlement scolaire.

– Le risque de devenir victime ou auteur de harcèlement scolaire et de cyberharcèlement diminue avec l'âge.

– Aucun lien n'a été établi entre le profil migratoire et le fait d'être victime de harcèlement scolaire ou de cyberharcèlement.

– Il n'existe pas de lien significatif entre l'aisance financière et le harcèlement scolaire, mais un lien existe avec le cyberharcèlement : les élèves issus de familles à faibles revenus sont plus souvent victimes de cette forme de harcèlement.

– L'ordre d'enseignement (enseignement secondaire général ou classique) est un facteur déterminant : les élèves de l'enseignement secondaire général sont plus exposés à la fois au harcèlement scolaire et au cyberharcèlement.

– Les taux de harcèlement scolaire et de cyberharcèlement au Luxembourg sont inférieurs à la moyenne internationale.

Facteurs liés au harcèlement scolaire

– Le modèle écologique du développement humain permet de mieux comprendre les facteurs liés au harcèlement scolaire ainsi que leurs liens et interactions.

– Les vulnérabilités individuelles de l'enfant/jeune, qu'elles soient physiques, scolaires ou psychologiques, peuvent augmenter le risque de subir des actes de harcèlement.

– Les relations directes de l'enfant/jeune avec sa famille, ses pairs et ses enseignants jouent également un rôle important. Par exemple, les conflits familiaux peuvent augmenter les risques de participation au harcèlement scolaire. Des relations positives entre les élèves et les enseignants peuvent cependant prévenir les cas de harcèlement, surtout concernant les jeunes élèves.

– D'autres interactions n'affectant l'enfant/le jeune qu'indirectement peuvent être décisives pour une prise en charge efficace des cas de harcèlement scolaire par l'école, les enseignants ou les parents. La culture scolaire de l'établissement peut encourager les enseignants à participer à des formations, renforçant ainsi leur capacité à réagir de manière efficace face aux situations de harcèlement scolaire.

Prévention et interventions

– Les programmes de prévention du harcèlement scolaire efficaces s'appliquent à différents niveaux (école, classe et individu) et impliquent toute la communauté éducative.

– Ils combinent des mesures de développement des compétences socio-émotionnelles, de soutien individualisé et de prévention collective.

– Leur efficacité dépend entre autres de leur adéquation avec les réalités locales, de l'âge des élèves et de la qualité de leur mise en œuvre.

– La prévention du cyberharcèlement nécessite des mesures spécifiques.

Spécificités du Luxembourg

– Le Luxembourg adopte une approche coordonnée, mobilisant plusieurs structures telles que le

Centre psycho-social et d'accompagnement scolaires au niveau de l'enseignement secondaire.

– Des efforts d'harmonisation des pratiques sont en cours, notamment à travers un programme national de prévention contre le mobbing (PAM) ainsi que le projet pilote d'un programme de prévention du harcèlement et de la violence scolaire, nommé *Dispositif Bien-traitance*.

Réponse pénale au harcèlement scolaire

– Parmi les moyens mis en œuvre pour lutter contre le harcèlement scolaire, le droit pénal semble tenir un rôle très limité.

– Les victimes sont invitées à porter plainte : le harcèlement scolaire n'est pas une infraction autonome mais d'autres qualifications, comme le harcèlement obsessionnel, pourraient être retenues. Cependant, l'examen de la jurisprudence publiée indique que le harcèlement scolaire n'est pas poursuivi devant le juge pénal.

– Par ailleurs, lorsque l'auteur de harcèlement est un mineur, sa responsabilité pénale ne pourra être engagée, sauf exception. Il pourra faire l'objet de mesures de garde, d'éducation et de préservation, prises par le tribunal de la jeunesse. Néanmoins, ces mesures sont très rarement prises pour des faits de harcèlement.

Résumé de la note de recherche scientifique par les Drs Carolina Catunda, Maude Pauly et Marie Marty, « Le harcèlement scolaire au Luxembourg », Cellule scientifique de la Chambre des Députés du Luxembourg, 6 octobre 2025.

Retrouvez le document intégral en scannant le code QR suivant :



Mise en place d'une unité de police locale

8513 – Projet de loi modifiant :

1^o la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale ;

2^o la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

Le projet de loi n° 8513 a pour objet d'introduire dans la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale une mission additionnelle, à savoir celle d'exercer un service de proximité qui sera assumé par une unité de police locale. L'objectif de cette mesure est d'assurer une présence policière renforcée dans l'espace public et de garantir une proximité accrue avec la population dans le but d'améliorer le sentiment de sécurité des citoyens et de renforcer les actions préventives.

Le projet de loi a encore comme but de modifier la loi précitée du 18 juillet 2018 sur certains autres points, à savoir notamment une adaptation de la répartition des directions parmi les différentes directions centrales, une réévaluation de la fonction de secrétaire général de la Police ainsi qu'une modification des conditions d'attribution de la qualité d'officier de police judiciaire à certains membres du cadre civil de la Police grand-ducale.

Dépôt par M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures, le 18/03/2025
Rapporteur : M. Laurent Mosar

Travaux de la Commission des Affaires intérieures

(Présidente : Mme Stéphanie Weydert) :

27/03/2025 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

21/05/2025 Examen de l'avis du Conseil d'État

04/06/2025 Adoption d'un amendement parlementaire

16/07/2025 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 16/10/2025

Changement de limites entre Esch-sur-Alzette et Schifflange

8557 – Projet de loi portant changement de limites entre la Ville d'Esch-sur-Alzette et la Commune de Schifflange

Le projet de loi n° 8557 prévoit de modifier les limites entre la Ville d'Esch-sur-Alzette et la commune de Schifflange en vue de permettre un aménagement cohérent et efficace du site des friches industrielles ArcelorMittal qui est situé à cheval sur les territoires des deux communes et qui fait l'objet d'un projet de reconversion majeur visant à développer une zone stratégique qui sera composée de logements, d'infrastructures publiques, d'espaces verts et d'activités économiques.

L'objectif est de modifier les limites territoriales sans affecter la superficie totale des deux communes.

Le changement de limites prévu par la loi en projet a été approuvé par les conseils communaux de la commune de Schifflange et de la Ville d'Esch-sur-Alzette par leurs délibérations respectives des 20 septembre et 4 octobre 2024.

Dépôt par M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures, le 18/06/2025

Rapporteuse : Mme Nathalie Morgenthaler

Travaux de la Commission des Affaires intérieures

(Présidente : Mme Stéphanie Weydert) :

24/09/2025 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 16/10/2025

Loi du 29 octobre 2025

Mémorial A : 2025, n° 477, page 1

100^e séance

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

p. 11

M. Claude Wiseler, Président (interventions de Mme Nancy Arendt et M. Dan Biancalana)

2. Question élargie n° 45 de M. Mars Di Bartolomeo au sujet des suites données par la CNS à la motion du 11 juillet 2024 relative à une meilleure prise en charge des lunettes et des verres correcteurs

p. 11

M. Mars Di Bartolomeo | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | M. Mars Di Bartolomeo | Mme la Ministre Martine Deprez

3. Question élargie n° 54 de Mme Djuna Bernard au sujet des psychothérapies assistées par psychédéliques (PAP)

p. 12

Mme Djuna Bernard | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Mme Djuna Bernard | Mme la Ministre Martine Deprez

4. Question élargie n° 50 de Mme Corinne Cahen au sujet de la formation et de l'emploi des réfugiés au Luxembourg

p. 13

Mme Corinne Cahen | M. Georges Mischo, Ministre du Travail | M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Mme Corinne Cahen | M. le Ministre Georges Mischo

5. Question élargie n° 48 de Mme Francine Closener au sujet des mécanismes mis en place par le Gouvernement pour assurer le suivi du taux d'occupation des crèches et des maisons relais

p. 14

Mme Francine Closener | M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Mme Francine Closener | M. le Ministre Claude Meisch

6. Dépôt d'une motion par Mme Liz Braz

p. 16

Exposé : Mme Liz Braz

7. Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet de l'augmentation des fraudes numériques dans le secteur bancaire

p. 17

Exposé : M. Ben Polidori (dépôt de la motion 1)

Débat : Mme Diane Adehm | M. André Bauler | M. Fred Keup | Mme Joëlle Welfring | M. Marc Goergen (dépôt de la motion 2) | M. David Wagner

Prises de position du Gouvernement : M. Gilles Roth, Ministre des Finances (intervention de M. Ben Polidori) | Mme Martine Hansen, Ministre de la Protection des consommateurs | M. Marc Goergen (parole après ministre) | Mme la Ministre Martine Hansen | M. Ben Polidori (parole après ministre) | M. le Ministre Gilles Roth

Motion 1 : Mme Diane Adehm | Mme Joëlle Welfring | M. Marc Goergen | M. Ben Polidori | Mme Diane Adehm | M. Gilles Roth, Ministre des Finances
Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission (adopté)

Motion 2 : Mme Diane Adehm | M. Fred Keup | M. Marc Goergen

Vote sur le renvoi de la motion 2 en commission (adopté)

Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Fernand Etgen, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : Mme Martine Hansen, M. Claude Meisch, M. Gilles Roth, Mme Martine Deprez, M. Georges Mischo, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

Ech maachen Iech just drop opmierksam, datt et sech ëm déi 100. Sëtzung vun dëser Legislaturperiod handelt.

Plusieurs voix | O!

D'autres voix | Très bien!

Mme Nancy Arendt (CSV) | Da musse mer jo haut feieren!

M. Dan Biancalana (LSAP) | Nee, et ass net déi lescht.

(Hilarité)

2. Question élargie n° 45 de M. Mars Di Bartolomeo au sujet des suites données par la CNS à la motion du 11 juillet 2024 relative à une meilleure prise en charge des lunettes et des verres correcteurs

M. Claude Wiseler, Président | Voilà. Mir fänken dës Sëtzung haut de Mëtteg dann u mat der erweiterter Fro Nummer 45 vum Här Mars Di Bartolomeo iwwert d'Suite vum der Motioun vum 11. Juli 2024 iwwer eng besser Prise en charge vu Brëller a vu Kontaktlinsen duerch d'CNS. Den Auteur vum der Fro huet, wéi en dat weess, 5 Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister seng Zousazfro virzedroen, an d'Regierung huet 10 Minutten Zäit fir ze äntweren. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass eng Éier, déi 100. Sëtzung elo dierfen unzefänken!

Plusieurs voix | A!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | No dem öffentlechen Debat an der Petitiounskommissioun vum 10. Juli 2024, wou en totalen oder zumindest bessere Remboursement vun de Brëller gefuerdert gouf, huet eis Chamber sech eestëmmeg hannert d'Motioun vun eisem leider vill ze fréi verstuerwene Kolleeg Max Hengel gestallt, déi d'Regierung opgefuerdert huet, sech iwwer hire Vertrieeder an der CNS fir eng daitlech verbessert Prise en charge anzusetzen an d'Chamber iwwert déi noutwendeg Verbesserungen ze informéieren.

Am November vum leschte Joer hat ech dunn d'Madamm Ministesch gefrot, ob schonn eppes an där Fro geschitt wier. Dorop huet d'Madamm Minister eis informéiert, datt en éischte Schrëtt gemaach géif, andeems an Zukunft net méi wéi bis elo just bei Kanner bis 14 Joer keng Erneierungsfrist méi géif gëllen, mee déi op 18 Joer eropgesat géif ginn. Dat heescht, an där doter Kategorie, wann e Brëll verluer geet oder futtgeet, spilt keen Delai.

Dat ass positiv, mee ganz wäit vum deem ewech, wat d'Petitioun an eng eestëmmeg Chamber gefuerdert hunn. Et muss een nämlech wëssen, datt bei de Brëlleglieser zum Beispill – fir déi ze nennen –, déi deelweis ganz deier sinn, d'Participatioun vun der Gesondheetskeess just bei plus/minus 30 % läit. De Patient muss also 70 % aus der eegener Täsch bezuelen, et sief dann, en huet eng Zousazversécherung. Well mer no der Quadripartit näscht iwwert déi weider Schrëtt héieren hunn, wollt ech vun der Madamm Ministesch wëssen, ob si méi weess ewéi mir, well mir hunn elo zënter bal engem Joer näscht méi héieren.

Wat sinn déi nächste Schrëtt? Gëtt d'Motioun vun der Chamber respektéiert? Oder gëtt dat bis no deenen nächste Wale vertaagt, esou wéi bei de Problemer, déi d'CNS huet? Do solle jo elo Léisunge fir déi nächst dräi Joer fonnt ginn. Wann et eng Käschtfro sollt sinn, da kann d'Regierung jo op déi gutt gemengte Suggestiounen vun der Madamm Minister selwer zeréckgräifen a bei de Verwaltungskäschte vun der CNS matupake respektiv déi net cotisationsgedeckten Ausgabe mat iwwerhuelen, wou politesch Decisiounen virausgaange sinn.

A wann dat nach ëmmer net duergeet: Mir hunn eng Rei vun Iddien – ech mengen, op alle Bänken –, mat deenen een d'CNS méi wäit wéi déi nächst Walen an de schwaarzen Zuele kéint halen.

Voilà, dat gesot, sinn ech schonn um Enn, mat ville gudde Virsätz an der 100. Sëtzung, fir Punktlandungen ze maachen an déi noutwendeg Reserv nach ze hunn, fir no der Madamm Minister kënne nach eng Kéier d'Wuert ze ergräffen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Di Bartolomeo. Dann huet d'Regierung d'Wuert, d'Madamm Gesondheetsministesch a Ministesch fir d'sozial Sécherheet.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci, Här President, a merci och dem Deputéierte fir seng Nofro bezüglech der Prise en charge vun de Brëller an den Traitementen bei den Aen opgrond vun der Petitioun, déi am Juli d'lescht Joer war a wou effektiv eng Motioun gestëmmt ginn ass.

An där Motioun steet dran, datt mer invitéiert géife ginn, de Conseil d'administration iwwert den Inhalt vun der Petitioun ze informéieren, an datt mer de Conseil d'administration sollten encouragéieren, Analysen ze maache fir eng besser Prise en charge, ënner anerem bei de Kanner, bei de Sportsbrëller a bei verschiddene Verre-correcteurs an datt mer de Conseil d'administration sollten encouragéieren, déi Prise en charge ze verbessern, an natierlech der Chamber e Rapport maachen, wann dann do Ännerungen wäeren.

E Rapport hate mer jo den 13. November gemaach. Deen Dag huet de Verwaltungsrot eng Verbesserung ugeholl. Dat ass déi, déi elo just genannt ginn ass, dat heescht, bis 18 Joer brauch een net méi Delaien ze respektéieren, fir säi Brëll erëm eng Kéier erneiert ze kréien.

Doropshin ass dann de Verwaltungsrot aktiv ginn, fir weider nei Mesürene ze iwwerleeën, ausrechnen ze loossen an op de Leescht ze huelen. An notament probéiere se bei de Mineuren, well do gëtt et Traitementen, déi verhënnere, datt ee staark kuerzsichteg gëtt, déi Traitementen en place ze setzen.

Do hu mer elo en Avis vun der Cellule d'expertise médicale. Dee fléisst elo an an d'Diskussiounen a wäert an deenen nächste Wochen a Méint dozou féieren, datt d'CNS aktiv gëtt, wa se da bis eng Äntwert kritt huet vun der Fédération des patrons opticiens et optométristes, well déi sinn nach net aktiv ginn, fir mat an dat Boot eranzekommen. Do musse jo op konventioneller Basis dann déi Tariffer en charge geholl ginn.

Doriwwer eraus ass gefrot ginn, verschidden Aendrépsen, déi d'Kuerzsichtegkeet och kéinten erfosetze respektiv freinéieren, en charge ze huelen. An deen Dossier ass op Äis geluecht ginn, well do huet d'Agence européenne des médicaments en negativen Avis ginn a wëllt elo mol nach eng Kéier

studéieren, ob dat Medikament wirklech eppes bréngt.

Dat ass de Stand vun deem, wat an der Petitioun festgehal ginn ass. Déi aner Froen, déi ugedeit gi sinn, ob et aner Moyene géif ginn, fir do d'Prestatiounen ze verbessern, ob et aner Ressourcë géif gi fir d'CNS, mengen ech, ginn iwwert de Kader vun där Fro eraus, déi ech gestallt krut. D'Fro, déi ech gestallt krut, war, eng Mise à jour ze maache vun den Engagementer, déi mer opgrond vun där Motioun geholl haten. An ech verweise vertrauensvoll op aner Froen oder aner Diskussiounsronnen, fir dann iwwert d'Finanze vun der CNS ze schwätzen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci. Här Di Bartolomeo, hutt Dir nach eng Zousazfro?

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Selbstverständlech. Ech soen der Madamm Minister Merci fir d'Ukënnung vun enger Rei vu méi klenge Moossnamen, mee dat war weeder dat, wat an der Petitioun gefuerdert gouf, nach dat, wat an der Motioun festgehal gief. Well an der Motioun hate mer wuel eppes fir d'Kanner gefrot, mee mer haten awer och gefrot fir „différents types de verres correcteurs pour tous les assurés“, also net nëmme fir Kanner a Jugendlecher. An ech hat Iech virdrun d'Beispiller genannt vun der Prise en charge vun de Brëlleglieser. Do iwwerhëlt d'Gesondheetskeess 30 % an de Patient muss aus der eegener Täsch 70 % bezuelen.

Fir dat emol eng Kéier a Chifferen auszedrécken: Wann ee Brëller mat double Foyer hëlt, wou ee liesen a wäit kucke kann, da kascht esou ee Glas, mat deem Service, deen hannendrun hënt – do ass de Service ënnerschiddlech –, bis zu iwwer 500 Euro. Da kënnt Der Iech jo virstellen, wat 70 % ausmaachen. An do, mengen ech, gëtt et en Handlungsbedarf an do waarde mer op déi Äntwerten, déi mer gefrot hunn. An do stoung d'Chamber unanime hannendrun, fir eis do ze beweegen. An ech ginn dovun aus, dass d'Chamber och unanime wär, fir déi noutwendeg Méttelen dofir zur Verfügung ze stellen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Ech weess net, ob et elo eng Fro war oder e Kommentar, mee Dir kritt awer eng Äntwert.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Ech kann awer nach eng Kéier erklären, datt mer da vläicht eng verschidde Lektür vun der Motioun hunn. „Invite le Gouvernement à informer le Conseil d'administration“, „à encourager le Conseil d'administration“, „des différents types de verres correcteurs pour tous les assurés“, wann Der dat mengt, dat huet d'Keess och analyséiert.

An an Ärer Fro hat ech gesot kritt, ech sollt erklären, wat zënter 2022 geschitt ass. Ma zënter 2022 ass just dat geschitt, wat elo den 1. Januar 2025 en place gesat ginn ass. Dat ass dat fir d'Kanner. A virdrun, 2021, ass eng besser Prise en charge vun de Verre-correcteurs en place gesat ginn. Déi huet zu Méiausgabe vun 3,4 Milliounen gefouert. Dat war schonn 2021, duerfir hat ech dat elo net direkt gesot. Mee dat als Zousaz.

A fir de Rescht ass et de Verwaltungsrot vun der CNS, dee seng Verantwortung iwwerhëlt a mat deenen Informatiounen, déi en do leien huet, dann eeben déi Decisiounen hëlt, opgrond vun Avisen vu Cellules d'expertise médicales, vun Dokteren, vun der Société d'ophtalmologie, fir dat en place ze setzen, wat den Assuré brauch. A wann doriwwer eraus zu deem, wat elo en charge geholl gëtt, eppes gebraucht gëtt, da sti mir natierlech derhannert, dat och en place ze

setzen. Mee do si mer am Tripartitt-Modell ënnerwee an der CNS. An dat sinn dräi Partner, déi do zesummen decidéieren.

M. Claude Wiseler, Président | Voilà. Merci, Madamm Minister.

3. Question élargie n° 54 de Mme Djuna Bernard au sujet des psychothérapies assistées par psychédéliques (PAP)

Elo komme mer zur erweiterter Fro Nummer 54 vun der Madamm Djuna Bernard iwwert d'psychedeellesch ënnerstëtzt Psychotherapien. Den Auteur vun der Fro huet, wéi gesot, 5 Minutte fir d'Haaptfro an d'Zousazfro an d'Regierung 10 Minutten. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Merci, Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, et ass kee Geheimnis, mir stiechen an enger Kris vun der mentaler Gesondheet. A laut de rezentsten Donnéeë leit haut all sechst Persoun an der EU un enger psychescher Krankheet. D'WHO schwätzt vun iwwer enger Milliard Mënsche weltwäit, déi mat psychesche Gesondheetsproblemer kämpfen, an d'Käschte vun dëser Kris ginn an d'Honnertausende vu Milliounen geschat.

Hannert dësen Zuele stieche Mënschen, Mënschen, déi oft scho jorelaang no Hëllef sichen a se ganz oft net fannen. Bei der medikamentöser Behandlung reagéieren 20 bis 60 % vun de Patient/innen net op déi disponibel Substanzen. Spezifesch bei staarken Depressiounen schloen d'Medikamenter bei 30 % vun de Patient/innen net un. Dëst weist, mir brauchen nei Weeër a mir brauchen nei Usätz.

An do kënnst eng spannend Entwécklung an d'Spill: d'Fuerschung zu Psychedeelika an der Psychotherapie. Studien aus de leschte Jore weisen, dass Substanze wéi Psilocybin, MDMA oder LSD an engem streng kontrolléierte klinesche Kader an a Kombinatioun mat Psychotherapie kéinten Hëllef bei Depressiounen, bei PTSD, bei Angschtstéierungen oder bei Suchtproblemer.

D'Resultater, déi mer aus deene klinesche Studie mat de sougenannte „PAP-Therapie“ gesinn an och aus Länner, wou se schonn als Therapie zougelooos sinn, si ganz, ganz interessant. D'Probanden erziele vun déifgräifenden an dauerhafte Verbesserungen, do, wou klassesch Medikamenter an Therapieformen oft näischt bruecht hunn.

International ass dofir vill a Beweegung. An den USA huet d'FDA fënnf Traitementer op Basis vu Psilocybin, LSD an MDMA de Status vun der „Breakthrough Therapy“ ginn. An Australien dierfen Dokteren MDMA a Psilocybin verschreiwen. An Norwege gëtt den Off-Label-Use vu Ketamin an der Psychotherapie bei medikamenteresistenter Depressiounen schonn iwwert d'national Gesondheetskeess verschriwwen. An an der Schwäiz gi PAP-Therapien iwwert d'Bundesamt fir Gesondheet au cas par cas elo schonn accordéiert. A Länner wéi Däitschland oder Groussbritannien féiere scho säit e puer Joer klinesch Studien duerch.

Zu Lëtzebuerg ass aktuell, menger Kenntnis no, just den Off-Label-Use vu Ketamin zougelooos, dat an der Behandlung vu schwéieren Depressiounen.

Zu Lëtzebuerg waarde ganz vill Patientinnen a Patienten, mee och Doktere mat vill Hoffnung op PAP-Therapien. An eis Konferenz, déi mer am Mee, zesumme mam Tilly Metz, zum Thema Psychedeelika an der Psychotherapie organiséiert haten ...

(Interruption et hilarité)

... – do si verschidde Leit ganz frou –, huet dat bestätegt. De Sall war gefëllt mat Patient/innen, mat

Dokteren an Dokteschen an Therapeuten, déi drop waarden, dass Lëtzebuerg sech e Kader gëtt, fir dës nei Therapieforme kënnen selon les règles de l'art duerchzuféieren.

An deem Kontext wëll ech profitéieren, der Gesondheetsministesch folgend Froen ze stellen:

Wéi positionéiert sech Lëtzebuerg vis-à-vis vun Therapieusätz, déi Psychotherapie mam Asaz vu psychedeellesche Substanzen kombinéieren, an dat souwuel am nationale Kader wéi och bei Diskussiounen um Niveau vun der EU?

Gëtt et hei am Land Fuerschungsprojeten oder klinesch Tester, déi dës Beräich exploréieren, oder ginn zumindest Initiativen ënnerstëtzt, déi esou eng Fuerschung kéinten erméiglechen? Wann net, sinn der vläicht an Zukunft ugeduecht oder geplangt?

Gesäit d'Regierung Potenzial, fir sech hei ze engagéieren, beispillsweis duerch d'Zesummenaarbecht mat europäesche Fuerschungszentren, Spideeler oder Universitëten?

A schlisslech: Gëtt doriwwer nogeduecht, wéi eng legal an och eethesch Kaderen a wat fir e prakteschen Encadrement néideg sinn, fir esou eng Therapieform am Kader vun enger evidenzbaséierter, sécherer an och mënschewierdeger Psychotherapie méiglech ze maachen?

Fir eis – an ech soen dat ganz kloer – geet et net drëms, Psychedeelika ze idealiséieren oder Risiko klengzerieden. Mee et ass e Fakt, dass vill Leit, déi ënner psychesche Krankheete leiden, net kënnen mat konventionelle Medikamenter gehollef kréien. Et geet fir eis drëms, de Potenzial vun de PAP-Therapien zum Wuel vun de Leit ze notzen. A wa mer dat wëlle maachen, da mussen mer kucken, dass mer hei am Land net dem Wëssen hannendrunlafen, mee d'Innovatioun an d'Fuerschungsbesoine fërderen an deem och gerecht ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. Da kritt erëm eng Kéier d'Gesondheetsministesch an d'Ministesch fir sozial Sécherheet d'Wuert.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci, Här President, a merci der Deputéierter fir dës Fro. Fënnf Deeg no der Journée internationale de la santé mentale an no enger Woch, wou op ville Plazen am Land Aktiounen, Aktivitéiten waren, fir op d'Wichtigkeet vun der mentaler Gesondheet hinzeweisen, wou déi verschidde Méiglechkeeten vun der Prise en charge dem Public matgedeele goufen an a ville Konferenzen eenzel Aspekter vun der Santé mentale méi am Detail belicht goufen, kéint dës Fro net méi passend sinn.

Och hei geet et ëm eng Prise en charge, déi zwar schonn a Fachkreesser diskutéiert gëtt, déi, esou wéi den Erkenntnisstand haut ass, ville Leit och kéint hëllefen, déi, ënner anerem, ënner posttraumatesche Stéierungen, ënner Angschtstéierungen, ënner Depressiounen oder Suchtproblemer leiden a wou aner, méi konventionell Methoden eeben net méi dëngen.

Déi Substanzen, déi hei ugeschwat ginn, ënnert dem Begrëff Psychedeelika zesummegefasst, betreffen am spezifische Psilocybin, LSD, Ecstasy a Mescaline. Experten, déi se asetzen, maachen dat, nodeems, wéi gesot, aner Traitementer net méi hëllefen. Aktuell si mer do nach am Stadium vun den Études expérimentales am Kader vu klinesche Studien an net am Usage thérapeutique ausserhalb vu Kliniken ënnerwee.

Fir op déi detailléiert Froen anzegoen: Déi éischt war: „Wéi positionéiert Lëtzebuerg sech do vis-à-vis?“ Ben, zu Lëtzebuerg falen all déi Substanzen do

ënnert d'Gesetz vun de Stupefianten a Psychotropen. Dat heescht, all eis Acteure suivéieren d'rezent Entwécklungen an hunn och an der Vergaangenheet Gebrauch gemaach vun esou Entwécklungen, fir ënner anerem Heroïn zouzeloossen a spezifesch Krankheetsbiller. Falls do elo déi wëssenschaftlech Erkenntnisser weisen, dass e konditionéierten Zougang zu dësen Substanzen néideg wier, verschléisse mir eis net dësen Erkenntnisser a wäerten hëllefen, deen néidege legale Kader en place ze setzen, fir dass dat encadréiert gëtt.

D'zweet Fro war: „Gëtt et hei am Land Fuerschungsprojeten an deem Sënn?“ E ben, esou Fuerschungsprojeten a klinesch Tester mussen formal eng Autorisatioun vum Ministère kréien a kënnen just am Kader vu klinesche Studien erlaabt ginn, wa se strikt encadréiert sinn an déi europäesch Prozedur CTIS respektéieren. Zu Lëtzebuerg gëtt déi ëmgesat eeben iwwert de Ministère mat Avisen vun der Direktioun vun der Santé a vum CNER (ndlr: Comité national d'éthique de recherche). Bis dato ass mir elo keng Informatioun erugegroe ginn, dass mir eng spezifesch Etüd an deem Sënn lafen hätten. Mee och do, wa Leit do sinn, déi esou Etüde wëlle maachen: sech vertrauensvoll un d'Servicer vun der Direktioun vun der Santé an un de CNER wenden, fir ze wëssen, wéi ee sech do muss uleeën.

Déi drëtt Fro: „Gesäit d'Regierung Potenzial, fir sech hei ze engagéieren?“ Ben, jo, mir hunn eng Rëtsch Recherchezentren, mir hunn d'Uni, mir hu Rechercheaktivitéiten an de Spideeler, mir hunn e propicë Kader, fir esou eppes en place ze setzen. Mir sinn international gutt vernetzt an hu schonn eng Rëtsch flott Fuerschungsprojeten an anerem Domäne mam Ausland lafen. Iwwert d'Fuersungsklinik, déi vum LIH gefërdert gëtt, wäert och an deenen nächste Joren déi klinesch Fuerschung zu Lëtzebuerg nach méi ënnerstëtzt ginn an nach besser opgestallt ginn. Eng méi strukturéiert Zesummenaarbecht mam Ausland ass dann iwwert déi Fuersungsklinik méiglech.

An déi véiert Fro schlisslech: „Gëtt doriwwer nogeduecht, e legalen an eethesche Kader en place ze setzen?“ Ma ech verweisen do op meng Äntwert vu virdrun. Jo, wa gewise gëtt, dass déi Therapieform op medikamentöser Basis besser fir de Patient ass, da muss och fir déi Medikamenter do iwwer eng eventuell Zouloossung vun de Medikamenter nogeduecht ginn.

Mee de Moment sinn déi Substanze keng Medikamenter. Dat geet net. A falls dat dann esou bleift, wéi et ass, dass et keng Medikamenter sinn, da bleift just eng Adaptatioun vum legale Kader iwwert dat Gesetz vu psychotrope Substanzen. Mir verschléissen eis deem net.

Mee ofschléissend wëllt ech eis Ënnerstëtzung matdeele fir all Initiativ am Beräich vun der Fuerschung a klinesche Studien, déi zur Wierksamkeet vun dësen Substanzen bäidroen. Mir hunn d'Moyenen, fir d'Fuerschung ze ënnerstëtzen, net nëmmen an dësem Beräich, mee och an dësem Beräich, mam Zil, an aller Sécherheet a mat deenen néidege wëssenschaftlechen Erkenntnisser en adaptéierte Kader ze ginn, fir jiddwerengem déi Therapie-Méiglechkeeten accessibel ze maachen, déi e brauch, déi kënnen hëllefen an déi hëllefen, wann déi aner Saachen net méi hëllefen.

Merçi.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Madamm Bernard, wëllt Dir eng Zousazfro stellen? Jo. Dir hutt d'Wuert.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Merci och fir Är Äntwerten, Madamm

Ministesch. Ech begrëssen, dass Der effektiv och Ouverturë vis-à-vis vun der Fuerschung hei weist. An ech hoffen, dass mer och als Lëtzebuerg kënnen e Bäitrag leeschten, fir hei an der Fuerschung weiderzekommen.

Wéi positionéiert Lëtzebuerg sech hei an engem EU-wäite Kontext? Do gëtt et jo och eng Rei Initiativen um Niveau vun der EU. Ass dat bis elo en Thema gewiescht mat Äre Kollege Gesondheitsministere(n) a -ministesch aus der EU, fir do och vläicht en EU-wäite Kader weider ze präiwen oder fir doriwwer ze diskutéieren? Also wéi eng Haltung hält do Lëtzebuerg an enger EU-Debatte do an?

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Minister.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci och fir d'Nofro. Als Santé-ministesch sinn ech am Beräich vun de Medikamenter ënnerwee. Well dat do keng Medikamenter sinn, bis elo net dovunner geschwat ginn. Dat ass éischter a Fuerschungseenteen. An ech huelen d'Fro mat virun, och un d'Direktioun vun der Santé, déi an deene Fuerschungseenteen heiansdo ënnerwee ass, a wäert op Iech zrëckkommen, wann ech eng Äntwert hunn. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister.

4. Question élargie n° 50 de Mme Corinne Cahen au sujet de la formation et de l'emploi des réfugiés au Luxembourg

Mir kommen elo zur erweiderter Fro Nummer 50 vun der Madamm Corinne Cahen iwwert d'Ausbildung an d'Ustellung vun de Flüchtlingen. Madamm Cahen, Dir hutt d'Wuert.

Mme Corinne Cahen (DP) | Villmools merci, Här President. Jo, gëschter hate mer hei op dëser Plaz vun Aarbecht geschwat a vum Wäert vun der Aarbecht, wéi wichteg et ass, dass mer eng Aarbecht hunn, net nëmme fir Suen ze verdéngen, mee och fir eppes ze erliewen a fir anere Leit vläicht och d'Liewe méi einfach ze maachen a weiderzekommen.

An an deem Kontext wollt ech dann haut mol iwwert d'Aarbecht schwätze vun den Demandeurs de protection internationale, well déi mussen nach ëmmer sechs Méint waarden, éier se eng AOT – dat ass eng Autorisation d'occupation temporaire – iwwerhaapt emol kënnen ufroen.

Et gëtt net wierklech e Screening gemaach vun de Kompetenzen, wann d'Leit ukommen. Dat verstinn ech net, firwat net direkt, wann d'Leit ukommen, och en totale Screening, e Profiling, gemaach gëtt, och wa se net e B1 hunn an enger vun eise gängige Sproochen, spréich Lëtzebuergesch, Franséisch oder Däitsch. D'Sprooch léiert ee menger Erfahrung no am beschten um Terrain. An net all Aarbecht erfuerdert e B1-Niveau, muss een och direkt soen.

Mat de Cours d'intégration linguistique, do erreecht een en A1-, och emol vläicht en A2-, mee ganz selten e B1-Niveau. Et gëtt iwwregens och keng Sanktioun, wann een net an déi Cours geet. Dat heescht, wann d'ADEM dann direkt seet: „O, deen do huet elo kee B1-Niveau, da muss en elo eriwuer bei den ONIS (ndlr: Office national d'inclusion sociale)“, da gëtt en a Sproochecours geschéckt, wou dann den Educationministère warscheinlech responsabel ass. Do ginn d'Leit dann ageschriwwen, mee et sinn awer keng Sanktiounen do, wa se net an déi

Sproochecours komme respektiv wa se dann domadder ophalen.

Wat d'Bénéficiaires de protection internationale ugeet, do gëtt am Moment an zwee Secteure gekuckt, fir Formation sectorielle ze maachen. Dat ass am Botzsecteur an an der Kichen. An de Bilan dovunner, hunn ech mer soe gelooss, ass deen, dass bis elo eng Persoun e CDD krut, dat heescht, net emol e CDI!

An dofir hunn ech folgend Froen:

Mol d'éischt un den Aarbechtsminister – an ech soen dat elo mol ganz pauschal direkt als éischt Fro –: Mécht d'ADEM et sech net e bëssen ze einfach hei? Dat ass awer dat, wat ech mech froen, wa si einfach, wann een net e B1 hutt, dann automatesch direkt soen: „Dat ass net eise Client, dee muss elo mol einfach weiderzéien.“ Dat ass meng éischt Fro. Misst d'ADEM net direkt e Profiling maachen, wann d'Leit an d'Land kommen? Dass dann effektiv gekuckt gëtt: Wat kann deen? Wat huet e geléiert? Wéi eng Sprooch beherrscht en? Wat sinn do d'Méiglechkeeten?

Dann ass meng nächst Fro déi, ob d'Méiglechkeet besteet, d'Konditiounen ze labberen, wat d'Sproochekenntnisser ugeet, wann en Asylberechtigte sech eebe wëll bei der ADEM enregistréieren. Fir wéini ass ugeduecht, den Delai vum Accès zu der AOT ze kieren, esou wéi dat och am Koalitiounsaccord steet, dass eeben d'Asyldemandeuren déi richteg Startméiglechkeeten éischter kréien, dass se net musse sechs Méint waarden? Am Koalitiounsaccord steet véier Méint. Vlächent kënnt Der ons jo och soen, ob et eventuell méiglech ass, dat ganz ewechzehuelen, déi puer Méint, well eeben Aarbecht esou wichteg ass, och fir eng Sprooch ze léieren, sech ze integréieren. A souguer, wann een um Enn vum Dag net ka bleiwen, hält een dann awer eng Erfahrung weider mat op de Wee.

De Lëtzeburger Flüchtlingsrot huet fir eng Offensiv plädéiert, fir Flüchtlinge méi employabel ze maachen. Do fuerdert en, ënner anerem, dass méi relevant Zuelen an deem Domän sollen erhuewe ginn. Gedenkt de Minister, an Zukunft méi Zuele säitens der ADEM ze sammeln, ze erhiewen, fir dass mer och mol konkret Donnéeë kréien, wat déi Leit dann hunn als Parcours a wat se och scho kënnen, wa se hei ukommen?

Gesäit den Aarbechtsminister hei net och eng Chance, fir spezialiséiert Personal auszebilden an Domänen, wou et hei u Manpower felt a wou mer jo och dacks hei an der Chamber dervunner schwätzen? Firwat si just de Botzsecteur an d'Kiche bei der Formation dra fir d'Bénéficiaires de protection internationale?

An da géif ech och nach gäre vum Aarbechtsminister wëssen, wat gemaach gëtt, fir d'Leit net ze encouragéieren, an engem TUC, an engem Travail d'utilité collective, ze bleiwen, mee fir se ze encouragéieren, aus deem TUC erauszugeen op den éischten Aarbechtsmaart, an ob do net nach e bësse méi Efforte misste gemaach ginn.

An dann hunn ech un den Educationminister eng Fro, fir dass en net fir näischt komm ass. Mee ech mengen, déi Fro duerno ass och nach fir hien. Ech géif nawell gäre vun Iech wëssen, Här Minister, ob Der drun denkt, vlächent den Accès zum Apprentissage adulte méi einfach ze maachen, fir dass déi Leit, déi nei an d'Land kommen, déi dann dee Moment DPI sinn, e méi einfachen Accès hunn an net e Joer musse waarden, éier se iwwerhaapt emol kënnen envisagéieren, en Apprentissage adulte ze maachen. Ech mengen, dat géing de Betriber zeguttkommen an et géing och de Leit zeguttkommen. A mir wëssen, e Betrib, deen ee brauch, dee brauch en direkt an net eréischt a sechs Méint oder an zwielef Méint. An déi

Fro géing sech dann nach un déi zwee Ministeren adresséieren, ob een dat net alles e bësse méi kuerz ka maachen.

Villmools merci.

Une voix | Très bien! Bravo, Madamm Cahen!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Cahen. Dann huet d'Regierung d'Wuert. Den Aarbechtsminister fänkt un. Här Minister.

M. Georges Mischo, Ministre du Travail | Merci, Här President. Merci der honorabler Deputéierter Corinne Cahen fir déi Fro. Wat d'Demandeurs vum internationale Schutz, also d'DPIen, ugeet, ass et aktuell nach ëmmer esou, dass se sech net als Demandeurs d'emploi kënnen bei der ADEM umellen. Dat ass gesetzlech net virgesinn. Allerdéngs huet d'Regierung an de leschte Joren eng Rei wichteg Schrëtt ënnerholl, fir den Zougang vun dëse Persounen zum Aarbechtsmarché ze vereinfachen, awer och d'Integratioun ze fërderen.

E ganz wichteg Schrëtt an där Hisiicht ass d'gesetzlech Modifikatioun vum Code du travail aus dem September 2023, duerch déi déi sougenannten „tests du marché“ bei der AOT, déi der schonn ugeschwat hutt, ofgeschafft gi sinn. Domadder gëtt ganz kloer gewisen, dass d'Regierung d'Prozedur vun der AOT esou einfach an esou effizient wéi méiglech hale wëll, fir dass Mënschen, déi internationale Schutz froen, eng reell Perspektiv op Beschäftegung kënnen gebuede kréien.

Dës Vereinfachung weist awer och schonn hir Wierkung. D'Zuel vun den AOT-Demandeuren DPIen ass ganz staark an d'Luucht gaangen. Si ass an de leschte Jore kontinuierlech geklommen, vun 170 am Joer 2023 op 358 am Joer 2024 an op 463 am Laf vun dësem Joer. Dat heescht, do kënnen der nach derbäikommen. Dat ass eng kloer Indikatioun derfir, dass d'Prozedur fonctionéiert an dass d'Motivatioun souwuel bei den DPIen wéi och bei den Employeuren do ass.

D'Prozedur selwer ass relativ einfach. Den Employeur stellt d'Ufro fir eng AOT bei der ADEM a mellt gläichzäitig de Posten. Deem duebelen, ausgefüllten an ënnerschriwwene Formulaire musse verschidden Dokumenter bäigeluecht ginn. Och den Traitement vun den Demanden ass méi effizient ginn. Haut gëtt eng Demande, déi bei der ADEM erakënn, an der Reegel bannent zwee bis dräi Deeg un d'Direction générale de l'immigration weidergeleet, déi dann d'Analys an awer och d'Decisioun iwwerhëlt. Déi weider Delaie leien deemno dann och net méi an der Kompetenz vun der ADEM.

Alles an allem kann ee soen, dass duerch dës Reform e wichteg Schrëtt gemaach gouf, fir d'Integratioun vun de Persounen am internationale Schutzprozess an eisen Aarbechtsmarché konkret ze verbesseren an hinnen eng Perspektiv op Selbstständigkeit, awer och e soziale Fortschrëtt ze bidden.

Schlussendlech, an Zesummenaarbecht mam Ministère fir Famill, Solidaritéit, Zesummeliewen an Accueil, huet d'ADEM ganz kloer definéiert Jobdays, déi den DPIen d'Méiglechkeet ginn, sech bei Employeuren ze presentéieren, fir hir Chancen op en Opstig an den Aarbechtsmarché ze maximiséieren. Weider Participatiounen an der Zukunft sinn natierlech och virgesinn.

Dann, fir vlächent direkt op Är Froen anzugeen: Déi éischt Fro, déi Der gestallt hat, dat war iwwert de Profiling. Et gëtt am Fong geholl och keng Regel, dass kee Profiling gemaach gëtt, wann ee kee B1 huet. En Niveau B1 ass am Fong geholl néierens e Krittär. Et gouf just Diskussiounen am Kader vun den DPIen.

An dann, d'Méiglecheet, d'Konditiounen ze lockeren: Bei de BPIe gëtt kee Minimalniveau vu Sproochekenntnisser gefrot bei der Aschreiwung bei der ADEM.

„Fir wéini ass ugeduecht, den Delai vum Accès zu der AOT ze kieren?“ Dat ass eng Entscheedung vun der Immigration. Dat läit net bei der ADEM respektiv beim Aarbeitsministerium.

An dann, ob ech gedenken, den Delai eventuell ganz ofzeschaffen. Natierlech läit dat dann och an der Kompetenz vun der Immigration.

De Lëtzebuerger Flüchtlingsrot huet fir eng Offensiv plädéiert, fir Flüchtlinge méi employabel ze maachen. Dat ass richtig. E fuerdert ënner anerem, datt méi relevant Zuelen an deem Domän sollen erhuewe ginn.

„Gedenkt de Minister, an Zukunft méi Zuele säiten der ADEM ze erhiewen?“, ass gefrot ginn. De Moment sinn d'DPIen net bei der ADEM ageschriwwen. Dat ass de Grond, firwat net méi oder net iwwert déi Donnéeë verfuügt ka ginn. Vun de BPIen, déi bei der ADEM ageschriwwen sinn, huet d'ADEM natierlech alleguerten d'Zuelen. An déi kënne mer Iech och ganz gäre weiderreechen.

Dann, eng Chance, fir spezialiséiert Personal auszebilden an den Domänen, an deene Manpower feelt: Aktuell lafe scho spezifesch Formatiounsoffere fir BPIen, déi och eng Aarbecht sichen. An dat kann och ausgebaut gi fir DPIen am Kader vum Pacte migratoire.

An dann hat Dir d'Fro gestallt zu dem Botzsecteur an de Kichen. Mir sinn hei amgaangen am Kader vun engem Pilotprojet, mee et ass ganz kloer ugeduecht, nach méi Secteuren do mat eranzehuelen an och bäizehuelen.

An dann d'Fro iwwert d'TUC, déi Der gestallt hat: Do gëtt intensiv mam ONIS zesummegeschafft, fir datt d'ARIS (ndlr: Agents régionaux d'inclusion sociale) hir Leit konkret ënnerstëtzen, fir aus der TUC erauszuekommen. D'ADEM, den ONIS an den SFP (ndlr: Service de la formation professionnelle) hu sech x-mol concertéiert, fir datt mir all déi selwecht Messagë ginn. An d'Zil ass, d'Insertioun um éischten Aarbechtsmarché hinzebréien.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Aarbeitsminister. Da kritt den Educationminister d'Wuert. Här Minister.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, jo, Sprooch si wichteg. Sprooch si wichteg, virun allem wann ee keng vun eise Landessproochen, vun eisen hei och am professionnelle Beräich übleche Sprooch beherrscht. An duerfir si se wichteg, souwuel mat der Visée, duerno vläicht eng Formatioun ze maachen – well et muss een eng Sprooch kënne, an där mer déi Formatioun och kënne ubidden, an där den DPI, de BPI och ka léieren – wéi awer och fir duerno doriwwer eraus oder och direkt kënne an d'Aarbechtswelt integréiert ze ginn. Ganz ouni Sprooch geet et net.

Ech deelen d'Approche hei vun der Madamm Cahen, fir ze soen: Brauche mer fir alles e B1? A kréie mer deen och matzäiten assuréiert? Bei engem, deen aus engem ganz anere Sproochraum kënnt, wësse mer, kënne mer eis virstellen, datt et net ëmmer méiglech ass, deen dote Sproochenniveau ze erreechen, an datt ee ganz laang Zäit brauch. An duerfir, denken ech, sollte mer scho variéieren, kucken, wat d'Perspektive si vun deem engen oder aneren Demandeur, an awer och kucken, ob do net aner Perspektive sinn, wou de Sproochenniveau och méi kleng ka sinn a wou et och mat manner Sproochekompetenzen an engem vun eise Sprooch geet, fir awer eng berufflech Integratioun kënne ze reusséieren. An dofir, fannen

ech, sollte mer do schonn eng gewësse Flexibilitéit un den Dag leeën.

Wat d'Berufsausbildung ubelaangt, gesinn ech hei ganz kloer d'Potenzial fir eng Win-win-Situatioun tëschent den Entrepreneuren an op där anerer Säit awer och den Demandeurs oder de Beneficiaires de protection internationale, well mer ganz einfach e grouse Fachkräftemangel hunn, well awer och ganz vill Leit iwwert deen dote Wee bei eis komm sinn, déi scho Virkompetenzen hunn, déi berufflech Erfahrungen an eenzelne Beräicher hunn an déi ganz dacks awer och eng ganz héich Motivatioun hunn, déi dat als eng Chance gesinn, sech hei iwwer eng Berufsausbildung kënne ze integréieren.

Ech war selwer an deene leschte sechs Méint ganz vill an eenzelnen Entrepreneuren ënnerwee, déi ausbilden. An do kënnt et ëmmer méi och zu enger ganz konkreter Filière an zu enger ganz konkreter Betriibspolitik, fir eeben och Léierplazen opzemaache fir Demandeurs oder Beneficiaires de protection internationale, well se gesinn, datt do gutt a motivéiert Kandidatinnen a Kandidaten sinn.

Ganz dacks fënnt dat dann ënnert dem Statut vum Apprentissage adulte statt, well mer hei awer meeschtens a Presenz vun Erwuesene sinn a well en Deel op d'mannst vun deenen, déi hei a Fro kommen, déi Konditiounen erfëllen, déi mer am Apprentissage adulte hunn. Dat heescht, datt se zwielef Méint op d'mannst net méi an der Schoul oder an enger anerer Ausbildung, an enger Berufsausbildung, ageschriwwen waren an awer och – an dat ass hei schonn en Hindernis – datt se zwielef Méint hu missen affiliéiert si bei der Sécurité sociale. A mir kënne eis virstellen, ech kommen als DPI, als BPI ... A mir hunn och grad héieren, datt et heiansdo legal emol iwwerhaapt net méiglech ass, datt ech ka schaffe goen, an et duerno sécherlech och net einfach ass, déi zwielef Méint do beieneenzebréien. An doriwwer kann ee sécherlech och nodenken.

Mir wëssen awer och, datt mer Konditiounen wéi déi heiten net ganz ouni Grond gesat hunn, well mer wëllen och net, datt den Apprentissage adulte a Konkurrenz trëtt zum Apprentissage initial, datt also een, deen am Apprentissage initial ass, seet: „Ech hunn elo 18 Joer an da wiesselen ech automatesch an den Apprentissage adulte.“ Well mer wëssen, datt d'Indemniséierung awer nach eng Kéier méi héich ass wéi am Initial. An duerfir mécht déi Reegel hei, zwielef Méint geschafft ze hunn an och zwielef Méint net méi an enger Schoul oder enger Ausbildung ze sinn, an deem Cas de figure natierlech Sënn.

Mir kënne natierlech och schwéierlech herno Reegelen definéieren, déi sech dann nëmmen op BPIen oder DPIe limitéieren an déi eigentlech méi favorabel wäer wéi generell fir de Rescht vun der Populatioun. Mee et soll een doriwwer nodenken ..., dat ass op jidde Fall e Message, deen ech och mat op de Wee kritt hu vu ganz villen Entrepreneuren, vu ganz villen Tueteuren aus den Entrepreneuren an och vun DPIen a BPIe selwer, déi gesot hunn: „Mir wëllen heibleiwen. Mir wëllen eis hei berufflech integréieren. Mir wëllen en Ofschloss hunn a mir wëllen eigentlech och zur Entwécklung vun dësem Land hei bäidroen an iwwert de Wee dat heite kënne maachen.“

Net jidderee kann en Apprentissage adulte oder en DAP zum Beispill am Apprentissage adulte maachen, mir hunn och ganz vill ... Ganz vill? Mir hunn ugefaangen an de CNFPCen, de Centre-national-de-formation-professionnelle-continuen, och Formatiounen unzubidden, déi den Niveau CCP viséieren. De CCP Intégration nenne mer dat, wou mer ganz gezielt och schonn ufänken, an eng eenzel Fachrichtung ze

schaffe mat de BPIen oder DPIen an op där anerer Säit awer da ganz gezielt och nach Sproocheformatiounen ze maachen. Och e flotte Modell, deen mer sécherlech bereet sinn auszubauen. A vill vun deene Formatiounen do fanne jo och zum Deel am Betriib statt. Et ass wierklech e kollektiven Effort, fir jonken an heiansdo och nach manner jonke Leit d'Perspektiv ze ginn, sech gutt hei ze integréieren a virun allem eiser Economie an eisen Entrepreneuren weiderzehlëfen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. An dann huet d'Madamm Cahen natierlech d'Recht, eng Zousazfro ze stellen. Madamm Cahen.

Mme Corinne Cahen (DP) | Jo, villmools merci. Merci och fir déi Explikatiounen. Ganz kuerz da just als Zousazfro, zwou Stéck.

(Interruptions)

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift!

Mme Corinne Cahen (DP) | Déi éischt ass déi: Wäert Dir da gewëllt, bei d'ADEM als Message matzehuelen, dass se déi Leit solle systematesch profilieren an net, wa se kee B1 hunn, automatesch bei den ONIS schécken, mee dass se da solle kucken, ob se se net awer kënne integréieren, och ouni B1, fir eng Aarbecht eventuell ze fannen, well et awer méi sënnvoll ass, se um éischten Aarbechtsmarché ënnerdaach ze kréien, well mer se do och brauchen? Dat ass meng éischt Fro.

A meng zweet Fro ass déi, ob Der eventuell driwwer nodenkt, wa se dann a Sproochecoursë musse goen – entweder oder –, dass een dann awer och Sanktiounen aféiert, wann een net optaucht, dass d'Aschreiwung eleng net duergeet, mee dass een dann awer och muss iergendwou nees en Examen maachen, wat d'Leit dann och motivéiert, um Ball ze bleiwen a vläicht den Niveau e bësselchen ze hiewen, amplaz just nëmmen d'Aschreiwung ze consideréieren an net de Rescht, wat hannendru kënnt.

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Cahen. Här Aarbeitsminister.

M. Georges Mischo, Ministre du Travail | Jo, also zu där éischter Fro ganz kloer: Jo, natierlech wäert ech dat dote mathuele bei d'ADEM.

An zu där zweeter Fro: Ech mengen, dass et muss mat Sanktiounen beluecht sinn, well wann déi Sproochecoursen net beluecht ginn, da komme se jo och net weider. An da kënne mer jo och am Fong geholl déi Leit net op den Aarbechtsmarché loossen oder Perspektive gi fir op den Aarbechtsmarché. An dofir soll een, mengen ech, do och mat Sanktiounen da schaffen, jo.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat wär dës Fro dann ofgeschloss.

5. Question élargie n° 48 de Mme Francine Closener au sujet des mécanismes mis en place par le Gouvernement pour assurer le suivi du taux d'occupation des crèches et des maisons relais

Mir géngen zur erweiterter Fro Nummer 48 vun der Madamm Francine Closener kommen iwwert d'Mechanismen, déi vun der Regierung agefouert goufen, fir d'Besetzungsquote vu Crèchen a Maison-relais en ze iwwerwaachen. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

Mme Francine Closener (LSAP) | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kollegeen, eng garantéiert Plaz an der Crèche oder Maison relais fir all Kand vum Joer 2030 un, dat verspricht d'Regierung am

Koalitionsaccord. A wéi de Finanzminister déi lescht Woch a senger Budgetsried sot, heescht dat, datt an den nächste 5 Joer net manner wéi 10.000 zousätzlech Plazen an der nonformaler Bildung gebraucht ginn. Dat, Kolleginnen a Kollegen, ass enorm!

Fir datt méiglech ze maachen, soll déi staatlech Bedeelegung un de Käschte fir Crèchen a Maisons relais vu 6 op 7 Euro pro Stonn eropgoen. Ob dat als Encouragement duergeet, fir datt genuch nei Strukturen opginn, ob dat de richtige Wee ass, fir d'Zil vun 10.000 neie Plazen ze erreechen, wann et haut scho plazeweis jo awer ganz laang Waardelëschte gëtt, dat kann ee sech froen. A wéi en Effet esou e ganz séiere Wuesstem vum Secteur op d'Qualitéit vun der Kannerbetreuung wäert hunn, ass och nach onkloer.

A Frankräich an a Groussbritannien konnt een an de leschte Jore ganz gutt gesinn, wat geschitt, wann een de Secteur vun der Kannerbetreuung ze séier an ze liberal mat engem héijen Undeel u grouse private Boitte wuesse léisst. D'Qualitéit geet erof an d'Ofhängegkeet vun e puer risige Prestatairë geet erop, Prestatairen, déi, wa se vun haut op muer géifen zoumaachen, fortgoen, déi betrafte Famille viru grouss Problemer géife stellen an domadder also och e ganz grousst Drockmëttel op de Staat hunn. Dat ass ganz sécher net de Präis, dee mir bezuele wëllen, fir d'Zil vun enger garantierter Betreuungsplaz fir 2030 ze erreechen.

D'LSAP ass der Meenung, datt de Staat zwar op privat Prestatairen net ganz ka verzichten, mee awer an Zukunft d'Gemenge méi soll ënnerstëtzen, fir datt vill méi Gemengecrèchen a konventionéiert Betreuungsstrukturen ouni Profitorientéierung kënnen opmaachen.

Als Éischt ass et duerfir awer mol néideg, e konkreeten an detailléierten Iwwerbléck ze kréie vum Istzoustand an dem Besoin u Strukturen a Plazen. Ech wëll dem Minister duerfir folgend Froe stellen:

Wéi wäit sinn d'Crèchen a Maisons relais haut aufgelaacht? Wéi vill Plaze feelen haut? Wéi variéiert ass d'Auslaaschtung jee no Gemeng a Regioun? Wéi mécht de Ministère de Suivi? Ass dat e kontinuéierleche Suivi oder gëtt et just punktuell Recensements bei Gemengen a privaten Acteuren? Wéi kommt Der op déi Zuel vun deenen 10.000 feelende Plazen an den nächste Joren?

Wéi stitt Der zum Risiko, datt d'Betreiung vun deene jéngste Kanner ëmmer méi vu grouse Gruppen, private Gruppe kontrolléiert gëtt, well déi sech dat nach kënnen leeschten, an dann eng ganz ongesond Ofhängegkeet kéint entstoen?

Wat erwaart sech de Minister dervun, déi staatlech finanziell Ënnerstëtzung eebe beim Chèque-service accueill eropzesetzen? Wat ass d'Berechnung, wat d'Zuel vu weidere privaten a konventionéierte Strukturen betrëfft? Gëtt et eng Strategie, fir an Zukunft entweder déi privat oder déi konventionéiert Strukturen méi ze fërderen? Wéi eng weider Pisten nieft dem Chèque-service gëtt et, fir dat Zil vun 2030 ze erreechen? A wéi garantiéiert de Minister, datt de séiere Wuesstem an der nonformaler Bildung keng negativ Konsequenzen op d'Qualitéit vun de Services wäert hunn? Geet de Minister dervun aus, datt d'Tariffer vun de Privatcrèchë stabil bleiwen oder awer nach weider eropginn?

Schonn elo ass d'Suerg ëm d'Qualitéit an der Kannerbetreuung ganz grousst. Et gëtt net genuch an net genuch qualifizéiert Personal an et gëtt allze vill Verwarnung vun Ärem Ministère un déi jeeweileg Prestatairen, well sech net un d'Gesetz gehal gëtt. Mir wëllen, dass et besser gëtt mat der Kannerbetreuung an net méi schlecht.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Closener. Elo huet d'Regierung d'Wuert. Här Educationminister.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, merci och dem Francine Closener fir déi Fro hei, fir eise Point kënnen hei ze maachen, op dem Wee zu där Betreuungsplazgarantie am Joer 2030, déi d'Regierung an hirem Programm envisagéiert, well et eist Zil ass, datt hei fir all Kand eng gutt Kannerbetreuung soll kënnen assuréiert ginn, well mer nonformal Bildung als e wichtige Piller vun eisem Educationssystem ugesinn, well mer gärten hätten, datt d'Kannerbetreuung do, wou se gebraucht gëtt, sief dat an der Crèche, an der Maison relais oder och an anere Strukturen, op ganz villfältig Manéieren och kann ugebuede ginn.

Et ass e Secteur, Här President, dee sech ganz dynamesch entwéckelt huet déi lescht Joren. Mir hunn haut 72.640 Plazen an der nonformaler Bildung. Dat si Plazen a Crèchen, a Minicrèchen, bei Dageselteren, an de Maisons-relaisen, an de Foyer-scolairen. An ech wëll awer mol eng Kéier ënnersträichen, datt dat doten en enormen Effort war iwwert déi leschte Joren, fir genau déi Plazen opzebauen, mee awer sécherlech och eng Qualitéitsentwécklung ze maachen, déi am Interessé vun de Kanner ass. Do si mer net um Enn ukomm.

A béides muss weidergoen, souwuel de quantitativen Ausbau vun der nonformaler Bildung wéi awer natierlech och de qualitativen Ausbau vun der nonformaler Bildung. Dee wäert och weidergoen. Wann ech déi lescht Jore mol nach eng Kéier zrëckkucken: Zanter der Schafung vum Chèque-service ass d'Zuel vun de Plazen ëm 140 % an d'Luucht gaangen, also an de leschte 15 Joer. Wann ech nëmmen déi lescht 5 Joer zrëckkucken, dann hate mer eng Budgetscroissance vu 64 %. An dat, mengen ech, weist och nach eng Kéier d'Dynamik, déi do existéiert huet, d'Dynamik, an där mer momentan och nach mattendra sinn, awer natierlech och den Effort, deenen hei de Staat mécht, de Staat mat aneren Acteuren, virun allem eeben och de Gemengen, fir eng qualitativ gutt Kannerbetreuung kënnen queesch uechtert d'Land ze assuréieren.

Jo, et war an der Lescht munchmol d'Theema, datt op där enger oder anerer Plaz net genuch Plazen do sinn an der Kannerbetreuung, jo, an dat stëmmt. Wa mer awer elo mol de Landesduerschnitt kucken, dann ass dat en anert Bild, wat mer gesinn. Wann ech den Taux de recours vum Chèque-service kucken, datt ass d'Zuel vun deene Kanner, déi e Chèque-service an Usproch huelen, duerch d'Zuel vun deene Kanner, déi an deenen Alterskategorien dann och iwwerhaupt am Land liewen, dann hu mer tëschent 0 an 3 Joer en Taux de recours vu 56 % a mir hunn tëschent 3 an 12 Joer en Taux de recours vu 67 %.

Wann ech da weiderginn an ech kucken den Taux de couverture national, wéi vill Plaze mer dann an deene jeeweilegen Alterskategorien hu par rapport zu der Zuel vun deene Kanner, déi mer am Land hunn an där Alterskategorie, da kommen ech bei Kanner tëschent 0 an 3 Joer op 74 % an tëschent 3 an 12 Joer op 77 %. Dat heescht, mir hu méi Plazen, souwuel am Crèchenalter tëschent 0 an 3 Joer wéi och am Alter vun de Maisons-relaisen tëschent 3 an 12 Joer, an der Landesmoyenne.

Mee natierlech ass dat net ëmmer esou verdeelt, wéi grad d'Demande do ass. An an där enger oder anerer Gemeng hu mer méi Plazen ze vill an an där enger oder anerer Gemeng hu mer dann natierlech manner ze vill. Ech denken, datt hei net d'Plaz ass, elo

e Blaming ze maache vun där enger oder anerer Gemeng. An dorëms geet et eigentlech och net. Well mir mierken och, datt sech d'Gemengemammen a -pappe ganz dacks bewosst sinn, datt se e Retard opzehuelen hunn, an och amgaange sinn, eeben dee Retard do opzehuelen.

Mir wäerten duerfir och kucken, datt mer dat weider mat de Gemengen uginn, och andeems mer méi enk un d'Gemengen erurückelen. Fir dass mer, ënner anerem, méi enk un d'Gemengen erurückelen, hu mer och d'nächst Woch e Forum fir d'Gemengen aberuff, wou mer déi eenzel Gemengen och mat hire Chiffere wäerte confrontéieren, hinnen och hir Fiche mat all hiren Donnéeën wäerte ginn, an domadder och nach eng Kéier de Message ginn: „Dir sidd nach net do, wou Är Populatioun et eigentlech gärten hätt.“

Ech wëll awer hei och nach eng Kéier e Wuert soen, fir déi Gemengen och e bëssen a Schutz ze huelen. Well d'Gemeng kann net wëssen, wéi vill Kanner a fënnf Joer an hir Crèche ginn, well déi Kanner zum Deel nach net gebuer sinn, well se natierlech och net weess, ob d'Elteren, wann déi Kanner bis gebuer sinn, op eng Crèche zrëckgräifen oder ob se net op eng Crèche zrëckgräifen, an natierlech och do ëmmer ofhängeg si vun den Decisiounen, déi dee Moment geholl ginn, wann d'Kanner bis an der Gemeng wunnen, wa se op der Welt sinn, a wéi d'Eltere sech dann do organiséieren.

Datt d'Gemenge sech hirem Optrag bewosst sinn, weisen déi Chifferen, déi mir virun e puer Wochen an enger Radioémission och eng Kéier annoncéiert hunn. An et sinn net déi 10.000 Plazen, déi gebraucht ginn. Et si momentan bal 10.000 Plazen an de Maisons-relaisen um Entstoen. Mir hunn 41 Projete fir Maison-relaise vu Gemenge bei eis dobannen, fir en Agreement ze kréien, fir eng Autorisatioun ze kréien, fir datt se déi kënnen bauen, an der Envergure vun 9.696 Plazen, erëm eng Kéier queesch uechtert d'Land, mee natierlech ganz besonnesch och an deene Gemengen, wou mer wëssen, datt momentan en Enkpass ass.

Wa mer also hei vun engem Besoin schwätze vun 10.000, da soen ech, deen ass scho quasi gedeckt mat deem, wat momentan an der Pipeline ass. Mir wëssen awer och, datt et ëmmer ganz, ganz schwieereg ass, genau ze wëssen, wat mer a fënnf Joer an an zéng Joer da wierklech u Plaze brauchen. Well et kënn eeben och op där anerer Säit op den Taux de recours un, wéi vill Kanner a wéi vill Elteren dann och wierklech vun enger Plaz Gebrauch maachen. An do-robber huet ee kee politeschen Afloss, op jidde Fall nëmmen indirekt.

Bei de Crèchen ass et en änlecht Bild, awer manner staark ausgeprägt. Do sinn et 19 Projeten, déi momentan bei eis autoriséiert si fir e Gesamtvolumen vun 1.054 Plazen.

De Phenomeen vun de private Prestatairë konzentriert sech – e limitéiert sech net, mee konzentriert sech – awer ganz staark op d'Alterskategorie vun 0 bis 3, also net scolariséiert Kanner, bei Crèchen. A mir brauchen déi privat Prestatairen, dat ass kloer. Ech wëll awer nach eng Kéier ënnersträichen, datt fir eis an der Qualitéitskontroll, souwuel vum Agreement wéi och vun deem ganz konkrete pedagogesche Service, deenen ugebuede gëtt, keen Ënnerschied gemaach gëtt tëscht engem private Prestataire, enger Gemeng, déi Prestataire ass, an enger ASBL, déi Prestataire ass, déi konventionéiert ass mat eisem Ministère, mee déi duerchlafen alleguerten déi selwecht Kontrollen an op déi selwecht Mechanisme reagéiere mer dann och, wann et noutwendeg gëtt.

D'Zuel vun de private Prestataire, grad am Klengkandberäich, ass natierlech iwwert déi lescht 15 Joer duerch de Chèque-service immens schnell an d'Luucht gaangen. Ech wëll awer och nach eng Kéier soen: Si ass och an d'Luucht gaangen, well d'Gemengen zum groussen Deel inaktiv bliwwen sinn, well d'Gemenge sech zum groussen Deel op d'Maison relais konzentréiert hunn, wat ech ka verstoen. Et baut ee seng Schoul, et baut een niewendru seng Maison relais an et seet ee sech vläicht: „Do kënnt vläicht e private Prestataire, dee mécht dat anert, da brauch ech et net och nach do ze investéieren.“

Mir hunn eis scho villes afale gelooss am Ministère, muss ech soen, fir ze kucken, d'Gemenge mat op de Wee ze kréien, sech grad am Klengkandberäich méi staark ze engagéieren, ënner anerem nei Finanzierungsmechanismen, déi wierklech au profit vun de Gemenge wäeren. Wann een et zwou Minutten duerchdenkt – zwou Sekonnen duerchdenkt, eigentlech –, weess een, datt et au profit vun de Gemenge wär, de Finanzierungsmodell 100/100 ze huelen, wou d'Gemeng 100 % vum Bau finanziert an d'Fonctionnementskäschten duerno zu 100 % vum Staat gedroe ginn, net nëmmen dat éischt Joer, net nëmmen dat zweet Joer, net nëmmen dat drëtt Joer, mee ad æternum vum Staat iwwerholl ginn. Do wär all Gemeng natierlech ganz staark gagnant par rapport zu deene Finanzierungsmodeller, déi mer och hunn, sief et fir de Beräich vun den Enfants scolarisés, sief et fir de Beräich vun de Crèche, wéi mer et virdu ge-maach hunn.

Et sinn 19 Projeten hei an der Pipeline, mee ech mengen, datt dat aleng net duergeet an datt och d'effentlech Hand sech erëm eng Kéier méi staark do sollt kënne engagéieren. Dat ass net géint déi privat Prestatairë geduecht, mee ech mengen, mir brauchen do e gudden Equiliber, mir brauchen och vläicht de Choix vun den Elteren, ob ee bei deene ee Prestataire oder bei deene anere geet, a mir brauchen och vläicht do eng gesond Konkurrenz tëschent deene jeeweilegen Acteuren, fir datt d'Elteren do a Fonction vun der Proximitéit, a Fonction vum pedagogesche Modell, vum pedagogeschen Usproch dann och kënne wien an hir Choixen treffen.

Fir datt mer bei de private Prestataire elo – an eenzelner, gëtt mer gesot, hu finanziell méi Schwierigkeeten, wéi dat an deene Jore virdu de Fall war – net mat Momenter riskéieren, a sozial Schiflagen ze kommen, Faillitten ze gesinn, Perte d'emploi ze gesinn, mee virun allem awer och eng Perte vun de Plazen ze gesinn, fir Kanner betrieen ze loossen, si mer mam Tarif, deen iwwer Joren net ugepasst ginn ass, deen iwwer all déi Zäit, vun där ech hei geschwat hunn, an deene 15 Joer net ugepasst ginn ass ..., hu mer gesot: Mir passen dat elo mam Budgetgesetz kuerzfristeg u vu 6 op 7 Euro.

Mir schaffen awer hannendrun a mir wäerten och an den nächste Méint an der Chamber Iech kënne en neie Gesetzesprojet virleeë fir d'Reform vum gesamte System vum Chèque-service, well ech denken, datt dat doten eng Schrauf ass, un där soll gedréint ginn. Mee et gëtt awer ganz vill aner Schrauben, un deene mer och mussen dréinen, och fir ze kucken, datt mer de Secteur vun de private Prestatairë gutt encadréieren a gutt orientéieren, fir datt e sech weiderhi seng Plaz hei zu Lëtzebuerg kann assuréieren, mee virun allem awer fir datt och Qualitéit a finanziell Stabilitéit gelescht kënne ginn.

Ech kann nach e puer aner Moosnamen opzielen, déi mer brauchen, déi mer zum Deel och scho geholl hunn: d'Augmentatioun vum Plaffong vum Subventionnement vun 10.000 Euro pro Plaz op 15.000 Euro pro Plaz. Ech hunn och gesot, datt mer gären eng

Diversitéit hätten, net nëmme vun dem Statut juridique vun de Prestataire, mee och vun der Form an der Approche hier.

Mir hu Mini-Crèche, wat leider bis elo kee Succès war, wou ech awer mengen ... Wann ech mat Eltere schwätzen, soen déi: „Dat ass genau dat, wat ech gären hätt.“ Mir hunn Dageselteren, déi sech etabléiert hunn, wou mer awer momentan mierken, datt der vill wäerten an d'Pensioun goen an nächster Zäit an datt mer do Nowuess brauchen, wou mer Ustrengunge wäerte maachen, och an noer Zukunft, fir erëm méi Dageseltere kënne ze mobiliséieren.

Mir brauchen zum Beispill och eng Diversitéit vun de Forme vu Crèche. Ech fannen, Bëschcrèche, Bewegungscrèche a genau dat ass och dat, wat mer brauchen, wou mer mat dem Environnement momentan och amgaange sinn ze kucken, wéi mer Modeller kënne fannen, déi net allkéiers en extreem komplexen Dossier an eng extreem komplex Prozedur noutwendeg maachen.

Mir brauchen och d'Approche, datt mer vläicht, grad wat d'Maison-relais ubelaangt, en Dual-use hunn. Ech weess, datt den Term momentan e bësse virbelascht ass. A grad wa mer iwwer Kanner schwätzen, sollte mer e vläicht net gebrauchen, mee awer d'Raimlechkeeten, déi mer souwuel fir eng Schoul wéi awer och emol fir eng Maison relais kéinten huelen ..., an datt mer dat zesummen denken, wësst Der jo, datt mat der Reform vun der ITM an der Integratioun vun der Sécurité dans la fonction publique och e ganz wichtige Schrëtt an déi dote Richtung ge-maach ginn ass.

(Interruption par la présidence)

An, Här President, ech komme schonn zum Schluss, andeems ech soen, datt mer och grad an Zukunft de Pilotage vun deem System och wëllen assuréieren, andeems mer eng Plattform „eduAccueil“ wëllen ariichten, wou ganz vill Donnéeë beienekommen, fir eigentlech och eng Visibilitéit dofir ze kréien. Well ech muss Iech éierlech soen: Bis elo sinn ech och aus der Zeitung gewuer ginn, datt an enger Gemeng en Enkpass ass u Plazen, awer och well mer dovunner ausginn, datt d'Gemengeresponsabilitéit ass, a Fonction vun hirer Entwécklung, vun hirer Populatioun, vun hirem Wunnraum, deen entsteet, vun hire Familien, déi bäikommen, dann och deementsprechend Maison-relais ze schafen.

Dat alles ass dat, wat mer momentan en place setzen a wäerten ugoen, fir och eng Betreiungsplazgarantie à terme 2030 kënne ze errechen.

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci. Madamm Closener, hutt Dir nach eng Zousazfro? Madamm Closener.

Mme Francine Closener (LSAP) | Jo, villmools merci, Här Minister, fir all déi Explikatiounen. Et berouegt mech ze héieren, dass Der och fannt, dass mer e gudden Equiliber solle fannen tëscht de private Gruppen, Prestataire, an de konventionéierte Crèche. Dat fannen ech gutt, dass Der dat sot. Et berouegt mech.

Dir gitt jo awer och hei wierklech d'Responsabilitéit un d'Gemengen. Dir hätt gär, dass d'Gemengen do méi aktiv sinn, a sot awer an engems och, de Finanzierungsmechanismus wier haut schonn interessant genuch. Dat heescht an anere Wieder, Dir hutt net wëllen, d'Gemengen a punkto Subsidien do weider ze ënnerstëtzen, fir op dee Wee ze goen, fir dass méi konventionéiert, méi Gemegecrèche kënne geschafe ginn?

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Här Minister.

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Also, wann Dir mer e Modell nennt, dee méi favorabel ass, wéi datt d'Gemeng d'Gebai baut, dat hir herno gehéiert a bei deem de Staat zu 100 % de Service assuréiert, de Finanzement dovunner, da sinn ech gäre Prenant do derfir. Wa mer nach méi wäit ginn, denken ech, da schwätze mer vun enger Verstaatlechung vum System an da musse mer eis wierklech d'Fro stellen, ob mer dann d'Gemengen och nach brauchen.

Ech sinn der Meinung, datt mer d'Gemenge brauchen, well d'Gemeng muss eigentlech wëssen, wat de Besoin an hirer Populatioun ass. D'Gemeng muss eigentlech wëssen, wou wéi eng Crèche gebraucht gëtt. Dat ka kee bei mir am Ministère wëssen. D'Gemeng weess, wou en neie Quartier entsteet, wou jonk Famillje wäerten eraplännere a wou Kanner duerno dann och wäerten eng Necessitéit hunn, eng Crèche-plaz ze hunn. An derfir, denken ech, wär et falsch, d'Gemengen aus der Responsabilitéit erauszeloossen.

An ech soen et nach eng Kéier: Wien als Gemengemamm oder Gemegepapp zwou Sekonnen iwwerleest, dee weess, datt et ganz agreabel ass, e Modell ze hunn, wou zu 100 % den Invest vun der Gemeng gedroe gëtt an d'Exploitationskäschten zu 100 % vum Staat gedroe ginn.

(Interruption)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat wär dann dës Fro ofgeschloss.

6. Dépôt d'une motion par Mme Liz Braz

Éier mer zum nächste Punkt vun eiselem Ordre du jour kommen, hunn ech nach d'Demande fir den Depot vun enger Motioun vun der Madamm Liz Braz. Madamm Braz, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

Mme Liz Braz (LSAP), auteure | Merci, Här President. Ech hunn effektiv eng Motioun no der Question élargie vun der Madamm Cahen. Virdu hunn ech aus den Erklärungen vu béide Ministeren eraushéieren, dass mer do ganz op enger Wellelängt sinn. An ech mengen, et ass e wichtige Sujet, grad am Moment vu Stagnatioun beim Emploi, wou ee soll elo zur politescher Tat iwwergoen.

Als LSAP si mir der Meinung, dass Emanzipatioun an Integratioun de beschte Wee ass, fir sech ..., iwwert d'Aarbecht am beschte fonctionéiert. A mir sinn och der Meinung, dass e Schutzsichenden, deen op Lëtzebuerg kënnt an eng Aarbecht fënnt, och soll dierfen hei schaffen. E Patron, deen ee fënnt, deen a säi Bëtrib passt, soll och dës Persoun kënne astellen, ouni bürokratesch Prozeduren an administrativ Hürden, déi d'Embauche zousätzlech géifen erschwéieren.

DPIen a BPIen dierfe schaffe goen, allerdéngs ass dat am Moment net esou einfach. Et muss een op d'mannst sechs Méint waarden, sou wéi dat och scho virdu gesot ginn ass, fir dierfe seng Demande anzeerechen. An d'Delaie vun deene Prozedure stelle sech an der Praxis och ëmmer als méi laang eraus. Aktuell muss also souwuel de Refugié wéi och de Patron déi Demande areeche, fir eng Autorisation d'occupation temporaire ze kréien.

An dëser Motioun froen ech, dass een déi Autorisation d'occupation temporaire effektiv ofschaft, sou wéi de Minister Meisch et och scho virdu erwänt huet, dass ee soll iwwerleeën, den DPIen ze erlaben, vun de Servicer vun der ADEM ze profitéieren, eppes, wat, wéi mer och virdu gesot kritt hunn, aktuell nach

net géif goen, an zousätzlech Moosnamen ze ergräifen, fir den DPIen, déi gären eng Selbstständegkeet wëllen opbauen oder Fräiberuffler sinn, dat och ze erméiglechen. Dofir hei meng Motioun, ënnerschrifwe vu meng Kolleegen aus menger Partei.

Motion

La Chambre des Députés, considérant

– que la durée de traitement des demandes de protection internationale dépasse majoritairement la durée de la procédure d'examen de six mois ;

– que le taux d'emploi des bénéficiaires de protection internationale au Luxembourg s'établit globalement à 33,6 % pour 2025 ;

– qu'un demandeur de protection internationale (DPI) ne peut accéder au marché du travail qu'après avoir obtenu une autorisation d'occupation temporaire (AOT), seulement valable pour un seul emploi et obligatoirement renouvelable après six mois ;

– qu'une demande d'AOT ne peut être effectuée par le DPI qu'au plus tôt six mois après l'introduction de sa demande de protection internationale ;

– que, selon la Chambre des Métiers, 23 % des entreprises ont indiqué que leur activité avait été affectée par la pénurie de main-d'œuvre qualifiée au deuxième trimestre 2025 ;

– que le programme gouvernemental prévoit que les DPI peuvent conclure un contrat de travail « dans les domaines à forte pénurie de main-d'œuvre » quatre mois après l'introduction de la demande de protection internationale,

invite le Gouvernement à

– supprimer l'AOT pour l'ensemble des domaines pour les DPI ;

– permettre aux DPI d'accéder à toutes les offres de l'ADEM ;

– introduire des mesures concrètes pour faciliter l'accès des DPI à l'entrepreneuriat ainsi qu'aux professions indépendantes.

(s.) Liz Braz, Taina Bofferding, Francine Closener, Georges Engel, Paulette Lenert.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Braz.

7. Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet de l'augmentation des fraudes numériques dans le secteur bancaire

Da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, an zwar enger Aktualitéitsstonn iwwert den Zouwess vum digitale Bedruch am Bankesecteur, déi d'LSAP-Fraktioun ugefrot huet. D'Riedezäit ass am Artikel 84 (2) vum Chambersreglement festgehalten: Den Auteur huet 10 Minutten, all Fraktioun a Sensibilitéit huet jeeeweils 5 Minutten, d'Regierung huet 15 Minutten. An et hu sech schon ageschriwwen: d'Madamm Diane Adehm, den Här André Bauler, den Här Fred Keup, d'Madamm Joëlle Welfring, den Här Marc Goergen an den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo den honorabelen Här Ben Polidori als Vertrieeder vun der LSAP-Fraktioun. Här Polidori.

Exposé

M. Ben Polidori (LSAP) | En E-Mail, zwee Klicks, seng LuxTrust-Donnéeën aginn, a scho sinn 10.000 Euro iwwerwisen. Dat an e puer Sekonnen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Digitaliséierung huet eisen Alldag revolutionéiert a vereinfacht, a besonnesch och am Beräich vun de Banken. Si huet de Leit de Banking an d'Täsch bruecht an d'Bezéiung tëscht Client a Bank méi effizient, méi bequiem an och méi zougänglech gemaach.

Mee mat all deem Fortschrëtt kommen och nei Formen vu Geforen an duerch den Ausbau vun den Onlineservicer hu sech och eng Rei vun neie Formen, spréich Cyberkriminalitéit, entwéckelt, an dat duerch déi ënnerschiedlechste Bedruchsfaschen: Falschuriff, SMSen oder E-Mailen.

Offiziell Zuele ginn nëmmen e klengt Bild vun dësem Phenomeen. Vill Affer maache keng Plainte, well se sech schumen oder well se d'Gefill hunn, dass et souwiesou näischt bréngt. Mee jidderee vun eis kennt mëttlerweil een, deen esou e Bedruch erlieft huet.

(Signal sonore d'un portable et interruptions)

Dat ass net mäin Handy.

2024 huet d'Police 6.400 Fäll enregistréiert. Wat ass hei geschitt? Wéi sinn d'Suite vun dëse Fäll? Huet vläicht d'Regierung do iergendwellech Informatiounen?

D'Donkelziffer ass warscheinlech nach emol bedeiend méi héich. An hannert all eenzelnen Dossier stécht net nëmmen de Verloscht vun dem Erspuerten, mee e Vertrauensverloscht: Vertrauen an d'Banken, an d'Technologie an an e Staat, deen eigentlech d'Leit sollt schützen.

(M. Fernand Etgen prend la présidence.)

Et ass also héich Zäit, datt mir an der Chamber eng éierlech a seriös Debatt féieren iwwert dës nei Form vu Kriminalitéit, déi net nëmme schlëmm wirtschaftlech Konsequenze fir d'Leit huet, mee och gesellschaftlecher: Si bremsen ons digital Transitioun a si stellt d'Vertrauen an eis Finanzinstitutiounen a Fro.

Mir schwätzen hei net méi vu vereenzelte Fäll, mir schwätze vun engem systeemesche Problem, deen all Dag nei Affer mécht, mat all den dramatesche Konsequenze fir d'Familien, kleng a grouss Entrepreneuren, sou wéi mer dat och kierzlech nach bei der Caritas gesinn hunn.

Virun engem gudde Mount war ech op enger Reunoun vun der bekannter Phishing-Affär vu BIL-Clienten. Ronn 70 Leit hate sech do versammelt, Mënschen, déi net méi wëssen, wéi et fir si weidergoe soll. Ech kann Iech soen, ech war erfier, wéi ech héieren hunn, dass dës Leit zesummen iwwer 800.000 Euro verluer hunn. Si hunn op engem gefälschte Bankewebsite hir LuxTrust-Donnéeën aginn a scho waren d'Sue fort. Dës Leit froe sech, wéi sou eppes iwwerhaapt ka geschéien a firwat kee Verantwortung iwwerhëlt. D'Leit kréie vun de Banke gesot, jo, si wäer selwer Schold, well si hätte jo validéiert mat hirem LuxTrust-Certificat.

Madamm Ministesch, wéi wëllt Dir sécherstellen, datt esou Affer net méi alengelooss ginn? A wéi eng konkret Schrëtt plangt d'Regierung, fir de Konsumenteschutz am digitale Raum ze stäerken?

Déi betraffe Leit hu scho genuch Verloscht misse verbuchen, mir däre si net nach vun enger Verwaltung an déi aner joen. Si brauchen eng séier Hëllef, en direkten Usprichpartner, dee si bei den néidegen Demarchen encadréiert an de Suivi och mat den Affer zesumme mécht.

Här President, d'Digitaliséierung huet d'Welt vun de Banke komplett verännert. Duerch E-Banking hunn d'Banken nei Servicer a Méiglechkeeten offéiert: Clientë kënnen haut vun doheem aus iwwerweisen,

hir Konte kontrolléieren, investéieren. Alles séier, praktesch an och effizient.

Mee et ass awer wichteg ze erënneren: Déi éischt, déi dovunner profitéiert hunn, waren d'Banke selwer. Duerch d'Digitaliséierung an den Ofbau vun de classesche Servicer hu si hir Käschen och drastesch kënnen reduzéieren. Vill Guicheten, virun allem och an de ländleche Regiounen, hunn zougemaach an den digitale Self-Service gouf zur Norm.

De Client hat net méi wierklech de Choix, mee en ass gezwonge ginn, op den digitale Wee ze goen. Wie seng aldeeglech Iwwerweisung wëll maachen, huet haut keng aner Optioun méi, wéi sech duerch Applikatiounen, Confirmatiouns-SMSen, Push-Notifikatiounen duerchzekämpfen. Jo, déi eng ginn domadder besser eens an déi aner e bëssleche manner gutt.

A wann eng Bank duerch d'Digitaliséierung Milliounen u Sue spuert, da muss si och d'Konsequenzen droen. Den digitale Raum, deen d'Banke selwer geschaaft hunn, däre net zu engem Raum vun der Verantwortungsloosgkeet ginn.

Une voix | Très bien!

M. Ben Polidori (LSAP) | D'LSAP seet kloer: D'Digitaliséierung bréngt och eng nei Form vu Verantwortung. Wien digitaliséiert, muss och digital schützen.

Här President, d'Realitéit ass brutal: E manipuléierten Uruff, eng gefälschten E-Mail am Numm vun der Bank oder eng SMS vu LuxTrust mat engem Link, deen ausgesäit wéi den originalen, dat geet duer, fir e Mënsch innerhalb vu Sekonnen finanziell komplett ze ruinéieren.

Dës Attacke kommen aus organiséierten Netzwierker, gesteuert aus dem Ausland, a benotzen déi modernste Formen vu Social Engineering – sou gëtt dat genannt –: psychologesch Manipulatioun, Drock, Vertrauen an och Angscht. Si zielen net nëmmen op d'technesch Schwächen, mee op déi mënschlech Schwächen.

Wéi ee kierzlech och an engem Artikel am „Paperjam“ konnt liesen, fënnt een déi néideg Dokumenter, fir eng Bedruchsmaschinn opzestellen, haut ganz einfach a séier am Darknet. Scho fir manner wéi 1.000 Euro kritt een e virgefäerdegte falschen Internetsite mat Informatiounen vu Bankclienten och hei aus dem Land.

Mir wëssen, datt et schwéier ass, sou Krimineller op d'Spuer ze kommen. Oft leeft d'Legislatioun der Kriminalitéit hannendrun. Mee wat net akzeptabel ass, ass, dass d'Affer, déi esou Bedruchsfäll erliewen, vum System zweemol bestrooft ginn, eemol duerch de Verloscht vun hiren Suen an duerno nach emol, well se vun de Banken alengelooss ginn.

Am Moment gesäit d'Praxis esou aus: Wann een e Virement vu sengem Handy aus duerchféiert, da gëtt deen als autoriséiert markéiert, well een e jo mat sengem LuxTrust-Certificat ofgeseent huet, obwuel et kloer ass, dass hei awer eng Manipulatioun hannendru stoung.

An der Theorie ass dat eng juristesche Konsequenz, mee an der Praxis féiert dat zu enger onfairer Realität: D'Bank ass geschützt duerch juristesche Techniken, mee de Bierger steet an deem Fall aleng do, och wann en ënner Drock, Stress, Irreféierung oder blannem Vertrauen net esou gehandelt huet, wéi e soll.

D'Digitaliséierung huet d'Risiko multiplizéiert, mee d'Gesetzter an d'Prozeduren sinn nach am Zäitalter vu Fax an Telegramm.

Une voix | Très bien!

M. Ben Polidori (LSAP) | Dat féiert dozou, datt d'Verantwortung ëmmer beim Client bleift, obwuel en déi Sécherheetsinfrastrukturen net kontrolléiere kann an och net déi Kompetenzen huet, fir esou Arnaquen iwwerhaapt ze erkennen.

Mir müssen hei eng politesch Decisioun treffen: Wëlle mir, datt d'digital Sécherheet am Alldag eng individuell Suerg bleift, oder gesi mir de Konsumentenschutz als eng kollektiv Aufgab, déi och de Staat, d'Banken, d'Telekom-Bedreiwer an och aner Autoritéiten aktiv matdroen?

Här President, mir wëssen, datt um europäesche Plang nei Reegele wäerte kommen: d'Payment Services Regulation, PSR, an d'Direktiv PSD3. Si bréngen en éischte Paradigmewiessel.

D'Beweislaascht wäert net méi beim Client leien, mee bei der Bank, déi da wäert misse beweisen, datt de Client net alles gemaach huet, fir eng Fraude wierklech ze verhënneren. An dat ass eng wichteg Evoloutioun.

D'LSAP fuerdert, dass deen Deel zum Schutz vum Konsument direkt ëmgasat gëtt! Soulaang mer dat nämlech net maachen, verléiere weider Leit hir haart erschaafte Suen, hire Schutz an och d'Vertrauen an d'Institutionen.

Aner Länner wéi Frankräich oder Holland hu sech net domadder zefridde ginn, op d'EU ze waarden, an hunn direkt gehandelt. Mir hu schonn iwwer Question-parlementairen nogefrot, wat d'Regierung wëlles hätt ze maachen, fir dës Phenomeener ze bekämpfen an de Client besser ze schützen, mee d'Äntwerte bleiwen dacks: „Mir observéieren“, oder: „Mir sensibiliséieren“.

Mee d'Sensibiliséierung aleng ass kee Schutz. Si ass just d'Informatioun iwwert e Risiko, deen ee scho kennt!

Mir musse fort vun enger reng reaktiver Politick, déi just reagéiert, wann et schonn ze spéit ass! Mir hunn d'Moyenen, d'Erfahrung an och d'Virbillen an Europa. Elo feelt just nach de politesche Wëllen, fir eis Bierger wierklech ze schützen.

Une voix | Très bien!

M. Ben Polidori (LSAP) | Mir soe kloer: Mir brauchen net nach eng Campagne, mir brauche konkret Aktiounen: e Guichet unique, wou d'Leit kënne 24/24 Stonnen a 7/7 Deeg en digitale Bedruch mellen.

Mir brauchen och eng gesetzlech Verflüchtung fir d'Telekoms-Operateuren, fir eng national Spärlëscht, fir Uriff, SMSen mat gefälschten Nummere ze blockéieren.

Mir sollten déi zentral Dispositiounen vun där genannter PSD3- an och PSR-Regulatioun elo schonn an ons national Gesetzzer abauen.

Da brauche mer eng Evaluatioun vun de leschte Campagnen iwwert den Online-Bedruch. Ech mengen, et wär wichteg, dass mer wëssen, wou mer do dru sinn, wat et bruecht huet.

A mir bräichten och nach eng generell Etüd am Kader vum Konsumentenschutz am digitale Raum, fir wierklech ze verstoen, wou nach d'Lacune sinn an onse Gesetzzer, fir do kënne nozebesseren.

Dat gesot, Här President, hunn ech dës Fuerderungen och niddergeschriwwen an enger Motioun, déi matgedroe gëtt vun deene Gréngen an deene Lénken an déi ech dann och heimadder wëll deposéieren. An ech soen Iech Merci fir d'Nolauschten.

Motion 1

La Chambre des Députés, considérant

– la montée alarmante de la fraude bancaire numérique, en particulier les méthodes de spoofing, phishing et de manipulation sociale ;

– les pertes financières considérables qui en résultent, ainsi que la perte de confiance dans les services numériques bancaires ;

– les effets structurels de la digitalisation des services bancaires, qui ont considérablement réduit la présence humaine dans les agences tout en imposant aux clients une gestion autonome de leurs opérations ;

– que ces transformations ont déplacé la charge des risques de sécurité vers les clients, qui, en cas de fraude, se retrouvent fréquemment seuls et sans recours ;

– que l'entrée en vigueur des projets de directive PSD3 et de règlement PSR de l'Union européenne qui prévoient un renversement de la charge de la preuve et une obligation de remboursement dans les cas de fraude avérée, risque de prendre encore plusieurs années ;

– que ces formes de fraude exploitent des failles actuelles de coordination entre banques, opérateurs de télécommunication et autorités publiques ;

– que l'arrêt de la Cour de cassation française¹ a tiré au clair que faire confiance à une identité numérique usurpée ne constitue pas une faute grave de la part du client, et que les banques doivent indemniser les victimes ;

– que plusieurs pays européens ont pris les devants et réussi à mettre en place des mécanismes de protection efficaces qui vont au-delà de campagnes de sensibilisation ;

– que le Luxembourg, centre financier international, se doit de mettre en place un cadre exemplaire de protection des consommateurs contre ces menaces,

invite le Gouvernement à

– créer un guichet unique national, avec plateforme numérique et hotline téléphonique vingt-quatre heures sur vingt-quatre, permettant de signaler en temps réel les fraudes numériques, assurant la coordination immédiate entre banques, police, autorités judiciaires et opérateurs télécoms ;

– imposer des obligations techniques aux opérateurs de télécommunication, y compris une liste noire centralisée des numéros frauduleux, des règles d'authentification stricte pour les communications sensibles, et des sanctions claires en cas de manquement ;

– mettre en œuvre, dans les meilleurs délais, une adaptation du cadre législatif national, en s'inspirant des principes contenus dans les projets de directive PSD3 et de règlement PSR, notamment en ce qui concerne l'inversion de la charge de la preuve en cas de fraude numérique, ainsi que la mise en place d'une obligation claire de remboursement des victimes par les établissements financiers, sauf en cas de négligence grave et démontrée de leur part ;

– instaurer un protocole d'intervention rapide entre banques et forces de l'ordre, permettant le blocage immédiat de transferts suspects et l'assistance rapide aux victimes ;

– évaluer l'impact de la récente campagne nationale de sensibilisation sur les risques de fraude en ligne et les gestes de prévention, en ciblant en priorité l'effet escompté auprès des publics vulnérable, et présenter cette évaluation à la Chambre des Députés ;

– réaliser une étude transversale du cadre actuel de protection des consommateurs dans l'espace numérique, incluant les services financiers, les communications électroniques et les plateformes numériques, afin d'identifier les lacunes juridiques et les pistes d'amélioration en matière de droits, de sécurité et de recours effectif pour les consommateurs.

¹ L'arrêt du 23 octobre 2024, Cour de cassation, Pourvoi n° 23-16.267.

(s.) Ben Polidori, Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Paulette Lenert, David Wagner, Joëlle Welfring.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Polidori.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här André Bauler.

(Interruption)

O, den éischten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Diane Adehm.

Plusieurs voix | A!

(Hilarité et interruption par M. André Bauler)

Débat

Mme Diane Adehm (CSV) | Jo, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, esou séier kann ee mol eng Kéier vergiess ginn. Et ass awer kee Problem.

D'Zuelen an dësem Fall si leider kloer: D'Police huet fir d'Joer 2024 ongeféier 7.000 Fäll vun digitaler Escroquerie, Identitéitsdéifstall a Vertrauensmissbrauch registréiert. D'CSSF an aner Regulateuren hunn eng Erhéijung vu Frauden am Finanzsektor observéiert – ëmmer méi oft och zulaaschte vu Clienten hei bei eis am Land.

Dat betrëfft net nëmme grouss Geschäftsklienten, mee och vill Leit aus allen Deeler vun eiser Gesellschaft. Et treëft Pensionnairen, et treëft Elteren, eenzel Independanten, kleng Entrepreneuren. Et geet also ëm e gesellschaftleche Problem, deen eis alleguerete betrëfft.

D'Forme vun de Fraudë ginn ëmmer méi sophistiquéiert: gefälschte Websäiten, Social Engineering, Account Takeover an Instant Payment Scams, déi d'Geschwindegeet vun der digitaler Welt notzen. Mat der Kënschtlecher Intelligenz ginn dës Methoden nach méi geféierlech. An dat stellt eisen traditionelle System viru grouss Erausforderungen.

Als CSV gleewe mir un dräi Prinzippien: Verantwortung, Virsiicht a Solidaritéit. An dëst erfuerdert en equilibrierten Usaz.

Éischstens, d'Verantwortung: Banken an Institutionen hunn eng Responsabilitéit, fir d'Sécherheet vun de Systemer ze garantéieren, dorënner och technesch Moosname wéi d'Verification of Payee, also den Numm-zu-IBAN, déi rezent obligatoresch ginn ass. Mir begreifen d'Investitiounen an d'Cybersecurity, mee dës Moosname müssen effizient ëmgasat an transparent kommunizéiert ginn, soudass de Client weess, wéi hie sech ze verhalten huet.

Zweetens, Virsiicht an Educatioun: Vill Affer melle sech net, well si sech schumen oder net wëssen, wou si Hëll kreien. Mir müssen dofir massiv an d'Sensibiliséierung an an d'Bildung investéieren, an de Schoulen, an de Firmen an an der Gesellschaft insgesamt. Kanner a Jugendlecher musse mat deem kriteschen Denken opwuessen, dat se an der digitaler Welt brauchen. Gläichzäiteg musse mir awer och Programmer ënnerstëtzen, déi Seniorinnen a Seniore bei den digitale Kompetenzen hëllefen, fir dass si net op psychologesche Tricker erafalen.

Drëtstens, Solidaritéit a Rechtsservicer: Déi rezent Fäll, wéi d'Escroquerie géint d'Clienten vun der BIL, weisen, datt vill Leit am Ree stoe gelooss gi sinn. Duerfir begreisse mir de geplangte Gesetzesprojet zum Recours collectif, deen op der dernière Ligne droite ass an an den nächste Woche soll gestëmmt ginn. Dëst Instrument wäert et erlaben, datt Affer mat änleche Fäll kollektiv Schrétt ënnerhuele kënne – eng effikass a käschteneffizient Méiglechkeet fir Gerechtegkeet. Fir eis ass dat e Gläichgewicht tëscht de Rechter vun de Konsumenten an de finanzielle Realitéiten am Finanzsektor.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, am Alleingang ass dat Ganzt awer immens schwéier. Dofir plädéiere mir fir eng Zesummenaarbecht tëschtent alle Concernéierten. D'Banken kënnen net aleng handelen. Mir si fir eng staark Koordination tëscht der CSSF, der BCL, der Police, de Banken, den Telekom-Providieren an de Plattformen an och fir eng weesentlech besser international Kooperatioun.

D'CSV setzt sech dofir an, dass mir net just op Regulatioun setzen, mee och op praktikabel Mechanisme fir e séieren Informatiouns Austausch an eng reaktiounsfäeg Kommunikatioun.

Zum Schluss, wéi ech gesot hunn, ass et net d'Zil, Alarm ze schloen, mee et soll ee realistesch sinn. D'Digitaliséierung bréngt grouss Chancen fir eis Wirtschaft an eis Gesellschaft, mee si bréngt och nei Verantwortungen. An duerfir brauche mir sécher Systemer, eng performant Supportstruktur, staark Rechter fir Konsumenten an eng konsequent Preventiounspolitik.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Madamm Adehm. An elo ass et dann awer um honorabelen Här André Bauler.

Plusieurs voix | A!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler (DP) | Jo, merci, Här President. A merci och dem Här Polidori fir dës Interventioun. An ech wollt hien am Fong geholl drun erënnere ... En erënnert sech sécherlech nach aus senger Lycéeszäit un e ganz bekannte Sproch, dee seet: „Mundus vult decipi, ergo decipiatur.“

(Interruptions)

Dee Sproch gëtt engem réimesche Satirist zougeschriwwen an an d'Sprooch vun Dicks a Lentz iwwerscht heescht dat: „D'Welt wëll bedupst ginn, dofir soll se bedupst sinn.“

(Brouhaha)

Bedupst ginn, hannert d'Liicht gefouert ginn, nee, dat wëll keen normale Mënsch. Ma dat geschitt awer leider ville Leit dagdeeglech a besonnesch am weltwäiten Netz. Déi digital Welt huet sécherlech eng ganz Rei Virdeeler. Villes geet méi séier. Op der anerer Säit lueren zeg Risiken, well néierens kann een effektiv d'Leit méi séier uschmiere wéi um digitale Wee. A wann alles méi séier geet, da geréit ee ganz gären ënner Drock. An an der Hetz, am Äifer gëtt ee ganz séier iwwert d'Ouer gehaen.

Jo, d'Methode vun de Bedruchsfäll ginn ëmmer méi sophistiquéiert. Souguer technologieaffin Leit kënnen iwwersinn, dass si op engem Fake-Site gelant sinn. All Altersklassen a Sozialklasse kënnen zum Affer ginn. Dat huet viru Kuerzem nach den Direkter vun der ABL um Radio gesot. Dofir soll ee sech net schummen, wann ee bedru gouf, an et ass wichteg, der Polizei de Fall ze mellen.

Et ass gesot gi vu menge Virriedner: Sensibiliséierung ass ee Schlëssel, fir dës Plo entgéintzewierken, fir also net op Fake-SMSen, dubiéis Linken, truquéiert Rechnungen, op Onéierlecher, déi sech als LuxTrust-Mataarbechter ausginn, oder an Zukunft op ëmmer méi Deepfakes eranzefalen.

Mee mat der Sensibiliséierung aleng geet et net duer. D'Cyberattacke wäerten net verschwannen, an dofir muss jidderee virsiichteg sinn a bleiwen. Guttgleewegkeet ass hei falsch op der Plaz. Villméi loune sech kritesch Denken a Mësstrauen.

Besonnesch eis Lëtzebuerger Banke mussen a Saache Sécherheet e Virreider sinn. D'Vertrauen an

eis systeemesch Banke kann a Konkurrenz mat Neobanken e kompetitive Virdeel duerstellen. Si mussen d'Clienten direkt informéieren, wa falsch Sitten am Émlaf sinn. Si mussen reegelméisseg iwwerpräiwen, dass hien offiziell Internetseite keng Failen huet. A si mussen d'Sécherheet vum E-Banking ëmmer nees hannerfroen.

Zanter leschter Woch gëtt d'Vérification du bénéficiaire ëmgesat. Bei engem Virement kuckt d'Bank also elo no, ob d'Kontosnummer mam Numm vum Beneficiaire iwwereneestëmmt. Dat gëtt méi Sécherheet a brems kriminell Handlungen.

Déi zentral Fro ass folgend: Wat sinn déi wierksamst Moosname géint Bedruch am Netz an dorüwereraus?

Éischtens: eng reegelméisseg a kloer Informatioun. Dat geet vun Informatiounscampagnen iwwer gezielt Alerte bis hin zu pedagogesche Guiden, besonnesch fir eeler Leit, awer och fir Jonker ze schützen.

Zweetens: déi digital an ekonomesch Formatiounen verbessern an de Schoulen, an de Betriber an dorüwereraus.

Drittens: intern Prozeduren an den Entrepreneuren a Verwaltungen op de Leescht huelen, se hannerfroen a se securiséieren. Hei spillen zum Beispill déi Duebel- oder Véierfachüwerpräiwungen eng wichteg Roll.

Véiertens: d'Cybersécherheet verstärken, zum Beispill duerch d'Blockéiere vu Phishing-Mailen.

Fënneftens: d'Zesummenaarbecht tëscht den Acteuren verbessern – et ass och virdrun ugeklungen –, zum Beispill d'Partenariat tëscht Police judiciaire, Mee-dien, Steierverwaltungen a Finanzinstitute renforcéieren, fir fréizäitig Alarm ze schloen.

Sechstens: d'Leit aktiv un der Detektioun vun de Fraudë bedeelegen, zum Beispill duerch Plattformen, wou ee Bedruchsversich signaléiere kann. Dat schafft e Klima vun direktem Engagement a stäerkt d'Preventioun.

Här President, zum Schluss kann ee Folgendes festhalen: Bedruch ass haut net nëmme méi eng Fro vu Password a Co. Et ass eng Fro vu reegelméisseg Erklärung a Sensibiliséierung, eng Fro vu Virsiicht a Verantwortung – Verantwortung vun alle Partner –, jo, e kollektiven Effort, un deem sech jidderee bedeelege muss, wa mer dës Gäissel vun der Mënschheet wiersam an déifgräifend bekämpfe wëllen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Bauler. Da wier et um honorabelen Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Villmools merci, Här President. Och merci dem Här Polidori fir dës Aktualitéitsstonn, well ech mengen, et ass ganz kloer, dass dat heiten net fir näischt ass a wichteg ass.

Mir hunn déi leschten Zäit 70 Bankkliente gehat an enger gréisserer Affär, iwwert déi och an de Mee-dien dann ausféierlech bericht ginn ass, déi also Affer goufe vun Onéierlechen, an déi meescht eebe bei der BIL. 636.000 Euro sollen am Ganze geklaut gi sinn, iwwer 10.000 pro Persoun. Dat ass net näischt. Dat ass ganz vill fir ganz vill Leit. An ech mengen, jiddwereen, deen an esou eng Situatioun kënnt, hofft natierlech drop, dass en iergendwéi gehollef kritt respektiv dass en natierlech déi Suen erëm kann zrëckkréien. Dat ass natierlech eng schwéiere Situatioun. A vill Leit vun deene fille sech e bësse verlooss an där Situatioun – oder staark verlooss – an hunn d'Gefill, dass hinnen tatsächlech weineg gehollef gëtt. Duerfir si se an d'Effentlechkeet gängen.

Fir eis ass et och wichteg, mengen ech awer elo, dass een net onbedéngt higeet an – den Här Bauler huet dat elo e bëssen aneschtens ausgedréckt, mee awer vun Sënn hier ass et d'selwecht – elo op bestëmmte Persounen oder Institutiounen weist, mee dass een eebe vläicht kuckt, wéi een esou wäit wéi méiglech Stellschrauwen dréine kann, fir esou Fäll ze verhënnere, wuel wëssend, dass natierlech ëmmer erëm esou Fäll wäerte kommen. A wa mer Stellschrauwen dréinen, da wäerten och déi Onéierlecher erëm nei Stellschrauwen dréinen.

Schliisslech ass et esou, dass ganz vill Fäll do sinn. Et gëtt och doudsicher eng grouss Donkelziffer. Mir hunn awer am leschte Joer 6.400 Fäll gehat vu Bedruch an Identitéitsklau, wat weist, dass dës Form vu krimineller Energie sech ëmmer méi verbreet. A mir mussen also probéieren, dee Geschäftsmodell esou onméiglech ze maache wéi méiglech. Do spillen natierlech d'Banken eng Roll.

Ee vun de grouse Problemer – och dat ass hei schonn ugeschwat ginn –, dat ass deen, dass d'Leit, wéi se gemierkt hunn, dass do iergendwéi eng Kromm an der Heck wier, sonndes probéiert hunn, d'Bank ze errecheen, an dann ass de Büro net besat. Dat ass natierlech aus enger Zäit, wou dat vläicht net néideg war, mee haut ass et sécherlech wichteg, dass eng séier Reaktioun kënnt, an déi géif och hëllefen, d'Iwwerweisung vun de Suen dann esou zum Beispill ze ënnerbriechen. Et wier dofir wichteg, wann d'Banken natierlech, oder mat Hëllef vun den Autoritéiten, géifen eng Permanence garantéieren, déi eeben effektiv och permanent ass.

Da stellt sech d'Fro vum Remboursement. Eng direkt Entscheedung ass net virgesinn. Dat gëtt et och net vum Gesetzgeber. D'Fro stellt sech, ob een dat soll virgesinn. Vläch gëtt et och d'Méiglechkeet vun de Banke selwer, de Clientë Kontrakter unzebidden, wou se an esou Fäll schnell kéinten e Remboursement kréien.

Et gëtt eng Partie ... Mir kréie permanent hei och vun der Europäescher Unioun Ännerunge vun all deene Saachen, fir eeben déi Menacen do esou wäit wéi méiglech ze bekämpfen. Mëttlerweil muss een zum Beispill och elo den Numm vun deem, deen eng Iwwerweisung gemaach kritt, ganz genee ugin, wat fréier net de Fall war. Mee och dat géif natierlech hei an dësem Fall zum Beispill net onbedéngt hëllefen. Déi gi jo hiren Numm richteg an.

Mir sollten eis als Gesetzgeber allegueren d'Fro stellen, wéi mer also am beschte kënnen virgoen, fir déi Saachen do ze verhënnere a wéi zum Beispill dann och d'Regierung elo konkret eppes kéint maachen. D'Strofverfolgung ass natierlech wichteg, mee et kënnt een net onbedéngt un déi Leit. Dat ass awer eng Aufgab, déi de Staat esou wäit wéi méiglech misst iwwerhuelen. An da steet d'Regierung natierlech och an der Pflicht, hiren Aufgabe souwiesou nozekommen. An ech géif duerfir och hei d'Fro stellen, wat do eeben a punkto Cybersécherheet virgesinn ass vun der Regierung – mir schwätze vill iwwer Cybersécherheet am Kontext vum Militärbudget, och ëmmer vum Dual-use, deen eiser Finanzplaz zegutt-kënnt: Ass dat heiten zum Beispill ee vun de Punkten, déi een och do ka matzielen zu där Cybersécherheet fir eis Finanzplaz? – a wat een alles ka maachen, fir dat do ze maachen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Keup. An da wier et un där honorabelen Madamm Joëlle Welfring. Madamm Welfring, Dir hutt d'Wuert.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi digital Bankefraude ass kee Randphenomeen, mee e richteg Masseproblem, dee souwuel Bierger/innen, Entreprisë wéi och Institutione betrëfft. Phishing, Spoofing, Fake-Messages, dës Attacke benotze mënschlech Schwächen an net nëmmen technesch Lücken. Dat ass spëtstens säit der Caritas-Karambolage zumindest hei am Land fir déi meescht vun eis kloer.

Am éischte Véierel vun 2025 gouf et laut mengen Informatiounen eng Zounam vu 75 % bei de Cyberattacke generell. Dat ass immens vill. A mat deenen technesch Méiglechkeete vun der Kënschtlecher Intelligenz – dat ass schonn ugeklongen – wäerten déi Attacke wuel net nëmmen an hirer Zuel weider zouhuelen, mee och doranner, dass se méi iwwerzeegend an och méi geféierlech ginn.

An nee, et sinn net just déi eeler Leit oder déi, déi sech net zu den typeschen Digital Natives zielen, déi Affer gi vun esou Attacken. Mat Hëllef ënner anerem eebe vun der KI ginn dës Frauden engem sophistiquéiert, dass se jiddwereen treffe kënnen.

Wat kann heigéint ënnerholl ginn? Fir d'éischt emol ass et positiv anzuschätzen, dass de Wirtschaftsminister eng national Campagne gestart huet, zesumme mat enger Rei vu wichtege Acteuren. Jo, et ass gutt, dass an d'Preventioun iwwer Sensibilisatioun investéiert gëtt an dass dës eescht geholl gëtt, mee och hei bleift nach e wäite Wee ze goen.

D'Schwieregkeet läit eebe genau doran, dass d'Leit eeben net realiséieren, dass se ausgetrickt ginn, bis et ze spët ass. Wéi erkennt een dubieüs Links, SMSen oder Demanden? Wouhier weess een, ob eng Interaktioun mat enger Bank wierklech sécher oder authentesch ass? Wann ee kuckt, wéi d'Frauden am digitale Raum explodéieren, dann ass et evident, dass lafend an dës Preventioun muss investéiert ginn, woubäi et eleng mat Informatiounscampagnen net duergeet. Ebe grad well den Onlinebedruch ëmmer méi ausgefeilt gëtt, mussen och technesch an och organisatoresch Moyenen agesat ginn, fir dësem Fleau entgéintzewierken.

D'Fro, déi sech hei stellt, ass déi, ob déi europäesch Reegelen aus den Direktiven, déi zum Deel ëmgesat ginn oder gréisstendeels nach net, duerginn, fir hei zu Lëtzebuerg als Bankeplaz, déi sech hei och wéll als Virreider ginn an och fir digital Payementer erausstoe wéll, fir déi néideg Sécherheet a fir Vertrauen ze suergen, a wann net, wat d'Regierung hei virgesäit als zousätzlech Pisten, an och, wéi déi Professionell aus dësem Secteur konkret dobäi ënnerstëtzt ginn, fir d'Preventioun opzustellen. Et ass de Mueren zum Deel ugeklongen, mee ech denken, dat ass och nach ausbaufäeg an dëser Debatt hei an och an Zukunft, well eent ass kloer: D'Cyberfraudë kënnen nëmme bekämpft ginn, wann all d'Acteuren zesummeschaffen, Staat, Banken, Telekom-Firmen, awer och d'Bierger/innen.

An nieft der Preventioun ass och d'Fro vun der Repressioun ganz zentral. Wéi gesinn d'Strofen aus fir d'Täter? Wéi héich ass den Taux vun der Opklärung vun dësen Criminen? A sinn dës Strofen a Mëttele vun der Justiz nach op der Héicht vun den Ufuerderungen? Wäert et an Zukunft an dësem Beräich duergoen, och hei d'Bestëmmunge vun den EU-Texter ëmzesetzen? Oder gesäit d'Regierung och zousätzlech Moyene fir, fir déi europäesch Kooperatioun a Saachen Investigatioun a Strofvollzuch ze verstärken? A wa jo, wéi eng?

An nieft der Repressioun stellt sech och d'Fro vum Ëmgang mat den Affer. Dacks gi si ëffentlech implizitt oder explizitt beschëllegt: „Si hunn eebe geklickt“, oder: „Si hunn e Code viruginn“. Mee dës Fraudë

funktionéieren iwwer psychologesch Mechanismen a ginn ëmmer méi raffinéiert, wéi scho gesot, mat Hëllef vun der Kënschtlecher Intelligenz an Desinformatioun. Also, et ass net just eng Fro vu perséinlecher Opmerksameit, mee eng Fro vu System, wéi d'Informatioun verbreet gëtt, wéi Bezuelunge validéiert ginn an och wéi d'Autoritéiten an d'Betriber reagéieren.

Dofir sinn zousätzlech Froen zu de Méiglechkeete fir eventuell kollektiv Recoursen a virun allem och d'Entscheidungeg vun den Affer nieft deenen anere genannten Aspekter och wichteg. Wat ass do de Stand aktuell zu Lëtzebuerg oder an der EU, a speziell fir de Fall vum Onlinebedruch?

Géint d'Zounam vun de Menacë vu Cyberfraudë brauche mir e Sécherheitssystem, deen zesummenhänkt, net just eenzel Initiativen. An dësem Sënn brauch een nieft de Grand-public-Campagnen och technesch méi pousséiert Initiative fir Betriber a fir de Staat. Do lafen och schonn eenzel Initiativen, mee et wier gutt, wann d'Regierung eis do kéint eng Kéier en Iwwerbléck ginn iwwert d'Systematik an dëser Approche.

Fazit: Bei de Cyberfraudë geet et ëm finanziell Enjeuen, mee et geet och méi allgemeng ëm d'Vertraue vun de Bierger an d'Digitalisatioun, an d'Verwaltungen an domat och an d'Capacitéit vum Staat, sécher an effikass ze handelen a seng Bierger/innen ze schützen. Et brauch kloer Reegelen, déi garantéieren, dass de Konsumenteschutz net den Digitalisierungsstrategien hannerdrinhipt, mee Deel dovunner gëtt. Vu Sécherheitsstandarden iwwer Haftungsfroe sollen dës ëmmer konkret matgeduecht ginn.

Vertrauen ass wichteg fir eis Demokratie insgesamt. A mir Gréng ënnerstëtzen all Effort, deen d'Sécherheet, d'Transparenz an och d'Vertraue verbënnt.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Madame Welfring. Da wier et um honorerabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. A sech huet d'Theema haut och eppes mam Dateschutz a mat der Datespuersameit ze dinn. Well kuckt een esou munch Attacken, déi geschitt sinn – an ech schwätzen och nach net vun där vun der BIL, do kommen ech herno drop zrëck –, dann ass et och, well Leit herno hir Daten am Darknet zrëckfannen, well se an enger viregter Stuf net onbedéngt mat där Datespuersameit virgaange sinn.

Awer net emol d'Leit selwer! Oft sinn et Entreprene, déi herno iergende Lach haten, an déi Datebanke sinn an d'Darknet geroden. Mee et gouf awer och scho staatlech Instanzen – ech soen elo net, hei zu Lëtzebuerg, mee international geschwat –, wou dat schonn de Fall war. An dofir ass déi Datespuersameit souwuel staatlech wéi privat wéi och fir Entreprene immens wichteg, wa mer wëllen, dass déi Attacken an Zukunft ophalen.

Elo gëtt et awer nach aner Attacken. Dat sinn einfach déi Attacken, wou Der per Zoufall eng SMS kritt, well alleguerten d'Nummere ugeschriwwen ginn an déi dann duergheet, oder wou E-Mail-Kombinatiounen probéiert ginn, bis een dann duerch ass. An da fënnt een ënner enger Millioun SMSen, déi ee vläicht geschéckt huet, da vläicht dräi, véier Leit, déi drop geklickt hunn a wou een dann do weiderkënn.

Da gëtt et awer och nach déi Attacken, déi e bësse méi hannerhältlech sinn. Dat sinn déi, wou een ugeruff

kritt an et kritt ee mol einfach gesot: „Ech si vu Microsoft. Äre Computer huet deen an dee Problem.“ An d'Leit ginn da verschidde Saachen an, well se dat dann och gleewen. Also, laut deene Leit, mat deenen ech geschwat hunn, déi schonn Affer waren, ass dat immens super gemaach. Dat ass super gemaach! Da loggen déi sech op dee Bildschirm an an da gi se déi eenzel Etappen op de Banken oder aner Date weider. Dat heescht, et ass immens villfäleg.

Komme mer elo bei dat, wat schonn e puermol ugeschwat ginn ass: Bei der BIL, dat war jo en neie Phenomeen. Et ass iwwer eng Sichmaschinn e Site virgegaukelt ginn. D'Leit hunn net déi App benotzt, d'Leit sinn iwwer eng Sichmaschinn eragaangen an do ass dann en anere Site proposéiert ginn.

Woubäi een awer och muss soen, dass déi Bank, déi hei genannt ginn ass, do e bësse farlässeg war. Well huele mer elo eng Spuerkess: Et geet een einfach op snet.lu an da fënnt een dat an et geet een direkt eran. Bei der BIL: Éischstens hu se keng „lu“-Domain. Geet een da bei der BIL hire Webbanking sichen, kënnst ee mol – et ass eng Subdomain – op bilnet.lu.bil.com.

Et ass schonn, soe mer, farlässeg vun enger Bank, iwwerhaupt esou de Webbanking unzibidden. Et huet een do awer e bëssen d'Dieren opgemaach fir déi Gaunereien, virun allem well dat haut mat der KI an e puer Stonnen erstallt ass. Also, hautzudaags kritt ee mat KI déi schéinste Saachen. Et kéint ee muer de Chambersite kopéiere mat ganz aneren Informatiounen drop. Also, d'KI kann haut Allmëgleches maachen. An dat ass immens geféierlech, well et ass esou gutt, dass d'Leit et net direkt erkennen.

A wéi konnt den déi meescht Attacke geschéien? Ma herno ass de LuxTrust validéiert ginn. Dat ass jo a sech de Knackpunkt, deen alleguerten déi Attacke matenee verbënnt. Elo kann ee laang diskutéieren: War et sennvoll, dass een dee LuxTrust digital mécht? Et gëtt Leit, déi soe mir, si hätten e méi séchert Gefill gehat a si hätten och méi opgepasst, wéini se dee Knäppche gedréckt hätten. An deen hätte se och net ëmmer derbäi gehat. Beim Handy ass et jo: „Ech si schnell ënnerwee. Komm, mer drécken. A, et kënnst eppes vu LuxTrust. U, dat war ...“ D'Leit denke jo dann, dat ware si, well dat ass och nach esou gutt gemaach.

Huele mer déi Attacken: Do steet dann och nach en Numm, deen ee kéint kennen. An dann dréckt een de LuxTrust. Do sinn da Leit, déi mer soen: „O, hätte mer dee physische LuxTrust gehat, da wär et vläicht anescht gewiescht.“ Ech weess et net. Et ass schwéier ze analyséieren. Mee ob awer de LuxTrust hautzudaags an där Form, wéi mer en hunn, dee richtegen Outil ass, fir d'Leit ze schützen, do kann ee laang driwwer diskutéieren.

Ech weess, am Ausland si Banken, déi gi vill méi wäit. Ee Problem, deen de LuxTrust huet, ass zum Beispill: Dir sëtzt op engem Computer, dat kéint weltwäit sinn – an esou sinn déi Attacke jo hei geschitt –, an Dir validéiert de LuxTrust op engem aneren Apparat, Ärem Handy – ech wollt bal iPhone soen – an da validéiert Der do. Dat heescht, deen anere sëtzt op engem anerem Plaz an Dir validéiert. Dat loosse awer zum Beispill Banken am Ausland net zou. Do ass dat net méiglech. Dir musst um Apparat selwer sinn an da musst Der och sur place sinn.

Do gëtt et souguer Banken, déi gi vill méi wäit. Déi soen: „Net nëmmen de Face ID vum iPhone.“ Nee, déi soen: „Hei, komm, mir hätten och nach gären, wann et e gréissere Montant ass“, wann et net elo op eppes Klenges ass, wou een eng kleng Rechnung bezilt, e gréissere Montant, wouvu jo och hei geschwat ginn ass, „dass ee muss kuerz e Selfie maachen ...“, dass

een och déi Persoun ass.“ Ech weess, dat ass eng weider Hürd, déi een da muss huelen. Virdrun ass och dovun geschwat ginn, et kéint een de Leit net ze vill zoumudden. Mee op där anerer Säit bleift hiert Geld awer sécher.

Dat sinn alles Diskussiounen, déi ee muss féieren, ob déi Lëtzebuurger Bankesystemer do allegueren op deem Punkt sinn, op deem se eigentlech sollte sinn. Well mir setzen hei net nëmmen d'Erspuertes vun de Leit op d'Spill, mir setzen och d'Renommée vun eiser Finanzplaz op d'Spill! Wann herno dobausse gesot gëtt: „Zu Lëtzebuerg si par rapport zur Bevölkerung iwwerdurchschnittlech vill Fäll“, ma da wäerten eis Banken op anere Plaze Milliounen verléieren, an net nëmmen déi 600.000 oder 800.000 an deem dote Fall, mee Milliounen verléieren, well d'Renommée net méi do ass. Dat heescht, mir mussen och eng Kéier ganz oppen driwwer schwätzen, ob de LuxTrust nach dat ass, wat mer brauchen, fir d'Leit sécher ze halen.

Op där anerer Säit, wann et dann antrëtt – an dozou hunn ech haut och eng Motioun matbruecht –, musse mer d'Clienten awer méi schützen. Also, ech sinn total derfir, dass déi Direktiv vill méi schnell soll ëmgesat ginn, fir dass d'Bank muss beweisen, dass se kee Feeler gemaach huet, an net ëmgedrënt.

Ech sinn awer och der Meenung, dass eng Garantie muss opgestallt ginn – an ech hu mech do einfach emol orientéiert un deenen 100.000 Euro, wann zum Beispill eng Bank géing Faillite maachen –, dass ee seet: Mir maachen e staatlechen oder privaten – oder d'Banke bezuelen, wat och ëmmer – Fong, wou d'Leit kënnen entschiedegt ginn, wann hinnen dat geschitt, eebe bis zu 100.000 Euro. Ech hu mech do einfach um Montant orientéiert, dee jo am Moment schonn an der Bankewelt ass, falls d'Bank géing krups goen.

Well mir mussen de Leit eppes ubidden, wann et geschitt. Mir kënnen méiglechst vill probéieren. Mee ech soen Iech och do: Déi Hacker si raffinéiert. An den Darknet ass immens raffinéiert. Déi wäerten ëmmer virun de Banke sinn. Mee wann et geschitt, solle mer an Zukunft awer eppes hunn, fir d'Leit ze schützen a fir se ze entschiedegen.

Merci.

Motion 2

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:

– D'Cyberkriminalitéit ass an de leschte Joren immens an d'Luucht gaangen, grad bei Phishing-Aktivitéiten (Äntwert op d'parlamentaresch Froen N° 315 an N° 1343).

– Et ass net nëmmen d'Verantwortung vun de Clienten, fir net Affär vu Phishing-Attacken ze ginn, mee och vun de Banken, fir d'Clientë virun Attacken ze schützen an hir Systemer a Plattformen esou opzestellen, dass dës net fir Verwirrung suergen.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,

– e Garantiefong fir d'Affär vu Bankbedruch opzestellen (staatlech, privat oder béid), fir dass d'Bankclienten duerch eng Versécherung an definéierte Situatiounen vu Bedruch besser geschützt si bis zu engem Montant vun 100.000 €.

(s.) Marc Goergen.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Goergen. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, merci villmools, Här President. Während op där enger Säit ëmmer méi essenziell Servicer an den Internet verluecht ginn, ginn op där anerer Säit d'Bedruchsmethoden am

Netz ëmmer méi aggressiv a sophistiquéiert. Et kann ee staark dovunner ausgoen, dass de Problem sech wäert an Zukunft weider zouspëtzen, notament och weinst KI, esou wéi den Här Goergen och virdrun erkläert huet.

Et sinn elo schonn eng ganz Rei Saache gesot ginn: Preventioun, Opklärung, eng méi staark Zesummenaarbecht vun den Acteuren, eng méi séier Reaktioun. Dat sinn alles Saachen, déi mir natierlech och als richtig empfangen.

Well bei de Victimmen ass et virun allem d'Gefill, alenggeloozt ze ginn, dat kann een aus praktesch allen Temoignagen eraushéieren, an éischter Linn vun de Banken, wou se meeschtens gesot kritt hunn: „Pech gehat! Dir hätt misse besser oppassen.“ Déi öffentlech Autoritéiten, an notament d'Police, wäere ganz hëllefsbereet, doriwwer eraus awer zimmlech muechtlos. Dat selwecht gëllt fir d'Justiz, déi esou international organiséiert Täter vill ze selte fannen an zur Rechenschaft zéie kann.

Déi relativ Impunitéit dann, mat där sech dës Form vu Kriminalitéit entwéckelt, ass besonnesch problematesch, well se jo justement Krimineller encouragéiert. An der Caritas-Spezialkommissioun ware jo am Dezember d'lescht Joer d'Justizautoritéiten invitéiert, fir iwwer genee déi Schwiereregkeeten ze schwätzen. An hire Constat war ganz kloer: Et feelt hinnen engersäits u Moyenen an op der anerer Säit un Instrumenter, fir där Entwécklung eppes entgéintzesetzen. Si gi quasi iwwerrullt vum Phänomeen. Ganz vill Dossiere verjären, éier se iwwerhaupt kënnen opgemaach ginn. Notament d'Effectiffer beim entspreichenden Departement vun der Police missten, laut de Justizautoritéiten, op d'mannst verduebelt ginn.

Dat ass jo eppes, wat mir scho säit ganz ville Joren och soen: dass een d'Moyene fir d'Bekämpfung vun der Finanzkriminalitéit, notament bei der Cellule de renseignement financier, mee och bei der Police, muss zolidd an d'Luucht setzen – bei all deene Milliarden, déi all Dag hei am Land eran- an erausginn, ass dat sécher kee Luxus –, d'ailleurs och fir de Problem vum Steuerbedruch an der Steuerflucht méi systematesch unzuegoen. Woubäi ee jo muss soen, dass d'Budgete fir eng personell Opstockung méttlerweil do sinn. Et hapert un der Rekrutéierung. Déi gesichte Profiller, notament IT-Fachleit a Finanzexperten, ben, déi ginn nach ëmmer léiwer op d'Finanzplaz schaffen, well se do méi verdéngen.

Dat ass e Problem, dee mer laang kennen. Dofir misst een och dréngend eng Opwärtung vun de Karriären envisagéieren. Ech mengen, do hat och schonn eng anere Fonction-publiques-Minister dat envisagéiert an der viregter Regierung. En ass e bësse geteert a gefedert gi fir dee Versuch, mee en hat awer Recht, et weinstens ze versichen.

D'ailleurs, dat – déi Opwärtung vun de Karriären – hunn d'Autoritéite jo och an der Spezialkommissioun gefuerdert. An ech wär frou, wann d'Regierung duerno kéint dozou Stellung huelen.

Déi detournéiert Sue fléissen innerhalb vu Stonne vun engem Land an dat anert, op Konte vun Intermediär mat falschen Identitéiten oder op Konte vu Scheinfirmer. Während d'Täter d'Sue séier iwwer zéng Etappen op déi aner Säit vun der Welt verschiben an do wäisswäsche, muss d'CRF a wochelaanger Klengaarbecht de Wee novollzéien an dobäi eng Juridictioun no där anerer kontaktéieren. An och wann d'Autoritéiten d'Sue lokaliséiert kréien, ass eng Saisie oder Confiscation oft net méiglech, well dofir fir d'éischt mussen d'Täter identifizéiert ginn. De Kapitalverkéier kennt keng Grenzen, mee d'Strofverfolgung schonn.

Et ass evident, dass et am Beräich vun der Finanzkriminalitéit un internationaler Kooperatioun feelt. A genesou evident ass et, dass et bei der Reguléierung vum Internet un internationaler Kooperatioun feelt. Et ass jo eigentlech net normal, dass eng falsch Internetsäit vun enger Bank kann iwwer Wochen am Netz stoen, ouni dass ee kann eppes dogéint maachen, an dass se dann och nach iwwer Woche bei Google op der éischter Säit ka referenzéiert sinn. Ech mengen, dass een hei awer och mol misst déi grouss Tech-Firme méi an d'Responsabilitéit huelen – net just draquieren, fir dass se heihinner kommen.

Egal wéi wäert den Handlungsbedarf fir d'öffentlech Hand an Zukunft weider an d'Luucht goen. Ech mengen, et wär gutt, wann d'Regierung déi rezent spektakulär Fäll an eise Land géif als Ulass huelen, sech eng zolidd a kohärent Äntwert afalen ze loosse, well et ass um Staat, seng Bierger ze schützen, an dat och um Internet.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Wagner.

D'Regierung huet d'Wuert. Den Här Finanzminister Gilles Roth.

Prises de position du Gouvernement

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech äntweren a 15 Minutten zesumme mat der Madamm Hansen op dës wichteg Aktualitéitsstonn.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

Ech wëll och duerfir dem Ben Polidori Merci soen. An ech wëll grad am Ufank soen, dass dee wichtige Phänomeen haut mat dëser Debatt net eriwuer ass an och net eriwuer sollt sinn. Souwuel d'Chamber wéi och d'Regierung hu sech zesummen dorëmmer ze bekëmmern. Ech wëll och duerfir allen Intervenantë Merci soe fir déi Opfuerderungen, déi un d'Regierung matgaange sinn – dat ass legitim –, an och fir déi praktesch Consideratiounen a Suggestiounen, déi vum Här Goergen a vun anere gemaach goufen.

Firwat? Et ass richtig ugeklongen: Mir sinn e Land vu méi wéi 675.000 Awunner, mee mir hunn 115 Banken (veuillez lire: 117 Banken) zu Lëtzebuerg. E Véierel vun eiser Wirtschaftsleeschtung kënnt vun dem Finanzsektor, also musse mer och kucken, dass d'Leit geschützt ginn. Dat ass eng staatlech Aufgab, zesumme mat den Acteuren. Mee mir mussen awer och virun allem sécherstellen – an dat ass jo och ugeklongen –, dass d'Reputatioun, also de Ruff, vun der Finanzplaz net dorënner leit. Dat ass eng Verflichtung fir d'Regierung.

An et ass gefrot ginn: „Wat mécht dann d'Regierung?“ Konkret zu deem Fall, dee genannt ginn ass – ech mengen, dat dierf ee soen, dat ass public – vun der BIL: Jo, de Staat huet 10 % am Kapital vun der BIL. D'strategesch Orientatioun an d'Dagesgeschäft sinn natierlech déi vun der onofhängeger Finanzinstitutioun, wat d'Interbank ass. Nach ass et esou, dass ech am Numm vun der Regierung wëll soen: Jo, dat geet net spuerlos laanscht Regierung! Et geet och net spuerlos laanscht de Finanzminister, wa Leit do Privatverméige verluer hunn. Ech ka mech awer – ech hoffen, dass Der dat kënnt novollzéien – net iwwert déi eenzel Fäll ... Dat ass eng Saach vun der Justiz, et ass eng Saach vun de Police-Enquêtes. An et ass eng Saach, fir ze kucken, wéi déi Leit dann herno ënnert där enger oder anerer Form Satisfaktioun kréien.

Dat, wat awer richtig ass – an dat ass d'Verflichtung vun der Regierung oder vun dem Staat am Allgemengen, zesumme mat der Chamber –, dat ass dat,

wat ugeklongen ass: Mir müssen um Niveau vun der Police kucken, mir müssen um Niveau vun der Justiz kucken, CRF an an aner Instanzen, dass dat hei, Cyberkriminalitéit, net, ech soen, Kavaliersdelikter sinn, loin de là, an dass och déi néideg Mëttelen do sinn, fir dass déi Fall an deem Beräich kënnen mat där néideger Sachkompetenz a virun allem schnell opgedeckt ginn.

Well den Här Goergen huet dat zu Recht gesot: Alle guerten déi Leit, déi an där Cyberkriminalitéit am Darknet an op anere Plazen ënnerwee sinn, déi si leider meeschtens de Justiz- an de Polizeiautoritéiten e Schrëtt viraus, an dat zulaaschte vun engem gesamtem System, mee virun allem zulaaschte vun de Leit, déi hir Suen herno net méi hunn.

D'Cyberattacken, fir Iech ze soen, wat fir eng Envergnung dat trotzdeem huet: Mir hunn am zweeten Trimester 2025 1.862 registréiert Cyberattacke pro Woch gehat. Dat ass en enorme Chiffer! Et ass natierlech net esou, dass déi all zu Schued gefouert hunn. Mee Cyberattacken: 1.862 Stéck! Dat ass e Plus vun 59 %.

Wat musse mer also maachen? Mir musse kucken, dass eise Finanzsystem gestärkt gëtt iwwert dat, wat d'Chamber zesumme mat der Regierung ka maachen. Dat si virun allem déi Reglementer, déi op europäeschem Plang gemaach ginn. Et sinn awer och déi Direktiven – d'Madamm Welfring ass drop agaangen –, déi op europäeschem Plang sinn.

Zum DORA-Reglement, dat ass also den Digital Operational Resilience Act. Deen huet d'Chamber ëmgesat. Dat ass e Reglement vum Ufank vum Joer 2025. Wat heescht dat? Dat heescht, wann eng Bank oder e Finanzinstitut Kenntnis huet vun engem gréisseren Incident, da muss se der Iwwerwachungsautoritéit, an deem Fall der CSSF, dat matdeelen. Dat ass eng Verflichtung, déi se huet.

Dann hu mer, zweetens, déi sougenannte PSD3-Direktiv. Dat ass déi, déi mat de Bezuelerservicer ze dinn huet. Do sinn, menge leschten Informatiounen vun haut no, an engem sougenannten Trilog, dat heescht um Niveau vun dem Parlament, zesumme mat der Europäescher Kommissioun an dem Conseil, déi lescht Diskussiounen. Wat heescht dat? Mee dat heescht, dass en Entscheedungsmechanismus agefouert gëtt, wa Leit a sougenannte Social-Engineering-Fäll zum Affär ginn.

Ech versprechen Iech, dass, soubal déi Direktiv arrétéiert ass, mir zu Lëtzebuerg, och am Interessi vun der Finanzwelt an am Interessi vun dem Konsumentenschutz, als First Mover optriede wäerten. Dat heescht, dass déi Direktiv zesumme mat der Chamber esou schnell wéi méiglech kann ëmgesat ginn, fir dass dann d'Leit och konkret um Terrain kënnen an de Genoss vun deem Schutz kommen, fir dass d'Banken eeben déi robust Servicer hunn.

An hei geet et virun allem ëm eppes. Dat kennt Der, quitta dass mer heierop net am Detail op der Chambertribün aginn, mee Dir hutt dat alles gelies. Et gouf nach eng anerer Affär, déi laang mediatiséiert war iwwert dat lescht Joer. Dass d'Monitoringsystemer bei de Banken ugeremooss, no deene leschten Ufuerderungen an héchste Standards, kënnen ausgeluecht ginn, alles dat sinn och Ufuerderungen vun där sougenannte PSD3-Direktiv. A virun allem sinn d'Banken derzou verflicht – wat se vläicht net ëmmer gär maachen –, dass et en Informationsaustausch gëtt zwëschen deem engen Acteur an deem anerem Acteur um Niveau vun der Finanzwelt. Wéi gesot, dat ass alles an där Direktiv virgesinn.

An dann ass och nach gesot ginn: „Ma, mir hunn déi sougenannten Instant Payment Regulation.“

Dat heescht, dass ... Wat heescht et? E Virement instantané, dat heescht, mam Klick – den Här Polidori ass drop agaangen –, ech drécken drop, wupp sinn 10.000 Euro ...

Bon, jo, Dir sidd Deputéierten.

(Hilarité)

... dass déi kënnen ...

Pardon.

(Interruptions)

M. Ben Polidori (LSAP) | Här Minister, dat waren d'Affär, déi dat do gesot hunn! Net den Här Deputéierten. D'Affär vun der BIL!

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | ... dass déi schnell kënnen transferéiert ginn. Ech fannen dat gutt. Dat ass zënter dem 9. Oktober en vigueur.

Natierlech si mat deem Paiement instantané och extreem Risiko verbonnen. Ech mengen, mat Recht sidd Der dorobber agaangen. An och dofir müssen déi Kontrollmechanismen deemspriechend ëmgesat ginn. Wat hu mer bei de Kontrollmechanismen?

Ech hunn nach dräi Minutten.

Éischtens: Mir musse kucken, dass mer d'Biergerinnen an d'Bierger mat deene Risiko familiariséieren, dass mer net nëmme soen: „Mir sinn Hightech“, mee dass se och wëssen, wat fir eng Gefore mat der Hightech verbonne sinn. Mir musse kucken, dass d'Informatiounen an d'Sensibilisationscampagnen, wéi se bei Lëtzfim op Facebook oder Instagram sinn, ausgebaut ginn. D'CSSF, zesumme mat der ABBL, muss och kucken, dass déi Informatiounen méi bei hir Clienten – well et sinn de Banken hir Clienten – kommen, am Interessi vun der Sécherheet vun eiser Finanzplaz.

Et ass gesot ginn: „Op Hotlinen.“ Jo, wann déi bei engem Finanzinstitut net funktionéieren, gëtt et awer eng Hotline, dat ass déi 49 10 10, dat ass déi mat de Kreditkaarten, an ech mengen, déi ass awer 24/7 besat.

Dann ass eppes richteg ugeklongen, dat ass déi Suggestioun: Mir kënnen eis net nëmme op dat konzentréieren, wat zu Lëtzebuerg ass, mee mir müssen iwwert d'Grenze vu Lëtzebuerg erausgoen. Well wann d'Finanzoperatiounen weltwäit gemaach ginn, wa se an engem digitale Kontext ëmmer méi schnell a méi breet gemaach kënnen ginn, jo, da muss och méi schnell a méi breet kënnen international kooperéiert ginn.

An ech hunn hei en Opbau vun engem sougenannten „I-SCAN“, dat heescht, dat ass e weltwäite Repertoire vu Warnungen, mam laangfristegen Zil, dass d'Internetprovider doraus Informatiounen zéie kënnen, fir illegal Sitten ze blockéieren. Et ass e CSSF, dat heescht, déi national Bankenopsicht, déi do aktiv matschafft.

Duerfir am Resümee: Dem Här Polidori seng Suggestioun, déi soll, mat deene konkrete Proposen, an der Chamberskommissioun – ech hu guer kee Problem, mech deem als Finanzminister ze stellen – weider diskutéiert ginn.

Mir sollen och als Regierung weider Äntwerte ginn, wat mer konkret op déi Proposen, déi Suggestiounen, déi vun Iech a vun anere gemaach goufen, äntwerten. An ech mengen, et wier och utile, dass een dee gesamte Problem vun de Cyberattacke weiderhin am An hält.

An ofschléissend, zum Schluss, wëll ech soen: Jo, ech mengen, déi Diskussioun – an duerfir fannen ech dat extreem wäertvoll –, déi mer haut haten, déi ass ganz

konstruktiv – kritesch, mee konstruktiv – gefouert ginn. Et war net eng Scholdzouweisung vun deem engen oder vun deem aneren.

Ech mengen, dass et justifiéiert ass, dass eng Strategie vun der Cyberkriminalitéit an der Ofwier vun der Cyberkriminalitéit géintwärtig vun der Finanzplaz muss entwéckelt ginn an dass och de Staat, an deem Fall am wäitste Sënn de Finanzministère, sech doranner muss a soll matabréngen.

An ech hu perséinlech, soen ech ganz éierlech, ënnert der Kontroll vun der Chamber, och kee Problem domat – vu dass et e Phänomeen ass, deen d'Bierger an hirer Gesamtheit ugeet, vu dass et e Phänomeen ass, deen de Staat als Rechtsstaat ugeet –, dass och do gegebenefalls déi néideg effentlech Finanzmëttelen zillféierend kënnen agesat ginn. Dat ass net, fir d'Banken ze ënnerstëtzen, mee et ass, fir de Client an den Investisseur ze schützen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat wäre mer um Schluss vun dëser Heure d'actualité ukomm.

(Interruptions)

Nee, d'Madamm Hansen nach. Pardon, et deet mer leed. Et sinn nämlech nach eng Rei Minutten iwwreg, effektiv. Madamm Hansen.

Mme Martine Hansen, Ministre de la Protection des consommateurs | Villmools merci, Här President. Also, den Här Finanzminister huet souwisou och bal alles gesot. Dofir hätt ech kënnen dohanne stoe bleiwen. Ech wëll awer och jiddwerengem Merci soen, deen de Sujet hei ugeschwat huet, a virun allem der LSAP, déi en op den Ordre du jour bruecht huet.

Et ass definitiv – an dat huet d'Diskussioun ervirbruecht – en transversale Sujet, deen e ganze Koup Beräicher ugeet. Et ass net nëmme deen een oder deen aneren. Et ass leider e Sujet, deen eis nach méi laang wäert beschäftegen. Et ass och e Sujet, dee scho laang do ass. Ech hat e bësse mat der KI gekuckt – awer ech sinn net esou sophistiquéiert wéi den Här Goergen, mee ech hu just gesicht mat der KI – an do hunn ech natierlech och eppes fonnt. Ech mengen, esou eppes Änlech, wéi et dat elo bei der BIL ginn ass, ass et bei der Post eng Kéier ginn. Do waren änlech Fäll.

Also, wéi gesot, de Problem ass, datt d'Komplexitéit an d'Perfiditéit vun der Fraude – an dat huet och den Här Polidori gesot an, ech mengen, och den Här Goergen – ëmmer méi grouss gëtt. Si ginn ëmmer besser. A mir müssen eis deemspriechend och weiderentwéckelen. Dofir ass e gemeinsamen Effort – an den Här Gilles Roth huet doriwwer geschwat – definitiv wichtig.

Éischtens: D'Preventioun ass awer wichtig. Den Här Roth huet elo eng Strategie géint d'Cyberkriminalitéit u sech an Aussicht gestallt. Op där anerer Säit ass och d'Preventioun beim Konsument selwer wichtig, deen ze informéieren, fir datt en am beschten net drop eräfalt. Ech weess, dat ass net esou einfach.

Dann ass et natierlech d'Repressioun. Dat ass d'Police, dat ass de Parquet, wann d'Kand bis am Pëtz läit.

An et ass de Schutz, dee mer duerch eis Gesetzter hunn. D'Regierung war schonn aktiv, andeems se – an dat ass och genannt ginn – mat 20 verschiddenen Acteuren, ënnert dem Lead vum Wirtschaftsministère, eng Campagne lancéiert hat mat cyberfraud. Iu. Déi Campagne, déi éischt Campagne, ass am Juni gelaf, u sech vum 6. bis de 27. Juni.

Do ass och gefrot ginn: „Wat ass do erauskomm?“ Et si 6,1 Milliounen Impressiounen, 26.000 Klicks an

d’Campagne huet 17.400 Euro kascht. Dat heescht, dat war elo nach net d’Welt, vun de Käschten hier. Mee trotzdem ass se awer schonn dacks gesi ginn. An dat, wat hei wichteg ass, dat ass definitiv de Message: „Wann Der e Link gesitt, wou Der Zweifel hutt, klickt net drop, loosst e préiwen a mell en!“ An dat ass dee Message, dee mer viruginn.

Et ass awer eng zweet Campagne geplangt an déi leeft vum 27. Oktober bis den 9. November. An do ginn och schonn éischt Adaptatiounen gemaach, well mer gesinn hunn, datt se op verschiddene Plazen, wou mer se gewisen hunn, u sech net gutt ukomm ass oder datt se net vill geklickt ginn ass. Also, dat heescht, do kommen Adaptatiounen. Wéi gesot, dat sinn 20 verschidden Organisatiounen zesummen, déi dat gemaach hunn.

Als DPC (ndlr: Direction de la protection des consommateurs) schaffe mer natierlech do als Multiplicateur mat, fir och virzewarnen, fir de Konsumenten ze soen: „Passt op!“ Ech mengen, dat kann een net dacks genuch soen.

Ech hat de Moien och nach eng Versammlung mat der ULC. Och si weisen u sech an hirer Zeitung „de Konsument“ reegelméisseg op d’Problematik hin. De CEC, den Europäesche Konsumenteschutz, och, si hu jo ëmmer dee Midi du consommateur, do waren et der schonn dräi, véier, déi ëm dese Sujet gaang sinn.

Och juste pour info, ech hunn nämlech nogefrot: Hunn d’BIL-Clientë sech bei engem vun eis dräi gemellt? An do ware just zwee Leit, déi sech beim CEC gemellt haten. Dat heescht, déi aner si schonn direkt bei d’Bank an natierlech bei d’Police gaang.

Also, wéi gesot, eng kleng Evaluatioun vun der éischter Campagne ass gemaach. Dat steet, mengen ech, och an der Motioun dran.

(Dérangement dû à des interférences sonores)

Ech weess net, wat dat ass. Ech war eemol hei, a wéi ech geschwat hunn, sinn d’Luuchten ausgaangen. Elo geet d’Musek un.

(Hilarité et interruptions)

Gutt. An dann de Cadre législatif: Et ass en transversele Sujet, wéi gesot, et ass d’Economie, et ass d’Justiz, et sinn d’Finanzen, et sinn d’Medien an d’Kommunikatioun, et ass den Etat, den HCPN, wann een d’Gesetz gären eng kéier alleguer zesummen hält. Mee dofir ass d’Propos vum Minister, denken ech, ganz richtig, datt mer déi Motioun dann an d’Kommissioun huelen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Hansen. Här Goergen, Dir wëllt der Madamm Hansen eng Fro stellen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Jo, merci. Dir hutt elo vun där Campagne geschwat, wat alles tipptopp ass. Mee wär do net eng Méiglechkeet, dass Dir zum Beispill bei Iech um Ministère vum Konsumenteschutz oder bei etat.lu einfach eng Säit maacht, wou allegueren de Banken hire séchere Link ass, fir dass d’Leit zum Beispill kënnen dorobber goen a se dann net op e falschen erafalen? Dass Dir einfach de Leit op esou eng banal Aart a Weis kéint hëllefen, fir all déi bekannte Banken? Dir checkt de Link virdrun, en ass ofgeséichert, da kënnen d’Leit eran. Da kéinte se einfach op etat.lu goen an dann d’nächste kéier a Sécherheet an net, wéi meeschtens, iwwer Google oder soss iergendepes eragoen.

Mme Martine Hansen, Ministre de la Protection des consommateurs | Bon, ech soen Iech villmools Merci. Ech denken, vu datt déi Campagne jo leeft, wou och

d’Finanzen an d’ABBL an d’CSSF dra sinn, datt mer dat mat hinnen eng kéier sollten duerchkucken, ob dat eng Méiglechkeet wier. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci. Ech hunn och nach eng Fro vum Här Ben Polidori, Madamm Hansen.

Mme Martine Hansen, Ministre de la Protection des consommateurs | A, pardon.

M. Claude Wiseler, Président | Här Polidori.

M. Ben Polidori (LSAP) | Bon, ech wollt allgemeng eng Fro un d’Regierungsmembere stellen. Ech hat déi 6.400 Fäll opgeworf, déi effektiv 2024 agaange si bei der Police. kéint Der do Informatiounen dozou ginn, wéi do wierklech déi Saache weidergaange sinn? Sinn do iwwerhaupt Leit fonnt ginn?

Ech mengen, dat ass jo och wichteg fir d’Leit dobaussen, wa se eng Plainte gemaach hunn, wéi vill iwwerhaupt do opgeschafft gouf. Vlächtt hutt Der déi Zuel elo haut net bei Hand, mee wann Der se hutt, da kéint Der eis se vlächtt noreeche. Ech denken, dass et ganz interessant wier, dat ze wëssen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Här Finanzminister.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Jo, ech soen dem Här Polidori Merci fir déi Nofro. Ech hunn déi net bei Hand. Mee ech mengen, dat ass och eppes, wat ee sollt an der Chamberskommissioun diskutieren.

Meng perséinlech Meenung: Ech hu mech net an d’Organisatioun vun der Chamberskommissioun anzemëschten, mee dat ass eng Diskussioun, déi net nëmmen zwëschen den Deputéierten an den zoustännegen Regierungsmembere ass, mee ech mengen, et ass och eng Diskussioun, déi doriwwer erausgeet – ech hu virdrun d’CRF genannt, ech hunn d’CSSF genannt, ech hunn och d’Polizeiautoritéiten oder d’Justizautoritéite gemengt –, dass een do eng kéier de Point mécht. Ech mengen, déi hu méi Indikatiounen.

Och op deem Punkt, wou ech net drop geäntwert hat: Wat misst ee gegebenefalls an eiser Strofgesetzbuch nobesseren, fir den neie Phenomeener Rechnung ze droen? Ech weess, dass mer notament, ech mengen, d’Artikele 506 an anerer aus dem Code pénal ënnert der Federführung vun der Madamm Tanson ugepasst hunn, déi och reegelméisseg ugepasst ginn, fir den neie Fraude-informatique Rechnung ze droen. Ech mengen, och do gëllt et, zesumme mat dem Procureur général ze kucken, ob déi Texter, déi virun enger Rei Jore gestëmmt goufen, nach ëmmer appropriéiert sinn, fir neie Phenomeener Rechnung ze droen. Duerfir ass dat eppes, wat méi wäit geet.

An op jidde Fall sinn ech perséinlech der Meenung als Finanzminister, dass een dee Phenomeen – an ech soen dat nach eng kéier – muss méi verdéift kucke wéi einfach, mat allem Respekt, an enger Heur d’actualité an enger Plenarsitzung. An ech wëll mech deem Debat och stellen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Finanzminister. Ech mengen, da wäert mer awer elo um Schluss vun eiser Diskussioun ukomm.

Motions

Et sinn zwou Motiounen eragereecht ginn, eng vum Här Ben Polidori an eng vum Här Marc Goergen.

Motion 1

Mir géinge mat där vum Här Polidori ufänken. Här Polidori, Dir wëllt zum Schluss, denken ech, e puer Wuert soen. Wie wëllt zu deser Motioun Stellung

huelen? Jo, d’Madamm Adehm gesinn ech elo mol, d’Madamm Welfring. Ok. Madamm Adehm.

Mme Diane Adehm (CSV) | Jo, merci, Här President. Ech géng proposieren, esou wéi et och scho beim Här Minister ugeklongen ass, dass mer déi Motioun vum Här Polidori géinge mat an d’Finanzkommissioun huelen an dass mer do driwwer diskutieren géingen a kucken, inwiefern een dat eent oder anert kann ëmsetzen. Wann den Här Polidori domadder averstane wier, géng ech him als Presidentin vun der Kommissioun déi Propos maachen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Adehm. Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Merci och nach eng kéier fir des Motioun. Déi droe mer mat, mir hu se jo mat ënnerschriwwen. Ech mengen, ech hu probéiert, a menger Interventioun op d’Proaktivitéit, op d’Nécessitéit dovunner anzegoen, dass de Staat muss mam gudden Beispill virgoen a kucken, ob d’Reegelerwierk, wat mer hunn a wat mer kréien, duergeet, an do den Ofgläich ze maachen zwëschen deem, wat elo kënn, deem, wat mer schonn hunn oder hätte sollen ëmgesat hunn, an deem, wat awer vlächtt nach zousätzlech néideg ass. An ech denken, dat geet zimmlech an den Detail. An ech kann dofir och dermat liewen, dass een dat heiten an enger Kommissioun muss kucken, anstatt dat elo hei ze maachen. Mee vum Prinzip hier droe mer déi heite ganz gär mat.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Jo, merci, Här President. Ech hätt se och matgestëmmt, mee ech droe se och mat fir an d’Kommissioun. Well effektiv, mat deem „signaler en temps réel“ ... De Minister hat virdrun ugekënnegt ... Ech misst dat awer nach eng kéier nokucken: Déi 49-10-10-Nummer do, ech weess net, ob déi och dofir ass, wann een am Internet bedupst ginn ass. Ech weess, dass se fir Kreditkaarten ass, ech weess awer net, ob se dofir ass, wann der am S-Net oder BILnet bedupst gi sidd. Dat ass déi aner. Dofir geet dat heite schonn an déi richtig Richtung, wéi et hei ugeduecht ginn ass. An dat sollt een awer wierklech méiglechst schnell evakuieren, fir dass de Leit direkt kéint gehollef ginn. Well et ass eeben dat, wat virdrun ugeklongen ass: Et muss en temps réel méiglech sinn ze reagieren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Ass elo nach eng aner Wuertmeldung ausser där vum Här Polidori do? Dat schéngt net de Fall ze sinn. Här Polidori, dann hutt Dir d’Wuert.

M. Ben Polidori (LSAP) | Jo, merci, Här President. Ech gesi prinzipiell elo kee Problem, déi Motioun mat an d’Kommissioun ze huelen. Ech mengen, et ass wichteg, dass mer dee Sujet hei net einfach elo an den Eck geheien, mee driwwer schwätzen an dat och an der Aktualitéit halen, dass mer hei wierklech fir d’Leit dobaussen eng Léisung fannen.

Wat awer just wichteg ass ze präzisieren: Wa mer et elo an d’Kommissioun huelen, dann hätt ech awer wierklech de Wonsch, dass mer et zäitno maachen. Well ech mengen, wa mer laang waarden, ginn d’Leit all Dag weiderbeduckst, leider. Wa mer dat zäitno kéinte maachen, dann hätt ech op alle Fall kee Problem domat, dass mer déi géifen an d’Kommissioun huelen.

An och fir déi 49 10 10, wou den Här Minister ugedeit huet, dass mer schonn esou eppes hunn, och den Här Goergen ass nach eng kéier kuerz drop gaangen: Jo, mir hunn do scho Saachen, wou d’Leit haut kënnen uruffen an hir Konte spären an, deemno wéi, och hire LuxTrust spären. Mir hunn awer näischt, fir

d'Leit ze begleeden am Fall vun engem Problem. An ech mengen, et ass an deem Fall, wou een dat vläicht kéint iwwerdenken, och déi Telefonsnummer oder dee Service, an dee vläicht kéint ausbauen. Ech mengen, et ass och an deem Kader, wou mer ons do Gedanken gemaach hunn. Ech wollt dat just eng Kéier als Prezisioun ginn.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Polidori. Elo hunn ech zwou Wuertmeldungen. Ech gi fir d'éischt der Madamm Adehm d'Wuert an da ginn ech dem Finanzminister d'Wuert. Madamm Adehm.

Mme Diane Adehm (CSV) | Jo, merci. Här Polidori, ech géing Iech proposéieren, vu dass de Moment Budgetszäit ass, ass et ganz schwierig, mee dass mer direkt am Januar géifen eng Sitzung just iwwert deen dote Sujet maachen, wann Dir domadder averstane wiert.

(Interruptions)

M. Claude Wiseler, Président | Här Finanzminister.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Selbstverständlech sinn ech do fir eng Sitzung an och fir méi Sitzungen disponibel.

Op déi konkret Fro, wat den Här Polidori gesot huet: Mir hunn effektiv op eng parlamentaresch Ufro, déi Dir gestallt hutt u mech, un d'Madamm Margue als Justizminister an och un de Wirtschaftsminister, d'Äntwert ginn, dass déi 24/7-Léisung vun der Hotline 49 10 10 et och erlaabt, wann een e Bedruch verdächtigt, säi Lux-Trust-Zertifikat direkt blockéieren ze loosser. Mee Dir hutt Recht: Ech mengen, dat geet just, fir den Zertifikat blockéieren ze loosser, an et geet net doriwwer eraus (veuillez lire: dat geet och, fir den Zertifikat blockéieren ze loosser). Dofir wëll ech dat preziséiert hunn.

An och dat ass eng Fro, mengen ech, déi ee muss an dem Kontext vun der zoustänneger Kommissioun kucken, wat een do nach gegebenefalls zousätzlech kéint maachen.

M. Claude Wiseler, Président | Hunn ech richteg verstanen, dass den Här Polidori d'accord ass, dës Motioun mat an d'Kommissioun huelen ze loosser?

(Assentiment)

Da géing ech proposéieren, dass mer doriwwer ofstëmmen.

Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission

Wien also d'accord ass, dass d'Motioun vum Här Polidori an d'Finanzkommissioun geet, deen hieft d'Hand an d'Luucht.

Ass een dogéint?

Enthält ee sech?

Dann ass déi Decisioun geholl. D'Motioun Nummer 1 geet also an d'Finanzkommissioun.

(La motion 1 de M. Ben Polidori est renvoyée à la Commission des Finances.)

Motion 2

Da komme mer zur Motioun Nummer 2 vun dem Här Marc Goergen. Här Goergen, wëllt Dir elo oder duerno schwätzen? Dir wëllt duerno schwätzen. Da froen ech, wien heizou wëllt Stellung huelen. D'Madamm Adehm gesinn ech, den Här Keup. Madamm Adehm.

Mme Diane Adehm (CSV) | Jo, merci, Här President. Mir sinn eis der Wichtigkeet bewosst, d'Leit ze schützen. An am selwechten Ordre d'idée wéi beim Här Polidori senger Motioun géinge mer och hei proposéieren, déi heite Motioun mat an d'Finanzkommissioun ze huelen an och ze kucken, wéi ee wat eventuell kéint ëmsetzen an deem heiten Domän.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Adehm. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, merci, Här President. Ech fannen dat effektiv eng ganz gutt Iddi, dat do an d'Kommissioun ze huelen, fir et zesumme mat deem aneren ze beschwätzen.

Ech ginn allerdéngs och nach eppes Klenges ze bedenken, wat een net vergiesse sollt: Et ginn och nach ëmmer Sue geklaut an der analoger Welt. An natierlech ass et gutt, wann d'Leit déi Suen erëmkreien, déi se geklaut kreien, an et ass net hir Schold. Mee

souwäit ech op d'mannst weess, ass et esou, wann Der zum Beispill bei Iech en Abroch hutt an Dir hutt 5.000 Euro an Ärem Kicheschaft leien – wat vläicht déi meeschte Leit net hunn, mee et gëtt der awer –, kritt Der déi, souwäit ech weess, och net erëm. Dat heescht, dat ass allgemeng e Problem, wann een Af-fer gëtt vu Sueklauen, dass een dann natierlech ganz domm dosteet.

M. Claude Wiseler, Président | Merci. Här Keup. Sinn nach aner Wuertmeldungen do? Wann dat net de Fall ass, ginn ech dem Här Goergen d'Wuert. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci. Also, ier mer de Problem vum Kicheschaft a vum Cash eng Kéier léisen, ass et ganz flott, dass mer dat hei nach eng Kéier an enger Chamberskommissioun diskutéieren. Well déi Leit hunn effektiv immens vill Schued an et wär méiglech, dass awer do iwwer e Fong, dee jidderee géing speisen, deene Leit kéint gehollef ginn. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen.

Ech gesinn also och hei, dass warscheinlech e gréisseren Accord wäert do sinn, déi Motioun Nummer 2 an d'Finanzkommissioun ze huelen, dofir géing ech och doriwwer à main levée ofstëmmen loosser.

Vote sur le renvoi de la motion 2 en commission

Wien ass d'accord, se an d'Finanzkommissioun ze huelen?

Wien ass dogéint?

Ass een, dee sech enthält? Dat ass net de Fall.

Dann ass dës Motioun à l'unanimité an d'Finanzkommissioun iwwerwisen.

(La motion 2 de M. Marc Goergen est renvoyée à la Commission des Finances.)

An domat wäere mer dann och um Enn vun eiser Sëtzung vun haut de Mëtten ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtten nees um 14.00 Auer zesummen.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 16.08 heures.)

101^e séance

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique	p. 25	Vote sur la motion 1 (rejetée)
M. Claude Wiseler, Président		
2. Ordre du jour	p. 25	Motion 2 : M. Laurent Zeimet (interventions de M. David Wagner et M. Franz Fayot) Mme Sam Tanson (intervention de M. Yves Cruchten) M. David Wagner M. Yves Cruchten M. Fred Keup M. Gusty Graas
M. Claude Wiseler, Président		
3. Changement de composition d'une délégation luxembourgeoise auprès d'une assemblée parlementaire internationale	p. 25	Vote sur la motion 2 (adoptée)
M. Claude Wiseler, Président		M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance
4. Dépôt d'une proposition de loi par Mme Sam Tanson	p. 25	6. Motion de M. Franz Fayot relative à la qualification des actes du Gouvernement israélien et des forces de défense d'Israël commis durant la guerre de Gaza comme crimes de guerre et crimes contre l'humanité
Exposé : Mme Sam Tanson		p. 35
5. Heure d'actualité de la sensibilité politique déi Lénk au sujet d'éventuelles sanctions bilatérales contre l'État d'Israël	p. 25	Exposé : M. Franz Fayot
Exposé : M. David Wagner (dépôt de la motion 1)		Discussion générale et prise de position du Gouvernement : M. Patrick Goldschmidt Mme Sam Tanson (intervention de M. Patrick Goldschmidt) M. David Wagner M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur M. Fred Keup M. Laurent Zeimet M. Sven Clement Mme Sam Tanson (intervention de M. Sven Clement) M. Franz Fayot M. le Ministre Xavier Bettel
Débat : M. Laurent Zeimet M. Gusty Graas (dépôt de la motion 2) M. Yves Cruchten M. Fred Keup Mme Sam Tanson M. Sven Clement		Vote sur la motion (rejetée)
Prise de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur		
Motion 1 : M. Gusty Graas M. Fred Keup M. Laurent Zeimet M. Yves Cruchten Mme Sam Tanson M. Sven Clement M. David Wagner		

7. 8513 – Projet de loi modifiant :

1^o la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale ;

2^o la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État p. 38

Rapport de la Commission des Affaires intérieures : M. Laurent Mosar

Discussion générale : M. Laurent Mosar | Mme Lydie Polfer (intervention de M. Michel Wolter) | M. Dan Biancalana | M. Tom Weidig (intervention de Mme Nancy Arendt) | M. Meris Sehovic (dépôt de l'amendement 1) | M. Marc Goergen | M. Marc Baum (intervention de M. Sven Clement)

Prise de position du Gouvernement : M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures (interventions de M. Meris Sehovic et M. Marc Goergen) | M. Meris Sehovic (parole pour fait personnel) (intervention de M. le Ministre Léon Gloden) | M. Marc Baum (parole pour fait personnel) (intervention de M. le Ministre Léon Gloden) | M. le Ministre Léon Gloden | M. Sven Clement (parole après ministre) (interventions de M. le Ministre Léon Gloden et M. Marc Goergen) | M. le Ministre Léon Gloden | M. Michel Wolter (parole après ministre) (intervention de M. Marc Goergen)

Vote sur l'amendement 1 (rejeté)

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8513 et dispense du second vote constitutionnel

8. 8557 – Projet de loi portant changement de limites entre la Ville d'Esch-sur-Alzette et la Commune de Schiffange p. 46

Rapport de la Commission des Affaires intérieures : Mme Nathalie Morgenthaler

Prise de position du Gouvernement : M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8557 et dispense du second vote constitutionnel

9. Motion de Mme Liz Braz relative à la suppression de l'autorisation d'occupation temporaire pour les demandeurs de protection internationale p. 47

Discussion générale : Mme Corinne Cahen | M. Fred Keup | Mme Djuna Bernard (intervention de M. Fred Keup) | M. Sven Clement (intervention de M. Fred Keup) | M. Marc Spautz | M. Marc Baum | M. Fred Keup | Mme Liz Braz (interventions de Sven Clement) | M. Fred Keup (parole pour fait personnel) (intervention de M. Claude Haagen)

Vote sur la motion modifiée (adoptée)

10. Dépôt d'une motion par M. Tom Weidig p. 49

Exposé : M. Tom Weidig

Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Vice-Premier ministre ; M. Léon Gloden, Ministre

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Setzung op.

2. Ordre du jour

Et gëtt proposéiert, d'Motioun vum Här Franz Fayot iwwert d'Qualifikatioun als Krichsverbriechechen a Verbriche géint d'Mënschheet vun den Handlung vum der israellescher Regierung an Arméi während dem Gaza-Krich, déi an der Sëtzung vun en Dënschden deposéiert gouf, haut als zweete Punkt op eisen Ordre du jour ze setzen, dat heescht no der Aktualitéitsstonn.

An et gëtt och proposéiert, déi Motioun, déi d'Madamm Liz Braz geschter deposéiert huet, um Enn vun eiser Sëtzung ze traitéieren.

Ass d'Chamber mat dësem ofgeännerten Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

3. Changement de composition d'une délégation luxembourgeoise auprès d'une assemblée parlementaire internationale

Nach e puer administrativ Informatiounen. Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentareschen Delegatiounen ubelaangt, hunn ech folgend Ofännerung matgedeelt kritt:

An der Délégation luxembourgeoise du groupe de contrôle parlementaire conjoint d'Europol ersetzt den Här Gérard Schockmel den Här Guy Arendt als effective Member.

Gëtt et dozou iergendwellech aner Ännerungsvirschléi? (Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Ass d'Chamber mat dëser Ännerung averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

4. Dépôt d'une proposition de loi par Mme Sam Tanson

Éier mer bei den éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg kommen, hunn ech nach eng Wuertmeldung vun der Madamm Sam Tanson fir den Depot vun enger Proposition de loi. Madamm Tanson, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

Mme Sam Tanson (déi gréng), auteure | Jo, merci, Här President. Mir hunn heibannen ëmmer eng breet Majoritéit fir eng Ennerstëtzung an deene Situatiounen, wou Fraen Affer vu sexueller Gewalt ginn oder wou Fraen oder Kanner Affer vu sexueller Gewalt ginn, eppes, wou ganz vill Leit heibannen – a glécklecherweis – sensibel dofir sinn. Mir haten och nach kierzlech en Hearing heibannen no enger Petitioun. Et ass en Thema, wou mer wëssen, dass et queesch duerch d'Gesellschaft geet, a wou mer ëmmer erëm musse kucken, wéi mer kënnen den Affer vun deene Situatiounen gerecht ginn.

Am Dialog mat deene Concernéierten an och wann ee mat Affekote schwätzt, déi Affer vun esou Situatiounen verteidegen, da gëtt ëmmer erëm en een eruge-droen, dass et schwierig ass, an deene Momenter och nach mussen eng Debatt ze féieren iwwert den Droit de garde an den Droit de visite vun de Kanner, déi betraff sinn, respektiv vun de Kanner vum Partner, dee betraff ass.

(Brouhaha)

An ech hu mer doropshin e bëssen d'legislativ Situatioun an eisen Nopeschlänner ugekuckt. Ech hu gesinn, dass Frankräich zejoert legiferéiert huet an en Automatismus agefouert huet, datt ...

(Coups de cloche de la présidence)

M. Claude Wiseler, Président | Hei wannechgelift, wann ech e weéneig méi Rou am Sall kéint hunn!

Mme Sam Tanson (déi gréng), auteure | Merci, Här President.

... an en Automatismus agefouert huet, datt e Partner an deene Situatiounen, wou e sech sexuell u sengem Kand oder un anere Kanner vergraff huet

oder Gewalt géint säi Partner ausgeübt huet, den Droit de garde/Droit de visite fir d'Kanner fir d'éischt emol oferkant kritt an eréischt zu engem spéideren Zäitpunkt da kann erëmkreien. An ech denken, dass et wichteg ass, dass mer déi Diskussioun och hei féieren. Duerfir deposéieren ech elo eng Proposition de loi an deem Sënn. Ech géing mech doriwwer freeën, wa mer kéinten an engem konstruktiven Debat kucken, ob a wéi mer dat heite kënnen an eise Code civil afléisse loosse.

Merci.

8643 – Proposition de loi portant modification du Code civil

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson.

5. Heure d'actualité de la sensibilité politique déi Lénk au sujet d'éventuelles sanctions bilatérales contre l'État d'Israël

An da géinge mer zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg kommen, an zwar enger Aktualitéitsstonn iwwer méiglech bilateral Sanktiounen géint Israel, déi d'politesch Sensibilitéit vun déi Lénk ugefrot huet. D'Riedezäit ass am Artikel 84 (2) vun eisem Chamberreglement virgesinn. An zwar huet den Auteur vun der Aktualitéitsstonn 10 Minutten, déi jeeweileg Fraktiounen a Sensibilitäten hu 5 Minutten an d'Regierung huet 15 Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Laurent Zeimet, den Här Gusty Graas, den Här Yves Cruchten, den Här Fred Keup, d'Madamm Sam Tanson an den Här Sven Clement. An d'Wuert huet elo den honorabelen Här David Wagner als Verrieder vun der politescher Sensibilitéit déi Lénk. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci villmools, Här President. Mir haten als Lénk dës Demande fir eng Aktualitéitsstonn zu der Fro vun de Sanktiounen vis-à-vis vun Israel an de Suitten zu de Krichsobligatiounen, déi d'CSSF fir den EU-Marché erlaabt huet, zu engem Zäitpunkt eraginn, wou dem Trump säi Plang fir Gaza nach net konkret war a wou de Waffestëllstand tëscht Israel an der Hamas nach net beschloss war.

Ech hunn dunn déi eng oder déi aner Stëmm héieren: „Ben, elo, wou alles gereegelt ass, mécht déi Heure d'actualité jo kee Sënn méi.“ Mee fir et kuerz ze maachen: De brittesche Mandat iwwer Palästina nom Éischte Weltkrich war fir d'Palästinenser méi favorabel wéi dem Trump säi Plang – oder besser gesot: den Trump-Besatzungsplang. Dee Plang huet een eenzege Meritt: datt de Genozid a Gaza ënnerbrach gouf an datt d'Geiselen an d'Prisonéier befreit goufen.

De Plang ass awer net just e Réckschritt aus palästinenseschem Point de vue, mee och wat d'Völkerrecht ugeet, well en all Prinzipp vu Selbstbestëmmungsrecht vun de Völker mat de Féiss trëppelt. Et ass kee Friddensplang, mee en imperiale Plang, deen d'USA an Israel de Palästinenser ënner Droung vu quasi totaler Vernichtung opdrängen. Wat beim Trump-Plang geséichert ass, ass eng Friemverwaltung, wou d'Palästinenser der Besatzungsmuecht an den Amerikaner weiderhi follege mussen. Déi iwwerliewend Palästinenser an der Gaza-Riviera sollen dann éiweg als ënnerbezuelte Proletariat vläicht viru sech darben.

Et ass also méi wéi normal, e mulmege Gefill ze hunn, wat dem Trump säi Besatzungsplang ugeet, émsou méi well et jo net ka sinn, datt d'Ophale vum absoluten Horror bedeite géif, datt elo alles besser wier. An deem Zesummenhang géif ech de Mirko Lange, Grënner vun Democracy Intelligence, zitieren, deen zum Trump-Plang Follgendes gesot huet: „Was wir aktuell erleben, erscheint mir als der zynischste Mechanismus moderner Macht, den ich je erlebt habe. Es ist die Bankrotterklärung des Konzepts ‚Verantwortung‘: Man muss nur das Maß an Verbrechen, Lüge oder Zerstörung so weit treiben, dass das bloße ‚Nicht-mehr-Verbrechen‘ schon als Tugend erscheint. Und dann wird man gefeiert.“

Et gëtt also en éiwege Provisorium geschaffen, esou wéi déi provisoresch Besatzung vum Westjordanland, déi zanter 1967 dauert. Jo, dat massiiv Schluechten a Morden a Gaza ass zwar op Paus geschalt, obwuel Israel sech nach ëmmer net 100%eg drun hält. Mee wie mengt, elo wier alles erëm gutt, deen iert gewaltteg.

Et ass och erschreckend ze gesinn, wéi séier westlech Regierungen den Trump-Plang positiv empfangen hunn. Wann den Trump mat eppes Änlechem komm wier fir d'Ukrain, wier et ni akzeptéiert ginn, an dat zu Recht.

Weinst all deene Saachen: keen Zäitplang fir de Retrait, eng opgezongene Autoritéit, kee Selbstbestimmungsrecht, keen Abbanne vun der Autonomiebehörde, Trennung tëscht Gaza an dem Westjordanland, keng Mentioun iwwer d'Besatzung am Westjordanland, weinst all deene Saachen ass dee Plang souwisou och nach zum Scheitern verurteilt.

Här President, ech war schonn der Meenung, datt Israel misst Sanktiounen imposéiert kréien, virum Genozid, an zwar aus deem einfache Grond, Israel ze zwängen, sech un d'internationaalt Recht ze halen, datt heescht ënner anerem d'Enn vun der direkter Besatzung vum Westjordanland an Ost-Jerusalem an der indirekter Besatzung vun der Gazasträif. Hätt een Israel vill méi fréi gezwongen, deenen Ongerechtigkeeten en Enn ze setzen a soumat och e liefbare palästinensesche Staat ze grënnen, hätt ee vill Leed a vill Horror vermeide kënnen.

Et ass u sech tragesch, datt et esou wäit huet misse kommen. Datt et engersäits esou wäit kann ass, datt d'Hamas Russesch Roulette gespillt huet an iwwer 1.200 israellesch an net israellesch Mënsche barbaresch ofgeschluecht huet, mat der Zilsetzung, d'Uewerhand innerhalb vun enger total verzweifelter

palästinensescher Bevëlkerung ze kréien. Dat huet anerersäits dem Netanjahu senger Regierung de Virwand ginn, fir ëm déi 67.000 Gazaouis rücksichtslos ze ermuerden, fir Gaza palästinenserfräi ze maachen.

Den Trump-Plang ass en Deelerfolleg fir den Netanjahu. Et ass anerersäits eng batter Néierlag fir d'Palästinenser. Et ass och eng erneit Néierlag fir d'Völkerrecht, well engersäits d'Brutalitéit vun der Netanjahu-Regierung belount gouf an anerersäits well et dat fundamentaalt Recht op Autodeterminatioun a Verdeedegung mat Féiss trëppelt.

A loosst eis net naiv sinn: Beim éischte Muckse vu palästinensescher Säit – a souguer och net vun der Hamas, mee vläicht och just vun der normaler Zivilbevëlkerung – wäert den Netanjahu zréckschloen.

Här President, déi heiten Aktualitéitsstonn hat an huet als Haaptsubjekt, Sanktiounen vis-à-vis vun Israel ze diskutéieren. Iwwer méiglech EU-Sanktiounen léisst sech weening beweegen, well mer do wëssen, datt et op deem Niveau kee Konsens gëtt. Mee mir kënnen bilateral Sanktiounen beschléissen, esou wéi d'Belsch. An an deem Kontext wéilt ech och ënnersträichen, datt déi belsch Regierung aus Virsicht trotz Trump-Plang decidéiert huet, hir Sanktiounen nach oprecht zeeerhalen.

An et kann och net sinn, datt op eemol Israel e Blankoscheck kritt, just well et e Massemord opgehalen huet. Wéi geet et dann zum Beispill weider am Westjordanland? D'Kolonië weite sech aus an d'Palästinenser gi lues a lues aus hirer Heemecht manu militärierausgedriwwen.

Wat dobäikënnst a wat ganz vill Leit schéngen vergiess ze hunn: Bis elo gëtt et fir guer näischt en UN-Mandat, mee just e Mandat fir Regierungen, déi et ni ganz gutt mat de Palästinenser gemengt hunn. An dorënner zielen ech ganz kloer och déi ägyptesch a saudesch Regierungen, fir net ze soen déi allermeescht arabesch Regierungen.

Wat déi national Sanktiounen ugeet, do krut ech schonn eng Äntwert vum Ausseminister op meng parlamentaresch Fro, wou ech déi belsch Sanktiounen als Beispill geholl hat a wou den Här Bettel geäntwert huet, datt Verschiddener scho kéinte gemaach ginn a bei aneren, do misst een natierlech nach ëmmer op dee spezifesch legale Kader waarden, deen d'Regierung jo bis Enn vun dësem Joer géif maachen, also op jidde Fall analyséieren, awer ouni Obligation de résultat.

An do muss een och preziséieren: Et gëtt engersäits Sanktiounen, déi e spezifesch Kader brauchen, zemools wann et Persounen betrëfft. Anerersäits gëtt et och einfach Mesüeren, déi kee spezifesch legale Kader brauchen, wéi zum Beispill eeben och d'Zoumaache vun engem Handelsbüro, wat d'Regierung refuséiert hat ze maachen, oder de Refus, zum Beispill, israellesch Waffen an Zukunft ze kafen, wat d'Regierung decidéiert huet ze maachen, wéi et an der Äntwert op meng parlamentaresch Fro geheescht huet a wat och explizitt ze begreissen ass.

Mee den Drock muss weiderhi bestoe bleiwen. D'Netanjahu-Regierung soll ganz kloer signaliséiert kréien, datt d'Weltgemeinschaft weiderhin opmierksam bleift an dorobber, datt d'Völkerrecht an d'Recht vun de Völker och vun Israel musse respektéiert ginn.

An deem Sënn wéilt ech dann och eng Motioun deposéieren, déi d'Regierung opriff, weiderhi Mesüeren ze ergreifen, mee och esou séier wéi méiglech net just eng Analys duerchzeféieren, mee d'Gesetzgebung esou ze änneren, datt Sanktiounen méiglech ginn an och solle verhaange ginn. Wannechgelift.

Motion 1

La Chambre des Députés,
considérant

– la résolution 2334 (2016) du Conseil de sécurité de l'ONU laquelle, tout en rappelant les résolutions 242, 338, 446, 452, 465, 476, 478, 1397, 1515 et 1850, exige d'Israël d'arrêter immédiatement et complètement toutes ses activités de peuplement dans le Territoire palestinien occupé, y compris à Jérusalem-Est ;

– l'avis consultatif émis par la Cour internationale de justice (CIJ) le 19 juillet 2024 qui a statué que la présence israélienne dans les territoires palestiniens occupés est illégale et doit cesser ;

– la résolution de l'Assemblée générale de l'ONU du 18 septembre 2024 qui exige qu'Israël mette fin à sa présence illicite dans les territoires palestiniens occupés dans un délai de 12 mois, conformément à l'avis de la CIJ de juillet 2024 ;

– la persistance de la politique israélienne d'occupation et de colonisation en Cisjordanie par des moyens civils et militaires, accompagnée d'actes de violence, d'intimidation et de harcèlement ;

– les nombreux crimes de guerre et crimes contre l'humanité commis par Israël entre octobre 2023 et octobre 2025 dans la bande de Gaza, dont les bombardements à grande échelle dans des zones densément peuplées provoquant des pertes civiles massives, ainsi que la destruction systématique d'infrastructures civiles et le blocage systématique et persistant de l'aide humanitaire ;

– le rapport de la Commission d'enquête internationale indépendante sur le territoire palestinien occupé du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies publié le 16 septembre 2025 dont les conclusions relèvent qu'Israël commet quatre des cinq catégories de faits qui définissent le crime de génocide définis par la Convention de 1948 pour la prévention du génocide ;

– que le Luxembourg, en tant que État partie aux Conventions de Genève, a l'obligation légale et morale de veiller au respect du droit international et de ne pas être complice de ses violations,

invite le Gouvernement à

– mettre en œuvre toutes les mesures coercitives bilatérales envers l'État d'Israël qui sont envisageables dans le cadre législatif actuel et ce jusqu'à ce que l'État d'Israël se conforme pleinement au droit international ;

– présenter dans les meilleurs délais à la Chambre des Députés un projet de réforme du cadre législatif applicable avec l'objectif de renforcer la faculté du Luxembourg de mettre en place des sanctions bilatérales ;

– soutenir au niveau de l'Union européenne et au niveau de l'ONU toutes les initiatives qui visent à mettre en place des sanctions ambitieuses envers l'État d'Israël jusqu'à ce qu'il se conforme pleinement au droit international.

(s.) David Wagner, Marc Baum.

M. Claude Wiseler, Président | Merci.

M. David Wagner (déi Lénk) | Här President, den zweete Punkt, iwwert dee mir diskutéiere wollten, ass d'Fro vun den israellesche Krichsobligatiounen, déi d'CSSF fir den europäesche Marché accordéiert huet. Mir haten an der Finanzkommissioun en interessanten Echange mam Här Claude Marx, dem Direkter vun der CSSF. Mir kruten och dee ganz interessanten Avis vum Service juridique vun der CSSF. Ech ginn dorobber herno nach ganz kuerz an.

De Problem an der ganzer Diskussioun ass jo Follgenden: D'CSSF seet, genausou wéi déi iresch Zentralbank, datt si sech un déi europäesch Regulatioun vun der EZB hale muss. An do gëllen u sech dräi

Krittären, fir eng Obligatioun net unzuhuelen: D'Informatiounen am Prospectus wieren net komplett an net korrekt sinn, et wieren europäesch Sanktiounen géinteniwwer dem Staat verhaange gi respektiv et wieren national Sanktiounen verhaange ginn. Dat sinn déi dräi Krittären. A vu datt an den Ae vun der CSSF déi dräi Krittäre respektéiert goufen, konnt d'CSSF net anescht, wéi hiren Accord ze ginn, wat déi iresch Zentralbank jo och gesot hat an enger éischter Phas.

Mee den Département juridique vun der CSSF seet och – liest dee wirklech, deen ass immens spannend –: „En effet, ce n'est pas la CSSF mais l'État luxembourgeois qui est signataire de ces conventions internationales et c'est la responsabilité de l'État qui pourrait être engagée en cas de violation par une administration publique.“

An anere Wieder: Et läit un der Regierung, derfir ze suergen, datt all Komponente vum Staat, ob onofhängeg oder net, sech un den Droit international sollen halen, also och d'CSSF. D'CSSF fuerdert u sech d'Regierung op, eng Positioun ze huelen, fir eeben och der CSSF ze erméiglechen, eng Decisioun ze huelen, déi konform ass mam Völkerrecht, wat dann och géing de Lëtzeburger Staat, also eis all, virun enger méiglecher Klo virun internationalen Instanze schützen.

An dat géllt net just am Fall vun engem Genozid. Et géllt allgemeng fir de Respekt vum Völkerrecht, an deem prezise Fall jo natierlech e méigleche Völkermord, mee och déi illegal militäresch Besatzung vun engem Staat, dee mir als Lëtzeburger unerkannt hunn, nämlech de Staat Palästina. An do ass all Staat verpflichtet, alles a sengem Pouvoir ze maachen, fir eng Illegalitéit net méiglech ze maachen, also och zum Beispill ganz konkreet keng Finanzementer ze erméiglechen, déi zur illegaler Besatzung vun engem Staat, also Palästina, bäidroen. An dat ass och ganz kloer de Fall bei deenen Obligatiounen.

An deem Kontext kënnen mir jo och nach iwwert d'Motioun schwätzen, déi den Här Fayot en Dënschden am Numm vun der LSAP an och vun eis a vun de Gréngen deposéiert huet. Well ech mengen, dat ass nach eng Decisioun, op déi d'CSSF waart, wou d'Regierung eng Responsabilitéit huet an och hir Responsabilitéit soll huelen. Well, wéi gesot, et ass net, well den absoluten Horror elo gepaust ass ... An ech mengen, mir freeën eis doriwwer a mir hunn och d'Gazaouis gesinn, déi sech och doriwwer freeën, well se fir eng Kéier mol kënnen schlofen, ouni Bombmenteppecher ze kréien. Mee d'Situatioun virun 2023, d'Situatioun virun deene Bombardementer, war och scho katastrofhal – et dierf een dat net vergiessen – a konstituéiert e Verbrechen géint d'Völkerrecht a géint d'Mënscherechter iwwerhaapt.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Laurent Zeimet. Här Zeimet, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Laurent Zeimet (CSV) | Merci, Här President. Fir d'éischt emol: Zweek Joer, wou Leit a Gefaangeschaft waren, onverscholt, einfach esou agespaart an Tunnellen, gedeemüteg goufen, gefilmt goufen dobäi, déi Zäit ass virun e puer Deeg no zwee laange Joren op en Enn komm. An 20 Leit koume fräi. Anerer koumen net méi fräi, well se sinn dout. An déi, déi schëlleg dorunner sinn, bréngen et emol net fäerdeg, déi Lächchen zrëckzeginn.

An ech fannen, bei aller Freed, déi een iwwert d'Be-freiung vun deenen 20 kann hunn, bleift awer vill

Schmäärz dobäi. Wat déi erlidden hunn, déi op deem Festival an an de Kibbuzen ëmbruecht goufen, op brutaalt Aart a Weis, an dankenswäerterweis huet mäi Virriedner dat och ernimmt, och dat ass net ze vergiessen.

Mir hunn haut de Joresdag, wou d'Judden aus Lëtzebuerg deportéiert goufen. De 7. Oktober virun zwee Joer war e schwaarzen Dag fir all Israeeli. Dat sollte mer och net vergiessen. An dofir freeë mir eis emol, datt déi Leit fräikoumen, a mir freeën eis natierlech och, datt d'Leed an de Misär am Gazasträifen elo mol op en Enn koumen.

Koumen et op en Enn? Oder sinn déi, déi u sech mat haaptschëlleg sinn um Misär am Gaza, net nach ëmmer déi, déi och haut nach fir Misär am Gaza suergen? Wa Leit exekutéiert ginn – Dir schwätzt vum Rechtsstaat, wou ass dann do de Rechtsstaat? –, wa Leit op der Strooss einfach erschoss ginn, well behaupt gëtt, si hätte mam Staat Israel zesumme-geschafft, sinn dat déi Leit, deene mer d'Verantwortung an engem Staat Palästina wëllen iwwerginn? Nee, merci! Nee, merci!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Laurent Zeimet (CSV) | An dann hoffe mer, datt en Deel vun deem Accord, datt d'Hamas dann och vun der Bildfläch verschwënnt, keng politesch Verantwortung méi huet, näischt méi ze soen huet, datt dee Moment dann och net méi an allze wäiter Zukunft wäert leien, mee geschwé wäert do sinn.

Et geet hei och ëm d'Sanktiounen. Den Ausseminister huet ugekënnegt, dat géif analyséiert ginn, awéiwäit mer bilateral Sanktiounen kënnen huelen. Mir waarden déi Evaluatioun jo nach ëmmer of. Mee fir eis ass et awer och esou: Wa mer als Europäer wëllen eng staark Stëmm hunn, da musse mer kënnen zesumme schwätzen. Da bréngt et näischt, wa jiddereen awer ëmmer seng eegen Zopp kacht. Also musse mer eis och an der Europäescher Unioun op d'Saache kënnen eenegen. Well mir spillen an där doter Partie vun der Welt iwwerhaapt keng Roll. Ech mengen, dat hu mer mam Trump-Plang richteg schéi virgefouert kritt. An dat wäert sech net besseren, andeems ëmmer weider jidderee seng eegen Zopp kacht a jidderee probéiert, laanscht europäesch Proposen ze kommen.

Mee geziilt Sanktiounen géint Leit? Firwat net? Dat hu mer och scho gesot. Wann dobäi erauskënnt, datt dat méiglech ass – an ech gi mol dervun aus, datt et wäert méiglech sinn –, wäerte mer eis deem net verschléissen. Mee mir falen nach ganz vill onbequeem Leit an, déi an der Welt am Moment Verantwortung hunn, bei deenen een dann och kéint diskutéieren, ob mer se net misste sanktionéieren.

Wat mer net matmaachen, dat hu mer schonn dacks gesot, dat ass, datt mer hei Israel dauernd an ëmmer erëm och un de Pranger stellen a sou maachen, wéi wann déi ganz Situatioun just d'Schold vum Staat Israel wier. Nee, nee an nach eemol neen! Dat wäert et mat eis net ginn!

Une voix | Très bien!

M. Laurent Zeimet (CSV) | Israel ass kee Schurkestaat. Israel ass déi eenzeg Demokratie am Noen Osten. Israel ass den eenzege Rechtsstaat am Noen Osten. An dofir wäert Israel fir eis e Frënd an och e Partner bleiwen. A mir wäerten d'Existenzrecht vun deem Staat net a Fro stelle loossen – net haut an och net muer!

Une voix | Très bien!

M. Laurent Zeimet (CSV) | A wann hei am Land israeelesch Kënschtler net méi solle kënnen optrieden, fanne mer dat méi wéi onappetitlech an net

akzeptabel. An ech soen och derbäi ... Well d'Diskusioun iwwert den Eurovision Song Contest, déi leeft jo och. Déi ass zwar elo no hanne verluecht ginn, mee iergendwa kënn jo d'Fro. Natierlech muss Israel do kënnen derbäi sinn. A fir mech ass net virstellbar, datt Lëtzebuerg géif dergéint stëmmen, datt Israel sollt bei deem Event kënnen derbäi sinn.

An deem Sënn: Sanktiounen geziilt, jo. Israel un de Pranger stellen, nee. Hoffen, datt et zu engem nohal-tege Fridde ka kommen, jo. Hoffnung, datt et zu zwee demokratesche Staate wäert kommen, jo. Dat wäerte mer ënnerstëtzen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Zeimet. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. De 7. Oktober 2023 war ouni Zweifel de mäerdereschten Dag an der Geschicht vun Israel, deem Staat, deen 1948 gegrënnt gouf. Bei där grausamer Attack vun Hamas sinn iwwer 1.100 Leit ëmbruecht ginn. Datt Israel du vun engem Verdeeedegungsrecht profitéiert huet, wat am Artikel 1 vun der Charte vun de Vereenten Natiounen virgesinn ass, ass net méi wéi normal an ass och legitim.

Et war den Ufank vun deem bluddegste Krich zënter 1948. Et gëtt geschat, datt bis elo ronn 70.000 Leit hiert Liewen an der Gazasträif verluer hunn. Israel ass natierlech ëmmer méi an d'Kritik geroode duerch déi permanent Bombardementer, duerch de Blocage vun Hëllefslieferungen an d'Gazasträif. An de 16. September 2025 huet d'UNHCR souguer e Rapport publizéiert, an deem d'UN-Enquêtékommisioun, déi zoustänneg ass fir Palästina, geschlussfolgert huet, datt Israel géing am Gaza e Genozid maachen. Ech erënneren och hei un den Avis vun der Cour internationale de justice vum 19. Juli 2024. An do war eng ganz wichteg Ausso. D'CIJ huet d'israeelesch Okkupatioun vu palästinenseschen Territoiren als illegal duergestallt.

Den internationalen Drock op Israel, dat wësse mer alleguer, huet an deene leschte Méint immens zougeho. Et goufe vill Manifestatiounen queuesch duerch d'Land, där enger an där anerer. Net méi spët wéi gëschter si mer gewuer ginn, datt anscheinend 99 verschide propalästinensesch Manifestatiounen hei zu Lëtzebuerg waren. Och mir hei an der Chamber hunn eis reegelméisseg mat där Thematik auserneg-gesat, a wat och richteg war an och ganz gutt, well et goufen eng Rei Motiounen, eng Rei Resolutiounen gestëmmt, op déi ech natierlech elo net am Detail aginn. Et kann ee soen, déi Haaptpunkten, déi ëmmer traitéiert goufen, waren natierlech d'Fräiloossung vun de Geiselen, natierlech awer och d'Ënnerstëtzung vun der humanitärer Hëllef a virun allem och den Asaz fir d'Zweestaateléisung.

Lëtzebuerg huet och ënner anerem mat anere Länner wéi Spuenien, Slowenien, Irland déi belsch Initiativ ënnerstëtzt, déi am Fong drop higeeilt huet, fir a sech den Import vu Produkter, déi vun israeelesche Firmen an de besate Gebidder hiergestallt ginn, am Fong geholl dee Moment och ze stoppen. Ech wëll och hei ënnersträichen, datt den Ausseminister Bettel jo mindestens véiermol och an der Regioun do ënne war.

Natierlech ass elo ganz vill Beweegung an den Dossier komm, an dat spëtstens zënter dem 22. September. Mir wëssen, datt op Initiativ vu Saudi-Arabien an och vum fransésche President Macron eng Konferenz iwwert d'Zweestaateléisung stattfonnt huet. Mir wëssen och, datt doropshi bei der UNO-Vollversammlung

eng ganz Rei Länner Palästina als onofhängege Staat unerkannt hunn, dorënner ënner anerem och Lëtzebuerg.

Elo ass natierlech zënter enger gudder Woch erëm e ganz neie Moment agetrueden, natierlech deen Zwanzeg-Punkte-Plang vum amerikanesche President, wat ganz wichteg ass. An ech mengen, wat eis alleguer frou mécht, ass, datt virun allem ee Punkt do direkt konnt ëmgesat ginn, nämlech d'Fräi- loossung vun deenen 20 Geiselen. Et muss een och hei drop hiweisen, datt awer och eng Rei arabesch Staaten hire Meritt dorun hunn, datt eeben elo konnt deen neie Moment do entstoen. Ech denken u Katar, Saudi-Arabien oder Ägypten.

Natierlech, an do muss een awer elo ganz éierlech sinn an et därfer een net naiv sinn: De Problem ass mat Sécherheet nach net ganz geléist. Et sinn eng ganz Rei Froen, déi sech nach hei an der Diskussioun stellen. An dann natierlech kënn déi ganz kruzial Fro, an dat ass am Fong geholl dann och d'Haaptuleies vun der Diskussioun haut: Solle mer déi Sanktiounen, déi géint Israel deelweis jo schonn decidéiert goufen – ech denken un d'Associéierungsofkommes –, zu dësem Zäitpunkt weiderféieren a solle mer och déi zu dësem Zäitpunkt ëmsetzen?

Et muss ee mol eppes hei kloer ënnersträichen: Um internationalen Niveau, virun allem um europäeschen Niveau, gëtt et jo och kee Konsens. Mir si jiddefalls als Demokratesch Partei der Meenung, datt ee soll zu dësem Zäitpunkt déi Diskussioun net verdéiwen. Ech mengen, et soll een der Entwécklung elo eng Chance ginn. Et soll een elo net virgräifen. Bei aller Skepsis, déi nach ëmmer ass, bei aller Reserv, déi nach ëmmer ass, soll een awer trotzdeem de Moment elo eng Chance ginn an hoffen, datt vläicht awer kann en definitive Fridden erreecht ginn. Woubäi, an dat soen ech ganz éierlech a mengem perséinlechen Numm: Ech hunn do natierlech awer ganz staark Reserven. Duerfir, wéi gesot, bleiwe mer der Meenung, datt et vläicht zu dësem Zäitpunkt net richtig wär, dee ganze Prozess vun de Sanktiounen weider ze verdéiwen. Et wier vläicht net opportun.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir begreissen, wéi gesot, déi Entwécklung aus de leschten Deeg hei. Mir hoffen, datt e stabil Friddes kann erreicht ginn. D'DP wäert och mat all hiren zur Verfügung stoende Moyenen hëllefen, dat ze ënnerstëtzen. Sécher, et gëtt nach eng Rei ganz kruzial Punkten. Ech denken och zum Beispill un déi Iwwergangsautoritéit, déi Palästina dann herno soll verwalten. Ech denken natierlech och u Walen, op déi mer scho ganz laang waarden an déi onbedéngt mussen kommen. Dat si ganz kruzial Punkten. Dat si ganz wichteg Punkten.

Mee nach eng Kéier, ofschléissend, loosse mer elo mol zu dësem Zäitpunkt e Suspens virgesinn, wat direkt Sanktiounen ubelaangt. Wat awer net wëll ausschléissen, an do wëll ech, Här President, wann ech därfer, nach e Wuert och zu enger Motioun soen, déi ech och elo wäert hei ënnerbreeden: Natierlech soll dat awer net dee Prozess ënnerbriechen, deen am Ausseministère ugefaangen huet, declenchéiert ze ginn, fir ze kucken, inwiefern Lëtzebuerg legal Méiglechkeete kann hunn, fir gegebenefalls Sanktiounen net géint Israel hei auszesprieche, mee géint Pays tiers – well loosse mer eis kengen Illusiounen hignn, haut ass et Israel, muer ass et en anert Land an iwwermuer ass et erëm en anert Land –, mee fir datt mer gewappnet sinn am Fall, wou erëm esou eng Situatioun géng anrieden.

Wéi gesot, ech hunn an deem Sënn eng Motioun matbruecht, Här President, déi ech Iech och elo wäert hei deposéieren. Also, wéi gesot, wat de Fong vun der

Motioun ubelaangt: Dat ass natierlech, fir weiderhin och all déi Initiativen ze ënnerstëtzen, déi dorop sollen hiféieren, fir Fridden an der ganzer Regioun hierzestellen, awer virun allem eeben och dann déi Analysen an déi Aarbechten, déi um ministeriellen Niveau bis elo gemaach gi sinn, weiderzeféieren, fir ze kucken, wéi gesot, nach eng Kéier, wa gegebenefalls misste Sanktiounen géint deen een oder anere Staat geholl ginn.

Déi Motioun ass bis elo gedroen, wéi gesot, vun de Kolleege vun der CSV, da vun deene Gréngen, vun de Piraten, och vun der ADR. An ech hu mer awer soe gelooss, datt d'Kolleege vun der LSAP an och vun deene Lénken ... Do weess ech nach net esou richtig. Ok, do waarde mer nach of. Mee zumindest hunn d'Kolleege vun der LSAP gesot, dass se géingen déi Motioun hei matdroen. Voilà, Här President, ech géing Iech dann am Numm vun, wéi gesot, der Majoritéit dës Motioun ënnerbreeden.

Motion 2

La Chambre des Députés,

– *considérant le droit inaliénable à l'autodétermination, tel qu'il est consacré par l'article 1^{er} de la Charte des Nations Unies, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels ainsi que le Pacte international relatif aux droits civils et politiques ;*

– *considérant la résolution 181 de l'Assemblée générale des Nations Unies du 29 novembre 1947 qui approuve le plan de partage de la Palestine en deux États indépendants et place la ville de Jérusalem sous administration des Nations Unies, stipulant que « Les États indépendants arabe et juif [...] commenceront d'exister [...] le 1^{er} octobre 1948 au plus tard » ;*

– *considérant les résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies relatives au conflit israélo-palestinien ;*

– *considérant les accords d'Oslo du 13 septembre 1993, par lesquels l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), prédécesseur de l'Autorité palestinienne, a reconnu l'existence de l'État d'Israël, et par lesquels Israël a reconnu l'OLP comme seul et unique représentant du peuple palestinien ;*

– *considérant la motion de la Chambre des Députés du 16 décembre 2014, invitant le Gouvernement à procéder, au moment jugé le plus opportun, à la reconnaissance formelle de l'État de Palestine dans les frontières de 1967, uniquement modifiées moyennant accord des deux parties ;*

– *considérant la motion de la Chambre des Députés du 16 janvier 2024, invitant le Gouvernement à réaffirmer son attachement à la solution à deux États comme le moyen unique de garantir une paix juste au Moyen-Orient ;*

– *considérant la motion de la Chambre des Députés du 14 novembre 2024, invitant le Gouvernement, de concert avec la Chambre des Députés, à poursuivre ses efforts en collaboration avec tous les acteurs pertinents afin de parvenir à une paix juste et durable au Moyen-Orient fondée sur la solution à deux États, et à initier des discussions avec d'autres pays en vue d'une reconnaissance, une fois qu'un cessez-le-feu aura été instauré, les otages du Hamas auront été libérés et que des négociations de paix pourront débiter ;*

– *considérant la Déclaration de New York sur le règlement pacifique de la question de Palestine et la mise en œuvre de la solution des deux États du 29 juillet 2025, qui, en proposant des mesures tangibles s'inscrivant dans un calendrier précis, notamment à l'égard de sujets comme la gouvernance, la démocratisation, le désarmement du Hamas et la déradicalisation, vise à fournir un plan d'action concret pour la mise en œuvre de la solution à deux États avec un État palestinien souverain, démocratique et*

économiquement viable vivant en paix et en sécurité aux côtés d'Israël ;

– *considérant la reconnaissance de l'État de Palestine, sur la base des frontières de 1967, par le Luxembourg en date du 22 septembre 2025, comme annoncée lors de la Conférence internationale de haut niveau sur le règlement pacifique de la question de Palestine et la mise en œuvre de la solution à deux États, avec l'Autorité palestinienne comme seul représentant légitime du peuple palestinien ;*

– *considérant les attaques terroristes perpétrées par le Hamas contre Israël le 7 octobre 2023, au cours desquelles, selon un rapport de Human Rights Watch, des centaines de crimes de guerre ont été commis ;*

– *considérant les moyens et les méthodes employés par les Forces de défense israéliennes dans leurs opérations dans la Bande de Gaza et en Cisjordanie, provoquant des pertes humaines massives et des souffrances considérables au sein de la population civile palestinienne, qui constituent, selon les Nations Unies, des violations du droit international et, selon la Commission d'enquête internationale indépendante sur le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est et en Israël, relèveraient du crime de génocide ;*

– *considérant les limitations massives imposées par Israël sur l'acheminement de l'aide humanitaire et de biens essentiels dans la Bande de Gaza, aggravant une situation dramatique pour la population civile et constituant une instrumentalisation et une politisation de l'aide humanitaire en non-conformité avec le droit international, alors qu'une famine a été déclarée par le Programme alimentaire mondial des Nations Unies ;*

– *considérant la politique de colonisation de plus en plus rapide d'Israël en Cisjordanie et à Jérusalem-Est ;*

– *considérant les demandes de mandats d'arrêt déposées par le Procureur de la Cour pénale internationale (CPI) à l'encontre du Premier ministre israélien Netanyahu et de l'ancien ministre de la Défense Gallant ;*

– *considérant le plan présenté par les États-Unis le 29 septembre 2025, qui exclut toute annexion ou occupation israélienne de la Bande de Gaza et propose un cadre de réformes portant sur la gouvernance, le développement économique, la démilitarisation et la déradicalisation, ainsi qu'une relance du dialogue politique et interconfessionnel entre Israéliens et Palestiniens, en vue de l'établissement d'un État palestinien vivant en paix et dans la prospérité aux côtés d'Israël ;*

– *considérant que la première phase de ce plan, acceptée par Israël et le Hamas, a conduit à l'instauration d'un cessez-le-feu, à la libération des 20 otages israéliens finalisée le 13 octobre 2025, à la libération des prisonniers palestiniens, ainsi qu'à la reprise de l'acheminement de l'aide humanitaire au volume minimal défini dans les accords de cessez-le-feu du 19 janvier 2025, coordonnée et assurée par les Nations Unies, le Croissant-Rouge et d'autres organisations internationales non affiliées aux parties au conflit,*

invite le Gouvernement à

– *soutenir, dans la mesure de ses capacités, la dynamique actuelle et examiner les modalités par lesquelles le Gouvernement pourrait contribuer activement à la mise en œuvre des plans et engagements acceptés par les parties, afin d'avancer vers une paix juste et durable fondée sur la solution à deux États ;*

– *continuer les analyses et travaux au niveau ministériel susceptibles d'aboutir à l'élaboration d'un cadre légal national permettant au Luxembourg de prononcer, au niveau national, des sanctions à l'encontre d'États tiers.*

(s.) Gusty Graas, Sven Clement, Fred Keup, Sam Tanson, Laurent Zeimet.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Graas.

M. Gusty Graas (DP) | An ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen (DP) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Graas. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. Mir begrëssen, datt et endlech zu engem Waffestëllstand komm ass an datt déi israellesch Regierung dem internationalen Drock, mee virun allem dem amerikaneschen Drock noginn huet. Mir si frou, datt d'Geiselen, op d'mannst déi, déi nach liewen, fräikomm sinn. Si hu ganz Schrecklechess mussen erliewen.

Elo kéint ee froen: Musse mer iwwerhaapt nach iwwer Sanktiounen schwätzen? Schliisslech gëtt et elo e Waffestëllstand an et gëtt probéiert, och e Friddensplang ëmzesetzen. Mir gesinn awer, wéi fragill d'Situatioun nach ass. En Dënschdeg de Moien hunn israellesch Dronen nawell geschoss an déi israellesch Regierung huet gedréit, déi humanitär Hëllef fir Gaza erëm zrëckzeschrauwen. D'Hamas hirersäits huet och nach ëmmer net ugekënnegt, datt se wäert hir Waffen ofginn. Ech sinn also net esou ganz optimistes, wat de Rescht vum Friddensplang ugeet. Nach ass et eng Chance, déi mer mussen ergräifen.

D'Situatioun ass ze fragill, fir elo eventuell Sanktiounen ewechzeleeën. Mee dovun ofgesinn, mécht och dat Alenke vun der israellescher Regierung dat, wat se an de leschten zwee Joer verbrach huet, net ongeschitt! Ouni d'Grujeltzgekeete vun der Hamas ze vergiessen, gouf et vun israellescher Säit Krichsverbriechen a Verbriecher géint d'Mënschlechkeet. Der UNO no si véier vu fënnf Krittikären erfëllt fir e Vëlkersmord: d'Instrumentaliséiere vum Honger als Krichswaff, de systematesche Blocage vum Hëllefsgidder, massiv Bombardementer vun Zivilisten an onschëllege Kanner, d'Ermuerde vu Journalisten, Secouristen an Dokteren. D'Lëscht vun all deene Verbriechen ass laang. An deen eenzegen demokratesche Staat ass där Regioun ass responsabel fir 67.000 Doudeger.

Hutt Dir d'Billen gesinn aus dem Gazasträifen? Do sti keng dräi Steng méi openeen! Hutt Der déi auserhëngert Kanner gesinn? D'Nout ass esou grouss, d'UNICEF schwätzt vu 600 Camionen Hëllefsgidder, déi misste während engem Joer all Dag erakommen, fir dass sech d'Situatioun verbessert. Dat, wat déi israellesch Regierung gemaach huet, ass net ze excuséieren! An ech betounen nach emol: déi israellesch Regierung, well et gëtt och an Israel Stëmmen, déi sech mat Courage géint dës Krich ausschwätzen, ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | ... déi d'Mënscherechter verdeedegen an déi sech fir eng friddlech Zukunft fir béid Vëlker asetzen. Mee déi schrecklech Doten alleguer mussen juristesche opgeschafft ginn. Et mussen Konsequenze ginn an déi Responsabel mussen zur Rechenschaft gezu ginn an do muss och Lëtzebuerg säin Deel derzou bäidroen! Ech wëll drun erënneren: Mir si Signataire vun der Konventioun fir d'Prevention vum Genozid. Domat hu mir eis engagéiert, alles ze maachen, fir e Vëlkersmord ze verhënneren. Mir erkennen d'Cour de justice internationale un. Dat heescht, dass mir och hiren Avis vu Juli 2024 ze respektéieren hunn an derfir suerge mussen, dass mir déi israellesch Siidlungspolitik net ënnerstëtzen an absolutt keen Handel mat de besate Gebidder maachen.

A méi generell si mir Deel vun der internationaler Communautéit. Mir droen dofir och als klengt Land dës grouss Verantwortung mat, fir déi richteg

Entscheidung matzäiten ze huelen, fir op der richteger Säit vun der Geschicht ze stoen an net zu de Facilitateuren vun der israellescher Regierung ze zielen. Mir begrëssen, dass den Accord d'association tëscht der EU an Israel elo mol deelweis suspendéiert ass, och wann d'Regierungsparteien am Ufank anerer Meenung waren. An ech erënneren drun: D'LSAP, zesumme mat aneren, hat d'Suspensioun vum Accord schonn am Fréijoer gefrot.

Mam Opschaffe vum Gaza-Krich wäert d'EU mussen decidéieren, ob normal Handelsbeziéunge mat dëser israellescher Regierung iwwerhaapt méiglech sinn. Fir eege Sanktiounen, seet eisen Ausseminister, géif déi gesetzlech Basis feelen. Dës soll nach dës Joer ausgeschafft ginn. Mir hätten awer kënne fir Lëtzebuerg ganz wuel och ouni Gesetz verschidde Sanktiounen huelen. Mir hätte kënne zum Beispill direkt eisen Trade Office zu Tel Aviv zoumaachen an all Kollaboratioun mat israelleschen Instituter fir de Moment op Äis leeën. Mir sinn da gespaant, wat elo kënnt. Mee mir froen eis awer: Wéi kredibel ass eis Regierung, wa se engersäits u Sanktiounen wëll schaffen an zäitgläich zouléisst, datt Lëtzebuerg de Prospekt fir d'Israel-Bonds fräiginn huet? Dozou huet mäi Kolleg, de Franz Fayot, eng Motioun deposéiert, déi mer nach wäerten diskutéieren.

D'LSAP ass der Meenung, datt mer net duerfen ewechkucken iwwert dat, wat an de leschten zwee Joer geschitt ass. Mir plädéieren derfir, all d'Sanktiounen op europäeschem Plang ze ënnerstëtzen an och gegebenefalls eege Sanktiounen géint déi israellesch Regierung auszeschaffen.

Hei geet et och ëm eis Kredibilitéit. D'Europäesche Unioun huet op der ganzer Linn versot an dësem Krich. Si war sech net eens an dofir war se irrelevant. D'Glawierdegkeet vu Lëtzebuerg a vun Europa hänt dovun of, datt mir eis eege Wäerter eescht huelen, net nëmme, wann et politesch bequiem ass. Wa Mënscherechter an internationaalt Recht nëmme do gëllen, wou et einfach ass, da verléiere mir d'Vertraue bei eise Partner, bei de Betraffenen a bei eis selwer.

Här President, nieft der Kritik wëll ech awer och meng Hoffnung ausdrécken, datt d'EU an Zukunft eng méi wichteg Roll spillt. D'EU muss also mat un der Spëtzt stoe bei der direkter humanitärer Hëllef, gradwéi beim Neesopbau vum Gazasträifen. Mir mussen hëllefen, dee schwierege Friddensplang iergendwéi ëmzesetzen. Doriwwer eraus mussen mer hëllefen, demokratesch Strukturen ouni Hamas opzebauen, fir engem zukünftigen eegestännege Palästinenserstaat déi néideg Basis ze ginn, fir fräi a friddlech kënnen ze existéieren.

Et ass am Interessi vun de Palästinenser, vun den Israeëliën an och vun eis, dass dat internationaalt Recht an d'Mënscherechter am Mëttelpunkt vum Opbau stinn. Ouni Rechtsstaatlechkeet an ouni Demokratie gëtt et keng Fräiheet a keng Sécherheet, weeder fir Israel nach fir Palästina.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Cruchten. D'Wuert huet elo den Här Fred Keup. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleegen, Dir Dammen an Dir Härën, déi Aktualitéitsstonn hei ass ugefrot ginn de 6. Oktober. Dat ass net laang hier, mee an där kuerzer Zäit huet sech vill geännert an et sinn extreemst positiv Entwécklungen ginn. A mir kënne ganz roueg allegueren, an dat ass dat, wat am Moment da mol eng Käier op der Welt geschitt, dem Trump als amerikanesche President felicitéieren, well ouni déi Aart vun him, fir dat esou ze maachen, wier dat doten net erreecht ginn a wier et och net méiglech gewiescht.

Et ass eng diplomatesch Meeschterleeschtung vun engem, wou ëmmer gesot ginn ass, et wier keen Diplomat. Hien huet et gepackt, hei Länner un en Dësch ze kréien, déi ëmmer ganz géintenee waren: Katar, Tierkei – den Erdoğan, deen déi leschte Joren es net midd ginn ass, ëmmer nëmme géint Israel ze goen an oft ganz no um Antisemitismus war, deen huet e mat an d'Boot geholl kritt –, déi muslimesche Welt, Pakistan, Indonesien, anerer.

A gläichzäiteg huet den Här Trump et och fäerdegbruecht, den Drock, den néidegen Drock op den Här Netanjahu ze maachen. Den Netanjahu ass par ailleurs gewielt an engem demokratesche Land a vertritt domadder demokratesch dat israellescht Vollek. Den Netanjahu huet och bis elo nach ëmmer keng Diktatur an Israel agericht an et wäert och erëm eng Käier Wale ginn a vläicht gewënnt en dann, wann e sech nach eng Käier opstellt, vläicht och net.

Et dierf een awer och net vergiessen, dass Israel effektiv eng Demokratie ass, dass an Israel Gerichter an Honnerte vu Fäll enquêtiéiere géint Aktiounen, géint Leit, och aus der eegener Arméi, fir Verfehlungen elo an deem ganze Gaza-Krich. Jiddwerfalls huet den Här Trump et fäerdegbruecht, dass den Netanjahu, an dat hutt Der vläicht gesinn, bei lafender Kamera an de Katar ugeruff a sech entschëllegt huet. Dat huet dee bestëmmt net gär gemaach an dat huet dee bestëmmt och nach net oft gemaach. Mee dat huet den Här Trump fäerdegbruecht.

An dann eeben de Punkt ze setze mat engem Plang, un deem se elo allegueren dru schaffen. D'Geisele si fräigelooß ginn – endlech. Et ass e Waffestëllstand – endlech. Alles dat ass am Fong e Grond, fir sech ze freeën. D'Fräikomme vu palästinensesche Prisonéiere, ganz vill, deelweis och dorënner Krimineller, och deem hunn d'Israeëliën zougestëmmt.

Elo geet et weider. Et gëtt verschidde Phasen. International Truppe sollen e Waffestëllstand garantéieren. D'Israeëlie solle sech dann och zrëckzéien. Kloer muss d'Hamas verschwannen. Ech mengen, ech weess net, ob et nach eng aner Terrororganisatioun op der Welt gëtt, déi esou schlimmt ass wéi d'Hamas. An ech mengen, mir sinn eis allegueren eens, dass et d'Hamas net méi dierf ginn an och dee Geescht, dee se verbreet hunn.

An da gëtt et scho geplangt, wéi den Neiopbau soll fonctionéieren. Et gëtt geschwat vun enger Sonderwirtschaftszone an dass och reell Investitiounen kënne gemaach ginn an déi Regioun an net nëmme d'Leit vun externem Geld liewen an dass dat dann eeben alles derzou féiert, dass et eng gewësse wirtschaftlech Prosperitéit iergendwann do gëtt. An dat ass déi gréisste Perspektiv, déi mer do an der Regioun hunn zënter Joerzëngten. Endlech elo, ganz aktuell, hu mer esou eng Perspektiv, wéi mer se laang, laang net haten. Saachen, déi onméiglech geschéngt hunn, kënnen also méiglech ginn.

Dat hei ass eppes, wat eis allegueren Hoffnung soll maachen, a mir sollten optimistes sinn an dës Perspektiv fir déi ganz Regioun elo net torpedéieren. Et ass Zäit fir Appeasement. Mir hoffen, dass et en UNO-Mandat och méiglecherweis gëtt, quitte dass do déi fënnf Vetomächte mussen zustëmme. Mee och dat schéngt méiglech ze sinn. Dat wier e ganz staarkt Signal. An ech mengen, dass mir dat respektéiere mussen och als Lëtzebuerg an net sollten elo no bausen e Signal ginn, dass et elo Zäit wier, fir iergendwéi nach awer dorunner frëckelen ze goe respektiv Ueleg an d'Feier ze schëdden. Mir sollten e Signal ginn, dass mer elo Vertrauen hunn, dass mer Optimismus hunn, dass mer positiv an d'Zukunft kucken an dass mer eis freeën, wann et besser geet an där Géigend.

Merci.

M. Dan Hardy (ADR) | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass d'Madamm Sam Tanson. Madamm Tanson, Dir hutt d'Wuert.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci, Här President. No där Lobhudelei fir de President Trump, déi een, mengen ech, awer e bësse méi nuancéiert muss gesinn an och vläicht an de Kontext setzen a wou ee sech dann d'aillours och ka froen, firwat en net vill éischter agegraff huet, an ee sech och ka froen, fir wat en elo steet a wéi en an der Zukunft wäert mat der Situatioun ëmgoen, wollt ech awer och fir d'alleréischst ënnersträichen, dass ech immens frou sinn iwwert dat, wat virun e puer Deeg geschitt ass, dass d'Geisele fräikomm sinn, déi effektiv elo laang Zäit vun hire Famille fort waren, ënner onmënschleche Konditiounen gelieft hunn, mee awer och, dass d'Populatioun aus der Gazasträif kann zrëckgoen, och wann et an Trümmeren ass, wou se zrëckginn, respektiv dass se net méi musse fäerten, konstant bombardéiert ze ginn.

Ech sinn awer och net naiv. Wéi déi meescht vu menge Virridner wësse mer, dass dat doten e ganz fragile Fridden ass, eng Paus elo mol. Mir wëssen net, wéi et weidergeet, d'autant plus well alles ënnert der Egide vum President Trump geschitt ass an een deem wierklech net kann onbedéngt trauen, wat elo seng Zukunftspläng ubelaangt, wat dat heiten ubelaangt.

Mee et ass elo mol e Waffestëllstand do, och wann e scho gebrach gouf. An et ass an eisen Aen elo mol d'Zäit vun der Diplomatie, ze kucken, ze probéieren, dee Waffestëllstand ze perenniséieren, dass och Europa déi Roll elo erëm iwwerhëlt, déi se an deene leschte Méint vläicht net genuch haten, och doduerch dass se net mat enger Stëmm geschwat hunn, an ze kucken, dass déi Problemer tëscht deenen zwee Länner, déi alles anescht wéi behuewe sinn ... An ech sinn am Fong frou, fir wierklech kënnen ze soen „tëscht deenen zwee Länner“, well mer als Lëtzebuerg jo och endlech Palästina uerkennt hunn. Mee dass mer als Lëtzebuerg an als Europa och do eigentlech eng Roll spillen, fir ze kucken, dass déi Situatioun, wéi mer se elo kennen, sech ka perenniséieren an dass déi zwou Populatiounen, vun deenen zwee Länner, kënnen endlech a Fridde liewen.

An déi Beschreiwung, déi elo hei gemaach ginn ass vu Verschiddenen, perturbéiert mech awer, muss ech soen, well dat, wat geschitt ass an deene leschten zwee Joer an der Gazasträif, dat ass einfach net ze excuséieren. Dat ass net duerch eng Hamas ze excuséieren, et ass net duerch de 7. Oktober ze excuséieren, et ass net duerch d'Geschicht ze excuséieren. Et ass duerch strictement näischt ze excuséieren.

A jo, Israel ass eng Demokratie, huet doduerch och eng Responsabilitéit. Jo, Israel ass um Pabeier e Rechtsstaat, deen awer ganz schlëmm belaauscht ginn ass iwwert déi lescht Méint, och scho virun der Geiselnam, mat der Reform vum Justizsystem, wëll ech awer och rappeléieren. A mat deenen Aktiounen vun deene leschten zwee Joer ass et awer ganz, ganz schwier, fir dat onkritesch ze kucken, wat do passéiert ass. D'Leed vun deenen Zéngtausenden – den Här Cruchten huet et extreem gutt beschriwwen –, déi gestuerwe sinn, hir Famillen, déi näischt méi hunn, déi nach manner hunn, wéi se scho virdrun haten, ech denken net, dass een dat kann ignoréieren.

An duerfir d'äerf och déi aktuell Situatioun vun där Rou, vun deem Fridden, deen op ganz wackelege Féiss steet, net derzou féieren, dass dat net opgeschafft gëtt. Ech hu Vertrauen an eis international Institutiounen, dass déi Responsabel vun deene

Massakeren, déi do gemaach gi sinn, op béide Säiten, zur Responsabilitéit gezu ginn. An ech hunn och Vertrauen an eis Regierung, dass se dat och weider wäert pushen, dass dat net einfach ignoréiert gëtt, wat do geschitt ass. Mir kënnen net maachen, wéi wann dat net passéiert wär.

Déi aktuell Diskussiounen hei am Land hunn awer och eng Saach gewisen. Dat ass, dass Lëtzebuerg de Moment kaum d'Méiglechkeet huet, eleng national Sanktiounen ze huelen, wa keng Decisiounen op EU- oder UNO-Niveau existéieren. An d'Gesetz vun 2020 leet zwar fest, wéi mer international an europäesch Sanktiounen kënnen ëmsetzen, mee et gëtt keen eegenen nationalen Handlungsspillraum vir. Aner Länner hu sech mat där Fro beschäftegt. Den Här Ausseminister huet eis hei och schonn e puermol gesot, e géng dat ...

(Interruption par M. Xavier Bettel)

A, et ass bal fäerdeg. Ech hunn Iech nämlech nach eng Question parlementaire gestallt, wou ech d'Antwort krut, déi awer relativ evasiv war, do géng nach ëmmer analyséiert ginn. A wann ee sech d'Gesetz ukuckt, da kéint ee sech jo och einfach virstellen, dass ee géng en Artikel an deem Gesetz bäisetzen, wou een och mam Accord vun der Chamber kéint national Sanktiounen huelen, wann e Staat géint d'Völkerrecht oder d'Mënscherechter verstéisst, wann d'EU oder d'UNO net reagéieren an och d'Moosname verhältnisméisseg a juristescht iwwerpréifbar bleiwen.

Well grad och als Finanzplaz schéngt et sënnavoll, dat ze maachen. D'Problematik ronderëm d'Israel-Bonds – mir kommen nach drop – huet dat ënnerstrach. D'CSSF huet ons och gesot, an dat steet och an deem Resümee vum Avis juridique, dee mer kruten, datt, wa Lëtzebuerg géng national Sanktiounen huelen, déi konform wiere mam EU-Recht, se och kéinte refuséieren, en Accord fir esou e Prospectus ze ginn, wéi dat eebe bei den Israel-Bonds de Fall war. An ech denken, och wa mer net unanime si bei der Analys vun der Situatioun a bei deem, wat ee gegebenefalls hätt misse maachen, sou musse mer dach doräusser léieren an och zur Konklusioun kommen, datt ee muss un engem nationale Kader schaffen.

A bon, et huet een och erëm haut e bëssen déi Nuance héieren. A mir haten och tëschent Iech ... De Premierminister huet op EU-Sanktiounen gepocht. Dir, Här Ausseminister, hutt gesot, et wier scho wichtig, wa mer esou en nationale Kader hätten. An ech denke wierklech, dass dat positiv wär an dass mer müssen aus där Situatioun léieren, déi mer elo haten. Net fir spontan och symbolesch ze handelen, mee fir och am Noutfall handlungsfäeg ze sinn, am Respekt vum Völkerrecht a vun eiser Rechtsstaatlechkeet. An esou e Kader géif Lëtzebuerg och net an e Konflikt mat der EU bréngen, mee eis Positioun ergänzen a stäerken.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, d'Diskussioun haut ass eng schwéier an eng delikat Froestellung, nämlech d'Méiglechkeet vu bilaterale Sanktiounen géint Israel. Mee et d'äerf een dat net am Vakuum kucken. D'rezent Entwécklungen am Gaza-Konflikt maachen d'Debatt doriwwer nämlech net nëmme méi dréngend, mee se maache se och méi haart ze héieren.

Well och wann et eng Wafferou gëtt, bleift d'Situatioun extreem komplex a virun allem prekär. D'Hamas

huet bis elo nëmmen 10 vun den 28 gefuerderte Lächer vu Geiselen zrëckginn, well se se verluer hunn, soi-disant. Israel dreet elo schonn domadder, de Krich nees weiderzeféieren, wann d'Hamas hir Verpflichtungen aus dem Accord net géif erfüllen. Dës Spannunge weisen, datt mer nach wäit ewech si vun engem dauerhafte Fridden.

An an deem Kontext musse mir als Lëtzebuerg awer och eis Verantwortung iwwerhuelen. Op EU-Niveau si mer blockéiert. Dat gouf schonn e puermol gesot, an dat ass eng Tatsaach. Verschidde Memberstaate verhënnere kollektiv EU-Sanktiounen, trotz kloer Verstéiss géint d'Mënscherechter an internationaalt Recht. Mee dese politesche Blocage d'äerf net zu eiser eegener politescher Lämung féieren.

D'Fro ass net, ob mir explizitt am Recht stoen hunn, müssen ze handelen. D'Fro ass, wéi mir eis Wäerter mat Mesuren ënnersträichen. Als Land, dat no bause gären d'Wäerter vun de Mënscherechter an der Rechtsstaatlechkeet an den Zentrum vu senger Identitéit stellt, kënne mer net einfach zouloossen, datt finanziell Relatiounen a wirtschaftlech Interesse méi wichteg sinn, während d'humanitär Situatioun weiderhi katastrophal bleift.

Besonnenesch problematesch ass do och d'Approbatioun vun israellesche Staatsobligatiounen duerch d'CSSF. Well dat ass net nëmmen eng technesch Fro, et ass och eng moralesch Fro. Wa mir als Finanzplaz israellesch Staatsbonge geneeegen, dann ënnerstëtze mer domadder eng Politik, déi mer gläichzäiteg verbal verurteilen. Dese Widdersproch opzeléisen, ass net einfach. A staark Wieder no bausen ze droen, fir sech dann hanner techneschen Detailer ze verstoppen, geet net duer.

An da si mer bei de Sanktiounen. Bilateral Sanktiounen kënne verschidde Formen hunn: wirtschaftlech Moosnamen, Restriktiounen am Waffenhandel. Zum Beispill gëtt et eng Spionagefirma, déi zwar elo engem amerikanesche Fong gehéiert, déi awer nach ëmmer iwwer Lëtzebuerg hire Business hei dreift, wou haaptsächlech och Aktivisten ausspionéiert ginn, dat an der ganzer Welt, an déi sech och a Gaza net grad mat Rum bekleckert huet. Dat wär zum Beispill en Zil, wou ee sech kéint virstellen, ganz cibléiert Moosnamen ze huelen, an do hätt een och scho viru Jore kënne Moosnamen huelen an net missen op d'Katastroph am Gaza waarden. D'Afréiere vu bestëmmte Finanzprodukten a virun allem geziilte Sanktiounen géint Persounen. Wat mer an anere Konflikter maachen, muss och fir dese Konflikt gëllen.

Mir schwätzen hei mol guer net iwwer total Isolatioun, mee iwwer geziilte Moosnamen, déi e kloert Signal setzen: Verstéiss géint d'Mënscherechter a géint d'internationaalt humanitäre Recht hu Konsequenzen, an zwar bei deenen, déi se ausféieren.

A jo, natierlech musse mer och d'Sécherheetsinteresse vun Israel respektéieren. Kee Land d'äerf terroristeschen Attacken ausgesat ginn. An d'Hamas bleift eng Terrororganisatioun. Mee d'äerf Recht op Sécherheet ass kee Fräibréif fir onproportional Gewalt géint d'Zivillbevëlkerung.

D'Entwaffnung vun der Hamas, wéi et an der zweeter Phas vun Accord virgesinn ass, wäert extreem schwéier, wann net souguer onméiglech ginn. Mee genau dofir brauche mer eng staark international Positioun, eng Positioun, déi kloermécht, datt mer Fridden an net Konfrontatioun ënnerstëtzen. A Sanktiounen kéinten hei eng wichteg Roll spillen, fir genau dat Signal kohärent ze senden. Se sollen e kloert Signal un Israel schécken, mee par extension och un d'Hamas: D'Wafferou d'äerf net als Paus genotzt ginn, fir sech fir eng Weiderféierung vum Krich

virzebereeden. Déi fréi Droung scho vum israeelesche Verdeedegungsminister Katz, de Krich erëm opzehuelen, ass problematesch.

An da si mer och scho bei enger vun deene Persounen, bei där ech mer kéint virstellen, se ganz geziilt mat Sanktiounen ze beleeden. Mat bilaterale Sanktiounen kéinte mer derzou bäidroen, Drock opzebauen, fir sécherzestellen, datt all d'Parteien, Israel, d'Hamas, mee och all déi aner bedeelegt Acteuren, déi sech do zerspléckt hunn, hir Verpflichtungen aus dem Accord respektéieren.

Mir dierfen net passiv nokucken, wéi den Accord liichtfankeg ënnergruwe gëtt an déi fragill Wafferou vun Ufank un torpedéiert gëtt. D'Zäit fir laangwiereg Diskussiounen an technesch Diskussiounen, wou ee sech hannert Technikalitéite verstoppt, ass eriwuer. D'Zäit fir konkret Handlungen, a wann et och just politesch Statemente sinn, déi ass längst do.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Domat ass dann d'Lëscht vun de Riedner ofgeschloss.

An dann hätt d'Regierung d'Wuert, den Här Vizepremier an Ausseminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech si frou, dass op d'mannst d'Madamm Tanson ernimmt huet, dass an der Tëschenzäit d'Regierung och de palästinensesche Staat unerkannt huet. Fir déi aner ass dat esou en Detail en passant. Ech wëll Iech just soen, dass dat keng einfach Decisioun war. A wann heibannen d'Leit mengen, dass dat esou automatesch gewiescht wär: Ech war laang genuch a Regierungen, wou dee logesche Schratt net gemaach ginn ass!

(Interruption)

An ech si frou, dass e gemaach ginn ass, well dës Regierung huet och an deem Moment, wou et wichtig war, en Zeechen ze setzen, dat Zeeche gesat an zesumme mat internationalem Drock vläicht fäerdegbruecht, dass och eppes um Terrain sech geännert huet. An dat wäerte mer da mat der Zäit och gesinn. Erlaabt mer just, dat ze soen. Dofir merci, Madamm Tanson, dass Dir et op d'mannst ernimmt hutt.

Et si Saachen, déi mech hei e bësse genéiert hunn. Déi eng Leit soen, dat Wichtigst war, dass d'Geisele fräikomm wären. Déi aner Leit soen, et wier dat Wichtigst, dass e Waffestëllstand komm wär. Huelt mer et net iwwel: Et gëtt net ee méi wichtige wéi deen aneren. Déi zwee si gradesou wichtig a mengen Aen. Ob dat d'Fräilöschung vun de Geiselen ass, déi Horror erlieft hunn, wou d'Familljen iwwerhaupt net wossten, ob se nach lieweg wieren oder net, souwéi dee Waffestëllstand, wou onschëlleg Familljen, Kanner, Mammen, Bridder, Geschwëster, Elteren, ënner Bomme gefall sinn, et sollt ee keng Hitparade maache vun deem, wat elo d'Prioritéit Numero 1 war oder d'Prioritéit Numero 2.

Ech si frou gewiescht, dass mer et och bis elo fäerdegbruecht hunn, d'Diskussioun iwwert dee Sujet an engem awer konstruktive Geescht an dëser Chamber ze féieren. Ech hu Situatiounen erlieft déi lescht Wochen, déi net evident waren, muss ech och ganz éierlech soen, wou eebe fir mech déi konstruktiv Gespréicher op eng Kéier net méi stattfonnt hunn, mee Aggressivitéit do war. An ech wënsche mer, dass dat wierklech och Eenzelfäll bliewen.

Mee mir sollen och net vergiessen, dass duerch déi ganz Situatioun och den Antisemitismus – dat ass och weineg hei ervirgehewe ginn – gestigen ass a ganz Europa. Mir hu Judden, déi sech Suerge maachen als Judden, ob se nach a Sécherheet sinn, wa se an hir Synagog ginn. Mir hu Moscheeën, Muslim-Leit, déi sech Suerge maachen, well aner Extremiste si zoustänneg gesinn a responsabel gesi fir dat, wat dohanne geschitt. Mir sinn an eiser Gesellschaft ganz gedeelt op deem do, wou deen ee mengt, e misst an déi eng Richtung zéien, deen aneren an déi aner Richtung. Ech mengen, dass dat, wat elo geschitt ass um Terrain, ganz, ganz wichtig ass.

Zu deene verschiddene Punkten. Deen éischte Punkt ass: Mir sollen dat net klengrieden. Ech hunn et säit Wochen a Méint gesot, dass ... Ech hat heiansdo d'Gefill, Här President, dass, wann hei d'Chamber eng Motioun géif stëmmen, fir ze soen: „Elo geet et duer!“, an den Ausseminister d'Mandat kritt huet, fir ze soen: „Elo geet et duer!“, dass do d'Israeeline geziddert hunn. Ech muss Iech leider enttäuschen, dass dat meeschtens net de Fall ass, mee dass awer duerch eng Interventioun vum amerikanesche President eng Ännerung komm ass an enger israeelescher Positioun. An ech hoffen, dass déi selwecht Energie vun engem amerikanesche President benotzt gëtt, fir mat Russland ze negociéieren, ...

Une voix | Très bien!

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | ... fir mat Russland ze negociéieren! Well mir sollen och net dee Konflikt vergiessen. An onsen Aen ass elo ..., fir op déi verschidde Punkten, déi och hei zitiiert gi sinn, kënnen anzegoen.

Déi éischt Saach ass: Mir hate jo och déi Petitiounscommissioun, wou d'Engagement komm ass an d'Versprächen. An d'Madamm Tanson ass op hir Question-parlementairen zrëckkomm, déi se mer gestallt huet. Jo, mir sinn amgaangen, déi Analys ze maachen. An ech wier och ganz frou, Här President, well ech wëll just drun erënneren, dass deemools och gesot ginn ass, dass d'Chamber eng Analys géif maachen. Dat heescht, dass mer vläicht och en Echange kéinte kréie vun Ärer Analys, well mir si bal fäerdeg mat onser. Ech hu verschidde Pisten, déi ech elo presentéiert kritt hunn. An ech wëll och brutto mat deene verschiddene Pisten an d'Chamber kommen. Ech wëll net den Tri maachen. Ech fannen, mir sollen hei politesch responsabel zesummekommen, fir ze soen, wat déi verschidde Méiglechkeete sinn, a vun Iech e Mandat kréien, wat dat ass, wat eng Majoritéit hei an dëser Chamber wëll hunn. Mee et wier net oninteressant, vläicht och déi Analys vun Ärem Service de recherche ze kréien, well déi jo och ugekënnegt ginn ass, fir dass mer déi och kéinten dann dee selwechte Moment analyséieren. Net dass se déi ganz Aarbecht och fir näischt gemaach hunn.

Um Niveau vun de Sanktiounen: Dir wësst, dass déi zwee Ministeren, den Här Ben-Gvir an de Bezalel Smotrich, Propose gehal hunn, déi wierklech inakzeptabel sinn. Do wëll ech Iech matdeelen, dass d'Hollänner se och an den Informatiounssystem fir den Areesverbot a Schengen abruucht hunn. Dat heescht, dat zielt souwisou och fir eis. Ech wëll net soen: „Ça nous arrange“, mais presque, well am Fong eis Base légale am Moment do wierklech schwach ass op deem dote Punkt. Mee dat sinn och där Propositionen, déi ech wëll mat Iech diskutéieren, well mir hate se schonn, héieren ech, kréien ech gesot, bei de Russe gemierkt. Mee elo wëll ech awer, dass mer och Neel mat Käpp an deem doten Dossier maachen.

Bei den Importsbeschränkungen aus den illegale Siidlungen, do sinn och staark Contrainten. Do missten zum Beispill engersäits strikt Krittäre wéi déi national Sécherheet, déi baussenzeg Sécherheet oder d'Defense vun de vitalen Interessie vum Land justifiéiert ginn. Doriwwer eraus kéinte se och just fir eng initial Period vu 60 Deeg a Kraaft trieden, éier se per Règlement grand-ducal all 30 Deeg misste verlängert ginn. Dat ass d'Base légale am Moment. Dofir ass et a mengen Aen och wichtig, dass mer en Text kréie bei Importverbote, bei Produiten, dass mer do och méi laang Delaien hu wéi 30 Deeg, fir duerno net all Mount mussen d'Texter nees frëschzemaachen. Dat, wat mer och nach hunn: Mir dierfen och keng Mesüeren huelen, déi contraire sinn zum Marché unique. Dat heescht, do sinn och nach verschidden Elementer, déi hei musse kommen.

Dat, wat fir mech ganz wichtig ass, an ech weess net, wien dat ... Och d'Madamm Tanson, sorry, wann ech Iech haut esou oft zitiiéieren, ...

(Interruption par Mme Sam Tanson)

... mee wann d'Sanktiounen géifen an engem Tirang verschwannen ... Well verschidde Leit soen elo: „Et ass jo elo alles gutt do. Elo brauche mer näischt méi.“ Dat wier dee gréisste Feeler, dee mer kéinte maachen. Wa mer géife soen, dass mer mat deem ganze Mechanismus, op europäeschem Niveau an op nationalem Niveau, no deem, wat do elo geschitt ass an Israel, elo guer net méi dierfen iwwer Sanktiounen diskutéieren, géife mer e grouse Feeler maachen. Well dat, wat am Westjordanland am Moment geschitt, ass net akzeptabel! D'Land ass méi kleng wéi Lëtzebuerg an do sinn dausend Kontrollen.

Dowéinsten mengen ech, dass et wichtig ass, dass mer elo ... Et wier e falsch Zeechen, wa mer elo géife soen: „D'Lëtzebuurger Parlament wëll elo haut Sanktiounen huele géint Israel.“ Ech géif Iech wierklech recommandéieren, dat net ze maachen, well et am Moment éischer op Gespréicher, op Deeskalatioun soll kommen, wéi elo ze soen: „Elo musse mer op Eskalatioun kommen. Elo musse mer se sanktionéieren!“ Ech géif Iech dat wierklech recommandéieren.

Mee ech géif awer weider un de Mechanisme schaffen um nationalen Niveau. Ech géif och op europäeschem Niveau ... An ech kréie gesot hei ... Ech hunn eng Motioun gesinn, ech weess net, vu wem se ass, déi seet, mir sollen um europäeschem Niveau weider fir Sanktiounen suergen. Et sinn Unanimitéitsfroen. Et si Majoritéit-qualifiées-Froen. Mir hunn am Moment mol keng Majoritéit qualifié bei verschiddene Mesüeren! Keng Majoritéit qualifié! Dofir frot net, dass mer elo scho solle kucken, dass eng Unanimitéit soll kommen! Déi ass bal onméiglech. Mir hu keng qualifizéiert Majoritéit.

A gleeft mer et, wa mer dann den Tour maachen, zum Beispill bei de Siidler, bei de brutale Siidler, déi do sinn, fir déi op Sanktiounslëschten ze kréien, an do si mir der Meinung, do musse mer weiderfueren. Zum Beispill fir och ze soen, dass mer awer och weider d'Situatioun um Terrain analyséieren, dass déi eis net egal ass. Do musse mer weidermaachen. Do musse mer weidermaachen! Mee do kréie mer am Moment mol keng Unanimitéit och um europäeschen Niveau.

Dowéinsten, Här President, ech war och a Kontakt ... Dir wësst jo, dass ech net ëmmer zielen, wat ech alles esou maachen, mee ech hat déi lescht Deeg och Kontakt mat de Saudien, mat de Katarien, mat den Türken an och mat den Emiraten, och mat de Fransosen, fir e bëssen d'Echoen ze kréien iwwert déi Gespréicher, déi elo och waren déi lescht Deeg a Wochen. Mir hunn am Moment eng fragill Situatioun – eng fragill Situatioun! –, mee awer eng Richtung, déi am Moment an déi richteg Richtung geet.

Mir hunn e Waffestëllstand. Mir hu Geiselen, déi fräikomm sinn. Mir hunn am Moment ... Virdrun hutt ee geschwat vu Bommen, déi gefall wieren. Ech hunn déi Biller gesi vum Hamas, déi Palästinenser erschoss hunn. Dat kann een och net klengrieden! Déi hir eege Leit erschoss hunn, well se consideréieren, dass se kollabo..., dass se ze vill mat de Judde geschafft hätten. Also, maacht just d'Aen op! Et ass net schwaarz a wäiss an dëser Situatioun. Loosst Iech net an en Extremismus dreiwien, well d'Extremiste vum Hamas si gradesou schlëmm wéi d'Extremisten an Israel. En Extremist ass dat Geféierlechste an deem doten Dossier!

An ech mengen, dass mer eis Rou solle behalen, der Perspektiv vun engem Waffestëllstand Chancë solle ginn, enger Zweestaateléiung Chancë solle ginn, fir eng Perspektiv vu Fridden. Well de Fridden a Palästina gëtt d'Sécherheet vun Israel. Ech hunn dat virun zwee Joer gesot, virun engem Joer an ech soen et haut nach an et ass muer nach ëmmer richtig.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Ausseminister. Domat wär dann d'Diskussioun zu dësem Sujet ofgeschloss.

Motions

Mir hunn zwou Motiounen, déi eragereecht gi sinn. Déi éischt, dat ass déi vun dem Här David Wagner, an duerno d'Motioun vum Här Gusty Graas.

Motion 1

Ech géif also successiv d'Diskussioun opmaachen, fir d'éischt fir déi éischt Motioun, déi vum Här David Wagner. Här Wagner, Dir wëllt warscheinlech duerno Stellung huelen. Dofir froen ech: Wie wëllt zu dëser Motioun Stellung huelen? Ech gesinn den Här Graas, ech gesinn den Här Keup, ech gesinn den Här Zeimet an den Här Cruchten. Da fänke mer u mat dem Här Graas.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Wann ech déi Motioun hei am Detail duerchliesen, da gesinn ech, datt mer net schrecklech wäit ausernee sinn. Mee et ass awer virun allem ee Passus bei dem Invite, deen eis awer Kappzerbrieches mécht an deen am Fong geholl net an déi Richtung geet, wéi mir virdrun awer argumentéiert hunn.

Dir schreift: „mettre en œuvre toutes les mesures coercitives bilatérales envers l'État d'Israël“. An ech mengen, wa mer elo hei den Ausseminister héieren hunn, dann ass d'Strategie souwuel vun der Regierung wéi awer och vun der Majoritéit hei an der Chamber awer eng aner, soudatt mer aus deem Grond schonn eleng dës Motioun net kënnen matdroen.

Bon, Dir schreift: „à présenter dans les meilleurs délais à la Chambre des Députés“. Ech mengen, och do huet de Minister elo eng Äntwert ginn. Dat selwecht gëllt, fir um europäeschen Niveau nach méi enk zesummenzeschaffen. Mee och do si mer an engem gewëssenen Enkpass, well mer wëssen, datt mer warscheinlech do ni eng Unanimitéit wäerte fannen. An déi ass jo an deene meeschten Dossieren erfuerdert oder zumindest eng Majoritéit qualifizéiert.

Duerfir géing ech menger Fraktioun awer da proposéieren, dës Motioun net ze stëmmen. Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Graas. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Also ech géif zwee Punkten hei ervirhiewen. Den éischte Punkt

ass deen, dass mer souwiesou ëmmer ganz virsiichteg sinn, wann et ëm Sanktiounen geet, well mer gesinn hunn, dass an der Geschicht vun den op jidde Fall leschte Joerzénge Sanktiounen nëmme ganz, ganz weening eppes bruecht hunn. Et gëtt weening Beispiller, wou Sanktiounen wierklech den Duerchbroch bruecht hunn. Do gëtt et Südafrika, mee dat war eng ganz speziell Situatioun. An a ganz, ganz ville Länner, wou Sanktiounen erhuewe gi sinn, huet et eigentlech am Endeffekt net wierklech dat bruecht, wat sech erwaart ginn ass, wat meeschtens e Regimechange ass, woubäi dat souwiesou hei elo eng méi komplizéiert Situatioun ass, well Israel jo eng Demokratie ass an domadder och hiren eegene Chef am Land wíelt.

Dat Zweet, wat ech muss soen, dat ass, dass ech awer och dat, wat elo hei gefuerdert gëtt, dee gewielten Discours hei, compte tenu vun deem, wat elo geschitt ass – Waffestëllstand, Zréckgi vun de Geiselen –, mat där Hoffnung, déi dat Ganz eis inspiréiere soll – an dat sollte mer net vergiessen –, dach awer zimmlech radikal fannen. An dat kënnen mer net matstëmmen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Här Zeimet.

M. Laurent Zeimet (CSV) | Merci, Här President. Ech kommen op dat zréck, wat den honorabelen Här Graas gesot huet, wat mer och esou gesinn. Dat heescht, déi Israel-Zentréierung hei vun dëser Motioun, déi ass fir eis inakzeptabel. Dat hunn ech och virdu jo schonn ausgefouert, soudatt mer dat heiten esou net kënnen matdroen. An et ass och elo nach verfréit, elo scho Saache vun der Regierung ze fuerderen, wann déi Analys jo elo mol nach net virläit an nach soll diskutéiert ginn. An deem Sënn ass dat hei e kloren Nee.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Zeimet. Den Här Cruchten, duerno d'Madamm Tanson. Här Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. An erlaabt mer och, dass ech dem Här Ausseminister Merci soen, dass en a senger Ried agaangen ass op d'Situatioun am Westjordanland. Faute de temps huet warscheinlech kee vun den Intervenanten alleguete kënnen laang drop agoen, mee ech si frou, dass hien dat gemaach huet, well dat ass och en Aspekt vun deem ganze Konflikt, dee mer vill ze dacks negligéieren an dee mer onbedéngt och mussen uprangeren, wann et den Ament ass.

Ech wëll direkt virausschécken, dass d'LSAP wäert déi zwou Motiounen matstëmmen. Si sinn net genau d'selwecht, et si liicht Nuancen. Fir mech oder fir eis schéngt et awer och logesch ze sinn, dass, wa mer eis heibannen eens sinn, fir zesumme Sanktiounen auszeschaffen, an den Här Ausseminister huet d'Offerte gemaach, fir dat zesumme mat der Chamber ze maachen, wat och ausdrécklech ze begrëissen ass, vu dass et jo schéngt hei e breede Konsens doriwwer ze ginn, da schéngt et mer awer och legitim a richtig ze sinn, fir dann ze soen: „Da sollen d'Sanktiounen och wannechgelift applizéiert ginn.“ A mir hu Grënn genuch, firwat dass solle Sanktiounen géint eenzel Regierungsmemberen a géint d'Regierung vun dem Här Netanjahu geholl ginn. An dofir sinn ech der Meenung, dass een dofir och de Kollege vun deene Lénken hir Motioun ka matstëmmen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Cruchten. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Ech si mam éischten Deel vum Här Cruchten senger Interventioun d'accord. Ech fannen et och extreem wichteg, dass

mer d'Siidlungen, déi illegal Siidlungen thematiséieren. An dat ass jo wierklech e grave Problem, wou ech och frou sinn, déi Wieder vum Ausseminister elo do héieren ze hunn, an ech eeben dann och d'Hoffnung hunn, dass sech weiderhin do agesat gëtt, dass dat en Enn kritt. An dass mer natierlech och do musse kucken, fir déi Schëlleg zur Rechenschaft ze zéien, dat schéngt mer och eng Evidenz.

Wat ech elo hei an der Motioun vun deene Lénke liesen, dat ass, dass et drëms geet, „dans le cadre législatif actuel“ déi néideg Sanktiounen ze huelen. Mir wëssen, dass mer dee Kader à ce stade net hunn, fir wierklech méi wäit ze goen. An den Ausseminister huet dat elo gutt erkläert. Ech sinn immens frou, wa mer elo endlech eng Analys kréien, wat dee Kader ass. Duerfir, mir droen och – mir hu se och mat ënnerschriwwen – déi Motioun vun der Majoritéit mat, fir dass mer aus deene Problemer, déi mer elo kannt hunn, och wierklech kënnen léieren, sou wéi ech et virdu gesot hunn.

Ech denken, dass mer am Moment an enger ganz kriddeleger Situatioun sinn, wou Diplomatie gefrot ass a wou et drëms geet, ze kucken, dee Fridden, dee mer elo hunn, ze stabiliséieren. An duerfir deelen ech d'Aschätzung, dass et vläicht elo net de beschte Moment ass, vu dass mer nach keng hunn, fir elo da Sanktiounen ze huelen. Dat schléisst fir mech net aus, dass mer se an noer Zukunft awer mussen auspaken, wa mer de Kader bis hunn, zemools wann dat mat de Siidlunge sech net calméiert. Mee ech fannen, dass mer an engem ganz fragile Momentum sinn an dass mer musse kucken, dee Momentum och ze erhalen, och wann ech mer bewosst sinn, dass d'Roll vu Lëtzebuerg do vläicht net dee gréissten Impakt huet. A meng Analys wier och enger, wa mer Stand haut schonn déi Sanktiounen hätten.

Duerfir, mir enthalen eis heibäi, well mer natierlech ganz vill Sympathien hu fir viles, wat hei drasteet, awer vläicht de Moment fir eis elo net grad deen ideaalsten ass. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Ech ka mat de Constate ganz gutt liewen. Wou ech e bëssen e Problem hunn, wann ech déi Motioun hei liesen, an dat ass och de Grond, firwat mer wäerten dergéint stëmmen, dat ass, datt mer am Moment draстоen hunn: „toutes les mesures“ an „toutes les initiatives qui visent à mettre en place“. An deen „toutes“, dat ass e bësse fir eis esou e Freifahrtschein.

Ech hu virdrun a menger Ried ganz kloer duergeluecht, firwat et wichteg ass, cibléiert virzegoen: a) well eise Kader verschidde Ciblagé vläicht awer scho géif erméiglechen, a b) well et drëm geet, déi Leit, déi responsabel sinn, zur Rechenschaft ze zéien an net hei eppes ze maachen, wat einfach nëmme ass: eemol mat der Méimaschinn driwwer an hoffen, datt kee Gras méi wiisst. Nee, hei geet et drëm, cibléiert Mesüeren ze huelen. Dat ass op alle Fall eis Positioun. An dofir kënnen mer mat den Invitten 1 an 3, wéi se am Moment geschriwwen sinn, net liewen.

Deen zweeten, par contre, deen ass ganz sympathesch, an dat kënnt jo dann och erëm an der zweeter Motioun, dofir hu mer déi och mat ënnerschriwwen, wou et dann drëm geet, eeben dee Kader en place ze setzen, fir méi cibléiert kënnen virzegoen an der Zukunft. An dofir musse mer bei där heite Motioun dergéint stëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Weider wär keen ageschriwwen. Da géing ech dem Här Wagner d'Wuert ginn.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Merci den Intervenanten. Jo, ech reagéieren dann direkt op dat, wat den Här Clement elo grad gesot huet, wat den éischten Invite ugeet vun eiser Motioun, wou tatsächlech drasteet: „mettre en œuvre toutes les mesures coercitives bilatérales envers l'État d'Israël qui sont envisageables dans le cadre législatif actuel et jusqu'à ce que l'État d'Israël se conforme pleinement au droit international“. A sech gëtt vun Israel dat gefuerdert, wat all Staat op dëser Welt am Prinzip soll maachen, dat heescht, sech un d'Völkerrecht ze halen, genausou wéi vun all Bierger hei am Land gefuerdert gëtt, sech un d'Gesetzer hei ze halen.

D'Völkerrecht, dat ass net à la tête du client. D'Völkerrecht ass net do, fir een express ze bestrofen, well mer vläicht méi oder manner Sympathien hu vis-à-vis vun engem Staat. D'Völkerrecht ass ganz einfach do, fir applizéiert ze ginn a fir respektéiert ze ginn, fir grad justement schlëmm Saachen ze verhënneren.

Den Här Zeimet huet virdru gesot, him géif net gefalen, dat déi Motioun ze vill israelzentriert wier, mee mir schwätze justement vun Respekt vum Völkerrecht. An désolé, et ass jo zurzäit net de palästinensesche Staat, dee sech net un d'Völkerrecht hält. Et ass net deen, deen een deen anere besetzt. Wie besetzt wien zurzäit? Ech mengen, dat géif sech och applizéieren, wann, ech weess net, muer oder an e puer Jore palästinensesch Truppen zu Tel Aviv wieren oder zu Haifa. Dat wier genausou condemnable an dat misst ee genausou condemnéieren, well jiddereen huet sech un den Droit international ze halen. Dat heescht, et ass net israelzentriert. Et huet just domadder ze dinn, datt Israel grad dee Staat ass, dee sech net un den Droit international hält. An dat ass net akzeptabel.

Et geet jo och drëms ... Den Här Zeimet huet virdru vun der Hamas a vun deene Biller geschwat, deenen Exekutiounen, déi stattfannen. Et ass natierlech grueleg, déi Situatioun, déi mer do hunn. Dat ass quasi postapokalyptesch, wat een do huet. An do si Clanen, déi openee schéissen. Et ass reellen Horror zurzäit och op deem Niveau.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

An dat wëlle mir natierlech net, Här Zeimet. A mir wëllen esou eppes net unerkennen. Dofir wëllt ech grad drun erënneren, datt mir ëmmer argumentéiert hunn, datt d'Unerkennung vun engem Staat Palästina, wat dës Regierung jo gemaach huet ... Dat war jo net d'Unerkennung vun der Hamas, glécklecherweis. Dat war d'Unerkennung vun der legaler Autoritéit, der palästinensescher Autoritéit. Dat ass jo net d'Hamas, dat sinn Doudfeinde souguer. Déi ass elo zurzäit unerkannt. Dat ass dat, wat een net vergiesse soll.

An duerno dat Zweet, wat mir ëmmer soen: Den Albdram vun der Hamas, dat ass d'Fräiiloossung vun enger neier politescher Gard. An notament den Här Marwan Barghuthi. Ech soen dat allkéiers. Dat ass och an der Diskussioun do. D'Hamas huet eng panesch Angscht do virdrun, datt déi Leit fräigelooss ginn, well déi kënnen déi palästinensesch Féierung, déi onbedéngt muss erneiert ginn – well déi ass och um Enn, déi ass korrupt an alles, wat Der wëllt –, erneieren, fir och eng nei Legitimitéit ze hunn. An da wäert d'Hamas och nach méi effikass wéi mat Bomme bekämpft ginn. Dat kann ech Iech soen. Well dorëms geet et jo schlussendlech och, well dat ass gudd fir jiddereen. Dat heescht, voilà, ech wollt dat nach dobäi soen.

Ech si frou, datt d'Kolleege vun der LSAP der Meinung sinn, datt een awer muss weiderhin d'Sanktiounen oprechterhalen, soulaang – soulaang! –

Israel sech net un d'internationalt Recht hält. Méi gëtt hei u sech guer net gefuerdert.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. Ech hunn elo d'Relève geholl. Sinn nach weider Wuertmeldungen zu der éischter Motioun do? Dat ass net de Fall.

Da géife mer zur Ofstëmmung iwwergoen.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmmung ass lancéiert. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. An dann d'Procuratiounen. An de Vott ass ofgeschloss.

Mam Resultat: 14 Jo, 41 Neen a 4 Abstentiounen, 59 Participatiounen um Vott. An domat ass d'Motioun ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion 1 est rejetée par 14 voix pour, 42 voix contre et 4 abstentions.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding (par M. Dan Biancalana), Liz Braz, Francine Cloener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Ben Polidori), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par Mme Octavie Modert), Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques (par Mme Stéphanie Weydert), Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler (par M. Jean-Paul Schaaf), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler (par M. Maurice Bauer), Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt (par M. André Bauler), André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen (par M. Gérard Schockmel), Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenus : Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring.

Motion 2

Ech géif dann zu der Motioun Nummer 2 iwwergoen, déi vum Kolleege Gusty Graas abruucht ginn ass. Här Graas, Dir wäert warscheinlech herno schwätzen. Oder wëllt Der direkt?

M. Gusty Graas (DP) | Herno.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo. Wuertmeldungen dozou? Den Här Laurent Zeimet, d'Madamm Tanson, den Här Cruchten. Dann, Här Zeimet, fänkt Dir un.

M. Laurent Zeimet (CSV) | Jo, merci, Här President. Mir hunn dës Motioun mat ënnerschriften, also wäerte mer se och net iwwerraschenderweis matdroen. A si mécht eeben en Ënnerscheed, well hei net nëmme vun Israel zum Schluss rieds geet, mee hei steet vun Drëttstaaten. An ech fannen et ganz iwwerraschend, wann hei gesot gëtt vum Här Wagner elo just, datt Israel deen eenzege Staat wär, deen d'Völkerrecht net géif respektéieren.

M. David Wagner (déi Lénk) | Nee, dat hunn ech net gesot.

M. Laurent Zeimet (CSV) | Dach. Da lauschtert et no. Dat hutt Der gesot. An dat fannen ech awer eng ganz iwwerraschend Ausso. An et ass just dat, mat deem mer net d'accord sinn. An dofir maache mir deen Ënnerscheed. Dat ass bei Wäitem sécherlech net deen eenzege Staat, deem een dat kéint virwerfen, datt en d'Mënscherechter ...

M. David Wagner (déi Lénk) | Dat hunn ech net gesot, wannechgelift!

M. Laurent Zeimet (CSV) | Dach, Dir hutt et gesot. Et deet mer leed.

M. David Wagner (déi Lénk) | Nee!

M. Laurent Zeimet (CSV) | Dach!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Wannechgelift!

M. Laurent Zeimet (CSV) | Dir hutt et vläicht net esou gemengt ...

M. David Wagner (déi Lénk) | Nee, ech hunn et net esou gesot an ech hunn et och net esou gemengt, Här Zeimet.

M. Franz Fayot (LSAP) | E bëssen Éierlechkeet.

(Exclamations)

M. Laurent Zeimet (CSV) | O, wa mer vun der Éierlechkeet schwätzen, Här Fayot, da wëll ech Iech just emol froen, ...

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Wannechgelift keng Zwigespräicher hei!

M. Laurent Zeimet (CSV) | ... wien 20 Joer den Ausseminister gestallt huet, wéi eng Partei dat war.

Une voix | 19.

M. Laurent Zeimet (CSV) | Gefillte 25.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Här Zeimet, fuert Dir weider, a jiddwereen, dee wëll, kritt herno d'Wuert.

M. Laurent Zeimet (CSV) | Also wierklech! An et ass näischt an deem Sënn geschitt, wat Der elo hei vun dëser Regierung dauernd fuerdert.

M. Franz Fayot (LSAP) | Ech géif net ze vill dorop insistéieren ...

M. Laurent Zeimet (CSV) | Dach, ech insistéieren nach ganz laang, wann Der wëllt, a wat Der nach méi derzwëschenrufft, wat ech nach méi insistéieren.

Une voix | Heiansdo ass et besser, näischt ze soen.

M. Laurent Zeimet (CSV) | Och wann et Iech net gefält. Och dat gehéiert zur Éierlechkeet, déi Der vun anere reklaméiert, Här Fayot.

Une voix | Très bien!

M. Laurent Zeimet (CSV) | Also, well dat heiten net nëmme op ee Staat konzentréiert ass, mee all Staat da kann treffen an Zukunft, wa mer da Sanktiounen wëllen huelen, da kréie mer nach ganz vill spannend Diskussiounen iwwer aner Staaten, sief et Venezuela, sief et China an anerer, wou mer eis dann iwwer Sanktiounen hei kënnen ënnerhalen.

(Interruptions)

An deem Sënn, merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Bon, et ass e bësse schued, wéi mer elo hei mateneen diskutéieren, well et ass eigentlech e ganz grave Sujet. Also ech hunn dat do vum Här Wagner virdrun net héieren, mee ech mengen, e ka sech selwer wieren, en ass grouss an al genuch.

Wann ech hei d'Considerante liesen, da muss ech soen, ech war positiv iwwerrascht, well Der mat enger ganz grousser Kloerheet hei d'Saache mam Numm nennt. An ech begrüessen dat och, dass hei natierlech op där enger Säit gesot gëtt, dass dat, wat den Hamas gemaach huet de 7. Oktober – do zitéiert Der dann de Rapport vu Human Rights Watch –, Crime-de-guerre gewiescht wieren, mee dass Der awer och ënnersträicht, dass d'Methoden, déi vun den israellesche Forces de défense exekutéiert ..., also déi Methoden, déi si gemaach hunn, gebraucht hunn, „constituent, selon les Nations Unies, des violations du droit international et, selon la Commission d'enquête internationale indépendante sur le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est et en Israël, relèveraient du crime de génocide“.

Wéi gesot, ech bleiwe wierklech der Meenung, dass et extreem wichteg ass, dass mer aus deem Léieren, wat mer elo hei kannt hunn, dass mer eis e Kader ginn – dat ass dat, wat hei gefuerdert gëtt – an dass mer natierlech och weiderhin d'Regierung opfuerderen, alles ze maachen, fir ze kucken, dass wierklech eng friddlech Zweestaateléisung fonnt gëtt. Duerfir hu mir dat heite mat ënnerschriften.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci, Madamm Tanson. Ech géif dann dem Här Wagner d'Wuert ginn, fir och kënnen ze reagéieren.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Här President, ech hat och d'Wuert gefrot.

M. David Wagner (déi Lénk) | A!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo, Dir kritt et och direkt.

M. David Wagner (déi Lénk) | Et ass mir egal, jo. Merci, Här President. Jo, ech hat nach virdu, virun der Sëtzung, dem Här Graas duerchblécke gelooss, dass mer op jidde Fall net dergéint wäerte stëmmen, eis enthalte wäerten oder derfir stëmmen.

Déi Motioun ass u sech och an de Considerante ganz gutt. Ech stellen och fest, dass déi Motioun, déi vun der DP an och vun der CSV ënnerstëtzt gëtt, ganz israelzentriert ass, well et geet och nëmmen ëm Israel. Mee et ass jo normal. Mee dat stéiert anscheinend d'CSV manner.

Déi heite Motioun ass u sech och an de Considerante ganz interessant, seet viles. Bei den Invitten, do si mer gedeelter Meenung. Den éischten Invite, dee schwätzt vun der aktueller Dynamik. Déi aktuell Dynamik, ech interpretéieren dat esou, dass een u sech déi Negociatiounen eebe mengt, déi op internationalem Niveau zurzäit stattfannen. Bon, ech hunn a menger Ried permanent gesot, dass den Trump-Plang keng gutt Dynamik ass, warscheinlech och net erfollegräich wäert sinn, ausser e gëtt duerchgesat mat Brutalitéit, mee bon, dass mir net dru gleewen, a mir sinn net déi Eenzeg, déi net dru gleewen. Dat heescht, ech hätt awer Schwierigkeiten, en Invite matzedoen, deen u sech a Kontradiktioun ass mat deem, wat mer mengen.

Par konter den zweeten Invite ass u sech dat, wat d'Regierung scho gesot huet: dass eng Analys gemaach gëtt vum nationale legale Kader, fir kënnen Sanktiounen ze maache géint aner Länner, déi sech eeben net un d'internationaalt Recht halen. Et geet e bësse manner wäit wéi dat, wat mir fuerderen, mee et ass awer net falsch. Dat heescht, am Prinzip misst ee sech enthalten. Mir wäerten awer, well mer kapabel sinn, heiansdo iwwer eise Schiet ze sprangen, och trotzdeem déi heite Motioun matdroen, well se net fundamentalement falsch ass.

An ech hoffen, dass mir eis an eiser Analys geiert hunn, dass déi aktuell Dynamik awer trotzdeem vläicht gutt ass. Ech hoffen dat natierlech. Ech gleewen zwar net dorunner, mee bon, dat ass vläicht zweerangeg.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. Dann huet de Kolleg Yves Cruchten d'Wuert.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci. Merci och dem Här Graas fir, fannen ech, eng ganz gutt Motioun, déi mer selbstverständlech wäerte matstëmmen.

Dem Här Zeimet, deen eis virdu virgeheit huet, meng Partei hätt jo während 20 Joer den Ausseminister gestallt, wéll ech nach äntweren: Ech ka mech awer drun erënneren, dass mer dat während gutt der Hallschent vun der Zäit zesumme mat Ärer Partei gemaach hunn, Här Zeimet. An ech hunn Iech do net héiere vill reklaméieren.

M. Ben Polidori (LSAP) | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Wat elo déi zwee Hauptpunkte vun dëser Motioun ugeet – an ech ginn elo net an den Detail vu klengen eenzelne Wieder –, wéll ech nach eng Kéier soen: Jo, et ass richtig, dass mer sollen d'Regierung ënnerstëtzen an alle Beméiungen, fir derzou bäizedoen, fir alles dat, wat op internationalem Plang elo ënnerwee ass, zu engem gudden Enn ze bréngen an do iergendwann eng Kéier hoffentlech zu enger Zweestaateléisung ze kommen.

An et ass och richtig, dass et hei net aleng ëm Israel geet. Wa mer iwwer e Mechanismus schwätzen, dee mer eis solle gi fir Sanktiounen, da muss dee jo och ëmmer gëllen. Dat ass jo net elo aleng just fir Israel. Et ass elo grad, wou mer iwwer Israel schwätzen, an op deenen éischten dräi Säite vun där Motioun geet et och just an aleng ëm Israel, mee et ass selbstverständlech, dass dee Mechanismus, dee mer hei dann iergendwann eng Kéier en place setzen, hoffentlech zesummen, dann och an anere Situatiounen muss gëllen. An dofir kënnen mir op jidde Fall déi heite Motioun ganz gäre matstëmmen.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. Dann huet den Här Keup d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Ech mengen och, dass dat heiten eng gutt a ganz nuanzéiert Motioun ass vum Här Graas an dass se sech och doranner ganz daitlech ënnerscheet vun där éischter Motioun vun de Lénken. Hei geet et ëm ganz aner Saachen. An ech mengen, wat eis och gefält, dat ass, dass eeben hei weider soll geschafft ginn op Basis vun deem, wat elo kuerzfristeg erreecht ginn ass a wat eis alleguerten Hoffnung mécht, an dass duerno de Ministère och weiderschaft, fir e Cadre légal ze schafen, dee Lëtzebuerg da kéint eng Kéier benotzen, falls Lëtzebuerg um nationalen Niveau wéilt als eenzelt Land Sanktiounen géint en Drëttstaat treffen. Ech ginn dervun aus, dass dat ni wäert geschéien. Ech géif dat souguer wetten. Ech weess et awer net. Mee op jidde Fall ass dat och relativ harmlos. An natierlech stëmmen mer et mat, mir hunn et och mat ënnerschriften.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. Keng weider Wuertmeldungen ausser dem Auteur? De Gusty Graas huet d'Wuert.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Fir d'éischt wéll ech emol allen Intervenanten hei e ganz grouse Merci aussprechen an och mäi Respekt. Dat huet bewisen, dass hei versicht gëtt, sech gemeinsam, bei engem ganz komplexen Theema, awer ganz

eeschtaft dorun ze orientéieren, fir eng Léisung ze fannen. An ech wéll och ganz kloer hei ënnersträichen, d'Madamm Tanson huet dat och op de Punkt bruecht: Déi Motioun hei soll net vermëttelen, dass dat, wat geschitt ass, soll séier vergiess ginn. Ganz au contraire! An dowéinst hu mer eebe grad an de Consideranten och déi ganz Entwécklung ech géif scho bal soe minutiös duergestallt.

Mir wollten hei wierklech e realistesch Bild schafe vun där ganzer Situatioun, well et ass esou e komplexe Sujet, dass kee soll fir sech an Usproch huelen, e géing eleng d'Wourecht kennen. An dat soll och net eis Absicht sinn. Mir versiche wierklech, hei un deen Dossier esou wäit wéi méiglech realistesch, konkret, transparent erunzegoen. An och Lëtzebuerg soll do säi Rôle spillen. Och Lëtzebuerg soll säi Bäitrag leeschten, fir dass déi, jo, ganz deplorabel Situatioun do fréier oder spéider soll en Enn kréien, wa méiglech éischer fréier. Dowéinst ass et och wichteg, dass mir en Zeeche ginn. Dowéinst ass et och wichteg, dass mir d'Regierung opfuerderen, an deem Sënn weiderzuschaffen.

Dann nach e Punkt zu de Sanktiounen oder zu der Analys, zu den Aarbechten, déi de Moment um Ministère lafen, firwat mer do am Fong geholl net direkt eleng Israel viséiert hunn. Ech hunn dat och scho virdu heit ernimmt. Et ass wichteg, dass mer vläicht awer definitiv dann och e legale Kader kréien, eng Méiglechkeet kréien, wa sech erëm esou eng Situatioun sollt astellen – wat mer natierlech net hoffen –, dass mer da gewappnet sinn, fir gegebenefalls dann och kënnen ze reagéieren.

An dat ass u sech och de Sënn, firwat mer deen Term „États tiers“ dragesat hunn. Well mer et, nach eng Kéier, zu dësem Zäitpunkt awer net onbedéngt opportuun fannen. Wa mer schonn an enger Situatioun sinn, wou awer e gewëssene Lueur d'espoir ze erkennen ass, wier et vläicht taktesch, strateegesch net ganz richtig, wann een elo awer géing trotzdeem nach an där aler Logik weiderfueren.

Dat wéll net heeschen, dass een naiv ass. Dat wéll heeschen, dass een d'Situatioun ganz kloer, ganz genee verfolge a gegebenefalls dann erëm, wéi gesot, intervenéiert, wann et net an déi Richtung geet. An dat gëllt selbstverständlech fir déi zwou Parteien, dass mer eis dann erëm ganz kloer op eng Situatioun behaupten a soen: „Voilà, dat an dat muss och da geschéien!“

Ech soen Iech Merci. Merci awer, wéi gesot, fir déi ech géing scho bal soen unanime Zoustëmmung. Ech fannen dat awer trotzdeem e ganz gutt Zeechen, wat d'Chamber an deem ganzen Dossier hei gëtt. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och dem Här Graas. Ass hei wierklech Unanimité? Da kéinte mer mat Handophiewen ofstëmmen.

(Assentiment)

Vote sur la motion 2

Wäert Der domat d'accord?

Ech stellen d'Unanimitéit fest a soe Merci.

A wann ech dierf ee Wuert soen iwwert déi Begéiung, déi mir mat de Famille vun den Affer haten, just ee Wuert. Et waren der eng ganz Rei derbäi vun de Geiselen, déi Affer gi si vum Hamas-Terror. D'Famillen, déi bei eis waren, hu kee Message gi vun Haass, kee Message gi vu Géigenterror. Si hunn ee Message ginn: ee vum friddlechen Zesummeliewen.

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | An déi Leit, déi bei där Reunioun derbäi waren, hunn dat als eng vun deenen emotionaalste Reuniounen materiellet, déi mer jee haten. An ech hoffen, dass dee Message vum Mateneen an net Revanchismus a Géigenterror gehéiert gëtt.

Merci, dass ech dee Message hunn däerfen hei bréngen. Et war fir mech dee beweegendste Moment, deen ech bis dohin erlieft hat. Merci, a merci och fir déi wäitgeeënd Dignitéit, wéi déi Debatt hei gefouert ginn ass. Merci.

6. Motion de M. Franz Fayot relative à la qualification des actes du Gouvernement israélien et des forces de défense d'Israël commis durant la guerre de Gaza comme crimes de guerre et crimes contre l'humanité

(Motion déposée en séance publique n° 98 du 14 octobre 2025 – à consulter au compte rendu n° 40/2023-2028 en page 19)

A mir géifen dann iwwergoen zu der Motioun, déi vum Kolleeg Franz Fayot abruucht ginn ass. Här Fayot, wëllt Dir se nach eng Kéier presentéieren? Dir hat se zwar scho kuerz virgestallt.

Exposé

M. Franz Fayot (LSAP), auteur | Jo, merci, Här President. Just ganz kuerz: Et geet hei ëm déi Israel-Bonds, déi Ufank September vun der CSSF approvéeiert goufen an engem Prospekt, dee virdu bei Irland war a wou elo Israel decidéiert huet, déi Emissioun op Lëtzebuerg ze verlagere, wou mir u sech froen, fir eng Determinatioun ze kréie vun der Regierung, dass se déi Akte vun Israel qualifiéiert, déi u sech säit zwee Joer am Gaza-Krich geschitt sinn.

D'CSSF huet eis kloer gesot, dass si, fir e Refus ze maache vun deem Prospekt, op déi Qualifikatioun ugewise sinn, dass do Krichsverbrieche geschitt si respektiv Verbrieche géint d'Mënschlechkeet, wat au vu vun der Beweislag u sech net allze schwéier dierft sinn, esou eng Determinatioun ze maachen.

Nach eng Kéier: D'CSSF huet eis kloer ze verstoe ginn, dass dat net eng Qualifikatioun ass, déi si selwer kënne maachen, well se dofir d'Moyenen net hunn, mee dass dat eng politesch Qualifikatioun ass, déi misst vun der Regierung kommen. A wa se déi dann hätten, da kéinte se, conformément zu der Prospektregulatioun, dann dee Moment refuséieren, dee Prospekt do fräizeginn.

Dat ass u sech am Resümee, wat déi Motioun do seet. An, Här President, ech géif dann duerno nach eng Kéier, wann d'Intervenent geschwat hunn, nach eng Kéier dorobber agoen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci, Här Fayot.

Ech géif da froen, wien d'Wuert zu där Motioun wëllt ergräifen. Wannechgelift en Handzeechen. Jo, Jo, Dir hutt d'Wuert.

(Interruptions)

Den Här Patrick Goldschmidt huet d'Wuert.

Discussion générale et prise de position du Gouvernement

M. Patrick Goldschmidt (DP) | Merci, Här President. Et wäert Iech net iwwerraschen, mee eis Fraktioun, d'DP-Fraktioun, kann dës Motioun net matdroen.

Ech sinn natierlech och e bëssen iwwerrascht iwwert déi verschidde Consideranten, wéi zum Beispill, dass drasteet, dass d'iresch Zentralbank d'Approbatioun net renouveléiert huet. Dat ass aktuell net richtig, an dat weess och den Auteur vun dëser Motioun, well mer laang a breet an der Kommissioun doriwwer geschwat hunn.

Et ass esou, dass et EU-Regulatiounen gëtt iwwer Prospekter, déi hei ze emettéieren sinn. A wann do d'Reegelen erfëllt sinn, dann huet eng Autoritéit, an an deem Fall déi iresch Autoritéit, keen anere Choix, wéi de Prospekt unzuhuelen. Hei ass et awer esou, dass Israel – oder déi, déi déi Israel-Bonds wëllen emettéieren – decidéiert huet, fir vun Irland fir ee Joer fortzegoen an op Lëtzebuerg ze kommen. An do gëllen natierlech dann déi selwecht Reegelen. An dat hu mer do och esou festgehalen. A wann déi Reegelen all erfëllt sinn, dann huet d'CSSF och keng aner Méiglechkeet, wéi déi Israel-Bonds ze approvéeieren.

Natierlech op Drock vun ëmmer deene selwechte vum lénke Bord – dat ass gottseidank eng Minoritéit, manner wéi een Drëttel, dat freet mech nawell – ass natierlech och elo hei zu Lëtzebuerg d'Diskussioun opgaangen, dass elo de Staat dat soll refuséieren respektiv d'Regierung. An d'CSSF huet sech bal gezwongen, also an den Eck gedriwwen gefillt, fir dass d'Regierung géif gefrot ginn, wat se solle maachen, wat natierlech net de richtige Wee ass. Ech mengen, déi Qualifikatioun vun deene Crimen an deenen Akten, déi do geschitt sinn, ass am Moment amgaangen, analyséiert ze ginn. An dat ass u Geriichter, déi Decisiounen ze huelen.

Ech stellen och fest, dass op där enger Säit Israel, ech géif soen, 9 %, 10 % vu sengem PIB muss erbréngen fir Militärzwecker. Si géife mat Sécherheet léiwere do a Fridde liewen. De Gros vun deene Ressourcen, déi 9 %, 10 %, kréie se aus Amerika. An och um amerikanesche Kontinent gëtt et Bonds, déi emittéiert ginn.

A schlussendlech kann ech soen: Dat Positiivt un där ganzer Saach ass, et brauch keen do vun Iech mat ze souscrivéieren. An de Staat brauch effektiv hei och keen Cent bäizeleeën.

Dofir, ech – an eis Fraktioun, d'DP-Fraktioun – kann déi hei Motioun net matdroen a géif Iech bidden, déi net unzuhuelen.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci dem Här Goldschmidt. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Ech weess elo net méi, wou ech soll ufänken no deem doten.

(Interruption par M. Patrick Goldschmidt)

Jo, Här Goldschmidt, also, et geet jo grad dorëm, dass d'CSSF ..., wou mer jo elo en long et en large souwuel vum Ausseminister – elo net haut, mee an där Kommissiounssëtzung –, wéi och vum Finanzminister, wéi och vum Premierminister gesot kritt hunn, et wär eng onofhängeg Instanz an et kéint keen hinnen draschwätzen. Dass Dir elo heihi kommt a sot, et wier op Drock vum lénke Bord, dass d'CSSF sech genéidegt gespuert hätt ze soen, et wier un der Regierung, eng Decisioun ze huelen. Ech weess net, fir wien dat vläicht awer eng Beleideigung ass, fir ze mengen, dass eng Instanz wéi d'CSSF ...

M. Patrick Goldschmidt (DP) | Wien huet virun der CSSF manifestéiert a sech derniewent behollt hei aus dem Haus?

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Här Goldschmidt, ech weess net, wien Dir elo mengt. Ech hunn nach net virun dem Siège vun der CSSF manifestéiert. Ech mengen, ech hu mech och do nach ni derniewent

behollt. Ech weess och net, ob Dir mech elo mengt oder wien Dir mengt. An ech fannen, mir hunn hei eng Motioun. Ech hunn elo gemengt, mam lénke Bord géengt Der d'Motioun mengen. Wann der elo aner Leit mengt, dann nennt se vläicht mam Numm. Da kënne mer vläicht méi oppen doriwwer schwätzen.

Fait ass, mir haten eng ganz gutt Diskussioun mat der CSSF an där Kommissiounssëtzung. Mir kruten och duerno den Avis juridique – oder e Resümee vum Avis juridique, op dee se sech baséiert hunn, fir déi Decisioun ze huelen. An dorausser geet genau dat ervir, wat den Här Fayot virdru gesot huet, wat och hei an där Motioun drasteet. Dat ass, dass et effektiv net un hinnen ass, dat ze appreciéieren, mee dass, wa mer en nationale Sanktiounskader hätten, wéi deen, dee mer jo elo gären hätten, oder wann d'Lëtzebuerger Regierung géng eng Prise de position huelen a géng soen, dass et Crimes contre l'humanité an deem heite Fall gi wären, si da kéinten eng aner Decisioun huelen. An et ass dorëms, wou et geet. Et ass dat, wat mer froen.

An da sinn ech awer ganz bëssen iwwerrascht, well mer elo viru fénnef Minutten eng Motioun hei ugeholl hunn, wou genau dat och ënnerstrach gëtt, dass dee Virwurf do ganz ferm am Raum steet. Dofir hunn ech dat jo virdrun och virgelies. Jo, am Raum steet, et kënne hei ... Wat den Hamas ubelaangt, huet d'Majoritéit Human Rights Watch ernimmt. Wat Israel ubelaangt, gëtt d'UNO ernimmt, gëtt d'Commission d'enquête internationale indépendante ernimmt. Et gëtt eng ganz Rei vun Organisatiounen, déi zur Konklusioun komm sinn, dass d'internationalt Recht vusäit vun Israel gebrach ginn ass. Dat ass deen ee Punkt.

Deen zweete Punkt ass awer deen, ëm wat et hei geet. Wann Der op de Site gaange sidd vun den Israel-Bonds, dann ass do aktiv Reklamme gemaach gi mat dem aktuelle Konflikt, mat deem, wou mer elo eng Stonn laang driwwer geschwat hunn, an zwar mam Fait ... An ech weess net, ob Dir dat vläicht ... Den Ausseminister huet virdrun zu Recht gesot: „Et muss een déi zwou Säite vun der Medail kucken.“ Ech sinn do absolutt bei em. Et ass en onmoosseg Leed geschitt bei de Familien, wou Geisele geholl gi sinn, an et ass en onmoosseg Leed geschitt an der Gazasträif. An dat Leed an der Gazasträif, wat do geschitt ass déi lescht zwee Joer, dat ass geschitt duerch déi israellesch Regierung. Dat kann een net niéieren.

A wann een da Werbung mécht mat Bonds, fir ze soen: „Gitt eis Suen, fir dass mir dat, wat mir do amgaange sinn, an der Gazasträif ze maachen, kënne weiderfinanzéieren!“, dann ass dat e Problem. An dann hu mir als Finanzplaz eng ganz grouss Responsabilitéit, ob mir dat mat supporten op eng gewëssen Aart a Weis, och wa mer direkt Suen erastiechen, oder ob mer dat net maachen.

Dofir, d'Regierung ass natierlech hei gefrot. Dohier kënnt déi doten Demande. An dat war eeben och d'Konklusioun vun deenen Diskussiounen an der Kommissioun. Mir ënnerstëtzen dat.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. Dann huet den Här Wagner sech d'Wuert gefrot.

Une voix | An den Här Keup.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | An den Här Keup.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci villmools, Här President. D'Madamm Tanson huet dat ganz gutt

resümiert. Den Här Goldschmidt huet justement gesot, datt dat jo och vill an den USA gemaach gëtt, an dat stëmmt. Et gëtt offe geworben, a Stied, a Counties, a Staaten, ech mengen, Florida an esou weider, wou gewësse Politiker, am Prinzipp ëmmer vum selwechte Bord – net deem lénken, mee deem ganz rietsen, Republikaner, souguer éischer MAGA; et kann een doraus schlussfolgern, wat ee wëll –, justement ganz offe soen: „Hei, mir wëllen déi Obligatiounen erausginn, fir Israel an hirem Krich ze ënnerstëtzen.“ Et sinn natierlech och vill Géigemanifestatiounen an den USA dogéint, déi vläicht elo an der Tëschenzäit verbuede ginn, mee dat ass eng aner Saach.

Ech mengen, d'CSSF ass u sech Demandeur. An d'CSSF war – an ech kann dat verstoen – an enger komplizierter Situatioun, well u sech näischt esou richtig gereegelt war, wéi ee misst virgoen. An dat huet jo och déi iresch Zentralbank gesot. Also déi ganz Debat ass et tatsächlech esou gaangen, datt ... Et spiert een dat. Also ech hu mer dee ganze Procès-verbal vun där Finanzkommissioun do ugelies, ugedoen. An et ass ganz interessant, datt och souguer de President vun der irescher Zentralbank seet, dat spiert een: „J'aimerais bien, mais j'peux point“, esou e bëssen, well et déi dräi Krittere gëtt.

Mee duerno gëtt et den Droit international. Jo, mee wéi geet dat? Well hei ass och d'Praxis vun der CSSF, datt se net allkéiers der Regierung urufft, fir ze froen, wat mer maachen an esou weider. Dat kann ech novollzéien. Bon, ech mengen, si hunn awer verstanen, datt do e Problem ass. An de Problem ass jo deem, datt eeben en Droit international existéiert an datt de Staat dofir verantwortel ass, mee dat aner Komponente vum Staat, ënner anerem dann an deem Fall ... Do ass d'Doxa och ganz kloer, mengen ech, international gesinn, datt eng Komponent vum Staat, ob onofhängeg oder net onofhängeg, awer och als Staat mat verstane gëtt an datt, wann d'CSSF u sech eng falsch Decisioun par rapport zum Droit international géif huelen, de Staat Lëtzebuerg duerno kéint gefaange ginn. An dat, wat d'CSSF freet, dat ass: „Hei, hëlleft eis!“ An do muss d'Regierung kënnen agéieren.

An do misst ee sech d'ailleurs och iwwerleeën, wéi ee kéint e System applizéieren, deem der CSSF dat kéint erméiglechen. Well natierlech kéint dat och de Fall sinn net just fir Israel, mee aner Staate kéinte jo och beträff sinn, fir dann eeben – fir de Jargon vun der CSSF ze benotzen – „compliant“ ze si mam Völkerrecht.

Dat heescht, ech mengen, déi Demande kënnt net just vun engem Drëtter vun der Chamber, se kënnt och vun der Direktioun vun der CSSF selwer, déi ganz respektabel ass, mengen ech och.

Merci.

(Interruption par M. Marc Baum)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. Dann huet den Här Keup d'Wuert, an duerno den Här Zeimet.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President.

(Interruption par M. Xavier Bettel)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | A, entschëllegt.

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Et wier net onwichtig, wann ech just de Leit vläicht awer soen, wat am Bréif vun der CSSF draeste. Well ech hunn dee Bréif kritt. Ech weess, dass och eng Demande komm ass vun der Madamm Tanson fir den Accès aux documents. Ech weess net, ob se e scho gesinn huet oder net. Mee op

jidde Fall, ech hunn dee Bréif net ze verstopen. Ech hunn normalerweis ëmmer ... De Secret vun der Correspondance ass ëmmer delikat, fir kënnen ... Mee just, wat d'CSSF an deem Bréif awer seet, well hei gëtt gesot: „Wa mer déi Qualifikatioun ginn, da geet et duer.“

De Bréif vun der CSSF seet: „Conformément au droit européen et luxembourgeois applicable en la matière, la CSSF ne peut refuser d'approuver un prospectus que dans trois cas précis : (1) si celui-ci ne satisfait pas aux dispositions susvisées (plus précisément, selon ces dispositions, les informations figurant dans le prospectus doivent être complètes, cohérentes et compréhensibles)“, ass hei net de Fall, „(2) dans le cadre de l'application de sanctions prises par l'UE et visant l'émetteur“, ass hei net de Fall, „(3) si des mesures restrictives concernant l'émetteur sont prises en droit luxembourgeois, conformément au droit de l'UE. En l'espèce, à notre connaissance, aucun de ces trois cas ne trouve à s'appliquer.“

Just fir Iech dat ze soen. Ech wollt déi Informatioun awer vläicht hei der Chamber matdeelen.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. Madamm Tanson, Dir kritt herno an där zweeter Ronn d'Wuert. Den Här Keup an dann den Här Zeimet.

M. Fred Keup (ADR) | Merci. Merci, Här President. Ech weess net, wivill Ronnen elo nach kommen. Ech hat geduecht, et wier eng Ronn. Mee ech wollt hei op jidde Fall awer trotzdeem och Merci soe fir dat, wat den Här Ausseminister elo gesot huet, wou en an eisen Ae ganz Recht huet, genausou wéi den Här Goldschmidt virdrun et exzellent gesot huet a ganz Recht huet. An en huet ganz richtig gesot, dass hei Leit sinn, déi d'CSSF ënner Drock setzen, an dass dat am Fong eppes ass, wat net geet.

An da wëll ech nach eppes soen, wat awer och interessant ass, wann een da mol hei kuckt. Mir schwätzen dann iwwert d'Consideranten, mee kommt, mir kucke mol, wat hei steet am Invite zum Schluss. Do steet dann: „qualifier les actes du Gouvernement israélien et des forces de défense d'Israël commis durant la guerre de Gaza comme crimes de guerre et crimes contre l'humanité“. Also, les actes du Gouvernement et de l'armée, dat heescht, all hir Akten, déi si do gemaach hunn, sollen also gewiescht si „contre l'humanité“ oder „crimes de guerre“.

Ech wëll awer drun erënneren, dass si, an dat mengen ech ganz legitimmerweis, hu misse reagéieren deemools op déi Situatioun vum 7. Oktober an dass déi Reaktioun a priori ganz sécher net – ganz sécher net! – e Crime de guerre war an och ganz sécher net e Crime contre l'humanité war. Ech wëll och net ausschléissen, wéi an all Krich, dass et op ville Säiten och natierlech zu Crimé kënnt, ganz sécher. Dat gesi mer an all Krich. Dat wäert och hei de Fall sinn. Mee am grouse Ganzen huet hei Israel eppes ugefaangen, eng Aktioun am Ufank, déi ganz kloer legitim war. Duerno kann een driwwer diskutéieren, well et si sécher Saache geschitt, déi net richtig sinn.

An et muss een och soen, dass et, wéi ech virdrun och sot, an Israel Gerichter gëtt an dass et an Israel och Gerichter gëtt, déi net zécken, fir Militäraktiounen ze condemnéieren an och Offizéier an Zaldoten ze condemnéieren. An dofir géif ech et net gutt fannen, wa mir elo hei géife soen, dass déi ganz Aktioun vun der israellescher Regierung, an där Situatioun, wou si waren, de 7. Oktober, elo e Crime contre l'humanité an e Crime de guerre wier, well dat stëmmt doudsécher net. An dofir kënne mer dat hei natierlech net matstëmmen.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Dann huet de Laurent Zeimet d'Wuert.

M. Laurent Zeimet (CSV) | Merci, Här President. Op d'Gefor hin, datt ech vläicht erëm schlecht héieren hätt oder schlecht verstanen hätt, mee contrairement zur Madamm Tanson si mir eeben net der Meinung, datt d'Leed an der Gazasträif aleng d'Schold vun der israellescher Regierung wier. Et ass virun allem och d'Schold vum Hamas, deem dat Ganzt ausgeléist huet, deem déi eege Populatioun als Geisel geholl huet. Mee mir kënnen eis Rieden nach eng Kéier halen, mee op deem Punkt si mer eis eeben dann einfach net eens.

(Interruption par Mme Sam Tanson)

A relevant ass, Madamm Tanson ... Ech hu jo awer och d'Recht, hei ze soen, wat ech denken, voilà, och wann Dir et gären als net relevant dirft qualifizéieren. Dat bréngt mech bei d'Qualifikatioun: Et läit net un der Lëtzeburger Regierung ze qualifizéieren, wat do elo geschitt ass a wien do wat da vläicht net am Respekt vum Völkerrecht gemaach huet. Et ass net un der Lëtzeburger Regierung, dat definitiv festzehalen. Dat wäert dann d'Zukunft weisen.

An dann nach: D'CSSF hält sech un dat geltend Recht. Ech mengen, dat ass dat, wat mer vun all Verwaltung nëmmen kënnen erwaarden. An an deem Sënn wäerte mer dës Motioun net matdroen.

M. Laurent Mosar (CSV) | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo, den Här Sven Clement an duerno d'Madamm Tanson.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Also haut sinn ech dann emol erëm eng Kéier houfreg drop, lénks vum Här Goldschmidt ze stoen, well dat, wat e virdrun do duergestallt huet ...

(Interruption)

Dat ass wierklech net schwéier, zumindest an där heite Fro definitiv net.

Ech stelle fest, datt an der Motioun bei de Consideranten eng Rëtsch Saachen drastinn, déi objektiv net richtig sinn. Dat hu mer an der Kommissioun laang a breet diskutéiert. An dat ass da scho problematesch, fir esou eng Motioun matzestëmmen. Do musse mer transparent an éierlech sinn. Et kann een net eppes matstëmmen, wou ee weess, datt et falsch ass, wann ee schonn ufänt.

(Interruption)

Dat ass deem ieweschte Punkt op der zweeter Säit vun Ärer Motioun, „que la Banque centrale d'Irlande n'a pas renouvelé l'approbation des obligations israéliennes en question sous la pression politique et sociétale irlandaise“. Mir kruten dat méi wéi eng Kéier gesot, an dat gouf och an der irlännescher Press méi wéi eng Kéier rapportéiert, datt et e fräiwëllege Retrait war, natierlech datt et Drock gouf, mee datt et net d'Banque centrale war, déi hei e Retrait gemaach huet vun enger Approbatioun, mee datt et e Retrait volontaire war vun den Israelien, fir eeben net d'Approbatioun hei ze froen. Et muss een awer do wierklech beim Detail bleiwen.

Ech kéint elo nach op aner Ongenauegkeeten an deenen anere Consideranten agoen. Ech loossen dat awer sinn, well u sech wollt ech mech méi op den Invite konzentréieren. Ech ginn dem Här Fayot an der Madamm Bofferding als Auteur vun der Motioun Recht, insofern datt ech selwer och e grouse Verdacht hunn, datt sech de Virwurf, deem hei gemaach gëtt, vun de Crimes de guerre a Crimes contre l'humanité vun der israellescher Regierung, well déi gëtt hei viséiert, net de Staat, mee d'Regierung,

substancéiere léisst virun engem internationale Geriicht. Ech hu ganz staark déi Vermutung.

Mee ech sinn awer net en internationaalt Geriicht, d'Chamber ass keen internationaalt Geriicht an och eis Regierung ass keen internationaalt Geriicht. A mir kënnen net de Statut de Rome ënnerschreien, wou mer soen: „Mir delegéieren dat un d'international Justiz“, an da gläichzäiteg eis zum Riichter maachen. Dat ass net kohärent. An dat ass och e Verstooss géint d'Gewaltentrennung am internationale Recht.

A genau dowéinsten wäerte mer eis och bei deem heiten enthalen, well et net un eis an och net un der Regierung ass, eppes ze qualifizéieren, wat ënnert dem Statut de Rome soll am internationale Recht jugéiert ginn. A soubal dat jugéiert ass, muss een natierlech all déi Konsequenzen huelen, déi sech doräuser erginn. An do sinn ech dann och definitiv net bei deenen, déi nach riets vum Här Goldschmidt stinn, derbäi, well déi si jo der Meinung, dass een zwar keng Sanktiounen soll huelen, da stëmme se awer dofir, dass ee Sanktiounen kann huelen, fir elo erëm ze soen, dass alles hei super a propper war an dass et sécher kee Crime gëtt. Also do mécht ee sech och zum Riichter. Dat wëll ech dann och net. Mir sollten hei op d'internationalaalt Recht vertrauen, an d'internationalaalt Recht wäert eis scho soen, wat herno dann d'Konsequenzen dovunner musse sinn. Op alle Fall maache mir eis hei net zum Riichter an dofir enthalte mir eis.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. D'Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, ech hu mer d'Wuert nach eng Kéier gefrot. Et deet mer leed, léif Kollegen a Kolleginnen. Dat ass, well ech awer e kleng prozedurale Problem hunn. Ech hunn eng Demande d'accès aux documents gemaach, fir dee Bréif ze kréien, deen den Här Bettel elo hei zitëiert huet. Dee Bréif hunn ech net. Jo, a wann ech e kritt hätt, sou wéi ech jo weess, wéi dës Regierung mat deenen Dokumenter ëmgeet, déi mer ufroen, dann hätt ech en och erëm esou kritt wéi all déi aner Dokumenter, dann hätt ech e kënnen op der Hand ofschreiwen an ech hätt näischt driwwer dierfe soen, ausser ech géing dann heino enger Sanktioun exposéiert ginn, wann ech géing aus deem Bréif zitëieren.

(Interruption)

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, an Dir zitëiert do raus.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Duerfir ... Jo, mee Dir kommt heihinner, Dir zitëiert aus dem Bréif, dee mer net hunn an deen och net deem entsprécht, wat dann an deem Avis juridique steet, dee mer vun der CSSF kruten a wou drasteet, an duerfir baséiere mer eis och dorobber: „La CSSF devrait adresser une lettre au Gouvernement, afin de lui demander si l'État luxembourgeois prendrait officiellement position sous une quelconque convention dans ce contexte. En effet, si tel était le cas, le Gouvernement devrait porter une telle position/appréciation/opinion à la CSSF afin que la CSSF puisse en tenir compte dans l'exercice limité et indépendant de ses compétences“. Duerfir, erlaabt mer awer, dat ze recadréieren, well dat ass déi Informatioun, déi mir hunn. Déi aner Informatioun liest Dir eis elo hei vir. Ech wier wierklech frou, wa mer dee Bréif dann effektiv géifen och zäitno kréien.

An da just nach eppes zum Här Zeimet, well e mech nommement ernimmt huet, firwat ech gesot hunn, et wier net relevant. Et ass net net relevant, wat Der sot, mee et ass net relevant, wat den Ausléiser war. D'Appreciatioun ...

(Interruption)

Nee, nee, entschëllegt, d'Appreciatioun vum Crime contre l'humanité, vum Crime de guerre, déi mécht sech u vill vun deenen Developpementer. Do gëtt natierlech gekuckt, wat den Ausléiser war, mee do gëtt awer net herno gesot: „Et ass kee Crime de guerre, well den Ausléiser dat an dat war.“ An duerfir ass et absolutt wichteg ze kucken, wéi déi ganz Evolutioun weidergaangen ass, an et ass net just den Élement déclencheur, deen dat kann ausmaachen, well soss wäere mer net an där Situatioun, déi Der selwer an Ärer Motioun ënnersträicht.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Här Ausseminister, Dir kritt d'Wuert direkt. Mee ech géif elo am Moment dem Auteur vun der Motioun d'Wuert ginn, an da kënnt Dir herno selbstverständlech nach reagéieren, well Dir jo invitéiert gitt.

M. Franz Fayot (LSAP), auteur | Merci, Här President. Ech géif wierklech gären och all den Intervenante Merci soen, déi hei elo zu dëser Motioun geschwat hunn. De fundamentale Problem mat deenen Israel-Bonds ass effektiv gutt resuméiert gi vum Sam Tanson. Dat ass u sech, dass eis Finanzplaz an och eise Regulateur u sech benotzt gi sinn, fir hei eng Offre publique ze maache vu Bonds, vu Scholdverschreien, déi effektiv offe promovéiert goufen als eng Source de financement vun deem Krich, deen Israel gefouert huet an der Gazasträif, an och vun der Occupation vun den Territoires occupés, an der Koloniséierung vun deenen Territoires occupés. An dat ass dat, wat natierlech zudéifst problematesch ass mat dëser Emissioun.

An dat ass och de Grond fir deen Drock, deen an Irland iwwer vill Méint eraus dozou gefouert huet, dass Israel effektiv schlussendlech decidéiert huet, dës Emissioun op Lëtzebuerg ze verlagere, wéi et dat ka maachen de maniere temporaire ënnert der Prospectusreglementatioun.

Et ass richtig, an ech sinn och ganz prett, deen Tired dann zeréckzezielen oder ofzeänneren, dass e vläicht effektiv juristesche net ganz richtig ass. E war, mengen ech, esou gemënt ze soen, dass déi iresche Zentralbank wuel signaléiert huet, dass hei, dass an Irland net méi d'Bereetschaft do wär, fir dee Prospekt do weider ze hebergéieren, an doropshin effektiv Israel decidéiert huet, dat dann op Lëtzebuerg ze verlagere. Wéi genee dat geschitt ass, dat wësse mer net, mee dat war de Résultat des courses. Dat kann ee sécher ëmänneren. Wann et nëmme dorunner hânt, sinn ech och ganz prett, deen Tired do ofzeänneren.

Wat awer de sprangende Punkt ass an där ganzer Geschicht, an dat war och d'Diskussioun, déi mer hate mat der CSSF de 15. September an der Kommissioun, dat ass am Fond ze wëssen, ënner wéleche Basen d'CSSF dat heiten hätt kënnen refuséieren. Do sinn déi dräi Grënn, déi Der elo virgelies hutt, Här Ausseminister, an deem Bréif. Dat ass engersäits e Prospekt, deen net komplett ass, dat ass zweetens europäesch Sanktiounen oder drëtzens national Sanktiounen. Dat treëft net zou.

Mee wat awer och ganz kloer ass, an dat krute mer expressis verbis an där Reunioun do gesot an dat steet och an deem Avis vun der CSSF, dat ass, dass d'CSSF eis gesot huet duerch hire Generaldirekter, dass, wann d'Lëtzebuerger Regierung déi Qualifikatioun gemaach hätt vun engem Risque de génocide, vun engem Krichsverbrieche oder vu Verbrieche géint d'Mënschlechkeet, dann d'CSSF dee Prospekt do net approuvéiert hätt. Dat ass ganz kloer. An dat ass keng Gerichtsbarkeit, dat ass net d'Positioun vum Riichter hei anhuelen duerch d'CSSF, mee dat ass just einfach nëmme agesinn, dass d'CSSF, obwuel se

eng operationell Onofhängegkeet huet, trotzdem awer net am lofleere Raum operéiert.

D'CSSF ass eng Antenn, ass en Aarm vum Lëtzebuerger Staat. An de Lëtzebuerger Staat, deen huet Obligatiounen ënnert der Convention pour la prévention des génocides vun 1948. An et gëtt Avisen, et gëtt x Avisen vun der UNO-Kommissioun, vun enger ganzer Rei Organismen, déi soen, dass et sech hei ganz probabement ëm e Genozid handelt, op d'mannst ëm eng Preparatioun vun engem Genozid. Do si mer an der Pflicht als Staat, fir alles dogéint ze maachen, dass dat net geschitt, an insbesonnesch als Finanzplaz ze verhéieren, dass hei Obligatiounen opgeluecht ginn, déi esou e Krich ganz kloer erweisen erméiglechen.

Dat ass de Punkt, ëm deen et hei geet. An do si mer an enger Obligatioun. Dat huet näischt domat ze dinn, hei Riichter ze spillen. Dat huet einfach domat ze dinn, dass mer déi Pflicht hunn. An déi Determinatioun, dat ass net un der CSSF, déi ze maachen, et ass un der Regierung, fir déi ze maachen. An dofir huet d'CSSF och bei Iech, Här Ausseminister, an Ärem Ministère gefrot, fir doriwwer en Avis ze kréien, fir gesot ze kréien: „Wat geschitt hei? Qualifiéiert eis dat, wannechgelift? Sot eis, wannechgelift, wat Är Meinung dozou ass!“ An ech mengen, dass et effektiv un der Regierung ass, dat ze maachen, déi Qualifikatioun do ze maachen.

An nach eng Kéier, ech hunn dat éinescht scho gesot: D'Beweislag ass, mengen ech, relativ erdréckend. Do muss ech sech net als Cour internationale de justice nei erfannen, fir dat ze nennen a fir dat ze soen. A wann Der dat gemaach hätt, wann d'Regierung dat gemaach hätt, da wär dee Prospekt hei net vu Lëtzebuerg approuvéiert ginn.

Ech hoffen, dass mer eis kënnen ... Bon, ech weess, dass dat net geschitt, well d'Majoritéit sech jo deklaréiert huet. Mee voilà, dat ass den Objet vun dëser Motioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och dem Här Fayot. An den Här Ausseminister, de Xavier Bettel, huet d'Wuert.

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Merci, Här President. Ech si fir Transparenz an ech hunn hei näischt ze verstoppen. Ech widerhuelen: D'CSSF huet eis net au préalable consultéiert. Si huet en Avis geschéckt. An den Dag, ier se an d'Kommissioun komm sinn, den Dag selwer, wou se an d'Kommissioun komm sinn, hu se mir e Bréif geschéckt. An ech liesen elo de Bréif einfach vir. En ass net laang, mee dann ass dat transparent. D'Madamm Tanson huet et gefrot. Ech weess, et ass elo nach net geschitt gewiescht. Sorry, mee ech fannen, en toute transparence gëtt dat dann eeben elo esou gemaach.

„Monsieur le Vice-Premier ministre, nous nous référons à l'approbation de la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) du prospectus pour l'émission d'obligations d'État par l'État d'Israël en date du 1^{er} septembre 2025. Conformément au droit européen et luxembourgeois applicable en la matière, la CSSF ne peut refuser d'approuver un prospectus que dans trois cas précis : (1) si celui-ci ne satisfait pas aux dispositions susvisées (plus précisément, selon ces dispositions, les informations figurant dans le prospectus doivent être complètes, cohérentes et compréhensibles) ; (2) dans le cadre de l'application de sanctions prises par l'UE et visant l'émetteur ; et (3) si des mesures restrictives concernant l'émetteur sont prises en droit luxembourgeois, conformément

au droit de l'UE. En l'espèce, à notre connaissance, aucun de ces trois cas ne trouve à s'appliquer. De plus, en ce qui concerne, le cas échéant, l'applicabilité éventuelle ou future de conventions ou traités internationaux, la CSSF n'a ni les moyens ni les compétences pour apprécier l'applicabilité de telles conventions ou traités internationaux à une situation spécifique, plus particulièrement en l'espèce au regard de la situation actuelle dans la bande de Gaza. Toutefois, si le Ministère des Affaires étrangères ou le Gouvernement luxembourgeois venait à adopter une position officielle, ech soen net wat, „la CSSF, même si elle est un établissement public jouissant d'une indépendance opérationnelle, tiendrait évidemment compte d'une telle position officielle luxembourgeoise. Dès lors, nous vous saurions gré de nous tenir dûment informés d'une telle position si elle venait à être adoptée. Nous vous prions de croire, Monsieur le Vice-Premier ministre, en l'expression de nos salutations respectueuses.“

An d'Antwort ass, dass d'Lëtzebuerger Regierung tatsächlech eng Positioun ausgeschafft huet. Dat ass eng Reconnaissance vu Palästina tëschent deem Bréif, dee komm ass, an där Situatioun, déi elo do ass. Dat heescht, déi Lëtzebuerger Positioun vis-à-vis vu Gaza ass, dass mer och Palästina unerkannt hunn.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci, Här Ausseminister. Vu dass Der de Bréif jo virgelies hutt, ass et jo sécher kee Problem, dass d'Chamberpresidence en och iwwermëttelt kritt.

Da soen ech Iech Merci a mer géifen zum Vott iwwergoen.

Vote sur la motion

De Vott fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass ofgeschloss.

Mat Jo hunn 18 Deputéiert gestëmmt, mat Nee 40 bei 2 Abstentionen. D'Motioun ass domat ofgeleent. Merci.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding (par M. Ben Polidori), Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par Mme Francine Closener), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt (par Mme Stéphanie Weydert), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par Mme Octavie Modert), Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler (par Mme Françoise Kemp), Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt (par M. André Bauler), André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen (par M. Gusti Graas), Patrick Goldschmidt, Gusti Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement et Marc Goergen.

7. 8513 – Projet de loi modifiant :

1^o la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale ;

2^o la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

A mir géifen dann zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen, dem Projet de loi 8513. Dee Projet betrëfft d'Aféierung vun enger Lokalpolice a bréngt eng Rei vun Ännerungen um Policegesetz. An de Rapport ass den honorabelen Här Laurent Mosar.

Rapport de la Commission des Affaires intérieures

M. Laurent Mosar (CSV), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Innen- a Polizeiminister, mam Projet de loi 8513 gëtt also elo offiziell eng Unité de police locale an eiser Gesetzgebung agefouert, fir och d'Proximitéit vun der Policeaarbecht um Terrain méi no bei de Leit ze verstärken an och méi Gewicht op d'Preventiouns-aarbecht ze leeën.

Dës Approche ass eng vun de Prioritéiten aus dem Accord de coalition vun der aktueller Regierung. Esou steet an dësem Accord, an ech zitieren: „La proximité de la police avec les citoyens sera renforcée dans le but d'assurer un travail de prévention sur le terrain. Dans ce cadre, une unité de police locale sera constituée au sein du corps actuel de la Police grand-ducale, placée sous la direction du bourgmestre dans le cadre de ses missions d'ordre public (tranquillité publique, sécurité publique et salubrité publique).“

D'Ännerung, an dat hutt Der alleguete matkritt, am finalen Text par rapport zu där Ausso aus dem Koalitionsaccord ass dee Passage, datt d'Unité de police locale net ënnert der Autoritéit vun de Gemenge respektiv vun de Buergermeeschteren oder Schäfferéit wäert stoen.

Säit dem 1. Juli 2024 leeft an deenen zwou gréisste Stied hei am Land, an der Stad an zu Esch, dann och schonn e Pilotprojet fir dës Lokalpolizei. En éischte Bilan ass de Membere vun der Interieurskommission schonn an de leschte Woche presentéiert ginn. An deen ass a sech ganz positiv ausgefall: D'Policepresenz an d'Unzuel u Kontrolle si substanzuell an d'Luucht gaangen. Doduerch konnt e méi grouss Wäert op d'Proximitéitsaarbecht geluecht ginn, wat jo, wéi ech et virdru gesot hunn, ee vun den Haaptobjektiver vun der Police locale ass. Weiderhi konnten och d'Sécherheet fir d'Leit an d'Sécherheetsgefill vun de Leit verbessert ginn, soudatt eigentlech all implizéiert Acteuren e positiven Avis zu dësem Pilotprojet ginn hunn. E weideren, méi regionale Projet ass den 1. Juni am Kommissariat Museldall ugelaft. Mat dësem Text ass et dann och elo d'Zil, dës Unitéit gesetzlech ze verankeren.

Insgesamt gesi reit sech de Projet an de Prinzipp vun de „4P – personnel, présence, proximité et prévention“ an, deen och ëmmer erëm vun eise Innenminister Léon Gloden an Erënnerung geruff gëtt. Dir wësst, datt am aktuelle Policegesetz dës Proximitéit net figuréiert. Opgrond vun der erhéichter Kriminalitéit an deenen neien Defie bedéngt duerch den technologesche Fortschritt ass et der Regierung wichteg, méi Presenz um Terrain duerch d'Police ze errechen.

De leschten Audit vun der Inspection générale de la police weist och hei ganz kloer Defizitter: Duerch administrativ Aarbechten a wéint de villen Aarbechte bei Interventiounen bleift d'Presenz um Terrain an domat d'Preventiouns-aarbecht leider oft op der Streck. Dës Defizitter solle mat der Unité de police locale

behuewe ginn. D'Police soll méi visibel ginn, dat op strategesche Punkten, déi virdrun och mat deene respektive Gemenge festgehalen ginn.

Mat dësem Text soll och d'Organisation vun der Police verännert ginn. Sou solle méi Memberen aus dem ziville Kader vun der Police d'Méiglechkeet kréien, d'Qualitéit vum Officier de police judiciaire ze kréien. Dëst geschitt, well d'Demande fir Officiers de police judiciaire ëmmer méi grouss gëtt.

Wat elo d'Organisation vun dëser Police betrëfft, sou ginn d'Direction logistique an d'Direction technologies policières vun der Direction centrale ressources et compétences an d'Direction centrale stratégie et performance transferéiert. Duerch dës Demarche soll déi intern Planung verbessert ginn a se reit sech an déi dräi Piliere Personnel renforcé, Équipement moderne an Infrastructures modernes an. Zu gudder Lescht soll dann och nach d'Positioun vum Secrétaire général vun der Police gestärkt ginn, déi elo op den Niveau vum Directeur central vun der Police gehuewe gëtt.

A punkto Avisen hat de Staatsrot a sengem éischten Avis eng Opposition formelle formuléiert. Dës konnt awer an der Suite vun engem Amendement am Avis complémentaire opgehuewe ginn. De Staatsrot huet doriwwer eraus nach begreist, datt d'Unité de police locale net méi, wéi initial geplangt, ënnert der Autorité communale steet.

De Syvicol dann approuvéiert och de Projet, allerdéngs mat e puer méi kritesche Remarken. De Syvicol freet méi kloer Krittäre fir d'Kreatioun vun enger Unité de police locale a bedauert, datt dës Kreatioun just op de Generaldirekter vun der Police zréckfällt. D'Gemenge misste méi an de Kreatiounsprozess mat implizéiert ginn. A weiderhi sollte fir den Daachverband vun de Gemengen och d'Aufgabe vun der Police locale méi kloer definéiert ginn.

De Parquet général huet en extreem positiven Avis zum Projet ofginn.

De Projet de loi ass den 18. Mäerz 2025 vum Innenminister Léon Gloden deposéiert ginn. De 27. Mäerz sinn ech als Rapporteur vun dësem Projet ernannt ginn. An d'Interieurskommission huet de Rapport de 16. Juli adoptéiert.

Dëse Projet, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ass e wichtige Schritt, fir d'Sécherheet vun de Bierger ze verbessern, souwuel déi objektiv wéi awer och déi subjektiv. Ech hoffen dofir och, datt dëse Projet de Mëtt op eng méiglechst grouss Zoustëmmung an dësem Haus wäert stoussen.

Ech soen Iech dann elo mol Merci als Rapporteur vun dësem Projet.

An ech dinn dann nach ganz schnell eng aner Kap un, nämlech déi vum mandatéierte Spriecher vun der CSV, fir dann awer och nach e puer Remarken zu dësem Projet ze soen.

Discussion générale

Fir d'éischt geet haut de Mëtte mat der Aféierung vun där Police locale eng laangjäreg Fuerderung vun der CSV an Erfüllung. Ech wëll och vläicht nach eng Kéier kuerz trotzdeem un den Historique vun deem Projet erënneren. Deen huet eigentlech säin Ursprung fonnt am leschte Gemengewalkampf, wéi mir och an der Stad gesinn hunn, datt mer awer déi Sécherheitsproblemer net méi alleguete sou kéinten an de Grëff kréien. Duerno ass déi Iddi vun der Lokalpolice souwuel an de Parteiprogramme vun de Kolleegen vun der DP wéi och bei eis erëmmert. A schlussendlech huet dann och dëse Projet säin Apport an dem Koalitionsprogramm kritt a gëtt dann och haut ëmgasat.

Ech wëll och direkt soen, datt op engem Punkt den initiale Projet net ëmgesat ginn ass – ech hunn et virdrun och schonn als Rapporteur gesot –, nämlech datt elo d'Kompetenz fir déi Police locale net, wéi ursprénglech am Text geplangt, bei déi kommunal Autoritéite kënnt, mee bei der Police bleift.

Ech mengen, dat ass eng richtig Decisioun, déi do geholl ginn ass. Déi Argumenter, déi och do vum Staatsrot komm sinn, déi sinn allichtend. A wann een och elo kuckt, wéi dat an der Praxis fonctionéiert, ass do eng ganz, ganz enk Zesummenaarbecht zwëschent de Gemengen an der Direktioun vun der Police, soudatt – op jidde Fall souwäit ech dat kann als Souter Responsabelen empfangen – dat eigentlech ganz gutt fonctionéiert, déi ganz enk Zesummenaarbecht.

Ech muss awer och haut ervirsträichen, wéi déi Police locale, besonnesch an deem leschte Walkampf, oft thematiséiert ginn ass. Do muss ech awer soen, datt do ganz vill Kritik komm ass géint d'Aféiere vun där Lokalpolice, besonnesch vu Parteien, déi elo hei an der Opposition sinn, déi eigentlech éischter ganz skeptesch do waren.

Duerfir sinn ech ëmsou méi frou, ganz besonnesch iwwert déi sozialistesche Kolleegen, awer och déi gréng Kolleegen, datt verschidde Gemengen, wou souwuel eis sozialistesche Kolleegen wéi och déi gréng Kolleegen an der Responsabilitéit sinn, zu deenen éischte Gemenge gehéieren, déi dann och elo dës Lokalpolice aféieren. Ech mengen, dat ass gutt. Si hunn also agesinn, datt dat eng ganz gutt Iddi wier. A si sinn eigentlech och elo an hire Gemenge frou, fir dovunner kënne ze profitéieren.

Ech wëll awer och nach eng Kéier hei op déi Wichtigkeet vun deenen Aufgabe vun där lokaler Police agoen. Ech hunn et viru gesot: Hei gëtt emol erëm de Proximitéitsgedanken an de Vierdergrond geréckelt. Duerch déi Proximitéitsaarbecht ass awer och vill méi eng grouss Reaktivitéit méiglech. Hei hu mer et och mat Polizisten ze sinn, déi a sech eng besser Kenntnis vum Terrain hunn. D'Preventioun gëtt och erëm hei an de Vierdergrond gestallt, och d'Zesummenaarbecht mat der lokaler Bevëlkerung, mat de lokalen Institutionen, awer och d'Reaktionsfäegkeet ass vill méi grouss. An dës lokal Police dréit och zu der sozialer Kohäsion an deenen eenzelne Gemenge bäi. Duerfir mengen ech wierklech, datt dat eng äusserst positiv Saach ass, déi mer de Mëtte wäerte stëmmen.

Elo huet déi Lokalpolice schonn an zwou grouss Gemenge fonctionéiert. Ech hunn et virdu gesot. Mir mierken och schonn, wann ech dann elo eng Kéier ganz kuerz dierf d'Kap vun der Stad hei undoen, awer eng Verbesserung um Terrain. Do geet et besser, och dank deene ville Patrullen, déi do an deene méi kriddelege Quartieren organiséiert ginn. Allerdéngs wëll ech dann awer och nach ganz kloer soen, datt weider muss an déi Police locale investéiert ginn, datt och nach zousätzlech Poliziste mussen bäikommen, fir déi Aarbecht do ze erfëllen.

Dat gesot, wëll ech hei awer och dem Inneminister Léon Gloden e ganz grouss Merci soen, deen et mat engem ganz groussen Engagement fäerdegbruecht huet, dësse Projet bis heihinner ze bréngen, soudatt mer en och de Mëtte kënne stëmmen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dës ass e gudden Dag fir d'Lëtzebuergesch Police. Déi kritt eng zousätzlech Unitéit bäi. Et ass awer och e gudden Dag fir eis Bierger dobassen, deenen hiert Sécherheetsgefill, souwuel dat subjektiv wéi dat objektiv, doduerch wäert verstärkt ginn.

An duerfir, Här President, wäerte mir och dësse Projet mat grousser Begeeschterung stëmmen. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och dem duebelen Här Mosar. An ech géif dann direkt d'Wuert weiderginn un déi zweet ageschriwwen Riednerin, d'Madamm Lydie Polfer.

(Brouhaha)

M. Michel Wolter (CSV) | Ech reege mech doriwwer op, dass ee fir e Projet vun där doter Envergure fënn Minutte Riedezäit huet mat 21 Deputéierten. Doriwwer reegen ech mech op. A virdrun hu mer annerhalfe Stonn hei diskutéiert iwwer eng Motioun. Dat ass kee Problem.

(Interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Madamm Polfer, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydie Polfer (DP) | Merci. Heescht dat, datt ech méi wéi fënnf Minutte ka schwätzen?

(Hilarité)

Ech probéieren, mech drun ze halen.

Här President, léif Kolleegen a Kolleeginnen, ech mengen, de Rapporteur huet elo den technesche Volet vun dësem Gesetz scho ganz gutt explizéiert. Ech brauch deem also näischt bäizefügen.

Ech wëll just eeben op de Volet vun der Sécherheet agoen. Ech mengen, fir d'Sécherheet vu senger Bierger ze suergen an engem Rechtsstaat ass eng vun deene wichtigste Aufgaben vu all deenen Institutionen, déi dozou mussen bäidroen. Dat ass d'Justice, dat ass d'Armée, dat sinn d'sozial Institutionen an dat ass natierlech virun allem och d'Polizei. An dat ass eng vun deene wichtige an och ganz nobelen Aufgaben, fir de Leit ze erlaben, hiert Liewen a Fräiheet an onni Angscht kënne ze organiséieren, fir sech an hir Familljen.

Dës Gesetz bessert am Fong einfach d'Gesetz vun 2018 iwwert d'Organisation vun der Polizei no. Do war nämlech den Akzent virun allem gesat ginn op d'Interventioun, dat heescht, datt d'Police soll gutt opgestallt sinn, datt, wann eppes geschitt ass, se dann esou gutt an esou schnell wéi méiglech kéint sur place sinn. Dat ass och ganz gutt verständlech, mee de Volet Proximitéit, dat heescht, méi no beim Bierger ze sinn – dat, wat een an anere Sproochen „die Polizei, dein Freund und Helfer“ nennt –, ass e bësse verluer gaang.

An dat soll heimat, mat dësem Gesetz, awer virun allem mat deem Projet pilote, dee jo vum Juli d'leschte Joer un hei an der Stad an zu Esch fonctionéiert, nogebessert ginn. An dat ass gutt an dat ass richtig, well iwwert dat, wat mer an deem leschte Joer gemaach hunn, hu mer vun alle Säiten héieren, datt dat effektiv op d'Zoustëmmung vun de Leit, vun de Bierger a vun de Geschäftsleit, trëfft an datt och d'Police selwer dat matdréit.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

Et muss een awer och soen, an dat ass dee „Mee“, deen ech herno wäert soen: Dat hei ass e gudder Wee, et ass eng richtig Direktioun, mee et ass net onbedéngt eng Verstärkung vun der Polizei an dem numeresche Sënn. Well déi Leit, déi hei, d'Police locale, déi Unité de police locale, dat sinn déi normal Polizisten, déi an där Regioun schaffen an déi eeben ... Et ass net eng. Et sinn net ëmmer déi nämlech. Déi deele sech op an déi sinn – ech schwätzen elo hei vun der Stad Lëtzebuerg – zu e puer Patrullen ënnerwee vu moies 6.00 bis owes 22.00 Auer. Da kënnt Der Iech jo ausdenken, datt dat vill Leit brauch. Mee et ass, wéi gesot, wichteg an et gëtt wierklech gutt opgehall.

Ech wëll awer och ee Wuert derzou soen, den Här Mosar ass virdrun drop agaang, vu wou et hierkënn. An ech schwätzen, mengen ech, do am Numm vun all de Mengemammen a -pappen. Wann eppes net klappt, bei wie kommen d'Bierger sech bekleen? Net onbedéngt bei de Minister. An ech si frou fir hien, mee bei wie komme se?

(Hilarité)

Mee se komme bei de Buergermeeschter, se komme bei d'Gemengeleit a se soen: „Hei geet et net“, an: „Do ass eppes.“ Dat heescht, de Buergermeeschter, d'Gemengenautoritéite ginn als déi ugesinn, déi am Fong responsabel sinn, fir fir d'Sécherheet ze suergen. An ech kann et 100-mol, 1.000-mol gesot hunn, an de Käpp vun deenen allerméischte Leit ass dat awer nach ëmmer de Buergermeeschter, obscho mir näischt iwwert d'Organisation vun der Polizei ze soen hunn.

A mir haten – an den Här Mosar huet et gesot – an eise Parteiprogramme stoen, mir bräichten am Fong eng Police locale, well jiddweree gëtt jo midd doriwwer. An et ass net nëmme, datt ee midd gëtt, permanent Reproché gemaach ze kréien: „Hei an do geet et net“, an et kann ee selwer awer näischt maachen. Ech mengen, en normale Mënsch, dee gëtt domat frustréiert, mee virun allem ass en onglécklech, well en net kann hëllefen. An dofir hate mer effektiv dat an eise Parteiprogramme stoe vun enger Gemeengepolizei. Mir hunn dat och an de Koalitiounsverhandlungen esou verhandelt. Ech ginn elo net op all déi Avisen an, de Laurent Mosar huet se scho widderholl, de Conseil d'État an nach anerer, déi eng grondsätzlech Attitüd hu par rapport zu de Gemengenautoritéiten, wéi wann déi manner onofhängeg wiere wéi anerer.

Gutt, d'Haaptsaach ass, mir hunn dat also fale gelooss. Mee, an ech soen dat, wann d'Gemengenautoritéiten och net wierklech e Pouvoir de décision kruten, sou hu se awer en – esou géng ech dat emol nennen – Droit de concertation. Op alle Fall hei an der Stad gesinn ech – an net nëmme ech eleng, den éischte Schaffen ass och ëmmer do derbäi – all Woch d'Responsable vun der Polizei, wou mer dann dat uschwätzen, wat mir vun de Bierger gesot kruten, wou an op wéi enge Plazen dann nach an ëmmer nees Problemer sinn, a wou si ons och ganz kloer soen, wat se an där Woch virdu gemaach hunn.

Ech muss soen, ech sinn doriwwer frou, iwwert deen ..., ech nennen dat dann elo mol Droit de concertation. Dat klappt ganz gutt. Et ass also e richtige Wee, et ass e gudder Wee, an ech soen dem Minister Merci fir dat oppent Ouer effektiv, wat en huet fir iwwerhaupt déi Sécherheetssituatioun, déi mer hei hunn. An ech wëll awer elo net d'Kap vun Buergermeeschter undoen. Jiddweree kennt déi ganz speziell Situatioun, déi mer a verschidde Quartieren hunn an déi weess Gott net einfach ass, jo, déi wierklech schwierig ass. Wann ee bedenkt, datt, mengen ech, ronn 40 % vun der Kriminalitéit hei am Land sech effektiv hei an der Stad Lëtzebuerg ofspilt, da muss ee sech virstellen, wéi eng Responsabilitéit op ons all, deenen, déi do wëlle mathëllefen, fir datt et besser gëtt, läit.

Dofir merci, fir op dee Wee gaang ze sinn. Mee, an et gëtt wéi bei allem awer och e „Mee“, et ass e richtige Wee, e gudder Wee, mee e geet net duer. E geet beim beschte Wëllen net duer um Niveau vun der Presenz. Well de Minister huet op déi véier P-en insistéiert, an dat ass och ganz richtig. Dat ass Personal, dat ass Presenz, dat ass Proximitéit an dat ass Preventioun. Déi véier si richtig. An deen een, deen éischten dovun, d'Personal, jo, do muss nach nogeluecht ginn,

do muss ganz vill nogeluecht ginn. Dat ass net e Re-proche, dat ass au contraire en Encouragement, well ech weess, datt Dir wëllt weider op deem Wee goen.

Ech gi just eng Ziffer, fir ze weisen, wéi wäit et net duergeet. Hei an der Stad, an dat ass dee leschten Exempel, deen ech ginn, hu mir e bësse méi wéi 400 Leit, déi hei an der Stad do sinn a responsabel si fir d'Propretéit vun der Stad. Déi Leit, déi schaffen op enger Schicht. Mir hunn och – an déi Zuelen, déi sinn net esou kloer an déi wiesselen och heiansdo – esou eng 400, 420 Polizisten hei an der Stad, déi responsabel si fir d'Sécherheet. Déi Leit, déi schaffen awer ganz oft op dräi Schichten. Méi brauch ech net ze soen, well jiddweree ka sech dann ausrechnen, wéi een déi Zuel net nëmmen duerch dräi, mee duerch véier oder fënnef muss dividéieren, well och déi Leit si krank an och déi Leit hu Recht op hire Congé.

Dofir, hei ass dee richteg Wee, dee mer haut de Mëtten hei zesumme wëlle goen. Dat ass e gudder Wee. Dat ass e richteg Wee. Ech soe Merci. Mee mir mussen weidergoen, well um Niveau vum Personal, do hu mer nach e Wee, dee mer wëllen a kënnen zesumme maachen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Polfer. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Dan Biancalana. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, als LSAP ware mer am Ufank bei den initialen Diskussiounen, wéi d'Iddi vun der jëtzege Unité de police locale vum Inneminister presentéiert ginn ass, ganz kritesch a skeptesch. D'Virriedner sinn net ganz drop agaangen oder just zu engem Deel, se ware ganz selektiv. Also et stoung am Raum:

Éischstens, dass eng reegelrecht, dedéiert Gemenge-police sollt kommen.

Zweetens, dass de Buergermeeschter Weisungsgewalt iwwer se sollt kréien, dat heescht, dass de Buergermeeschter direkt op se kéint zréckgräifen, wou eiser Meinung no awer de Risk, fir iwwert d'Zil erauszuschéissen, hätt kënnen bestoen.

Drëttens, dass de Buergermeeschter och ërem d'Qualitéit vum Officier de police judiciaire sollt kréien, déi e schonn emol hat, wou mer aus Réckmeldungen aus dem Gemengesecteur wëssen, dass ganz vill Buergermeeschtere sech do effektiv net onbedéngt wuel gespuert hunn.

A véiertens, dass d'Gemenge sech finanziell sollten un der Gemengepolice bedeelegen, wat mat sech bruecht hätt, dass finanziell besser betuucht Gemenge sech eventuell méi Polizisten hätte kënnen leeschten, wat an de Gemenge selwer, awer och wat d'Sécherheetslag ugeet, zu engem Desequilibrium hätt kënnen féieren.

Näischt vun deem, wat ech bis elo opgezielt hunn, ass agefuer. Dat ass och gudd esou. An dofir och merci dem Här Inneminister, dass deen heite Projet de loi an dëser Mouture op de Wee gaangen ass.

A wéi gesot, Här Mosar, et ass och dowéinst, well effektiv déi initial Iddien, déi am Raum stoungen, net méi do sinn, dass mer dësse Projet och matdroen. D'Pilotprojeten, déi an der Stad Lëtzebuerg an zu Esch d'lescht Joer ugaange sinn, och elo am Museldall, bezéiungswies wou och aner Gemengen interesséiert sinn, kruten an hirer Ausrichtung eng aner Nues. An de Projet de loi, deen hei virläit, dréit deem Rechnung, an de Rapporteur ass drop agaangen.

De Projet de loi dréit awer och dem Audit iwwert d'Reorganisation territoriale vun der Police Rechnung, deen och vun der Inspection générale de la police ënnert der viregter Regierung an d'Weeër geleet gouf, dee gemaach gouf, a wou effektiv och bei Gespréicher mat ganz, ganz ville Buergermeeschteren, am Prolongement och vun der Police-reform vum Joer 2018, d'Buergermeeschtere sech majoritär weeder mat der Weisungsgewalt nach mat der Funktioun vum Officier de police judiciaire ërem konnten ufrënnen. An änlech Téin fënnt een och am Avis vum Syvicol. Deementspriedend ass et, fannen ech, ganz positiv, dass d'Echoen aus dem gesamte Gemengesecteur largement Gehéier fonnt hunn. Dat ass, wéi gesot, ganz positiv.

D'Prevention an d'Proximité si ganz wichteg Elementer bei an och an der Policearbecht an och virun allem fir d'Bierger. A si ginn elo weider ausgebaut mat dësem Projet, mat méi Presenz a mat och neien Initiativen. Och dat ass begrëssenswäert. D'Police als Uspriechspartner am direkte Kontakt mat dem Bierger, dat droe mer als LSAP mat.

An et fënnt ee jo och hei am Fong den Esprit vun der grousser Reform vum Joer 1999 mat der Fusioun vu Gendarmerie a Police ërem, wou och d'Afëiere vum Communitypolicing komm ass mam Commissariat de proximité, mam Commissariat d'intervention. Deen Esprit fënnt een hei am Gesetz ërem.

An d'effentlech Sécherheet, wéi gesot, soll an effentlecher Hand sinn a bleiwen. An dofir si mir och méi en faveur vun enger lokaler Police wéi vu private Sécherheetsfirmen.

D'Realitéiten um Terrain gesinn a punkto Sécherheet, a punkto Sécherheetslag an de Gemenge sécherlech och ganz anescht aus. Et kann een also och net elo hei generaliséiere mam Akraafttriede vun dësem Gesetz, datt an all Gemeng elo eng Gemengepolice respektiv eng Unité locale de police gebraucht gëtt. Et muss jo och am Virfeld eng Analys gemaach gi mat enger ganzer Rei Krittären.

An duerch de Pilotprojet, et ass hei ugeklungen, schéngt vereenzelt dat objektiv a subjektiv Sécherheetsgefill geklommen ze sinn. Et bleift nach ëmmer schwierig, et richteg ze erfassen. Dat muss een awer och, mengen ech, ganz kloer hei soen. Preventiv um Terrain sinn an de Leit e Sécherheetsgefill zréckbréngen ass e positiven Usaz, mee d'Sécherheetsgefill ass a bleift volatil a variéiert vun enger Persoun zu där anerer en fonction vum hirer Erfahrung an och hiren Erlebnisse.

Méi Presenz a méi Sécherheet heescht awer och méi Iwwerwaachung. Och dorobber sollt een e kritescht An halen.

Generell bleift awer och ze soen, datt an der Aktioun vun der Police och d'Repressioun ass. Mee déi eleng geet net duer. Doduerch léise sech och net d'Problemer an eiser Gesellschaft. Mir brauchen och verstärkt preventiv Mesuren an och verstärkt sozial Mesuren. Béid gräifen also aneneen.

Als LSAP sti mer also hannert der Proximité tëscht Bierger a Police. An et gouf jo och schonn en Usaz mat der Kompetenzerweiderung vun den Agents municipaux am Joer 2023. Mat hirer Kompetenzerweiderung gouf och d'Méiglechkeet vun engem lokale Service de proximité geschaf.

An enker Zesummenaarbecht, wéi gesot, tëscht Gemengen a Staat, tëscht dem Buergermeeschter, der Gemeng an och der Police steet also näischt méi am Wee, sech weider kënnen ze concertéieren.

Ech wëll just nach zwee Punkten ervirhiewen zum Schluss. De proposéierten Text gesäit vir, datt de

Generaldirekter, an et ass och scho virduen ugeklungen, vun der Police als eenzeg de Pouvoir huet, eng lokal Unitéit vun der Police ze accordéieren. De Syvicol bemängelt, datt hien aleng d'Entscheidung kann huelen. Dat bemängelt mer och als LSAP. Et ass jo schlusslech den Territoire vun der Gemeng selwer, wou d'Gemeng awer soll kënnen mat en aktive Rôle spillen an Initiativen huelen. Dat ass awer hei elo am Projet de loi net onbedéngt virgesinn. Am Projet de loi iwwert d'Videosurveillance, do ass et ganz kloer virgesinn. Et schéngt mer also, dass deemno dee Gremium, de Comité de prévention local, verstärkt eng Roll hei soll kënnen spillen. Wann net do, wou soss? Och grad am Kader vun der Analys a vun der Auswertung. D'Gemeng muss also ganz kloer hei matagebonne ginn.

An zweetens: Zum agesaten Dispositif, do kritt een am Fong ënnerschiddlech Réckmeldungen. An d'Madamm Polfer ass och eng Kéier virduen kuerz drop agaangen. Sinn elo déi Polizisten am Projet pilote respektiv och fir déi nächst Unitéiten, déi kommen, aus dem besteeënden Dispositif vum Commissariat oder gëtt et fir eng Unité de police locale extra zousätzlech Polizisten, déi dohin affektéiert ginn, fir och nach deenen anereren Aufgaben, déi d'Police am Alldag huet, kënnen nozegoen a fir dass déi och net ze kuerz kommen?

Mir stëmmen als LSAP dësse Projet mat. Et ass de richteg Wee. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Biancalana. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Tom Weidig. Här Weidig, Dir hutt d'Wuert.

M. Tom Weidig (ADR) | Merci, Här President. Mir begrëssen ausdrécklech d'Iddi vun der lokaler Police. De Gesetzesprojet huet zum Zil, d'Police méi no bei d'Bierger ze bréngen duerch eng sichtbar a reegelméisseg Presenz op der Strooss an de Quartiere vun eise gréissere Stied.

D'Pilotprojeten an der Stad Lëtzebuerg an och zu Esch-Uelzecht hu gewisen, datt d'Sécherheet an d'Sécherheetsgefill sech verbessere kënnen an datt kleng Verbrechen zréckgaange sinn. Dat ass eng gudd Saach.

D'Lokalpolizei kann och als sozialen Acteur handeln a bei Spannungen, zum Beispill tëscht Jonken, méi séier intervenéieren an och Situatiounen klären an deseskaléieren. Dëst erlaabt eng méi aktiv Prevention amplaz enger spéiderer Repressioun.

Et ass och gudd, datt d'Koordinatioun zwëscht der lokaler Police an de Gemengen am Gesetz explizit drasteet. Et si reegelméisseg Briefings geplangt, wat der Polizei zousätzleche Feedback an Hëllef ka ginn. Sou wäit, sou gudd.

Mee da liesen ech awer och Folgendes am Koalitionsaccord vun dëser Regierung: „Une unité de police locale sera constituée au sein du corps actuel de la PGD“, an elo kënt et, „sur laquelle le bourgmestre aura un pouvoir de direction dans le cadre de ses missions d'ordre public (tranquillité publique, sécurité publique et salubrité publique).“

Eng absolutt sënnvoll Iddi. D'Gemengepolitiker si gewielt gi vun de Bierger aus hirer Gemeng. Si kennen hir Gemeng am beschten. D'Leit komme bei si, wann et Problemer gëtt. Duerfir ass eng Weisungsbefugnis vum Buergermeeschter absolutt sënnvoll. An dat gëtt et och am Ausland.

Mee virun allem ginn och de Buergermeeschter a säi Schäfferot responsabiliséiert. De Buergermeeschter kann nämlech elo ofgestrooft gi vu senger Wieler,

wann e sech no der Meenung vu senge Bierger net genuch ëm dat këmmert, wat all Bierger am Fong wëll: eng sécher Stad, eng Stad ouni Kaméidi a Gebrëlls, eng propper Stad, eng Stad, wou net einfach aggressiv an alkoholiséiert Gruppen erëmhängen an den ëffentleche Raum kontrolléieren.

A genau duerfir ass menger Meenung no de Pouvoir de direction net an d'Gesetz komm, well d'Buergermeeschtere vun de grouse Gemengen hei zu Lëtzebuerg eeben net hir politesch Responsabilitéit iwwerhuele wëlle fir dat, wat an hirer Stad passéiert.

Zum Beispill d'Stad Lëtzebuerg. D'Kriminalitéit gëtt ëmmer méi schlëmm. D'Zoustänn op der Gare, mee och zu Bouneweg si punktuell ganz schlëmm. A wat d'Madamm Buergermeeschter gesot huet am Stater Walkampf an och elo: „Moi, Lydie Polfer, je peux rien faire.“ Si an hir Partei hu säit Joerhonnerten ... Sorry, säit Joerzéngten.

(Hilarité et interruptions)

Sorry.

Mme Nancy Arendt (CSV) | Wa mer schonn iwwer-dreiwien.

M. Tom Weidig (ADR) | ... ëmmer deenen aneren d'Schold gi fir d'Kriminalitéit an der Stad. Si kéint näischt maachen. Si hätt keng Moyenen, eppes ze maachen. D'Police ass schold, de Parquet ass schold, d'Gerichter si schold, de Minister ass schold an d'Regierung ass schold. Mee d'Lydie Polfer ass esou onschëlleg wéi d'Jungfrau Maria.

(Exclamations et hilarité)

Mee dat gëllt natierlech selbstverständlech och fir d'CSV, eise Rapportier, den Här Mosar, mee och den Här Bauer an de gudde Paul Galles. Dir hätt d'Méiglechkeet ...

(Hilarité et interruptions)

Jo, Dir hätt haut d'Méiglechkeet gehat, mat dësem Gesetz fir d'Stater Gemeng eng méi aktiv Roll kënnen ze iwwerhuelen. Dat hutt Der awer net gemaach.

An elo stëmmt Der eppes mat, wat Iech politesch och arrangéiert. Elo kënt Der weider soen: „Déi aner hu Schold“, well Dir jo awer keng Verfügungsgewalt hutt. Mee ech an och all déi aner ADR-Gemeengereit an den anere Gemengen, wéi zum Beispill och a menger Heemechtsstad Esch, wäerten Iech Gemengepolitik vum der CSV an der DP an all deenen anere Parteien, déi dat matstëmmen, dorunner erënnere, datt Dir Är politesch Responsabilitéit an deem heite Gesetz net wollt iwwerhuelen.

An duerfir wäerte mir de Gesetzesprojet 8513 net matstëmmen. Mee d'Iddi vum der lokaler Police ass gutt. Duerfir wäert ech menger Fraktioun proposéieren, eis ze enthalen.

Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Dan Hardy (ADR) | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Meris Sehovic. Här Sehovic, Dir hutt d'Wuert.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Merci, Här Präsident. Här Minister, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och mir waren, notamment am Gemengewalkampf, enorm skeptesch, wéi d'CSV an d'DP déi Iddi, déi ominéis Iddi vum der Gemengepolice ënnert der Weisungsbefugnis vum Buergermeeschter mat eventueller finanzieller Contributioun vun de Gemengen an dem Buergermeeschter als OPJ vehiculéiert hunn, wéi se och erëmfannen ass an de Walprogrammer vum der CSV a vun der DP.

An dofir wëll ech ganz éierlech soen, Här Minister: Dir setzt eis e bëssen an en Dilemma haut mat deem heite Projet de loi, well ...

(Interruption)

Net aus deene Grënn, déi Dir mengt, Här Minister.

(Hilarité)

... well mer engersäits natierlech d'Iddi matdroen an d'Efforte matdroen, déi zu enger méi biergernoer Police féieren, déi dozou féieren, dass d'Police hir Preventiouns- an hir Proximitétsaarbecht richteg maache kann. Den Dilemma entsteet, well Der eiser Meenung no mat dësem Gesetz net genuch maacht, fir dass dat an der Realitéit och tatsächlech antrëtt. Ech wëllt, bevir ech dee Gedanken developpéieren, vläicht awer gären nach zwou Iddien illustréieren.

Ech sinn dem Här Biancalana immens dankbar, well en déi Richtegstellung par rapport dozu, wéi déi Debatt eigentlech stattfonnt huet a wéi déi Iddi evoluéiert huet, zum Deel scho gemaach huet. Also keng kommunal Weisungsbefugnis, keng Gemengepolice, esou wéi d'CSV an d'DP se versprach hunn, a gottseidank, dat ass och gutt esou. Dat wier dee falsche Wee gewiescht, well mer iwwerzeegt sinn, dass eng Police onofhängeg muss fonctionéiere kënnen, professionell muss gefouert ginn a sech virun allem un d'Gesetz hale soll an net un d'Befindlechkeete vu lokale Politiker.

Dofir ass et richteg a wichteg, dass dës kommunal Weisungsbefugnis am Projet de loi net zréckbehalde gouf. Do kann een elo dem Minister Merci soen, et kann een awer och deene ville verstännege Stëmme Merci soen – Buergermeeschteren, de Staatsrot, Lokalpolitiker –, ville verstännege Stëmme och vu Leit d'ailleurs, déi wëssen, wat et bedeit, Verantwortung ze iwwerhuelen am Beräich vum der Sécherheet, an déi dat dote keng gutt Iddi fonnt hunn. Dat ass eng wichteg Verbesserung och fir d'Police selwer.

Zur Éierlechkeet an dëser Debatt gehéiert awer och, an dat hunn ech haut nach net héieren, unzeerkennen: Wat haut geet, geet nëmmen, well an der Vergaangenheet massiv investéiert a rekrutéiert ginn ass. Déi lokal Eenheete wieren ouni déi Rekrutierungsoffensiv vun de leschte Joren ënner zwee grénge Policeministere guer net méiglech gewiescht.

Plusieurs voix | O!

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Et ass eréischt zënter 2020, dass ee mat ronn 200 Rekrutementen pro Joer eng Situatioun huet, dass net just d'Ofgäng vum der Police kompenséiert ginn, mee dass een tatsächlech an der Situatioun ass, dass méi Polizistinnen a Polizisten um Terrain an den Asaz kommen.

An dann, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, géing ech gäre wierklech op de Fong vum Gesetz agoen. An do muss ech soen, Här Minister: D'Gesetz huet manner Substanz wéi de Pressedossier zum Gesetz, deen Der virgeluecht hutt. An dat ass bedauernswäert, well de Projet de loi 8513 am Fong just eng Saach seet: Et kann eng lokal Policeunitéit ginn. Punkt. Et feelt Kritären, et feelen d'Missiounen, et feelt d'Transparenz, wéini a firwat esou Unitéite geschaaft kënnen ginn oder och erëm ofgezu kënnen ginn. An dat ass problematesch, well et hei konkret ëm d'Verdeelung vu wichtegen a vun – d'Madamm Polfer huet et gesot – knappe Ressourcë geet.

An dofir hu mer als Gréng decidéiert, dëse Projet och konstruktiv ze begleeden, well mer, nach eng Kéier, un déi Volontéit, fir méi Proximitéit bei der Police ze hunn, och gleewen. An dofir hu mer, an domadder géing ech se och gären deposéieren, eng Rei vun Amendementen zum Gesetz ausgeschafft, déi ech

heimat och nach eng Kéier fir d'Pleniéire géing deposéieren, Här President, ...

Amendement 1

L'article 1^{er} du projet de loi est modifié comme suit :

« 1^o À la suite de l'article 1^{er}, point 2^o du projet de loi, il est inséré un point 3^o nouveau, libellé comme suit :

L'article 38 de la même loi est modifié comme suit :

« 1^o Le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, est modifié comme suit :

a) Le point 2^o est remplacé par le texte suivant :

« 2^o un représentant de chaque groupe politique représenté au conseil communal ; » ;

b) Au point 5^o, le point final est remplacé par un point-virgule ;

c) À la suite du point 5^o, il est inséré un point 6^o nouveau, libellé comme suit :

« 6^o un représentant des organisations actives dans le travail social de rue sur le territoire concerné, désigné par le bourgmestre après consultation des associations actives en la matière. » ;

2^o Le paragraphe 3 est modifié comme suit :

a) Au point 4^o, le point final est remplacé par un point-virgule ;

b) À la suite du point 4^o, il est inséré un point 5^o nouveau, libellé comme suit :

« 5^o assurer un rôle de suivi du fonctionnement des unités de police locale présentes sur son territoire et formuler des recommandations à l'attention du directeur régional. » ;

3^o À la suite du paragraphe 3, il est inséré un paragraphe 4 nouveau, libellé comme suit :

« (4) Le comité de prévention se réunit au moins deux fois par année calendrier sur invitation du bourgmestre ou sur demande des parties y représentées. ». ».

2^o Le point 3^o initial, devenu le point 4^o nouveau, est amendé comme suit :

« 4^o 5^o À l'article 47, alinéa 2, point 2^o, de la même loi, les termes « qui, par décision du directeur général, peuvent comporter une unité de police locale » sont insérés entre les termes « des commissariats de police » et le point-virgule. »

3^o À la suite du point 5^o nouveau, il est inséré un point 6^o nouveau libellé comme suit :

« 6^o À la suite de l'article 47 de la même loi, il est inséré un article 47bis nouveau, libellé comme suit :

« Art. 47bis.

(1) Dans le cadre de ses missions de proximité et de prévention et par décision du directeur général de la Police grand-ducale, une unité de police locale peut être adossée à un commissariat de police, dans les conditions définies au présent article.

(2) La création d'une unité de police locale est fondée sur l'analyse d'un ensemble de critères tenant compte de :

1^o la population résidente et à l'affluence régulière ;

2^o l'existence de lieux stratégiques nécessitant une présence policière visible ;

3^o l'existence de troubles répétés à l'ordre public local ;

4^o la fréquence d'infractions ;

5^o l'éloignement ou la capacité opérationnelle des structures policières.

(4) Le déploiement des unités de police locale ne sont pas permanentes et prennent fin lorsque les critères visés au paragraphe 3 ne sont plus remplis.

(5) Les unités de police locale assurent une présence policière renforcée dans l'espace public et ont pour missions :

- 1° de développer un lien de proximité avec la population et les acteurs locaux ;
- 2° de contribuer à la tranquillité, la sécurité et la salubrité publiques ;
- 3° d'assurer une mission de prévention et d'anticipation des incidents ;
- 4° d'orienter les citoyens vers les services compétents.

(6) L'organisation, les effectifs et les modalités de fonctionnement des unités de police locale sont définis par règlement grand-ducal. ».

Commentaire de l'amendement

L'article 1^{er}, point 3° modifie le paragraphe 1^{er} de l'article 38 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale.

Il est proposé de renforcer le fonctionnement démocratique et l'ancrage social du comité de prévention communal, en remplaçant la désignation facultative d'échevins ou de conseillers communaux par une représentation obligatoire de chaque groupe politique siégeant au conseil communal, ainsi qu'en intégrant un représentant des organisations actives dans le travail social de rue, afin de favoriser une approche partenariale de la prévention et de mieux relier la police à la réalité du terrain social.

Un comité de prévention communal qui fonctionne de manière régulière, inclusive et transparente devient une condition préalable au déploiement d'une unité de police locale. De plus, le comité de prévention communal se voit confier une mission de suivi des unités de police locale opérant sur son ressort. Ainsi, il garantit que l'action de la police locale s'inscrit dans une logique de proximité, de connaissance du terrain et de collaboration avec les acteurs sociaux et politiques locaux. Cette articulation permet non seulement une meilleure efficacité des actions de prévention et de sécurité, mais renforce également la légitimité démocratique de l'intervention policière sur le plan local.

L'article 1^{er}, point 5° nouveau supprime le bout de phrase « par décision du directeur général ».

L'article 1^{er}, point 6 nouveau introduit un article 47bis dans la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale afin d'encadrer la création et de définir les missions des unités de police locale.

Il précise que le directeur général de la Police grand-ducale peut instituer une unité de police locale en tenant compte de critères tels que la population, les lieux de forte affluence ou les infractions récurrentes.

Un règlement grand-ducal devra préciser les aspects organisationnels.

Suite à l'introduction d'un point 3° et 6° nouveaux, les points suivants sont renumérotés.

(s.) Meris Sehic, Marc Baum, Djuna Bernard, Sam Tanson, Joëlle Welfring.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehic.

M. Meris Sehic (déi gréng) | ... an déi am Weesentlechen zwou konkret Verbesserunge sollen erbaiféieren.

Éischstens en neien Artikel 47bis am Gesetz mat klorer Definitioun a klore Krittären. Eng Lokalunitéit ka geschaaft ginn, wa verschidden objektiv Krittären erfüllt sinn: Populatioun, Frequenz, widderhuelte Problemer mat der effentlecher Uerdnung, Kriminalitéitsniveauen, Distanz zu anere Kommissariater an esou weider an esou virun. Ausserdeem sollen d'Missionen mat dësem Amendement kloer och am Gesetz verankert ginn: Presenz, Preventioun, Dialog a Begleedung vun de Biergerinnen a Bierger.

Den zweeten Amendement betrëfft déi lokal Preventiounskomiteeën. An do schwätzen ech da vläicht

och ganz kuerz als Schäfte vun der Stad Esch, wou mer jo och Erfarunge gesammelt hu mat der lokaler Policeunitéit. An eis Erfahrung zu Esch weist, dass d'Proximitétsaarbecht vun der Police dann am beschte funktionéiert, wa se an enger enker Ofstëmmung mat lokalen Acteuren, mat de Veräiner, mat der opsichender Sozialaarbecht stattfënt.

Am Optimalfall sinn all dës Acteuren am lokale Preventiounskomitee vun der Gemeng vereent an do kann dann en connaissance de cause diskutéiert ginn. Leider ass d'Realitéit haut awer déi, an dat geet och aus engem Audit vun der IGP ervir, dass déi lokal Preventiounskomiteeën a ville Gemengen net funktionéieren an d'ailleurs och de Fonctionnement vun hinnen néierens gesetzlech festgeschriwwen ass.

A mir sinn dovun iwwerzeegt, dass déi lokal Policeunitéite virun allem da Sënn maachen, wa se och e gutt funktionéierende lokale Preventiounskomitee hunn. An dofir proposéiere mer, verschidde Mindestkrittäre fir de Fonctionnement vun deene lokale Preventiounskomiteeën hei am Gesetz ze verankeren a se och zur Konditioun ze maachen, fir dass lokal Policeunitéite kënnen an den Asaz kommen.

Ënnert deene Krittäre wär zum Beispill de Krittär, dass all Fraktiounen, déi am Gemengerot vertruede sinn, och am lokale Preventiounskomitee vertruede sinn an natierlech och d'Acteure vun der Sozialaarbecht, déi um Gemengenterritoire aktiv sinn.

An de Komitee soll dann eiser Meinung no och eng aktiv Roll kréien am Suivi an an der Begleedung vun där Aarbecht vun de lokale Policeunitéiten. Esou, dat ass eis Iwwerzeugung, gött d'Aarbecht vun der Unité de police locale demokratesch verankert an och um Buedem vun de lokale Realitéite gehalen.

Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn et uganks scho gesot: Mir Gréng sinn iwwerzeegt, dass Proximitéit a Preventiounsaarbecht e wichtege Volet vun der polizeilecher Aarbecht musse sinn. Mee de Projet de loi, sou wéi en aktuell zum Vott virläit, ass virun allem eng Etikett, virun allem en Aarmbändchen um Aarm vun e puer Polizistinnen a Polizisten. An dat geet eiser Meinung no einfach net duer, fir dës Proximitétsaarbecht wierklech ze fërderen am Alldag vun de Leit. An dofir hu mer mat deenen Amendementer versicht, aus där Etikett eng richteg Politik ze maachen.

Mir brauche kloer an novollzéibar Krittären, déi eng gerecht Verdeelung an eng transparent Verdeelung vun dese knappe Ressourcë sécherstellen. A mir brauchen eng Réckkopplung mat der lokaler Sozialaarbecht a mat den Acteuren um Terrain. An dofir bieten ech instänneg nach eng Kéier ëm d'Ënnerstëtzung fir déi Amendementer, déi mer virleeën, déi och op engem Deel vun de Recommandatiounen baséieren, déi de Syvicol gemaach huet.

Ech géng gären zum Schluss nach e puer Froen un de Minister stellen, déi och nach eng Kéier d'Problematik illustréieren, dass mer keng Transparenz hunn. Meng Fro ass: Wéi vill lokal Policeunitéite sinn haut am Asaz? A wéi enge Gemengen an a wéi enge Regiounen? Wat sinn d'Konklusiounen notament och vun der éischter Pilotphas zu Gréiwemaacher, wou Der decidéiert hutt, och am ländleche Raum esou eng Unitéit an den Asaz kommen ze loosse? A sidd Der als Minister net der Meinung, dass d'Moyenen an d'Personal éischter do gebraucht ginn, wou den Drock am héchsten ass, an den urbane Räim, wou d'Nuechtliewen, d'Mobilitéit an d'Liewen insgesamt méi intensiv, méi séier sinn an och vill, vill méi Leit op enkem Raum beienekommen?

Ech soen Iech Merci an ech bieten nach eng Kéier ëm d'Ënnerstëtzung fir d'Amendementer.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehic. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Also dës Diskussioun huet jo eigentlech doriwwer ugefaangen, dass um Terrain eng héich Kriminalitéit war. An do sinn d'Iddien opkomm vun deenen enge Parteien, dass een eng kommunal Gemengepolice brauch, an déi aner haten eng aner Iddi.

Ech erënnere mech nach ganz gutt. Dat war bei de Gemengewalen. Do hat den 100,7 deemools de Jean-Marie Halsdorf a mech invitéiert fir e Face-à-face. An du war genau dat heiten d'Diskussioun. An ech hunn nach eng Kéier den Artikel nogekuckt. Deemools hunn ech gesot: „Äre Projet, deen Der elo wëlles hutt an deen am CSV-Programm steet, wäert esou net realiséiert ginn.“ Dofir sinn ech eigentlech haut ganz zefriddene, dass ech gesinn, dass en net realiséiert ginn ass.

Well deemools war schonn de Kritikpunkt, deen ech ubruecht hunn, dass et net um Buergermeeschter herno soll sinn, Sheriff ze spillen, dass mer keng zweet Unitéit schafen, mee dass mer eiser Police grand-ducale d'Vertraue schenken an dass déi eng lokal Unitéit wäerte kréien.

Well et ass eigentlech och dat, wat ee brauch. An ech mengen, do si mer eis alleguerten eens. Well et ass um Terrain, an den Dierfer, an de Stied, wou d'Kriminalitéit geschitt. An do brauche mer eng lokal Policeunitéit, déi déi Aufgabe kann exklusiv iwwerhuelen.

Well wat ass deen anere Problem? Déi normal Unitéite verbréngen méi Zäit um Büro a méi mat anere Paperassen, wéi dass se kënnen de Gangsteren nolaafen. An dat schafe mer haut, eng Unitéit, déi virun allem dofir do ass, dass se lokal de Leit kann hëllefen. Well d'Kriminalitéit geet erop. Dat muss een éierlech zouginn. An d'Sécherheetsgefill hei am Land ass am Moment ganz schlëmm.

An, jo, et muss een och soen, déi Diskussioun ass vun der Stad Lëtzebuerg ausgegangen. Mee et dierf ee se net just fir d'Stad Lëtzebuerg féieren. Och op anere Plazen am Land gött et Kriminalitéit. An ech weess, dass de Minister villes gemaach huet, fir dass an der Stad Lëtzebuerg manner Kriminalitéit ass. An en huet och zum Deel do schonn e Succès. Dat muss ech em och zougestoen. Mee déi Drogendealer, déi Dir do verjot hutt, déi kommen da bei eis op Péiteng oder an aner Gemengen hir Geschäfte maachen. Dat ass de Problem dobäi. Wann Dir Iech op eng Plaz konzentréiert, verdeelt Der déi ganz Kriminalitéit duerch d'Land. An dat ass ee vun de Problemer.

(Brouhaha)

Déi lokal Police ass ganz gutt. Mee och do feelt Koordination. Ech hat Iech dat och an der Kommissioun gesot. Elo kritt Déifferdeng esou eng lokal Police. Mee firwat huet Kordall déi net kritt? Péiteng, a Käerjeng och, den Här Wolter, mir sinn alleguerten ofhängeg vum Déifferdenger Büro. Mir hunn zwar e Büro, mee deen ass dann nuets net besat. Deen ass net esou besat wéi den Déifferdenger, also Péiteng a Käerjeng zesummen.

Mee firwat hu mer net einfach do zesummegeschafft? Och dat sinn alleguerten déi Punkten, déi een an dësem Gesetz eng Kéier hätt missen upaken, dass ee seet: Hei kommt, mir schaffen zesummen.“ Well Kordall, dat si 70.000 Awunner. Do huet elo eng Gemeng déi lokal Police. Wat ganz gutt ass. Also déi hëllef och bestëmmt. Mee déi aner hätten et och gebraucht.

An ech mengen, där Fäll wäert et der nach am Land ginn. Wann dat net am Virus ofgekläert ass, dann

ass et herno warscheinlech deem, deem als Éischten de Minister un den Telefon kritt huet. Oder ech weess net, wéi déi Weeër gaange sinn, dass Déifferdeng se huet an aner Gemenge se net hunn, obwuel déi aner ...

Une voix | Gréiwemaacher.

M. Marc Goergen (Piraten) | Oder Gréiwemaacher, richtig. Ech weess net, wéi Gréiwemaacher dru komm ass. Vlächst haten déi och d'Nummer vum Minister. Vlächst gëtt et do Relatiounen. Ech weess et net. Mee zumindest misste mer eng ganz kloer Opstellung hunn, wéi mer kënnen déi Police locale herno opdeelen.

Jo, d'Amendementer vun deene Grénge sinn och richtig. Well fir mech gehéiert et och zur Basisdemokratie, dass all Partei, déi an de Gemengerot gewielt ass, herno wäert an deem Komitee vertrauede sinn. Well wat geschitt hei? Et wäert erëm iergendeng Machenschaft an engem Hannerzëmmer sinn, an da wäerten déi Parteien, déi am Gemengerot vertrauede sinn, net alleguerten an deem Komitee sinn an erëm feelt Transparenz, erëm feelen d'Informatiounen.

Also dëst Gesetz huet de richtegen Usaz. Dir hutt et esou ofgeännert, wéi deemools d'Kritik vun deem Bord, vu verschidde Parteien vum – wéi Dir elo géingt soen – lénke Bord koom. Dir hutt dorop gelauschert. Dir hutt et esou ëmgeännert. Also si mir haut ganz zefridden. Dofir wäerte mir dat haut och esou matstëmmen.

Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. An de leschten ageschriwwene Riedner vun haut de Mëtten ass den Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Mir schwätzen elo a fënnf Minutten iwwert dëse Projet. A virdu ass sech och vun Deputéierten opgereggt ginn, firwat mer da just fënnf Minutten heidriwwer schwätzen. Ech mengen, mir schwätze just fënnf Minutten driwwer, den Här Sehovic huet et gesot, well et kee grouse Worf ass, iwwert dat mer haut schwätzen.

D'ailleurs ginn d'Riednerzäiten, déi Fro ass scho virdu gestallt ginn, op Recommandatioun vun der Interieurskommissioun opgestallt, déi, mengen ech, vun der CSV presidéiert ass a wou d'Majoritéit d'Majoritéit huet, ier se dann an d'Präsidentenkonferenz ginn, déi och vun der CSV presidéiert ass a wou d'Majoritéit d'Majoritéit huet.

(Hilarité)

M. Sven Clement (Piraten) | Genee esou, genee esou!

M. Marc Baum (déi Lénk) | Et ass e Sujet, deem effektiv de Walkampf ganz staark beherrscht huet, wou d'Fuerderung war, virun allem vun der DP, e bëssen ofgeschwächt awer am Fong och vun der CSV, fir esou eng Zort Gemengepolice anzeféieren. An der DP besonnesch huet ee sech dofir staarkgemaach, dass se misst ënnert der Befugnis, der Weisungsbefugnis, vum Buergermeeschter sinn. De Buergermeeschter misst erëm, wéi dat ganz, ganz fréier de Fall war, d'Qualitéit vum Officier de police judiciaire hunn. An dat ass eppes, wat, fir mech zumindest, an ech mengen, och fir anerer, ganz, ganz schwéier denkbar ass. Aleng nëmmen, wann ee sech géif virstellen, dass mer dann 100 Gemengepolice hätten, dann nach eng Kéier eng national Police, wéi een do wëllt koordinéiert repressiv Politik maachen, ass fir mech zumindest ganz schwéier virstellbar.

Dat hunn awer och ëmmer méi Leit agesinn, no-tamment och de Buergermeeschter vu menger Stad, den CSV-Vizepräsident, deem eng Kéier gesot huet, hie wëllt kee Sheriff sinn. An ech ginn em doranner och komplett Recht.

(Interruption par M. Tom Weidig)

Duerfir ... O, Här Weidig, ech weess net. Dir kënnt net d'ganz Zäit soen: „D'Stad Lëtzebuerg, do ass d'Kriminalitéit sou héich, sou schlëmm!“, an da gläichzäiteg soen: „Jo, mee zu Esch ass och näischt, wat leeft!“

(Hilarité)

Also, Dir musst Iech schon decidéieren: Wien ass Champion an der Kriminalitéit, d'Stad Lëtzebuerg oder Esch? Déi zwee gemeinsam ass awer schwierig.

(Interruption par M. Sven Clement)

Ech mengen awer, dass de Gedanken richtendrun, fir eng Police de proximité ze schafen, richtig a wäertvoll ass an duerfir och op eng vill méi grouss Majoritéit treëft. Déi Proximitéit, déi Bürgernähe, déi bedeit, dass déi Polizisten, déi am Coup sinn, hir Quartiere kennen, hir Stroosse kennen, hir Leit kennen, dass Vertrauensverhältnisse mat Bierger, mat Commerçantë kënnen opgebaut ginn an eventuell Problemer en amont kënnen thematiséiert ginn an och méi séier kënnen ugegraff ginn. Esou eppes mécht Sënn.

Ob dës Police locale, an dee Pilotprojet, dee mer am Moment hunn, wierklech dozou féiert, weess ech net. D'Madamm Polfer huet ganz zu Recht drop higewisen, dass et éischters e ganz grouse Roulement an där Police locale gëtt. Well ech mengen, och eng Police locale misst dann Experienzen hunn, misst och Stabilitéit hunn, wat d'Personal ueet. An zweetens bedeit et net onbedéngt méi Personal fir déi eenzel Kommissariater. Also ech weess vun Esch. Do huet et net derzou gefouert, dass an deem selwechte Mooss Personal bei d'Kommissariat bäikomm ass.

Duerfir weess ech och net, Här Gloden ... Ech weess net, ob Dir et sidd oder ob et d'Madamm Polfer ass, déi sot, dass wier esou e Succès, dass souguer den Här Weidig gleëft, dass d'Zuelen zréckgaange wiere vun der Kriminalitéit. Also ech hunn net gesinn, dass duerch d'lokal Police d'Zuele vun der Kriminalitéit zréckgaange wieren.

Elo kann ee soen: „Dat ass och net d'Zil dovunner, well d'Zil ass éischter mëttel- a laangfristeg.“ Do ginn ech Iech Recht. Duerfir soll een et dann awer net esou staark als Successstory verkafen, dass souguer d'Extrême droite mengt, dass do wier elo d'Léisung fir all d'Problemer.

Wat och ganz wichteg ass an deenen Ännerungen, an do kënnen mer virun allem dem Staatsrot Merci soen, dass ass, dass et an Zukunft de Policedirekter ass, deem driwwer decidéiert, wou et Sënn mécht, eng Unitéit en place ze setzen, a wou net. Virdu war dass virun allem nom Gusto vum Inneminister, vum Policeminister, deem dat konnt maachen, firwat mer eis dann effektiv déi Fro stelle mussen, ob dann niest Esch an der Stad Lëtzebuerg Gréiwemaacher déi drëtt Stad ass, wou d'Kriminalitéit am héchste wier.

(Interruption)

Dat géif kee gutt Liicht op den eeëmolege Buergermeeschter werfen.

(Hilarité)

Duerfir mengen ech, dass déi Amendementer scho sënnavoll sinn, déi vun de Grénge proposéiert ginn: dass ee sech objektiv Krittäre gëtt, wou esou Unitéite solle sinn, wéi se solle geschaf ginn, dass se och opgrond vun den Necessitéiten, déi d'Police selwer erkennt, geschaf ginn.

Duerfir, ech muss Iech soen – meng fënnf Minutten sinn eriwuer -: Et ass kee grouse Worf. Duerfir ass och dat, wouriwwer am meeschte geschwat gëtt, d'Uniforme vun der Police locale, déi jo elo souguer de Wee an d'Budgetsried vum Finanzminister fonnt hunn. Ech mengen, dass d'Iddi net schlecht ass, mee ech mengen, se misst nach e bësse méi ausräifen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Domadder wär d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschlossen.

An da géing ech der Regierung d'Wuert ginn.

(Interruption et hilarité)

Här Inneminister, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Merci, Här President. Merci fir déi vill Wuertmeldungen. Ouni Sécherheet keng Fräiheet. Mir schafe Sécherheet a mir schafen e verbessert Sécherheitsgefill. Dat ass d'Missioun vun der Police. Duerfir ass dës Regierung ënner anerem gewielt ginn. An dat setze mer haut ëm, am Kader vun der Sécherheet, mat der Kreatioun vun der lokaler Police.

An ech wëll och direkt soen: Ech maache keng Gemengepolitik, mee ech sinn den Inneminister vum ganze Land. Mee wat ech net akzeptéieren, ass, dass hei Verrieder aus grouse Stied, aus grouse Gemengen, wéi den Här Sehovic an den Här Baum, de stättesche Raum géint de ländleche Raum ausspillen. Dat ass inakzeptabel! Dir sidd Deputéierte vum ganze Land!

(Interruptions)

Komme mer zréck op de Sujet. D'lokal Policeunitéit, firwat hu mer déi ëmgesat? An ech wëll och nach eng Kéier drun erënneren, firwat mer dat gemaach hunn a firwat déi Debatt iwwerhaupt entstanen ass. An ech erënnere mech ganz gutt un eng Ried vum fréiere Policeminister Henri Kox um Mëchelsdag 2023, am Waljoer, gefollegt vun enger Ried vum deemolege Policedirekter, dem Här Schranz, déi ganz kloer gesot hunn, ënner hirer politescher an operationeller Féierung géif et keng Police locale ginn. Si wollten dat net. Här Sehovic, Är Partei wollt dat net!

(Brouhaha)

Duerfir kommt net elo heihinner a sot ...

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Keng Gemengepolice, Här Minister!

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Är Partei ...

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Keng Gemengepolice. Dir hutt och keng Gemengepolice gemaach, Här Minister!

M. Claude Wiseler, Président | Här Sehovic, Dir kritt duerno d'Wuert, wann Der wëllt.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Är Partei wollt dat net! Dir hutt als Esch de Pilotprojet kritt an Dir sidd jo och zefridden. Also kommt, mir bleiwe bei der Wourecht!

A wat ass de Virdeel vun där Police locale? Ma eeben, d'Police locale ...

(Interruptions)

Hei schéngt dat ganz amüsant ze sinn, Här President.

(Brouhaha)

M. Marc Goergen (Piraten) | Nee, Dir hutt d'Wourecht e bësse verdréint an dat huet eis opgereegt.

M. Claude Wiseler, Président | Dir eleng hutt d'Wuert. An ech géing jiddweree bieden, dem Här Minister nozelauschteren, wannechgelift!

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | A firwat ass déi Police locale esou wichteg? Déi Police locale geet eeben op den Terrain. An déi Gemengen, déi d'Police locale kruten am Pilotprojet ... An ech wëll och eng Kéier soen: Et ass net Gréiwemaacher, déi se kritt huet. Et ass déi ganz Muselregioun, déi se kritt huet, well mer eeben och wollten am ländleche Raum d'Police locale testen, wéi dat iwwer just eng Gemeng eraus geet an eeben och – an dee Sujet gëtt jo och hei reegelméisseg vun de Kollegen Deputéierten ugeschwat – wéi mer an enger Grenzregioun, wou déi Kriminell kënnen, le cas échéant, schnell iwwert d'Grenz fortkommen, déi Police locale kënnen effektiv ëmsetzen. Duerfir dee Pilotprojet an der Regioun Museldall.

An, Här Sehovic, Dir hutt jo gutt Bezéiungen zur Gemeng Schengen. An ech mengen, de kleng Cousin, de Michel Gloden, ass ganz zefridden, dass se do och iwwert d'Police locale kënnen verfügen.

(Interruptions)

Et ass eebe wichteg, dass d'Police den Terrain kennt. D'Police geet duerch d'Stroossen. D'Police ass de gudde Noper vun de Leit, am direkte Kontakt mat de Bierger a Biergerinnen.

A jo, ech si frou ze héieren, dass de Constat awer hei unanime ass. 2018 ass dee Gedanke verluer gaangen. Et ass e puermol hei gesot gi vun alle Parteien, partei-iwwergreifend: Et war den Akzent op der Repressioun an net op der Preventioun. An dat sinn net ech, deen dat seet, mee dat ass de Rapport vun der IGP. Ech kéint elo hei Säiten a Säiten doraus zitieren, mee bei fénnef Minutten ass dat e bësse schwierig.

An duerfir ass et wichteg, dass mer déi Unité de police locale ëmsetzen. Jo, am Koalitionsaccord stoung, dass dat ënnert der Direktioun vum Buergermeeschter wier. Opgrond vum Dialog, dee mer hate mam Syvicol, mat Iech hei an der Chamber, si mer zur Konklusioun komm, och well de Pilotprojet et gewisen huet, dass dat net néideg ass, well eeben deen Austausch, dee reegelméisseg Austausch tëschent Lokalautoritéiten a Police locale gutt funktionéiert.

Ech wëll och soen: Et gëtt standardiséiert Rapporten. Ech mengen, hei sëtze jo Verrieder vu Gemengen, wou d'Police locale am Pilotprojet gemaach ginn ass. Et gëtt standardiséiert Rapporten, fir dass ee wirkleech kloer gesäit: „Wat ass ofgeschafft ginn?“ An de Buergermeeschter respektiv de Schäfferot kann dann der Police locale soen: „Hei, mir hunn elo e Problem mat Vëloen an der Fussgängerzoun“, oder: „Mir hunn elo vun de Bierger a Biergerinne gesot kritt, mir hätten e Problem an engem Quartier. Gitt wannechgelift méi present an deem Quartier déi Woch, fir do Presenz ze weisen!“

An ech wëll och eng Kéier ganz kloer soen: D'Police locale ass een Element vun der Sécherheetspolitik vun der Regierung. Et gëtt jo weider opgestockt. An och do, Här Sehovic, ass den Netto-Renfort vun der Police eréischt säit 2024, net säit 2020. Jo, Dir hutt ugefaang, méi massiv ze rekrutéieren, mee den Netto-Renfort ass eréischt säit deem Joer ganz kloer. A mir wäerte weider op där Schinn fueren. Ech hu mech dozou engagéiert. Dat kënn Der och am Budget vun der Regierung gesinn, och am Plan plurianuel, dass alljoers sollen 200 Polizistinnen a Poliziste rekrutéiert ginn. A jo, mir brauchen, fir déi Police locale ëmsetzen, nach méi Leit. An dozou stinn ech.

Dat Engagement hunn ech geholl an dat wäert och esou ausgefëiert ginn.

Dann, et ass och net de Policedirekter, deen do einfach esou deus ex machina decidéiert: Elo kritt eng Gemeng et oder net. Meeschtens geet et op eng Demande vun der Gemeng zrëck an da gëtt gekuckt, zesumme mat der regionaler Policedirektioun: Ass e Besoin do? An déi Besoinen huet de Policedirekter jo och an der Chamberskommissioun erkläert. A wann d'Krittären net erfëllt sinn, da kënn keng Police locale.

Mee dat heescht awer net, dass déi Gemenge fale gelooss ginn. Mir wäerte jo duerch dee grouss Rekrutement och d'Police generell an engem Kommissariat, an enger Direktioun renforcéieren. An d'Police locale huet jo, wéi dat hei richteg ugeschwat ginn ass, déi Preventiounsmissioun, déi véier berüümt P-en, déi den Här Mosar och hei widderholl huet. Déi berüümt véier P-en erlaben eis eeben, duerch déi massiv Rekrutementswell, déi mer maachen, iwwerhaapt déi Unité de police locale ze schafen. Ouni dee Rekrutement wier dat net méiglech gewiescht.

Niewendrun, déi normal Police, wann ech se dann esou dāerf nennen, huet natierlech och hir Missiounen. Déi gi jo och verstärkt. A mir féiere jo och elo ugangs nächst Joer déi Unités d'intervention spéciale an, déi jo dann och mat Taseren an enger Pilotphas ekipéiert ginn. Déi kënnen eeben do agesat ginn, wou dee Moment e spezifesch Besoin ass. An ech mengen, dat huet och de Generaldirekter schon e puermol gesot, mir kënnen och am Land saisonal bedéngt op verschidde Plazen eebe Renforte schécken. Ech denken zum Beispill am Summer un de Stauséi, wou eeben am Wanter näischt lass ass an am Summer vill lass ass, dass mer och do kënnen Polizisten hischécken.

Zu deene verschiddene Froen. Et gëtt e Pilotprojet an der Stad, zu Esch, zu Déifferdeng an am Regionalkommissariat Museldall. D'Stad huet 20 Polizisten dofir an déi aner Kommissariater hunn der jee weils véier. A mir wäerten natierlech de Kommissariater weiderhin zousätzlech Polizisten zur Verfügung stellen.

Wat och ugeschwat ginn ass a wat richteg ass: Déi Comités de concertation locaux oder prévention locaux, déi hunn net richteg fonctionéiert bis elo, well do net dee richtegen Dialog war tëschent de Gemengenautoritéiten an de Polizisten. An déi Unité de police locale soll dobäi hëllefen, dass och deen Echange do méi reegelméisseg stattfënn. An ech mengen, dass ass och an der Kommissioun erkläert ginn. An dat ass wichteg, well mir hätten jo gär, dass d'Police locale eeben deene spezifesch Gegebenheeten, deene spezifesch Problemer um Terrain noheet. An duerfir ass dee standardiséierten Echange op där enger Säit tëschent de Gemengenautoritéiten vun enger Gemeng an der Police wichteg an op där anerer Säit dee Comité de prévention local.

A wie rëfft deen an? Dat ass de Buergermeeschter. An ech wäert sécherlech net als Inneminister un d'Autonomie locale vun de Buergermeeschteren oder vun de Gemenge goen. Et steet am Gesetz an et ass d'Responsabilitéit vum Buergermeeschter, dee Comité de prévention local anzeruffen. Dat heescht, do kann de Buergermeeschter seng Responsabilitéit iwwerhuelen. Wann e mengt, e Buergermeeschter, et wier e Problem, da rëfft en dee Comité de prévention local an. An do kann dann deen Informationsaustausch stattfannen.

Duerfir, déi Unité de police locale ass e wichtige Baustee vun der Sécherheetspolitik vun där Regierung. An duerfir sinn ech sécher, dass mer um séchere

Wee si mat där Police locale. Well eppes wëlle mer: d'Sécherheet an d'Sécherheetsgefëll vun de Leit verbesseren. Do spieren ech hei den Accord unanime, souguer vun de lénke Kollegen.

An ech soe Merci fir déi grouss Ënnerstëtzung zu deem Projet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Ech hunn hei nach eng Demande de parole. Ech huelen un, dass et wéinst Fait personnel ass, Här Sehovic.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Merci, Här President. Här Minister, Dir hutt immens poleemesch ugefaang. Dir hutt e bëssen d'Kéier kritt, Dir waart e bësse méi konstruktiv zum Schluss. Dat heescht, ech versichen ...

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Dir waart ganz poleemesch an der Mëtt vun der Ried.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Ech wëll do ganz konstruktiv weiderfueren.

Dat eent, wat ech direkt richtegstelle wëll, ass, dass, wann haut netto 200 Polizist/innen um Terrain ukommen, da sinn déi virun zwee Joer rekrutéiert ginn. Dat heescht, dass ass genau dat, wat ech wollt soen. Mir bauen hei op. Dat ass jo näischt Schlëmmes. Mir wëllen alleguerten ... D'Madamm Polfer huet et gesot: Mir sinn alleguerten der Meenung, dass Polizistinnen a Poliziste gebraucht ginn, dass mer der méi rekrutéiere mussen. Dat, wat ech soen, ass: Dat, wat haut um Terrain do ass, dass do, well d'Virgänger hir Aarbecht gemaach hunn. An et ass gutt, dass Der déi Aarbecht weiderféiert. Dat ass dat eent.

An da wëll ech mech wirkleech inhärent wiere géint dee Virwurf, mir géingen den urbane Raum géint de ländleche Raum ausspillen, well dat ass net, wat mer gesot hunn. D'Fro ass: Wéi ass d'Prioritéitesetzung a wat sinn d'Krittären? Ass et Är Meenung no richteg, dass eng Stad Déifferdeng an eng Stad Esch, déi Populatiounen hunn, déi vläicht net vergläichbar si mat enger Gemeng Gréiwemaacher, déi selwecht Effectiver hunn? Op wéi enge Krittäre baséiert déi Analys, dass dat esou ass? Wisou kritt d'Gemeng Mäertert keng lokal Police, wou mer um Internet Tik-Toker gesinn, déi sech beschwieren doriwwer, dass dagan, dagauss, nuechtelaang déi selwecht Leit d'Autoe klensche ginn, d'Diere kucke ginn?

Sou, an dat ass dann eeben d'Fro, déi Dir Iech elo wäert stelle mussen: Wéi eng Krittären applizéiert Der, fir där Demande nozekommen, déi heideruech entsteet a wou Der Iech keng Krittäre gitt, fir dat gerecht ze verdeelen? Ass et dann a la tête du client? Ass et dann, wéi populär een ass oder wéi gutt een ee bei der Police kennt oder een am Ministère kennt?

Dat ass dat, wat mer wëlle verhënnern. Well et ëm knapp Ressourcë geet, si mer als Politikerinnen a Politiker Rechenschaft schëlleg, wéi mer déi Ressourcë verginn. An dowéinst eis Propos, fir déi Krittäre kloer an d'Gesetz ze schreiwen. Dann ass keng Diskussioun, dann ass Transparenz an Novollzéibarkeet.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic. Also, Dir kënn elo äntweren, oder mir ginn dem Här Baum nach direkt Wuert, deen och fir Fait personnel gefrot huet. Da maache mer déi zwou Saachen zesummen. Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci. Merci, Här Buergermeeschter. Also, ech wëll och intervenéieren op déi Aussoen ... Pardon, Här Minister. Ech si schon esou an der Kommunalpolitik dran.

(Hilarité)

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Aa!

M. Marc Baum (déi Lénk) | Här Minister selbstverständlech.

... op den inhärente Virwurf, hei wéilt een de stättesche géint de ländleche Raum ausspillen. Also, esou eppes maachen Escher normalerweis ni.

(Hilarité)

Wa se eng Animositéit hunn, dann ass et héchstens géint d'Stad Lëtzebuerg ...

(Hilarité)

... an eng grouss Solidaritéit mam ländleche Raum.

Dat, wat mech interesséiert, a firwat ech dat esou gesot hunn, ass eebe genau déi Fro, déi och den Här Sehovic opgeworf huet: Wat sinn dann déi Krittären? Wann een et jo bei der Stad Lëtzebuerg oder bei der Stad Esch, Déifferdeng nach kann novollzéien, well ee seet: „Mee et ass d'Awunnerzuel. Et sinn eeben déi gréisste Gemengen an dofir fänke mer mat deenen un“, an et wëll ee weidergoen an de ländleche Raum, da stellen ech mer awer d'Fro, no wéi enge Krittären Der déi Gemeng eraussicht an net eng aner huet.

Well dat Eenzegt, wat Der elo gesot hutt, ass, datt et eng Grenzgemeng ass, wou ee ganz séier am Ausland ass. Do géif ech Iech awer soen: Da kuckt Der Iech emol d'Geografie vun eisem Land un a wéi eng Gemengen net eng Grenz mat engem Nopeschland hunn!

A genau dat ass de Punkt. Ech mengen, datt mer objektiv Krittäre brauchen, an da kéinte mer eis déi Diskussioun am Fong erspieren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Här Minister.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Also, nach eng Kéier ...

M. Claude Wiseler, Président | Pardon, ech hunn nach ...

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Et deet mer leed ... A, pardon. Nach eng Fro?

M. Claude Wiseler, Président | Nee, nee, den Här Minister an duerno Parole après ministre, huelen ech un, Här Wolter.

(Interruption par M. Michel Wolter et hilarité)

Sou, den Här Minister huet elo d'Wuert.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Also, nach eng Kéier: Et ass am Osten e Pilotprojet vun engem regionale Kommissariat. Et ass net d'Gemeng Maacher, et ass net d'Gemeng Mäertert, et ass net d'Gemeng Wuermer. Et ass d'Regionalkommissariat Museldall. Et ass net fir eng Gemeng.

An duerfir, well mer eebe bis dato Pilotprojeten an dräi eenzele Gemengen haten, wollte mer och elo testen, wéi d'Police locale kann an enger Regioun ëmgesat ginn. Regioun! Ech hunn et dräimol gesot. Wéi gesot, et ass net d'Gemeng Maacher an et ass net d'Gemeng Mäertert. An d'ailleurs, an der Gemeng Mäertert huet d'Police déi Brigange kritt, déi do un d'Diere klensche waren. Dat ass déi Info, déi ech op d'mannst kritt hunn.

Mee nach eng Kéier: Duerfir, sot net „d'Gemeng Maacher“ oder „d'Gemeng Mäertert“. Et ass d'Museldall-regioun. An dat ass eeben, fir do Erfahrung ze kréien. An dee Bilan gëtt Enn des Joers gemaach. An opgrond vun deenen Erfarunge kann een dann och soen, wéi een eng Police locale an enger Regioun ëmsetzt.

Natierlech ass an enger Regioun am ländleche Raum en anere Besoin wéi an enger Grousstad, wou eebe méi konzentréiert Leit zesumme wunnen, wou, le cas échéant, méi Kriminalitéit ass. Mee et geet jo drëm, preventiv um Terrain ze sinn. An, Här Sehovic, Dir hutt d'Beispill gesot: Wann an der Gemeng Mäertert geklenscht gëtt un den Autoen, fir déi ze klauen, weist dat jo, datt dann och do e Besoin ass, fir preventiv virzegoen.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ok, mir hunn elo nach zwou Demanden. Den Här Clement. Ganz kuerz, jo.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här President. Här Minister, ech sinn Amateur. Ech sinn net an der Interieurskommissioun, mee ech fänken elo un, e bëssen d'Versteesdemech ze verléieren. Mir schwätzen hei grad vun der Police locale. An ech wosst, datt mer d'Police grand-ducale hätten, déi fir d'ganz Land zoustänneg ass, an d'Police locale op kommunalem Niveau.

Elo schwätzt Der vun engem neien, hybride Wiesen, wat eng Police régionale ass, ...

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Dat hunn ech net gesot.

M. Sven Clement (Piraten) | ... wat iwwert d'ganz Musel soll goen, vu Maacher bis erof op Schengen. Also, dat ass awer elo lokal ... Also, dann hu mer gläich och eng Police am Weste vum Land. Dann hu mer eng Police am ..., keng Anung, am Kordall. Dat géif och passen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Dat wär schéin. Dat wär schéin.

M. Sven Clement (Piraten) | Mee ech ... Also, vläicht kënnt Der mer eng Kéier erklären, wat den Ënnerschied elo dann ass zwëschen der lokaler Police an der regionaler Police an der nationaler Police. Well dat dote verstinn d'Leit dobausse jo och net méi.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement, Här Minister.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Ech mengen, Dir gitt do Saache sichen, déi net sinn. Eng Police locale ass eng Unitéit ugesidelt bei engem Kommissariat. An hei hu mer d'Kommissariat vun der Stad Lëtzebuerg, d'Kommissariat vun der Stad Esch, d'Kommissariat vun der Stad Déifferdeng an d'Regionalkommissariat vun dem Museldall. Voilà!

Dir hutt an där Regioun kee Lokalkommissariat Gréiwemaacher. Dir hutt kee Lokalkommissariat Mäertert. Dir hutt kee Lokalkommissariat Wuermer. Dir hutt e regionaalt Kommissariat. Am ländleche Raum ass dat anescht agegliddert wéi am städtesche Raum. Voilà!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. An ech hätt dann nach eng Demande fir Parole après ministre. Den Här Wolter wëllt un d'Riednerpult kommen. Da misst Der him dat fräiloossen, Här Minister. Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.

M. Michel Wolter (CSV) | Merci, Här President. D'Ried vum Här Minister als Äntwert op verschidden Eingebungen, déi hei komm sinn, bréngt mech als Netmember vun der innepolitescher Kommissioun awer derzou, als fréiere Polizeiminister vläicht e puer Saachen an de Kontext ze setzen, wéi se misste gesat ginn.

Mir féieren hei näischt an. Mir féieren hei nees eppes an, wat mer haten a wat mer ofgeschaf hunn. Dat ass fir mech extreem wichteg, ze soen, dass mam Gesetz vun 1999 ... Auteur vun deem Gesetz, also als

Minister federführend, war den Alex Bodry deemools. Et ass gestëmmt gi virum Summer 1999 an de Wale vun 1999. Ech hat d'Éier, duerno als Polizeiminister vun 2009 bis 2004 dat Gesetz en musique ze setzen.

Une voix | 1999.

M. Michel Wolter (CSV) | 1999, pardon. 1999! Do hate mir eng Police geschaf, déi zwee Haaptziler hat, nämlech d'Interventioun an d'Proximitéit. An d'Proximitéit war genau d'selwecht am Gesetz vun 1999 ageschriwwen wéi d'Interventioun. An et ass am Laf vun de Joren, zwee Joerzénge, wou déi Notioun ëmmer méi verschwonnen ass zu enger Police, och ënner Drock vu verschiddene Leit aus der Police selwer, sou dass d'Police eng quasi exklusiv Police d'intervention ginn ass, consacréiert duerch d'Gesetz vun 2018, wat quasi d'Police de proximité ofgeschaf huet.

Ech wëll dat einfach soen. Mir féieren hei nees eppes an, wat mer haten, wat mer iwwer 20 Joer verluer hunn a wou d'Gesellschaft – an dat hunn ech elo de Mëtten awer hei ganz kloer gesinn, an zwar sous forme vun alle Parteie quasi, déi hei sinn – der Meinung ass, dass et zu Onrecht war, dass et schlecht war, dass et mer et verluer hunn.

Firwat hu mer et zum Deel verluer? Mir hunn et zum Deel verluer, well mer et net fäerdegbruecht hunn, aus evidente Grënn, genuch Polizisten ze rekrutéieren iwwer Joren, ech géif souguer soe bal iwwer zwee Joerzénge net genuch Polizisten konnte rekrutéieren fir all déi Besoinen, déi sech aus engem Land erginn, wat ëmmer méi grouss ginn ass, deem seng Populatioun quasi ëm 60 % geklommen ass an deene leschten 20 Joer. Mir hunn et einfach net fäerdegbruecht, genuch Leit ze kréie par rapport zu deenen, déi an d'Pensioun gaange sinn.

Mir woussten dat 1999, 2000, 2001, dass mir 2008, 2010, 2012 Generatiounen vu Polizisten géife kréien, wou ganz vill Leit géife fortgoen. A mir hu jo dunn och d'Krittäre geännert iergendwann eng Kéier, fir ze kucken, dass mer e Rekrutement géife maachen, deen net méi exklusiv e militäresche Rekrutement wär, mee wou mer weesentlech méi Leit rekrutéiert hunn op eng aner Aart a Weis.

An et ass richtig, wat den Här Sehovic seet: Et hu ganz vill Ministere missen iwwer ganz laang Zäit dofir kämpfen, dass mer genuch Leit géife kréien, fir dass mer déi Aufgabe kéinte maachen, déi mer allegueren zesumme mengen, datt se misste gemaach ginn.

An do wëll ech awer da soen, datt ech ganz frou sinn, datt den Här Minister Gloden dat elo nees ugepaakt huet, fir ze soen: „Mir ginn op deen dote Wee, fir déi dote Schinn vun der Politik nees opliewen ze loos-sen“, well eeben – well dat an der Zäit gemaach ginn ass am Kader vum Numerus clausus; deen, mengen ech, gëtt et net méi esou richtig – elo genuch Polizisten do sinn, fir dass ee kann op dee Wee goen.

Nu kann een awer net alles matenee maachen. Dat verstinn ech och. Als Buergermeeschter vun enger Gemeng, déi keen Hotspot ass, déi zwar op der Grenz läit, awer net esou op der Grenz wéi aner Gemengen op der Grenz, weess ech, datt ech mech vläicht e bësse muss gedéllegen. Ech weess, dass d'Stad Lëtzebuerg Besoinen huet, déi weesentlech méi grouss si wéi déi, déi a menger Gemeng sinn. Ech weess, dass Esch méi huet, Déifferdeng méi huet, mee ech soen awer: Ech wär och gär derbäi iergendwann eng Kéier.

(Interruption)

Jo, ech wär och gär den derbäi, well ech hunn och Problemer bei mir an der Gemeng an d'Leit kommen och bei de Buergermeeschter Wolter a soen: „Mee hei, do ass eppes net an der Rei, do ass eppes net an der Rei an do ass eppes net an der Rei.“ An dofir soen ech:

Ech gesinn dat hei haut als en éischte Schrëtt. Ech gesinn et als en éischte Schrëtt an déi richteg Richtung, fir e Feeler, dee mer gemaach hunn, e manifeste Feeler, dee mer gemaach hunn, eigentlech nees riichtzebéien.

An ech sinn ee vun deenen, de Minister weess dat, déi vun Ufank u gesot hunn: „Ech sinn dergéint, datt de Buergermeeschter hei eng direkt Kompetenz kritt.“ Dat mag an der Stad Lëtzebuerg aneschters sinn, mee stellt Iech emol vir, ech als Buergermeeschter géif a menger Gemeng eng direkt Weisungsbefugnis kréie vis-à-vis vun de Polizisten. Ma da kënnt Der Iech jo net virstellen, wat da lass ass! Bei der drëtter Kéier, wou ech iergendengem Noper muss eng Affär, en Dénge maachen, well do eppes ass, da soen ech zum Polizist: „Da gees de dohinner an da protokolléiers de deen doten.“ Ma da musst Der Iech awer mol virstellen, wat dann an den Dierfer lass ass an an den Uertschafte lass ass!

An elo hunn ech nach eng Gemeng mat 11.000 Awunner do ze geréieren, mee et gëtt awer och nach Gemenge mat 3.000 Awunner a wann 2.000 Awunner. Kënnt Dir Iech emol virstellen, wann de Buergermeeschter der Police géif soen: „Wannechgelift, elo gees du e Méinden um 8.00 Auer bei deen do an da méchs du deem e Protokoll fir dat an dat“?

Ech soen Iech ganz éierlech, Madamm Polfer: Ech verstinn Iech, mee ech si ganz frou, datt ech déi dote Responsabilitéit net hunn. A mir geet eigentlech dee reegelméisseg Kontakt als Buergermeeschter mat der Police largement duer, dee mir och hunn. Mir hunn och reegelméisseg Kontakt. Mir gesinn eise Chef do reegelméisseg, fir mat em driwwer ze diskutéieren. An dofir soen ech och do: Mir müssen do vläicht mat zwou, dräi Vitesse fueren, mat zwee, dräi Modelle fueren. Et ass aneschters an der Stad wéi a villen anere Gemengen. A spéitstens bei mir, an do-drënner, sinn d'Problemer aneschters a si sollen och aneschters gekuckt ginn.

An e leschte Punkt, deen ech wëll soen, ass een, deen eigentlech an der Diskussioun hei nach guer net ugeschwat ginn ass, an dofir wëll ech e virbréngen. Dat ass deen, dass mer eis awer Gedanke müssen driwwer maachen, ob mer et net misste fäerdegbréngen, e System ze fannen, fir där Abberzuel vun Incivilitéiten, déi mer an eiser Gesellschaft gesinn an déi zouhuelen, iwwer eng Polizei kënnen entgéintzertrieden. Näischt géint d'Pecherten, ech hunn der och, mee alles dat, wat mer deenen als Kompetenze ginn hunn, ass net dat, wat ech mengen, wat mer brauchen.

Mir brauchen an eisen Uertschaften d'Méiglechkeet, dass et nees méi propper gëtt, dass Protokolle gemaach ginn, dass am Verkéier, an zwar och an deem, dee rullt, intervenéiert ka ginn. Mir brauchen als Buergermeeschtere vu méi kleng Gemengen, déi keng Hotspotten hunn, awer d'Méiglechkeet vun eise Polizisten, an zwar an Uniform, Polizisten, déi d'Bezeichnung „Polizist“ hunn, déi kënnen agräifen, déi eng Carte d'identité kënnen froen, déi méi kënnen maachen, wéi de Pechert haut mécht.

Do brauche mer Hëllef, well ech soen Iech: Eis Gesellschaft ass amgaangen, sech fundamental ze änneren. Et gëtt ëmmer manner Respekt. A mir müssen eis op iergendenger Plaz driwwer ënnerhalen, wéi mer et fäerdegbréngen, de fundamentale Respekt nees an d'Gesellschaft ze bréngen. An dee bréngt ee menger Meinung no och doduerch, dass een dat nees aféiert, wat mer an der Zäit haten: datt de Polizist de Quartier a seng Gemeng kennt huet, a sengem Quartier an a senger Gemeng war, mat de Leit geschwat huet an aleng duerch déi Presenz eigentlech schonn eng Rei

Saache gemaach huet, déi mer haut an eiser Gesellschaft net méi hunn.

An dofir bedauern ech, ganz éierlech, Kolleg Sehovici, dass Der Är Amendementen elo hei esou erabrëngt, ouni d'Chance ze hunn ...

Plusieurs voix | Se waren an der Kommissioun.

M. Michel Wolter (CSV) | Den Här Mosar sot zu mir, se wären net an der Kommissioun gewiescht.

M. Marc Goergen (Piraten) | Se waren an der Kommissioun um Ordre du jour.

M. Michel Wolter (CSV) | Dann ass et gutt. Dann hunn ech et falsch verstanen.

(Interruptions)

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift! Merci.

M. Michel Wolter (CSV) | Entschëllegt, Här President, ech schwätzen net esou oft hei.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Nee, nee.

M. Michel Wolter (CSV) | Mee dat hei ass wierklech e Punkt, dee mir um Häerz läit.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wolter.

(Interruption)

Domat wär dann d'Diskussioun zu dësem Sujet ofgeschloss.

Amendement 1

Éier mer awer zum Vott kommen, ass et esou, datt mer eng Rei Amendementen erakritt hunn. Déi waren elo vum Här Sehovici virgestallt ginn als verschidden eenzel Amendementen. En fin de compte resüméiere se sech awer als een Amendement, well Der am Fong zu dem Projet de loi just een Amendement maacht, fir den Artikel ëmzeänneren, wou zwar verschidde Punkten dra sinn, mee wou et en fin de compte nëmmen een Amendement ass. Dofir brauche mer also och nëmmen iwwer een Amendement ofzestëmmen.

Mir stëmmen also iwwer den Amendement 1 vun déi gréng of, deen als Objet huet, den Artikel 1 ofzeänneren. An da géing ech Iech proposéieren, datt mer de Vott iwwer den Amendement opmaachen.

Vote sur l'amendement 1

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration.

(Brouhaha)

Dat ass den Amendement vun deene Gréngen, dee mer hei zum Vott gestallt hunn. An de Vott ass ofgeschloss.

Den Amendement huet 8 Jo-Stëmmen, 40 Nee-Stëmmen bei 12 Abstentionen. Domat ass den Amendement 1 mat 40 Nee-Stëmmen géint 8 Jo-Stëmmen bei 12 Abstentionen ofgeleent.

Ont voté oui : Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovici, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par Mme Stéphanie Weydert), Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler (par Mme Nathalie

Morgenthaler), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Se sont abstenus : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori.

Den Artikel 1 vum Projet de loi bleift ënnert där Form bäibehalen, wéi d'Kommissioun e virgeschloen huet.

An da géinge mer zum Vott iwwer de ganze Projet de loi kommen, an zwar de Projet de loi 8513. Den Text steet am Document parlementaire 8513^b.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8513 et dispense du second vote constitutionnel

An och hei fänkt d'Ofstëmmen elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Et feelt nach ee Vott. Kuckt vläicht nach eng Kéier no, ob Der och all d'Procuratiounen mat iwwerhollt hutt. Kuckt vläicht och all no, ob jiddweree gestëmmt huet. Bon, da schléissen ech de Vott esou of.

D'Resultat vum Vott ass: 50 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm, 9 Abstentionen. Dëse Projet de loi ass also mat 50 Jo-Stëmmen bei 9 Abstentionen ugehallt.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par Mme Nancy Arendt), Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovici, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

8. 8557 – Projet de loi portant changement de limites entre la Ville d'Esch-sur-Alzette et la Commune de Schifflange

An da komme mer zum nächste Punkt vun eise Ordre du jour vun dëser Woch, dem Projet de loi 8557 iwwer d'Ännerung vun den Escher an de Schifflenger Grenzen. Ech erënneren Iech dorun, datt

dëst e Riedemodell „avec rapport et sans débat“ ass an deemno esou opgedeele, datt d'Rapportrice 5 Minutten huet an d'Regierung, wa se wëllt, dann och 5 Minutten huet. D'Wuert huet elo d'Rapportrice, d'Madamm Nathalie Morgenthaler. Madamm Morgenthaler.

Rapport de la Commission des Affaires intérieures

Mme Nathalie Morgenthaler (CSV), rapportrice | Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, léif alleguer, mam Gesetzesentwurf 8557 sollen d'Grenzen tëschent der Gemeng Schëffleng an der Stad Esch geännert ginn. Nodeems mer virum Summer schonn e Gesetz gestëmmt hunn, wou d'Grenzen tëschent der Gemeng Käerjeng a Péiteng llicht ofgeännert gi sinn, stinn dann haut zwou weider Südgemengen um Programm.

D'Zil vun deemem Projet ass et, eng kohärent an effikass Bebauung vun den Industriebroche vun ArcelorMittal ze erméiglechen. Dese Site läit um Gebitt vun deenen zwou Gemengen. An den nächste Jore soll do en ambitiéis Projekt änlech wéi de Belval entstoen, Metzschmelz genannt. Et ass bei der Planung festgestallt ginn, dass déi aktuell Grenz eng Rei administrativ, technesch a juristesche Hürde mat sech bréngt, an dofir sollen dës Problemer aus dem Wee geraumt ginn.

Déi innovativ Ëmwandlung vum Site gesäit vir, eng strateegesch Zon ze entwéckelen, an där sech souwuel ëffentlech Infrastrukturen, ekonomesch Aktivitéiten, Gréngfläch wéi och Wunraum wäerten erëmfannen an en harmonescht Bild wäerten ofginn. E weidert Element ass déi strateegesch Zuchlinn Cimalux, déi aktuell eng visuell Grenz mécht an déi zwee Terrainen deelt, wat zu Onkloerheete ka féieren. Och dëst soll heimat behuwe ginn.

Fir d'Realisatioun vun deemem Projet ginn nei PAPen ausgeschafft, déi kohärent mam gesamte Masterplang fir de Site sinn. Fir d'Ausschaff vum de PAPen ass d'Ännerung vun der Gemengegrenzen dann elo néideg.

Här President, Léif Kolleginnen a Kollegen, léif alleguer, d'Gemengeréit vun der Stad Esch an der Gemeng Schëffleng hunn deenen Ännerungen an hire jeeeweileg Sëtzunge schonn Enn vun leschte Joer zougestëmmt. Duerch d'Ännerung vun der Grenze gëtt d'Gesamtfläch vun deenen zwou Gemengen net ugepak. Et gëtt en Tosch eent zu eent vun engem Hektar, zwielef Ar an engem Zentiar gemaach, soudass keng Gemeng Terrain dozougewënnt oder verléiert.

Den Inneminister huet dese Gesetzesentwurf den 18. Juni 2025 hannerluecht. A punkto Aise gouf et nëmmen dee vun Staatsrot, deen awer bis op e puer legistesche Bemierkunge keng Observatiounen hat. De Rapport ass de 24. September eestëmmt an der Kommissioun ugeholl ginn.

Heibanne si mer all der Meenung, dass et wichteg ass, dese Projet, dese flotten an innovative Projet vun der Metzschmelz, deen e wichteg Bausteen an der Entwécklung vum Süde vum Land ass, virunzedreien.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci. Ech soen der Rapportrice Merci fir hire schrëftlechen a fir hire mündlechen Rapport a froen dann d'Regierung, ob d'Regierung wëllt d'Wuert huelen.

Une voix | D'Regierung ass beschäftegt.

M. Claude Wiseler, Président | D'Regierung ass beschäftegt, mee wëllt d'Regierung d'Wuert huelen? Dann däreft se dat elo. Här Minister.

Prise de position du Gouvernement

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Et ass jo e Rapport sans discussion, krut ech gesot. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Gutt, villmools merci, Här Minister. Da wär d'Diskussioun zu deemem Projet de loi ofgeschloss.

A mir géingen direkt zum Vott iwwert de Projet de loi 8557 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8557².

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8557 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Kuckt nach no, et ass eng Stëmm, déi feelt. Gutt, ech schléissen de Vott of.

D'Resultat vum Vott ass: 59 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm a keng Abstentioun. Dese Projet de loi ass also mat 59 Jo-Stëmm bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par Mme Nancy Arendt), Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

9. Motion de Mme Liz Braz relative à la suppression de l'autorisation d'occupation temporaire pour les demandeurs de protection internationale

(Motion déposée en séance publique n° 100 du 15 octobre 2025 – à consulter en page 17 de ce compte rendu)

An dann hate mer nach am Ufank vun eiser Sëtzung d'Motioun vun der Madamm Liz Braz iwwert d'Ofschaf vum der Autorisation d'occupation temporaire fir d'Demandeurs de protection internationale op den Ordre du jour gesat. Da froen ech fir d'éischt d'Madamm Braz, ob se wëllt elo nach d'Wuert huelen. Dir hat d'Motioun schonn erkläert. Dat heescht, Dir huelt duerno warscheinlech nach d'Wuert. Da géing ech froen, wien zu dëser Motioun wëllt Stellung huelen. D'Madamm Cahen. Madamm Cahen, da fänkt Dir un.

Discussion générale

Mme Corinne Cahen (DP) | Villmools merci, Här President. Merci och un d'Madamm Braz fir den Depot vun dëser Motioun, déi jo wierklech am Aklang ass mat deem, wat ech gëschter an der Question élargie den Aarbechtsminister gefrot hunn. An ech mengen, de But vun ons alleguerten ass natierlech, dass mer beienee fannen an dass och déi Betriber, déi Aarbechtsplazen ze offréieren hunn, bei déi Leit fannen, déi Zäit hunn, fir schaffen ze kommen, a Loscht, nämlech och bei d'Demandeurs de protection internationale. An dofir sinn ech och ganz frou iwwert déi Motioun.

A mir haten och e bëssen awer driwwer diskutéiert. An ech géing proposéieren, awer den Invite e bësselen ëmzeschreiwen, verschidden Tiren, net alleguerten. An ech géing déi dann eng Kéier kuerz virlesen, nämlech: „invite le Gouvernement à présenter dans les meilleurs délais, et au plus tard au courant du premier trimestre 2026, un projet de loi réduisant la possibilité pour un DPI de demander une AOT au bout de quatre mois et non plus au bout de six mois“.

Zweetens: „à permettre aux DPI en possession d'une AOT de profiter des offres de l'ADEM“, fir dass se eeben do en Accès hunn.

Dann: „à faciliter les procédures administratives pour les entreprises voulant procéder à une occupation temporaire d'un DPI“. Do hate mer jo och driwwer geschwat, dass dat net ze laang däreft daueren, well wann eng Entreprise ee brauch, da muss dat séier goen.

Dee leschten Tiert géinge mer dann awer esou loosse, wéi d'Madamm Braz en och proposéiert huet: „introduire des mesures concrètes pour faciliter l'accès des DPI à l'entrepreneuriat ainsi qu'aux professions indépendantes“.

Voilà, dat wär dat, wat mir géinge proposéieren, well mer wierklech wëilten, dass mer ons do eens ginn, dass et méi séier geet, dass mer do effektiv dann eng Solutioun fannen, fir dass d'Leit, déi hei an d'Land kommen, awer méi séier kënnen schaffen. Ech mengen, d'Regierung huet sech och dozou bereet erkläert. An dofir géinge mer se nach eng Kéier invitéieren, dat och schnellstméiglech ze maachen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Cahen. Den Här Keup huet d'Wuert gefrot.

M. Fred Keup (ADR) | Merci. Merci, Här President. Also einfach elo zur Prozedur: Ech fannen et schonn e bësse bedenklech, wa mer higin ... Mir hunn dräi Invitten. Mir sträichen déi elo a mir ersetze se duerch véier Invitten. Da géif ech an deem Sënn awer virschloen, dass een higeet an eng nei Motioun opstellt an déi nei erabréngt. Ech mengen, dat ass méi iwwersichtlech, wéi elo hei zum Schluss schnell iergendwéi Saache virzeliesen an da muss een dorobber reagéieren.

Grondsätzlech wëll ech awer eppes zu dëser hei soen. De Problem, dass et déi Frist gëtt, jo, dat kann een als Problem gesinn, mee dat ass awer net de reelle Problem. De reelle Problem ass, dass d'Asylprozeduren ze laang daueren.

M. Tom Weidig (ADR) | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | Dat ass kloer. Et geet net drëms, dass se sollen éischter schaffe goen. Et geet drëms, dass se sollen éischter eng Decisioun kréien an dass déi Decisioun och éischter duerchgesat gëtt.

An dat muss et jo sinn: Wa mer Leit hunn, déi aus séchere Länner kommen, da muss dat schnell goen, dass déi Leit och erëm schnell zrëckginn. Wa mer Leit

hunn, déi heihinner kommen, da muss schnell eng Decisioun kënnen geholl ginn. An net, dass dat schleeft a Méint a Joren dauert. D'Zil muss jo sinn – ech soen dat vläicht naiv –, dass een, deen heihinner kënn, bannent dräi Méint Bescheid weess, ob en dierf heibleiwen oder net. Dat muss jo d'Zil sinn.

An da stellt sech déi Fro hei vum Schaffegoe fir en Asylbewerber guer net. Well de Problem ass: Den Asylbewerber, dee weess jo guer net, ob e kann heibleiwen oder net. Dee ka jo all Moment gesot kréien, e misst zréckgoen. A wann Der sot: „Dee geet direkt schaffen“: Jo, ok, mee da muss e sech och bewosst sinn: „Ech kann zwar elo vläicht schaffen, mee ech kann och direkt erëm zréckgeschéckt ginn.“ Dat ass jo d'Realitéit vum DPI, vum Asylbewerber, soudass déi Iddi vun där Frist, déi ëmmer do war an déi et an all de Länner gëtt, jo net ganz falsch ass.

Déi Frist ass jo hei an dëser Chamber decidéiert ginn. An déi Leit, déi déi decidéiert hunn, déi ware jo net méi blöd an net méi falsch wéi mir. Déi hunn dat jo gemaach aus valabele Grënn: dass et muss eng kloer Rechtslag gi fir déi Persoun, déi betraff ass, dass och eng gewëssen Integratioun muss virbereet ginn, dass och muss méiglech sinn, dass een un déi Persoun kënnt, wann ee muss un déi kommen, fir déi ganz Prozedur ze duerchlafen. Dat sinn alles Punkten, déi awer wichteg sinn a firwat dat agefouert ginn ass.

Duerfir si mir eigentlech am Prinzip heimadder elo net ganz zefridden a mir géif, sou wéi et hei elo steet, net derfir stëmmen. Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Madamm Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Ech hat elo d'Gefill, wéi wann den Här Keup eng ganz Rei verschidden Dossiere matenee vermëscht hätt.

M. Fred Keup (ADR) | Nee, nee! Nee, nee!

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Fir erëm op d'Diskussioun zréckzekommen, déi jo am Fong och den Ulass war vun der Question élargie: Do kënnen mer eis ralliëiere par rapport zu dëse Proposen. Et kann een natierlech eng méi grondsätzlech Fro stellen, ob et véier, dräi oder zwee Méint solle sinn oder ob et ee Mount soll sinn. Ech mengen, verstanen ze hunn, dass guer keen Delai net machbar wier. Mee bon, dat ass eng Diskussioun, déi een, mengen ech, nach an deenen nächste Méint a Jore kann och politesch ausdiskutëieren.

Ech fannen, dass dat heiten eng Propos ass, déi duerchaus déi richteg Richtung aschléit an déi mer och kënnen ënnerstëtzen. Mir haben den 29. September schon eng Kéier an der Familljekommissioun mam ONA zesummen iwwert d'Situatioun vun de Refugiéen hei zu Lëtzebuerg geschwat. Do hate mer am Fong schonn ausgemaach, eng Jointe ze maachen tëscht der Familljekommissioun an dem Travail, fir genau déi dote Problematik och nach eng Kéier ze diskutëieren.

Ech si frou, dass mer elo schonn e bësselchen Acceleratioun an deen Dossier erakritt hunn duerch d'Question élargie an och duerch dës Motioun. Ech sinn trotzdem awer nach ëmmer Demandeur, dass mer déi dote Jointe maachen. Ech mengen, et gëtt vill ze beschwätzen an och vill Saachen ze evaluëieren, déi an deene leschte Jore bei der ADEM en place waren, et vläicht elo net méi sinn, a wéi mer zesumme kënnen kucken, dass mer op deem doten Dossier virukommen. Mir kënnen op alle Fall dës Ännerunge matdroen an hoffen, dass mer awer dann och zäitno kënnen eng Kommissioun zum Sujet maachen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. Dann ass d'Wuert fir den Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Merci och der Madamm Braz dofir, déi Motioun abruucht ze hunn, well fir eis als Piraten ass et ganz kloer: Een, deen hei op Lëtzebuerg kënnt, dee soll kënnen ab dem éischten Dag, wou en hei um Territoire ass, och schaffe goen, wann en dat wëll, wann en dofir apt ass, wann en eng Aarbecht fënnt. Firwat soe mer de Patronen: „Dir musst hei duerch esou vill Reefercher sprangen“? Si musse quasi eng ganz Zirkusshow matmaachen, fir datt se kënnen een astellen, dee wëllt schaffe goen, wou dann hannendrun déi Leit, déi sech elo géint déi heite Motioun stellen, soen: „Majo, mee se gi jo guer net schaffen.“

Ma se wëlle schaffe goen! Ma da sollt mer se och schaffe loosse. A genau dofir sollt een dat heiten och genau esou stëmmen. A sollten eis elo wierklech net an dee falsche Wee erëm drécke loosse, fir ze soen: „Jo, mir ginn da vu sechs op véier Méint erof.“ Dat ass – pardon, Madamm Cahen, do sinn ech net bei Iech – dann awer iergendwou Symbolpolitick, fir ze soen: „Mir hunn awer eppes gemaach.“ Mee um Enn vum Dag sinn et awer véier Méint, wou se do sëtzen, d'Daimcher ze dréien, an näischt dierfe maachen. Well dat ass jo de Problem!

Mir schwätzen hei vu Leit, déi op Lëtzebuerg kommen, déi wëlle schaffe goen, déi sech wëllen an der Gesellschaft abréngen, soss géife se net kommen. A mir soen hinnen als Staat: „Dir dierft net schaffen.“ A genau dat ass de Problem. Déi Leit wëlle schaffen. Déi Leit wëlle Geld verdéngen. Déi Leit wëlle fir hir Famill kënnen opkommen. An déi Leit wëlle sech integrëieren. A genau dofir sollte mer hinnen dann och déi Chance ginn!

An dat ass eppes, wat mer am Moment net maachen. An domadder spille mer genau esou Rätefängere wéi dem Här Weidig voll an d'Kaarten, ...

(Interruption par M. Fred Keup)

... wa mer hinne soen, se dierften net schaffe goen.

M. Fred Keup (ADR) | Här Clement, Dir hutt eng wäiss West, gell?

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift! Här Clement, kommt zum Schluss.

(Interruption)

M. Sven Clement (Piraten) | Ech hu jo nach e bëssen Zäit, Här President.

Mee et gëtt awer vläicht nach ee weidere Punkt, deen ech wëllt uschwätzen. An dat ass: Ech si bei deenen éischten zwee Punkte vun den Invitten absolutt bei Iech, Madamm Braz. Komescherweis wëllt d'Majoritéit do dann Ännerunge maachen. Bei dem drëttem wonnert et mech u sech guer net, datt d'Majoritéit keng Ännerunge wëllt maachen, well genau do bräichte mer u sech nach e puer Schutzmesuren, fir ze verhënneren, datt mer eebe grad an Ausbeutungssystemer kommen, wou et herno vläicht Scheinselbstännegkeet kéint ginn. Do hätt ee vläicht e bësse méi wäit kënnen goen.

Mir kënnen awer mat der Versioun, wéi se elo ass, ganz gutt liewen. Wann d'Madamm Braz da seet, se géif d'Ännerungsvirschléi unhuelen, stëmme mer d'Motioun och mat, well et eng Verbesserung wäert sinn, mee mir hätten am léifsten, wa se hei wierklech ab dem éischten Dag, wou se zu Lëtzebuerg sinn, dierfe schaffe goen. An dat ass dat, wat mat der éischer Versioun am beschte géif erlaabt ginn.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Den Här Spautz an duerno den Här Baum.

M. Marc Spautz (CSV) | Jo, merci, Här President. Ech wëll fir d'éischt soen, dass mir déi dräi Ännerunge wäerte matdroen. Ech wëll just soen: Dat mat de „vu sechs op null“, dat ass administrativ relativ schwéier ze maachen, well do muss jo och nach eng Gerance gemaach ginn. Dofir stoungen déi véier Méint och schonn am Koalitiounsaccord, an dat ass och geschter nach eng Kéier gesot ginn, well een och do awer prozedural muss bleiwen, fir och déi Leit kënnen ... Du kanns net soen: „Du këns haut un an da gees de muer schaffen.“ Du muss och nach verschidden aner administrativ Problemer léisen, déi zwar näischt mam Aarbechtsmaart ze dinn hunn, mee déi mat der Integratioun ze dinn hunn. Dat ass deen ee Punkt.

An deen zweete Punkt ass deen, wou nach d'Fro vun där Jointe gestallt ginn ass. D'Madamm Minella an ech waren eis eens, dass mer dat och maachen, dass mer och déi Jointe wäerten aberuffen. Mee dat maache mer elo net vun haut op muer. Dat maache mer, wa mer alleguerten déi Punkten, déi d'Madamm Bernard schonn eng Kéier ënnerstrach huet, vun deenen zwee Ministèren hunn. An da maache mer déi Jointe selbstverständlech, fir dann och iwwert deen dote Punkt kënnen am Detail ze schwätzen a fir dass mer dann do och déi néideg Vites an dee Projet kréien, fir dat kënnen ze maachen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Spautz. Här Marc Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, mir ënnerstëtzen dat heiten och. Et ass en, mengen ech, ganz wichtige Schrëtt an déi richteg Richtung. Déi Argumenter, fir ze soen, dat do wier net de Problem, de Problem wieren d'Prozeduren, déi ze laang géifen daueren ... Mee ob véier oder sechs Méint, d'Situatioun ass ëmmer d'selwecht. Dat heescht, och wann een no sechs Méint ufänkt mat schaffen, heescht dat net zwangsläufig, datt een herno net awer debutéiert gëtt.

Wat et awer bréngt: Jee éischer een op den Aarbechtsmarché kënnt ..., an doriwwer hate mer hei jo och eng grouss Diskussioun, datt Aarbecht awer och Wäert schafft an och Wäertschätzung schafft, och fir sech selwer, datt een d'Gefill huet, datt een un enger Gesellschaft participéiert an eppes zu enger Gesellschaft bäidroen kann, d'ailleurs och géint Remuneration, wat sécher och richteg ass. Dat hëlleft awer, mengen ech, a ganz konkrete Situatioune souwuel deene Leit, déi an där Situatioun sinn, wéi awer och Entrepreneuren, déi op der Sich no Main-d'oeuvre sinn.

Also dat hei ka wierklech eng Win-win-Situatioun sinn am Interêt vun eiser Gesellschaft. Duerfir wäerte mer dat hei op jidde Fall ënnerstëtzen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Ech hunn och nach eng Wuertmeldung vum Här Keup. Vu datt d'ADR nach Zäit huet, kritt hien nach d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, merci, Här President. Ech wollt zwou Saache soen. Déi éischt ass relativ einfach. Et muss ee jo awer oppassen, wéi eng Terminologie ee benotzt. An en Asylbewerber, deen also heihinner kënnt als DPI, deen ass nach net als Refugié unerkannt, ergo ass dat weeder e Flüchtling nach e Refugié. Et ass am Prinzip e Migrant, deen Asyl ufreet, also en Asylbewerber oder en DPI. An et ass onkloer, ob deen hei ka bleiwen. An a ville Fäll ass dat jo och net de Fall.

Déi zweet Saach, déi ech wollt soen, ech stellen dat lo einfach fest an där Diskussioun, wéi se hei gefouert gëtt: Hei gëtt emol heiansdo méi haart geschwat,

heiansdo emol méi fein, heiansdo ass et och e bësse méi sec. Jo, dat gehéiert derzou. Mee ech hunn awer haut hei geléiert, dass een dat Wuert „Ratefänger“ kann hei zu jiddwerengem heibannen einfach esou soen an dass dat den neien Toun ass, deen hei anscheinend üblech wäert ginn. An ech weess net, ob vill Leit sech deem wäerten uschléissen. Verschidde Leit kënnen sech dat eeben dann erlaben. Wann anerer dat gesot hätten ... Ech weess et net. Mee gutt, wann dat den neien Toun ass, je veux bien.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Domat wär da keng Wuertmeldung méi do. Da kritt d'Madamm Braz d'Wuert.

Mme Liz Braz (LSAP), auteure | Gutt. Bon, ech si frou, dass mer plus ou moins e Konsens fonnt hunn. Ech bedauern natierlech e bëssen, dass d'Essenz aus där Motioun elo eraus ass, nämlech déi, dass een, deen heihinner kënnt a gewëllt ass ze schaffen, och vum éischten Dag un déi Méiglechkeet kritt.

Wann een dat elo vu sechs op véier Méint erofsetzt, mengen ech, ass dat éischter kosmeetesche mécht herno kee Risenënnerscheed. Et ass awer, mengen ech, trotzdeem e Schratt an déi richteg Richtung, an dofir si mer och ganz gewëllt, déi Ännerungen esou matzedroen.

An ech begrëissen och, dass deen zousätzlechen Tiret elo am Fong just soll heeschen, dass déi Prozedur vun enger AOT soll vereinfacht ginn. Déi ass am Moment zimmlech bürokratesch. Do musse souwuel de Patron wéi och den DPI sech engagéieren, fir déi Prozedur an d'Weeër ze leeden. An ech fannen dat ganz begrëssenswäert, dass mer deen Tiret elo nach derbäisetzen.

Jo, effektiv ass ee vun de Problemer an der Migrationsspolitick de Problem vun de laange Prozeduren, mee dee léist sech net haut a muer. An dofir musse mer parallell aner Weeër fannen, fir déi Leit an deene Prozeduren hei ze integréieren. An ech fannen et vun enger incroyabeler Hypokrisie, dass déi Partei, déi déi éischt ass, fir op d'Migranten ze klappen, wann et ëm d'Integratioun geet, an hinne virzeweifen, si géife sech net integréieren, an déi éischt ass, déi haart jäizt, dass d'Migranten eisem Staat géifen op der Täsche leien, ...

(Interruption)

... elo déi ass, déi sech hei dergéint wiert, deene Leit d'Chance ze ginn, sech éischter an den Aarbechtsmarché ze integréieren. Et weist, dass Der absolutt net léisungsorientéiert sidd a just do sidd, fir Polemik ze maachen, an net, fir Problemer reell ze léisen.

Plusieurs voix | Très bien!

Sven Clement (Piraten) | Très bien! Et nul ne peut prendre la parole plus que deux fois.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Braz. Den Här Keup huet d'Wuert gefrot fir e Fait personnel, huelen ech hunn.

M. Fred Keup (ADR) | Ganz genau!

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | E Fait personnel ass ... Dir kritt d'Wuert just, fir eng Rektifikatioun ze maachen.

M. Fred Keup (ADR) | Voilà! Dat ass jo virgesinn am Règlement an et ass üblech, dass dat hei gemaach gëtt. Dat wësst Dir och.

(Brouhaha et interruption par M. Sven Clement)

M. Claude Wiseler, Président | Op dat, wat elo gesot ginn ass, Här Clement. Den Här Keup huet elo fir eng kuerz Rektifikatioun d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | D'Madamm Braz huet eis dat hei virgeworf. Dat ass awer net richteg. Een, deen hei Asyl krut an dann eebe Beneficiaire ass vum Asyl, dee soll natierlech schaffe goen. A leider sinn dat der oft net genuch, aus verschiddene Grënn. Mee een, deen hei elo Asylbewerber ass, dat ass awer eng aner Geschicht. Mee fir pauschal ze soen, dass mir dann net wëilten, dass déi solle schaffe goen ... Evidenterweis soll een, ...

M. Claude Haagen (LSAP) | Dir fillt Iech ugesprach.

M. Fred Keup (ADR) | ... deen hei zu Lëtzebuerg Asyl kritt, kënnen schaffe goen a sollt och onbedéngt schaffe goen.

(Interruption par M. Claude Haagen)

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift!

M. Fred Keup (ADR) | Wie bläert do sou?

(Interruption et hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Sou. Den Här Keup huet säi Punkt gemaach. Ech soen Iech Merci. Domat ass d'Diskussioun zu där Motioun ofgeschloss. D'Madamm Braz huet déi Modifikatiounspropositiounen akzeptéiert, déi vun der Madamm Cahen virdrun am Detail virgelies gi sinn.

Ech stellen also elo dës Motioun ënnert der Form, wéi d'Madamm Cahen se mat de Modifikatiounen proposéiert huet, zum Vott.

Motion modifiée

La Chambre des Députés,

considérant

– *que la durée de traitement des demandes de protection internationale dépasse majoritairement la durée de la procédure d'examen de six mois ;*

– *que le taux d'emploi des bénéficiaires de protection internationale au Luxembourg s'établit globalement à 33,6 % pour 2025 ;*

– *qu'un demandeur de protection internationale (DPI) ne peut accéder au marché du travail qu'après avoir obtenu une autorisation d'occupation temporaire (AOT), seulement valable pour un seul emploi et obligatoirement renouvelable après six mois ;*

– *qu'une demande d'AOT ne peut être effectuée par le DPI qu'au plus tôt six mois après l'introduction de sa demande de protection internationale ;*

– *que, selon la Chambre des Métiers, 23 % des entreprises ont indiqué que leur activité avait été affectée par la pénurie de main-d'œuvre qualifiée au deuxième trimestre 2025 ;*

– *que le programme gouvernemental prévoit que les DPI peuvent conclure un contrat de travail « dans les domaines à forte pénurie de main-d'œuvre » quatre mois après l'introduction de la demande de protection internationale,*

invite le Gouvernement à

– *présenter dans les meilleurs délais, et au plus tard au courant du premier trimestre 2026, un projet de loi réduisant la possibilité pour un DPI de demander une AOT au bout de quatre mois et non plus au bout de six mois ;*

– *permettre aux DPI en possession d'une AOT de profiter des offres de l'ADEM ;*

– *faciliter les procédures administratives pour les entreprises voulant procéder à une occupation temporaire d'un DPI ;*

– *introduire des mesures concrètes pour faciliter l'accès des DPI à l'entrepreneuriat ainsi qu'aux professions indépendantes.*

(s.) Liz Braz, Taina Bofferding, Francine Closener, Georges Engel, Paulette Lenert.

Vote sur la motion modifiée

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vot par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass Jo: 55, Nee: 5. Dës Motioun ass also mat 55 Jo-Stëmme bei 5 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par Mme Stéphanie Weydert), Félix Eischen, Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Pölfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par Mme Claire Delcourt), Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic (par Mme Djuna Bernard), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

10. Dépôt d'une motion par M. Tom Weidig

Éier mer elo zum Schluss kommen, hunn ech nach eng Wuertmeldung vun dem Här Tom Weidig fir en Depot vun enger Motioun. Här Weidig, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Tom Weidig (ADR), auteur | Jo. Merci, Här Président. Et geet ëm eng Motioun fir de Verbrennermotor. Dir hutt warscheinlech all matkritt, datt d'Welt sech ännert. Eis Positioun vun der Technologieoffenheet gëtt ëmmer méi gedeelt vun Däitschland, Italien, Polen, mee och vun der EVP, wou d'CSV ...

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Ech géing Iech bidden, alleguer méi roueg ze sinn an den Här Weidig schwätzen ze loossen.

M. Tom Weidig (ADR), auteur | ... derbäi ass. An duerfir deposéiere mir eng Motioun, wou mir d'Regierung opfuere, datt se sech bei der EU-Kommissioun an och bei eise Partnerlänner derfir asetzt, de Verbuut vum Verbrennermotor 2035 zréckzeziehen. Merci.

Motion

D'Chamber vun den Deputéierten

ass sech bewosst, datt

– *2035 um Niveau vun der EU en Zouloosungsverbuut fir nei Autoe mat Verbrennungsmotor a Kraaft trëtt, stellt fest, datt*

– *et a villen EU-Länner, dorënner och Lëtzebuerg, un där néideger Infrastruktur feelt, besonnesch wat d'Stroumversuergung an d'Luedinfrastruktur betrëfft;*



– de Verbuet déi potenziell nohaltég Technologie vu moderne Verbrennungsmotoren, déi mat E-Fuels bedriwwen ginn, ausschléisst;

– vill Experten a Vertrieeder aus dem Secteur dat aktuell Zil als onrealistescht aschätzen, well d'Transformation zur Elektromobilitéit komplex an deier ass a souwuel Industrie wéi Verbraucher iwwerfuert;

– an der EU vill Aarbechtsplazen un der klassischer Autosindustrie hänken an en abrupte Verbuet 2035 an

deem Secteur sech och negativ op d'Wirtschaft an der EU an zu Lëtzebuerg géif auswirken;

– vill aner Länner de Verbuet fir 2035 zeréckzéie wëllen, dorënner och déi däitsch Regierung,

fuert d'Regierung op,

– sech bei der EU-Kommission souwéi eise Partnerlänner anzesetzen, fir de Verbuet vum Verbrennungsmotor 2035 zeréckzéien.

(s.) Tom Weidig.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig.

Domat si mer dann um Schluss vun eiser Sëtzung ukomm. Déi nächst Sëtzunge sinn den 28., 29. an den 30. Oktober virgesinn.

An d'Sëtzung ass opgehewen.

(La séance publique est levée à 17.40 heures.)

Questions au Gouvernement

Sommaire

Objet	N°	Auteur	Page	Objet	N°	Auteur	Page
Protection des mineurs et lutte contre la pédocriminalité	2394	Nathalie Morgenthaler	51	Déclarations des représentants de la BCEE dans la Commission spéciale « Caritas »	2722	Marc Baum	65
Accès à la nationalité luxembourgeoise pour les élèves des écoles européennes publiques	2458	Meris Sehovic, Djuna Bernard, Sam Tanson	52	État d'avancement de l'organisation des « Lëtzeburger Bünepräisser » 2025	2723	Djuna Bernard	66
Site supplémentaire de l'École d'Hôtellerie et de Tourisme du Luxembourg	2498	Marc Goergen	53	Bilan provisoire des émissions de gaz à effet de serre pour l'année 2024	2724	Claire Delcourt	66
Évaluation de l'application du Paquet « Déchets »	2506	Mars Di Bartolomeo	53	Vols dans le commerce	2725	André Bauler	67
Évolution des compensations in situ	2516	Joëlle Welfring	53	Apologie de crime	2726	Taina Bofferding	67
Pénurie d'aides-soignantes	2521	André Bauler, Gilles Baum	54	Réserves d'or de l'État luxembourgeois	2727	André Bauler	67
Impact de la centrale de Cattenom sur la Moselle en période de chaleur	2654	Mars Di Bartolomeo, Claire Delcourt	55	Présence du Harle bièvre au Luxembourg	2728	Gusty Graas	67
Délais d'attente pour un examen IRM	2655	Claire Delcourt, Mars Di Bartolomeo	56	Numéros alternatifs pour les appels de secours	2730	Marc Goergen	68
Propositions formulées par la plateforme Meng Landwirtschaft	2657	Joëlle Welfring	57	Sanction de la CSSF contre la Spuerkeess et réponse du Gouvernement	2731	Taina Bofferding, Franz Fayot, Mars Di Bartolomeo	68
Utilisation de l'acétamipride au Luxembourg	2664	Joëlle Welfring	57	Bilan des accidents et sanctions liés à l'alcool au volant depuis la baisse du taux à 0,5	2732	Jeff Engelen	69
Impact de l'avis consultatif de la Cour internationale de justice sur la position luxembourgeoise relative à la reconnaissance du droit à un environnement sûr, propre, sain et durable	2665	Joëlle Welfring, Sam Tanson	58	Statistiques des suppressions de lignes RGTR en 2023 et 2024 et causes des incidents	2734	Jeff Engelen	69
Avis de la Cour internationale de justice sur le climat	2674	Gusty Graas	58	Cyberattaque contre POST et impact sur les infrastructures critiques	2735	Sven Clement	70
Bandes non productives	2686	Joëlle Welfring	59	Protection des numéros d'urgence face aux cyberattaques	2736	Sven Clement	70
Rénovation et extension du Centre SNJ Hollenfels	2695	Fred Keup	59	Planification d'un nouvel aéroport	2737	Laurent Mosar	70
Anorexie	2698	André Bauler, Gilles Baum	60	Création d'emplois dans les services financiers	2738	Laurent Mosar, Maurice Bauer	71
Plan d'action pour l'agriculture biologique	2709	Joëlle Welfring	61	Bilan et perspectives pour les bénéficiaires ukrainiens de la protection temporaire	2739	Nathalie Morgenthaler	72
Piste principale de l'Aéroport de Luxembourg-Findel	2714	Jeff Engelen	63	Charge administrative des enseignants	2740	Gilles Baum, Barbara Agostino	73
Rénovation de bâtiments à sauvegarder	2717	Fred Keup	63	Feux de forêt	2741	Mars Di Bartolomeo	73
Cohérence du Luxembourg avec son engagement en faveur d'un moratoire sur l'exploitation minière des fonds marins	2718	Joëlle Welfring	64	Aides aux ménages en précarité énergétique	2742	David Wagner, Marc Baum	73
Consommation du stupéfiant « crack »	2720	Mars Di Bartolomeo	64	Cofinancements dans le cadre du Fonds pour une transition juste	2743	David Wagner, Marc Baum	74
Nombre d'habitations achevées par le Fonds du logement	2721	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	64	Formation policière et traitement des agressions LGBTIQ+	2744	Marc Baum	74
				Impact de la cyberattaque contre POST sur la résilience opérationnelle du secteur financier	2745	Sven Clement	75
				Cyberattaques contre opérateurs télécoms en Europe	2746	Sven Clement	76



Usage éventuel de services Palantir par l'État luxembourgeois	2747	Sven Clement	77	Sanctions de la CSSF contre la Spuerkeess et la BGL BNP Paribas dans le contexte du scandale Caritas	2774	Tom Weidig	87
Encadrement légal des connexions VPN au Luxembourg	2748	Marc Goergen	77	Coopération entre le LNS et des laboratoires privés et automatisation au sein du LNS	2775	Mandy Minella, Gérard Schockmel	87
Prime d'amélioration pour un assainissement énergétique	2749	David Wagner	77	Utilisation de drones pour la pulvérisation dans la viticulture	2776	Claire Delcourt	88
Aides environnementales dans le domaine du logement	2750	David Wagner	78	Aide pour le Cap-Vert	2777	Marc Goergen	88
Garantie et subvention d'intérêt pour prêts climatiques	2751	David Wagner	78	Langue luxembourgeoise dans les structures d'accueil pour enfants	2778	Fred Keup	89
Influence chinoise sur des secteurs économiques luxembourgeois	2752	Marc Goergen	79	Retour de personnes suite aux contrôles des frontières par la police allemande	2779	Marc Goergen	90
Fusion « Nordstadfusioun »	2753	André Bauler	79	Crêches en forêt	2780	Marc Goergen	90
Réseau RENITA et sécurité des communications	2754	Marc Goergen	80	Factures pro forma	2781	Marc Goergen	90
Certificats de décès	2755	André Bauler, Gilles Baum	80	Remboursement de la liposuction pour le traitement du lipodème	2782	Alexandra Schoos	91
Recrutement militaire et bataillon binational belgo-luxembourgeois	2756	Alex Donnersbach	81	Retour de personnes suite aux contrôles des frontières par la police allemande	2783	Fred Keup	91
Mention de l'identité de genre	2757	Claire Delcourt	82	Maladies rares	2785	Claire Delcourt	91
Bagatelles en matière de permis de construire	2758	Mars Di Bartolomeo, Dan Biancalana	82	Refus de préretraite pour anciens salariés de Liberty Steel	2786	Georges Engel, Mars Di Bartolomeo	92
Avancement du projet de règlement national de construction	2759	Mars Di Bartolomeo, Dan Biancalana	83	Coordination des horaires des transports publics	2787	Stéphanie Weydert	93
Vols de drones suspects	2760	André Bauler	83	Habitations de l'ancien poste de contrôle frontalier de Dasbourg-Pont	2788	André Bauler	93
Newcastle virus	2761	Gusty Graas	83	Procédure d'accès à un logement du CGDIS en cas d'urgence	2789	André Bauler	94
Dégâts causés par les buffles d'eau	2763	Gusty Graas	84	Tests de langues de l'ADEM	2790	Jeff Engelen, Alexandra Schoos	94
Position du Luxembourg sur la nouvelle proposition « Chat Control » de la présidence danoise	2764	Sven Clement	84	Législation concernant l'argent liquide	2791	Fred Keup	95
Procédure de recrutement dans les communes	2765	Marc Goergen	85	Radars tronçons sur la N7	2792	Marc Goergen	95
Risques liés aux airbags Takata et mesures préventives au Luxembourg	2768	Marc Goergen	85	Position du Luxembourg sur la nouvelle proposition « Chat Control » de la présidence danoise	2793	Laurent Mosar	96
Application du principe « once only » au Document unique de marché européen (DUME)	2770	Octavie Modert	85	Amélioration des compétences en natation	2795	Georges Engel	96
Confiscation d'animaux exploités	2771	Marc Goergen	86	Finances et personnel de la Coque	2797	Sven Clement	96
Vente d'animaux dans des surfaces commerciales et mise à mort d'animaux au « Brakeweier »	2772	Marc Goergen	86	Actes antichrétiens ou antireligieux	2798	André Bauler	97
Coût et recettes fiscales pour l'État liés aux voitures électriques et thermiques	2773	Tom Weidig	86	Reconnaissance faciale	2800	Nancy Arendt	97
				Enfants victimes d'un accident de la route	2802	Marc Goergen	98
				Maladies transmises par les moustiques	2803	Françoise Kemp	98
				Dégâts liés à des coups de foudre	2804	André Bauler	99
				Accidents impliquant des trottinettes électriques	2810	Marc Spautz	99

Protection des mineurs et lutte contre la pédo-criminalité | Question 2394 (02/06/2025) de Mme Nathalie Morgenthaler (CSV)

D'Sécherheet an d'Wuel vun eise Kanner a Jugendlecher an der Gesellschaft stinn am Mëttelpunkt vun der Verantwortung vun de staatlechen an zivillgesellschaftlechen Acteur-ricen vun eiser Demokratie. Déi rezent Affär ëm d'Verurteilung vun enger Persoun, déi an diversen Associatiounen am Kulturbereich engagéiert war, huet d'effentlech Meinung iwwer déi potenziell Schwächen a Kontrollmechanismen alarméiert, déi an Organisatiounen bestinn, déi mat Mannerjäregeen a Kontakt kommen.

Organisatiounen aus dem Beräich vum Sport, der Kultur, der Fräizäitgestaltung a sozialen Dëngschter hunn eng speziell Verantwortung, fir eng sécher Ëmwelt fir Kanner a Jugendlecher ze garantéieren. Et dierf net geschéien, dass Persounen, déi Gewalt, besonnesch

haislech Gewalt oder sexualiséiert Delikter géint Mannerjärege uwenden, an Entscheidungs- oder Verantwortungsposten kommen, an domat direkten oder indirekten Afloss op d'Liewensrealitéit vu Kanner a Jugendlecher hunn.

An deem Kontext géif ech gäre folgend Froen un d'Madamm Justizministesch stellen:

1. Wéi vill Fäll vu presuméierter sexueller Gewalt géint Mannerjärege goufen an de leschten zéng Joer zu Lëtzebuerg ouni weider juristesche Suite klasséiert? Wat waren d'Hauptgrënn fir dës Entscheidungen?
2. Wat geschitt an deem uewe genannte Fall mat der Mamm vum Kand? Gëtt déi och nach belaangt a verurteilt?
3. Wéi gesäit d'Roll vum SCAS an esou Affären aus? Wéi ass d'Personal forméiert, fir standardiséiert Tester duerchzuféieren, fir de Risiko fir Mannerjärege richteg kënnen anzuschätzen?

4. Wéi vill obligatoresch (Weider)Bildungsstoffer kréien d'Magistraten a Procureuren a Bezuch op Pedokrimineller, hir Virgoensweis an den Impakt op d'Affär?

5. Sinn déi aktuell Kontroll- a Sécherheetsprozeduren ronderëm de Recrutement vu Leit a Verwaltungsräit, déi mat Mannerjäregeen ze dinn hunn, nach adequat, oder mussen se eventuell verschäerft ginn?

6. Ass virgesinn, dass all Organisatioun, déi mat Kanner oder Jugendleche schafft, e Kannerschutzkonzept muss aféieren?

Réponse (02/10/2025) de Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Déi bäigefügten Tabellen[†] dokumentéieren d'Zuele vun de Fäll aus de leschte fënnf Joer, déi ad acta klasséiert goufen. Déi viséiert Fäll betreffe

Strofdote wéi: Verletzung vun der sexueller Integritéit, Vergewaltigung, Zéckgräfen op Prostitutioun vu Mannerjäreger, Verfaassen oder Verbreede vu Messagë mat gewaltsamen oder pornographeschen Inhalter. Wat d'Motivatioun vun der Klassifikatioun ad acta ugeet, esou sinn déi ganz ënnerschiddlech, wéi dat aus dem zweeten Tableau ervirgeet.

Et ass ganz wichteg ze betounen, datt ëmmer enquêtéiert gëtt, wann eng Plainte, ee Signalement oder een Indice virläit, deen op eng präsuméiert Mësshandlung vun engem Mannerjäreger hindeit.

E wichtegt Element bei der Klassifizierung ad acta am Tableau ass och, dass, no den Informatiounen vun de statistesche Servicer vun der Justiz, eng grouss Unzuel vun Täter vu sexuellen Infraktiounen géintwuer Mannerjäreger, Cyber-Pedokriminalitéit abegraff, zum Zäitpunkt vun der Dot selwer mannerjäreg sinn. Och an dese Fäll ginn Enquêtë gemaach, a méiglech Perquisitiounen, Saisien an Interrogatoirë ginn no deene selwechte Reegele gefouert wéi bei erwuesenen Täter, mee d'Poursuite sinn anescht. Well Lëtzebuerg aktuell nach kee speziell Strofrecht fir Mannerjäreger huet, gëtt ee groussen Deel vun den Affaires, wou den Täter mannerjäreg ass, a wou him ee sexuellen Delikt virgehäit gëtt, ënnert dem Aspekt vum Jugendschutz behandelt, wat eng duebel a separat Numerotatioun vun den Dossiere mat sech bréngt. Déi Fäll ginn dann an dem Tableau hei ënnert „Poursuites inopportunes“ klasséiert. D'Unzuel vun Dossieren, déi ënnert dem generellen Droit opgemaach ginn, an also zu enger Enquête féieren, schéngt esou also méi héich wéi d'Unzuel vun de Poursuiten, déi tatsächlech gemaach goufen. Dës duebel Numerotatioun féiert dozou, dass déi klassesch Penalenquête ënnert enger genereller Nummer enregistriert gëtt, mee awer net onbedéngt zu enger Verurteilung féiert, well den Täter mannerjäreg ass an, aus deem Grond, niewent dem penalen Dossier och een aneren Dossier am Kader vum Jugendschutz opgemaach gëtt. D'Dossieren, wou ee mannerjärege Stroftäter implizéiert ass, ginn deemno net ënnert der klassescher Nomenclature vun de Gerichtsprozedure comptabiliséiert, well dës Stroftäter net „stricto sensu“ um Penale virum Jugendgericht condemnéiert ginn. D'Reform vum Jugendschutzgesetz vun 1992 mat der Aféierung vun engem Jugendstrofrecht wäert et, wéi och schonns am Kader vun anere parlamentaresche Froe präziséiert, an Zukunft erméiglechen, hei méi genee an detailléiert Zuelen ze kréien.

Et kann een nach ervirhiewen, dass zanter dem 1. Juli 2024 een extrae Service vun der konventionéierter ASBL Alupse seng Dieren opgemaach huet. Dese Service begleet mannerjäreg Auteure vu schroer oder sexueller Gewalt. De Parquet orientéiert vill be-traffe Mannerjäreger dohinne, virun allem, wann d'Affer och mannerjäreg ass.

ad 2. Hei muss dorop verwiese ginn, datt et sech beim Fall, op deen sech déi honorabel Deputéiert refe-réiert, aktuell ëm eng lafend Justizaffaire handelt, souwéi op d'Ausféierung vum de Justizautoritéiten an der Justizkommissioun vum 19. Juni 2025.

ad 3. Am Kader vum Gesetz iwwert de Jugendschutz vum 10. August 1992 realiséiert d'Sektioun „Enquêtes sociales“ vum SCAS sozial Enquëten op d'Demande vun der Justiz, an ënnert der Autoritéit vum Parquet.

D'Aufgab vun de SCAS-Agente besteet doranner, all wichteg Informatioun iwwert de Jugendlechen zesummedroen. Et geet drëms, déi komplett Situatioun vum Jugendlechen ze verstoen a virun allem erauszefannen, ob hien a Gefor ass. Duerfir ass et wichteg, d'Famill vum Jugendleche kënne

ze léieren, fir d'Familljendynamik ze evaluéieren. De SCAS kontaktéiert och aner Professioneller, wéi d'Léierpersonal, oder spezialiséiert Servicer. De SCAS baséiert sech also net nëmmen op d'Aussoe vum Jugendlechen oder vun deem senger Famill. Dëst erméiglecht dem SCAS, een zouverlässegt Bild vun der Situatioun ze hunn, an der Justiz een detailléierte Rapport zoukommen ze loosse, op deen d'Justiz sech baséiert, fir Decisiounen ze huelen a Mesuren an d'Weeër ze leeden.

De SCAS besteet aus Agenten, déi speziell forméiert sinn. Aktuell beschäftegt de SCAS 146 Leit, an dovun-ner schaffen der 54 fir de Service „Enquêtes sociales“. Dese Service ass pluridisziplinär a besteet aus 49 Sozialarbechter, 3 Psychologen an 2 Kriminologen. Dës Professioneller intervenéieren exklusiv an deem Beräich.

ad 4. Fir Magistrat ze ginn, muss een nom Examens-concours, deen ee gepackt muss hunn, ee Stage vun engem Joer absolvéieren, zum Deel am Ausland, ënnert anere bei de Gerichter, de Parqueten oder de verschiddene Servicer vun der Police.

D'Weiterbildung spillt eng zentral Roll am Kader vun der Justiz. All Magistraten hunn Zougang zu spezialiséierte Weiterbildungen, fir d'Kompetenzen an dem Domaine, wou se schaffen, ze verdéiwen, wéi z. B. sexuelle Mëssbrauch, d'Rechter vun de Kanner oder adaptéiert Methoden, fir mat Affer ëmzegoen oder Enquëten ze féieren, wou Mannerjäreger implizéiert sinn.

Esouwuel d'Gerichter, wéi och de Parquet, sinn a ver-schidde spezialiséiert Chamberen oder Departemen-ter strukturéiert, fir kënne op déi ënnerschiddlech Situatiounen gezielt an efficace anzegoen.

Um Niveau vum Parquet këmmert sech den Departement vun der Protection de la jeunesse et des affaires familiales ëm all Situatioun, wou Kanner oder Man-nerjäreger implizéiert sinn. Am Géigesaz zu aneren Departementer schaffen d'Magistrate vum Departement vun der Protection de la jeunesse et des affaires familiales just op dese sensibelen Dossieren. Dës Spezialisatioun erlaabt et, besser op d'Besoinen vun de Kanner an hire Familljen anzegoen.

Et kann een nach ervirhiewen, dass de Parquet sech aktiv ëm déi intern Weiterbildung vu senger Magis-trate këmmert. Aleng dëst Joer si schonn e puer For-matiounen organiséiert gi mat Partner, wéi Unicef, fir d'Magistraten op déi spezifesch Erausforderunge vum Jugendschutz ze sensibiliséieren. Doniewent Experten animéiert gi sinn, wéi z. B. d'Dokter Anne Laurent-Vannier, déi Member ass vun der Haute Autorité de la Santé, oder d'Professor Mireille Cyr, déi esouwuel eis Police, wéi och d'Police aus eisen Nopeschlänner (Belsch, Frankräich), wéi och aus der Schwäiz oder Kanada forméiert. Lëtzebuergesch an auslännesch Associatiounen, déi mam Parquet ze-summeschaffen, konnten och hir Aarbechtsmethode präsentéieren.

ad 5. a 6. D'Gesetz vum 7. August 2023 iwwert d'ASBLen an d'Fondatiounen, wat sech ganz allgemeng op all ASBLen a Fondatiounen aus allen Aktivitéitsberäicher bezitt, an net déi méi spezifesch Situatiounen reegelt, gesäit haut vir, dass eng Kontroll vun der Eierbarkeet (contrôle d'honorabilité) muss gemaach ginn:

– vun all Member vum Verwaltungsrot vun enger ASBL bei all Demande fir d'Unerkennung vum Statut vun effentlecher Nützlechkeet (Demande en vue de la reconnaissance du statut d'utilité publique). D'In-scriptiounen vun all Member vum Verwaltungsrot am Strofrogëster gi kontrolléiert. Eng nei Kontroll fënnt

5 Joer no der éischter statt oder wann en neie Mem-ber vum Verwaltungsrot genannt gëtt;
– vum Grënner a vun all Member vum Verwaltungs-rot bei der Grënnung vun enger Fondatioun, souwéi eng nei Kontroll 5 Joer no der éischter oder wann en neie Member vum Verwaltungsrot genannt gëtt.

Fir e bessere geziilte Schutz viru méigleche Risiko-situatiounen gesäit de Gesetzesprojet „JU-CHA B“ (N° 7882B) da vir, et de Justizautoritéiten ënner ge-wësse Konditiounen ze erlaben, bei Strofdoten, ewéi sexuellem Mëssbrauch vu Mineuren, de Patron vum Verdächtige bzw. Verurteilten, oder d'Associatioun, an där en engagéiert ass, ze informéieren. D'Amen-dementer zu deem Gesetzesprojet goufen de 17. Juli 2025 an der Justizkommissioun ugeholl.

De Projet de loi portant aide, soutien et protection aux mineurs, aux jeunes adultes et aux familles (N° 7994) vum Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) gesäit vir, datt all agreéierten Träger, deen am Beräich vun der Aide à l'enfance et à la famille tätig ass, nieft sen-gem Concept d'action général och verflücht ass, e Kannerschutzkonzept auszeschaffen an ëmzesetzen. De MENJE ënnersträicht säi klore Wëllen, fir kohärent an nohalteg Kannerschutzkonzepter an all senger Be-räicher ze verankeren, deemno wäerte gesetzlech a reglementär Texter no an no ugepasst ginn. Dëst ass momentan am Beräich vun der nonformaler Bildung de Fall.

Accès à la nationalité luxembourgeoise pour les élèves des écoles européennes publiques | Ques-tion 2458 (16/06/2025) de **M. Meris Sehovic** | **Mme Djuna Bernard** | **Mme Sam Tanson** (déi gréng)

L'article 27 de la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise est libellé ainsi :

« L'option est ouverte au majeur ayant accompli au moins sept années de sa scolarité dans le cadre de l'enseignement public luxembourgeois ou de l'enseignement privé appliquant les programmes d'enseignement public luxembourgeois, à condition d'avoir une résidence habituelle au Grand-Duché de Luxembourg et de s'y trouver en séjour régulier pen-dant au moins douze mois consécutifs et précédant immédiatement la déclaration d'option. »

Dans le commentaire des articles du projet de la loi en question, il est cependant indiqué que « [...] les années passées dans un établissement scolaire n'ap- pliquant pas les programmes d'enseignement public luxembourgeois n'ouvrent pas le droit à l'option ». Alors que les écoles internationales comme l'École européenne ou l'International School of Luxembourg sont citées expressément parmi les exemples, il est également précisé qu'il « [...] en sera de même pour l'École internationale de Differdange qui fonctionnera selon les principes d'une école européenne agréée ».

Or, il nous est revenu que des personnes ayant suivi les filières internationales proposées dans des établissements publics luxembourgeois se sont vu refuser le bénéfice de l'option prévue à l'article 27 de la loi précitée. En fonction de la lecture dudit article, les filières internationales fonctionnant au sein des lycées de l'enseignement secondaire public traditionnel ne sont pas expressément visées, ni par la loi, ni par le commentaire des articles, alors qu'a priori l'ajout « appliquant les programmes d'ensei-gnement public luxembourgeois » se rapporte aux écoles relevant de « l'enseignement privé » et que le commentaire des articles semble confirmer cette lec-ture.

S'y ajoute que depuis la loi de 2017, l'offre des écoles internationales publiques a été fortement développée et que selon le Guide de l'Offre scolaire internationale publiée au Luxembourg publié par le MENJE, les enfants inscrits.e.s dans les écoles européennes publiques suivent des cours de luxembourgeois de la première année du primaire jusqu'à la troisième année de secondaire.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils confirmer que les élèves des filières internationales fonctionnant au sein des lycées relevant du système d'enseignement secondaire national sont exclu.e.s du bénéfice de l'article 27 de la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise ? Dans l'affirmative, sur quelle base légale ou réglementaire cette exclusion repose-t-elle ?

2) Au vu de l'extension progressive du système des écoles européennes publiques depuis 2016 et du nombre croissant d'élèves qui le fréquentent, le Gouvernement envisage-t-il de changer la loi sur la nationalité luxembourgeoise en vue d'ouvrir l'option aux élèves concerné.e.s ?

Réponse (24/09/2025) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice | **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

L'article 27 de la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise prévoit une procédure d'option au profit de certaines personnes ayant accompli leur scolarité au Grand-Duché de Luxembourg dans les termes suivants : « L'option est ouverte au majeur ayant accompli au moins sept années de sa scolarité dans le cadre de l'enseignement public luxembourgeois ou de l'enseignement privé appliquant les programmes d'enseignement public luxembourgeois, à condition d'avoir une résidence habituelle au Grand-Duché de Luxembourg et de s'y trouver en séjour régulier pendant au moins douze mois consécutifs et précédant immédiatement la déclaration d'option. » Pour cette procédure d'option, le législateur n'exige ni la réussite de l'examen d'évaluation de la langue luxembourgeoise, ni la participation au dispositif « Vivre ensemble au Grand-Duché de Luxembourg ».

Dans le cadre de la procédure d'option visée à l'article 27 précité, la dispense de l'examen d'évaluation de la langue luxembourgeoise se justifie par le fait que l'accomplissement de la scolarité dans le cadre de l'enseignement public luxembourgeois ou de l'enseignement privé appliquant les programmes d'enseignement public luxembourgeois garantit une connaissance adéquate de la langue luxembourgeoise, qui est utilisée comme langue véhiculaire pendant les cours et parlé quotidiennement par les élèves concernés.

Pour tous les élèves fréquentant les filières internationales, une approche différenciée s'impose en la matière. Le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse est actuellement en train d'analyser pour quelles filières une dispense automatique serait justifiée, et pour quelles autres filières un certificat optionnel de compétences en langue luxembourgeoise pourrait être délivré par le lycée. Compte tenu du résultat de ces analyses, une adaptation de la législation sur la nationalité luxembourgeoise pourrait le cas échéant être envisagée.

Site supplémentaire de l'École d'Hôtellerie et de Tourisme du Luxembourg | Question 2498 (24/06/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

D'Hotelschoul wäert ee weidere Campus am GridX zu Wickreng opmaachen:

„L'École d'Hôtellerie et de Tourisme du Luxembourg ouvrira dès septembre 2025 dans la structure du GridX son deuxième site, ce afin de permettre à un plus grand nombre d'élèves de bénéficier de formations d'excellence dans un environnement dynamique et innovant.“

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Tourismus dës Froe stellen:

1. Wat bezilt d'Hotelschoul fir d'Locatioun am GridX?
2. Goufen op d'mannst 3 Offere fir d'Locatioun vun de Gebailechkeete gefrot?
3. Huet d'Hotelschoul aner Offere fir d'Implantatioun vum Site ofgeleent? Falls jo, wéi vill gouf hei fir d'Locatioun vun de Gebailechkeete gefrot?

Réponse (23/09/2025) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

D'Hotelschoul (EHTL) huet keng aner Offere fir d'Implantatioun ofgeleent. D'Decisioun, fir d'EHTL zu Wickreng unzesidelen, resultéiert aus der Iwwerleeung, datt et fir den Horeca-Secteur vu grousser Bedeitung ass fir, niewent dem Standuert Dikrech, och eng weider Offer am Beräich vun dem Hotelmanagement, der Restauratioun, der Hospitalitéit an dem Tourismus am Süde vum Land unzébidden, fir méi Apprenantë kënnen auszubilden. Hei sief och betount, datt d'Loyerskommissioun vum Finanzministerium all Dossier analyséiert an iwwerpréift, ob déi vum Staat gefuerdert Critèren a puncto Präis a Qualitéit agehale ginn. De Loyer, deen de Staat bezilt, orientéiert sech dobäi um gängige Maartpräis.

Évaluation de l'application du Paquet « Déchets » | Question 2506 (25/06/2025) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

Par sa motion du 27 avril 2022 concernant l'application du Paquet « Déchets » (loi du 14 juin 2022), la Chambre des Députés a invité le Gouvernement :

- à effectuer une évaluation de l'application du Paquet « Déchets » et à analyser les progrès accomplis dans l'atteinte des objectifs fixés dans ledit paquet, notamment au niveau de l'État, des communes et des différents acteurs économiques, au plus tard deux ans après l'entrée en vigueur des lois concernées et, dans ce contexte ;
- à rendre compte des progrès faits dans la réalisation d'un système de consigne nationale unique pour les emballages de boissons, notamment en ce qui concerne la concertation avec les pays du Benelux ;
- à adapter le cas échéant, et sur base de l'évaluation précitée, le dispositif législatif ainsi que la collaboration avec les acteurs concernés afin de parvenir aux résultats visés par le Paquet « Déchets ».

- 1) Étant donné que le délai de deux ans est entretemps dépassé, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité quel est l'état d'avancement de cette évaluation.
- 2) Endéans quels délais Monsieur le Ministre entend-il saisir la Chambre des Députés de cette évaluation ?
- 3) Quelles sont les cas échéant les adaptations que le Gouvernement entend proposer en la matière ?

Réponse (24/09/2025) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) Depuis la publication en 2022 du Paquet « Déchets » auquel la motion fait référence, différents travaux d'évaluation ont été menés.

L'objectif de ces évaluations était d'identifier les problèmes rencontrés ainsi que les pistes d'amélioration.

Dans ce contexte, notamment les études et analyses suivantes ont été réalisées :

- une étude sur l'interdiction de l'utilisation de certains objets à usage unique lors des fêtes et événements ;
- une évaluation de l'initiative « Green Events » ;
- une étude de faisabilité d'un système de consigne ;
- une proposition de feuille de route relative à la mise en œuvre des dispositions de l'article 12 (9) de la loi modifiée du 21 mars 2012 relative à la gestion des déchets ;
- l'analyse des possibilités de renforcement du système de collecte notamment dans les supermarchés.

Ont encore été réalisées des études pour soutenir d'une part, la mise en œuvre de l'interdiction de la mise en décharge des déchets municipaux ménagers à l'horizon 2030 et d'autre part, le processus de révision du contrat de collaboration conclu entre les syndicats intercommunaux chargés de la gestion des déchets municipaux ménagers, qui vient à échéance en 2028.

Le Plan national de gestion des déchets et des ressources (PNGDR) a par ailleurs été révisé et soumis à enquête publique. Ce plan évalue les différents flux de déchets et propose sur cette base des mesures afin d'atteindre les objectifs fixés en matière de gestion de déchets.

Enfin, la révision du cadre communautaire applicable aux emballages et aux déchets d'emballages, par le biais de l'approbation du règlement européen sur les emballages et déchets d'emballages (UE) 2025/40, requiert une évaluation supplémentaire du cadre légal national.

ad 2) et 3) En ce qui concerne les adaptations que le Gouvernement entend proposer en la matière ainsi que de l'évaluation de la situation, il est fait référence au projet de loi 8482 déposé en date du 24 janvier 2025. Ce projet de loi vise à modifier le paquet de lois voté en 2022, en tenant compte des éléments précités et selon l'approche retenue dans l'accord de coalition.

Évolution des compensations in situ | Question 2516 (25/06/2025) de Mme Joëlle Welfring (déi gréng)

La modification du règlement grand-ducal modifié du 1^{er} août 2018 instituant un système numérique d'évaluation et de compensation en éco-points, préparée par le précédent Gouvernement et publiée en mars 2024, visait à favoriser l'intégration d'éléments écologiques au niveau des projets d'urbanisation et de promouvoir l'installation d'infrastructures vertes dans le milieu urbain, en modifiant le nombre d'éco-points accordés dans ce contexte. Les compensations dites in situ présentent des multiples avantages, dans la mesure où elles réduisent les besoins en terrains de compensation et qu'elles permettent de préserver (une partie de) la valeur écologique du site à urbaniser, ce qui contribue à la fois au bien-être des résident.e.s et à la lutte contre le dérèglement climatique.

En effet, dans la commission du 7 mai 2025, lors d'une présentation du bilan du système d'évaluation et de compensation, une représentante du Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité a expliqué que seulement 7 % des compensations sont effectuées in situ, ce qui montrerait qu'il existe une marge d'amélioration importante à cet égard, et en particulier de la part de l'état et des communes, qui sont à l'origine de 50 % des besoins en compensation écologique.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Quels ont été les effets de la précitée modification du règlement grand-ducal instituant un système numérique d'évaluation et de compensation ? Une hausse des compensations in situ a-t-elle pu être observée ? Comment le pourcentage de compensations in situ a-t-il évolué au cours des dernières cinq années (chiffres ventilés par année) ?

2) Monsieur le Ministre dispose-t-il de données précises sur la répartition des types de compensations (in situ vs. compensations « classiques ») par catégorie de porteur de projet (État, communes, secteur privé) ?

3) Quelles mesures concrètes le Gouvernement envisage-t-il pour encourager davantage les communes et les services de l'État à intégrer des compensations in situ dès la phase de planification de leurs projets ?

Réponse (22/09/2025) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) Le graphique¹ suivant montre l'évolution des compensations in situ au cours des cinq dernières années (période 2020-2024). L'évolution du nombre de projets soumis avec compensations in situ a été examinée (fig. 1) ainsi que le rapport entre les éco-points compensés in situ et le montant total des éco-points à compenser (fig. 2).

ad 2) Répartition des compensations in situ et des compensations classiques par catégorie de porteur de projet.²

Après analyse des compensations in situ par rapport aux compensations classiques, il apparaît que ce sont les communes qui ont proportionnellement le plus recours aux compensations in situ, suivies de l'État, puis des requérants privés.

ad 3) Le Gouvernement déploie plusieurs leviers concrets pour encourager l'intégration de mesures de compensation in situ dès la phase de planification des projets publics.

Parmi ces instruments, le Pacte Nature pour les communes joue un rôle important : il propose un ensemble de mesures visant à promouvoir le développement et la valorisation des espaces verts en milieu urbain. Les infrastructures vertes sont reconnues dans le cadre du système de compensation ce qui permet de réduire les besoins en compensation.

Il y a également lieu de signaler le projet de loi 8449 visant à modifier la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles :

Ce projet prévoit la création de pools compensatoires communaux afin de rapprocher les mesures compensatoires des projets pour lesquels des compensations sont requises. Les communes pourront ainsi créer – dans une démarche prospective – des mesures compensatoires en vue notamment de futures extensions de leur périmètre d'agglomération.

Il est encore rappelé que le Gouvernement a approuvé un catalogue de propositions de mesures de

simplification administrative en matière de construction dont la révision du système numérique d'évaluation et de compensation. Un des dispositifs proposés est de diminuer le besoin en mesures compensatoires à réaliser au sein des pools compensatoires, tout en favorisant l'intégration d'éléments écologiques en zone urbanisée ainsi que la promotion d'espaces de verdure dans les zones urbanisées ou destinées à être urbanisées. Cette approche permettra d'œuvrer dans l'intérêt du bien-être des habitants tout en luttant contre les effets du dérèglement climatique.

En parallèle, de nouveaux concepts sont en cours d'élaboration afin d'inciter les acteurs publics et privés à privilégier des mesures in situ, notamment par le biais d'infrastructures vertes. Des documents d'orientation – tels un guide dédié au choix et à la plantation d'arbres en milieu urbain – sont élaborés pour accompagner les porteurs de projets.

Enfin, un groupe de travail interministériel a été mis en place pour définir une approche commune en matière d'infrastructures vertes avec pour objectif d'harmoniser les pratiques et de renforcer l'efficacité de ces infrastructures.

Pénurie d'aides-soignantes | Question 2521 (26/06/2025) de **M. André Bauler** | **M. Gilles Baum** (DP)

La pénurie de personnel qualifié qui touche le secteur de la santé et des soins figure parmi les défis majeurs auxquels le Gouvernement se voit confronté dans notre société vieillissante.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Combien d'aides-soignants et d'aides-soignantes sont actuellement en activité au Luxembourg (prière de bien vouloir ventiler par branche – hôpitaux, soins aux personnes âgées, soins ambulatoires) ?

2) Combien de personnes suivent actuellement une formation d'aide-soignant et combien de diplômés peut-on attendre d'ici l'an 2030 ?

3) Combien d'aides-soignants prendront plus que probablement leur retraite jusqu'en 2030 ?

4) Combien d'aides-soignant(e)s ont changé de profession au fil des dernières années ?

5) Compte tenu des défis croissants dans le domaine des soins et vu la pénurie persistante de personnel qualifié, est-il prévu de prendre des mesures ciblées pour revaloriser la profession d'aide-soignant(e) ?

6) Quelles sont les mesures concrètes prévues pour améliorer la qualité et la structure de la formation des aides-soignant(e)s au Luxembourg (contenu de la formation, conditions d'accès...) ?

7) Quelles sont les initiatives existantes ou prévues pour soutenir les aides-soignant(e)s déjà en activité par des formations continues et des perfectionnements ciblés ? Ne serait-il pas judicieux de réformer la formation actuelle d'aide-soignant(e) en créant un système de formation continue modulaire permettant aux aides-soignant(e)s déjà actives dans la profession d'acquérir des compétences supplémentaires dans le but d'élargir leurs possibilités d'intervention et de progresser dans leur carrière ?

8) Quelles sont les améliorations prévues par le Gouvernement en ce qui concerne les conditions de travail ainsi que les possibilités de promotion et de reconnaissance de cette profession afin de renforcer durablement son attractivité et les perspectives de carrière ?

9) Est-il prévu d'introduire une profession intermédiaire entre la carrière de l'aide-soignant(e) et celle de l'infirmier(infirmière) ?

10) Quelles sont les questions concrètes qui doivent être résolues avant d'introduire, le cas échéant, une nouvelle profession intermédiaire ?

11) Est-ce qu'il a été examiné, au préalable, dans quelle mesure un parcours de formation continue modulaire pourrait octroyer aux aides-soignant(e)s la possibilité d'assumer des compétences et des responsabilités supplémentaires sans devoir créer une profession entièrement nouvelle ?

12) Comment le Gouvernement peut-il garantir que l'introduction d'un profil professionnel supplémentaire favorise les possibilités de promotion au sein du système existant ?

13) Comment le Gouvernement peut-il assurer que les personnes et les organisations qui travaillent tous les jours dans le domaine des soins ne sont pas seulement consultées, mais qu'elles sont aussi impliquées de manière active dans les processus de décision ?

14) Comment le Gouvernement procédera-t-il pour que les réformes répondent aux besoins professionnels réels et aux exigences de la pratique des soins ?

Réponse (01/10/2025) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) Le tableau 1¹ présente le nombre d'aides-soignants praticiens¹ au Luxembourg en 2024 par secteur d'activité.

Le nombre total d'aides-soignants praticiens au Luxembourg s'élève à 4.750 en 2024. Parmi ces 4.750 aides-soignants, 4.051 (85,3 % du total) travaillent dans le secteur d'établissements d'aide et de soins et dans les réseaux d'aide et de soins et 542 sont occupés dans le secteur hospitalier (11,4 % du total).

ad 2) Pour l'année scolaire 2024-2025, 538 candidats étaient inscrits dans les différentes formations d'aide-soignant. Depuis la pandémie, les inscriptions dans les différentes formations d'aide-soignant sont en hausse. Malheureusement, il est impossible de prévoir avec exactitude l'évolution des diplômés jusqu'en 2030. Le nombre d'inscriptions en formation peut varier plus ou moins fortement sans raison évidente connue à l'avance.

ad 3) Le tableau 2² présente la répartition des aides-soignants praticiens au Luxembourg par groupe d'âge en 2024.

Parmi les 4.750 aides-soignants praticiens au Luxembourg en 2024, 612 sont âgés de 55 ans et plus (12,9 % du total) et 493 sont âgés entre 50 et 54 ans (10,4 % du total).

ad 4) Le tableau 3³ présente le flux des sorties par année² pour les aides-soignants de 2017 à 2022.

En 2017, 110 aides-soignants ont cessé leur activité de praticien sans la reprendre avant la fin de l'année 2024, ce qui correspond au nombre de sorties

¹ Le terme « praticien » dans le contexte de cette réponse à la question parlementaire n° 2521 s'aligne avec la méthodologie présentée dans le dernier rapport thématique de l'Observatoire de la santé, intitulé « Les professionnels de la santé au Luxembourg : un modèle d'évaluation quantitative »

² L'année fait référence à l'année du dernier mois pour lequel un emploi salarié avec au moins une heure de travail déclarée auprès d'un employeur dont l'activité relève d'un code NACE de la division 86, 87 ou 88 ou du groupe 47.7 est enregistré.

comptabilisés pour cette année.³ En 2022, le nombre de sorties s'élève à 161. Sur la période allant de 2017 à 2022, 145 aides-soignants ont cessé en moyenne leur activité de praticien.

ad 5) La valorisation et la promotion de la profession sont mises en pratique par deux mesures concrètes, à savoir la campagne « Healthcareers » et le projet de réforme des attributions de la profession.

Le projet de réforme de la profession d'aide-soignant est en cours au M3S, en collaboration étroite avec toutes les parties prenantes. Une taskforce a été créée, composée des représentants du secteur de la santé (FHL, COPAS), le Conseil supérieur de certaines professions de santé, les autres ministères concernés, l'ENSA, l'Université du Luxembourg ainsi que les représentants de l'association professionnelle. Cette réforme vise à répondre aux attentes des professionnels en reconnaissant leurs compétences et en offrant des perspectives de carrière attractives. En particulier, l'accent est mis sur la mise à jour des activités professionnelles, des soins et actes attribués aux aides-soignants, afin de mieux répondre aux besoins croissants de notre population.

La campagne « Healthcareers » quant à elle vise à promouvoir la profession parmi le grand public et les jeunes au travers de témoignages et de vidéos mettant en lumière la plus-value de la profession pour le système de la santé et la communauté, ainsi que la diversité de la profession.

ad 6) Les contenus de la formation professionnelle au Luxembourg sont élaborés par les équipes curriculaires qui se composent de représentants des salariés, de représentants patronaux et de représentants issus de l'éducation nationale. La mise à jour constante de ces contenus se fait en fonction des besoins du terrain.

ad 7) Actuellement, l'article 13 de la loi modifiée du 26 mars 1992 prévoit la participation à la formation continue des professions de santé :

« (1) Les personnes exerçant une de ces professions doivent tenir à jour leur connaissances professionnelles. À cet effet la participation à des cours de formation continue organisés ou agréés par le ministre conformément à l'article 12 de la présente loi, est considérée comme activité de service jusqu'à concurrence soit de cinq jours ouvrables par an, soit de quinze jours ouvrables consécutifs par période de trois ans ».

L'article 13, de la même loi, vise à soutenir les professions de santé dont les aides-soignants déjà en activité à acquérir des compétences supplémentaires afin d'évoluer et de progresser dans leur carrière professionnelle et d'élargir leurs possibilités d'intervention sur le terrain.

Le projet de réforme de la profession en cours d'élaboration évoque la possibilité pour l'aide-soignant de suivre des formations complémentaires afin d'acquérir de nouvelles compétences pour remplir de nouvelles fonctions. Les modalités de ces formations sont actuellement en analyse.

ad 8) Les questions concernant les conditions de travail respectivement les perspectives de carrière relèvent des négociations de la convention collective applicable.

ad 9) L'introduction d'une profession de santé de niveau « technicien », intermédiaire entre la profession d'aide-soignant et la profession de l'infirmier

responsable en soins généraux, est en cours d'analyse au sein de la taskforce mentionnée sous 5.

ad 10) Les travaux d'analyse relatifs à la profession du technicien et de son éventuelle création, sont réalisés au M3S en parallèle aux travaux sur les projets de réforme de l'aide-soignant et de l'infirmier. Ces travaux visent à délimiter les champs d'exercice et les attributions des professions concernées.

ad 11) La possibilité d'assumer des compétences et des responsabilités supplémentaires ne peut être octroyée aux aides-soignants par un parcours de formation continue modulaire. En effet, conformément aux prérequis de la directive européenne 2005/36/CE relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles, l'acquisition des dites compétences et responsabilités doit être prévue dans la formation initiale de l'aide-soignant afin de garantir un profil professionnel unique avec les attributions qui lui sont réservées.

ad 12) Au cas où les analyses menées (cf. réponse 9) aboutissent à la pertinence de la création d'une carrière intermédiaire, le Gouvernement souhaite mettre en place un système de passerelles entre les différentes formations, c.-à-d. du niveau DAP aide-soignant, au niveau technicien de la profession intermédiaire à créer, au niveau BTS/Bachelor infirmier. Ces passerelles, de facto prévues en formation professionnelle initiale, seront organisées de manière à ce que des professionnels en activité puissent également y accéder, soit en formation adulte ou en cours d'emploi.

ad 13) Tel qu'explicité ci-dessus, le M3S a mis en place une taskforce qui a pour mission d'analyser et d'adapter les profils des professions de santé réglementées respectivement de considérer l'opportunité de créer de nouvelles professions. À cette fin, des groupes de travail sont organisés, composés entre autres par des représentants des associations professionnelles respectives.

ad 14) Les besoins professionnels réels et les exigences de la pratique des soins sont considérés dans le cadre de la taskforce et des groupes de travail, composés entre autres par des représentants de la pratique sur le terrain.

Impact de la centrale de Cattenom sur la Moselle en période de chaleur | Question 2654 (24/07/2025) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **Mme Claire Delcourt** (LSAP)

Début juillet 2025, la société Électricité de France (EDF) a annoncé la prolongation d'une vingtaine de réacteurs de 1.300 mégawatts, dont ceux de la centrale de Cattenom, pour dix ans de plus. Le hasard de la météo a fait qu'à la même période, la Grande Région a connu une grosse vague de chaleur. Météolux a relevé le dispositif de vigilance au niveau « rouge » le 2 juillet 2025 tandis que les températures ont avoisiné les 35 degrés Celsius. Or, la centrale de Cattenom prélève de l'eau dans la Moselle pour assurer son refroidissement.

En outre, il ressort de la question parlementaire n° 1220 que le Luxembourg entretient des échanges réguliers avec l'opérateur de la centrale de Cattenom et avec l'autorité de sûreté nucléaire française, sans oublier les discussions effectuées au sein de la commission mixte franco-luxembourgeoise de sécurité nucléaire.

Nous aimerions dès lors savoir de Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Quelle température la Moselle a-t-elle atteinte suite au pic de chaleur de juin-juillet 2025 ? Ce pic de chaleur a-t-il eu un impact sur le système de refroidissement de la centrale de Cattenom ?

2) De manière plus générale, faut-il s'attendre à un impact du réchauffement climatique sur le fonctionnement de la centrale de Cattenom, et en particulier de son système de refroidissement via les eaux de la Moselle ?

3) Une hausse durable des températures de la Moselle est-elle anticipée pour les années à venir ?

4) Faut-il s'attendre à des conséquences pour la biodiversité de notre fleuve transfrontalier ?

5) Quel a été l'impact des épisodes de pluie, par moment intenses, de ces dernières semaines sur le niveau et sur la température de la Moselle ?

Réponse (07/10/2025) de M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Un suivi systématique de la température de la Moselle est réalisé par les autorités allemandes (Rhénanie-Palatinat). Ces données sont mises à disposition sur demande des autorités luxembourgeoises. Les données peuvent également être visualisées sur le site du « Landesamt für Umwelt » de la Rhénanie-Palatinat⁴ ou encore sur le site Internet des Commissions internationales pour la protection de la Moselle et de la Sarre (CIPMS)⁵.

D'après ces données, la Moselle a atteint le 2 juillet 2025 un pic de température de 28° C à la station de Palzem (Rhénanie-Palatinat).

Les conditions d'exploitation de la centrale de Cattenom prévoient que la Moselle ne peut pas être réchauffée de plus de 1,5° C (différence entre la prise d'eau et le rejet dans la Moselle), et qu'elle ne doit pas dépasser 28° C. Selon les valeurs mesurées par les autorités allemandes, les valeurs n'ont donc pas été dépassées.

Étant donné que pendant cette période aucun réacteur n'a été mis à l'arrêt, il est à admettre que le pic de chaleur de juin-juillet 2025 n'a eu aucun impact sur le fonctionnement de la centrale nucléaire de Cattenom. Il est cependant à noter que seulement deux réacteurs furent opérationnels, les autres étaient en arrêt maintenance (depuis plusieurs mois).

ad 2) Avec le réchauffement climatique, une montée de la température de la Moselle, ou des réductions du débit d'eau en période de sécheresse, ne sont pas à exclure.

Il est à noter cependant qu'un dépassement de la température de la Moselle, supérieur à 28° C et ceci pour un temps limité, a été pris en compte dans la conception de la centrale. Ainsi, la centrale nucléaire de Cattenom dispose d'un bassin d'eau (retenue du Mirgenbach), conçu pour pallier ce problème. Ainsi, en période de forte chaleur, cette réserve peut être utilisée (pendant un temps limité) pour refroidir la centrale. Ceci peut donc contrebalancer des pics de température de la Moselle.

Par ailleurs, un lac artificiel en Meurthe-et-Moselle, le lac de Pierre-Percée, peut être utilisé pour compenser le prélèvement d'eau effectué pour les besoins de la centrale nucléaire de Cattenom et garantir ainsi un débit minimum à la Moselle en période d'étiage.

Au cas où ni la retenue du Mirgenbach, ni le lac de Pierre-Percée ne permettent de garantir l'apport

³ Le flux des sorties a été établi sur la base de la période allant de 2017 à 2024. Un aide-soignant ayant interrompu son activité mais l'ayant reprise avant le 31 décembre 2024 n'est pas pris en compte dans le calcul des sorties.

⁴ <https://wasserportal.rlp-umwelt.de/auskunftssysteme/tageswerte>

⁵ <http://www.iksm-cipms.org/serwet/is/10160/>

en eau nécessaire au refroidissement de la centrale nucléaire de Cattenom, celle-ci devra réduire sa puissance (afin de réduire le besoin en refroidissement) voire, être arrêtée pendant les pics de chaleur.

ad 3) Comme indiqué dans le 3^e plan de gestion à établir au titre de la directive-cadre sur l'eau, coordonné au niveau international pour le secteur de travail Moselle-Sarre⁶, les parties composant les CIPMS partent du principe que le changement climatique aura un impact sur les cours d'eau. De ce fait, les autorités de gestion de l'eau du bassin versant de la Moselle et de la Sarre, mais aussi celles de l'ensemble du district hydrographique du Rhin, incluront les effets du changement climatique dans la planification des mesures de gestion des eaux.

Il existe de nombreuses mesures et options d'action permettant de stabiliser ou d'améliorer l'état des cours d'eau et ce, indépendamment des incertitudes concernant l'ampleur et les impacts du changement climatique. Les mesures prises au titre de la directive-cadre sur l'eau telles que l'amélioration de la continuité et de la morphologie des cours d'eau ou encore la réduction des pollutions thermiques ont un impact positif sur les conditions de vie et la résistance des écosystèmes. Ceci leur permet de mieux supporter les situations de stress causées par les événements extrêmes (notamment les canicules ou encore les sécheresses).

ad 4) De façon générale, les effets du réchauffement climatique ont un impact sur les cours d'eau, y inclus la Moselle, comme ils peuvent perturber les comportements et les cycles de vie de nombreuses espèces vivant près ou dans les eaux (p. ex. hausse des températures de l'eau et modifications du débit des cours d'eau pouvant affecter la reproduction des espèces aquatiques ou favoriser la prolifération d'espèces invasives, disponibilité accrue de nourriture à la suite d'hivers plus doux...). Une modification significative de la température du cours d'eau peut être dommageable pour les organismes aquatiques. La température est un des paramètres essentiels régissant les équilibres écologiques et le développement de la flore et de la faune dans nos cours d'eau (reproduction, développement et éclosion). La température peut aussi influencer la concentration en oxygène, la capacité de photosynthèse des plantes aquatiques ou la sensibilité des organismes aux substances toxiques. Les espèces plus adaptables seront ainsi favorisées par rapport aux espèces plus sensibles.

Des informations plus détaillées concernant les effets du changement climatique sur les bassins versants de la Moselle et de la Sarre sont disponibles dans le 3^e plan de gestion à établir au titre de la directive-cadre sur l'eau coordonné au niveau international pour le secteur de travail Moselle-Sarre.

ad 5) Les épisodes de pluie récents n'ont pas eu d'impact significatif sur le niveau de la Moselle. Les informations disponibles sur la température de la Moselle n'indiquent pas d'anomalie significative pendant cet épisode.

Délais d'attente pour un examen IRM | Question 2655 (24/07/2025) de Mme Claire Delcourt | M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

La croissance démographique qu'a connue le Luxembourg ces dernières années a, entre autres, eu pour conséquence d'imposer de longs délais d'attente pour les patients nécessitant un examen d'imagerie

médicale de type IRM ou scanner. Ainsi, le nombre d'examens IRM a fortement augmenté passant de 56.084 en 2019 à 86.988 en 2023 (chiffres fournis dans la réponse à la question parlementaire n° 1360). Dans la réponse à la question parlementaire n° 2354, Madame la Ministre relève qu'en 2023, 75,8 % des examens IRM ont été réalisés dans les 60 jours après la prise de rendez-vous. Or, il nous est revenu des cas où un rendez-vous pour un examen IRM a été proposé au patient après une période de près de six mois d'attente, y compris pour des examens d'organes vitaux comme le cœur.

Dans ce cadre, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Quels sont les critères déterminant le caractère d'urgence pour l'octroi d'un rendez-vous en imagerie médicale ? Le type d'organe à analyser figure-t-il également parmi ces critères ? Est-il prévu de revoir ces critères déterminant le caractère urgent de la demande de rendez-vous ?

2) Quels sont les délais dans les cas où un docteur indique que l'examen d'imagerie médicale comporte un caractère urgent ?

3) Dans quelle mesure l'augmentation des appareils, l'ouverture de nouveaux centres de radiologies, l'extension des plages d'horaire disponibles pour les examens d'imagerie médicale et la centralisation des demandes de rendez-vous ont-elles permis de réduire les délais d'attente ?

4) Quel est le taux de patients qui se font guider par la structure hospitalière à laquelle ils s'adressent vers une autre structure leur permettant d'accéder plus rapidement à l'examen demandé ?

5) Quelles mesures supplémentaires le Gouvernement prévoit-il pour réduire le temps d'attente pour les examens en imagerie médicale ?

Réponse (01/10/2025) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Chaque prescription d'examen prend en considération :

- les données cliniques ;
- les données biologiques ;
- l'hypothèse diagnostique (exemple : hémorragie, fractures des membres ou du rachis...) ;
- le type d'examen le plus approprié (radiographie standard, radiologie interventionnelle, scanner, IRM...).

En Europe, les recommandations sont généralement adaptées au contexte et au type d'organe visé (exemple : Guide de prescription des examens d'imagerie en urgence.pdf⁷).

Exemples de classification :

- urgences traumatologiques (traumatisme crânien, fractures...) ;
- urgences abdominales non traumatiques (occlusion, appendicite, pancréatite aiguë...) ;
- urgences vasculaires (embolie pulmonaire, occlusion artérielle...) ;
- urgences neurologiques (accident vasculaire cérébral, crise d'épilepsie, confusion aiguë...).

Les publications scientifiques sont régulièrement mises à jour et sont suivies par les prestataires de soins qui se forment de façon continue.⁸

Il existe aussi des outils d'aide à la décision, mis en ligne et disponibles pour tout médecin, prescripteur ou prestataire.⁹

En cas de demande de rendez-vous à caractère urgent et en cas de besoin de clarification, l'examen demandé peut être discuté entre le radiologue et le prescripteur (médecin urgentiste ou autre spécialiste, médecin généraliste).

ad 2) Sur base de l'appréciation de l'ordonnance présentée au médecin radiologue, et le cas échéant après concertation entre le médecin prescripteur et le radiologue, les délais d'obtention de l'examen varient selon l'analyse de la situation :

- examen immédiat : à tout moment de la journée ou de la nuit ;
- examen différé : dans les heures qui suivent (par exemple pendant une garde de nuit lorsqu'il est établi que l'examen peut être réalisé tôt dans la matinée du jour suivant) ;
- urgence non justifiée : pas de raison pour la réalisation de l'examen en urgence (rendez-vous dans les délais habituels).

ad 3) Selon des données récentes fournies par la Fédération des hôpitaux luxembourgeois (FHL), on constate depuis 2022 une diminution des délais d'attente moyens (tout type d'examen) pour les examens IRM (données concernant les examens en ambulatoire dont le délai d'attente est inférieur à 120 jours, afin d'exclure les examens de contrôle programmés).¹⁰

Ces données confirment les données de la carte sanitaire publiées en décembre 2024 par l'Observatoire national de la santé, qui détaille les délais d'attente pour les IRM entre le 1^{er} janvier 2022 et le 31 mars 2024.¹⁰

ad 4) Ni le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale, ni les structures hospitalières ne disposent de ces données.

ad 5) Globalement, eu égard aux données présentées sous la question 3, les délais d'attente sont maîtrisés en fonction du caractère urgent des examens prescrits. Par ailleurs, dans le cadre des dispositions de la loi hospitalière, les centres hospitaliers sont éligibles à introduire une demande d'ouverture d'antenne du service d'imagerie médicale sur site supplémentaire. La division de la radioprotection de la Direction de la santé œuvre activement pour promouvoir un usage approprié de l'imagerie médicale auprès des patients et des demandeurs (prescripteurs). En effet, en 2016, le taux de pertinence des examens IRM au Luxembourg était de 78 % et il était à 80 % en 2023. Cela signifie que 20 % des examens IRM réalisés n'étaient pas justifiés selon les recommandations de bonne pratique médicale.

Ainsi le temps d'attente est partiellement lié à une surutilisation des équipements d'imagerie.¹¹

Parmi les mesures prises, on peut citer :

- les fiches de la « boîte à outils » (« Que dois-je prendre en compte avant d'orienter un enfant vers un examen d'imagerie ? ») diffusées en 2019 au Luxembourg, en collaboration avec l'HERCA (Head of the European Radiological Protection Competent Authorities)¹² ;

⁹ ESR iGuide | Imaging Referral Guidelines published by the European Society of Radiology ; Référentiel des bonnes pratiques à l'usage des médecins | ADERIM⁷

¹⁰ Carte sanitaire 2023 - Délais d'attente en imagerie médicale - Fascicule 3 - Observatoire national de la santé⁷

¹¹ Rapport 2^e audit national pertinence demandes CT et IRM – Septembre 2023

¹² <https://santeseu.public.lu/fr/publications/i/imageries-medicales-2019-007.html>

– la réalisation d'audits cliniques concernant les prescriptions et la justification des examens d'imagerie¹³ ;
– les recommandations de bonne pratique médicale pour l'imagerie médicale dans le contexte de la radioprotection¹⁴. Référence à la publication de 2023 du Conseil scientifique dans le domaine de la santé (cf. en annexe un extrait p. i.) ;
– la promotion du guide de référence iGuide de la Société européenne de radiologie pour l'aide au choix de l'examen le plus approprié.

Ces mesures encouragent des discussions sur la pertinence des examens, visent à réduire les soins de faible valeur ajoutée, et indirectement à faciliter l'accès aux examens d'imagerie médicale aux patients qui en ont le plus besoin.

.....

Propositions formulées par la plateforme Meng Landwirtschaft | Question 2657 (24/07/2025) de Mme Joëlle Welfring (déi gréng)

La plateforme Meng Landwirtschaft, composée de 19 organisations de la société civile actives dans les domaines de l'environnement, de l'agriculture biologique, du commerce équitable, de la coopération et de l'alimentation a publié en juin 2025 une nouvelle édition de son plaidoyer pour une politique agricole plus équitable, durable et cohérente au niveau national, européen et international, avec lequel elle souhaite susciter un débat public sur l'avenir de l'agriculture au Luxembourg.

Dans le document, la plateforme dresse un bilan critique du modèle agricole actuel, constatant que les pratiques agricoles dominantes ont des répercussions considérables sur l'environnement et la biodiversité, le climat, ainsi que sur le bien-être et la santé des populations au Luxembourg et dans les pays du Sud.

Face à ces constats, elle plaide en faveur d'une approche intégrée qui tient compte des interactions entre agriculture, alimentation, environnement, climat et santé, et formule une série d'impulsions voire axes de réflexion. Meng Landwirtschaft recommande notamment de mobiliser pleinement le potentiel de l'agriculture pour la protection de la nature et de l'environnement, de promouvoir de manière conséquente l'agriculture biologique, et de rendre l'élevage plus durable et respectueux du bien-être animal. Elle plaide également en faveur du renforcement de la production locale, d'un ancrage de l'alimentation saine dans la société, ainsi que recommande de planifier l'agriculture et l'alimentation conjointement, de revaloriser les métiers agricoles et de baser la politique agricole sur l'esprit de la solidarité mondiale.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture, à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité et à Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire :

1) Le Gouvernement a-t-il pris connaissance du plaidoyer publié par la plateforme Meng Landwirtschaft en juin 2025 ? Dans l'affirmative, quelle est son appréciation globale des constats ayant trait à l'agriculture formulée dans le plaidoyer ?

2) Quelle est l'appréciation de Madame et Messieurs les Ministres au sujet des recommandations formulées dans le document ?

3) Quelles suites Madame et Messieurs les Ministres entendent-ils donner aux recommandations-clés de ce document ?

4) Madame et Messieurs les Ministres envisagent-ils d'échanger avec la plateforme au sujet des constats et propositions de son plaidoyer ? Dans la négative, quelles en sont les raisons ?

Réponse (25/09/2025) de Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | M. Xavier Bettel, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) à 3) Oui, le Gouvernement a pris connaissance du plaidoyer publié par la plateforme Meng Landwirtschaft. Les constats et recommandations qu'il contient font actuellement l'objet d'une analyse dans le cadre des travaux en cours liés à l'élaboration de la stratégie nationale pour une alimentation durable. Cette démarche permet de situer les réflexions formulées par la plateforme par rapport aux orientations stratégiques poursuivies par le Gouvernement dans les domaines concernés.

Il convient de souligner que les politiques publiques en matière d'agriculture, d'environnement et de coopération internationale s'inscrivent déjà dans une logique de durabilité, de cohérence et d'ouverture au dialogue avec les parties prenantes.

Ainsi et comme évoqué par la plateforme Meng Landwirtschaft, agriculture, environnement et changement climatique sont étroitement liés. Certains constats et recommandations figurent dès lors également dans le projet de stratégie d'adaptation aux effets du changement climatique¹⁵. Fortement affecté par le changement climatique, notamment avec l'augmentation des températures, des inondations et la disponibilité en eau, plusieurs mesures prévues par le projet de stratégie pour le secteur agricole reprennent des recommandations du plaidoyer.

Conformément au règlement (UE) 2024/1991 relatif à la restauration de la nature, les États membres de l'Union européenne sont tenus d'élaborer des plans nationaux de restauration, dont un premier projet devra être soumis à la Commission européenne d'ici septembre 2026. Ces plans doivent notamment inclure des mesures concrètes pour restaurer les écosystèmes agricoles. Dans ce cadre, les constats et recommandations formulés par la plateforme nationale seront examinés avec attention. Lorsque cela s'avère pertinent, ces éléments seront intégrés dans les sections des plans relatives à la restauration des écosystèmes agricoles, conformément aux exigences du règlement.

ad 4) Oui, une entrevue avec Madame la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture et les représentants de la plateforme est prévue.

Le Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité prévoit d'informer prochainement les membres de la plateforme du processus d'élaboration des plans nationaux de restauration et les membres de la plateforme seront invités à aviser le Projet des plans nationaux de restauration lors des ateliers de la consultation publique pendant le premier trimestre de l'année 2026.

.....

Utilisation de l'acétamipride au Luxembourg | Question 2664 (25/07/2025) de Mme Joëlle Welfring (déi gréng)

La récente adoption de la loi Duplomb en France suscite une vive inquiétude tant dans la communauté scientifique que parmi les citoyen-ne-s. Une

pétition publique déposée à l'Assemblée nationale demandant l'abrogation du précité texte a récolté 1,8 million de signatures. Par ailleurs, un collectif de 400 chef-fe-s cuisiniers-ières et acteurs-trices de la restauration a soulevé aujourd'hui la question de la protection des consommateurs-trices dans ce contexte. Le collectif, qui appelle aussi au retrait de la loi controversée, exprime son inquiétude que la qualité des produits servis dans la restauration en France se détériore de plus en plus et que les produits contiennent toujours plus de résidus de pesticides.

En France, la molécule au cœur de la controverse – l'acétamipride, appartenant au groupe des néonicotinoïdes – était interdite depuis 2020 en raison tant de sa toxicité avérée pour les pollinisateurs, que de soupçons pesant sur ses effets nocifs pour le développement neurologique.

Au Luxembourg, des substances contenant l'acétamipride sont autorisées, 50 kg d'acétamipride ayant été utilisés en 2020-2021 et 60 kg ayant été utilisés en 2022-2023.

La question des résidus de pesticides dans notre alimentation est aussi d'actualité au Luxembourg, la dernière analyse de l'Administration luxembourgeoise vétérinaire et alimentaire démontrant la présence de pesticides dans plus de la moitié des aliments analysés. Les fruits et légumes de l'agriculture conventionnelle sont particulièrement concernés, ce qui a suscité des revendications de la part d'organisations environnementales en faveur d'une révision du Plan d'action national de réduction des produits phytopharmaceutiques (PAN PPP) et d'une limitation accrue de l'utilisation de pesticides.

En réponse à ma question parlementaire n° 2185, Madame la Ministre de l'Agriculture a estimé qu'un des obstacles pour la mise en œuvre des objectifs du PAN PPP serait la « méconnaissance ou méfiance des utilisateurs-trices de produits phytopharmaceutiques des techniques alternatives ».

En réponse au succès de la précitée pétition, le Gouvernement français a indiqué vouloir saisir l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation de l'environnement et du travail sur la question de la réautorisation du pesticide, alors que l'ANSES a déjà rendu deux avis confirmant clairement qu'il existe des solutions alternatives efficaces et opérationnelles.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture, à Madame la Ministre de la Protection des consommateurs et à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Pour quelles cultures l'acétamipride est-il utilisé actuellement au Luxembourg ? Contre quels insectes nuisibles cette substance est-elle censée agir ? Son application est-elle effectuée à titre préventif ou uniquement après identification de la présence des ravageurs ? Ces insectes font-ils l'objet d'un suivi ou d'un monitoring au Luxembourg ? Dans l'affirmative, ont-ils été détectés récemment ?

2) Madame la Ministre est-elle d'avis qu'il existe des (techniques) alternatives à l'acétamipride qui présentent un risque moindre pour les consommateurs-trices, utilisateur-trice-s ainsi que pour la biodiversité, en particulier les pollinisateurs ? Le cas échéant, le Gouvernement envisage-t-il de promouvoir ou de soutenir activement ces alternatives ?

3) De manière générale, quelles mesures Madame la Ministre prend-elle afin de remédier au fait que la « méconnaissance ou méfiance des utilisateurs-trices de produits phytopharmaceutiques des techniques

¹³ PC 4 Methodology for the EU-JUST-CT project Alexandra Karoussou-Schreiner (Luxembourg) Project co-Leader*

¹⁴ Imagerie médicale : Radioprotection des patients - Publication de 2023 du Conseil Scientifique*

¹⁵ <https://environnement.public.lu/fr/actualites/2025/02/approche-holistique.html>



alternatives » ne demeure un obstacle à la réduction de l'utilisation des pesticides ?

4) Combien de substances appartenant à la famille des néonicotinoïdes sont encore autorisées au Luxembourg à ce jour ? Plus généralement, quelle est la position du Gouvernement concernant la réduction progressive, voire l'interdiction de ces substances actives ? Quelles mesures sont prévues à cet égard ?

5) Quelles données le Gouvernement détient-il actuellement sur l'exposition de la faune et de la population aux néonicotinoïdes – y compris l'acétamipride – au Luxembourg ? Le Gouvernement considère-t-il que les connaissances disponibles sont suffisantes ? Dans le cas contraire, quelles mesures compte-t-il prendre pour combler les lacunes et mieux évaluer les risques liés à l'utilisation de ces substances ?

Réponse (25/09/2025) de **Mme Martine Hansen**, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) Au Luxembourg, l'acétamipride est principalement utilisé pour lutter contre les pucerons en diverses cultures (fruits, légumes, pommes de terre) et contre le méléigèthe du colza au moment où ces différents ravageurs sont présents sur les différentes cultures. Un monitoring annuel du méléigèthe du colza est assuré dans le cadre du projet SENTINELLE.

ad 2) Le MAAV soutient et récompense activement la lutte non chimique contre les ravageurs, maladies des plantes et adventices par le biais des programmes écologiques, des mesures agro-environnementales et des projets de recherche ou de démonstration. Ainsi par exemple, des méthodes de lutte non chimiques contre le méléigèthe du colza ont été testées avec succès au Luxembourg dans le cadre des projets TRIP et TRIP2.

ad 3) Les techniques alternatives sont promues notamment lors des formations continues liées au certificat requis pour la vente, l'achat et l'utilisation de produits phytopharmaceutiques. Le MAAV continue à financer des projets de recherche portant sur les techniques alternatives lorsque des demandes pertinentes sont introduites.

ad 4) En qui concerne les produits phytopharmaceutiques, l'acétamipride est la seule substance active néonicotinoïde autorisée dans l'UE et au Luxembourg.

L'approbation des substances actives est faite au niveau communautaire. Le cas échéant, et en tenant compte des motifs et données disponibles, le Luxembourg soutient des restrictions d'utilisation ou le retrait de l'approbation s'ils sont proposés au niveau communautaire. Des mesures nationales ne sont à ce stade pas prévues.

Il y a lieu de noter que suite à une nouvelle évaluation des paramètres de toxicité de l'acétamipride par l'Autorité européenne de sécurité des aliments, certaines applications des produits phytopharmaceutiques contenant de l'acétamipride ont été adaptées ou retirées. Il s'agit essentiellement de produits phytopharmaceutiques utilisés dans les cultures maraîchères ou encore fruitières.

ad 5) En ce qui concerne l'exposition de la population à l'acétamipride via les denrées alimentaires, cette substance fait partie du screening des produits phytopharmaceutiques depuis des années et représente la seule substance néonicotinoïde encore approuvée au niveau européen.

Lors des 10 dernières années de contrôle de denrées alimentaires sur le marché luxembourgeois, sur 5.381 échantillons prélevés, 0,3 % n'étaient pas conformes.

Tous les échantillons non conformes étaient d'origine hors Union européenne. Il s'agissait majoritairement d'infusions.

En outre, le Luxembourg a demandé, au niveau du Conseil Agriculture et Pêche de l'Union européenne, de supprimer les tolérances à l'importation pour les néonicotinoïdes.

Les échantillons non conformes sont retirés du marché et rappelés auprès du consommateur si nécessaire, sur base d'une évaluation de risque, en se basant sur les dernières données scientifiques validées par l'EFSA.

Impact de l'avis consultatif de la Cour internationale de justice sur la position luxembourgeoise relative à la reconnaissance du droit à un environnement sûr, propre, sain et durable | Question 2665 (25/07/2025) de **Mme Joëlle Welfring** | **Mme Sam Tanson** (déi gréng)

La Cour internationale de justice a rendu le 23 juillet 2025 un avis consultatif historique en affirmant que les États qui ne respectent pas leurs obligations climatiques commettent un acte internationalement illicite. Cet avis marque un tournant majeur dans la reconnaissance juridique des responsabilités des États face à la crise climatique. Plus encore, la CIJ a expressément établi un lien entre le changement climatique et les droits humains. Dans son avis, la Cour affirme « qu'un environnement propre, sain et durable est une condition préalable à la jouissance de nombreux droits de l'homme, dont le droit à la vie, le droit à la santé et le droit à un niveau de vie adéquat, qui inclut l'accès à l'eau, à l'alimentation et au logement. Le droit à un environnement propre, sain et durable découle de l'interdépendance entre les droits de l'homme et la protection de l'environnement. Il est donc difficile de concevoir comment les États parties à des traités relatifs aux droits de l'homme, dans la mesure où ils sont tenus de garantir la jouissance effective de tels droits, pourraient s'acquitter des obligations ainsi mises à leur charge sans en même temps veiller à ce que le droit à un environnement propre, sain et durable en tant que droit de l'homme soit protégé. Le droit de l'homme à un environnement propre, sain et durable est par conséquent inhérent à la jouissance des autres droits de l'homme. La Cour en conclut que, au regard du droit international, le droit de l'homme à un environnement propre, sain et durable est essentiel à la jouissance des autres droits de l'homme. »¹⁶

En date du 18 mars 2025, notre sensibilité politique a introduit une motion¹⁷ relative à la reconnaissance du droit à un environnement sûr, propre, sain et durable dans la Convention européenne des droits de l'homme.

Ladite motion a fait l'objet d'une discussion au sein d'une réunion jointe de la Commission de l'Environnement et de la Commission des Affaires étrangères et européennes. Dans cette réunion, Monsieur le Ministre de l'Environnement a expliqué que « tout

en souhaitant être le plus ambitieux possible dans ce dossier compliqué, le Luxembourg a privilégié une approche pragmatique pendant sa présidence du Comité des ministres, ceci afin de trouver le consensus le plus large possible plutôt que de risquer un blocage, faute d'une majorité suffisante, en imposant immédiatement l'ajout d'un protocole additionnel à la CEDH ».¹⁸

À la lumière du récent avis consultatif rendu par la Cour internationale de justice le 23 juillet 2025, et étant donné que le Luxembourg n'assume plus la présidence du Comité des ministres du Conseil de l'Europe, nous souhaitons poser les questions suivantes :

1) Comment le Gouvernement évalue-t-il la portée de l'avis de la CIJ, selon lequel le droit à un environnement propre, sain et durable est « essentiel à la jouissance des autres droits de l'homme » ?

2) Le Gouvernement entend-il revoir sa stratégie afin d'adopter une position plus ambitieuse en faveur de la reconnaissance du droit à un environnement propre, sain et durable en tant que droit humain ?

3) Dans l'affirmative, quels engagements concrets le Gouvernement est-il disposé à prendre dans les prochains mois – aux niveaux national, européen ou international – pour faire progresser la reconnaissance juridique de ce droit fondamental ?

Réponse (01/10/2025) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

ad 1) Bien que les avis consultatifs de la Cour internationale de justice (ci-après « CIJ ») n'aient pas d'effet contraignant, ils revêtent une autorité juridique et valeur morale importante et servent de guide pour l'interprétation du droit international.

Le Gouvernement tiendra compte de l'avis de la CIJ dans le cadre des négociations relatives à la reconnaissance du droit à un environnement sûr, propre, sain et durable.

ad 2) Dans son étude sur la nécessité et la faisabilité d'un instrument dans le domaine des droits humains et de l'environnement, le Comité directeur pour les droits humains du Conseil de l'Europe a identifié neuf options en vue de la reconnaissance de ce droit. Le Gouvernement est en cours d'analyser la faisabilité de ces options afin de déterminer la position luxembourgeoise en la matière.

Il est primordial pour le Gouvernement de soutenir une option ambitieuse susceptible de rallier la majorité des États membres du Conseil de l'Europe.

ad 3) Voir réponse à la question 2.

Avis de la Cour internationale de justice sur le climat | Question 2674 (28/07/2025) de **M. Gusty Graas** (DP)

Den Internationale Gerichtshaff huet en Avis zu der Verantwortlichkeit vu Staate bezüglich dem Klimaschutz an de Mënscherechter publizéiert. Dësen Avis gouf op Ufro vu verschiddene klengen Inselstaaten ausgestallt, well dës Länner besonnesch staark vun den Auswierkunge vum Klimawandel betraff sinn.

Den Avis kënn zu der Conclusioun, dass Länner, déi hiren internationale Klimaschutz-Obbligatiounen net gerecht ginn, völkerrechtswiddreg handeln an dofir haftbar gemaach kënnen ginn. Och wann den Avis net rechtlech verbindlech ass, kéinte Staate verflucht

¹⁶ Avis consultatif de la CIJ du 23 juillet 2025 au sujet des obligations des États en matière de changement climatique, <https://www.icj-cij.org/sites/default/files/case-related/187/187-20250723-adv-01-00-fr.pdf> p.113

¹⁷ Motion relative à la reconnaissance du droit à un environnement sûr, propre, sain et durable dans la Convention européenne des droits de l'homme, https://wdocspub.chd.lu/docs/Motions_Resolutions/Motion_4536/20250513_Dep%C3%B4t.pdf

¹⁸ PV de la réunion du 19 mai 2025, <https://courrierelec.chd.lu/ConsultationDesCourriers/pdf?docid=308410>, p.4

ginn, hiren Obligatiounen nozekommen. Falls dat net geschitt, kënnen juristescht Schrëtt géint déi betraffe Länner ageleet ginn.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit folgend Froe stellen:

1. Wéi steet d'Regierung zum Avis vum Internationale Gerichtshaff?

2. Mat den ambitiëse Klimaziler, déi Lëtzebuerg sech national an international gesat huet, gesäit den Här Minister eng Gefor, datt et zu juristesche Schrëtt kéint kommen?

Réponse (01/10/2025) de M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

ad 1. Den Avis vum Internationale Gerichtshaff ass de jure net contraignant. Allerdéngs huet en eng grouss juristescht Autoritéit a moralesche Wäert, a beaflosst d'Interpretatioun vum internationale Recht. D'Regierung analyséiert zurzäit den Avis a wäert dësen entsprechend berücksichtegen, notament bei den Negociatiounen iwwert d'Unerkennung vum Recht op eng propper, gesond an nohalteg Ëmwelt.

ad 2. Dat modifizéiert Klimagesetz vum 15. Dezember 2020 gëtt dem Land e Kader, fir Mesuren ze ergreifen an esou säi Bäitrag ze leeschten, fir déi global Äerderwärmung op 1.5 °C ze limitéieren. Dëst Gesetz gesäit och vir, dass Lëtzebuerg spéitstens am Joer 2050 d'Klimaneutralitéit soll erreecht hunn, an d'Emissiounen vum Zäregase bis 2030 ëm 55 % par rapport zu 2005 erofgesat solle ginn.

Den nationalen Energie- a Klimaplang fir d'Period 2021–2030 ass 2020 ausgeschafft an 2024 iwwerschafft ginn, fir konkret Mesuren en place ze setzen, fir dës ambitiëse Ziler ze erreechen. Projektionen, déi de Statec am Kader vun der Mise à jour vum PNEC am Joer 2024 opgestallt huet, weisen och, dass mat der Ëmsetzung vum deem Plang, Lëtzebuerg dës Ziler bis 2030 an driwwer eraus wäert erreechen.

Esouwuel d'Klimagesetz ewéi och de PNEC sinn op Basis vun de beschte wëssenschaftlechen Erkenntnisser opgestallt ginn, fir op d'1.5 °C-Zil hinzeschaffen, sou wéi dat notament am Paräiser Accord virgesinn ass. D'Regierung huet also Efforte gemaach, fir hiren Obligatiounen, déi si um internationalen Niveau agaan ass, nozekommen.

Bandes non productives | Question 2686 (29/07/2025) de Mme Joëlle Welfring (déi gréng)

L'objectif de l'aide à l'installation de bandes non productives est d'encourager l'aménagement de bandes extensives le long des éléments structurants du paysage, à proximité de biotopes, dans les zones sensibles à l'érosion et le long des cours d'eau. Ces mesures visent à favoriser la biodiversité, limiter l'érosion des sols et réduire le ruissellement d'engrais, de produits phytosanitaires ou de sédiments vers les milieux aquatiques.

La problématique de la pollution des cours d'eau par les nitrates reste d'actualité au Luxembourg. Dans son évaluation 2025 de la mise en œuvre de la politique environnementale au Luxembourg, la Commission européenne rappelle que les nutriments issus de l'agriculture exercent une pression importante sur les eaux de surface et souterraines. Elle identifie la lutte contre cette pollution, en particulier celle liée aux nitrates, comme une priorité.

Le rapport nitrates 2020-2023 montre que 7 % de la superficie des cultures annuelles qui se trouvent

dans un rayon de moins de 100 m autour d'un cours d'eau sont situés à une distance de 15 m par rapport à l'eau et 26 % se situent de 15 à 50 mètres par rapport à l'eau. Selon ledit rapport, des zones tampons végétalisées de 15 à 30 mètres peuvent éliminer efficacement 70 à 95 % des nutriments issus du ruissellement.

Une analyse commandée par le Mouvement écologique (« Vorschläge zum Erhalt der biologischen Vielfalt in der Agrarlandschaft Luxemburg im Rahmen des Nationalen Strategieplans Luxemburg/PSN 2023–2027 »), constate que la mise en œuvre de l'aide à l'installation de bandes non productives reste très inférieure aux objectifs (18 % par rapport à la surface de référence). Et ce malgré une réduction de la largeur minimale de ces bandes, ayant été réduites de 10 à 3 mètres, notamment pour accroître la participation des agricultrices.teurs.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture :

1) Comment Madame la Ministre explique-t-elle le fait que l'aide relative aux surfaces non productives n'ait pas rencontré l'adhésion escomptée parmi les exploitant-e-s agricoles ? Quels sont selon Madame la Ministre les principaux obstacles à cet égard ?

2) Quelles mesures sont actuellement envisagées pour renforcer la mise en œuvre de cette mesure et inciter davantage d'agriculteurs-trices à y participer ?

3) Étant donné que des bandes fleuries pluriannuelles offrent des bénéfices écologiques plus stables et plus durables, Madame la Ministre envisage-t-elle d'introduire une bonification progressive (top-up), c'est-à-dire une aide croissante en fonction de la durée de maintien de ces surfaces au-delà d'une année ? Quelle est la position de Madame la Ministre à l'égard de cette proposition ?

4) Vu l'importance avérée des bandes tampons végétalisées dans la prévention de la pollution diffuse des cours d'eau, Madame la Ministre envisage-t-elle de revoir à la hausse la largeur minimale exigée pour ces bandes non productives, en particulier le long des zones à forte sensibilité hydrique ?

Réponse (25/09/2025) de Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1) Actuellement, nous disposons seulement de données de deux années d'exécution par rapport à une période de programmation basée sur cinq ans. Bien que la participation à ces mesures ne réponde pas aux attentes initiales, le programme n'est pas encore à mi-parcours et les cibles restent en ligne de mire. Par rapport à la période de programmation précédente, la progression des créations de bandes et surfaces non productives est cependant considérable.

Néanmoins, nous pouvons remarquer une certaine réticence à la participation de ces interventions. Il n'est, en effet, pas dans la nature des agriculteurs de cultiver des surfaces sans rien produire.

D'autres facteurs à considérer sont probablement la gestion de ces surfaces dans l'ensemble de la gestion de l'exploitation. L'entretien de ces surfaces nécessite un équipement différent de celui pour le reste de la surface et en plus à des moments différents des passages habituels sur les champs. Il faut donc programmer les interventions sur ces surfaces différemment par rapport aux travaux habituels à assurer. La gestion du travail quotidien sur l'exploitation est donc alourdie si des surfaces non productives sont prévues.

Nous ne pouvons pas non plus nier les effets de la guerre en Ukraine qui avaient pour conséquence de stimuler la production agricole. Cette nouvelle optique a soutenu la production pour renforcer la souveraineté alimentaire au détriment des surfaces non productives.

À noter aussi, qu'après une première année d'exécution et pour éviter des abus et soutenir la souveraineté alimentaire, les surfaces non productives étaient limitées à 10 % de la surface agricole utile de l'exploitation.

ad 2) Actuellement, aucune mesure n'est envisagée pour renforcer les mesures.

ad 3) Actuellement, les surfaces non productives sont gérées dans le cadre des éco-régimes qui sont demandés sur base annuelle. Un suivi pluriannuel n'est donc pas prévu alors qu'il reste possible de déclarer d'année en année la même surface. Par contre, les surfaces et bandes non productives offrent une option beaucoup plus valorisante si un recours à des mélanges d'espèces vivaces mellifères a lieu pour l'ensemencement.

Une bonification supplémentaire n'est pas prévue dans le cadre de ces mesures qui visent uniquement une indemnisation pour des coûts supplémentaires et des pertes de revenu.

Le fait de proposer d'année en année la même surface ensemencée par des mélanges de fleurs pluriannuelles peut déjà être considéré comme bonification. Un ensemencement à partir de la deuxième année n'est plus indiqué dans ce cas.

À souligner aussi, que le fait de proposer des demandes sur base annuelle a considérablement augmenté l'intérêt des agriculteurs pour ces mesures, vu la flexibilité croissante qui les accompagne.

ad 4) La flexibilité est importante pour la gestion d'une exploitation. La largeur prévue des bandes de 3 à 30 m offre une flexibilité suffisante pour tous les acteurs concernés et pour toutes les situations de terrain, même pour les parcelles situées dans les vallées étroites de l'Oesling.

Rénovation et extension du Centre SNJ Hollenfels | Question 2695 (30/07/2025) de M. Fred Keup (ADR)

De Jugendzentrum vum Service national de la jeunesse an a ronderëm d'Buerg Huelmes gëtt aktuell renovéiert an ausgebaut, woubäi d'Aarbechte bis Enn 2028 dauere sollen. D'Käschte ginn haaptsächlech vum Ministère fir ëffentlech Baute gedroen a belafe sech op ronn 32 Milliounen Euro. Am Pressedossier vun der Regierung („1^{er} coup de pelle Centre SNJ Hollenfels – Rénovation et extension“) heescht et: „Une extension, implantée sur l'emprise d'un ancien bâtiment disparu au XIX^e siècle, est adossée au château. Elle accueille un escalier et un ascenseur, garantissant l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite sans altérer le bâti patrimonial du château.“

Dës Extensioun (Maquette-Foto op S. 11 uewe vum Pressedossier) schéngt, anescht wéi d'Regierung dat beschreift, de „bâti patrimonial du château“ méi wéi just ze „altérer“, well an der Ëffentlechkeet gouf si elo schonns mat Attributer wéi „eng Schan“, „absolument hideux“ a „monstruosité“ beluecht.

An deem Kontext hunn ech folgend Froen un d'Regierung:

1. Wéi steet d'Regierung zur Iwwerleeung, datt mat der mentionéierter Extensioun vum Huelmeser Schloss déi architektonesch Integritéit vun dësem Schloss, dat säit 2022 als „Monument national“ klasséiert ass, irreversibel beschiedegt gëtt?

2. Gouf hei en Avis vum INPA ugefrot? Wa jo, mat wéi engem Resultat?

3. Gouf et eng ëffentlech Ausschreibung fir den Entwurf vum dëser Extensioun? Wann nee, firwat net?

4. Goufen alternativ architektonesch Konzepter gepréift, déi sech besser an dat historescht Gesamtbild vum Schloss afügen?

5. Awéiwäit goufen d'Denkmalenschutz-Organisationen an d'Planung vum där Extensioun mat abezunn?

6. Goufe Méiglechkeete gepréift, déi bestoend Struktur vum Schloss besser auszunutzen, amplat se duerch eng Extensioun bzw. en Neibau ze ergänzen?

7. Besteet opsäite vun der Regierung d'Bereitschaft, op ëffentlech Bedenken anzugehen an noutfalls de Projet vun der Extensioun ze iwwerschaffen oder ganz falen ze loossen?

Réponse (22/09/2025) de **Mme Yuriko Backes**, Ministère de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Claude Meisch**, Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **M. Eric Thill**, Ministère de la Culture

Den honorabelen Deputéierte stellt Froen zum Jugendzentrum vum Service national de la jeunesse zu Huelmes.

ad 1. De Projet vun der Renovatioun an Extensioun vum „Centre SNJ Hollenfels“ gouf säit 2018 an enker Zesummenaarbecht mat dem Institut national pour le patrimoine architectural (INPA) (sengerzäit Service des sites et monuments nationaux) ausgeschafft. Scho virun der Protektioun als „Monument national“ 2022 gouf de Projet 2020 an der COPAC, der Commission pour le patrimoine culturel (fréier COSIMO), virgestallt an am Schreiwes vum 26. November 2020 vun der deemools zoustänneger Kulturministesch validéiert. Ausdrécklech begréisst gouf heibäi déi baussezeg Expressioun vum neie Gebai nieft dem Schloss, déi mat hirer zäitgenésscher Architektur an engem Kontrast an awer och Integratioun bréngt. Esou wéi déi verschidde Bauphasen aus de vergaangene Joerhonnerten all verschidden an eegen Identitéiten hunn, ouni sech ënnerteneen irreversibel ze beschiedegen, dréckt sech och den Neibau am Geescht vum eiser Zäit aus, ouni awer de Kontext ze verleengen.

Och den Institut national de recherches archéologiques (INRA) gouf mat an der Planung vum Projet implizéiert, an op Basis vun de rezenten Ausgruewunge gëtt de Patrimoine ënnert dem Buedem gréissten-deels erhalen. Am Kader vum Projet gouf de ganze Site mat Georadar ënnersicht. Doduerch konnten eng ganz Rei vun archeologesche Vestigen nogewisen an de Bauprojet doropshin ugepasst ginn.

Op der Säit vun der Buerg gouf eng al Gruewung aus de 1970er-Joren nees opgemaach an erweidert. Dës Vestigé ginn erhalen an d'Annex gouf esou ëmgeplangt, datt d'Archeologie net zerstéiert gëtt. Dësen Deel wäert awer net siichtbar sinn.

ad 2. cf. Äntwert op d'Fro 1.

ad 3. Fir esou een Typ vu Projet besteet keng Obligatioun, en ëffentlechen Concours fir den Entwurf ze lancéieren. Deemno goufen 2017 d'Missiounen fir d'Maîtrise d'oeuvre, wéi an esou Fäll üblech, op Basis vun engem ëffentlechen „appel à candidatures“ erausgesicht. Heibäi gouf besonnesch Wäert drop geluecht, dass dës Bureau Referenzen am Émgang mam nationale Patrimoine an deem senger Revaloriséierung opweises hunn. D'Wiel vun der Maîtrise d'oeuvre gouf doropshin a Récksprouch mam INPA getraff.

ad 4. Wéi bei all Bauprojet goufen am Kader vun den Etuden eng Rei vun Alternative fir déi architektonesche Ëmsetzung vum Raumprogramm analyséiert. Ënner Berücksichtigung vun all de Constraints ass déi zeréckbehal Variant déi, déi sech am beschten an d'Gesamtkonzept vum Site afüügt.

ad 5. Den INPA als national kompetent „Denkmal-schutz-Organisation“ gouf säit 2018 an de Projet mat abezunn. Dës Zesummenaarbecht gëtt och elo esou virugefouert, fir d'Definitioun vum Detail- an Exekutiounspläng, ewéi och fir de Suivi vum aktuelle Chantier. Och schonn erwänt ass de positiven Avis vun der nationaler Denkmalchutzkommissioun (deemools COSIMO).

ad 6. Méiglechkeeten, déi bestoend Struktur vum Schloss besser auszunutzen, goufen analyséiert. Well notament awer e konformt Nouttrapehaus an e Lift an der Enveloppe vum Schloss en irreparable Schued vum denkmalgeschützte Bestand implizéiert hätten, goufen esou Interventiounen aus Denkmal-schutzgrënn bewosst net zeréckbehalen. Déi Fongtiounen ginn deemno an der Extensioun ëmgesat.

ad 7. Wéi schonn an de viregten Äntwerten erwänt, ass dee gesamte Projet vun alle betreffenen Acteuren (d'Verwaltung fir ëffentlech Bauten, de Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend als Utilisateur, den Institut national de recherches archéologiques – INRA, den INPA an d'COPAC...) am Virfeld ausgeschafft, evaluéiert a validéiert ginn.

Des Weidere befénnt de Projet sech momentan an der Ausféierung, den Haaptmarché vum Réibau ass scho verginn an d'Aarbechten hu schonn ugefaangen. En Iwwerschaffe vum Projet bedeit e Baustopp, nei Etuden, nei Autorisatiounen an eng Adaptatioun vun de Marchéen, déi scho vergi sinn. All dëst wier mat Méikäsche verbonnen a géif de Projet ëm Jore retardéieren.

Anorexie | Question 2698 (30/07/2025) de M. André Bauler | M. Gilles Baum (DP)

Si le nombre de personnes souffrant de surpoids voire d'obésité chronique va croissant ces dernières années en Europe et au Luxembourg, il ne faut pas non plus perdre de vue les citoyens pâtissant d'anorexie.

Voilà pourquoi nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Madame la Ministre peut-elle informer sur le nombre de personnes atteintes d'une anorexie ?

2) Combien de personnes ont dû être hospitalisées dans ce contexte depuis 2015 ?

3) Quel est leur profil (classe d'âge, sexe...) ?

4) Quelles structures hospitalières se sont spécialisées dans l'accompagnement médical de ces personnes ?

5) Quels sont les traitements usuels réservés à ces patients ? Quelle est leur durée moyenne ? Et quel est le coût de ces traitements par personne ?

6) À quel montant peut-on chiffrer les coûts annuels de traitement de l'obésité et de l'anorexie ? Quelle est l'évolution de ce coût durant les dix dernières années ?

Réponse (01/10/2025) de **Mme Martine Deprez**, Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale

ad1) Il est impossible de chiffrer le nombre total de personnes atteintes d'anorexie.

En effet, les traitements en relation avec ladite pathologie peuvent avoir lieu en milieu hospitalier comme en milieu extrahospitalier. La Caisse nationale de santé (CNS) est en mesure de fournir des données, d'ailleurs non exhaustives, concernant la prise en charge en milieu hospitalier stationnaire (cf. réponse à la question 2), mais elle ne l'est pas concernant la prise en charge en milieu ambulatoire respectivement en milieu extrahospitalier. Bien que les certificats d'incapacité de travail puissent renseigner les codes ICD-10 en lien avec l'anorexie, il y a lieu de relever qu'une personne atteinte d'anorexie n'est pas forcément en incapacité de travail.

À toutes fins utiles et concernant le domaine de la diététique, il y a lieu de relever le code D15 « Troubles des conduites alimentaires (TCA) » permettant une prise en charge uniquement de l'anorexie mentale dans une des deux situations prévues au niveau de l'annexe E des statuts de la CNS :

« 1. Soit les critères suivants doivent être cumulativement remplis :

– Âge de la personne protégée : entre 13 et 19 ans inclus ;

– Suivi pluridisciplinaire de plus de 3 mois par un médecin généraliste ou un pédiatre et par un psychiatre ou pédopsychiatre ou neuropsychiatre ;

– Critères anthropométriques : Poids < à 85 % du poids corporel idéal ou IMC ≤ 17,5 kg/m².

2. Soit après une hospitalisation dans le cadre d'une prise en charge des conséquences de l'anorexie mentale avec un diagnostic associé, les critères suivants doivent être cumulativement remplis :

– Âge de la personne protégée : entre 13 et 19 ans inclus ;

– Critères anthropométriques : Poids < à 85 % du poids corporel idéal ou IMC ≤ 17,5 kg/m². »

Pour 2024, l'analyse des données montre que le nombre total de personnes protégées, avec une ordonnance indiquant le diagnostic D15, se chiffre à 98 dont 40 se situent dans le groupe d'âge de 13 à 19 ans inclus et 58 en dehors de ce groupe d'âge. Il y a lieu de préciser qu'un contrôle automatique concernant le critère d'âge a été programmé à partir du 17 janvier 2025.

En 2025 (au 19 août 2025), le nombre total de personnes protégées, avec une ordonnance indiquant le diagnostic D15, s'élève à 32.

La Direction de la santé ne dispose pas d'un registre national sur les personnes atteintes d'une anorexie.

ad 2) Entre 2017 et 2024¹⁹, 347 personnes protégées, avec un code CIM-10 en lien avec l'anorexie (Classification statistique internationale des maladies et des problèmes de santé CIM-10 publiée par l'Organisation mondiale de la santé), ont eu au moins un séjour dans un établissement hospitalier.†

Les hospitalisations avec un code CIM-10 en lien avec l'anorexie se réfèrent aux codes suivants du référentiel ICD-10 :

– F500 « Anorexie mentale »

– R630 « Anorexie »

– T505 « Intoxication par anorexigènes »

¹⁹ Période d'observation de 2017 à 2024 : les données de la documentation hospitalière commencent à partir du 2^e semestre 2017 pour CHDN, HRS, CHL et CHEM avec un trou au 1^{er} semestre 2020 pour CHDN, HRS et CHL. Concernant le CHNP elles commencent à partir du 1^{er} semestre 2020. Pour l'analyse les codes F500 « Anorexie mentale », R630 « Anorexie » et T505 « Intoxication par anorexigènes » du référentiel ICD-10-BE ont été pris en compte pour identifier les hospitalisations en lien avec l'anorexie.

Selon les données de la Documentation et classification des séjours hospitaliers (DCSH) pour la période 2018-2023, le nombre de séjours hospitaliers et de patients hospitalisés avec un diagnostic de séjour²⁰ d'anorexie mentale est le suivant :[†]

Les séjours hospitaliers dont le diagnostic principal correspond au motif d'hospitalisation « Anorexie mentale », se réfère aux codes ICD10-CM suivants :

- F50.00 (anorexie mentale non spécifiée)
- F50.01 (anorexie mentale de type restrictif)
- F50.02 (anorexie mentale de type binge/purge)

À noter que les données du premier semestre de l'année 2020 ne figurent pas dans la DCSH, ce qui se traduit par une baisse apparente du nombre de séjours et de patients. En outre, sur la période 2018-2023, cinq séjours concernent des patients couverts par le Régime commun d'assurance maladie des institutions de l'Union européenne (RCAM) sans numéro de matricule. Dès lors qu'il n'est pas possible de différencier ces patients, ils ont été exclus du décompte des patients.

ad 3) Le tableau[†] suivant renseigne le nombre de personnes protégées par sexe et groupe d'âge, avec un code CIM-10 en lien avec l'anorexie, hospitalisées de 2017 à 2024 :

D'après les données DCSH, l'anorexie mentale concerne quasi exclusivement les femmes. Depuis 2021, il apparaît que la majorité des séjours hospitaliers pour cause d'anorexie mentale concerne les jeunes filles âgées de 10 à 17 ans. Par ailleurs, la majorité des patients (78 %) n'ont effectué qu'un seul séjour hospitalier pour anorexie mentale entre 2018 et 2023.

Nombre de patients hospitalisés avec un diagnostic de séjour d'anorexie mentale, par groupes d'âges, sexe et année (2018-2023) :[†]

ad 4) Sur base de l'analyse, les hospitalisations pour traitements en lien avec l'anorexie ont eu lieu au Centre hospitalier de Luxembourg (CHL), Centre hospitalier Émile Mayrisch (CHEM), Hôpitaux Robert Schuman (HRS), Centre hospitalier du Nord (CHDN) et Centre hospitalier neuro-psychiatrique (CHNP).

Le tableau[†] qui suit reprend les établissements hospitaliers de 2017 à 2024 :

Au Luxembourg, la prise en charge médicale des personnes atteintes d'anorexie mentale s'organise en fonction de la gravité du trouble, de l'âge du patient et du contexte clinique. Le parcours de soin commence souvent par une évaluation réalisée par le médecin généraliste ou le pédiatre, qui jouent un rôle clé en tant que premiers interlocuteurs. Ils assurent un suivi initial, proposent une prise en charge adaptée et orientent les patients vers des spécialistes tels que des diététiciens, psychologues ou psychiatres.

Pour les patients présentant des troubles alimentaires associés à une problématique psychiatrique, plusieurs structures hospitalières spécialisées offrent une prise en charge adaptée.

La KannerKlinik du Centre hospitalier de Luxembourg (CHL) propose un accompagnement pluridisciplinaire destiné aux enfants souffrant d'anorexie, combinant services d'urgences pédiatriques, pédiatrie spécialisée et pédopsychiatrie. Cette prise en charge est modulée selon la gravité des cas, allant du suivi

ambulatoire aux hospitalisations prolongées lorsque nécessaire. Par ailleurs, la KannerKlinik a renforcé la collaboration avec les pédiatres libéraux afin d'assurer une approche globale et coordonnée du traitement.

Chez les adolescents, le Service national de psychiatrie juvénile (SNPJ) des Hôpitaux Robert Schuman (HRS) offre un service d'hospitalisation accessible 24 heures sur 24, dédié au diagnostic, au traitement et au suivi des troubles mentaux, incluant spécifiquement les troubles du comportement alimentaire comme l'anorexie. Le SNPJ dispose également d'un hôpital de jour spécialisé, situé à l'Hôpital Kirchberg, qui accueille jusqu'à 20 adolescents. Cette structure offre une prise en charge intensive et multidisciplinaire, en collaboration étroite avec les institutions extrahospitalières, les établissements scolaires, et intègre une structure éducative sur site pour assurer la continuité pédagogique des patients.

La Rehaklinik du Centre hospitalier neuro-psychiatrique (CHNP), bien qu'elle ne dispose pas d'une unité dédiée exclusivement à l'anorexie, prend en charge si nécessaire les adolescents souffrant de troubles psychiatriques sévères, y compris ceux associés à des troubles alimentaires, dans un cadre pluridisciplinaire intégrant notamment un suivi diététique spécialisé.

Pour les adultes, les services de psychiatrie des différents hôpitaux offrent des prises en charge adaptées selon les besoins.

Enfin, le Plan national santé mentale intègre des mesures spécifiques visant à renforcer l'offre de soins pour les troubles mentaux complexes, y compris l'anorexie. Parmi celles-ci, la mesure 5.6.2 prévoit une analyse approfondie des besoins en services spécialisés pour le diagnostic et la prise en charge des troubles alimentaires chez les enfants, adolescents et adultes, ainsi qu'une évaluation des défis actuels liés aux traitements.

ad 5) La nomenclature des actes et services des médecins ne contient pas d'acte(s) spécifique(s) pour le traitement de personnes atteintes d'anorexie.

Toute personne atteinte d'anorexie peut prétendre aux prestations (consultations, visites, services d'urgences, etc.) et actes techniques plus spécifiques (psychiatrie, etc.) prévus dans la nomenclature des actes et services des médecins respectivement des professions de santé (diététique, psychothérapie, etc.). S'y ajoute les traitements médicamenteux. Du fait qu'il n'existe pas d'actes spécifiques il est impossible d'établir une corrélation entre les traitements et les personnes protégées atteintes d'anorexie. Au vu des explications fournies, la CNS n'est en mesure ni de renseigner la durée moyenne du traitement, ni de chiffrer le coût de ces traitements par personne protégée.

La prise en charge de l'anorexie repose généralement sur une approche pluridisciplinaire, aussi bien médicale somatique, que psychiatrique et nutritionnelle. Les modalités thérapeutiques incluent : suivi ambulatoire, hospitalisation de jour, et selon les cas, hospitalisation stationnaire (indiquée en cas de complications sévères, elle combine entre autres stabilisation médicale, réalimentation progressive encadrée et prise en charge psychiatrique intensive).

La durée moyenne du traitement varie grandement selon la gravité et l'évolution individuelle de chaque patient, allant ainsi de plusieurs semaines à plusieurs années de prise en charge. En ce qui concerne les traitements en milieu stationnaire, la CNS peut communiquer le tableau[†] suivant indiquant le nombre de séjours ainsi que la durée de séjour en jours dans un établissement hospitalier de 2017 à 2024 :

Il en ressort que la durée de séjour se situe entre 5 à 140 jours.

En ce qui concerne les soins hospitaliers, les dépenses à charge de l'assurance maladie-maternité s'élevaient à 7.846.092,81 euros de 2017 à 2024.

ad 6) Comme pour l'anorexie, la prise en charge de l'obésité repose sur une approche pluridisciplinaire. Différents traitements sont prévus dont notamment la diététique, la cure (ambulatoire ou stationnaire) pour obésité pathologique dans le Centre thermal et de santé de Mondorf-les-Bains, les actes médicaux figurant dans l'annexe C des statuts de la CNS et les actes relatifs à la gastrectomie (codes LPC04 à LPA03) prévus dans la nomenclature des actes et services des médecins.

Or, tout comme pour l'anorexie, il est impossible d'identifier de manière exhaustive les personnes obèses ainsi que toutes les prestations et coûts y relatifs et de fournir des informations quant à l'évolution des coûts annuels durant les dix dernières années.

Plan d'action pour l'agriculture biologique | Question 2709 (31/07/2025) de Mme Joëlle Welfring (déi gréng)

Une étude, commandée par le Gouvernement précédant à l'IBLA (Institut fir biologesch Landwirtschaft an Agrarkultur) dresse un état des lieux de la filière biologique au Luxembourg et formule des recommandations d'actions concrètes pour renforcer la filière biologique. Sont identifiés comme champs d'intervention prioritaires notamment le renforcement des chaînes de valeur, l'ouverture de nouveaux marchés, la favorisation de la coopération interprofessionnelle et le renforcement de la visibilité du bio luxembourgeois.

Lors d'une réunion de la Commission de l'Agriculture en date du 24 avril 2025, Madame la Ministre a présenté ladite étude sur demande de notre sensibilité politique, et a expliqué que l'étude « présente un intérêt pour l'élaboration du futur Plan Bio ». Au sujet du Plan Bio, Madame la Ministre a indiqué que les travaux préparatoires auraient commencé au sein du groupe de travail interministériel, qui est placé sous la coordination du Ministère de l'Environnement. Le calendrier précis de finalisation du Plan ne serait cependant pas encore établi.

L'importance d'accroître la part de l'agriculture biologique pour améliorer la biodiversité est soulignée par la Commission européenne dans l'examen de la mise en œuvre de la politique environnementale luxembourgeoise de 2025. Dans son rapport, la Commission européenne rappelle l'état défavorable des espèces et habitats au Luxembourg, et recommande entre autres de renforcer l'intégration des actions en faveur de la biodiversité dans d'autres domaines politiques, y inclus l'agriculture. Elle rappelle par ailleurs que les pratiques de l'agriculture biologique sont très bénéfiques pour la biodiversité et établit la garantie et l'élargissement des pratiques de l'agriculture biologique comme une des actions prioritaires en 2025.

Dans une analyse menée pour le compte du Mouvement écologique (« Vorschläge zum Erhalt der biologischen Vielfalt in der Agrarlandschaft Luxemburg im Rahmen des Nationalen Strategieplans Luxemburg/PSN 2023–2027 »), un des constats est qu'il existe une concurrence entre différents régimes d'aides, au sein de laquelle l'agriculture biologique se retrouve désavantagée. En effet, alors même qu'elle fournit des services environnementaux bien plus larges et structurants, l'agriculture biologique perçoit souvent

²⁰ Les séjours hospitaliers dont le diagnostic principal, correspondant au motif d'hospitalisation, « Anorexie mentale » rapportés par 3 codes ICD10-CM : F50.00 (anorexie mentale non spécifiée), F50.01 (anorexie mentale de type restrictif) et F50.02 (anorexie mentale de type binge/purge)

des aides inférieures aux primes cumulatives pour l'agriculture conventionnelle, rendant ainsi la conversion au bio moins attrayante.

L'évaluation transversale du PSN 2023-2027 quant à elle constate que la prime pour le bio « constitue une plus-value pour l'exploitant mais elle apparaît insuffisante au regard des difficultés de vente et de la concurrence des produits importés ».

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture et à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Madame la Ministre compte-t-elle finaliser et présenter le nouveau Plan Bio en 2025 ? Dans l'affirmative, quand exactement le Plan Bio sera-t-il finalisé ? Dans la négative, quelles en sont les raisons et à quel horizon le Gouvernement envisage-t-il désormais cette présentation ?

2) Quel est l'état d'avancement concret des travaux du groupe de travail interministériel en charge de l'élaboration du prochain Plan Bio ? Quelles réunions et étapes concrètes ont déjà été réalisées ?

3) Quelles sont les prochaines étapes prévues, et selon quel calendrier seront-elles réalisées ?

4) Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils indiquer combien de personnes (ETP) sont actuellement mobilisées de manière prioritaire pour l'élaboration du Plan Bio au sein du Ministère de l'Agriculture ainsi qu'au sein du Ministère de l'Environnement ? Ces ressources humaines sont-elles jugées suffisantes au regard de l'ambition du Plan ?

5) Quel type de consultation est prévu dans le cadre de l'élaboration du futur Plan Bio ? Quels acteurs-trices seront impliqués et selon quelles modalités ?

6) Le Gouvernement est-il d'accord avec le constat qu'il existe une concurrence entre différents régimes d'aides, au sein de laquelle l'agriculture biologique se retrouve désavantagée ?

7) Le Gouvernement estime-t-il que, compte tenu du rôle important de l'agriculture biologique pour la préservation de la biodiversité et de la nécessité d'en étendre la part à l'avenir, celle-ci devrait être privilégiée dans l'attribution des aides publiques agricoles ? Dans l'affirmative, des ajustements en ce sens sont-ils envisagés ?

8) Dans la négative, quelles en sont les raisons ? Encore dans la négative, le Gouvernement estime-t-il que l'agriculture biologique devrait être mieux valorisée dans l'attribution des aides publiques ? Des ajustements en ce sens sont-ils prévus ?

9) Par quel processus les champs d'actions prioritaires et les constats de l'étude IBLA sont-ils analysés par le groupe de travail interministériel ? Si cette analyse a d'ores et déjà été faite, Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils m'en fournir leurs principales conclusions ? Quels mécanismes sont prévus afin qu'elles puissent effectivement être traduites en mesures opérationnelles dans le Plan ?

10) Madame la Ministre envisage-t-elle la mise en place d'une structure autonome (une « agence bio »), dédiée à la mise en œuvre du Plan Bio, qui soutiendra les agriculteurs-trices et les filières agricoles dans leurs démarches ?

11) Quelle est la vision stratégique du Gouvernement pour l'agriculture biologique au-delà du prochain Plan Bio ? En particulier, le Gouvernement entend-il se fixer un objectif chiffré ou un horizon temporel

pour atteindre un certain pourcentage de surface agricole biologique ?

Réponse (25/09/2025) de Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) Le nouveau Plan d'action national pour l'agriculture biologique (PAN-Bio 2029) qui entrera en vigueur dès 2026 sera finalisé en automne 2025 et sa présentation est prévue pour la fin de l'année. Sa préparation se fera selon le même modèle que celui appliqué pour la préparation du PAN-Bio 2025.

ad 2) Entre fin février et début mai 2025, les membres de ce groupe ont eu plusieurs échanges ainsi que 4 réunions afin de faire le bilan de la réalisation des actions du PAN-Bio 2025 (actions finalisées, encore en cours ou non réalisées). Parmi les actions encore en cours, il a été analysé quelles actions seront à reprendre dans le nouveau PAN, puisqu'il s'agit d'actions sur le long terme, resp. d'actions à réaliser en continu. En outre, des propositions concrètes pour de nouvelles mesures, resp. pour la continuation ou le développement ultérieur de mesures de l'ancien PAN ont été retenues. Une revue des plans d'action de différents autres États membres a également été faite afin d'en dégager d'éventuelles actions intéressantes pour le Luxembourg.

Le document d'évaluation a été finalisé en y intégrant également les nouvelles propositions et en esquissant les grandes lignes sur les futures actions du nouveau PAN. Le document préparatif final du nouveau PAN est actuellement en voie de finalisation.

ad 3) Comme mentionné ci-dessus, la finalisation du document préparatif final du nouveau PAN est en cours. Lors des dernières entrevues du MAAV avec les principales organisations du secteur de l'agriculture biologique, à savoir les ASBL IBLA et « Vereenigung Biolandwirtschaft Lëtzebuerg », ces dernières ont été invitées à fournir leurs contributions.

Ces contributions ainsi que d'éventuelles autres idées émanant de la manifestation « Organic Summit » des 18-19/08/2025 à Copenhague, spécialement dédiée aux plans d'actions nationaux dans les États membres de l'UE, vont être évaluées quant à leur adéquation avec le document préparatif et, le cas échéant, y être intégrées.

ad 4) Au sein du MAAV et de ses administrations, trois personnes travaillent de manière prioritaire sur le PAN-Bio. Ceci est jugé suffisant. Voir également la réponse à la question n° 10 ci-dessous. Au sein du MECB et de l'ANF, les agents compétents contribuent à la restauration de la biodiversité en milieu agricole et à la coordination des mesures avec le secteur agricole. Un agent du MECB est actuellement membre du Comité du PAN-Bio.

ad 5) La réponse à cette question a été donnée à la question n° 3 ci-dessus.

ad 6) Une des mesures du PAN-Bio 2025 visait à éliminer tout frein à l'accès aux primes pour les exploitations biologiques. Cette mesure a été mise en œuvre dès l'entrée en vigueur du PAN et de nombreuses exploitations ont pu en bénéficier, notamment celles ayant choisi une conversion partielle à l'agriculture biologique.

Les montants versés par hectare en agriculture biologique sont systématiquement plus élevés que ceux accordés dans le cadre des éco-régimes ou des mesures agro-environnementales et climatiques (MAEC).

Ainsi, par exemple pour les grandes cultures en agriculture conventionnelle, l'aide est de 150 €/ha dans

le cadre de l'éco-régime relatif à la renonciation aux produits phytopharmaceutiques, contre 300 voire 450 €/ha en agriculture biologique.

De même, pour les cultures sarclées, l'aide à l'agriculture conventionnelle est de 250 €/ha, contre 300 voire 450 €/ha en agriculture biologique.

Pour les vergers et les cultures maraîchères, l'aide à l'agriculture conventionnelle est de 750 €/ha contre 1.150 voire 2.500 €/ha en agriculture biologique, ce qui représente une différence significative.

En viticulture, les options ORG et HERB de la prime pour l'instauration d'une viticulture durable et respectueuse de l'environnement sont comparables aux conditions de l'agriculture biologique, mais les montants prévus en agriculture biologique restent plus avantageux.

Il en va de même pour l'aide à la réduction de la fertilisation azotée sur des prairies et pâturages permanents et prairies temporaires, où le montant versé par hectare est inférieur à celui du montant versé en agriculture biologique.

En résumé, l'agriculture biologique bénéficie en général d'un soutien financier plus élevé à l'hectare.

ad 7) Cet ajustement a déjà été réalisé. Effectivement, la prime « bio » à l'hectare et les primes pour le maintien de la biodiversité dont les exigences sont compatibles avec celles de l'agriculture biologique, anciennement non cumulables, ont été rendues cumulables afin de rendre plus attractive la conversion à l'agriculture biologique à des exploitations ayant de nombreuses parcelles sous contrat pour le maintien de la biodiversité. Ceci devrait également constituer une motivation pour soumettre plus de parcelles à un contrat de maintien de la biodiversité, vu que les exploitations ne devront plus choisir entre l'une ou l'autre prime.

Alors qu'il est théoriquement possible que la somme d'aides séparées (et non cumulables avec les aides de l'agriculture biologique) sur un hectare soit supérieure à l'aide de l'agriculture biologique, celle-ci s'applique à l'ensemble de la surface agricole de l'exploitation. Ceci résulte en une aide totale supérieure pour les exploitations en agriculture biologique sans effort administratif ou organisationnel supplémentaire.

ad 8) Vu toutes les facilitations ayant déjà été mises en place concernant l'accès aux primes sur les surfaces agricoles biologiques, le prochain PAN vise plutôt de mettre l'accent sur le développement de filières de production et de nouveaux débouchés pour les produits biologiques des exploitations luxembourgeoises. En effet, l'assurance de trouver des débouchés intéressants pour les produits est la meilleure motivation pour les exploitations pour envisager une conversion à l'agriculture biologique.

ad 9) L'analyse de l'étude IBLA a été faite au sein du MAAV et les conclusions ainsi que les propositions d'amélioration et de voies à suivre à l'avenir ont été analysées et discutées. À la suite de cette analyse, et comme mentionné à la question précédente, le prochain PAN sera prioritairement axé sur le développement de filières additionnelles et de débouchés supplémentaires pour différents types de produits ayant fait l'objet d'une évaluation par l'IBLA. L'étude IBLA a donc principalement servi de travail de base pour décortiquer la situation actuelle du marché afin de pouvoir maintenant agir de manière plus ciblée en vue de créer de nouveaux débouchés pour les différentes catégories de produits agricoles biologiques produits par les exploitations bio luxembourgeoises et motiver davantage d'exploitations à la conversion si leur situation le permet.

ad 10) Une telle structure autonome n'est actuellement pas prévue. Les restructurations au sein de l'ASTA (création du service de l'agriculture biologique) ainsi que l'augmentation des effectifs suite aux dispositions du PAN-Bio 2025 et encore le développement et la mise en œuvre de la digitalisation du suivi de la certification et de l'attribution des primes pour les exploitations biologiques entre l'ASTA et le SER ont apporté une nette amélioration des possibilités de contact pour les exploitations agricoles et autres acteurs des filières agricoles en cas de besoin, ainsi que pour le suivi du PAN-Bio.

D'autre part, le développement des activités du service Agri-environnement, Recherche et Innovation de l'ASTA permet également un accès plus facile aux informations pour les acteurs intéressés par la réalisation d'un projet. Ce service s'occupe de la mise en place du réseautage nécessaire en vue de la réalisation.

En outre, la mise en contact de tous les conseillers agricoles agissant au niveau d'exploitations agricoles biologiques ou non dans le cadre d'une action de l'ancien PAN a également contribué à mieux faire connaître les contacts potentiels existants auprès de ces diverses institutions et à promouvoir les échanges entre conseillers au sujet de l'agriculture biologique.

ad 11) Lors de l'élaboration du nouveau PAN-Bio, le Gouvernement évaluera la nécessité de fixer un objectif chiffré.

Piste principale de l'Aéroport de Luxembourg-Findel | Question 2714 (31/07/2025) de M. Jeff Engelen (ADR)

An der gemeinsamer Äntwert op déi parlamentaresch Froen Nummer 2520, 2547 an 2552 liwwert d'Madamm Verkéiersminister eng Rei Informatiounen zu den Auswierkunge vum schlechten Zoustand vun der Start- a Landebunn um Findel. Och wann den operative Verkéier bis ewell nach net beeinträchtigt gouf, sou gouf awer e massiven Zousazopwand bei der Iwwerwaachung an der Inspektioun vun der Pist néideg, an dat, nodeems se réischt 2021/22 komplett erneiert gouf. Wéi d'Madamm Minister schreift, sinn déi zoustänneg Firmen hire kontraktuellen Obligatiounen net wéi vereinbaart nokomm. Wéi et ausserdeem an engem anonymiséierte Lieserbréif am „Tageblatt“ vum 31. Juli zu deem Theema heescht, hätt mëttlerweile e fréieren héije Responsabele vun der Flughafeverwaltung op e Poste bei enger vun den zoustänneg Firmen gewiesselt.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Verkéiersminister gär dës Froen stellen:

1. Wéi eng Käschte sinn duerch déi zousätzlech Inspektiounen a Reparaturen un der Start- a Landebunn um Findel bis ewell entstanden an zu wéi senger Laaschten? Besteet d'Gefor, datt dës schlussendlech duerch méi deier Fluchticketen un d'Passagéier „duergereecht“ ginn?
2. Gesäit d'Madamm Minister vir, déi verantwortlech Firmen ëm Schuedensersatz unzesichen, wann néideg och iwwert d'Gericht? Falls jo, ginn dann och déi an der Fro virdru beschriwwen Follgekäschten an d'Fuerderunge mat opgeholl? Falls net, firwat net?
3. Kann d'Madamm Minister deen Interesseskonflikt, esou wéi am Lieserbréif vum „Tageblatt“ beschriwwen, bestätegen? Falls jo, zu wéi engem Zäitpunkt gouf si doriwwer informéiert a wéi ass si domadder ëmgaangen?

Réponse (02/09/2025) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte stellt Froen zu der Start- a Landepist um Flughaf Findel.

ad 1. D'Käschte fir Reparaturen an Nobesserungen un der Start- a Landebunn gi vum Operateur gedroen.

Dës Follgekäschte vun de Sanéierungsarbechte sollen awer keng Auswierkung op d'Redevancëstruktur um Flughafen hunn, a sech domat och net op d'Ticketspräisser auswirken.

ad 2. D'Arbechten un der Start- a Landebunn falen an d'Zoustännegkeet vu lux-Airport. lux-Airport ass och de Vertragspartner vun de bedeelegten Ingenieurbüroen an den Entreprises, déi d'Bauarbeiten ausféieren an iwwerwaachen.

lux-Airport behält sech all weider, wann néideg, och juristesche, Schrëtt vir, fir seng Interessen an deem Fall duerchzusetzen.

ad 3. Ech kann näischt kommentéieren, vun deem ech keng Kenntnis hunn.

Rénovation de bâtiments à sauvegarder | Question 2717 (01/08/2025) de M. Fred Keup (ADR)

Am „Luxemburger Wort“ konnt een de 26.7.2025 e Lieserbréif mam Titel „Wer Denkmäler schützen will, darf Bauherren nicht bremsen“ liesen, an deem et heescht:

„Ich möchte über meine Erfahrung mit der Renovierung eines denkmalgeschützten Hauses auf dem Lampertsberg berichten – stellvertretend für viele, die sich um den Erhalt historischer Bausubstanz bemühen. Das Haus, ein Bau aus der Zeit um 1900, besitzt eine wunderbare Originalsubstanz: Keller, Treppen, Fliesen und Holzböden sind gut erhalten. Leider wurde es in den 1950er-Jahren mehrfach verändert. Unser Ziel war es, diese Eingriffe soweit wie möglich rückgängig zu machen – im Einklang mit dem Denkmalschutz. Der erste Kontakt mit der zuständigen Behörde verlief positiv. Die Pläne wurden eingereicht, Rückmeldungen kamen zunächst zügig. Doch nach der offiziellen Einreichung wurde unser Dossier offenbar vergessen und erst nach fünf Monaten wieder aufgefunden. Bis heute liegt keine Baugenehmigung vor. Auch die Antragstellung für Subventionen verläuft schleppend. Auf E-Mails folgt keine Antwort, telefonisch ist niemand erreichbar. Dabei wäre eine rechtzeitige Rückmeldung entscheidend: Müssen wir nun auf eigene Kosten Holzfenster und Naturschieferdach bestellen – oder noch Monate auf eine Entscheidung warten, während das Haus unbewohnbar bleibt?“

An deem Kontext hu mir folgend Froen un den Här Kulturminister:

1. Wéi eng duerchschnëttlech Bearbechtungsfristen gëllen aktuell, wat d'Geneemegung vu Sanéierungspläng bei denkmalgeschützte Gebaier ugeet?
2. Gëtt et Fristen, innerhalb vun deenen d'Verwaltung op Ufroen oder Requêtë reagiere muss? Wa jo: Wéi gëtt d'Respéktéiere vun dëse Fristen kontrolléiert?
3. Wéi vill Fäll gouf et an de leschten dräi Joer, bei deene Baugeneemegunge fir denkmalgeschützte Gebaier bzw. Haiser méi laang wéi sechs Méint op sech waarde gelooss hunn?
4. Wéi eng Moossname plangt d'Regierung, fir d'Kommunikatioun tëscht Proprietären an den zoustänneg Verwaltungen am Beräich Denkmalschutz esou ze verbesseren, dass d'Proprietären net méi gezwonge ginn, hir denkmalgeschützte Immobilie ongenotzt bzw. an engem net nohaltegen Zoustand ze loossen?

5. Gëtt et aktuell konkret Pläng, fir déi telefonesch an digital Erreechbarkeet vun den zoustänneg Servicere ze stäerken, z. B. duerch zentral Hotlines, Online-Portaler oder Kontaktpersonen? Wann nee, wat ass da virgesi fir dës Legislaturperiod a wat ass d'Timeline?

6. Wéi laang dauert am Duerchschnëtt d'Bearbechte vu Subventiounsrequêtë am Kader vum Denkmalschutz?

7. Wéi eng Moossname si geplangt fir sécherstellen, dass Proprietären zäitno gewuer ginn, ob an a wéi engem Ëmfang si mat enger finanzieller Ënnerstützung rechnen kënnen?

8. Ass geplangt, fir am Kontext vu steigende Baukäschten zousätzlech finanziell Mëttele fir Proprietäre vun denkmalgeschützte Gebaier bzw. Haiser bereitzustellen?

9. Gëtt et aktuell ëffentlech zougänglech Richtlinnen oder Checklëschten, déi Proprietären eng Orientierung ginn, wéi eng Ufuerderunge fir d'Sanéierung vun historesche Gebaier oder Haiser gëllen? Wann nee, wat ass da virgesi fir dës Legislaturperiod a wat ass d'Timeline?

10. Wéi gëtt an Zukunft séchergestallt, dass Proprietäre fréizäitig iwwer méiglech Aschränkungen oder Verflüchtungen informéiert ginn, ier se mat der Sanéierung ufänken?

Réponse (29/08/2025) de M. Eric Thill, Ministre de la Culture

ad 1. D'Froen vun den honorabelen Deputéierte baséieren op engem Lieserbréif, deem seng Schilderungen net der Realitéit entspriechen. An deem Sënn huet den Direkter vum Institut national pour le patrimoine architectural – INPA, zesumme mat senger Servicere, Kontakt mat den Auteurs vum uewe genannte Lieserbréif opgeholl. Bei de Gespréicher huet sech erausgestallt, dass déi legal Delaieren agehal goufen.

Ech wëilt trotzdem déi generell Punkten, déi an de Froen ugeschwat ginn, gär beäntweren. Bei ronn 2.600 national an 21.000 PAG-geschützte Gebaier sinn zum aktuellen Zäitpunkt ronn 1.000 Dossieren op, bei deenen den INPA Bauhären am Kader vun hiren Aarbechte begleet. Dës Hëllef ëmfaasst d'Berodung bei der Präparatioun an dem Suivi vum Chantier, d'Opstelle vum Dossier, deem dem Kulturminister eventuell muss ënnerbreet ginn, an eng Berodung beim Volet vun de Subventiounen. D'Dauer vun der Prozedur variéiert jee no Komplexitéit vun de geplangten Aarbechten an den néidegen Etuden, a ka vun e puer Woche bis e puer Méint daueren. Am Virfeld vun enger offizieller Stellungnam gëtt et ëmmer en Austausch tëscht de Bauhären an dem INPA. Des Weidere ginn a ville Fäll Etuden direkt iwwert den INPA bestallt a bezuelt, fir erauszefannen, wéi eng Aarbechten am beschte bei déi historesch Bausubstanz passen.

ad 2. D'Gesetz vum 25. Februar 2022 iwwert dat kulturellt Ierwe gesäit vir, dass dem Minister seng Decisiounen spëtstens véier Méint no der offizieller Areechung virleie muss. Ass dëst net de Fall, gëllen d'Arbechten als geneemegt (Art. 30.3).

ad 3. Op Grond vum legalen Delai vu 4 Méint an dem Zil, fir eventuell onpassend Aarbechte bei denkmalgeschützte Gebaier ze verhënneren, kommen esou Fäll net vir.

ad 4. Zu Lëtzebuerg gëtt kee Propriétaire dozou gezwongen, säin denkmalgeschützte Gebai ze vernoelëssen. Am Géigendeel: d'personell a finanziell Verstärkung vum INPA an de leschte Joren erméiglecht eng nach méi séier an efficace Begleedung vun de Proprietären.



ad 5. Den INPA ass souwuel telefonesch wéi digital fir d'Biergerinnen a Bierger erreechbar. Den Internetsite ass benotzerfrëndlech opgebaut an et kann een och online Subventiounen ufroen.

ad 6. Soubal den Dossier komplett ass, ginn d'Promesse de subvention an d'Ausbezielung bannent e puer Wochen ofgeschloss.

ad 7. D'Propriétaires, déi eng Demande de subvention areechen, ginn zäitno vum INPA kontaktéiert, fir e Rendez-vous op der Plaz ze arrangéieren. Bei dësem Treffe stellt sech eraus, ob an a wéi engem Ëmfang eng finanziell Ënnerstëtzung méiglech ass.

ad 8. D'Ënnerstëtzung vun de Leit am Kader vu klammende Präisser an der Constructioun ass eng Prioritéit fir d'Regierung. An dësem Sënn dierfen d'Propriétaires vun denkmalsgeschützte Gebaier net vergiess ginn a mir sinn a konkreten Diskussiounen fir ze kucken, wéi si och an Zukunft nach méi geziilt ënnerstëtzt kënnen ginn.

ad 9. All historescht Gebai, Haus a Chantier huet eenzegaarteg Charakteristiken, déi eng individuell Berodung vum INPA erfuerderen.

Fir Propriétaires bei hiren Aarbechten ze guidéieren an en Iwwerbléck iwwer „best practices“ ze ginn, kann een um Internetsite vum INPA an der Rubrick „Restauration“ gelonge Projekte fannen.

Mir analyséieren och weider Méiglechkeeten, fir d'Propriétaires an Zukunft nach méi transparent an effizient mat Informatiounen ze ënnerstëtzen.

ad 10. Mam Courrier, deen d'Propriétaires iwwer de Klassement vum Haus oder Gebai informéiert, gëtt matgedeelt, wat d'Effete laut Artikel 29 an 30 vum Patrimoinegesetz vun 2022 fir dëse Klassement mat sech bréngen.

Bei engem éischte Rendez-vous op der Plaz, während deem d'Agente vum INPA sech e Bild iwwer déi ugeduechten Aarbechte gemaach hunn, kréien d'Propriétaires da méi konkret Richtlinn matgedeelt.

An deene meeschte Fäll fënnt sech e konstruktive Kompromëss tëscht de Wënsch vum d'Propriétaires an den Ufuerderunge vum Denkmalschutz.

Cohérence du Luxembourg avec son engagement en faveur d'un moratoire sur l'exploitation minière des fonds marins | Question 2718 (01/08/2025) de Mme Joëlle Welfring (déi gréng)

Le Luxembourg a, à plusieurs reprises, réaffirmé son engagement en faveur d'un moratoire sur l'exploitation minière des fonds marins. À la 3^e Conférence des Nations Unies sur l'Océan à Nice, le Luxembourg a rappelé que le soutien au moratoire constitue une priorité, l'exploitation des fonds marins représentant un risque majeur pour les écosystèmes.

Or, selon un communiqué récent d'une organisation environnementale, le Luxembourg n'aurait pas participé aux travaux de la 30^e session de l'Assemblée de l'Autorité internationale des fonds marins (AIFM) qui s'est tenue du 21 au 25 juillet 2025, ni physiquement, ni en transmettant son vote par procuration à une autre délégation. Cette session s'annonçait comme particulièrement importante, au vu des développements récents concernant l'exploitation des fonds marins et plus précisément des pressions directes exercées par les États-Unis concernant l'exploitation de ces derniers.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Le Gouvernement peut-il confirmer que le Luxembourg n'a pas participé à la 30^e session de l'AIFM – ni physiquement, ni par procuration ?

2) Dans l'affirmative, comment le Gouvernement explique-t-il le fait que le Luxembourg n'ait pas été représenté – ni physiquement, ni par procuration – alors que des négociations essentielles sur un sujet que le Gouvernement qualifie de prioritaire étaient en cours ?

3) Cette absence ne risque-t-elle pas de porter atteinte à la crédibilité du Luxembourg au sein de la coalition pour un moratoire, ainsi qu'à son image de partenaire fiable dans les enceintes multilatérales ?

Réponse (09/09/2025) de M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) et 2) Le Gouvernement n'a pas participé à la 30^e session de l'Assemblée de l'Autorité internationale des fonds marins (ci-après l'« Assemblée » et l'« AIFM ») en Jamaïque, ni physiquement, ni par procuration. Le Gouvernement confirme néanmoins avoir suivi les développements liés à l'exploitation des fonds marins à l'occasion de ladite Assemblée.

Il importe de rappeler ici que le Luxembourg ne participe pas automatiquement aux sessions de l'Assemblée de l'AIFM et encore moins à celles de son Conseil, dont il ne fait pas partie. Toute décision relative à un déplacement physique est examinée au cas par cas et se justifie en particulier lorsque des votes sur des décisions importantes sont mis à l'ordre du jour – ce qui n'était pas le cas à l'occasion de la 30^e session de l'Assemblée de l'AIFM. Toute décision en relation avec un déplacement physique tient également compte des conséquences financières et environnementales d'un tel déplacement, ainsi que des disponibilités en termes de ressources humaines.

Le Luxembourg était toutefois en contact étroit avec la délégation française en amont et à l'occasion de la 30^e session de l'Assemblée pour pouvoir, au besoin, donner procuration au cas où un vote aurait été pris.

ad 3) Non, bien au contraire. Le Luxembourg est déterminé à respecter ses engagements pris au niveau international, y compris l'engagement pour un moratoire sur l'exploitation minière des fonds marins. Cet engagement demeure inchangé et reflète la volonté du Luxembourg de contribuer de manière constructive aux discussions multilatérales.

Consommation du stupéfiant « crack » | Question 2720 (01/08/2025) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

Laut Medienberichten breitet sich der Konsum der Droge „Crack“, einer rauchbaren Mischung aus Kokain und Natron, in Deutschland immer weiter aus. Laut rezenten Recherchen der „Saarbrücker Zeitung“ verfallen auch im Saarland immer mehr Menschen dieser Droge. Laut dem nationalen Drogenbericht Luxemburgs aus dem Jahr 2024 ist die Menge des konsumierten Cracks in Luxemburg aber noch relativ überschaubar.

Deshalb möchte ich von der Ministerin für Gesundheit und soziale Sicherheit wissen:

1. Wurde in den vergangenen Monaten ein stärkerer Konsum von Crack in Luxemburg bemerkbar?

2. Ist damit zu rechnen, dass eine Crack-Welle Luxemburg treffen wird und wurden in letzter Zeit größere Mengen dieser harten Droge in Luxemburg sichergestellt?

3. Inwiefern wurde auf die Entwicklung im nahen Ausland reagiert?

Réponse (27/08/2025) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Crack wird aus pulverförmigem Kokain (Kokainhydrochlorid) und sehr zugänglichen Zusatzmitteln durch ein recht unaufwändiges Verfahren hergestellt, welches in der Regel nur wenige Minuten in Anspruch nimmt. Die große Mehrheit der Konsumenten präparieren in diesem Sinne ihr Crack selbst unmittelbar vor dem Konsum im Drogenkonsumraum.

Wichtig hinzuzufügen ist, dass Crack nach der Herstellung schnell konsumiert wird, da es chemisch instabiler ist als beispielsweise Kokain und an der Luft relativ schnell zerfällt.

Die Polizei hat in den vergangenen Monaten weder bei Verhaftungen noch bei Beschlagnahmungen einen verstärkten Umlauf von „Crack“ festgestellt. Aus den Analysen, die vom Laboratoire national de santé (LNS) durchgeführt werden, geht ebenfalls kein verstärkter Konsum hervor.

Im Jahr 2025 erfolgte bisher lediglich eine Beschlagnahmung von „Crack“ durch die Polizei.

Die Polizei verfolgt so nah wie möglich die Entwicklungen und Veränderungen auf dem Drogenmarkt. Einerseits liefern die Beschlagnahmungen wichtige Informationen über den Drogenhandel, andererseits tragen die Analysen zur Kontrolle des Drogenkonsums bei. Ein etwaiger Anstieg bei Handel oder Konsum einer bestimmten Substanz würde auffallen.

Laut „Abrigado“, meistbesuchter Drogenkonsumraum Luxemburgs, wurden in den vergangenen Monaten keine signifikanten Veränderungen beim Konsum von Crack festgestellt. Es sind sowohl Vertreter der Polizei als auch des Ministeriums für innere Angelegenheiten in der Arbeitsgruppe des Abrigado („Montagsrunde“) vertreten, in der regelmäßig Tendenzen und Neuheiten auf dem Drogenmarkt ausgetauscht und diskutiert werden. In der letzten Sitzung dieser Gruppe vom 14. Juli wurde keine besondere Information zu „Crack“ geteilt.

ad 2. Da Kokain auf dem illegalen Markt in Luxemburg, sowie in der gesamten EU, seit geraumer Zeit leicht verfügbar ist, Crack einfach und ohne großen Zeitaufwand aus Kokain zuzubereiten ist, der Effekt rasch und heftig eintritt und sehr schnell in die Abhängigkeit führt, ist nicht auszuschließen, dass der Konsum von Crack bei Hochrisikokonsumenten auf hohem Niveau bleibt oder gegebenenfalls noch ansteigt, gesetzt den Fall, dass keine anderen (unter Umständen synthetischen) Substanzen auftauchen, die mit Crack konkurrieren könnten hinsichtlich, unter anderem, Preis, Wirkung und Verfügbarkeit.

ad 3. Da aus medizinischer Sicht derzeit kein anerkanntes Substitutionsmittel weder für Kokain noch für Crack verfügbar ist – wie es etwa bei Opiaten der Fall ist –, wird weiterhin vorrangig auf Konsum- und Substanzmonitoring, Prävention, Betreuung sowie Safer-Use-Angebote gesetzt. Diese Angebote sind mittlerweile auf nationaler Ebene größtenteils dezentral organisiert, und eine Ausweitung ihrer Öffnungszeiten wird derzeit angestrebt.

Nombre d'habitations achevées par le Fonds du logement | Question 2721 (01/08/2025) de M. Mars Di Bartolomeo | M. Yves Cruchten (LSAP)

Der Luxemburger Wohnungsbaufonds („Fonds du logement“) gab in seinem Jahresbericht für 2024 bekannt, dass er im vergangenen Jahr 106 neue Wohnungen fertiggestellt hat. Das sind zwar etwas mehr als im Vorjahr, doch immer noch weitaus weniger als die 250 neuen Wohnungen, die der Fonds jährlich

anstrebt. Dem gegenüber gingen 1.620 neue Anträge auf eine erschwingliche Wohnung beim Fonds ein. Die Gesamtwarteliste lag zum Jahresende bei 6.532. Wohl gibt es eine Vielzahl geplanter Großprojekte, mit angekündigten 5.000 neuen Wohnungen über die nächsten 20 Jahren, doch klafft seit Jahren eine Riesenlücke zwischen Angebot und Nachfrage auf dem Wohnungsmarkt.

1. Deshalb möchten wir vom Minister für Wohnungsbau und Raumentwicklung erfahren, wieso auch im letzten Jahr nur weniger als die Hälfte der erhofften 250 Wohnungen vom Fonds du logement fertiggestellt wurden.

2. Wie sehen die Perspektiven für 2025 beziehungsweise für die nächsten Jahre aus?

3. Ist der Zeitplan für die angekündigten Großprojekte einzuhalten oder wird es zu deutlichen Verspätungen kommen und gegebenenfalls, weshalb?

Réponse (28/08/2025) de **M. Claude Meisch**, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1. Der Fonds du logement hat sich im Rahmen eines jährlich überarbeiteten Fünfjahres-Bauprogramms konkrete und realistische Bauziele gesetzt. Im Jahr 2024 wurden 106 Wohneinheiten auf den Markt gebracht, gegenüber ursprünglich geplanten 90 Einheiten.

Es sei daran erinnert, dass sich der Fonds du logement nicht ausschließlich auf das Bauvolumen konzentriert, sondern im ganzen Land auch kleinere, komplexe Renovierungsprojekte umsetzt, die insbesondere im Fall von speziellen Bebauungsplänen (PAP) von der Planung bis zur Fertigstellung mehrere Jahre in Anspruch nehmen können.

ad 2. Gemäß dem mehrjährigen Bauprogramm plant der Fonds du logement, im Jahr 2025 rund 130 Wohneinheiten auf den Markt zu bringen. Ziel ist es, die Zahl der jährlich bereitgestellten Wohnungen schrittweise zu erhöhen, um im Zeitraum von 2026 bis 2030 den angestrebten Durchschnitt von 250 Wohneinheiten pro Jahr zu erreichen.

ad 3. Die mittelgroßen Projekte liegen derzeit im Zeitplan und verzeichnen keine nennenswerten Verzögerungen. Die ersten Übergaben sind für 2025 beim Projekt „Wältgebond“ in Mamer und ab 2026 für das Projekt „An der Schmëtt“ in Biwer vorgesehen.

Bei den Großprojekten, namentlich „Wunne mat der Wooltz“ in Wiltz und „NeiSchmelz“ in Dudelange, deren erste Übergaben für 2025 bzw. 2028 geplant sind, können die Zeitpläne durch verschiedene Unvorhersehbarkeiten beeinflusst werden. Dazu zählen mögliche Verzögerungen bei Genehmigungsverfahren, Vergabeverfahren, der Ausführungen der Arbeiten oder die Entdeckung von Schadstoffen während der Bauarbeiten.

Letzteres ist insbesondere bei der Sanierung ehemaliger Industrieflächen häufig unvermeidbar. Der Lieferzeitplan wird deshalb regelmäßig überprüft und entsprechend angepasst.

Déclarations des représentants de la BCEE dans la Commission spéciale « Caritas » | Question 2722 (01/08/2025) de **M. Marc Baum** (déi Lénk)

Le lundi 5 mai 2025, un échange de vues a eu lieu entre la Commission spéciale « Caritas » et des représentants de la Banque et Caisse d'Épargne de l'État (BCEE). À cette occasion, j'avais demandé si la BCEE a identifié des erreurs commises de son côté dans l'affaire de détournement de fonds. Sur ce, Madame la

Directrice générale de la BCEE m'a assuré qu'aucune faute dans le chef de l'institution financière ne saurait être retenue. Le procès-verbal de la réunion du 5 mai 2025 dit : « Une représentante de la BCEE indique que les analyses internes ont mené à la conclusion que les règles et procédures de la banque ont été respectées dans le cadre du dossier Caritas. Dans ce contexte, il y a lieu de rappeler que la banque est soumise à une obligation de moyen de minimiser les risques et non pas à une obligation de résultat de les éradiquer complètement. Étant donné que les procédures internes ont été respectées et au vu de la nature des obligations de la banque, aucune faute dans le chef de la BCEE ne saurait être retenue. »

Or, il apparaît que la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) a prononcé le 2 mai 2025 une amende envers la BCEE d'un montant de près de 5 millions d'euros pour non-respect de certaines exigences légales et réglementaires en relation avec la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme. Dans une communication datée au 20 juillet 2025, la CSSF explique qu'au sein de la BCEE « le dispositif de surveillance des transactions comportait encore des lacunes, tant au niveau de sa conception que de son implémentation et de la réalisation des contrôles. Les lacunes relevées ne résultaient pas uniquement de l'analyse de dossiers individuels, mais elles se sont avérées être d'ordre structurel et systémique. » Si l'analyse de la CSSF ne se limitait pas au traitement du seul client Caritas, elle révèle indubitablement des dysfonctionnements qui ont pu avoir une incidence dans le détournement de fonds qui a touché cette institution.

Ainsi, la déclaration faite par Madame la Directrice générale de la BCEE envers la Commission spéciale « Caritas » citée plus haut – trois jours après que la CSSF ait prononcé l'amende – apparaît aujourd'hui fallacieuse. Non seulement Madame la Directrice générale a manifestement omis d'informer les député.e.s des résultats de l'analyse de la CSSF, pourtant non sans intérêt pour l'objet de la commission, mais elle a également maintenue qu'aucune faute dans le chef de la BCEE ne saurait être retenue « au vu de la nature des obligations de la banque », ce qui contredit ces mêmes résultats de la CSSF.

Rappelons que la BCEE a comme unique actionnaire l'État luxembourgeois, que les membres de son conseil d'administration sont nommés par le Gouvernement et que cette institution joue un rôle clé dans le paysage financier du Luxembourg.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre :

1) Est-ce que Monsieur le Premier ministre est d'avis que Madame la Directrice générale de la BCEE a donnée aux député.e.s membres de la Commission spéciale une représentation fallacieuse de la réalité en maintenant qu'aucune faute dans le chef de la BCEE ne saurait être retenue ? Dans la négative, pouvez-vous m'exposer votre appréciation ?

2) Est-ce que Monsieur le Premier ministre est d'avis que Madame la Directrice générale aurait dû informer les député.e.s membres de la Commission spéciale des résultats de l'analyse de la CSSF ? Dans la négative, pouvez-vous m'exposer votre appréciation ?

3) Monsieur le Premier ministre n'est-il pas d'avis que les représentants d'une institution contrôlée par l'État devraient collaborer pleinement avec une commission parlementaire et répondre avec diligence aux réponses des député.e.s ?

4) Est-ce que le Gouvernement maintient – à travers les membres du conseil d'administration de la BCEE – sa pleine confiance en Madame la Directrice générale

de la BCEE après les résultats de l'analyse de la CSSF et les déclarations de Madame la Directrice générale de la BCEE envers les député.e.s membres de la Commission spéciale ?

Le 19 mai 2025, la Commission spéciale « Caritas » a accueilli Monsieur le Premier ministre ensemble avec Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire et Madame la Ministre de la Justice. En guise d'introduction, Monsieur le Premier ministre a souligné la volonté du Gouvernement de tenir la Chambre des Députés informée des développements dans le dossier « Caritas », dans la mesure où le Gouvernement dispose de ces informations.

Dans ce contexte, je voudrais encore poser les questions suivantes :

5) Est-ce que Monsieur le Premier ministre avait connaissance de l'analyse de la CSSF le 19 mai 2025, que ce soit en version intégrale ou du moins en ce qui concerne les points essentiels, respectivement, est-ce que Monsieur le Premier ministre avait connaissance le 19 mai du fait que la CSSF avait prononcé le 2 mai 2025 une amende d'ordre envers la BCEE ?

6) Dans la négative de la question précédente, comment se fait-il que l'exécutif de l'actionnaire unique de la BCEE n'en ait pas été informé, alors que le conseil d'administration de la BCEE, nommé par le Gouvernement, a été directement informé par la CSSF ?

7) Dans l'affirmative de la question 5, pourquoi Monsieur le Premier ministre n'en a pas informé les membres de la Commission spéciale lors de l'entrevue du 19 mai 2025 – le cas échéant en demandant le huis clos s'il n'était pas possible de rendre public cette information avant l'expiration du délai de recours ?

Réponse (28/08/2025) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre | **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

ad 1) à 4) Les ministres ne commentent pas des déclarations faites par les responsables d'un établissement public qui est autonome en vertu de l'article 1^{er} de la loi modifiée du 24 mars 1989 sur la Banque et Caisse d'Épargne de l'État, Luxembourg.

Il a cependant été rapporté au Ministre des Finances que les déclarations des représentants de la Spuerkeess ont fait l'objet de discussions au sein du conseil d'administration, et qu'il est apparu que ces déclarations se rapportaient aux procédures en vigueur au sein de la banque. Ce point est également repris dans le procès-verbal de la réunion de la Commission spéciale Caritas, lequel stipule que « Une représentante de la BCEE indique que les analyses internes ont mené à la conclusion que les règles et procédures de la banque ont été respectées dans le cadre du dossier Caritas. Dans ce contexte, il y a lieu de rappeler que la banque est soumise à une obligation de moyens de minimiser les risques et non pas à une obligation de résultat de les éradiquer complètement. Étant donné que les procédures internes ont été respectées et au vu de la nature des obligations de la banque, aucune faute dans le chef de la BCEE ne saurait être retenue. Comme expliqué précédemment, des améliorations peuvent continuellement être apportées à ces procédures afin de tenir davantage compte de nouveaux risques. [...] Une représentante de la BCEE explique que les premières analyses visent principalement à s'assurer que les procédures internes ont été respectées. L'analyse de l'adéquation du dispositif intervient dans une seconde étape sur une durée plus étendue. À ce stade, cette analyse approfondie est toujours en cours. »

Signalons, pour être complet, que la CSSF souligne dans son communiqué qu'il « n'appartient pas » à l'autorité de surveillance « de se prononcer sur la

responsabilité de l'établissement de crédit dans le cadre de la fraude perpétrée à l'encontre d'un de ses clients, ni sur le fait qu'un système transactionnel sans lacune aurait – ou pas – permis de détecter la fraude ».

Dans ce contexte, le Ministre des Finances note encore que les responsables de la Spuerkeess ont proposé à la Commission des Finances de se tenir à leur disposition pour répondre aux questions et interrogations relatives à la sanction administrative.

ad 5) Non.

ad 6) Le Ministre des Finances a été informé oralement au courant de la journée du 2 mai par le commissaire de surveillance auprès de la Spuerkeess de la décision d'une possible sanction administrative à l'encontre de la banque.

Il a en même temps été informé que la Spuerkeess examinera toutes les voies de recours possibles pour contester la sanction. Un recours gracieux a été introduit par la banque en date du 30 mai 2025.

Interrogé en date du 6 juin 2025 au cours d'une réunion de la Commission des Finances au sujet de différentes informations publiées dans la presse concernant une éventuelle sanction de la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) envers la Spuerkeess, le Ministre des Finances, n'ayant pas nié les informations publiées, a rappelé que les banques citées disposent « d'un certain délai pour réagir aux constatations de la CSSF avant que cette dernière ne prenne sa décision » et que « ce délai est encore en cours ».

Il n'appartient pas au ministre de se prononcer sur une enquête en cours qui est menée en toute indépendance par la CSSF laquelle doit pouvoir exercer ses missions de contrôle, en vertu de la recommandation n° 26 du GAFI, avec l'indépendance et l'autonomie requises à l'abri de toute influence ou interférence induite. En vertu de l'article 8-6 de la loi du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme, il revient exclusivement à l'autorité de contrôle d'apprécier l'opportunité de procéder ou de ne pas procéder à la publication d'une sanction, cette publication ne pouvant avoir lieu qu'après que la décision ait acquis force de chose décidée.

Dans ce contexte, le recours gracieux de la Spuerkeess portait notamment sur le principe de la publication de la décision.

En conséquence, le Ministre des Finances était légalement dans l'impossibilité de communiquer sur ce dossier, cela pour respecter tant le principe de la présomption d'innocence que les principes de confidentialité des procédures et de non-ingérence dans une procédure mise en œuvre sous la responsabilité de l'autorité de contrôle.

Au-delà de ces considérations d'ordre légal, la Spuerkeess constitue une banque systémique, soumise aux règles européennes sous contrôle de la Banque centrale européenne, collaborant avec de nombreux investisseurs institutionnels internationaux et faisant l'objet d'un suivi étroit de la part des agences de notation. De ce seul fait, il s'impose au Ministre des Finances une obligation de retenue quant à ses prises de position publiques.

ad 7) Compte tenu de la réponse à la question 5, la question ne s'applique pas.

État d'avancement de l'organisation des « Lëtzebuerger Bûnepräisser » 2025 | Question 2723 (04/08/2025) de **Mme Djuna Bernard** (déi gréng)

Des informations relayées dans la presse font état de certaines incertitudes concernant le processus

d'organisation des « Lëtzebuerger Bûnepräisser » ayant conduit à la démission de l'un de ses membres. Cette situation soulève des interrogations sur le fonctionnement du jury de l'édition 2025, censée marquer une nouvelle étape dans la reconnaissance du travail des artistes du spectacle vivant au Luxembourg.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture :

1) Quel est l'état d'avancement actuel de l'organisation des Bûnepräisser 2025 ? Un calendrier a-t-il été fixé pour les différentes étapes de sélection et de remise des prix ? Le ministre peut-il confirmer que la cérémonie aura lieu à la date initialement prévue ? Dans la négative, quelles sont les raisons du retard observé ?

2) Le ministre estime-t-il que le calendrier actuellement appliqué permet de garantir le sérieux attendu pour une telle remise de prix, notamment en ce qui concerne la possibilité pour les membres du jury d'évaluer équitablement les spectacles présentés ?

3) Monsieur le Ministre a-t-il été informé des raisons ayant conduit à la démission d'un membre du jury ? Dans l'affirmative, peut-il préciser les raisons évoquées ?

4) Quelles mesures ont été mises en place afin de garantir la transparence et l'indépendance du jury ?

5) À la lumière des critiques évoquées publiquement, le ministre envisage-t-il un ajustement des procédures pour renforcer la crédibilité et l'adhésion du secteur autour de cette initiative ?

Réponse (13/08/2025) de M. Eric Thill, Ministre de la Culture

ad 1) Pour l'édition 2025 des Lëtzebuerger Bûnepräisser, le Ministère de la Culture a opté pour un processus de sélection à deux degrés, avec une approche de nomination participative, procédure ayant fait ses preuves depuis la première édition des Lëtzebuerger Musekpräisser en 2022.

Dans un premier temps, des nominateurs/trices issus/es, entre autres, du secteur des arts vivants (établissements publics, partenaires conventionnés avec une programmation arts vivants, professionnel/les du secteur, structures de diffusion arts vivants, organisateurs/trices de festivals, programmeurs/trices) ont été invités à proposer trois noms d'artistes ou de projets s'étant particulièrement distingué/es au cours des deux saisons précédant la remise des Lëtzebuerger Bûnepräisser, ceci afin d'établir une shortlist de cinq nommé/es par catégorie.

Puis, lors d'un deuxième tour, un jury nommé par le Ministre de la Culture et dont les membres sont reconnu/es pour leur expertise dans le domaine de la création, de la production et de la réception des arts vivants, désignera les lauréat/es. Le 30 juin, les nominateurs/trices des Lëtzebuerger Bûnepräisser ont reçu un courrier électronique les invitant à proposer trois projets, artistes, collectifs ou collaborateurs/trices du secteur des arts vivants dans six catégories distinctes, avec demande de renvoyer leur vote jusqu'au 11 juillet. Considérant que certain/es d'entre-eux/elles étaient pris par un engagement professionnel au Festival d'Avignon, un courriel du ministère les a informé/es d'une prolongation de délai de vote jusqu'au 20 juillet.

Pour pouvoir établir les shortlists des cinq nommé/es retenu/es par catégorie et dans un souci de transparence et d'indépendance, le ministère a sollicité les membres du jury afin de départager les nommé/es ayant recueilli un nombre de votes ex æquo. Cette étape intermédiaire nécessaire a repoussé la

publication des shortlists prévue initialement pour fin juillet à début août.

Au cours des mois d'août et septembre, le jury se réunira selon ses disponibilités et besoins afin de décider des lauréat/es. La cérémonie de remise des prix des Lëtzebuerger Bûnepräisser 2025 aura bien lieu comme initialement prévu et officiellement communiqué, le 25 septembre à 19.30 h au Mierscher Theater.

ad 2) Le jury des Lëtzebuerger Bûnepräisser 2025 est constitué de sept membres possédant du fait de leur formation, de leur activité professionnelle ou de leur engagement une expertise avérée dans le domaine du spectacle vivant. Le ministère a toute confiance en leurs capacités, en leurs compétences et en leur professionnalisme pour juger du bienfondé des distinctions à attribuer. À ce titre, toute décision du jury sera motivée. Par ailleurs, le ministère et la Theater Federatioun, mandatée par le ministère pour l'organisation des Lëtzebuerger Bûnepräisser, sont naturellement toujours à l'écoute du jury pour lui fournir, si besoin, tous les éléments nécessaires pour remplir sa mission de désignation de lauréat/es.

ad 3) Le membre démissionnaire a informé la Theater Federatioun (27 juillet) et le ministère de sa volonté de se retirer du jury pour la raison qu'il lui était malheureusement impossible de remplir son rôle de membre du jury dans le cadre donné et les délais impartis. Le remplacement du membre démissionnaire a été confirmé le 30 juillet en la personne d'Andreas Wagner, dramaturge et enseignant.

ad 4) Afin de garantir la transparence et l'indépendance des Lëtzebuerger Bûnepräisser, le Ministère de la Culture en a délégué la mise en œuvre à la Theater Federatioun. Cette organisation comprend entre autres la tenue des réunions du jury et leur suivi – le ministère ne mettant à disposition du jury qu'une salle et les moyens techniques nécessaires pour permettre, si besoin en est, une connexion par visioconférence aux réunions. Les membres du jury signent par ailleurs une attestation d'absence de conflit d'intérêts.

ad 5) Comme le processus de vote en deux étapes est une première pour cette édition des Lëtzebuerger Bûnepräisser, le ministère est naturellement très à l'écoute du secteur des arts vivants et reste particulièrement attentif aux remarques et aux retours éventuels des professionnel/les de la scène. Ces remarques et retours sont précieux et seront évidemment pris en compte afin d'adapter, si nécessaire, les procédures afin de les améliorer pour les futures éditions des Lëtzebuerger Bûnepräisser, destinés à valoriser les arts du spectacle vivant au Luxembourg et à leur donner une reconnaissance et une visibilité plus grande auprès du grand public.

Bilan provisoire des émissions de gaz à effet de serre pour l'année 2024 | Question 2724 (04/08/2025) de **Mme Claire Delcourt** (LSAP)

Dans un communiqué relayé par la presse, l'association « Mouvement écologique » critique qu'en date du 1^{er} août 2025, le Ministère de l'Environnement n'a pas encore publié le bilan provisoire 2024 des émissions de gaz à effet de serre. Or, la publication d'un tel bilan provisoire est prévue annuellement, avant le 31 juillet, par un règlement grand-ducal pris en exécution de la loi modifiée du 15 décembre 2020 relative au climat. Cette publication indique dans quelle mesure le Luxembourg respecte ses objectifs en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre.



Dans ce contexte, je souhaiterais savoir de Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Le bilan provisoire des émissions de gaz à effet de serre pour l'année 2024 a-t-il été publié dans les délais impartis ?

2) Si tel n'est pas le cas, quelles sont les raisons pour ce retard ? Quand une publication de ce bilan provisoire est-elle prévue ?

Réponse (12/09/2025) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) Le bilan provisoire des émissions de gaz à effet de serre pour l'année 2024 a été publié le 1^{er} août 2025 sous le lien suivant : <https://environnement.public.lu/fr/klima-an-energie/changement-climatique/inventaire-ges0/bilan-provisoire-2024.html>.

ad 2) Sans objet.

Vols dans le commerce | Question 2725 (04/08/2025) de **M. André Bauler** (DP)

La presse allemande annonce que le nombre de vols dans le commerce de détail est en train de se développer de manière vertigineuse. Plus de 90 % des vols ne seraient même plus déclarés faute de poursuites judiciaires.

Le montant annuel des objets volés se situerait en République fédérale d'Allemagne à quelque 3 milliards d'euros, une hausse de 20 % par rapport à l'année 2022. Scénario similaire en France où les vols à l'étalage vont également en croissant. Parmi les biens meubles enlevés figurent notamment des appareils électroménagers, des souliers, des vêtements et des parfums.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Madame la Ministre et Monsieur le Ministre disposent-ils de statistiques relatives aux vols dans le commerce de détail ? Quels sont les objets qui sont le plus souvent concernés ?

2) Quelle a été l'évolution des plaintes dans ce domaine depuis 2020 ?

3) Combien de fois les autorités policières ont-elles dû intervenir suite à des constats de délit flagrant ?

Réponse (26/08/2025) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice | **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1) et 2) Les autorités judiciaires ne disposent pas de statistiques spécifiques relatives aux vols dans les commerces de détail, dans la mesure où, d'une part, les informations enregistrées ne permettent pas d'identifier le type d'établissement concerné par le vol, ni de déterminer s'il s'agit d'un commerce ou d'une personne privée, et, d'autre part, la notion de « commerce de détail » ne constitue pas un critère pertinent dans le traitement des dossiers judiciaires, en l'absence de définition juridique claire de ce concept.

La police, de son côté, a recensé pour les années 2020 à 2024 les nombres suivants de vols à l'étalage (tentatives et faits accomplis) : ↑

Dans les bases de données de la police, il n'est pas possible de distinguer de façon automatisée entre les différents types d'objets volés dans le commerce de détail.

ad 3) Les infractions constatées en flagrant délit ne font pas l'objet d'une catégorisation spécifique.

Apologie de crime | Question 2726 (04/08/2025) de **Mme Taina Boffering** (LSAP)

An Däitschland suergt de Fall vum sougenannte „Maschsee-Mörder“ fir medial Opmierksamkeet a gesellschaftlech Polemik. No senger virzäiteger Fräiloossung vun engem verurteelte Mäerder vermaart hien seng Dot iwwert sozial Medien, andeem hien net nëmmen d'Dot beschreift, mee se deelweis och glorifiziert.

Dëst Verhalen, dat virun allem fir d'Famill vum Affer eng nei psychesch Belaaschtung duerstellt, werft déi fundamental Fro op, ob esou eng Selbstinzenéierung vu Gewalt- a Strofdoten nom Prisongsopenthalt och zu Lëtzebuerg méiglech wier.

An deem Zesummenhang wëllt ech der Madamm Justizministesch dës Froe stellen:

1. Gëtt et an der Lëtzeburger Gesetzgebung Mechanismen, déi der ëffentlecher a kommerzieller Glorifizierung vu Gewaltverbrechen duerch d'Täter selwer entgéintwierken?

2. Ginn änlech Mesurë wéi „surveillance de sûreté“ a Frankräich och hei zu Lëtzebuerg applizéiert? Wa jo, wien ass virun allem dovunner betraff a wéi ass d'Prozedur an den Oflaf?

3. A wéi engem Mooss kënnen d'Verhalen oder ëffentlech Aussoe vu fréiere Gewaltverbrecher, déi ënner engem ausgeschwate Sursis stinn, iwwerwaacht a reegelméisseg bewäert ginn? A wéi eng restriktiv Moossname kënnen bei Verstéiss ergraff ginn?

Réponse (04/09/2025) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice

ad 1. D'Lëtzeburger Gesetzgebung enthält aktuell keng explizitt Bestëmmung, déi d'Apologie oder d'Glorifizierung vu Gewaltverbrechen duerch den Täter selwer ënner Strof stellt.

An dësem Kontext kann een awer den Artikel 457-3 vum Code pénal zitieren, deem net explizitt d'Glorifizierung vu Gewaltverbrechen duerch den Täter selwer verbitt a sech och net op all Gewaltverbrechen applizéiert, mee awer notament all Persoun viséiert, déi ëffentlech, sief et op Versammlungen oder ëffentleche Plazen, unhand vu Rieden, Illustratiounen oder Plakater, d'Existenz vu Krichsverbrechen, Verbrechen géint d'Mënschheet, oder Vëltermord, bestreit, bagatelliséiert, verneint oder guttheescht.

ad 2. an 3. Zu Lëtzebuerg gëtt et keng Mesurë wéi d'Sécherheitsiwwerwaachung, sou wéi se a Frankräich existéiert. D'Lëtzeburger Gesetzgebung kennt zwar verschidde Mesuren am Kader vum „sursis probatoire“, mee eng systematesch Iwwerwaachung vun enger Persoun nom Enn vun hirer Prisongsstrof gëtt et net.

D'Persoun, déi ënnert engem ausgeschwate „sursis probatoire“ steet, huet laut Artikel 630 vum Code pénal verschidden Obligatiounen ze erfëllen. Dës Obligatiounen, déi sougenannte „mesures de surveillance“, ginn am Artikel 633-5 vum Code pénal définiert. Heizou zielt, dass déi condamnéiert Persoun sech muss souwuel beim Parquet général wéi och beim SCAS presentéieren, wa si dozou opgefuerdert ginn ass. Des Weidere muss déi concernéiert Persoun dem SCAS all néideg Informatiounen oder Dokumenter ginn, déi et erlaben, hir Liewensëmstänn nozevollzéien. Och muss d'Persoun dem SCAS matdeelen, wa si geplënnert ass oder hir Aarbecht gewieselt huet.

Zousätzlech zu dëse Mesurë kann de Riichter nach aner Mesuren imposéieren, wéi zum Beispill, dass

d'concernéiert Persoun sech engem medezinneschen Traitement muss ënnerzéien oder verschidde Formatiounen absolvéieren muss. Dës sinn nëmmen e puer vun deene Mesuren, déi am Artikel 633-7 vum Code pénal opgeléicht sinn.

Et ass de Procureur général d'État, deem zoustänneg ass, fir de Respekt an d'Ëmsetze vun dëse Mesuren ze kontrolléieren. Dobäi gëtt hie vum SCAS ënnerstëtzt.

Sollt de Verurteelte géint déi Mesurë verstoussen, kënnen folgend restriktiv Moossnamen ergraff ginn:

– D'Revokatioun vum Sursis an déi voll Exekutioun vun der Strof am Prison.

– Am Fall, wou de Sursis net revoquéiert gëtt, kënnen nei Mesurë gesprach ginn.

Réserves d'or de l'État luxembourgeois | Question 2727 (04/08/2025) de **M. André Bauler** (DP)

La France figure parmi les pays qui détiennent une réserve d'or importante, apparemment la quatrième réserve au globe – derrière les États-Unis, la République fédérale d'Allemagne et l'Italie. À en croire certains médias, l'État français détiendrait un peu plus de 2.400 tonnes du métal jaune gérées par la Banque de France.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

– Monsieur le Ministre peut-il informer sur les réserves d'or détenues par l'État luxembourgeois à l'heure qu'il est ? Quelle est leur valeur en euros ?

– Comment ces réserves ont évolué depuis l'an 2020 en termes de poids et de valeur ?

– Où ces réserves sont-elles stockées ?

Réponse (13/08/2025) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

Tel qu'il résulte des réponses aux questions parlementaires n° 2515 du 21 janvier 2013, n° 1012 du 23 mars 2015 et n° 2603 du 30 juillet 2020, les réserves d'or de l'État luxembourgeois ont été transférées, en 1998, à la Banque centrale du Luxembourg (BCL). L'État ne dispose depuis lors plus d'aucun or, à l'exception de 1.800 pièces de type Louis d'Or, en provenance du Service de renseignement de l'État, et déposées à la BCL. Leur valeur actuelle est estimée à environ 990.000 EUR.

Présence du Harle bièvre au Luxembourg | Question 2728 (04/08/2025) de **M. Gusty Graas** (DP)

An der leschter Zäit goufe laanscht eis Gewässer nees Gänseäger (Mergus merganser) gesinn. Et handelt sech ëm eng Aart Int, déi prioritär an Nordamerika, Sibirien, Skandinavien an am Alpevirland leeft. Si ka bis 65 Zentimeter laang ginn an erniert sech haapt-sächlech vu Fësch.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit folgend Froe stellen:

1. Kann den Här Minister bestätegen, datt dës Zort Int nees an eisem Land heemesch ass?

2. Wa jo, wat sinn d'Ursachen?

3. Wéi een Impakt kéint d'Presenz vun dëser Int op de Fëschbestand an eise Gewässer hunn?

Réponse (09/09/2025) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. De Grousse Seeër (Mergus merganser, Gänse-säger, Harle bièvre) gëtt scho laang zu Lëtzebuerg



observéiert, haauptsächlech als Wantergaascht. Schon 1865 gëtt et Observatiounen vun Individuen (L. de la Fontaine), déi tëscht November a Februar als Gruppen zu Lëtzebuerg ënnerwee waren. Déi Aart gouf duerno reegelméisseg erfaasst, besonnesch an de Joren 1926 an 1937 (Ferrant), 1951 (Morbach), 1961 (Hulten a Wassenich). An den 1990er-Jore gouf se als en alljäreche Wantervull klassifizéiert, virun allem ronderëm d'Musel, d'Sauer an den Iechternacher Séi. D'Jorespopulatioun gëtt zu Lëtzebuerg aktuell op 100–150 Individue geschätzt (Lorgé & Melchior, 2015) an 2017/2018 goufe 4 Bruten nogewisen (Lorgé et al., 2020).

ad 2. Wéi an der Äntwert virdru geschriwwen, ass déi Aart zu Lëtzebuerg weinst gënschtege Konditiounen a passende Liewensraum scho laang am Wanter present. D'Detektioun vu Brutkoppelen an déi méi héich Zuel vun Observatiounen sinn héchstwahrscheinlech op den erhéichten Effort bei Monitoring an Inventairen, awer och déi an de leschte Joren ëmmer besser Iwermëttlung vun Donnéeën vum Typ „Citizen science“ zeréckzuféieren.

ad 3. Et leie keng Donnéeën vir, wéi en Impakt d'Presenz vum Grouse Seeër op de Fëschbestand an eise Gewässer huet respektiv kéint hunn. Wat bekannt ass, ass, datt hien haauptsächlech Fësch frësst, mee och Insekten, Wierm a Kriibsen. Weinst senger stänneger historischer Presenz a weinst der relativ klenger Unzuel vun Individuen, besonnesch am Vergleich mat anere fëschfressenden Déieren, kann een dovun ausgoen, datt déi Aart aktuell keng negativ Auswierkungen op d'Fëschpopulatiounen zu Lëtzebuerg huet.

Numéros alternatifs pour les appels de secours | Question 2730 (05/08/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

Duerch de Cyber-Ugrëff op d'Systemer vu POST goufen d'Telekommunikatioun an den Internet während Stonne blockéiert an d'Noutruuffnummern 112 an 113 konnten net méi vu POST-Clienten ugeruff ginn. Grad fir d'Noutriff mussen an Zukunft all Alternativen opgemaach ginn, fir dass dës Nummern zu all Zäitpunkt erreechbar sinn. D'Nummere sollte lieweg ze verhaalen sinn, sou wéi et beim 112 an 113 schonn de Fall ass.

An deem Zusammenhang wëllt ech de Ministere fir Mëttelstand a fir Wirtschaft dës Fro stellen:

– Wäert d'Regierung dofir suergen, dass alternativ Nummere bei alle lëtzebuergesche Providere reservéiert ginn, wéi zum Beispill 69112112, 69113113, 62112112, 66113113 etc., esou dass den Noutriff ëmmer erreechbar ass?

Réponse (29/08/2025) de M. Léon Gloden, Ministere des Affaires intérieures | **M. Lex Delles**, Ministere de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **Mme Elisabeth Margue**, Ministere déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité

Den honorabelen Deputéierte stellt sech d'Fro, ob d'Regierung dofir wäert suergen, dass alternativ Nummere bei alle lëtzebuergesche Providere reservéiert gi fir ze erlaben, dass d'Noutruuffnummern 112 an 113 ëmmer erreechbar sinn.

Wéi an den Äntwerten op d'parlamentaresch Froen 2652 an 2659 vum 31. Juli erkläert, waren d'Noutriff 112 an 113 während dem Incident vum 23. Juli zu all Moment operationell. Aleng d'Clientë vum POST-Reseau konnte keng Appellen duerchféieren.

Déi zoustänneg Autoritéit sinn amgaang u Léisungen ze schaffen, fir esou problematesche Situatiounen entgéintzewierken. Et ass de Moment nach ze fréi, fir konkret Informatiounen heiriwwer ze ginn.

Sanction de la CSSF contre la Spuerkeess et réponse du Gouvernement | Question 2731 (05/08/2025) de Mme Taina Bofferding | M. Franz Fayot | M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

2024 sinn der Caritas ronn 61 Milliounen Euro duerch frauduléis Kreditter an Iwwerweisungen an d'Ausland geklaut ginn. Als Reaktioun hat d'CSSF bei deenen zwou Banken, iwwert déi d'Virementen fir d'Fraude gelaf sinn, Enquête gemaach fir erauszefannen, ob d'Sécherheitsstandarde an de Finanzinstituter agehale gi waren. An engem rezente Communiqué vum 30. Juli 2025 huet d'CSSF elo bekannt ginn, dass der Spuerkeess schonn den 2. Mee 2025 eng Geldstrof operluecht ginn ass, well d'Enquête erginn hat, dass d'Bank d'Reegele fir d'Vermeide vu Geldwäsch an Terrorfinanzierung net vollstänneg respektéiert hat. Et handelt sech ëm eng Strof vu 4.968.780 Euro weinst strukturellen a systemesche Problemer bei der Vermeidung vu Geldwäsch an Terrorfinanzierung um Niveau vum Dispositif vum der Spuerkeess. Konkreet hält d'CSSF an hirer Décision administrative fest:

„La CSSF a constaté dans le cadre du présent contrôle sur place que, malgré les mesures déjà prises, le dispositif de surveillance des transactions comportait encore des lacunes, tant au niveau de sa conception que de son implémentation et de la réalisation des contrôles. Les lacunes relevées ne résultaient pas uniquement de l'analyse de dossiers individuels, mais elles se sont avérées être d'ordre structurel et systémique.“

D'Resultat vum der Enquête ass besonnesch alarmant, well d'CSSF d'Spuerkeess schonn 2018 op Problemer um Niveau vum der Bekämpfung vum der Geldwäsch an der Terrorfinanzierung higewisen hat. An deem Kontext heescht et vum der CSSF:

„Le contrôle sur place effectué par la CSSF auprès de l'Établissement de crédit intervient après un précédent contrôle sur place effectué par la CSSF en 2018 et qui avait porté sur l'intégralité du dispositif de LBC/FT. Il en avait résulté une injonction de la CSSF en conséquence de laquelle l'Établissement de crédit avait mis en œuvre des mesures afin de remédier aux faiblesses détectées.“

An deem Kontext wëllt mir dem Premierminister an dem Finanzminister folgend Froe stellen:

1. Wéini ass d'Regierung iwwert d'„Sanction administrative du 2 mai 2025 pour non-respect d'obligations professionnelles en matière de suivi des transactions dans le cadre de la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme“ vum der CSSF a Kenntnis gesat ginn?

2. Wéi erkläert sech d'Regierung de Constat, dass et bei der Spuerkeess – där hir Parten integral a staatlecher Hand sinn – trotz der Injonction vum 2018 an de Mesuren, déi doropshi geholl goufen, ëmmer nach strukturell a systemesche Problemer gëtt?

3. Niewent der Injonction vum 2018 an der rezenter Sanktioun duerch d'CSSF hat d'Europäesch Zentralbank 2022 och eng Sanction administrative géint d'Spuerkeess prononcéiert weinst Problemer um Niveau vum Reporting réglementaire vum Ratio vum de Fonds propres. Ass d'Regierung net der Meinung, dass et der Reputatioun vum der Lëtzeburger Finanzplaz schued, wann eng Bank, där hire Conseil d'administration integral vum Lëtzeburger Staat ernannt

gëtt, widderholl duerch Verstéiss géint international Reegelen opfällt?

4. Wéi wëll d'Regierung an Zukunft verhënneren, dass bei der Spuerkeess strukturell a systemesche Problemer Bestand kënnen hunn?

5. Wéi bewäert d'Regierung am Nachhinein hir Position par rapport zu den Aussoe vum der Spuerkeess am Kader vum der Caritas-Kris? Hannerfreet d'Regierung hir Attitude vis à vis vum der Verantwortung vum de Banken an deem Kontext?

Réponse (28/08/2025) de M. Gilles Roth, Ministere des Finances

De Finanzminister gouf am Laf vum Dag vum 2. Mee méndlech vum Kommissär bei der Spuerkeess iwwer d'Decisioun vum enger méiglecher administrativer Strof géint d'Bank informéiert.

Gläichzäiteg gouf de Minister informéiert, dass d'Spuerkeess all méigleche Recoursméiglechkeeten iwwerpréift, fir d'Sanktioun ze contestéieren. E sougenannte Recours gracieux gouf vum der Bank den 30. Mee 2025 agereecht.

De 6. Juni 2025 gouf de Finanzminister während enger Sitzung vum der Finanzkommissioun zu verschiddenen Informatiounen, déi an der Press iwwer eng méigleche Sanktioun vum der Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) géint d'Spuerkeess publizéiert goufen, befreit. Hien huet dës Informatiounen net dementéiert, mee drun erënnert, dass déi betraffte Banken „eng gewësse Frist hunn, fir op d'Feststellung vum der CSSF ze reagéieren, ier dës eng Decisioun hält“²¹ an dass „dës Frist nach leeft“²².

Et ass net um Minister, sech zu enger lafender Enquête ze äusseren, déi vum der CSSF komplett onofhängeg duerchgefouert gëtt. D'CSSF muss dës Kontrollmissiounen am Aklang mat der Recommandation N° 26 vum GAFI²³ mat der néideger Onofhängegkeet an Autonomie ausüben kënnen, ouni onberechtigt Beaflossung oder Amëschung²⁴. Laut Artikel 8-6 vum ofgeännerte Gesetz vum 12. November 2004 iwwert d'Bekämpfung vu Geldwäsch an Terrorismusfinanzierung ass et eenzeg an eleng un der Kontrollautoritéit ze bewäerten, ob eng Sanktioun publizéiert gëtt oder net. Eng Publikatioun dierf erëischt da gemaach ginn, wann d'Decisioun definitiv ass (Force de chose décidée).

Et ass net onweesentlech ze ënnersträichen, dass de Recours gracieux vum der Spuerkeess sech besonnesch op de Prinzip vum der Publikatioun vum der Decisioun bezunn huet.

Duerfir war et dem Finanzminister vum Gesetz hir net méiglech, sech zu deem Dossier ze äusseren, dëst aus Respekt virum Prinzip vum der Onscholdungsvermuddung, virum Prinzip vum der Vertraulichkeet vum de Prozeduren a virum Prinzip vum Netamëschen an eng Prozedur, déi ënner der Verantwortung vum der Iwwerwaachungsautoritéit leeft.

Iwwer dës legal Aspekter eraus ass d'Spuerkeess eng systemesche Bank, déi europäesche Reegelen ënnerläit, ënnert der Kontroll vum der Europäescher Zentralbank, déi mat villen internationalen institutionellen Investisseuren zesummeschafft an enk vum de Rating Agencé suivéiert gëtt. Och aus deem Grond ass de Finanzminister verpflichtet, sech bei ëffentlechen Aussoen zréckzehalen.

²¹ Fräi iwwersat aus dem Franséischen

²² Idem

²³ Note interprétative de la recommandation n° 26 du GAFI sur les normes internationales sur la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme et de la prolifération

²⁴ Fräi iwwersat aus dem Franséischen

Zënter d'Decisioun definitiv ginn ass an och publi-
ziert gouf den 30. Juli 2025, ass dës Decisioun am
Besët vum Minister, dee bereet ass, der Chamber
d'Decisioun, am Geescht vum Transparenz, no de
Modalitéiten, wéi se an den Artikelen 84 a folgend
vum Chambersreglement festgeluecht sinn, ze iwwer-
mëttelen.

ad 2. No enger Kontroll an de Joren 2018 bis 2020
krut d'Bank d'Konklusiounen vum dëser Kontroll a Form
vun engem Injonktiounsbrëif geschéckt.

Als Äntwert op d'Observatioun vum Regulateur huet
d'Bank sech engagéiert, eng Rei Moosssnamen am
Weesentlechen a folgende Beräicher ëmzesetzen:

- D'Modalitéite vum Filtere vum Transaktiounen a pro-
spektiv Clientë par rapport zu de Sanktiounsleschten;
- D'Modalitéite vum der Iwwerpräiung vum der
Vollstännegkeet vum den Informatiounen an de Paie-
mentsmessages;
- D'Berechnungsmethod vum Risikoniveau vum der
Clientèle, fir ënner anerem méi staark déi potentiell
méi héich Risikofactoren ze berücksichtegen;
- D'Iwwerwaache vum den Transaktiounen an d'Fre-
quenz vum der periodescher Dossierrevisioun.

Éwéi d'Vertreider vum der Bank an der Finanzkom-
missioun de 5. Mee erkläert hunn, ass d'Bank zur
Konklusioun komm, dass d'Reegelen an d'Prozedu-
ren, déi d'Bank sech ginn hat, respektéiert goufen. Et
huet sech awer erausgestallt, dass dës Reegelen, déi
kontinuëlerlech verbessert ginn, fir neie Risiken a Be-
druchsmethoden Rechnung ze droen, der Komplexitéit
vum der Caritas-Fraude net konnte Rechnung droen.

ad 3. a 4. D'Regierung bedauert, dass véier Joer no
engem éischten Injonktiounsbrëif (Lettre d'injonc-
tion) vum 2020 d'CSSF festgestallt huet, dass de Sys-
tem fir d'Iwwerwaachung vum Transaktiounen vum der
Spuerkeess, trotz de Verbesserungen, déi gemaach
goufen, nach ëmmer strukturell Mängel opweist an
dass d'Bank eng nei administrativ Strof kritt huet.

No der Iwwermëttlung vum den Observatiounen vum
der Iwwerwaachungsautoritéit sinn direkt verschidde
Moosssnamen an d'Weeër geleet ginn, fir d'Situatioun
ze behewen.

– D'Spuerkeess huet am Zuch vum den Investiga-
tiounen vum der CSSF ee Plang vu Korrekturmoo-
ssnamen opgestallt, mat konkrete Moosssnamen, déi
no engem festgeluechten Zäitplang ëmgesat solle
ginn. De Verwaltungsrot vum der Spuerkeess wäert
d'Ëmsetzung vum dësem Plang no engem Kalenner,
dee vum der Direktioun opgestallt gouf, enk suivéie-
ren, fir esou ze verhënnern, dass änlech Verstéiss
sech an Zukunft widderhuelen.

– Zousätzlech huet de Verwaltungsrot decidéiert, e
spezialiséierte Sous-comité „stratégie technologique
et innovation“ anzeféieren, fir den technologeschen
Entwécklungsplang vum der Bank besser ze guidéie-
ren – och am Sënn vum der Prioriséierung an der
Weiderentwécklung vum internen a regulatoreschen
Kontrollsystem.

– De Kommissär (Commissaire de surveillance) huet
donieft am Numm vum Proprietär dem Verwaltungs-
rot proposéiert, eng international Beroderfirma mat
groussem Wëssen an deem Secteur ze beoptragen, fir
eng onofhängeg Evaluatioun vum der Maturitéit vum
System vum der Bank am Beräich vum der Bekämp-
fung vu Geldwäsch an Terrorismusfinanzéierung
(LBC/FT) duerchzuféieren, dëst am Lëcht vum de regu-
latoreschen Ufuerderungen an de beschte Praktiken
am Secteur.

Dës Evaluatioun huet Verbesserungsméiglechkeete
vum aktuelle Kader identifiziéiert, fir esou nohalteg
Äntwerten op déi identifiziéiert Risiken ze ginn.

Op Basis vum dëser Evaluatioun gëtt bis Mëtt No-
vember, zesumme mam uewe genannte Beroder, ee
Plang ausgeschafft, mam Fokus op Moosssnamen a
Beräicher, déi net vum de schonn decidéierte Korrek-
turmooosssnamen ofgedeckt sinn, mee déi e wichtegen
Hieweleffekt hunn, fir d'Qualitéit vum LBC/FT-System
ze verbessern.

– Eng éischt Ëmsetzung vum dëse Recommanda-
tiounen gesäit ënnert anerem Moosssnamen um
Niveau vum der Gouvernance vir: Stäerke vum der Roll
vum der Compliance-Funktioun, Kloerstellung vum de
Reegele fir d'hierarchesch Eskalatioun, Verstärke
vum der Zesummenaarbecht tëscht deenen dräi Ver-
deedegungsstellen oder nach d'Limitatioun vum de
Mandater, déi vum de Membere vum der Direktioun
an anere Gesellschaften ausgeübt ginn, dëst mam
Zil, d'Disponibilitéit vum de betraffene Persounen op
déi strateegesch Erausforderungen a Prioritéite vum
der Bank hirer Entwécklung ze konzentrieren.

ad 5. Zur Fro vum den Aussoe vum der Spuerkeess
am Kader vum der Caritas-Fraude, sief ze bemerken,
dass de Minister keng Deklaratiounen, déi vum de
Responsabele vum engem effentlechen Etablissement
gemaach goufen, dat autonom ass am Sënn
vum Artikel 1 vum Gesetz vum 24. Mäerz 1989 iwwert
d'Spuerkeess, kommentéiert.

Allerdéngs ass dem Minister matgedeelt ginn,
dass d'Deklaratiounen vum de Vertreider vum der
Spuerkeess am Verwaltungsrot diskutéiert goufen, an
dobäi huet sech erausgestallt, dass dës Deklaratiou-
nen sech op déi intern an der Bank gëlteng Prozedur
bezunn hunn. Dëst ass och am Compte rendu vum der
Reunioun vum der Caritas-Kommissioun festgehal-
en: „Une représentante de la BCEE indique que les
analyses internes ont mené à la conclusion que les
règles et procédures de la banque ont été respectées
dans le cadre du dossier Caritas. Dans ce contexte,
il y a lieu de rappeler que la banque est soumise à
une obligation de moyens de minimiser les risques
et non pas à une obligation de résultat de les éradi-
quer complètement. Étant donné que les procédures
internes ont été respectées et au vu de la nature des
obligations de la banque, aucune faute dans le chef
de la BCEE ne saurait être retenue. Comme expliqué
précédemment, des améliorations peuvent continuel-
lement être apportées à ces procédures afin de tenir
davantage compte de nouveaux risques. [...] Une
représentante de la BCEE explique que les premières
analyses visent principalement à s'assurer que les
procédures internes ont été respectées. L'analyse
de l'adéquation du dispositif intervient dans une
seconde étape sur une durée plus étendue. À ce stade,
cette analyse approfondie est toujours en cours.“

Fir komplett ze sinn, sollt nach drop higewise ginn,
dass d'CSSF an hirem Communiqué ënnersträicht,
dass si sech net kënnen iwwert d'Responsabilitéit
vum Kreditinstitut am Kader vum der Fraude äusse-
ren an och net, ob ee feelerfräien Transaktiounssys-
tem d'Fraude hätt kënnen – oder net – opdecken.

An dësem Kontext bemierkt de Minister och nach,
datt d'Responsabele vum der Spuerkeess der Finanz-
kommissioun ugebueden hunn, hinnen zur Disposi-
tioun ze stoen, fir Froen an Nofroen am Zesummenhang
mat der administrativer Strof ze beäntweren.

Bilan des accidents et sanctions liés à l'alcool au volant depuis la baisse du taux à 0,5 | Question 2732 (05/08/2025) de M. Jeff Engelen (ADR)

Am Oktober gëtt et 18 Joer, dass zu Lëtzebuerg
d'Promillgrenz, fir ënner Alkoholafloss mam Auto
ze fueren, vum 0,8 op 0,5 reduzéiert gouf. Mat där

Gesetzesännerung gouf sech eng Reduktioun vum
den Accidenter, déi duerch iwwerméissegem Alkohol-
konsum zustane koumen, erhofft.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Ver-
kéiersminister gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Madamm Minister eng Tabell presentéie-
ren, déi regruppéiert, wéi vill Protokoller jee weils vum
2007 bis 2024 fir iwwerméissegem Alkohol um Steier
geschriwwen goufen, wéi vill Punkten um Füherschéin
duerfir ofgezu goufen, wéi vill Füherschéiner ganz
abehale goufen, wéi vill Gerichtsurteeler geschwat
goufen a preziséieren, ob et sech jee weils ëm en De-
likt vum 0,5–0,8 Promill oder en Delikt vum 0,8 Promill
an doriwwer gehandelt huet?

2. Kann d'Madamm Minister eng Tabell presentéie-
ren, déi regruppéiert, wéi vill Accidenter tëschent
2000 an 2024 jee weils duerch Alkohol um Steier
verursacht goufen, wéi vill Leit doduerch blesséiert
goufe respektiv hiert Liewe gelooss hunn a preziséie-
ren, ob de Responsabele jee weils e Promillwäert vum
0,1–0,8 oder vum 0,8 an doriwwer opgewisen hat?

**Réponse (29/08/2025) de M. Léon Gloden, Ministre
des Affaires intérieures | Mme Yuriko Backes,
Ministre de la Mobilité et des Travaux publics**

Den honorabelen Deputéierte renschéiert sech iwwert
den Zesummenhang vum Alkohol um Steier an
der Verkéierssicherheit.

ad 1. Déi vum honorabelen Deputéierte gefroten
Zuele stelle sech wéi follegt duer: ↑

D'Analys vum de Gerichtsurteeler tëscht 2007 a 2024
weist, dass Alkoholverstéiss am Stroosseverkéier
zu Lëtzebuerg nach ëmmer e Problem duerstellen.
Besonnesch d'Zuel vu Fäll mat engem Alkoholgehalt
iwwer 1,2 ‰ ass alarmant héich. Dës maachen net
nëmme de gréissten Deel vum den Urteeler aus, mee
féieren och zu de meeschte Punktverloschter um Füh-
erschéin.

D'Tabell vum der Kategorie 0,5‰–0,8‰ weist awer,
dass och méi niddreg Alkoholverstéiss reegelméisseg
virkommen. Déi mëttelst Kategorie (0,8‰–1,2‰),
déi eréischt zënter 2015 an der Statistik gefouert gëtt,
weist, dass och dës Verstéiss oft am Stroosseverkéier
virkommen.

Den Tableau ↑ heidrenner renschéiert d'Zuele vum
de Protokoller, déi d'Police zwëschen 2019 an 2024
bei engem Accident weinst „Trunkenheit am Steuer“
geschriwwen huet. D'Zuelen aus de Joren 2007 bis
2018 sinn net méi verfügbar.

ad 2. Déi nächst Tabell ↑ weist fir d'Period vum 2013
bis 2024:

- wéi vill Accidenter ënner Alkoholafloss erfaasst
goufen (Otem- oder Blutanalys net negativ),
- wéi vill Leit blesséiert goufen (schwéier + licht ze-
summen),
- wéi vill Doudesaffer et gouf,
- an dovun de Promillberäich (am Blut) 0,1–0,8 ‰
respektiv ≥ 0,8 ‰.

D'Promillwäerter am Blut ginn eréischt zënter 2013
systematesch statistesch erhewen.

Den Total „Alkohol positiv“ enthält och Fäll mat
Otemtest ouni Blutanalys oder ënner der gesetzle-
cher Limit (z. B. Otem positiv < 0,5 ‰, oder Blut
< 0,1 ‰). Dofir loosse sech déi eenzel Kolonnen net
einfach zu engem Total zesummen addéieren.

Statistiques des suppressions de lignes RGTR en 2023 et 2024 et causes des incidents | Question 2734 (05/08/2025) de M. Jeff Engelen (ADR)

Säit dem Joer 2016 goufen d'RGTR-Linnen etappeweis
reforméiert an erweidert. Déi Changementer goufen



2022 mat der Ëmstellung vun de Linnenummeren ofgeschloss.

An deem Kontext géif ech der Madamm Verkéiersminister gären dës Fro stellen:

– Kann d'Madamm Minister eng Tabell presentéieren, déi regroupéiert, wéi dacks während de Joren 2023 an 2024 Linne ganz ausgefall sinn, souwéi ob déi entspreche Ausfall jee weils op en Accident, en technesche Mangel um Gefier oder aner Ursachen zeréckzeféiere waren an dës gegebenefalls preziséieren?

Réponse (01/09/2025) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Eng Buslinn besteet ëmmer aus méi oder manner vill Faarten. Eng Linn ass nach ni ganz ausgefall. Den Tableau [†] weist d'Ausfall vu Faarten am RGTR-Reseau opgedeelt op déi verschidden Ursachen:

2023 ass also ronn eng vun 800 Faarten ausgefall, 2024 war et eng vu 670. Bei genauer Betruechtung ass ersichtlech, dass dës Hausse virun allem op Problemer am Stroosseverkéier zeréckzeféieren ass.

Bei den Accidenter war 2023 eng vu ronn 6.900 Faarte betraff an 2024 eng vun 9.300 Faarten, wat eng Baisse vu 24 % duerstelt.

Cyberattaque contre POST et impact sur les infrastructures critiques | Question 2735 (05/08/2025) de M. Sven Clement (Piraten)

De POST-Hack am Juli 2024 huet net nëmmen d'Telekommunikationsinfrastruktur zu Lëtzebuerg betraff, mee och wichteg Froen iwwer d'Cybersécherheet vun eisen nationalen Operateuren opgeworf. D'Ënnersichungen hu gewisen, datt d'Attack technesch komplex war an e spezifischen Deel vu POST hirer IT-Infrastruktur betraff huet, dorënner awer VOIP-Service, déi vun externe Service ofhängeg waren.

Fir d'Transparenz ze garantéieren an aus dem Hack Lektione fir d'Zukunft ze zéien, ass et wichteg ze verstoen, wéi eng technesch Detailler hannert dëser Attack stinn an op wéi eng Aart a Weis POST hir kritesche Service organiséiert huet. Dëst hëlleft net nëmme bei der aktueller Situatioun, mee och, fir besser Sécherheetsmoossnamen an Zukunft ze entwéckelen.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Här Minister fir Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Gëtt et en offiziellen CVE (Common Vulnerabilities and Exposures) Identifier fir d'Sécherheetslück, déi bei POST exploitéiert gouf?

2. Op wéi eng extern Internetservice war POST hir VOIP-Infrastruktur ugewisen, a wéi eng Sécherheetsmoossname waren en place, fir dës Verbindungen ze schützen?

3. Huet d'Regierung eng Analys gemaach iwwer d'Ofhängegkeet vun eisen nationalen Telekommunikationsoperateur vum auslännesche Service?

4. Wéi vill kritesch Infrastrukturen zu Lëtzebuerg sinn direkt oder indirekt op POST-Service ugewisen, a gouf dësen Impakt no der Attack evaluéiert?

5. Gëtt et Pläng, fir d'Diversifikatioun vun den Internetverbindungen vun eisen nationalen Operateuren ze fërdere, fir änlech Risiken an Zukunft ze miniméieren?

Réponse (05/09/2025) de **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Luc Frieden**, Premier ministre | **Mme Elisabeth Margue**, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité

ad 1. POST Luxembourg weist drop hin, datt et aktuell keen offiziellen CVE gëtt. POST Luxembourg an

de GOVCERT, déi zesummen un den Analyse bedeelegt waren, hu vum Fournisseur en Notifikations-Dokument kritt mat den néidegen techneschen Informatiounen a Recommendationen, fir sou enger Attack entgéintzewirken.

ad 2. Op Nofro hi bestätegt POST Luxembourg, datt d'POST-VOIP-Infrastruktur keng direkt Dependence vum Internet huet a konnt vu ville professionnelle Clienten mat fixen Telefone weider benotzt ginn. Wéinst der Attack ass den Accès op DNS-Servere fir en Deel vun de POST-Clienten net méi méiglech gewiescht, de fixen Telefon huet an deem Fall och net méi funktionéiert.

De mobile Reseau huet och keng direkt Dependence vum Internet, duerch d'Attack sinn awer intern Systemer an en Noutfall-Modus iwwergaangen, dëst huet an dësem Fall zu Connectivitéitsproblemer gefouert. D'Moossnamen déi no der Attack ergraff goufen, fir den Impakt op VOIP-Service ze minimiséieren, sinn deemno net vun enger Cybernatur, mee erlaben, fir massiv Leeschtungsspëtzen op deene kriteschen Equipementer bei engem kompletten Ausfall vun der Interconnectivitéit opzefänken.

ad 3. D'Regierung suivéiert d'Moossnamen, déi d'Sécherheet an d'Resilienz vun de kriteschen Infrastrukturen betreffen a gëtt de Bedreier dozou Recommendationen. Am Kader vum HCPN senger permanenter Aufgab, fir kritesch Infrastrukturen ze identifizéieren, goufen d'Ofhängegkeete vun de kriteschen Infrastrukturen aus alle Secteure vis-à-vis vun den Telekommunikationsinfrastrukturen schonn detailléiert analyséiert.

ad 4. De potentiellen Impakt vun dësem Incident gouf vun den zoustännegen Autoritéiten analyséiert an et bestoung een Echange mat alle kriteschen Infrastrukturen.

ad 5. Den Telekommunikationsmarché ass e liberaliséierten, konkurrenzuelle Marché, wou all Provider seng Infrastruktur bedreift an op déi Service zougräift, déi senger Besoinen entsprechen.

Protection des numéros d'urgence face aux cyberattaques | Question 2736 (05/08/2025) de M. Sven Clement (Piraten)

D'POST-Cyberattack huet net nëmmen d'allgemeng Telekommunikatioun zu Lëtzebuerg betraff, mee och kritesch Froen iwwer d'Resilienz vun eisen Noutruffservice opgeworf. D'Noutruffnummern 112 an 113 sinn essenziell fir d'effentlech Sécherheet, an hir Disponibilitéit muss ënner allen Ëmstänn garantéiert sinn, och wann een Hauptoperateur géif ausfalen. Dës Kéier ass den 112 an 113 glécklecherweis net ausgefall.

D'Konzept vum „Multihoming“ – wou ee System iwwer verschidde physisch Verbindungen mat ënnerschiddlechen Operateuren oder Netzwierker verfuegt – ass eng bewäerte Method, fir kritesch Infrastrukturen ze schützen. Et ass dofir wichteg ze verstoen, ob eis Noutruffservice dësen Niveau vun Diversifikatioun hunn, souwuel iwwer traditionell PSTN-Linne wéi och iwwer modern IP-baséiert Verbindungen.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir den Interieur dës Froe stellen:

1. Ass den 112-Noutruffservice multihomed, dat heescht, huet hie physisch Verbindungen (souwuel PSTN wéi och IP) mat verschiddenen Telekommunikationsoperateur?

2. Gouf während dem POST-Ausfall d'Fonctionalitéit vun den Noutruffservice zu all Moment garantéiert, oder gouf et Ënnerbriechungen? Den CGDIS sot

bekanntermoossen, datt si intern den Ausfall konnte gesinn.

3. Wéi eng technesch Tester gi reegelméisseg gemaach, fir d'Resilienz vun den Noutruffservice ze verifizéieren?

4. Existéieren national Richtlinnen oder Reglementatiounen, déi verlaangen, datt kritesch Service wéi Noutruffzentralen iwwer Verbindungen mat multiple Operateuren verfüegen?

5. Wéi staark sinn eis Noutruffzentrale vun der POST-Infrastruktur ofhängeg, a gëtt et Pläng, fir dës Risiko weider ze diversifizéieren?

6. Huet et no der Cyberattack eng Reevaluatioun vun de Sécherheetsprotokollen an de Backup-Systemer vun den Noutruffservice ginn?

Réponse (08/09/2025) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | **Mme Elisabeth Margue**, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité

ad 1. D'Noutruffnummern 112 an 113 si quasi identesch opgebaut a konfiguréiert. Alle béid si „multihomed“, allerdéngs bedeit dëst net, dass et physisch Verbindungen mat verschiddenen Telekommunikationsoperateur gëtt. D'Diskussiounen, fir op verschiddenen Telekommunikationsoperateur zeréckzegräifen, sinn awer mam ILR ugestouss ginn.

ad 2. D'Fonctionalitéit vun den Noutruffservice war zu all Moment garantéiert. Et gouf keng Ënnerbriechungen vun Appeller, an d'Nummern 112 an 113 waren zu jidderzäit accessibel. Allerdéngs kann en Notzer, deen duerch technesch Problemer net vun de Service vu sengem Telekommunikationsoperateur ka Gebrauch maachen, och net op d'Noutservice urufen.

ad 3. Et gëtt verschidden technesch Tester respektiv Monitoring-Systemer, déi reegelméisseg stattfannen, souwéi och e „Business continuity plan“ fir den Noutruff 113.

Beim 112 gëtt et verschidden Testméiglechkeeten, fir Testappeller duerchzeféieren. De Service um 112 muss dann e Protokoll mat verschiddenen Tester duerchféieren, an do stinn och dann d'Decisiounen betreffend d'Uwendung vun Noutfall-Prozeduren fest, fir dass schnellstméiglech e Backup-Zenario kann ageleet ginn.

ad 4. Et existéiere keng sou Richtlinnen oder Reglementatiounen.

ad 5. De Betrib vun den Noutruffzentrale gëtt integral vun de POST-Infrastrukturen ofgedeckt. D'Analys no der Pann bei POST konnt kee Feelverhale vun den Noutruffservice während dëser Pann nowiesen.

Eng Diversifizéierung gëtt permanent suivéiert an ass e kontinuierleche Prozess.

ad 6. Esou eng Reevaluatioun fënnit an engem kontinuierleche Prozess fir d'Verbesserung vun de Systemer statt.

Planification d'un nouvel aéroport | Question 2737 (06/08/2025) de M. Laurent Mosar (CSV)

Dans une récente interview, Madame le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics a déclaré qu'à long terme, le Luxembourg devra envisager la création d'un nouvel aéroport, en raison des limites physiques et de capacité du site actuel de Luxembourg-Findel. Cette perspective est compréhensible au vu des prévisions de croissance du trafic passager et du fret aérien à l'horizon 2040-2050.

Dans le même temps, l'État investit de manière significative (à hauteur d'environ un milliard d'euros d'ici 2032) dans l'extension et la modernisation de l'Aéroport de Luxembourg-Findel. Ces investissements incluent notamment l'agrandissement du terminal passagers.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Quelles sont les contraintes concrètes qui justifient aujourd'hui l'affirmation selon laquelle un nouvel aéroport sera nécessaire à long terme ?

2) Des localisations précises ont-elles déjà été analysées pour accueillir un nouvel aéroport ?

– Dans la négative, à quel horizon une réflexion à ce sujet est-elle prévue ?

– Des études de faisabilité ou d'impact sont-elles en cours ou envisagées dans le contexte de la planification de ce nouvel aéroport ?

3) Dans la mesure où un nouvel aéroport est un projet qui nécessite une planification sur le long terme, comment s'organise la stratégie du Gouvernement pour entamer ce travail de planification dès aujourd'hui ?

4) Dans la perspective budgétaire responsable, serait-il envisageable de coordonner dès à présent certains volets budgétaires en tenant compte de cette évolution vers un nouvel aéroport à venir ?

Réponse (05/09/2025) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, Ministre de la Défense

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député au sujet de l'éventuelle perspective de devoir envisager la construction d'un nouvel aéroport à Luxembourg, je tiens tout d'abord à préciser que l'investissement dans les infrastructures aéroportuaires est supporté par la société d'exploitation de l'aéroport, la « Société de l'aéroport de Luxembourg SA » dite « lux-Airport », sans impact direct sur le budget de l'État. Le programme d'investissement de lux-Airport d'ici 2032 s'élève à près de 800 millions €, et se retrouvera dans la comptabilité de cette société commerciale autonome. Par ailleurs, la réglementation européenne sur les aides d'État ne permettrait pas un financement direct par l'État de ces investissements.

L'État ne supporte que les coûts en relation avec les missions étatiques à l'aéroport liées, entre autres, à la sécurité et la sûreté, la navigation aérienne, le protocole, le dédouanement, les services d'incendie et de secours, etc. (le cas échéant par l'intermédiaire des administrations y relatives). Certains investissements liés à ces missions sont encore en cours d'analyse ou d'élaboration, mais l'ensemble dépassera probablement les 200 millions € pour la même période.

Au total, et sans prendre en compte les éventuels investissements des compagnies aériennes actives au Findel, les investissements réalisés à l'aéroport sur la période 2025-2032 dépasseront donc le milliard €.

ad 1) L'Aéroport de Findel est limité par des contraintes d'espace disponible, alors qu'il n'y a pas de possibilités d'étendre la zone aéroportuaire telle qu'elle est définie aujourd'hui. Des études sont en cours pour optimiser les capacités d'accueil en termes de mouvements, de passagers et de fret à l'horizon 2050. Or, les études internationales actuelles sur l'évolution à long terme de l'industrie aéronautique montrent que cette optimisation risque d'atteindre ses limites à partir de la décennie 2050-2060.

Au vu de ces restrictions d'espace et notamment de l'impossibilité de construire une deuxième piste d'atterrissage indépendante sur le site actuel, il m'importe de lancer dès à présent une réflexion sur la nécessité de la construction d'un éventuel nouvel aéroport répondant aux défis se présentant dans la deuxième moitié de ce siècle. Et au vu des délais de réalisation d'un tel projet, qui dépassent – comme l'ont montré de nombreux exemples à l'étranger – aisément deux décennies, je ne voudrais pas que nous soyons le moment venu pris de court.

ad 2) Actuellement, lux-Airport s'occupe de l'optimisation des infrastructures existantes et des besoins auxquels il faut s'attendre dans les décennies à venir.

Au-delà, et au vu de l'importance économique pour notre pays et toutes les régions limitrophes, une telle réflexion n'aboutira pas à court. Je ne fixe aujourd'hui pas de calendrier à cette réflexion qui sera progressive.

ad 3) La stratégie du Gouvernement se décline tout d'abord dans le cadre de l'accord de coalition 2023-2028 qui retient notamment que « [l]e Gouvernement encouragera la modernisation et l'adaptation des infrastructures aéroportuaires aux besoins actuels et futurs afin de garantir un haut niveau de qualité de service ». C'est donc notre toute priorité de planifier et de réaliser ces investissements essentiels. Toutefois, il est également de mon devoir de suivre de près l'évolution sur le terrain et de me projeter dans l'avenir. C'est donc dans ce contexte, que j'ai souhaité lancer cette réflexion sur la nécessité éventuelle d'un nouvel aéroport.

ad 4) Il serait irresponsable de freiner les investissements absolument nécessaires à l'Aéroport de Findel au motif qu'il devrait éventuellement céder sa place à un nouvel aéroport d'ici une trentaine d'années. lux-Airport doit aujourd'hui se doter des capacités lui permettant de servir dans de bonnes conditions ses client(e)s au cours des prochaines décennies.

Création d'emplois dans les services financiers |
Question 2738 (06/08/2025) de **M. Laurent Mosar |**
M. Maurice Bauer (CSV)

Les indicateurs publiés par le Statec semblent confirmer un ralentissement, voire pratiquement une stagnation dans la création d'emplois dans le secteur financier. Cette situation soulève des interrogations quant à l'évolution de l'attractivité de la place financière luxembourgeoise. Il semble dès lors important de réfléchir au rôle accru que peuvent jouer les institutions de formation, notamment l'Université du Luxembourg, qui forme chaque année de nombreux étudiants dans les domaines de l'économie et de la finance.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur et à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Comment le Gouvernement analyse-t-il la situation actuelle au niveau de la création d'emplois dans le secteur financier ?

2) Quelle collaboration est actuellement menée entre le secteur privé et l'Université du Luxembourg pour renforcer le rôle de ses formations dans l'accompagnement des mutations de la place financière (intelligence artificielle, digitalisation, etc.) ?

3) Comment renforcer encore davantage l'attractivité, la capacité et la diversité des formations offertes par l'Université du Luxembourg, afin de consolider l'attractivité et la compétitivité de la place financière luxembourgeoise ?

Réponse (28/08/2025) de Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur | **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

ad 1) Selon le rapport « A Decade of Growth and Diversification », publié par Luxembourg for Finance en août 2025, le secteur financier luxembourgeois a connu au cours de la dernière décennie une évolution marquée par une croissance soutenue et une diversification accrue. Entre 2014 et 2024, l'emploi direct est passé de 54.195 à 73.272 salariés, soit une progression annuelle moyenne de 3,1 %. Ce résultat est d'autant plus notable qu'il s'est maintenu dans un environnement international jalonné de crises successives et d'incertitudes géopolitiques. Il confirme à la fois la résilience de la place financière et sa capacité à demeurer un moteur essentiel de croissance économique et sociale pour le pays.

Un des constats majeurs de ce rapport réside dans la diversification progressive des emplois au sein du secteur. Si le secteur bancaire reste le principal employeur, avec 35,9 % des effectifs en 2024, sa part relative diminue au profit d'activités en expansion. La gestion de fonds progresse de 6,7 % par an et représente désormais 18,1 % des emplois, contre 12,7 % dix ans plus tôt. Les services professionnels (audit, conseil, juridique) connaissent une croissance annuelle de 5 %, atteignant 28,2 % de la main-d'œuvre, tandis que les autres services financiers (incluant les paiements, investissements et services spécialisés) enregistrent une progression annuelle de 7,2 %, devenant le segment le plus dynamique. Cette évolution illustre la capacité du Luxembourg à développer un écosystème diversifié, moins dépendant d'un seul pilier et donc plus robuste face aux aléas extérieurs.

Le rapport met également en avant l'ancrage international de la main-d'œuvre financière. En 2024, 82 % des salariés du secteur étaient de nationalité étrangère, contre 78,7 % en 2014. La proportion de ressortissants non européens a triplé pour atteindre 10,2 %, avec une croissance annuelle moyenne de 15,7 %. Parallèlement, une part croissante des employés du secteur (53,8 %) réside désormais au Luxembourg, contribuant à la vitalité du marché de l'emploi national.

L'effet d'entraînement du secteur financier sur l'économie demeure tout aussi impressionnant. L'emploi direct dans la finance génère près de 49.000 emplois indirects, 13.800 emplois liés à la consommation et 10.650 emplois induits par l'investissement. En 2024, ce sont ainsi près de 146.655 emplois qui étaient directement ou indirectement liés à la place financière. Ces chiffres démontrent que l'impact du secteur dépasse largement son périmètre propre et irrigue l'ensemble de l'économie nationale.

En se basant sur les chiffres du Statec, on constate que l'emploi financier a augmenté d'environ 30.000 emplois au début du millénaire à plus de 54.000 emplois en 2024. En termes relatifs, l'emploi financier évolue depuis 2018 autour de 10,6 % de l'emploi total.

Plus récemment, le Statec note un léger regain de dynamisme dans le secteur privé entre le 1^{er} et le 2^e trimestre 2025, attribuable en partie au secteur financier après plusieurs trimestres de ralentissements.

Si des ajustements ont ainsi pu être décelés, ils ne remettent nullement en cause la tendance structurelle de croissance et de diversification. Au contraire, la variété des métiers et des segments financiers au Luxembourg constitue un atout de résilience et d'adaptation. Le dynamisme des services professionnels, des fintechs et de la finance durable laisse entrevoir de nouvelles perspectives

de développement et d'emploi. Le Gouvernement accompagne activement ces changements en misant sur la présence d'acteurs historiques, en visant les secteurs à fort potentiel de croissance et en accompagnant activement l'arrivée de nouveaux acteurs.

Rappelons également que pour renforcer l'attractivité du Luxembourg, soutenir la compétitivité de la place financière et attirer de nouveaux talents, le Gouvernement a dès juillet 2024 décidé un vaste paquet de mesures à travers le Entlaaschtungs-Pak (renforcement du régime de la prime participative, amélioration du régime applicable aux impatriés, etc.) applicable en partie depuis l'année 2025, mais encore plus récemment à travers le plan d'action en 10 points pour les start-up. D'autres mesures sont en cours de préparation voire de finalisation.

ad 2) et 3) L'Université du Luxembourg représente un acteur clé pour accompagner la croissance et le dynamisme futurs de la place financière.

L'enseignement en finance est assuré en large partie par la Faculté de Droit, d'Économie et de Finance ainsi que, dans une moindre mesure, par le Centre interdisciplinaire pour la sécurité et fiabilité des systèmes informatiques (SnT) de l'Université du Luxembourg.

Ainsi, plus de 600 étudiants sont inscrits dans les programmes de bachelor en administration des affaires et en sciences économiques. Ces programmes ont été établis après une large consultation des entreprises, dont celles de la place financière. Environ 600 étudiants sont inscrits dans différents programmes de master. Le master en finance et économie offre plusieurs filières qui s'adressent à des étudiants qui veulent intégrer le marché du travail luxembourgeois (activités bancaires ; transformation digitale en finance ; économie financière ; gestion des investissements ; actifs privés ; gestion du risque ; finance durable). D'autres formations sont également susceptibles d'ouvrir la voie vers des carrières dans ce secteur (master en économie quantitative et finance ; master en gestion du patrimoine ; master en droit bancaire et financier européen ; master en droit des affaires ; master en droit pénal économique et financier européen ; master en droit fiscal européen et international), tous réalisés avec un apport substantiel d'enseignants vacataires de la place financière. Dans de nombreuses formations, des stages en entreprise font partie du programme d'études et sont souvent réalisés au Luxembourg. L'université offre aussi des programmes doctoraux qui comptent actuellement environ 60 candidats en finance, gestion et sciences économiques, 20 candidats en « fintech » et 20 candidats en droit financier.

L'Université du Luxembourg entretient de nombreux partenariats avec des entreprises de la place financière qui se traduisent par des projets de recherche. Plusieurs chaires ont été instaurées en partenariat avec des entreprises de la place et des ministères : la chaire en actifs privés (Association luxembourgeoise des fonds d'investissement et Ministère des Finances) ; la chaire en finance durable (Ministère des Finances et Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité) ; la chaire en finance inclusive (Appui au développement autonome et Ministère des Affaires étrangères et européennes) ; la chaire en services financiers numériques (PayPal et Fonds national de la recherche) ; la chaire en actuariat (Association des compagnies d'assurances et Ministère des Finances) ; la chaire en droit des fonds d'investissement (Arendt et Elvinger Hoss Prüssens) ; la chaire en droit fiscal européen et international (ATOZ). En outre, le Ministère des Finances soutient le programme FinTech du SnT.

Des échanges réguliers ont également lieu avec les responsables de l'université afin d'approfondir les perspectives de coopération.

Bilan et perspectives pour les bénéficiaires ukrainiens de la protection temporaire | Question 2739 (06/08/2025) de Mme Nathalie Morgenthaler (CSV)

De 4. März 2022 huet d'Europäesch Uniooun, als Reaktioun op d'russesch Invasioun an d'Ukrain, d'Direktiv 2001/55/EG iwwer den temporäre Schutz a Kraaft gesat. Och Lëtzebuerg huet doropshin de Statut vum „Bénéficiaire de la protection temporaire“ (BPT) ëmgesat an enger gréisserer Unzuel vu Leit aus der Ukrain eng séier a legal Opnam mat Zougang zu Logement, Gesondheitsversuergung, Ausbildung a Beschäftigung erméiglecht. Mëttlerweil sinn dräi Joer vergaangen an et gëtt ëmmer méi kloer, datt sech fir verschidde Beneficiairen eng méi laangfristeg Perspektiv zu Lëtzebuerg opmécht.

An deem Zesummenhang wollt ech folgend Froen un den Här Minister fir Famill, Solidaritéit, Zesummeliewen an Accueil Max Hahn, den Här Minister fir Immigration an Asyl Léon Gloden, den Här Minister fir Aarbecht Georges Mischo, den Här Bildungsminister Claude Meisch an un d'Madamm Sozialministesch Martine Deprez stellen:

1. Wéi vill ukrainesch BPT sinn aktuell zu Lëtzebuerg registréiert?
2. Wéi vill ukrainesch BPT si berufstäteg an a wéi enge Secteure si si besonnesch aktiv?
3. Wéi vill ukrainesch BPT sinn op Sozialhëllef wéi de REVIS ugewisen?
4. Wéi vill ukrainesch Kanner besichen hei zu Lëtzebuerg eng Schoul a wéi ass et ëm hiren Erfolleg gestallt?
5. Ass geplangt, d'Recht op temporär Protektioun, dat aktuell bis März 2026 verlängert gouf, duerch eng aner Openthaltstyp ze ersetzen, z. B. am Kader vun enger Integratiounsstrategie fir Persounen, déi laangfristeg hei liewe wëllen?
6. Plangt d'Regierung eng Etude oder e Bilan, fir d'Erfarungen, déi an de leschten 3 Joer am Zesummenhang mam Statut vum „Bénéficiaire de la protection temporaire“ gemaach goufen, ze analyséieren?

Réponse (22/09/2025) de M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | M. Georges Mischo, Ministre du Travail | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Den aktuellen Donnéeën no besëtzen insgesamt 3.671 Persounen eng temporär Protektioun, dorënner 3.543 mat der ukrainescher Nationalitéit an 128 mat enger anerer Nationalitéit. Bei den 128 Persounen, déi net déi ukrainesch Nationalitéit hunn, handelt et sech ëm Leit, déi virum Krich an der Ukrain gewunnt hunn.

ad 2. Den 31. Juli 2025 waren 901 ukrainesch BPT berufflech aktiv, dovunner 19 als Independant. Bei de 15- bis 64-Järengen, 892 Leit, entsprécht dat engem Taux d'emploi vun 31,4 %.

D'Haaptaktivitéit vun de Salariéen, 882 Leit, läit an de Secteuren „I. Hébergement et restauration“ (27 %) a „Q. Santé humaine et action sociale“ (15 %). De folgenden Tableau 1[†] gëtt den Iwwerbléck vun der Beschäftigung an alle Secteuren erëm.

ad 3. Persounen, déi zu Lëtzebuerg de Statut vun der temporärer Protektioun accordéiert kréien, hunn nom Artikel 72 vun der Loi modifiée vum 18. Dezember 2016 relative à la protection internationale et à la protection temporaire eng Attestatioun, déi et hinnen erlaabt, sech um Territoire opzehalen, déi awer net mat engem Droit de séjour gläichzesetzen ass. Fir eligibel fir de REVIS ze sinn, muss den Demandeur allerdéngs en Droit de séjour zu Lëtzebuerg hunn a sech op d'mannst fënnf Joer am Land ophalen.

Donieft hunn ukrainesch BPT allerdéngs Urecht op déi selwecht Aides financières et matérielles vum ONA wéi DPI, wann se eligibel dofir sinn. Och hunn ukrainesch BPT vum éischten Dag un, wou si de Statut zu Lëtzebuerg kréien, d'Méiglechkeet schaffen ze goen.

ad 4. Den 1. Juli 2025 waren am Ganzen 958 ukrainesch Kanner mat BPT-Statut an den éffentleche Schoulen zu Lëtzebuerg ageschriwwen. Dovun hu 481 Schüler den Enseignement secondaire a 477 Schüler den Enseignement fondamental besicht. Een Drëttel vun de Schüler (338) waren an enger internationaler éffentlecher Schoul ageschriwwen.

Wat d'Fro vum Erfolleg betrëfft, sou ass et zu dësem Zäitpunkt schwéier, eng zouverlässig a representativ Ausso ze maachen. Dëst gëllt besonnesch fir den Enseignement secondaire. Erfolleg ass empiresch net moossbar, an hängt vu villen, deels subjektiven a kontextuellen Facteuren of. Erfolleg kann sech beispillsweis op d'Resultater an de classeschen Evaluatiounen, op d'Erreche vu bestëmmten Zilsetzungen am Schoulverlaf oder op Aspekter vun der Integratioun am Schoulsystem bezéien.

Baséiert een sech an dësem Kontext op den Enseignement fondamental, kann een – unhand vun den Allongements de cycle – eng Indicatioun kréien, wéi de Parcours scolaire vun de Schüler, déi an der Ukrain gebuer goufen an tëscht 2022 an 2025 op Lëtzebuerg komm sinn, verlaf ass. Et stellt ee fest, datt d'Zuel vun den Allongements de cycle vun den ukrainesche Kanner ënnert der nationaler Moyenne läit. Dëst deit op eng schnell a gutt Integratioun vun den ukrainesche Kanner am nationale Schoulsystem hin, déi et hinnen erlaabt, trotz der fir si dacks neier an nach schwie-reger Situatioun, déi am Plan d'études festgehalte Kompetenzen ze entwéckelen an hire schoulesche Parcours beschtméiglech weiderzeféieren.

ad 5. Am Juni hunn d'EU-Memberstaaten unanime decidéiert, d'temporär Protektioun fir Persounen aus der Ukrain fir e Joer, dat heescht bis de 4. März 2027, ze verlängeren.

Donieft hunn d'stänneg Vertrieder vun den EU-Memberstaaten den 23. Juli och eng Recommandatioun fir eng Strategie aus der temporärer Protektioun eraus adoptéiert. Dës wäert an engem vun den nächste Conseil JAI formell ugeholl ginn. Dës Recommandatioun baséiert op véier Haaptachs-sen, notament der Ënnerstützung vun der Transitioun op aner Openthaltstitelen, der Virbereedung vun enger nohalteger Integratioun an der Ukrain, dem Informéiere vun Ukrainer iwwer d'Situatioun an der Ukrain, hir Rechter an déi verschidden Transitiounsméiglechkeeten, souwéi och der Koordinatioun an dem Informationsaustausch tëscht de Memberstaaten an der Ukrain.

Wat d'Transitioun op aner Openthaltstitelen betrëfft, kënnen Beneficiairé vun der temporärer Protektioun zu Lëtzebuerg schonn zënter Abrëll 2023 op aner Openthaltstitelen wéi dee fir d'Salariéen, dee fir d'Fräiberuffler, dee fir d'Familljememberen an och op d'Europäesch Blo Kaart, wiesselen.



ad 6. À ce stade ass eng deementspriechend Analys vun der Regierung net virgesinn.

Charge administrative des enseignants | Question 2740 (06/08/2025) de **M. Gilles Baum** | **Mme Barbara Agostino** (DP)

Le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse poursuit une politique de simplification administrative dans l'organisation scolaire, visant à réduire les obstacles bureaucratiques et à faciliter ainsi le quotidien des enseignants et des directions d'école.

Cependant, il nous a été rapporté par les syndicats actifs dans le domaine de l'éducation nationale que la charge bureaucratique des enseignants aurait plutôt augmenté, ce qui irait à l'encontre du principe de simplification administrative.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Monsieur le Ministre peut-il préciser quelle est actuellement l'ampleur de la charge administrative qui pèse sur les enseignants de l'enseignement fondamental ?

2) Quelles mesures concrètes sont prévues pour réduire davantage cette charge administrative ?

3) Qui est chargé de veiller à la correcte mise en œuvre de ces mesures ?

4) Le ministère envisage-t-il de recourir aux possibilités offertes par l'intelligence artificielle dans le cadre de la simplification administrative ? Si oui, dans quels domaines ?

Réponse (11/09/2025) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) L'article 4 du règlement grand-ducal modifié du 23 mars 2009 fixant la tâche des instituteurs de l'enseignement fondamental définit de manière précise les missions du personnel enseignant, dont entre autres le travail administratif.

Les tâches administratives font partie intégrante des missions du titulaire de classe. Ces responsabilités comprennent notamment l'enregistrement et la mise à jour des données des élèves dans la base de données du ministère, la gestion des absences, le traitement des demandes de dispense, la préparation administrative des sorties scolaires ainsi que la gestion des courriels administratifs.

Il est cependant important de souligner que les missions des enseignants ne se prêtent pas toujours à une séparation rigoureuse, ce qui peut entraîner des chevauchements entre les tâches pédagogiques, organisationnelles et administratives. Par ailleurs, certaines fonctions particulières dans l'enseignement fondamental, telles que celles de président du comité d'école ou de coordinateur de cycle, bénéficient d'une décharge spécifique afin de prendre en charge des tâches administratives, contribuant ainsi à alléger la charge pesant sur le reste du personnel enseignant.

ad 2) et 3) Une taskforce administrative a été mise en place en 2019 sous l'intitulé « Analyse et simplification des démarches administratives à réaliser par le personnel enseignant dans les écoles fondamentales luxembourgeoises ». Celle-ci regroupe des représentants du collège des directeurs, des délégations issues des différentes organisations syndicales représentant le personnel enseignant ainsi que des représentants du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.

Sa mission principale consiste à recenser les besoins identifiés sur le terrain et à définir des objectifs concrets visant à alléger les tâches administratives, en particulier celles considérées comme lourdes ou chronophages par les enseignants. À ce jour, plusieurs avancées concrètes ont pu être réalisées, notamment la digitalisation et la simplification du transfert des demandes et informations à la direction de région compétente, qu'il s'agisse de modifications d'horaires, de demandes de congés extraordinaires ou de l'organisation de sorties pédagogiques. Par ailleurs, la numérisation des projets personnalisés d'apprentissage et d'accompagnement ainsi que des plans de prise en charge individualisée a été mise en œuvre.

De nouveaux objectifs ont également été fixés pour les années à venir, tels que la digitalisation des bilans intermédiaires du cycle 1, dans le but de poursuivre l'effort engagé en matière de simplification administrative.

Il convient en outre de souligner que d'autres initiatives portées par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse sont élaborées au sein de groupes de travail spécialisés, qui veillent à prendre en compte les besoins des différents acteurs impliqués. Parmi celles-ci figure l'introduction de l'outil numérique e-Bichelchen qui permet, entre autres fonctions, de faciliter l'enregistrement des leçons d'absence des élèves. Cette mesure s'inscrit dans la continuité des efforts entrepris pour alléger la charge administrative du personnel enseignant en proposant une solution digitale pratique et efficace.

ad 4) Dans le cadre des efforts continus visant à alléger les démarches administratives, toutes les options disponibles sont systématiquement envisagées et analysées avec rigueur. Il a été constaté que l'interconnexion des différentes plateformes numériques, ainsi que la centralisation des informations, constituent des leviers essentiels pour éviter la saisie redondante des données et, par conséquent, simplifier les procédures administratives auxquelles le personnel enseignant est confronté.

Dans cette perspective, le ministère étudie également le potentiel que pourrait représenter l'intelligence artificielle dans certains domaines spécifiques, en vue d'optimiser davantage les processus existants.

Feux de forêt | Question 2741 (06/08/2025) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

À l'heure actuelle, plusieurs pays du sud de l'Europe, dont la Grèce, l'Espagne, le Portugal, la Croatie, la Turquie et la France, sont touchés par des feux de forêt particulièrement dévastateurs.

Dans ce contexte, je souhaiterais adresser les questions suivantes au Gouvernement :

1) Une demande d'assistance a-t-elle été formulée par un ou plusieurs pays touchés par ces catastrophes en vue de solliciter l'aide de nos services de secours ?

2) La nouvelle branche de Cargolux, Aquarius Aerial Firefighting, dédiée à la lutte aérienne contre les feux de forêt et disposant de plusieurs avions légers, a-t-elle été sollicitée, et le cas échéant, par quel(s) pays, pour participer à la lutte contre ces incendies ?

3) Depuis leur mise en service, à combien de missions ces avions ont-ils participé et dans quels pays sont-ils intervenus ?

4) Quelles sont les prochaines missions prévues ?

Réponse (05/09/2025) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

L'honorable Député s'enquiert sur d'éventuelles demandes d'assistance aux services de secours luxembourgeois dans le cadre des feux de forêts touchant le sud de l'Europe ainsi que les missions effectuées par la filiale Aquarius Aerial Firefighting de Cargolux.

ad 1) La mi-juin de l'année a marqué le début de la saison des feux de forêts. Depuis lors, le mécanisme de protection civile de l'Union européenne (UCPM) a été activé à neuf reprises pour répondre à des assistances internationales en matière de feux de forêts, à savoir par la Macédoine du Nord, la Bulgarie, la Grèce, la Bosnie-Herzégovine, Chypre et l'Albanie.

Le CGDIS ne dispose pas de module pour combattre les feux de forêt répondant aux exigences du mécanisme européen, de sorte qu'aucune offre n'a été soumise par le Luxembourg au Centre de coordination de la réaction d'urgence (ERCC) de l'Union européenne.

Néanmoins, et considérant le partenariat étroit qui existe depuis de nombreuses années entre les pompiers portugais d'Arganil et les pompiers luxembourgeois d'Echternach, et considérant l'ampleur exceptionnelle des feux de forêts qui ravageaient la région de Coimbra, le directeur général du CGDIS a autorisé la participation d'une section composée de huit pompiers du Centre d'incendie et de secours d'Echternach à des missions de support et de soutien du Corps des sapeurs-pompiers d'Arganil lors de leur séjour à Arganil du 25 au 29 août.

ad 2) Aucune demande d'assistance directe ou indirecte n'a été formulée auprès de Cargolux ou à la filiale Aquarius Aerial Firefighting par les pays susmentionnés, à l'exception de la Turquie.

La pratique dans ce secteur est que les capacités ne sont pas sollicitées lors d'un incendie spécifique mais sont normalement mises en appel d'offres avant chaque saison estivale, soit annuellement, soit pour des périodes pluriannuelles.

Aquarius est actuellement actif en Turquie sous un contrat couvrant toute la saison estivale 2025 pour fournir des services de lutte contre les incendies dans ce pays. Ce contrat a été conclu avant le début de la saison estivale 2025.

ad 3) Aquarius a opéré en Espagne en 2024 et opère actuellement en Turquie pendant la période estivale 2025. Le nombre total de missions effectuées (largages d'eau sur des incendies) en Espagne durant l'été 2024 était de 399 missions avec 3 avions.

Le nombre total de missions effectuées (largages d'eau sur des incendies) en Turquie, du 15 mai 2025 au 12 août 2025, est de 2.239 missions avec d'abord 8, puis 7 avions.

ad 4) Le contrat d'Aquarius se poursuivra en Turquie jusqu'en 2027.

Aides aux ménages en précarité énergétique | Question 2742 (06/08/2025) de **M. David Wagner** | **M. Marc Baum** (déi Lénk)

Depuis 2016 les ménages concernés par la précarité énergétique et détectés par les offices sociaux ont la possibilité de profiter d'un conseil en énergie personnalisé et comportemental de myenergy.

À ce dispositif de conseil s'ajoute une mesure de subvention, financée par le Fonds climat et énergie, pour le remplacement des appareils électroménagers énergivores préalablement identifiés par le conseiller

myenergy. Cette aide financière est plafonnée à 75 % du prix TTC de l'appareil et ne peut dépasser 750 € par appareil.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité et à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Combien de conseils en énergie ont été effectués par année dans le cadre du dispositif depuis l'entrée en vigueur du dispositif en question ?

2) Combien de mesures de remplacement d'appareils électroménagers ont été financées par année par le biais du Fonds climat et énergie depuis la création du dispositif ?

3) Quelles sont les dépenses annuelles pour le Fonds climat et énergie pour le financement des mesures de remplacement d'appareils électroménagers et comment ont-elles évolué depuis l'entrée en vigueur du dispositif ?

Réponse (22/09/2025) de M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) Le Programme « Assistance aux ménages en précarité énergétique » vise un accompagnement spécifique des ménages à faible revenu et en situation de précarité énergétique, c'est-à-dire des ménages qui ne disposent pas suffisamment de moyens pour chauffer leur logement et/ou qui ont des difficultés à payer leurs factures d'électricité, de gaz, d'eau et/ou de chauffage, ainsi que tout autre ménage accompagné par un office social. La démarche repose sur une collaboration étroite du Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité avec le Ministère de l'Économie, le Ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil, Klima-Agence ainsi que les offices sociaux.

Les ménages concernés ont la possibilité de profiter d'un conseil en énergie personnalisé de Klima-Agence (anciennement myenergy) et d'une subvention pour le remplacement d'un ou de plusieurs appareils électroménagers économes et/ou l'acquisition d'un ou de plusieurs nouveaux appareils efficaces (réfrigérateur, congélateur, lave-vaisselle, machine à laver et sèche-linge). Ce service vise à informer et sensibiliser les ménages (sélectionnés par les offices sociaux), ainsi qu'à améliorer leur situation et leur qualité de vie.

La subvention, financée par le Fonds climat et énergie, est plafonnée à 90 % du prix TTC de l'appareil et ne peut dépasser 1.000 euros par appareil. L'office social préfinance les subventions et le Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité assure le remboursement.

Depuis 2016, 621 conseils en énergie ont été réalisés par les collaborateurs de Klima-Agence dans le contexte de ce programme en collaboration avec les offices sociaux ainsi que d'autres acteurs du secteur concerné (répartition : 2016 (6), 2017 (25), 2018 (12), 2019 (17), 2020 (4), 2021 (13), 2022 (12), 2023 (145), 2024 (304) et janvier-août 2025 (83)).

ad 2) Depuis 2016, 145 appareils électroménagers ont été cofinancés dans le cadre du Programme « Assistance aux ménages en précarité énergétique » – dont 39 machines à laver, 31 congélateurs, 30 réfrigérateurs, 28 sèche-linges, 15 lave-vaisselles et 2 réfrigérateurs-congélateurs. Le programme a connu un succès croissant lors des trois dernières années.

Le tableau [†] ci-dessous affiche le nombre d'appareils subventionnés par année :

ad 3) Le tableau [†] ci-dessous visualise les dépenses annuelles (en EUR) du Fonds climat et énergie pour le financement des mesures de remplacement d'appareils électroménagers :

La baisse des dépenses pour les années de 2020 à 2022 était due à la pandémie du Covid-19.

Cofinancements dans le cadre du Fonds pour une transition juste | Question 2743 (06/08/2025) de M. David Wagner | M. Marc Baum (déi Lénk)

L'Union européenne a créé dans le cadre du Mécanisme pour une transition juste un Fonds pour la transition juste (FTJ) dont l'objectif est le cofinancement de projets à hauteur de 50 % pour soutenir les territoires les plus durement touchés par les effets négatifs de la transition vers une économie décarbonée.

Au Luxembourg, le FTJ est mis en œuvre par le biais des programmes FEDER et FSE+, qui disposent chacun d'un objectif spécifique dédié au FTJ. Au niveau du FSE+, cet objectif concerne 11 communes dans la région Sud du Luxembourg.

Une dotation nationale de 9,2 millions d'euros est prévue pour la mise en œuvre du plan territorial de transition juste pour le Luxembourg qui a été approuvé par la Commission européenne en décembre 2022.

Au vu de ce qui précède nous voudrions poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres de l'Aménagement du territoire, de l'Économie et du Travail :

1) Combien de cofinancements de projets spécifiques au FTJ ont été approuvés depuis le lancement dudit fonds ? Quel est le coût total éligible de ces projets et quel est le montant total du cofinancement via le FSE+ et le FEDER ? Messieurs les Ministres peuvent-ils nous fournir une liste de ces projets ?

2) Comment Messieurs les Ministres expliquent-ils le montant très faible prévu dans le budget indicatif pour le quatrième appel à projets FSE+ pour la transition juste (à peine 2 % du budget total) ? Messieurs les Ministres n'estiment-ils pas qu'au vu du défi énorme que représente la transition vers une économie décarbonée, les formations et reconversions professionnelles des personnes salariées notamment de et vers l'artisanat devraient avoir une plus grande priorité dans le financement public de projets dans le cadre du FSE+ ?

Réponse (22/08/2025) de M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | M. Georges Mischo, Ministre du Travail

ad 1) Le programme révisé FSE+ 2021-2027 « Investir dans le futur » dispose d'un axe dédié au Fonds pour une transition juste (FTJ), qui couvre l'objectif spécifique suivant :

« ESO4.13 – Permettre aux régions et aux personnes de faire face aux conséquences sociales, économiques, environnementales et en matière d'emploi, de la transition vers les objectifs de l'Union pour 2030 en matière d'énergie et de climat et vers une économie de l'Union neutre pour le climat d'ici à 2050, sur la base de l'accord de Paris. »

Cet axe est doté d'un budget de 3.911.586 €, dont 50 % (1.955.793 €) proviennent du Fonds pour une transition juste.

À ce jour, neuf projets sont conventionnés, pour un budget total de 3.575.700 €, dont 1.787.850 € à charge du FTJ. Il s'agit des projets suivants : [†]

En ce qui concerne le FTJ, programme FEDER, 4 projets ont fait l'objet d'un conventionnement et seront

cofinancés à hauteur de 50 % du coût total éligible, à savoir : [†]

Le budget disponible total FTJ, part FEDER, est de 7,3 mio EUR et investit dans les objectifs spécifiques suivants :

Objectif spécifique 4.1) : Investir dans le déploiement de technologies ainsi que dans des systèmes et infrastructures pour des énergies propres abordables, y compris des technologies de stockage de l'énergie, et dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre ;

Objectif spécifique 4.2) : Investir dans les énergies renouvelables réalisées conformément à la directive (UE) 2018/2001 du Parlement européen et du Conseil, y compris aux critères de durabilité qui y sont énoncés, et investir dans l'efficacité énergétique, y compris aux fins de réduire la précarité énergétique ;

Objectif spécifique 4.3) : Investir dans la mobilité locale intelligente et durable, y compris la décarbonisation du secteur des transports locaux et de ses infrastructures.

Le FTJ, part FEDER, est géré par le Service de la politique régionale du Ministère de l'Économie.

ad 2) Le montant indicatif mentionné dans l'appel à projets FSE+ pour la transition juste s'élève à 340.000 €.

Ce montant correspond au solde arrondi encore disponible, calculé sur base du budget total alloué à la transition juste (3.911.586 €) diminué des montants déjà conventionnés (3.575.700 €), soit un reste de 335.886 €.

Ce niveau de financement n'est donc pas le reflet d'une priorité politique réduite, mais résulte d'une programmation budgétaire cohérente avec le cadre financier de l'axe et de la vitesse de mise en œuvre des projets déjà sélectionnés.

Il faut également souligner que le cadre de performance du programme FSE+ 2021-2027 « Investir dans le futur », prévoit que 3.260 personnes profitent des formations offertes dans le cadre de ces projets et que plus de 3.000 personnes obtiennent une qualification au terme de leur participation.

Par ailleurs, les efforts en matière de formation, reconversion et perfectionnement des compétences ne se limitent pas à l'axe FTJ. Le programme FSE+ dans son ensemble comporte plusieurs autres priorités stratégiques, telles que :

- l'accès à l'emploi,
- le perfectionnement et l'adaptation des compétences face aux mutations du marché du travail,
- ainsi que le maintien dans l'emploi, notamment pour les personnes touchées par la digitalisation, la transition verte ou les restructurations économiques.

De nombreux projets actuellement financés sous ces autres priorités intègrent déjà des volets liés à la transition écologique, notamment via des parcours de formation vers les métiers de l'artisanat, les technologies durables, ou encore les compétences circulaires, tout en restant dans des catégories budgétaires qui relèvent d'autres objectifs spécifiques du programme.

Formation policière et traitement des agressions LGBTIQ+ | Question 2744 (06/08/2025) de M. Marc Baum (déi Lénk)

Dans le Plan d'action national pour la promotion des droits des personnes lesbiennes, gays, bissexuelles, transgenres et intersexes (ci-après « LGBTIQ+ »), présenté lors de la commission parlementaire du 21

juillet 2025, il est écrit que dans le cadre de la lutte contre les discours de haine on compte « sensibiliser et former les forces de l'ordre sur les crimes de haine », avec un webinaire destiné aux agents et agentes actuels et futurs sur les agressions vécues par les personnes LGBTIQ+.

C'est la seule mesure prévue par ce plan d'action qui concerne les forces de l'ordre. On note néanmoins, à partir des données (malheureusement rares) dont on dispose sur le sujet, que le taux de résidents et de citoyens luxembourgeois qui portent plainte après une agression ou un harcèlement est nettement en dessous de la moyenne européenne.

Ainsi, le rapport ECRI notait que selon une étude de 2019, « 10 % des participants LGBTIQ au Luxembourg ont déclaré avoir subi des agressions physiques ou sexuelles au cours des 12 mois précédant l'enquête en raison de leur appartenance à la communauté LGBTIQ+. Parmi eux, seuls 2 % se sont rendus à la police à la suite de ces agressions (contre une moyenne de 14 % dans l'UE) ». De façon semblable, dans les chiffres que donne le nouveau plan d'action 2025, on voit que selon une étude de 2023 seulement 5 % des personnes LGBTIQ+ se sont adressées à la police pour signaler l'attaque physique ou sexuelle la plus récente qu'ils ont subie (et ce alors que la moyenne s'élève à 11 % au sein de l'Union européenne).

Les raisons derrière cette tendance à ne pas porter plainte chez les citoyens et résidents luxembourgeois ne sont pas connues. Néanmoins, il pourrait y avoir de la part des personnes LGBTIQ+ une peur d'être confrontées à des préjugés négatifs de la part des policiers.

Dès lors, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Qu'est-il fait de façon générale pour former les agents et agentes stagiaires à la lutte contre les agressions basées sur la discrimination et la haine ?

2) Quelles formations reçoivent-ils sur l'accueil à réserver aux victimes d'agression lorsque l'agression est basée sur la haine envers une catégorie de personnes ?

3) Étant donné que la confiance envers la police est essentielle pour que tout membre de notre société se sente en sécurité, comment le Ministère des Affaires intérieures mesure-t-il la confiance qu'accordent les résidents et les citoyens à la police luxembourgeoise ? Monsieur le Ministre a-t-il des données ou des analyses à partager sur ce point ?

4) Le nouveau Plan d'action national LGBTIQ+ présenté le 21 juin 2025 comporte les objectifs suivants : « sensibiliser et former les forces de l'ordre sur les crimes de haine » et « webinaire destiné aux agents actuels et futurs pour les sensibilisations aux thématiques LGBTIQ+ à travers des clips audiovisuels reflétant des situations réelles et vécues des personnes qui sont victimes d'agressions et de violences réellement subies et qui se sont présentées auprès d'un commissariat de police ». Pourriez-vous confirmer que ce webinaire est en train d'être créé et préciser si d'autres initiatives ou formations (discussions, workshops, exercices pratiques, tests...) sont prévues pour former les agents à la lutte contre les agressions motivées par la haine et à l'accueil de ses victimes ?

Réponse (29/08/2025) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

L'honorable Député s'enquiert sur un possible lien de causalité entre le faible nombre de plaintes déposées par des personnes LGBTIQ+ et une peur d'être confrontées à des préjugés négatifs de la part des policiers. Le ministre tient à souligner qu'aucun élément factuel ne permet d'établir un lien de causalité entre

une éventuelle appréhension de la part des personnes LGBTIQ+ à l'égard des forces de l'ordre et une éventuelle réticence à signaler des agressions. Le ministre considère qu'un tel rapprochement est tendancieux et à considérer avec la plus grande prudence au vu du nombre de mesures, de collaborations et d'efforts que la police entreprend, comme articulé dans mes réponses ci-dessous.

ad 1) Concernant spécifiquement la formation professionnelle de base des fonctionnaires de police, la lutte contre les agressions basées sur la discrimination et la haine constitue un axe transversal, plutôt que d'être abordée comme une matière isolée. La lutte contre les agressions basées sur la discrimination et la haine est intégrée dans divers modules énumérés ci-dessous, permettant ainsi une approche globale et contextualisée :

– L'enseignement juridique relatif aux Codes pénal et de procédure pénale est primordial, avec un accent sur les atteintes à l'intégrité physique et morale de toute victime. Les articles 80 et 454 et suivants du Code pénal, définissant les différents types de discrimination, y compris celles fondées sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre, ainsi que le caractère aggravant rattaché à ces discriminations dans le cadre de la consommation de toute autre infraction pénale, sont spécifiquement traités. L'article 457-1 relatif aux discours de haine est également abordé.

– Le module des techniques policières et de sécurité renforce cette sensibilisation par la mise en œuvre de scénarios pratiques axés sur la gestion de conflits, les procédures de fouille et d'interpellation, impliquant des individus de tous horizons, qu'ils soient victimes ou personnes soupçonnées d'avoir participé à une infraction.

– Les cours portant sur les droits de l'homme, les principes constitutionnels, les droits fondamentaux, les libertés publiques, la déontologie policière et la violence domestique contribuent à inculquer des principes de respect, de responsabilité et d'égalité envers toute personne, dont également la communauté LGBTIQ+.

– Des cours dédiés à la violence domestique et à la gestion des conflits portent sur les différents types de violence et apprennent à travers des exercices théoriques et pratiques à identifier une situation conflictuelle et à y réagir de manière adéquate. Les promotions de l'École de police assistent en outre à la projection du film luxembourgeois « Hors d'haine », qui retrace le quotidien d'une femme victime de violences domestiques, en quête d'un hébergement sécurisé.

– Pendant les 12 mois de stage en unités de police (commissariats et unités judiciaires), les stagiaires mettent en pratique ces connaissances et sont sensibilisés encore davantage à la lutte contre toute forme d'agression, sous la supervision de tuteurs qualifiés.

La Police grand-ducale, le Ministère de l'Égalité des genres et de la Diversité (MEGA) et le Ministère de la Justice travaillent ensemble sur un catalogue de formations ayant pour objet la sensibilisation des agents.

De plus, un groupe de travail informel a été mis en place, composé des acteurs ci-dessus et de représentants d'organisations LGBTIQ+, afin d'identifier des pistes supplémentaires de lutte contre le discours de haine en ligne et hors ligne.

ad 2) La formation dispensée à l'École de police comprend également un cours de victimologie qui aborde les enjeux liés à la victimisation, au stalking et aux psycho-traumatismes. Ce cours vise à acquérir des connaissances de base en victimologie, à comprendre

l'impact d'une agression sur une personne et à savoir accompagner une victime dans le cadre d'une intervention ou d'une audition. Les stagiaires sont également sensibilisés à l'impact potentiel de situations traumatisantes sur les policiers en service et sur les personnes impliquées dans une intervention.

Ils sont formés à orienter les victimes vers les services d'aide appropriés au Luxembourg, dont entre autres le Centre national pour victimes de violences, le Service central d'assistance sociale (SCAS) ou le Service d'aide aux victimes (SAAV).

ad 3) Les citoyens ont confiance en la police, comme l'ont montré les récents échanges avec les résidents et commerçants du quartier gare à Luxembourg-ville et le succès de l'initiative „Op e Kaffi mat der Police“.

La police est proche du citoyen et le ministère travaille à plusieurs mesures pour renforcer cette proximité, qui est l'une de mes priorités depuis le début de mon mandat en novembre 2023.

Le ministère a entre autres augmenté le contingent du recrutement de la police de 160 à 200 agents par an. Les effectifs ont été renforcés pour grimper de 3.111 à 3.400 agents et stagiaires policiers et civils entre janvier 2024 et juillet 2025.

L'Unité de police locale est une autre mesure destinée à garantir la proximité avec la police et renforcer la présence sur le terrain. Le ministère renvoie au principe des « 4P » (« méi Personal, méi Präsenz, méi Proximitéit, méi Präventioun ») qui représentent le fil rouge de tous nos efforts.

Les études existantes, comme l'étude LILI²⁵, le rapport ECRI et le Plan d'action national LGBTIQ+ auquel fait référence la présente question parlementaire, sont d'importantes sources d'informations et boussoles pour nos travaux et collaborations.

ad 4) Un premier webinaire (formation digitale) portant sur la lutte contre toute forme de discrimination a été mis en ligne le 14 mai 2025, en collaboration avec le MEGA.

Un second module de formation portant sur la lutte contre les violences domestiques est actuellement en développement, visant une mise en ligne avant la fin de l'année 2025.

Une autre initiative visant à former les agents sont les interventions de l'European LGBT Police Association (EGPA), qui intervient à l'École de police depuis 2022 dans le cadre d'une campagne d'information et de sensibilisation, notamment en matière d'accueil des victimes et de construction d'une relation de confiance. L'EGPA remplit un rôle primordial de porte-parole de la communauté au sein de la police, met à disposition des documentations spécialisées et assure l'accompagnement et le soutien des policiers appartenant eux-mêmes à la communauté LGBTIQ+.

Une partie de la formation est consacrée à l'explication du concept LGBTIQ+ à travers l'analyse d'études de cas concrets, par exemple, le traitement d'un dépôt de plainte impliquant une victime transgenre ou encore la conduite à adopter lors d'une fouille effectuée sur une personne transgenre.

Impact de la cyberattaque contre POST sur la résilience opérationnelle du secteur financier | Question 2745 (06/08/2025) de M. Sven Clement (Piraten)

D'POST-Cyberattack ass net nëmmen eng Bedroung fir déi allgemeng Telekommunikatioun, mee och fir

²⁵ <https://www.lili.lu/wp-content/uploads/2025/07/Rapport-LILI-ok.pdf>

d'Lëtzebuerger Finanzplaz gewiescht. Mam Digital Operational Resilience Act (DORA) an der NIS2-Direktiv sinn nei europäesch Reegelen a Kraaft, déi verschäerft Ufuerderungen un d'operationell Resilienz vun Finanzinstituter stellen. Dës Reglementer verlaangen eng rigouréis Gestiou vum Drëttpartei-Risiken, dorënner och vun Telekommunikationsoperateur.

D'Attack op POST demonstréiert konkret, wéi schnell eng Stéierung bei engem zentrale Service-Provider de ganze Finanzsektor ka beaflossen. Dofir stellen sech fundamental Froen iwwer d'Responsabilitéit tëschent Regulateuren, Finanzinstituter an hiren technesch Dëngschtleescher. D'CSSF muss elo bewäerten, ob déi aktuell Risikogestiou vum de Banken a PSF adäquat ass oder ob zousätzlech Moossnamen néideg sinn.

An deem Zesummenhang wëllt ech dem Minister fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Wéi huet de POST-Ausfall konkret d'operationell Aktivitéit vum de Lëtzebuerger Banken a PSF beaflosst?
2. Hunn d'Finanzinstituter hir DORA-Konformitéitsstrategien op Basis vum dëser Attack iwwerpréift, a wat sinn d'Conclusiounen?
3. Wéi definéiert d'CSSF aktuell d'Responsabilitéit tëschent Finanzinstituter a kriteschen Telekommunikationsoperateur enner NIS2?
4. Gëtt et nei Richtlinn fir Banken a PSF betreffend d'Diversifikatioun vum hiren Telekommunikationspartner?
5. Wéi staark ass d'Lëtzebuerger Finanzplaz vum der POST-Infrastruktur ofhängeg a gouf dës Risiko no der Attack nei bewäert?
6. Huet d'CSSF zousätzlech Stress-Tester oder Resilienz-Evaluatiounen fir Finanzinstituter agefouert no dëser Erfahrung?
7. Wéi koordinéiert d'CSSF sech mat aneren europäesche Regulateuren, fir änlech Vulnerabilitéiten op EU-Niveau ze identifizéieren?

Réponse (08/09/2025) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

ad 1. Entitéiten, déi vum der CSSF iwwerwaacht ginn, sinn dem Gesetz no, virop der europäescher DORA-Reglementatioun („Digital Operational Resilience Act“), an de relevanten CSSF-Circulären, verpflichtet, der CSSF gréisser ICT-Incidente matzedeelen.

Dës Notifikatiounen weisen, datt de POST-Ausfall zu enger temporärer Stéierung vum der Internet-Connectivitéit gefouert huet. Dës huet vereenzelt Ënnerbriechungen a Services a Prozesser bei Finanzentitéiten ausgeléist, z. B. am Onlinebanking.

Déi betrafte Finanzentitéiten hunn am Allgemengen ugin, datt den Impakt op hir Clienten entweder net oder nëmme limitéiert ze spiere war. Dat ass an eenzele Fäll z. B. op eng séier Ëmstellung op alternativ Internet-Provideren zeréckzeféieren.

ad 2. Finanzentitéite si verpflichtet, aus all ICT-Incident déi néideg Lëieren („lessons learned“) ze zéien an ze dokumentéieren, wéi eng Moossnamen ergraff goufen, fir eng Widerhuelung ze verhënneren oder den Impakt am Fall vum engem neie Virfall ze limitéieren. Déi ofschléissend Rapporten vum de concernéierten Entitéiten un d'CSSF stinn nach aus.

Éischt Réckmeldungen un d'CSSF weisen awer, datt verschidden Entitéite geplangt hunn, hir operationell Resilienz duerch aner Internet-Provideren oder d'Zesummenaarbecht mam besteende Provider ze stäerken. D'CSSF bleift a Kontakt mat de concernéierte Finanzentitéite fir sécherzestellen, datt déi néideg Moossnamen ëmgesat ginn.

ad 3. All Finanzentitéit ass selwer responsabel, déi néideg Moossnamen ëmsetzen, fir d'Kontinuitéit vum hire wichtegsten Aktivitéiten och am Fall vum engem kriteschen ICT-Incident sécherzestellen. Falls op en Drëtt-Übder zeréckgegraff gëtt fir Services, déi fir dës Aktivitéiten néideg sinn, muss d'Finanzentitéit sech vergewësseren, datt dësen Drëtt-Übder selwer adequat Kontinuitéitsmoossnamen ëmgesat huet.

Gläichzäiteg mussen d'Finanzentitéiten Ofschwächungsmoossnamen („mitigation measures“) virgesinn, déi bei engem ICT-Incident aktivéiert kënnen ginn, wéi z. B. alternativ Tools oder d'Zeréckgräifen op en alternative Serviceprovider. Am Fall wou den ICT-Incident zu engem Schued féiert, spille gegebenefalls déi kontraktuell Bestëmmungen tëscht den Entitéiten.

D'Fro vum enger méiglecher Responsabilitéit vu kriteschen Telekommunikationsoperateur enner NIS2 opläit net der CSSF.

ad 4. Et gëtt keng explizitt Bestëmmung iwwer d'Diversifikatioun vum Telekommunikationspartner fir Finanzentitéiten. Dat aktuell Reegewierk stellt awer kloer Ufuerderungen un d'Kontinuitéit vum de wichtegste Services an un d'Gestiou vum de Risiken, déi mat der Notzung vum externe Provideren verbonne sinn.

ad 5. D'POST-Infrastruktur ass net nëmme fir de Finanzsektor e wichteg Element. D'Emsatzungsmoossname vum der DORA-Reglementatioun wäerten eng méi präzis Evaluatioun vum der Ofhängegkeet vum Finanzsektor vu bestëmmten ICT-Provideren erlaben. Déi néideg Aarbechte si momentan am Gaang.

ad 6. D'CSSF wäert den Incident an hirer Iwwerwaachungsaktivitéit berücksichtegen.

ad 7. D'CSSF steet a reegelméissegem Austausch mat aneren europäesche Regulateuren an déngt als Kontaktpunkt fir Lëtzebuerg am paneuropäesche Koordinatiounsrumm fir systemesch Cyber-Incidenzen (EU-SCICF) am Finanzsektor.

Cyberattaques contre opérateurs télécoms en Europe | Question 2746 (06/08/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

D'POST-Cyberattack muss am Kontext vum enger Well vu koordinéierten Attacken op europäesch Telekommunikationsoperateur gesi ginn. An de leschte Méint goufen änlech Attacken op verschidde bedeutend Operateur an eisen Nopeschlänner dokumentéiert, dorënner BT, EE a Vodafone a Groussbritannien, Orange a Frankräich a Proximus an der Belsch. Dës weist op eng méiglech systemesch Campagne hin, déi op europäesch Telekommunikationsinfrastrukturen zielt. Dës Entwécklung werft souwuel fundamental Froen iwwer d'national Sécherheet zu Lëtzebuerg op, souwéi och iwwer eise Bäitrag zur europäescher Cyber-Resilienz. Als Member vum der NATO an der EU hu mir eng Responsabilitéit, net nëmme eis eege kritesch Infrastrukturen ze schützen, mee och zur kollektiver Sécherheet bäizedoen. D'Analys vum dësen internationale Muster ass essenziell, fir eis national Cybersécherheitsstrategien unzepassen.

An deem Zesummenhang wëllt ech dem Premierminister an der Ministesch fir Verdeedegung dës Froe stellen:

1. Wéi bewäert d'Regierung de Fakt, datt an engem kuerzen Zäitraum souwuel Operateur zu Lëtzebuerg, a Groussbritannien, a Frankräich an an der Belsch vu Cyberattacke getraff goufen?

2. Gëtt et Indicationen, datt dës Attacke koordinéiert oder vum der selwechter Acteursgrupp duerchgefouert goufen?

3. Wéi eng Informatiounen deelt Lëtzebuerg mat eisen NATO- an EU-Partneren iwwer dës Attacken?

4. Huet d'Regierung e spezifesch Threat Assessment iwwer déi aktuell Cyberbedrounge fir eisen Telekommunikationssektor gemaach?

5. Wéi koordinéiert sech de Service de renseignement mat internationale Partner, fir dës systematesch Bedroungen ze analyséieren?

6. Gëtt et Pläng, fir d'national Cybersécherheitskapazitéiten ze verstärken, wéi zum Beispill d'Schafung vum enger spezialisierter Cyber-Eenheet?

7. Wéi gesäit eise Bäitrag zu europäeschen oder NATO-Cyber-Defense-Initiativen aus?

8. Huet d'Attack op POST eisen nationale Contingency-Plan fir Cyberattacke beaflosst, a gëtt et Updates?

9. Wéi bereet ass Lëtzebuerg fir eng eventuell eskaliert Cyberbedroung, déi méi grouss Dealer vum eiser kritescher Infrastruktur betrëfft?

Réponse (03/09/2025) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre | **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Défense

ad 1. D'Cyberattacke géint Operateur, déi an engem kuerzen Zäitraum a verschiddenen europäesche Länner stattfonnt hunn, illustréieren, datt Operateur eng privilegiéiert Cible fir Ugräifer bleiwen. D'Originen an d'Motivatiounen vum den Ugräifer kënnen ganz ënnerschiddlech sinn a mussen au cas par cas analyséiert ginn. Der Regierung leien aktuell keng Informatiounen vir iwwer e Lien tëschent deenen ernimmten Attacken.

ad 2. Et leien der Regierung aktuell keng Indicationen vir, datt dës Attacke koordinéiert oder vum selwechten Acteur duerchgefouert goufen.

ad 3. Den Haut-Commissariat à la protection nationale (HCPN) steet a reegelméissegem Kontakt mat sengen EU-Partneren. Entsprechend de Prozeduren huet den HCPN iwwer verschidde Kanäl (z. B. „EU CSIRTs Network“ an „EU Cyber Crisis Liaison Organisation Network“) souwuel multilateral ewéi bilateral Informatiounen gedeelt.

Duerch déi lafend Ermëttlung vum der Police ass et net méiglech, méi Detailler ze ginn.

Well d'Analysen nach net ofgeschloss sinn, goufen op Säite vum der Defense bis elo keng Informatiounen mat NATO- an EU-Partner gedeelt.

ad 4. Als Follow-up vum „Nevers Call“ huet Lëtzebuerg am EU-Kader an als Member vum „Groupe de coopération NIS“ un enger Evaluatioun vum de Menaces (Threats), Vulnerabilitéiten a Risike fir europäesch Kommunikationsinfrastruktur a Reseauen deelgeholl. D'Resultater vum dëser Evaluatioun huet d'EU-Kommissioun am Februar 2024 publizéiert²⁶.

Den Institut luxembourgeois de régulation (ILR) deelt reegelméisseg Informatiounen iwwer aktuell Menaces a Risike mat den Telekommunikationsoperateur, déi vum hinne superviséiert ginn.

Operateur, déi eng Kontroll iwwer d'Signaliwwerdroung an hire Reseauen ausüben, mussen reegelméisseg eng Risikoanalys un den ILR schécken, an där verschidde Menaces, Vulnerabilitéiten a Risike consideréiert an evaluéiert ginn.

²⁶ <https://digital-strategy.ec.europa.eu/en/library/report-cybersecurity-and-resiliency-eu-communications-infrastructures-and-networks>

Technesch Informatiounen zu den aktuelle Menacé kënnen awer och direkt tëscht den Operateuren a CSIRTen iwwer d'Plattform „MISP“ (Malware Information Sharing Plattform) ausgetosch ginn.

ad 5. Am Kader vu senge Missioun kooperéiert de Service de renseignement op enger permanenter Basis mat sengen internationale Partner, fir dës systematesch Bedroungen ze analyséieren. Dës Echan- gen ënnert Experte fannen esouwuel op bilateraler wéi multilateraler Ebene statt.

ad 6. De „Plan gouvernemental de gestion de crise cybernétique et numérique“, deen sech op Cyber- incidenten a -menacen, awer och generell op all Typ vu Sécherheitsincidenten am digitale Beräich bezitt, definéiert de Kader fir d'Krisegestioun an deem Beräich. Dës Plang ass 2025 vun de staatlechen Experten iwwerschaaft an erweidert ginn a gëtt zäitno dem Regierungsrat ënnerbreet.

Donieft huet d'Regierung 2024 e Konzept ausge- schafft, fir eng national Cyberreserv opzestellen. D'Ëmsetzungsméiglechkeete vun esou enger natio- naler Cyberreserv wäert d'Regierung am Kader vum Aktionsplang zur nationaler Resilienzstrategie eva- luéieren.

Aktuell huet Lëtzebuerg d'Méiglechkeet, op d'EU- Cyberreserv zeréckzegräifen, am Fall wou eis national Kapazitéiten net géifen duergoen oder héich spezia- liséiert Fachkenntnesser néideg wäeren, fir d'Situa- tioun ze geréieren. Dëst ass e spezialiséierte Service, dee vun der ENISA, der Europäescher Agence fir Cybersécherheet, geréiert gëtt, dëst am Kader vum EU Cyber Solidarity Act. De Recours op dës Reserve- kapazitéit gëtt iwwer den HCPN am Kader vum Plan gouvernemental de gestion de crise cybernétique et numérique organiséiert.

Opsäite vun der Defense ginn duerch d'Ëmsetzung vun hirer Cyberdefense-Strategie Cybersécherheits- kapazitéiten entwéckelt, déi och national agesat ginn:

– d'Cyber Range, eng virtuell Trainingsplattform, déi ënner anere benotzt gëtt fir d'Weiterbildung vu Cybersécherheetsexperten. Dës Plattform steet och de kriteschen Infrastrukturen zur Verfügung fir d'Trainéieren vun hiren Experten.

– den Opbau vun engem Defence Security Operation Centre (DSOC), dee spezifesch d'IT-Sécherheet vun den Netzwierker a Kapazitéite vun der Defense iwwer- waacht a reagéiert am Fall vun engem Virfall. Een In- formatiounsaustausch mat de relevanten nationalen Acteuren ass och eng vun den Aufgabe vum DSOC.

ad 7. Lëtzebuerg ass souwuel op europäeschem wéi och op NATO-Niveau u verschidde Cyberdefense- Initiative bedeelegt.

Op NATO-Niveau ass Lëtzebuerg Deel vum NATO Cooperative Cyber Defence Centre of Excellence (CCDCOE), deen eng interdisziplinär Expertis an de Beräicher vun der Recherche, Training an Exercicen huet. An deem Kontext mécht Lëtzebuerg säit 2021 beim Cyberexercice Locked Shields mat. Locked Shields ass dee weltwäit gréissten a komplexste mul- tinationale Cyberexercice. D'Lëtzeburger Defense invitéiert och ëmmer Cyberexpertinnen, déi fir kri- tesch Infrastrukturen zoustänneg sinn, an Expertinne vun anere Lëtzeburger Entrepreneuren, fir bei deem Exercice matzemaachen. Lëtzebuerg ass a sëllegen Aarbechtsgruppe vertruend a bedeelegt sech zum Beispill un der Weiterentwicklung a Support fir d'NATO Malware Information Sharing Plattform, déi ee séiert Deele vun technesch Informatiounen zu Malware tëschent den Alliierten erméiglecht.

Op EU-Niveau ass Lëtzebuerg Deel vu Projeten, déi op Säite vun der European Defence Agency ausgeschafft ginn. Beispiller vun esou Projete sinn:

– EU milCERT Operational Network (MICNET), ee Pro- jet, fir d'Kommunikatioun an den Informatiounsaus- tausch tëschent de milCERTen²⁷ auszebauen.

– Cyber Defence Exercises (CyDef-X), eng Initiativ, fir d'Koordinatioun vu Cyberexercicen op EU-Niveau besser ze koordinéieren a spezifesch Exercicen ausze- schaffen.

– PESCO²⁸-Projeten am Beräich Cyber: Lëtzebuerg ass u verschidde PESCO-Projekte bedeelegt oder mécht de Suivi dovun, sou zum Beispill bei de Projete Cyber Ran- ges Federations, Cyber Threats and Incident Response Information Sharing Platform (CTIRISP) a Cyber and Information Domain Coordination Center (CIDCC).

ad 8. De „Plan gouvernemental de gestion de crise cybernétique et numérique“ gëtt generell lafend entsprechend de Lektionen aus de rezenten Aktiva- tiounen vum Plang aktualiséiert.

Entspreechend dem Erfahrungsréckbléck zum Inci- dent bei POST ass den HCPN chargéiert, dem Regie- rungsrat zäitno Propositionen ze ënnerbreeten, fir d'Resilienz vun den nationalen ziville Kommunika- tiounsinfrastrukturen ze verbesseren.

ad 9. Am Fall vun enger eskaléierter Cyberbedroung op Deeler vun eiser kritescher Infrastruktur ka Lëtze- buerg op zousätzlech spezialiséiert Kapazitéite vun der EU Cyber Reserve zeréckzegräifen (cf. Äntwert op d'Fro 6). Donieft ass den HCPN an den europäesche Reseauen „EU CSIRTs Network“ an „European Cyber Crisis Liaison Organisation Network“ permanent engagéiert fir den Echange vun technesch an takteschen Elementer iwwer Cybermenacen a Cyber- attacken, a fir d'operationell Koordinatioun um euro- päeschen Niveau vun der Analys an der Gestiou vun enger Cyberattack mat transnationalem Charakter.

Usage éventuel de services Palantir par l'État luxembourgeois | Question 2747 (06/08/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An de leschte Joren huet d'amerikanesch Technologie- firma Palantir Technologies verstärkt Kontrakter mat europäesche Regierungen ofgeschloss fir Datenana- lyses- an Iwwerwaachungsservicer. Dës Entwécklung huet zu intensiven Diskussiounen iwwer Dateschutz, Souveränitéit an d'Transparenz vun öffentleche Kontrakter mat auslänneschen Tech-Gigante gefouert. Verschidden EU-Länner hu scho Kollaboratiounen mat Palantir ageallt, besonnesch am Beräich vun der Policearbecht, Migratiounsiwwerwaachung an natio- naler Sécherheet.

Am Kontext vun der aktueller europäescher Debatt iwwer digital Souveränitéit an d'Noutwendegkeet fir transparent ze sinn, wat d'Benotzung vun auslänne- schen Datenanalyseservicer ugeet, ass et wichteg ze wëssen, ob an a wéi engem Ëmfang Lëtzebuerg mat sou Entrepreneuren zesummeschaaft. Dëst betrëfft net nëmmen Aspekter vum Dateschutz, mee och d'Fro no der demokratescher Kontroll iwwer sensibel Informati- onen, déi vum Staat gesammelt ginn.

An deem Zesummenhang wëllt ech dem Här Minister fir den Interieur dës Froe stellen:

1. Gëtt et tëscht der Lëtzeburger Regierung oder hire Ministären aktuell Kontrakter mat der Firma Palantir Technologies fir Datenanalys, Iwwerwa- achung oder aner Servicer? Falls jo, zu wéi enge Ministären oder Verwaltungseinheiten existéieren dës Kontrakter, a wat sinn hir Haaptobjektiver?

2. Wéi eng Daten oder Informatiounen ginn u Palantir iwwerdroen, a wou ginn dës Date stockéiert a ver- schafft?

3. Wéi eng Kontrollmechanisme sinn en place fir ze garantéieren, datt d'Benotzung vun dëse Servicer mat de lëtzebuergeschen Dateschutzgesetzter konform ass?

4. Gouf eng Impaktanalys gemaach, wat d'Ofhängeg- keet vun auslänneschen Datenanalysefirmen ugeet?

5. Wéi vill kaschten dës Servicer de lëtzebuergesche Staat, a wéi ginn dës Ausgaben am Budget opge- fouert?

6. Gëtt et Alternativpläng, fir dës Servicer duerch europäesch oder national Léisungen ze ersetzen oder ganz ofzeschaffen?

Réponse (04/09/2025) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre | **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

D'Lëtzeburger Regierung huet aktuell keng Kontrak- ter mat der Firma Palantir Technologies.

Encadrement légal des connexions VPN au Luxembourg | Question 2748 (06/08/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Hei am Land si legislativ Projete geplangt, déi, sief et duerch d'Sammele vun Donnéeën oder de méig- lichen Asaz vun Trojaner, duerch VPN-Verbindunge kéinten erschwiért ginn. Besonnesch wann et ëm Iwwerwaachunge geet, stellen sech vill Bierger d'Fro wéi se kënnen anonym bleiwen an hir digital Aktivi- téiten ouni Iwwerwaachung duerchféieren. Natier- lech gräift de Prinzip vun enger VPN-Verbindung awer vill méi wäit, souwuel op privatem wéi och op professionellem Niveau. An deem Kontext stellt sech d'Fro zu méigleche gesetzlechen Aschränkunge vun esou Verbindungen, wéi et a Länner wéi China, Brasilien an och der Türkei schonns de Fall ass.

An deem Zesummenhang wëllt ech der Ministesch fir Digitalisatioun dës Fro stellen:

– Gëtt et, sief et zum Beispill am Kader vum Jugend- schutz oder vun der Cybersécherheet, Iwwerleeun- gen, an der aktueller Legislaturperiod den Asaz vu VPN-Verbindunge gesetzlech anzëschränken oder ze verbidden?

Réponse (02/09/2025) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, char- gée des Médias et de la Connectivité

D'Benotzung vun engem VPN ass zu Lëtzebuerg legal, an et ass aktuell net geplangt, dës Notzung gesetz- lech ze verbidden. De VPN kann a verschidde Fäll avantagéis sinn, fir d'Cybersécherheet an d'Privat- sphär ze schützen. Et ass awer wichteg ze betounen, dass d'Benotzung vun engem VPN kee juristesche Schutz géint illegal Aktivitéite bitt: all illegal Hand- lung, déi iwwer e VPN ausgefouert gëtt – wéi zum Beispill Verstéiss géint d'Dateschutzgesetzgebung oder d'Propriété intellectuelle – bleift strofbar am Aklang mat der geltender Legislatioun.

Prime d'amélioration pour un assainissement énergétique | Question 2749 (06/08/2025) de **M. David Wagner** (déi Lénk)

La législation sur les aides individuelles dans le domaine du logement prévoit une prime d'amélio- ration pour assainissement énergétique en cas de réalisation de travaux visés aux articles 4 ou 5 de la loi modifiée du 23 décembre 2016 instituant un régime

²⁷ MILCERT – Computer Emergency Response Team, déi zoustänneg si fir d'Behandele vu Cybersécherheitsvorfälle op militäreschen IT- Kapazitéiten

²⁸ Permanent Structured Cooperation (PESCO) huet als Zil, d'Ko- operation am Defense-Beräich tëschent den EU-Memberstaaten ze verdéieren.

d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables. Cette prime est soumise à certaines conditions dont celles en matière de revenu des communautés domestiques.

Le montant de la prime correspond à un pourcentage du montant de l'aide financière accordée pour les travaux réalisés et visés aux articles 4 et 5 de la loi modifiée du 23 décembre 2016 et varie en fonction du revenu et de la composition de la communauté domestique.

Le montant maximal de la prime d'amélioration pour assainissement énergétique a été graduellement augmenté et a finalement été porté de 40 % à 100 % du montant de l'aide accordée (hors TVA) sous le régime de la loi modifiée du 23 décembre 2016 avec l'entrée en vigueur de la loi sur les aides individuelles en 2023 (avec application rétroactive au 1^{er} janvier 2022).

Partant je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement :

1) Combien de demandes en obtention d'une prime d'amélioration pour un assainissement énergétique ont été réceptionnées par vos services chaque année depuis 2020 et jusqu'en juin 2025 ?

2) Combien de primes pour un assainissement énergétique ont été liquidées par vos services chaque année depuis 2020 et jusqu'en juin 2025 ?

3) Combien de temps s'écoule en moyenne entre la réception d'une demande et la liquidation de la prime ?

4) Monsieur le Ministre peut-il me fournir un tableau reprenant le nombre de demandes pour une prime d'amélioration pour un assainissement énergétique en fonction des différentes catégories de revenu (par exemple en déciles) des communautés domestiques ainsi que le nombre de demandes liquidées par catégorie de revenu ?

5) Monsieur le Ministre peut-il également me fournir un tableau reprenant le nombre de primes liquidées ventilées en fonction du niveau de la prime, par exemple par tranches de 20 % (0-20 %, ..., 80-100 %) ?

6) Quel est le montant total des primes d'amélioration pour un assainissement énergétique liquidées pour chaque année depuis 2020 et jusqu'en juin 2025 ?

Réponse (28/08/2025) de **M. Claude Meisch**, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

Tout d'abord, il faut rappeler que la prime d'amélioration pour assainissement énergétique n'a été introduite qu'en septembre 2023 (loi modifiée du 7 août 2023 relative aux aides individuelles au logement).

Depuis l'introduction de cette aide en 2023 et juillet 2025, 90 demandes en obtention d'une prime d'amélioration pour assainissement énergétique ont été introduites. [†]

Sur cette même période, 6 primes ont été liquidées pour un montant total de 61.312,95 euros et le délai entre l'introduction de la demande et la liquidation de l'aide est en moyenne de 154 jours. [†]

À cet égard il convient de rappeler que la prime d'amélioration pour assainissement énergétique est calculée non seulement en fonction du revenu et de la composition domestique du demandeur, mais aussi en fonction du montant de l'aide financière Klimabonus octroyée par le Ministre ayant l'environnement dans ses attributions.

Ainsi, la majorité des demandes en obtention d'une prime d'amélioration pour assainissement énergétique n'a pas encore pu être finalisée comme le service en charge de traiter ces demandes est encore en attente de la preuve d'octroi de l'aide financière Klimabonus.

Comme le nombre de primes liquidées est réduit jusqu'à présent, Monsieur le Député peut consulter dans le tableau [†] ci-dessous les détails sur les dossiers concernés. À noter que ces données ne peuvent pas être fournis pour les dossiers non encore finalisés.

Quant au revenu des communautés domestiques ayant pu bénéficier jusqu'à présent d'une prime d'amélioration pour assainissement énergétique, le revenu moyen de 7.741,92 euros au nombre indice 100 correspond approximativement à un revenu net annuel moyen de 73.100 euros.

Aides environnementales dans le domaine du logement | Question 2750 (06/08/2025) de M. David Wagner (déi Lénk)

La loi concernant la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement prévoit un certain nombre d'aides aux ménages qui décident d'investir dans l'installation d'une centrale photovoltaïque, dans le remplacement du chauffage ou l'assainissement énergétique de leur logement.

Ce régime d'aides a connu plusieurs adaptations au fil des années susceptibles d'influencer son attractivité. De plus, des évolutions externes au régime telles l'introduction et les augmentations annuelles de la taxe carbone et l'augmentation des prix de l'énergie suite à l'attaque russe contre l'Ukraine en 2022 ont potentiellement eu un impact sur le recours aux différentes primes par les ménages.

Partant je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Combien de demandes en obtention d'une aide dans le cadre du régime susmentionné ont été traitées par vos services chaque année depuis 2020 jusqu'en juin 2025 pour les trois types d'investissements suivants :

- Assainissement énergétique durable
- Installation solaire

- photovoltaïque
- thermique
- Installation du chauffage
- pompe à chaleur, pompe à chaleur hybride ou installation hybride avec pompe à chaleur
- chaudière à bois et un filtre à particules
- réseau de chaleur et raccordement à un réseau de chaleur ?

2) Combien de ces demandes ont été liquidées par vos services chaque année depuis 2020 jusqu'en juin 2025 pour les trois types d'investissements susmentionnés ?

3) Combien des demandes d'aide (ventilées par année) liquidées par vos services pour l'installation d'un chauffage ont concerné le remplacement d'une chaudière alimentée au combustible fossile existante ou d'un chauffage électrique existant ?

4) Quel est le montant des aides liquidées par vos services pour chaque année depuis 2020 pour chacune des trois catégories d'investissements éligibles ainsi que pour le remplacement de chaudières alimentées au combustible fossile existantes ou de chauffages électriques ?

Réponse (16/09/2025) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) L'ensemble des demandes en vue d'une aide financière traitées comprennent les dossiers pour lesquels un paiement a été effectué ou est en cours, les dossiers refusés tout comme ceux qui doivent encore être complétés par le requérant.

Les détails sont exposés ci-dessous : [†]

ad 2) L'ensemble des demandes en vue d'une aide financière liquidées comprennent les dossiers pour lesquels un paiement a été effectué ou est en cours.

Les détails sont exposés ci-dessous : [†]

ad 3) Tableau [†]

ad 4) Montant de demandes d'aide liquidées pour chacune des trois catégories d'investissements éligibles : [†]

Montant de demandes d'aide liquidées pour l'installation d'un chauffage avec remplacement de chaudières alimentées au combustible fossile existantes ou de chauffages électriques : [†]

Il y a toutefois lieu de remarquer que ce n'est qu'à la suite d'une modification de la réglementation mi-2020 qu'un bonus financier dans le cas du remplacement d'une chaudière existante combiné à une amélioration de la performance énergétique du système de chauffage, ou du remplacement d'un chauffage électrique existant a été introduit. Les toutes premières demandes de subside concernant des projets réalisés conformément aux dispositions du « règlement grand-ducal du 20 juin 2020 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 23 décembre 2016 fixant les mesures d'exécution de la loi du 23 décembre 2016 instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement » n'ont été introduites qu'en 2021. Pour les projets planifiés et réalisés conformément aux dispositions antérieures, pour lesquels un tel bonus n'est pas accordé, l'Administration de l'environnement n'a pas recensé le type de chaudière qui a été remplacée. Ceci explique les chiffres repris dans les tableaux ci-dessus.

Garantie et subvention d'intérêt pour prêts climatiques | Question 2751 (06/08/2025) de M. David Wagner (déi Lénk)

La législation sur les aides individuelles dans le domaine du logement prévoit des aides sous formes de garantie d'État et de subventions d'intérêt pour des prêts climatiques contractés pour financer la réalisation de travaux visés aux articles 4 ou 5 de la loi modifiée du 23 décembre 2016 instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables. Cette prime est soumise à certaines conditions dont celles en matière de revenu des communautés domestiques.

Ce régime d'aides a connu certaines adaptations dans le passé notamment à travers la loi du 8 juin 2022 relative aux prêts climatiques avec la suppression du « prêt climatique à taux zéro » et l'introduction d'une formule unique dénommée « subvention d'intérêt pour prêt climatique ». Cette subvention d'intérêt – dont le taux est limité à 1,5 % sans qu'il puisse dépasser le taux effectif du prêt – ainsi que la garantie d'État pour un prêt climatique – dont le montant est plafonné à 100.000 € – sont depuis accessibles à tous les ménages indépendamment de leurs revenus.

Partant je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement :



1) Combien de demandes pour une garantie d'État et/ou pour une subvention d'intérêt pour prêts climatiques ont été réceptionnées par vos services chaque année à compter de l'entrée en vigueur de la loi du 8 juin 2022 et jusqu'en juin 2025 ?

2) Combien de garanties respectivement de subventions d'intérêt ont été accordées par vos services chaque année à compter de l'entrée en vigueur de la loi du 8 juin 2022 et jusqu'en juin 2025 ?

3) Combien de prêts climatiques sont actuellement garantis par l'État et comment ce chiffre a-t-il évolué depuis la création du dispositif des prêts climatiques en 2016 et jusqu'en juin 2025 ?

4) Comment le montant total des dépenses annuelles liées au financement des subventions d'intérêt a-t-il évolué depuis la création du dispositif des prêts climatiques en 2016 et jusqu'en juin 2025 ?

Réponse (28/08/2025) de **M. Claude Meisch**, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

Entre 2022 et juillet 2025, 218 demandes en obtention d'une subvention d'intérêt pour prêts climatiques ont été introduites. ↑

Quant à la garantie de l'État pour prêts climatiques, 5 demandes d'un prêt climatique à taux zéro introduites avant juillet 2022 et tombant encore dans le champ d'application de la loi du 23 décembre 2016 relative à un régime d'aides à des prêts climatiques ont connu une suite favorable. Ces prêts sont d'office garantis par l'État conformément aux dispositions y relatives prévues par la loi de 2016.

En revanche, avec l'entrée en vigueur de la loi du 8 juin 2022 relative aux aides à des prêts climatiques (ayant abrogé la loi de 2016) et par la suite l'entrée en vigueur de la loi modifiée du 7 août 2023 relative aux aides individuelles au logement, la législation prévoit la conclusion préalable d'une convention entre l'État et l'établissement de crédit dans le cadre du dispositif de la garantie étatique pour prêts climatiques. Or, à ce jour, aucun institut financier n'a marqué son intérêt pour signer ladite convention et par conséquent aucune garantie de l'État pour prêt climatique n'a encore été accordée depuis juillet 2022.

En ce qui concerne le nombre de subventions accordées, un total de 11.842 paiements d'une subvention d'intérêt pour prêts climatiques ont été effectués entre 2022 et juillet 2025, concernant 1.023 dossiers.

À noter que ce chiffre comprend aussi les paiements concernant des demandes introduites encore sous l'ancienne législation de 2016 pour un prêt climatique à taux réduit comme ce dispositif a été transposé dans la loi de 2022 (puis dans la loi de 2023 relative aux aides individuelles au logement). ↑

Pour ce qui concerne finalement les dépenses budgétaires, un total de 994.779,88 euros a été liquidé entre 2017 (introduction du dispositif des prêts climatiques) et juillet 2025. ↑

Influence chinoise sur des secteurs économiques luxembourgeois | Question **2752** (07/08/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

„L'essentiel“ informéiert, dass d'Firma Circuit Foil mat Sëtz zu Wooltz wäert vun enger chinesescher Firma iwwerholl ginn. Zwou Informatiounen sinn heibäi interessant ervirzeisträichen:

„spécialisée dans la fabrication de feuilles de cuivre ultra-fines, utilisées dans les circuits imprimés, un enjeu particulièrement stratégique au niveau mondial,

notamment dans le contexte de l'accélération de l'intelligence artificielle. [...] L'entreprise basée dans le nord du Luxembourg avait toutefois connu des difficultés ces dernières années, en raison de la crise des prix de l'énergie et de la concurrence asiatique.“

Wéi schonn a menger Fro N° 2244 belicht, ass den Afloss vu China op Lëtzebuerg kritikabel. Strategiegesch wichteg Firmen, wéi zum Beispill Enovos oder Cargolux, wou och de Staat Aktionär ass, hunn an der Vergaangenheet Undeeler u chineseschen Investoren verkaf. Den Ex-Botschafter vun den USA zu Lëtzebuerg hat dëst och an engem „Wort“-Artikel vum 17. Abrëll 2025 kritiséiert: „Dies ist eines der Hauptprobleme, mit denen wir in unserer Botschaft in Luxemburg konfrontiert waren: die chinesischen Investitionen in Luxemburg und die wirtschaftlichen Beziehungen zwischen den beiden Ländern.“

Den Ausseminister hat a senger Äntwert op dës Fro wësse geden, „datt den Aussenhandel vu Lëtzebuerg op Initiativ vun de lëtzebuergesche Betriber stattfënt an d'Regierung d'Betriber bei hire Schrëtt ënnerstëtzt a begleet“. De Premierminister hat a senger Ried zur Lag vun der Natioun awer och wësse geden, dass d'Regierung massiv wéilt a KI investéieren.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Wirtschaft a fir Energie dës Fro stellen:

1. Wäert de Lëtzebuurger Staat de chineseschen Investoren d'Firma Circuit Foil iwwerloossen oder ass geplangt, fir Undeeler un dëser Strategiegesch interessanter Firma am Beräich KI ze iwwerhuelen?

2. Wéi wäert d'Regierung an Zukunft verënnern, dass lëtzebuergesche Firmen opgrond vun den Energiepräisser a finanziell Problemer kommen?

3. D'Regierung hat virun der Sommervakanz ugekënnegt, dass de Staat 150 Milliounen d'Joer wäert finanzéieren, fir d'Netzkäschten ze iwwerhuelen. Wéi wäert sech dat bis d'nächst Joer op d'Rechnungen vun de Betriber auswirken?

Aneschtens gefrot: Wäerten d'Stroumpäisser do duerch spierbar erofgoen? Falls jo, kann d'Regierung do Beispiller ginn?

Réponse (10/09/2025) de **M. Lex Delles**, Ministere de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. Circuit Foil ass eng privat Firma, déi haut dem südkoreaneschen Investitionsfond Skylake Equity Partners gehéiert. Dëse Fond huet e Prozess engagéiert, fir Circuit Foil ze verkafen.

Ier eng definitiv Transaktioun fir d'Firma Circuit Foil zustane komme kann, hunn d'Acteuren d'Veantwortung, follgend national an europäesch Gesetzgebungen anzehalen: (i) de Screeningmechanismus fir auslännesch Direktinvestitiounen an (ii) d'europäesch Reguléierung iwwer auslännesch Subventiounen, déi den interne Maart verzerre kënnen. Et applizéieren sech och nach d'europäesch Reguléierung iwwer Hallefleeder, an eventuell eng Exportkontroll vun de Produkter.

An dëser Phas vum Prozess, besteet d'Roll vum Staat doranner, déi genannte Gesetzgebungen ze applizéieren.

ad 2. Duerch eng gutt Integratioun an den europäesche Bannemarché an eng favorabel Besteuerung, sinn d'Stroumpäisser zu Lëtzebuerg kompetitiv. Ab 2026 profitéieren, mat der Netzkäschtenhëllef an Héicht vun 150 Milliounen Euro, souwuel d'Haushalter wéi d'Betriber vun engem méi gënschtege Stroumpäis. Déi verschidde Bähëllef fir Betriber vum Wirtschaftsministère fir Investissementer an d'Decarbonatioun an an erneierbar Energien

ënnerstëtzen doriwwer eraus d'Entreprises, fir méi onofhängeg vun den Energiepräisentwécklungen ze ginn.

Insgesamt si raisonnabel Energiepräisser vun zentraler Bedeitung fir d'Kompetitivitéit an d'Stabilitéit vun der Lëtzebuurger Wirtschaft, se stellen eng Viraussetzung fir eng gerecht an nohalteg Energietransitioun duer. Et sief drop higewisen, dass all Betrib selwer fir säin Energieakaf zoustänneg ass.

ad 3. De genauen Impakt vun der Netzkäschtenhëllef fir d'Joer 2026 kann eréischt am Hierscht präzis bewäert ginn, nodeems déi reglementaresch Prozedur fir d'Festlee vum den Tariffer ofgeschloss ass. Den aktuell disponibelen Donnéeën no, ass dervun auszegoen, dass de Stroumpäis am Joer 2026 fir all Konsumente wäert erofgoen.

Well d'Tariffer fir d'Netznotzung – jee no Situatioun – tëschent 15 % a 50 % vum integréierte Stroumpäis ausmaachen, huet hir Reduktioun e substanzialen Afloss op de finale Käschtepunkt vum Stroum.

Fusion « Nordstadfusion » | Question **2753** (07/08/2025) de **M. André Bauler** (DP)

Den Nordstadprozess leeft elo schonn zanter iwwer 20 Joer. Bis ewell ass et awer nach net zu enger Fusion komm, obwuel et mëttlerweil eng ganz Rei Formen vum Zesummenaarbecht gëtt.

An deem Kader wollt ech dem Här Inneminister follgend Fro stellen:

1. Wéi vill Gelder si staatléchersäits an den Nordstadprozess zanter 2015 gefloss?

2. Wou gesäit den Här Minister kloer d'Virdeeler vun enger Fusion?

3. Wéi héich wier d'Dotatioun vum Staat, wann déi véier Gemengen géife fusionéieren? Wéi héich ass déi gesamt Dotatioun ouni Fusion?

4. Wat fir konkret gemeinsam Projeten, déi an Zukunft realiséiert solle ginn, hunn déi véier reschtlech Nordstad-Gemengen a Gespréicher mam Inneministère ugeschwat, oder ugekënnegt?

5. Sollt de Fusionsprozess scheitern, ass den Här Minister da gewëllt, fir déi betraffe Gemengen zur Zweek-Fusioun ze beweegen?

Réponse (29/08/2025) de **M. Léon Gloden**, Ministere des Affaires intérieures

ad 1. Vun 2015 bis haut ass vum Inneministère keng direkt staatléch finanziell Ënnerstëtzung an den Nordstadprozess gefloss.

An deem Kontext ass et awer wichteg ervirzehiewen, dass déi viregt Regierung de „Programme directeur d'aménagement du territoire“ (PDAT) am Regierungsrot vum 21. Juni 2023 arrétéiert an domat decidéiert hat, dass ë. a. d'Nordstad sollt CDA d'importance nationale ginn. Am PDAT steet op S. 164 geschriwwen: „L'espace d'action de la Nordstad identifié par le PDAT comprend les communes de Bourscheid, Colmar-Berg, Feulen, Nommern et Tandel ainsi que les cinq communes de la Nordstad ayant entamé le processus de fusion communale et avec lesquelles une vision territoriale a été élaborée. Cet espace d'action comprend le Centre de développement et d'attraction (CDA) d'importance nationale Nordstad (Ettelbruck – Erpeldange-sur-Sûre – Diekirch).“

Op där Basis hunn ech Mëtt lescht Joer d'Decisioun geholl, dass d'CDA-Gemengen Dikrech, Ettelbréck an Ierpeldeng am Kader vun der staatlécher Dotatioun (FDGC) zesumme 25 Prozent finanziell Ënnerstëtzung

zousätzlech solle kréien. Duerch de Vott vum Staatsbudget 2025 (Loi du 20 décembre 2024 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État fir den Exercice 2025) ass déi Decisioun effektiv ginn.

Heidrënner den entsprecheenden Artikel aus dem Budgetgesetz:

„Art. 25. Modification de la loi modifiée du 14 décembre 2016 portant création d'un Fonds de dotation globale des communes

L'article 3, paragraphe 2, point 2, lettre a), sous-point i), de la loi modifiée du 14 décembre 2016 portant création d'un Fonds de dotation globale des communes prend la teneur suivante :

i) Quant aux critères d'aménagement du territoire, la population de la ville de Luxembourg est augmentée à raison de 45 pour cent, celle de la ville d'Esch-sur-Alzette à raison de 25 pour cent, celles des villes de Diekirch et d'Etzelbruck à raison de 10 pour cent et celles des villes de Differdange, de Dudelange, d'Echternach, de Grevenmacher, de Remich, de Vianden et de Wiltz, de même que celle des communes de Clervaux, d'Erpeldange-sur-Sûre, de Junglinster, de Mersch, de Mondorf-les-Bains, de Redange-sur-Attert et de Steinfort à raison de 5 pour cent.“²⁹

ad 2. Wéi am Koalitionsaccord virgesinn, wäert ech Gemeindefusiounen de façon générale och an Zukunft weider ënnerstëtzen:

„Le Gouvernement maintiendra son soutien aux fusions de communes qui expriment le désir de s'associer. Ces regroupements se font exclusivement avec le consentement des citoyens concernés, exprimé par référendum. Dans cet ordre d'idées, le Gouvernement entend faciliter les démarches participatives pour favoriser la prise en compte des idées, préoccupations et souhaits des habitants. Le Gouvernement s'engage à accroître les aides financières de l'État pour faciliter ces processus de fusion. [...]“

Déi generell Approche dobäi ass a bleift, dass de Fusiounswëlle vu bann muss kommen, aus der Gemeng selwer. Wann de Wëlle fir eng Fusioun bei zwou oder méi Gemengen do ass, gëtt de Fusiounsprozess vu mengem Ministère begleet an ënnerstëtzt.

Eng wichteg Roll dobäi spillt den Experte-Grupp, fir Gemeindefusiounen ze begleeten, deen de Regierungsrot de 14. Februar 2025 an d'Liewe geruff huet, nozeliesen am Résumé des travaux du 14 février 2025 op gouvernement.lu: „Afin d'épauler les communes intéressées par une fusion, le Conseil a décidé de créer une 'cellule indépendante – fusions communales' afin de leur fournir des conseils en matière technique, financière, administrative et juridique.“ Dës Cellule indépendante fusions communales (CIFIC) besteet aus fréieren an aktive Gemeindepolitiker souwéi Beamte mat Erfahrung an deem Beräich. Déi genannte Compositioun ass och esou mam Syvicol ofgestëmmt ginn. Mat der CIFIC ënnerstëtzt d'Regierung Gemeindefusiounen mat Knowhow, Begleitung a Berodung. Domat gëtt den Inneministère och an deem Beräich senger Roll als Partner vun de Gemenge gerecht.

Wat d'Virdeeler vun enger Gemeindefusioun ugeet, sinn déi ënner anerem am Kontext vun de méigleche Synergieeffekter ze gesinn. D'Gemenge si Service-Beriber fir d'Bierger, an d'Erwaardunge vun de Bierger u si ginn ëmmer méi grouss.

ad 3. Tableau[↑]

ad 4. Iwwer konkreet gemeinsam Projekte wäert le moment venu geschwat ginn.

ad 5. Fusiounen, déi gewünscht ginn, gi vum Innenministerium positiv begleet an ënnerstëtzt.

Réseau RENITA et sécurité des communications | Question 2754 (07/08/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

Eisen Telekommunikationssektor huet rezent aussergewöhnlech Pannen a kritesch Situatiounen erlieft, sief et déi rezent Cyberattack bei POST oder och déi gréisser Pann bei Tango de 5. August. Nieft ville strategesche Froen, déi sech am Kader vun dësen Incidents stellen, sollten och Iwwerleeungen iwwert déi technesch Infrastruktur gefouert ginn. Besonnesch d'Roll vum Réseau RENITA (Réseau national intégré de radiocommunication), essenziell fir d'Kommunikatioun vun eise Sécherheets- a Rettungsdéngschter zu Lëtzebuerg, muss evaluéiert ginn.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir den Interieur dës Froen stellen:

1. Plangt d'Regierung, kuerz- oder laangfristeg de Réseau RENITA op eng Alternativ ëmzestellen an esou d'Fiabilitéit ze verbessern?

2. Falls dat net de Fall ass, kann d'Regierung präzisieren, wéi ee plangt d'Fiabilitéit, d'Sécherheet an d'Resilienz vun deem essenziell wichtige Réseau weider ze stäerken?

3. Wéi eng Mesurë sinn am Beräich vun der Cybersecherheet an der Kontinuitéit vum Service vun der Kommunikatioun vun eise Sécherheets- a Rettungsdéngschter geholl ginn a kuerzfristeg geplangt, fir änlech Attacken oder Pannen an Zukunft ze evitéieren?

4. Wéi rechtfertegt d'Regierung de Recours op privat Operateuren oder och staatlech Entreprises à but lucratif, wann et ëm kritesch Infrastruktur zu Lëtzebuerg geet?

5. Ass d'Couverture vum Réseau, dee fir eis Sécherheets- a Rettungsdéngschter genotzt gëtt, um gesamten Territoire un eisem Land (inklusiv de ländleche Géigenden) fiabel assuréiert?

Réponse (09/09/2025) de Mme Elisabeth Margue, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité | M. Luc Frieden, Premier ministre

ad 1. De Funk-Réseau RENITA gouf 2015 a Betrib geholl a leeft zënterhier mat enger exemplarescher Fiabilitéit. Dës huet sech och beim Incident vum 23. Juli gewisen, wou de RENITA Réseau a kengster Weis impaktéiert war an déi betreffen Organisatiounen während dem Incident hir Kommunikatioun mat RENITA assuréiere konnten. Dofir gëtt et och à l'immédiat keng Pläng, fir op eng Alternativ ëmzestellen.

ad 2. De Prozess, fir de RENITA-Réseau kontinuierlech ze verbessern an ze stäerken, leeft vum 1. Dag vun der Mise en service un. Nieft techneschen Upgrades, déi dofir suergen, datt de System permanent hardware- a softwareméisseg um leschte vum Fournisseur akkreditéierte Stand ass, ass d'Couverture an d'Kapazität vum Réseau grad wéi seng Sécherheet a seng Autonomie iwwert d'Jore bestänneg verbessert ginn. Sou gouf duerch d'Integratioun vu Waasserstoff-Brennstoffzellen d'elektresch Autonomie vum Réseau kierzlech nach gestärkt. Mëttlerweil ass de Maturitéits-Niveau vum Funk-Réseau dann esou héich, datt keng gréisser Adaptatiounen an den nächste Jore geplangt sinn. Et geet elo haaptsächlech drëm sécherzestellen, datt RENITA gradesou gutt an de grouse Gebaier wéi dobause funktionéiert.

ad 3. Wéi virdru geschriwwen, war de RENITA-Réseau net vun deem Incident betraff. Fir datt de RENITA-Réseau zu all Moment asazbereet ass, ënnerläit RENITA standardiséierte Business Continuity Prozesser, déi reegelméisseg getest ginn a gëtt 24/7 vun engem Network Operations Center an och vun engem Security Operations Center, dee reng fir d'Cybersécherheet vum Réseau zoustänneg ass, iwwerwaacht.

ad 4. Et ass weider technesch méiglech, nach ekonomesch sënnavoll, de Betrib vun alle kriteschen Infrastrukturen ouni Recours op aner Acteuren ze réalisieren. Dofir gëtt et eng Rei legal a reglementaresch Dispositiounen, fir de sécheren a kontinuierlechen Betrib vun de kriteschen Infrastrukturen ze encadréieren. Souwuel déi staatlech wéi déi privat Operateuren vu kriteschen Infrastrukture gi vun den zoustännegen nationalen Autoritéite superviséiert.

ad 5. De RENITA-Réseau couvriert aktuell 99,7 % vum gesamten Territoire an domat och déi ländleche Géigenden. Evidenterweis ka keen terrestresche Réseau eng 100 % Couverture garantéieren. Fir Asätz a Géigenden, wou d'Couverture méiglecherweis net assuréiert ass, stinn awer zousätzlech Solutiounen zur Dispositioun, déi déi concernéiert Sécherheets- a Rettungsdéngschter entweder selwer aktivéiere kënnen, oder op Demande a kierzester Zäit zur Verfügung gestallt kréien.

Certificats de décès | Question 2755 (07/08/2025) de M. André Bauler | M. Gilles Baum (DP)

Au Luxembourg, lorsqu'une personne décède, un certificat de décès doit obligatoirement être établi par un médecin. Cependant, il semble que les proches rencontrent de plus en plus de difficultés à en trouver un disponible pour accomplir cette démarche.

Selon un médecin légiste, l'une des raisons serait le manque d'expérience de certains praticiens, ceux-ci étant relativement peu confrontés à ce type de situation dans leur tâche quotidienne. La pénurie actuelle de médecins constitue également un facteur aggravant : les médecins généralistes, déjà fortement sollicités par la prise en charge de nombreux patients, ne peuvent pas toujours se déplacer pour constater un décès et établir le certificat nécessaire.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Combien de certificats de décès ont été délivrés au cours des cinq dernières années ?

2) Quel est le nombre de médecins ayant établi un tel certificat, en distinguant par canton ? S'agit-il toujours du même « cercle » de médecins ?

3) Ces certificats étaient-ils exempts d'erreurs ? Dans le cas contraire, quelles ont été les erreurs relevées le plus souvent et combien de certificats étaient concernés ?

4) Madame la Ministre estime-t-elle qu'un service médical de garde dédié pourrait être mis en place afin de faciliter la délivrance des certificats de décès ?

Par ailleurs, en France, un décret publié en avril dernier autorise désormais les infirmiers à établir des certificats de décès, après avoir suivi et validé une formation spécifique, pour les personnes majeures décédées à domicile ou dans une structure de soins, dès lors qu'il ne s'agit pas d'une mort suspecte, voire violente.

5) Une telle extension des compétences aux infirmiers serait-elle envisageable au Luxembourg ? Dans

²⁹ <https://legilux.public.lu/filestore/eli/etat/leg/loi/2024/12/20/a558/jo/fr/pdfa/eli-etat-leg-loi-2024-12-20-a558-jo-fr-pdfa.pdf>



la négative, pourquoi pareille extension serait-elle refusée ?

Réponse (19/09/2025) de **Mme Martine Deprez**,
Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Au cours des cinq dernières années (2019-2023), 21.790 certificats ont été délivrés.

ad 2) Voici le nombre de médecins ayant établi un certificat de décès, par canton de décès au cours des cinq dernières années : ↑

Il n'est pas possible de déterminer exactement s'il s'agit du même « cercle » de médecins. Certains médecins ont rempli plusieurs certificats de décès et d'autres un seul certificat de décès au cours des cinq dernières années. De plus, certains médecins ont établi des certificats de décès dans plusieurs cantons différents.

ad 3) Le remplissage du certificat de décès, au même titre que le dossier médical, est de la responsabilité du médecin qui l'établit.

Dans le cas particulier d'une instruction judiciaire à l'encontre d'un médecin et à la demande du parquet, le certificat sera remis à la justice qui le soumettra à des experts compétents en la matière (p. ex. médecin légiste) pour juger d'éventuelles erreurs commises.

ad 4) La mise en place d'un service médical de garde dédié à cette tâche n'est pas envisagée dans la mesure où l'organisation actuelle permet de répondre aux besoins de la population dans la grande majorité des situations.

Toutefois, il est effectivement possible que, dans certains cas, les proches rencontrent des difficultés à trouver un médecin disponible pour accomplir cette démarche. La Direction de la santé suit de près l'évolution des besoins et reste ouverte à l'étude de pistes d'amélioration organisationnelle en concertation avec les acteurs et professionnels concernés.

ad 5) En France, une récente évolution réglementaire permet à des infirmiers spécialement formés d'établir certains certificats de décès. La plupart des autres pays européens continuent aujourd'hui de réserver cette compétence aux médecins.

Le règlement grand-ducal modifié du 20 juin 1963 rendant obligatoire la déclaration des causes de décès dispose à l'article 2 que « La déclaration sera faite par le médecin traitant ou, à son défaut, par tout autre médecin mandaté à ces fins par la famille du défunt ou les autorités publiques. Le permis d'inhumation ne pourra être délivré que sur présentation de la déclaration prévue ci-dessus. »

L'établissement de la déclaration de décès est à ce jour un acte médical et constitue ainsi une compétence réservée aux médecins. Une extension de cette compétence aux infirmiers n'a pas été envisagée au Luxembourg et n'a pour l'instant pas fait l'objet d'une analyse.

Recrutement militaire et bataillon binational belgo-luxembourgeois | Question 2756 (07/08/2025)
de **M. Alex Donnersbach** (CSV)

Fir hiren zukünftigen Aufgabe gerecht ze ginn a fir de binationale Batailloun mat der Belsch adäquat ze besetzen, brauch eis Arméi bis 2030 650 zousätzlech Militärpersonal, sot de Chef d'état-major Thull an enger Debat op der Televisioun. Dëst stellt en enormen Zouwuess duer par rapport zu deene ronn 900 Zaldoten, déi eis Arméi aktuell zielt. Wann ee weess, dass de Recrutement fir d'Arméi scho säit enger Zäit säit Joren nëmme lues virugeet, kann ee sech d'Fro

stellen, wéi eis Arméi an deenen nächste 5 Joer ëm dee Volume soll wuessen.

Zu dësem Theema wëllt ech der Madamm Verdeedegungsministesch follgend Froe stellen:

Allgemenge Recrutement:

1. Wéi vill Zaldoten huet d'Arméi an de leschte fënnf Joer rekrutiert? A wéi vill Kapereel, Ënneroffizier an Offizier?

2. Wéi vill Persounen an de jeeweilege Carriären (Zaldoten, Kapereel, Ënneroffizier, Offizier) hunn d'Arméi an der selwechter Period verlooss?

3. Fir déi geplangte 650 zousätzlech Poste bei der Arméi: Wéi vill dovou solle mat Offizier, Ënneroffizier, Kapereel an Zaldote besat ginn?

4. Wéi vill CRS-Nummere feelen aktuell nach, fir déi gesetzte Personalziler ze erreechen?

5. Iwwer déi lescht dräi Joer goufe verschidde Recrutementscampagnë gefuer. Wéi erfollegräich waren dës? Wéi get dës Succès gemooss a wat war den Impakt op de Recrutement?

6. Wat fir nei Initiative sinn dëst an dat nächst Joer geplangt, fir de Recrutement an alle Carriären nohaltend unzuekuerbelen?

7. Wat fir Erfarunge goufen am Kader vum neien Arméigesetz souwéi der Aféierung vum de Carriären C2, B1 an A2 gesammelt? Hunn dës nei Carriären dozou bäigedroen, nei Profiller unzézien oder Personal ze halen? Gëtt et konkret Zuelen dozou?

Ausbildung vum Offizier an Ënneroffizier:

8. Wéi vill Studenten hu mir aktuell an der Offizierschoul zu Bréissel duerch den indirekte Recrutement? Wéi vill goufen all Joer an de leschte fënnf Joer dohinner geschéckt? A wéi vill vum deene Studenten hunn hir Ausbildung ofgeschloss?

9. Wéi vill Léit goufe säit der Aféierung vum der Méiglechkeet vum engem direkten a semi-direkte Recrutement agestellt a wéi vill vum hinnen hunn hir Ausbildung erfollegräich ofgeschloss?

10. Wéi vill Studente befannen sech aktuell an der Pilotenausbildung?

11. Wéi vill Léit sinn aktuell an der Ënneroffizierausbildung? A wéi vill goufen der an de leschte 5 Joer ausgebilt?

12. Gëtt dru geschafft, d'Unzuel u Studieplazen zu Bréissel ze erhéijen, fir den neie Personalziler Rechnung ze droen? Oder gëtt en Ausbau vum der Zesummenaarbecht mat Frankräich, z. B. iwwer Saint-Cyr, envisagéiert?

Recrutement fir de binationale Bataillon:

13. Wéi gesäit de Recrutementsplang fir de binationale Bataillon aus? Gëtt et kloer Ziler fir d'Joren 2025, 2026, 2027 an 2028, wat d'Zuel vum ze rekrutierende militäresche Personal ugeet – opgeschlüsselt op Zaldoten, Kapereel, Ënneroffizier an Offizier?

14. En Deel vum Personal wäert am Ausland, zu Arel (Belsch), stationéiert ginn. Gëtt driwwer nogeduecht, finanziell Ureizer ze schafen, fir dës Affektatioun méi attraktiv ze maachen?

Réponse (04/09/2025) de **Mme Yuriko Backes**,
Ministre de la Défense

Allgemenge Recrutement:

ad 1. D'Arméi huet an de leschte fënnf Joer (2020-2024) an de respektive Karriäre rekrutiert:

1.045 Zaldotinnen an Zaldoten;
37 Kaperolinnen a Kapereel;
56 Ënneroffizieschen an Ënneroffizier;
39 Offizieschen an Offizier.

ad 2. An der selwechter Period hunn d'Arméi verlooss:

797 Zaldotinnen an Zaldoten;
2 Kaperolinnen a Kapereel;
30 Ënneroffizieschen an Ënneroffizier;
13 Offizieschen an Offizier.

Beim Kader, also de Karriärsmlitär, hu 60 Prozent vun all deene Persounen d'Arméi verlooss, well se an d'Pensioun gaange sinn. Et sief unzemerken, dass d'Kontrakter vun den Zaldotinnen an Zaldote generell an der Zäit begrenzt sinn, wouduerch sech déi héich Unzuel un Ofgäng erkläert.

ad 3. Fir de Moment gëtt nach definéiert, wéi déi schätzungsweise 650 Poste genau op déi jeeweileg Karriäre wäerten opgedeelt sinn. Wat awer kloer ass, ass, dass de gréissten Undeel wäert Militärpersonal sinn. Déi nei NATO Targets, déi Lëtzebuerg Ufank Juni 2025 bei der Reuniooun vun den NATO-Defensesministesch a - ministeren ugehooll huet, sinn am Moment nach amgaang, analyséiert ze ginn. Et muss nach definéiert ginn, mat wéi enge Partnerlänner mir verschiddenen Targets wëllen ëmsetzen, a wéi eng Systemer Lëtzebuerg wäert kafen. Dëst huet e considerablen Impakt op d'Unzuel vum Personal, awer och op d'Komplexitéit vum der Formatioun vum Personal, an deemno op d'Opdeelung vum Personal an de verschiddene Karriären op de respektive Systemer. Et ass eng komplex Analys, un där d'Direktioun fir d'Defense, zesumme mat der Arméi, aktuell intensiv schafft, fir déi beschten Optiounen fir Lëtzebuerg ze identifizéieren.

ad 4. Et kann een dovun ausgoen, dass fir e ganz groussen Deel vum de 650 zousätzleche Poste wäerten CER-Nummere gebraucht ginn (fräiwëleg Zaldotinnen an Zaldoten falen hei net drënner). Fir 2025 krut d'Arméi 60 zousätzlech Posten iwwer d'CER autoriséiert, fir d'nächst Joer gi ronn 80 Poste gebraucht. Déi Tendenz wäert sech weider iwwer déi nächst Jore missen zéien.

ad 5. Eis Campagnen hu sech op dräi strateegesch Prioritéiten konzentréiert: 1. eng breetgefächert Diversitéit u Karriären a Profiller; 2. d'Erhéijung vum der Representatioun vu Fraen; 3. eng verstärkte Fidelitysierung ab dem Moment vum Recrutement.

Dës Campagnen hunn en direkten Afloss op d'Visibilitéit vum der Arméi an d'Attraktivitéit vum der Arméi als Employeur. Se droen dozou bäi, de Pool vu potentielle Kandidat.innen ze vergréisseren an neien Interessi fir eng militäresch Karriär ze generéieren.

Am Allgemenge weisen dës Initiativen, datt gezielt Kommunikatiouns- a Sensibilisierungsmaassnahmen de Recrutement positiv beaflossen. Wéivill Impakt d'Campagnë konkret op de Recrutement haten, ass schwéier quantifizabel. D'Arméi ass amgaang, sech Moeien ze ginn, fir eng méi detailléiert Analys heivu kënnen ze maachen, ënner anerem op Basis vu verschiddene Sondagen.

ad 6. Follgend Mesure goufen ewell geholl, respektiv sinn amgaang ëmgasat ze ginn:

– Verstärke vum den Ekippe vum Recrutement,
– Méi Präsenz dobaussen, zum Beispill iwwer Partenariat mat groussen Eventer (LOA-Festival), awer och Informatiounsdeeg uechtert d'Land (Journée Info Armée um Geesseknäppchen; Journées préparatoires fir de Sporttest um INS),
– Iwwerschaffe vum de Stagë fir Jonker (Journée découverte; Stage découverte „Army Boot Camp“),
– Ausschaffe vum engem Katalog mat verschiddene Moduller, jee no Zilgrupp (ugepasst op den Alter, de schouleschen Niveau): modulabel an individualiséiert Presentatiounen, fir méi gezielt ze informéieren

an ze sensibiliséieren iwwert déi verschidde Berufler, Spezialisatiounen a Missiounen vun der Arméi, a fir méi Interaktivitéit an Echange mat de potentielle Kandidat.inn.en ze garantéieren,

– Moderniséierung vu Flyeren, Brochuren an dem Informationsstand,

– Programm „Lëtzeburger Loftkadett.inn.en“: Kollaboratioun mat der Belscher Militär-Aviatioun, fir Jonken den éischte Schrëtt an d'Aviatioun ze vereinfachen, mam laangfristegen Zil, kompetent Leit auszubilden, déi dono all d'Krittären erfëllen, sech als Pilot.in bei der Arméi ze engagéieren.

Doriwwer eraus hunn ech d'Arméi beoptraagt, Pisten auszeschaffen, déi doriwwer eraus positiv zur Attraktivitéit vun der Arméi als Employeur solle bäidroen.

ad 7. Fir d'Offiziéeschkarriär op Diplom (A1/A2) (Recrutement direct) ass d'Zuel vun den Aschreiwungen vun engem Duerchschnitt vu 4 pro Joer op 28 am Joer 2024 an 42 am Joer 2025 geklommen, mat enger entspriechender Erhéijung vun der Zuel u Kandidat.inn.en, déi um Concours deelgeholl hunn.

An der Ënneroffiziéeschkarriär (B1) hunn déi éischt Sessiounen tëscht 35 an 67 Aschreiwungen geziel, dorënner e groussen Undeel un interne Kandidat.inn.en, déi vun den neie Karriärsperspektive profitéiert hunn.

Fir d'Kaperolskarriär (C1/C2), déi exklusiv fir fräiwëleg Zaldotinnen an Zaldote reservéiert ass, gouf et och Interessi.

Dës Tendenze weisen, datt dat neit Gesetz zur Attraktivitéit vun der Arméi bäigedroen huet, och wann en direkte Verglach mat de viregte Jore weinst der Upassung vun den Examen relativ schwiereg ass.

Et deit sech awer schonn un, dass d'Ouverture vun neie Karriären dozou bäigedroen huet, d'Profiller ze diversifizéieren an d'Zuel vun den Aschreiwungen ze stimuléieren. D'Participatioun vun interne Kandidat.inn.en un den Examen ënnersträicht, dass de Willen do ass, fir d'Méiglechkeeten ze notzen, déi duerch dat neit Gesetz ugebuede ginn.

D'Ophiewe vun der Altersgrenz erméiglecht och nei Perspektiven, wat konnt, an deene verschiddene Karriären, festgestallt ginn.

Ausbildung vun Offiziéier an Ënneroffiziéier:

ad 8. Aktuell sinn 10 Kandidat.inn.en zu Bréissel an der Offiziéeschschoul.

Tëscht 2020 an 2024 goufe 24 Kandidat.inn.en op d'Schoul geschéckt (an der Moyenne 5 pro Joer), mat engem Taux de réussite vu 50 %.

ad 9. Sait 2017 goufen 22 Kandidat.inn.en iwwer de Wee vum Recrutement direct rekrutéiert. Dovun hunn 18 Offiziéschen an Offiziéier d'Ausbildung erfollegräich ofgeschloss.

Iwwer de Wee vum Recrutement semi-direct, wou et eréischt seit dem Gesetz vun 2023 méiglech ass, gouf bis ewell kee Kandidat.in rekrutéiert.

ad 10. Am Moment befënnt sech 1 Kandidat, deen d'Offiziéeschschoul erfollegräich ofgeschloss huet, an der Spezialisatioun fir Pilot. E weidere Pilotekandidat ass am éischte Joer op der Offiziéeschschoul.

ad 11. Aktuell befanne sech 22 Kandidat.inn.en an der Ausbildung fir Ënneroffiziéesch/Ënneroffiziéier a Kaperolin/Kaperol (Karriäre B1 an C1).

Tëscht 2020 an 2024 goufen insgesamt 56 Ënneroffiziéschen an Ënneroffiziéier a 25 Kaperolinnen a Kaperel ausgebild.

ad 12. D'Arméi ass permanent mat hire Partnerlänner am enge Kontakt, och am Beräich vun der Ausbildung. Fir den neie Personalziler gerecht ze ginn,

wäerte méi Plazen an auslännesche Schoulen néideg sinn. Allerdéngs hunn déi jeeweileg Länner och méi Personal auszubilden, sou dass dat alles muss negociéiert ginn.

Ab dësem Joer gi méi Kandidat.inn.en a Frankräich ausgebild, dëst ass bedéngt duerch d'Acquisitioun vun de franséische Militärgelieder. Iwwert déi nächst Jore wäert d'Unzuel hei och nach weider an d'Luucht goen.

Recrutement fir de binationale Bataillon:

ad 13. Laut pluriannuellem Recrutementsplang vun 2024 ginn zousätzlech 300 Leit gebraucht (Horizont 2030/2031) fir de Bataillon. Dës Zuele sinn och haut nach ëmmer aktuell, och wann de Recrutementsplang nees ugepasst gëtt. Den Opbau vum Bataillon bréngt eng Montée en puissance mat sech, déi sech iwwer e puer Joer wäert zéien. An den éischte Joren (2025–2028) gi ronn 45 zousätzlech Kadere pro Joer gebraucht, verdeelt op déi verschidde Karriären (A1/A2; B1; C1/C2).

ad 14. Duerch d'Proximitéit vum Standuert Arel ass am Prinzip keng gréisser Differenz mat engem Standuert zu Lëtzebuerg ginn.

Natierlech ass et wichteg, dass an Zukunft d'Personal, sief et zu Arel, sief et zu Suessem, oder deenen anere Standuerter, a beschtméigleche Konditiounen wäert kënne schaffen. Dozou gehéieren engersäits d'Konditiounen op der Aarbecht selwer (z. B. modern Infrastruktur), wéi och am Ëmfeld ronderëm (Wunnen, steierlech Aspekter, Accès op Schoulen/Crèche). D'Defense ass am Kontakt mat de belschen Autoritéiten, fir dës Aspekter ze koordinéieren.

Mention de l'identité de genre | Question 2757 (08/08/2025) de Mme Claire Delcourt (LSAP)

Lors de l'achat d'un titre de transport auprès du groupe CFL les clients sont actuellement dans l'obligation de sélectionner une civilité parmi les options « Madame » ou « Monsieur ». Or, en janvier 2025, la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) a rendu un arrêt dans lequel elle a jugé que la mention de l'identité de genre sur les billets de train émis par la SNCF n'était pas nécessaire à la fourniture du service. La CJUE s'est fondée, entre autres, sur le principe de « minimisation des données », selon lequel seules les données strictement nécessaires à la finalité du traitement peuvent être collectées.

Au-delà de l'aspect juridique, cette pratique soulève des enjeux sociétaux, dans la mesure où l'imposition d'un choix binaire en matière de civilité contribue à l'exclusion et à l'invisibilisation des personnes intersexes ou ne s'identifiant pas au modèle traditionnel homme/femme.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, à Madame la Ministre de la Justice et à Madame la Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité :

1) Le Gouvernement a-t-il pris connaissance de l'arrêt en question ?

2) Quelles sont les conséquences dudit arrêt de la CJUE pour les services de transport au Luxembourg ?

3) Le groupe CFL envisage-t-il une mise à jour de son système de billetterie afin de supprimer ou de rendre facultative l'indication du genre ?

4) Des plaintes et/ou recours ont-ils déjà été introduits au Luxembourg en lien avec la pratique actuelle d'imposer un choix de civilité binaire lors de l'achat d'un titre de transport ?

Réponse (17/09/2025) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité

ad 1) Le Gouvernement luxembourgeois suit de près l'évolution des questions sociétales qui se posent en matière d'identité de genre, y compris l'évolution jurisprudentielle en la matière. Cet engagement est reflété par le Plan d'action national pour une égalité entre les femmes et les hommes adopté en mars 2025 ou l'adoption récente du Plan d'action national LGBTIQ+³⁰ qui sera le document de référence pour la promotion des droits des personnes LGBTIQ+ dans les mois et les années à venir.

ad 2) Les arrêts rendus par la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) sont revêtus de l'autorité de chose jugée. L'interprétation par la CJUE d'une norme européenne fait corps avec la disposition interprétée et s'impose aux juridictions nationales saisies dans le cadre de litiges similaires.

Il appartient aux services de transport d'assurer que leur traitement de données à caractère personnel relatif à la civilité des client(e)s soit conforme au Règlement général sur la protection des données (RGPD).

ad 3) Les CFL sont pleinement conscients des enjeux juridiques et sociétaux soulevés par l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) de janvier 2025, notamment en ce qui concerne le principe de minimisation des données et le respect de la diversité des identités de genre.

Dans cette optique, les CFL ont entamé depuis quelque temps une révision progressive de leurs systèmes informatiques, y compris ceux liés à la billetterie.

Cette révision vise à :

– supprimer l'obligation de renseigner une civilité dans les systèmes internes gérés directement par les CFL. Par exemple, les factures émises par le call center ne comportent plus de titre de civilité du client/de la cliente, conformément au principe de minimisation des données ;

– introduire une troisième option ou rendre cette information facultative dans les systèmes externes ou interconnectés, lorsque les CFL ne sont pas les gestionnaires principaux du logiciel.

Les CFL poursuivent activement cette démarche de mise à jour dans tous leurs systèmes, avec pour objectif de finaliser l'ensemble des ajustements d'ici la fin de l'année 2025. L'objectif est de garantir une expérience inclusive et respectueuse pour tous/toutes les client(e)s, tout en assurant la conformité avec les réglementations en vigueur en matière de protection des données. Les CFL restent engagés à poursuivre cette démarche d'amélioration continue et à collaborer avec leurs partenaires technologiques afin que ces évolutions soient mises en œuvre de manière cohérente et efficace.

ad 4) Le Gouvernement n'a connaissance d'aucune plainte ni d'aucun recours judiciaire concernant la collecte de la civilité binaire des client(e)s lors de l'achat d'un titre de transport.

Bagatelles en matière de permis de construire | Question 2758 (08/08/2025) de M. Mars Di Bartolomeo | Dan Biancalana (LSAP)

A senger Erklärung zur Lag vun der Natioun, am Juni 2024, huet de Premierminister ugekënnegt, datt „nach dëst Joer (2024) Bagatellgrenze bei Baugeneemegungen a bei staatlechen Autorisatiounen“

³⁰ <https://gouvernement.lu/dam-assets/images-documents/actualites/2025/07/21-backes-pan-lgbtiq/documents/20250723-pan-lgbtiq-2025-mega.pdf>



proposéiert géife ginn. Esou soll „een an Zukunft guer keng Autorisatioun méi brauchen, voire just nach eng Notifikatioun maache mussen, fir kleng Aarbechte wéi eng Fënster oder eng kleng Fotovoltaikanlag“, an doriwwer eraus géifen „d'Prozedure beim Staat a bei de Gemenge mat neie strikten Delaien encadréiert“ ginn.

Duerch dës Moosnam soll méi schnell gebaut kënne ginn.

Wuel läit an der Tëschenzäit de Gesetzesprojet 8480 an en entsprechende Projet fir e Règlement grand-ducal vir, mee vun der praktescher Uwendung si mir – trotz der Ukënnegung vum Premier, dass de Projet schonn 2024 sollt ëmgësat ginn – nach wäit ewech.

Fäll am Ausland, wéi z. B. an der Wallonie, hu gewisen, dass Bagatellgrenze bei Baugeneemegunge mat enger ganzer Rei Erausfuereunge verbonne kënne sinn an esou Projekte just an enker Zesummenaarbecht mat de Gemenge kënnen ëmgësat ginn.

An deem Kontext wëlte mir der Regierung folgend Froe stellen:

1. Wéi eng Conclusiounen zitt d'Regierung aus den negativen Erfahrungen aus dem Ausland (z. B. an der Wallonie) fir déi national Ëmsetzung vu Bagatellgrenzen?

2. Wéi gedenkt d'Regierung, déi praktesch Problemer, déi sech bei der Ëmsetzung vun esou engem Projet nom Vott an der Chamber stelle kënnen, am Konsens mat de Gemengen ze léisen?

3. Wäert eng breet ugeluechten Informationscampagne vum Public d'Ëmsetzung vum Projet begleeten?

Réponse (13/08/2025) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. Wéi der wësst, sinn d'Bagatellgrenze bei de Baugeneemegungen an de staatlechen Autorisatiounen eng vun de Mesuren aus dem Reformpak „Méi, a méi séier bauen“, deen den 10. Januar 2025 vum Regierungsrat ugehooll gouf.

Dës Mesurë sinn zesumme mam Syvicol ausgeschafft ginn, wou den honorabelen Deputéierten Dan Biancalana Vizepräsident ass.

De virgenannte Reformpak gouf vun all den Acteuren aus dem Secteur vun der Constructioun gedroen, déi am Kader vun der Ausschaffung vun dëser Mesurë mat um Dësch souzen: de Staat, de Syvicol an de Privatsecteur. Dofir ass dës Fro zu dësem Zäitpunkt schonn erstaunlech.

Doriwwer eraus ass bei der Determinatioun vun den Aarbechten, déi ënnert Bagatellgrenze falen, de Syvicol am Mäerz 2024 während der Ausschaffung vun den Texter consultéiert ginn. Pour rappel, et handelt sech ëm déi Aarbechten, déi just deklaréiert ginn oder komplett entbonne gi vun enger Baugeneemegung oder enger Deklaratioun.

Schliisslech ass dat och nach emol während de „Soirées pour élus locaux“, déi vum Inneministère organiséiert goufen, diskutéiert ginn, wou och den Här Biancalana den 21. Mee 2025 zu Käerjeng drun deelgeholl huet.

ad 2. De Syvicol huet un der Ausschaffung vun de Mesuren am Aarbechtsgrupp matgewierkt. De Comité vum Syvicol huet an sengem Avis am Kader vun der legislativer Prozedur awer eng Ännerung vu senger Positioun zur Deklaratioun vun den Aarbechte gemaach. Doropshin ass festgehale ginn, wéi den Här Biancalana sécherlech och weess, sech nach eng Kéier tëschent dem Inneministère an dem Syvicol am September 2025 ze treffen.

An deem Kader wäert den Inneministère dem Bureau vum Syvicol eng Proposition ënnerbreeden, fir déi nei Bedenken, déi beim Syvicol opkoumen, ze diskutéieren, ouni awer dass dat op d'Käschte vun der administrativer Vereinfachung soll goen.

ad 3. Jo, och dat ass ee Sujet, dee scho mam Syvicol diskutéiert gouf.

Avancement du projet de règlement national de construction | Question 2759 (08/08/2025) de M. Mars Di Bartolomeo | M. Dan Biancalana (LSAP)

A senger Erklärung zur Lag vun der Natioun, am Juni 2024, huet de Premierminister ugekënnegt, datt „et bis Enn 2025 een nationaalt Standard-Bautereglement mat eenheetleche Reegele wäert ginn“.

An deem Kontext wëlte mir der Regierung folgend Froe stellen:

1. Wéi wäit ass dëse Projet, 4 Méint virum Enn vum Joer 2025, fortgeschratt?

2. Wäert dee vum Premier ugekënnegten Termin nach agehale kënne ginn? Wéini wäert dat neit Standard-Bautereglement beschtefalls a Kraaft trieden?

3. Gëtt et um Niveau vum Inhalt vum kommende Standard-Bautereglement en iwwergräifende Konsens tëscht de Gemengen?

4. Wéi ee Spillraum wäerten d'Gemenge behalen, fir „urbanistescher Detailer“ – wéi de Premier dat ausgedréckt hat – ze definéieren?

Réponse (13/08/2025) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. Bis dato gouf et 27 Aarbechtssätzungen, déi interministeriell a mat Membere vum Syvicol besat sinn. D'Aarbechte komme gutt virum, mee d'Envergure vum Projet ass an Tëschenzäit op prozedural (z. B. wat de Brandschutz ugeet) an inhaltlech Froen ausgeweit ginn (z. B. am Beräich vun der erneierbarer Energie). Aus dëser Grënn wäerten d'Aarbechte viraussichtlech eréischt am éischte Semester vum Joer 2026 kënnen ofgeschloss ginn, eng Zäit, déi genotzt gëtt, fir nach méi Vereinfachungen an dem Beräich kënnen ze diskutéieren an ëmzesetzen.

ad 2. D'Akraafriede vum neie Bautereglement ass ofhängeg vum Verlaf vun der legislativer an der reglementarescher Prozedur. Deemno ass et net méiglech, e kloren Datum diesbezüglich ze nennen.

ad 3. Wéi den Här Biancalana als Vizepräsident vum Syvicol sécherlech weess, huet de Syvicol op Ufro vum Inneministère Vertrieeder aus ënnerschiddleche Gemengen an déi genannten Aarbechtsgruppe geschéckt, eebe grad fir ze garantéieren, dass dat neit Règlement fir all d'Gemengen duerno praktikabel ass.

ad 4. Beim neie Bautereglement geet et virum allem ëm d'Securitéit, d'Durabilitéit, an d'Commoditéit vun de Constructiounen. Urbanistesche Dispositiounen, wéi d'Bauhéicht oder d'Distanze vun enger Constructioun zu den Nopeschterrainen, ginn nach ëmmer vun den Deelbebauungspläng (PAP) definéiert, wou d'Gemengenautonomie genauso wéi bis elo wäert weider funktionéieren. Dat hu mir an enger Sëtzung de 6. Mee 2025 mam Comité vum Syvicol, wou den Här Biancalana als Vizepräsident vum Syvicol jo och Delegéierten ass, nach emol ënnerstrach.

Vols de drones suspects | Question 2760 (08/08/2025) de M. André Bauler (DP)

Les autorités policières allemandes et britanniques ont constaté que des drones, dont la provenance n'est

pas certaine, ont survolé des sites et infrastructures critiques, notamment en soirée et durant la nuit. Il n'est donc pas exclu que ces appareils soient utilisés à des fins de surveillance, voire d'espionnage.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

- 1) Est-ce que des vols suspects ont également été constatés au Luxembourg ces derniers temps ?
- 2) Dans l'affirmative, les drones en question ont-ils pu être confisqués et identifiés ?
- 3) Des activités de drones suspects auraient-elles augmenté en nombre ces dernières années ?

Réponse (09/09/2025) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | M. Luc Frieden, Premier ministre

ad 1) Aucun cas de vol suspect n'a été signalé au Haut-Commissariat à la protection nationale (HCPN) par un opérateur d'infrastructure critique depuis le début de l'année.

Une recherche manuelle effectuée dans le « Einsatzleitsystem » (ELS) de la police a recensé, pour l'année 2025, un total de 39 appels relatifs à des vols de drones dont la majorité concernaient des survols de maisons privées, de jardins ou de champs dans le but d'observer le gibier. Parmi ces vols signalés, il y avait aussi des vols à l'intérieur de zones géographiques « no fly zone ».

ad 2) Dans la plupart de ces interventions, la personne en possession du drone litigieux n'a pas pu être interceptée.

Cependant, lors d'un survol non autorisé près de la gare de Luxembourg, des touristes ont été identifiés comme télépilotes. Les images enregistrées à l'aide du drone ont été effacées en présence d'un agent de sécurité avant l'arrivée de la police.

ad 3) La police ne dispose pas de données statistiques sur les vols de drones à l'intérieur de zones géographiques « no fly zone ».

Le Gouvernement est conscient du risque posé par de telles activités. Dans une logique anticipative, le HCPN et le Service de renseignement de l'État mènent des actions de sensibilisation auprès des opérateurs d'infrastructures critiques concernant les menaces ciblant ces infrastructures. Aussi, des échanges sur ces informations ont lieu régulièrement dans le cadre de différents groupes d'experts ou de travail au sein des institutions européennes.

Newcastle virus | Question 2761 (08/08/2025) de M. Gusty Graas (DP)

Rezent ass vun der lëtzebuergescher Veterinär- a Liewensmittelverwaltung (ALVA) gemellt ginn, datt eng Dauf am Raum Mutfert mat der sougenannter Newcastle-Krankheet infizéiert wier. Weider ass an der Kommunikatioun vun der ALVA ze liesen, datt Betriber a Privatpersounen, déi Vullen halen, den direkten an indirekte Kontakt mat wëlle Vulle solle vermeiden.

An deem Kader wollt ech der Madamm Ministesch fir Landwirtschaft, Ernährung a Wäibau folgend Froe stellen:

1. Schätzt d'Madamm Ministesch dëse Fall als Eenzelfall an, oder ass dës Krankheet bei den Dauwen zu Lëtzebuerg scho méi verbreet?
2. Am Fall, datt sech elo weider Fäll géife bestätegen, wéi eng Mesurë gedenkt d'Madamm Ministesch ze huelen, fir eng méiglech Verbreedung anzedämmen?

3. Wéi vill Impfdose kënnen direkt mobiliséiert ginn, falls d'Krankheet sech elo weider géif verbreedden?

Réponse (29/08/2025) de **Mme Martine Hansen**, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1. Am Zäitraum vum 1. Juli 2025 bis haut goufen am Ganzen dräi Fäll vun aviairem Paramyxovirus (Newcastle-Krankheet) bei Wëlldauwen zu Lëtzebuerg festgestallt. Dëst léisst drop schléissen, datt et sech aktuell net ëm eng massiv Verbreedung handelt.

ad 2. D'Mesurë bestinn doraus, eng eventuell Iwwerdroung vun der Newcastle-Krankheet op d'Hausgeflügel oder d'Dauwenhaltungen ze verhënneren/vermeiden. Dës bestinn aus de Preventiounsmoossnamen, d. h. strikt Anhale vun der Biosécherheet, fir all direkten an indirekte Kontakt vun den Dauwe mat dem Hausgeflügel ze vermeiden. Konkreet Rekommandatiounen si beispillsweis, datt Fudder- a Waasserplaze sollen ausschliisslech bannen an de Ställ zur Verfügung gestallt ginn, an den Auslaf vum Geflügel soll duerch Netzer geschützt ginn. Ee wichtegt Element ass d'Impfe vun den Dauwen a vum Geflügel – souwuel aus Hobby-, privater, oder professioneller Haltung.

Am Fall vun engem positiven Noweis an engem Geflügelbetrib gëllen d'Bestëmmungen vun der Déieregesondheetsgesetzgebung, wéi d'Keulung vum Bestand, d'Ariichtung vun enger Spärzon (3 km) a Schutzzonen (10 km) ronderëm de positive Betrib mat der Ëmsetzung vun de Restriktiounsmoossnamen.

ad 3. Den Impfstoff ass fräi zougänglech um Marché an ass permanent disponibel.

.....
Dégâts causés par les buffles d'eau | Question 2763 (11/08/2025) de **M. Gusty Graas** (DP)

Et ass un eis eruedroe ginn, datt an der Gemeng Menster an der Sir Verschmutzungen duerch Waasserbüffelen entstinn. Ofgesi vun der Verschmutzung duerch Exkremente an Urin, gëtt duerch de Passage vun de Büffelen immens vill Buedem a Sediment opgewirbelt. Dëst féiert dozou, datt de Floss op de follgende Kilomeeter relativ drëf ass. Zousätzlech gëtt d'Struktur vum Flossbett duerch dat schwéiert Gewiicht vun de Béischte beschiedegt.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit folgend Froe stellen:

1. Ass den Här Minister iwwert dësen Zoustand informéiert a ginn aktuell Iwwerleeungen ugestriift, fir déi néideg Mesuren ze huelen?

2. Ass den Här Minister der Meenung, datt d'Situatioun an der Gemeng Menster e Verstouss géint d'Waassergesetz ass an, datt den Accès fir d'Béischten zum Floss misst ageschränkt ginn?

3. Gëtt et hei zu Lëtzebuerg änlech Fäll wou Déieren onageschränkten Accès op eis Gewässer hunn? Falls jo, gedenkt de Minister och hei Mesuren ze huelen, fir dëst ze ënnerbannen?

Réponse (16/09/2025) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. De Ministère fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit ass iwwert de Projet zu Menster informéiert, wou eng extensiv Beweedung mat Waasserbüffele praktizéiert gëtt. Dësen Typ vu Beweedung ass wäertvoll fir d'Erhale vun der Biodiversitéit laanscht d'Gewässer. Dëse Projet gëtt zanter Joren enk vun der Waasserverwaltung an der Natur- a Bëscherwaltung begleet fir sécherzestellen, d'Auswirkungen op d'Waasserqualitéit vun der Sir esouwäit wéi méiglech ze limitéieren.

Am Kader vun dësem Suivi, gouf no enger Visitt um Terrain Mëtt Juli 2025 zesumme mat den Acteuren um Terrain decidéiert, den Accès zu der Sir op deem gesamten Abschnitt vum Beweedungsprojet anzëschränken. Dofir ginn déi verbleiwend Zougäng zu der Sir ausgezénkt an ee breeden Uferrandsträife laanscht d'Sir ugeluecht. Dës Aarbechte wäerten am September 2025 ulafen.

Dernieft sinn och scho weider Moossnamen ëmgesat ginn, wéi ënner anerem d'Installatioun vun Dränken, de Bau vun enger spezieller Bréck iwwert d'Sir an d'Uleeë vun engem neie Weier, fir de Büffelen eng alternativ Waasserfläch zur Verfügung ze stellen. D'Ëmsetzung vun dëse Moossnamen gëtt kontinuëtlech evaluéiert an erweist sech als ganz positiv fir d'Waasserqualitéit an d'Biodiversitéit.

ad 2. Wéi an der Äntwert op d'Fro 1 beschriwwen, gëtt de Projet enk vun den zoustännege Verwaltungen suivéiert an déi néideg Moossnamen gi geholl.

ad 3. Et gëtt och aner Plazen hei zu Lëtzebuerg, wou Déieren Zougang zu de Gewässer hunn. Den Accès zum Waasser dierf net zu enger Verschlechterung vun der Gewässerqualitéit féieren.

Et lafen Iwwerleeungen, fir den Zougang vum Véi zu de Gewässer gesetzlech ze limitéieren, dëst besonnesch an empfindleche Beräicher. Dëst ass Deel vun enger méi breet ugeluechter Strategie, fir d'Gewässer am Land besser ze schützen.

D'Beschränkung vum Accès ass awer nëmme eng vu ville Mesuren, déi geholl kënnen ginn, fir den Impakt op d'Gewässer ze reduzéieren. Aner Mesurë sinn z. B. d'Limitatioun vun der Beweedungsdicht laanscht d'Gewässer oder d'Uleeë vun Uferrandsträife laanscht Gewässer.

Uferrandsträife schützen net nëmme den Uferberäich viru Véitritt an Erosioun, mee sinn och en natierleche Puffer, fir den Antrug vun Nährstoffen a Pestiziden an d'Gewässer ze limitéieren. Uferrandsträife sinn domat eng prioritär Moossnam fir de Schutz vun der Gewässerqualitéit.

Wichtig ass, datt beim Ëmsetze vun dëse Mesuren de Bauer weider ka wirtschaftlech beweede an datt zum Beispill Béischten Zougang zu Dränken hunn. Dofir gëtt et finanziell Hëllef fir déi verschidde Mesuren, déi e Bauer z. B. iwwert d'Biodiversitéitsreglement oder iwwert d'Agrargesetz ufroe kann.

.....
Position du Luxembourg sur la nouvelle proposition « Chat Control » de la présidence danoise | Question 2764 (11/08/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Rezent Rapporten deiten drop hin, dass déi dänesch EU-Présidence eng nei, bedeitend méi intrusiv Versioun vun der sougenannter Chat-Control-Propos fir de Kampf géint de sexuelle Mëssbrauch vu Kanner am Internet (CSAM) virgestallt huet. Dës nei Propos geet Rapporten no nach méi wäit wéi fréier Versiounen, andeems se obligatoresch Masse-Scanne vu private Kommunikatiounen verlaangt a Client-Side Scanning a privat Messengerapplicatiounen forcéiert, wat effektiv d'sécher Verschlüsselung brécht. Am Géigesaz zu fréiere Versiounen géif dës Propos verlaangen, mat enger experimenteller KI-Technologie net nëmme no bekanntem illegale Material ze scannen, mee och no „onbekanntem“ Material, wat Privatfirmen zu Police a Richter gläichzäitig géif maachen. No de Quelle géif dës nei Versioun Ausname fir Regierungs- a Militärkonte schafen, während all aner Bierger enger obligatorescher Iwwerwaachung ënnerworfen solle ginn. Iwwert d'Propos soll

eisem Wëssen no de 14. Oktober 2025 ofgestëmmt ginn, woubäi Regierungen hir Positiounen bis den 12. September finaliséieren sollen. Andeems Lëtzebuerg scho virdrun eng Positioun géint eng generell Iwwerwaachung ageholl huet an d'Regierung sech engagéiert huet, fir Grondrechter ze schützen, während se och de Kampf géint Kannermissbrauch ënnerstëtzt, ass et kruzial ze verstoen, wéi Lëtzebuerg op dës lescht Entwécklungen äntwere wäert.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Justiz dës Froe stellen:

1. Wéi bewäert d'Regierung déi nei dänesch Propos vum Chat Control, iwwert déi de 14. Oktober 2025 soll ofgestëmmt ginn?

2. Ass d'Regierung der Meenung, dass d'obligatoresch Masse-Scanne vu private Kommunikatiounen, wéi et an der neier Propos virgesinn ass, mat de Grondrechter vun der EU-Charta vereinbar ass?

3. Wéi steet d'Regierung zu der proposéierter Client-Side Scanning Technologie, déi d'Verschlüsselung vu private Messengerdängschter géif ënnerwanderen?

4. Wéi bewäert d'Regierung d'Tatsaach, dass déi nei Propos d'Scannen vun „onbekanntem“ Material mat experimenteller KI virgesäit, a wéi eng Risiko gesäit d'Regierung dobäi?

5. Wat hält d'Regierung vun der proposéierter Ausnam fir Regierungs- a Militärkonten, während all aner Bierger der obligatorescher Iwwerwaachung ënnerworfen solle ginn?

6. Wéi eng Positioun wäert Lëtzebuerg op der kritescher Reunión vum 12. September 2025 anhuelen, wou d'Regierungen hir final Positiounen sollen definéieren?

7. Plangt d'Regierung zesumme mat aneren EU-Memberstaate géint dës extreem Propos virzegoen?

8. Wéi kann d'Regierung garantéieren, dass Lëtzebuerg seng Positioun géint eng generell Iwwerwaachung behält, esou wéi et schon a fréieren Äntwerten op parlamentaresch Froen ugi gouf?

Réponse (11/09/2025) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice

D'Lëtzebuurger Regierung ënnerstëtzt d'Efforten um europäesche Plang souwuel fir de gemeinsame Kampf an der Europäescher Unioun géint Pedokriminalitéit ewéi fir e bessere Jugendschutz am Internet. Och national verstärkt d'Regierung de Kampf géint sexuelle Mëssbrauch a sexueller Ausbeutung vu Mannerjärege, ë. a. andeems se der Police an der Justiz hei déi néideg Moyene fir eng effikass Strofverfolgung gëtt.

D'Regierung stellt awer fest, dass déi nei dänesch Propos rëm an eng méi intrusiv Richtung geet an de Bedenke mat Bezuch op de Schutz vun de Grondrechter vun de Bierger a speziell dem Dateschutz net Rechnung gedroe gëtt. Dëst nodeems ënnert der viregter polnescher Présidence vum Conseil vun der EU eng Propos diskutéiert ginn ass, déi de Bedenke vun der Regierung zum Deel schonns entgéintkomm war.

D'Regierung hält ënner deenen Ëmstänn un hirer fréierer Positioun fest. Sou insistéiert d'Regierung weider, dass am Kader vun engem neien EU-Reglement de Risiko vun enger genereller Iwwerwaachung vun de private Kommunikatiounen vun de Bierger muss verhënnert ginn an essentiel Grondrechter vun de Bierger wéi och d'Sécherheet vun de Kommunikatiounen garantéiert bleiwe mussen. Esou wéi den Avis vum Service juridique vum EU-Conseil iwwer d'Legalitéit vun der sougenannter „Chatkontroll“, ass och déi

Lëtzebuurger Regierung dofir fir eng méi cibléiert De-
tektioun vu pedopornographeschem Material.

Speziell bleift d'Regierung der Meinung, dass ver-
schidden Deeler vum Text, ënner anerem déi sou-
genannten „Uploadmoderation“, déi en Deel vun
engem „Client-Side Scanning“ duerstellt, de Risiko
vun enger genereller Iwwerwaachung net andäm-
men an och de Kritter vum der Proportionalitéit
aus der Charta vun de Grondrechter vun der EU net
erfëllen. Och dësen Dispositif schléisst nämlech
ëmmer nach net aus, dass d'Kommunikatiounen
vun all de Benotzer vun engem Service, och vun deenen,
déi iwwerhaupt kee Lien mat enger Strofdot hunn,
kënnen gescannt ginn.

D'Regierung huet scho kloergestallt, dass se déi Po-
sitioun och weiderhi vertritt an se ass weiderhin am
Austausch mat aneren Delegatiounen, déi eng änlech
Positioun verrieden.

Procédure de recrutement dans les communes | Question 2765 (11/08/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

De Sport gëtt direkt an indirekt duerch Steiergelder
finanzéiert, a grad um lokalen Niveau sinn d'Gemen-
gen immens an hir Sportsclubb mat agebonnen. Hei-
ansdo kënn et vir, dass bei Aarbechtsplazen an der
Gemeng Spiller vum lokale Fussballclub bevirdelegt
ginn.

Ech hat d'Fro gestallt (N° 2632), ob ee Veräin engem
Spiller dierf eng Aarbechtsplaz op der Gemeng an
Aussicht stellen, wat problematesch ass a grad nach
méi, wann de Buergermeeschter Comitésmember
vum selwechte Veräin ass. Den Innenminister huet
hei drop just geäntwert, dass de Gemengerot an de
Schäfferot fir d'Astelle vu Personal zoustänneg sinn.

An deem Zesummenhang wëllt ech dem Minister fir
den Interieur dës Fro stellen:

– Dierf eng Plaz op der Gemeng mat der Gégelees-
chung verbonne sinn, dass een an engem lokale
Sportsveräin ënnerscheift?

Réponse (12/08/2025) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

D'Conditionne fir de Recrutement vu Fonctionnaires
an Employéen engersäits, a fir Salariéen anerersäits,
si respektiv am ofgeännerte Gesetz vum 24. Dezem-
ber 1985 iwwert de Beamtestatut an am Code du
travail virgesinn. Mir ass kee Fall bekannt, wou ee
Recrutement bei enger Gemeng vun enger „Géige-
leeschtung“ ofhängeg gewiescht wär.

Risques liés aux airbags Takata et mesures préventives au Luxembourg | Question 2768 (12/08/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

De franséischen Transportministère hat am Januar
dës Joer eng Warnung erausginn, dass d'Airbags vun
der Mark Takata (d'Firma gëtt et net méi) beim Aus-
léisen zu Verletzungen kënnen féieren. Dës Airbags sinn
a villen europäeschen Autoen agebaut. Ee Reportage
op BR24 beréicht, dass et weltwäit 30 Doudesfäll gouf,
dorënner och een a Frankräich elo rezent am Juni. De
franséischen Transportministère schreift op senger
Websäit:

„De nombreux véhicules sont équipés d'airbags de
la marque Takata pouvant occasionner des blessures
graves voire mortelles au conducteur et/ou au passa-
ger avant. Le ministère chargé des Transports et les
préfets d'outre-mer lancent une campagne d'informa-
tion à destination des automobilistes, pour inciter les

conducteurs concernés à faire changer leurs airbags
Takata sans tarder. Un geste de prévention rapide et
gratuit.“

An deem Zesummenhang wëllt ech der Ministesch fir
Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Fro stellen:

1. Huet de Ministère Informatiounen, a wéi vill Au-
toen d'Airbags vun der Mark Takata agebaut sinn?

2. Wäert de Mobilitéitsministère fir Lëtzebuerg eng
Warnung erausginn?

3. Ass och zu Lëtzebuerg d'Reparatur oder den Ersatz
vum Airbag gratis?

Réponse (26/08/2025) de M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Opgrond vun der Notifikatioun iwwert den europä-
esche Schnellwarnsystem Safety Gate gouf den ILNAS
(Institut luxembourgeois de la normalisation, de
l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits
et services) iwwert defekt „Takata“-Airbaggen, déi an
eelere Citroën C3 an DS3 agebaut sinn, vun der fran-
séischer Maartiwuerwaachungsautoritéit informéiert.
Doropshin huet den ILNAS direkt reagéiert.

An deem Kontext huet och de Wirtschaftsministère
de 26. Juni 2025 e gemeinsame Pressecommuni-
qué mam ILNAS zu dëser Réckruffaktioun erausginn:
„Campagne de rappel NQ3: 351 véhicules Citroën C3
et DS3 rappelés au Luxembourg en raison d'un défaut
d'airbag Takata dans le cadre de la mesure „Stop
Drive“³¹“, dës kann um Site vum Wirtschaftsministère
nogelies ginn.

Op de Stand vum 26. Juni 2025 waren zu Lëtzebuerg
351 Citroën C3- an DS3-Gefierer, déi mat „Takata“-Air-
baggen ausgestatt waren, vun dëser NQ3 Réckruff-
aktioun vum Stellantis Group betraff. De Produzent
freet d'Besëtzer vun dëse Gefierer, direkt opzehalen
domat ze fueren, bis d'Airbaggen ersat sinn. Dës Be-
sëtzer kruten en offizielle Brëf vum ILNAS, an deem
d'Schrëtt fir d'Ersetze vun den Airbaggen op Käschte
vu Stellantis, also gratis fir de Besëtzer vum Auto,
detailléiert beschriwwen ginn.

Dës Aktioun koum no engem éischte Brëf vum ILNAS
vum Februar 2025, deem 1.118 zu Lëtzebuerg uge-
mellenen Autoe betraff huet. Dës éischt Kommunika-
tioun hat d'Besëtzer schonn iwwert de potenziellen
Airbagdefekt informéiert an si opgeruff, sech eng
autoriséiert Garage ze wenden, fir d'Airbaggen er-
setzen ze loosse. Déi 351 Gefierer, déi vun der „Stop
Drive“-Moossnam am Juni betraff waren, waren déi,
deenen hir Airbagge bis dohin nach net ersat goufen.

Dem aktuelle Stand vum ILNAS sengen Informatioun-
en no sinn nach ongeféier 200 Besëtzer der Opfuer-
derung, den Airbag gratis ersetzen ze loosse, net
nokomm. Den ILNAS suivéiert aktiv de Stand vun
der Réckruffaktioun, déi defekt „Takata“-Airbagge
betréift, a verschéckt weider Bréier un déi concer-
néiert Besëtzer.

Application du principe « once only » au Docu- ment unique de marché européen (DUME) | Ques- tion 2770 (12/08/2025) de Mme Octavie Modert (CSV)

Wa Betriber un ëffentlechen Ausschreibungen
deelhuelen, mussen si an deene meeschte Fäll eng
Erklärung ausfëllen an ënnerscheieren, an där si zer-
tifizéieren, dass hire Betrib déi néideg legal Viraus-
setzungen erfëllt, fir dierfe bei enger Ausschreibung

matzemaachen. Dës Demarche muss e Betrib bei all
Ausschreibung op en Neits maachen. D'Dokument,
ëm dat et geet, déi sougenannten Eegenerklärung,
ass harmoniséiert op europäeschem Niveau a besser
bekannt ënnert dem Numm „Document unique de
marché européen“, ofgekierzt DUME.

Am Kader vun de Bestriewunge vun dëser Regie-
rung, fir administrativ Virgänge ze vereinfachen, mat
ënner anerem der Verallgemengerung vum „once
only“-Prinzip, kann ee sech froen, ob d'Ausfëlle vum
DUME Dokument net och kéint ënnert dee Prinzip
falen. Wa Betriber, besonnesch Kleng- a Mëttelbe-
triber aus dem Handwerk, den DUME weinstens
nëmmen eemol am Joer missten ausfëlle fir all d'Aus-
schreibung fir dat kommend Joer, géif dat manner
Opwand fir si duerstellen. Dës kéinte si zum Beispill
iwwert de PMP Portal maachen, an op dëser Plaz och
aner Informatiounen iwwert hire Betrib ugin, déi
relevant sinn, fir un Ausschreibungen deelzehuelen.
Et wär eng begrenzten Ännerung, awer och mat
kleng Moossname kann een de Betriber et méi
einfach maachen.

An deem Kontext wollt ech folgend Froen un
d'Madamm Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aar-
bechte stellen:

1. Wéi steet d'Madamm Minister zu dësem Vereinf-
achungsversuch, dee fir d'Betriber, a besonnesch fir
méi kleng Betriber, eng grouss Erleichterung a Vereinf-
achung duerstelle géif?

2. Wéi eng Kadenz wär sënnvoll, fir d'DUME ausze-
fëllen, dat och souguer manner dacks wéi eemol pro
Joer?

3. Wäert d'Madamm Minister och bereet, de „once
only“-Prinzip fir DUME anzeféieren?

4. Wou kann de „once only“-Prinzip nach ugewant gi
bei ëffentlechen Ausschreibungen?

Réponse (11/09/2025) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Digitalisation

Déi honorabel Deputéiert stellt Froen wat d'Ausfëllen
an d'Veinfache vun der Prozedur vun den ëffentle-
chen Ausschreibungen ubelaangt, ënner anerem wat
d'Ausfëlle vum DUME-Dokument (Document unique
de marché européen) ubelaangt.

ad 1. Den DUME ass en Dokument, dat vun der eu-
ropäescher Direktiv 2014/24/UE iwwert d'ëffentlech
Ausschreibungen virgesinn ass, fir et de Betriber ze
vereinfachen, bei den Ausschreibungen déi richteg
Dokumente ofzeginn. De Gebrauch vum DUME ass
zu Lëtzebuerg aktuell duerch d'Ausschreibungsgesetz
vum 8. Abrëll 2018 gereegelt.

Et ass en Dokument, dat d'Betriber entlaascht, well
wann e Betrib en DUME mat der Offer ofginn huet
an dora bestätegt, datt all d'Exigenzen erfëllt sinn,
mussen déi Dokumenter, déi gefrot sinn, nëmme ge-
liwwert ginn, wann effektiv d'Soumissioun gewonne
ginn ass an den Opdrag un dee Betrib geet.

Et muss awer aktuell un all Ausschreibung ugepasst
ginn, well vill Informatiounen, déi gefrot gi respektiv
déi dran enthalen sinn, fir all Ausschreibung anerer
sinn.

Zudeem ass den DUME, wéi am Artikel 72 vum Aus-
schreibungsgesetz vum 8. Abrëll 2018 festgehal, eng
„déclaration sur l'honneur actualisée“. Mat dëser zer-
tifizéiert de Betrib seng Konformitéit zu den Exigen-
zen vun der Ausschreibung. Dowéinst ass et momentan
net méiglech, engem präzisen DUME eng länger Gültig-
keet ze ginn.

D'Entreprisë kënnen natierlech beim Ausfëllen Dee-
ler aus engem aneren DUME, dee schonns virdru bei

³¹ https://meco.gouvernement.lu/fr/actualites/gouvernement2024+fr+actualites+ toutes_actuallites+communiqués+2025+06-juin+26-campagne-rappel-nq3.html

Ausschreiwunge gebraucht ginn ass, iwwerhuelen. Des Weideren ass den DUME am Soumissiouns-Prozess um Portail des marchés publics integréiert, esou datt d'Betriber dee mat puer Klicker kënnen ausfüllen a mat der Offer kënnen online ofginn.

Et ass nach ze bemierken, datt den ëffentleche Bauhär muss déi gréisstméiglech Garantie hunn, datt e Betrib ëmmer aktuell all d'Exigenzen, déi gefrot ginn, erfëllt, fir datt herno e gudden Oflaf vun den Aarbechte garantéiert ass. Dowéinst mussen d'Dokumenten, déi gefrot sinn, dorënner den DUME, ëmmer kënnen bestätegen, datt de Betrib zu deem Moment, wou hien eng Offer ofgëtt, all d'Exigenzen erfëllt.

ad 2. Leider ass et am Moment, esou wéi de Modell vum DUME vun der Europäescher Kommissioun virgesinn ass, net méiglech, een DUME fir verschidden Ausschreiwungen ze gebrauchen, well d'Informatiounen, déi gefrot ginn, net fir all Ausschreiwung déi selwecht sinn, an den DUME zudeem eng „déclaration sur l'honneur actualisée“ ass.

Am Moment ass d'Europäesch Kommissioun amgaang eng nei Propositioun auszuschaffen, fir déi aktuell Direktiven iwwert d'ëffentlech Ausschreiwungen ze revidéieren. An deem Kader huet de Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten och virgeschloen, datt den DUME sollt an deem Sënn iwwerschaft ginn, fir nach méi kënnen zur Vereinfachung vun den Ausschreiwungen bäizedroen.

ad 3. Am Moment kann een den „once only“-Prinzip fir DUME net applizéieren, well den DUME, esou wéi vun der Europäescher Kommissioun virgesinn, net fir all Ausschreiwung déi selwecht ass, an dowéint fir all Ausschreiwung aktualiséiert muss ginn.

Wann am Kader vun der Revisioun vun den aktuellen Direktiven iwwert d'ëffentlech Ausschreiwungen den DUME dann effektiv vereinfacht gëtt, woufir mir eis wäerten asetzen, gi mir dervun aus, datt den DUME dann am Kader vum „once only“-Prinzip kann e puermol gebraucht ginn.

ad 4. Den aktuelle Gesetzesprojet 8395B iwwert den „once only“-Prinzip soll herno kënnen konform zu den Exigenzen vum Gesetz iwwert d'ëffentlech Ausschreiwung applizéiert ginn, dëst natierlech ëmmer am Aklang mat den Direktiven iwwert d'ëffentlech Ausschreiwungen.

De Gesetzesprojet gesäit vir, dass all Informatiounen a perséinlech Donnéeën vun engem Administré, also och enger „personne morale“ wéi engem Betrib, déi scho bei enger Entité publique virleien, sollen echangéiert a benotzt ginn, éiert se erëm beim Administré ugefrot ginn. Et géng deemno zu enger Reduktioun vun der administrativer Belaaschtung vu Betriber am Kader vun ëffentlechen Ausschreiwunge féieren, andeems déi gefrotene Dokumenter, déi vun engem Betrib geliwwert mussen ginn, wann den Optrag u dee Betrib geet, a scho bei enger Entité publique virleien, automatesch echangéiert mussen ginn, esoulaang dëst technesch méiglech ass.

Confiscation d'animaux exploités | Question 2771 (12/08/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

Ëmmer erëm gesäit een op eise Stroosse Mënschen, déi mat hirem Hausdéier op der Strooss liewen. Fir vill vun dese Mënschen ass d'Hausdéier hiren eenzeg richteg Weggefährte an eng wichteg moralesch Stäip. Fir des Leit sinn hir Déieren hir Famill.

Et gëtt awer och där Leit, déi Déiere skrupellos ausnotzen, fir esou duerch Heescherei Geld ze maachen. Eng Déiereschutzorganisatioun beréicht op de soziale Medien dovunner, dass Hënn vun hirem „Meeschter“

mësshandelt ginn. D'Hënn sinn zwar heiansdo an der EU geschéit, mee se sinn a kengem System ugemellt, soudass net kloer ass, wien de Proprietär vum Déier ass.

D'Police kéint awer hei net agräifen, well et am Déiereschutzgesetz keng Dispositiounen géif ginn, fir d'Déieren aus hirem Misär erauszekréien.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir den Interieur a fir Landwirtschaft, Ernährung a Wäibau des Froe stellen:

1. Sinn d'Ministernen doriwwer informéiert a stëmmt et, dass der Police an esou Fäll, wéi uewe beschriwwen, d'Hänn gebonne sinn?

2. Erlaabt déi aktuell Gesetzeslag, fir een Déier, wat ausgenutzt an/oder mësshandelt gëtt, ze konfiszéieren?

Réponse (29/08/2025) de M. Léon Gloden, Ministere des Affaires intérieures | Mme Martine Hansen, Ministere de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1. D'Déierequälerei ass duerch d'Gesetz vum 27. Juni 2018 „sur la protection des animaux“ verbueden.

D'Police huet d'Flicht, an all Fäll vun akuter Déierequälerei oder enger imminenter Gefor fir d'Déier, vun där si Kenntnis huet, adequat ze reagéieren. Dëst war an de leschten 20 Méint am Kontext vun deser parlamentarescher Ufro bei dräi Geleechtheeten de Fall.

Och wann d'Déiere geschéit, awer net an engem System registréiert sinn, besteet d'Méiglechkeet, fir géint evident Déierequälerei virzegoen.

ad 2. Eng Konfiskatioun kann a verschiddene Fäll op Basis vum ofgeännerte Gesetz vum 9. Mee 2008 „relative aux chiens“ oder vum virgenannte Gesetz vum 2018 vun engem Richter decidéiert ginn.

D'Police kann eng Saisie maachen, awer keng Konfiskatioun. 2024 goufen een Hond an dräi Welpen saiséiert. 2025 ass et bis elo een Hond, dee saiséiert ginn ass.

Vente d'animaux dans des surfaces commerciales et mise à mort d'animaux au « Brakeweier » | Question 2772 (12/08/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

Den Ëmweltminister huet op meng lescht Fro hi bestätegt, datt invasiv Déierenarten am Brakeweier op der Kockelscheier am Kader vun de Botzaarbechten doutgemaach ginn (Fro N° 2578).

Wéi vill Déieren dat sinn a wéi eng Déierenarten, dat wäerte mer zu engem spéideren Zäitpunkt vum Ëmweltminister wësse gedoe ginn. Grad d'Informatioun, ëm wéi eng Déierenarten et sech handelt, ass awer pertinent aus der Siicht vum Déiereschutz.

A menge Froen N° 1976 an 2145 hat ech schonns drop opmierksam gemaach, dass et problematesch ass, dass een Déieren einfach esou a Baumäert, nieft Faarwen, Schrauwen an Dünger kafe kann.

Esou kann een zum Beispill Schildkröten einfach esou kafen. Dës Déiere ginn natierlech net registréiert an esou kënnen onverantwortlech Proprietären, déi d'Déier net méi wëllen, et einfach dobaussen an der Natur, zum Beispill am Brakeweier, aussetzen. Dës „invasiv“ Déiere ginn da mat doutgemaach.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister des Froe stellen:

– Sinn ënnert den invasiven Zorten um Brakeweier och Déieren, déi een am fräien Handel zu Lëtzebuerg oder an der Groussregioun ka kafen?

Réponse (18/09/2025) de M. Serge Wilmes, Ministere de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

Wéi schonn an den Äntwerten op dem honorabelen Deputéierten Här Marc Goergen seng vireg parlamentaresch Froen erkläert gouf, wäerten d'Statistiken zu de gefaangenen Déieren der Naturverwaltung vum Gewässerökolog, deen en charge vum Projet ass, nogereecht ginn, wann d'Aarbechten um Weier ofgeschloss sinn. Et sief an deem Kontext preziséiert, datt invasiv exotesch Aarten, déi ënnert d'Reglement (UE) N° 1143/2014³² falen, net dierfe verkaft ginn.

Coût et recettes fiscales pour l'État liés aux voitures électriques et thermiques | Question 2773 (13/08/2025) de M. Tom Weidig (ADR)

Déi lescht Regierung huet eng Rei finanziell an administrativ Ureizer geschaf, fir d'Lëtzebuerger Bierger a Firmen am Beräich vun der Mobilitéit dozou ze beweegen, vum Verbrennungsmotor op den Elektroauto ëmzukekammen. Dat bedeit fir de Staat eng Rei Käschten, ënner anerem direkt Käschten wéi Subsiden, Steiervergëschtegungen an den Ausbau vun der Infrastruktur, mee och indirekter wéi e Verloscht vun Taxen op de Verkauf vu Bensinn an Diesel, mee och de Subsid fir de Stroumpreis niddreg ze halen.

An deem Zesummenhang géif ech d'Regierung gäre froe matzedeele:

1. wéi vill e privaten Elektroauto de Staat duerchschnëttlech kascht;

2. wéi vill en elektresche Firmewon de Staat duerchschnëttlech kascht;

3. wéi vill de Staat duerchschnëttlech duerch d'Steieren op engem privaten Elektroauto erakritt an a wéi enge Beräicher déi Recetten ufalen;

4. wéi vill de Staat duerchschnëttlech duerch d'Steieren op engem elektresche Firmewon erakritt an a wéi enge Beräicher déi Recetten ufalen;

5. wéi vill de Staat duerchschnëttlech duerch d'Steieren op engem privaten Auto mat Verbrennungsmotor erakritt an a wéi enge Beräicher déi Recetten ufalen.

Réponse (24/09/2025) de M. Gilles Roth, Ministere des Finances | M. Lex Delles, Ministere de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | M. Serge Wilmes, Ministere de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. Duerchschnëttleche Montant an Euro, deen un eng Personne physique am Kader vum „Klimabonus Mobilitéit“-Regime ausbezuelet gouf: ↑

ad 2. Duerchschnëttleche Montant an Euro, deen un eng Personne morale am Kader vum „Klimabonus Mobilitéit“-Regime ausbezuelet gouf: ↑

ad 3. bis 5. Allgemeng kann ee soen, dass d'Douane am Joer 2023 Einnamen an Héicht vun 68,7 Milliounen Euro iwwer déi sougenannten Autossteuer (Taxe sur les véhicules automoteurs) erhuewen huet. Dovunner si 27,8 Milliounen Euro op d'Firmen a 40,9 Milliounen Euro op Privatstéit entfall.

Fir d'Joer 2024 goufen 68,8 Milliounen Euro där Taxen erhuewen. Dovunner sinn 22,8 Milliounen Euro op d'Firmen a 46 Milliounen Euro op d'Privatstéit entfall.

Um Niveau vun den direkte Steiere gëtt ee Firmewon, deen een Employé och privat notzt, als „avantage en nature“ besteiert. Dësen Avantage gëtt zënter 2025 mat 0,5 % um Neipreis gerechent fir

³² Règlement (UE) n° 1143/2014 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes



elektresch Ween mat engem Verbrauch vu manner wéi 18 kWh/100 km. En Taux vun 0,6 % gëtt applizéiert fir elektresch Ween mat engem Verbrauch vu méi wéi 18 kWh/100 km. Fir hybrid Autoen oder Autoe mat engem Verbrennungsmotor beleeft sech dësen Taux op 2 % zënter deem Joer.

Allerdéngs gëtt dësen Avantage selte sonner an den „Extraits de compte salaire ou pension“ (ECSP) ausgewisen, mee bei de Brutto-Salaire vum Steuerzueler dobäi gerechent an och als Salaire besteiert. An deem Fall gëtt eng global Retenue fälleg fir den Deel Salaire a fir den Deel „avantage en nature“.

Bei deene Fäll wou deen Avantage nach géif vum Patron separat ausgewise ginn, kann een unhand vun dësen Informatiounen awer net feststellen, ëm wat fir eng Zort Auto et sech handelt. Weeder den applizierten Taux, nach de Präis vum Auto, op deen dësen Taux ugewant gëtt, gëtt matgedeelt, sou dass eng Opspléckung tëscht Auto mat elektreschem an engem Auto mat Verbrennungsmotor net méiglech ass.

Eng Vergläichbarkeet tëscht Elektroween an Autoe mat Verbrennungsmotor ass generell schwéier, well beim Elektroauto de Verbrauch den Haaptkriterium duerstellt, während et beim Verbrenner den CO₂-Ausstouss ass.

Aner Steieren, déi sech op de konkrete Verbrauch vun de Gefierer bezéien, ginn hei net opgefouert (z. B. d'CO₂-Steier an aner Akzisen).

Sanctions de la CSSF contre la Spuerkeess et la BGL BNP Paribas dans le contexte du scandale Caritas | Question 2774 (13/08/2025) de M. Tom Weidig (ADR)

Den 30. Juli 2025 huet d'Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) eng administrativ Sanktioun géintwuerder der Spuerkeess ausgeschwat, nodeems d'CSSF tëscht dem 8. August 2024 an dem 12. Dezember 2024 eng Rei Kontrollen am Kontext vum Caritas-Skandal duerchgefouert hat.

D'Héicht vun dëser Sanktioun – déi wéinst Verstéiss géint d'Gesetz vum 12. November 2004 iwwert d'Bekämpfung vu Geldwäsch an der Finanzéierung vum Terrorismus wéi och wéinst Verstéiss géint déi berufflech Obligatiounen festgehalen gouf – beleeft sech op bal 5 Milliounen Euro. Dëst erënnert un eng Sanktioun vun iwwer 3 Milliounen Euro, déi d'CSSF den 8. Juli 2024 géintwuerder der BGL BNP Paribas ausgeschwat hat – aus quasi identesche Grënn.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Finanzminister folgend Froe stellen:

1. D'CSSF hat schonn 2018 zu deem Theema eng Enquête bei der Spuerkeess duerchgefouert. Wéi eng Lacunne goufen deemools festgestallt a wat waren d'Conclusiounen?
2. Gouf d'Ëmsetze vun den Injonctiounen kontrolléiert? Wa jo, wéi sinn si kontrolléiert ginn an a wéi enger Zäitspan? Wann nee, aus wéi enge Grënn net?
3. D'CSSF hat 2024 zum selwechten Theema eng Enquête bei der BGL BNP Paribas duerchgefouert. Wéi eng Lacunne goufen deemools festgestallt a wat waren d'Conclusiounen?
4. Gouf d'Ëmsetze vun den Injonctiounen kontrolléiert? Wa jo, wéi sinn si kontrolléiert ginn an a wéi enger Zäitspan? Wann nee, aus wéi enge Grënn net?
5. Firwat huet d'CSSF d'Resultater vun der Enquête géintwuerder der BGL BNP Paribas net ëffentlech gemaach, am Géigesaz zu de Resultater vun der Enquête géintwuerder der Spuerkeess?

6. Vu wéini un hat de Staat – deen zu 100 % Aktionär bei der Spuerkeess an zu 30 % Aktionär bei der BGL BNP Paribas ass – Kenntnesser vun dësen Injonctiounen?

7. Wat ass d'Regierung gewëllt ze ënnerhuelen, fir d'Vertraue vun de Clienten an dës Banken, déi ënner hirer Kontroll sinn, nees zeréckzegewannen?

8. Gedenkt d'CSSF, hire System vu Kontrollen am Hëllef op de Caritas-Skandal an déi entspreche Sanktiounen ze verbesseren?

Réponse (08/09/2025) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances

ad 1. No enger Kontroll an de Joren 2018 bis 2020 krut d'Bank d'Konklusiounen vun dëser Kontroll a Form vun engem Injonktiounsbrëf geschéckt.

Als Äntwert op d'Observatiounen vum Regulateur huet d'Bank sech engagéiert, eng Rei Moosnamen am Weesentlechen a follgende Beräicher ëmzesetzen:

- D'Modalitéiten vum Filtere vun Transaktiounen a pro-spektiv Clientë par rapport zu de Sanktiounslëschen;
- D'Modalitéiten vun der Iwwerprüfung vun der Vollständigkeit vun den Informatiounen an de Paie-mentsmessagingen;
- D'Berechnungsmethod vum Risikoniveau vun der Clientèle, fir ënner anerem méi staark déi potentiell méi héich Risikofactoren ze berücksichtegen;
- D'Iwwerwaache vun den Transaktiounen an d'Frequenz vun der periodescher Dossierrevisioun.

ad 2. D'Responsabilitéit iwwert d'Ëmsetze vun de Moosnamen läit bei der Bank, déi sech esou organi-séiere muss, dass se de Suivi maache kann.

ad 3. D'Kontrolle bei der BGL BNP Paribas hu sech an éischter Linn dorobber bezunn, ob d'Bank sech un d'Reegele fir d'Verhënnerung vu Geldwäsch a Finan-zéierung vum Terrorismus hält. Dobäi gouf virun allem nogekuckt, ob d'Bank de Risiko vun hire Clientë richtig einschätzt an ob si passend Kontrollmoosnamen ëmsetzt, am besonnesche beim Iwwerwaache vun Transaktiounen. Heibäi goufe keng strofbar Ver-stéiss oder Feeler festgestallt.

ad 4. Sou wéi d'CSSF am Communiqué vum 30. Juli 2025 matgedeelt huet, ass den Dossier fir si, wat d'BGL BNP Paribas ugeet, ofgeschloss.

ad 5. Am Kader vun der Caritas-Fraude huet d'CSSF Enquête gemaach, souwuel bei der Spuerkeess, wéi bei der BGL BNP Paribas. Wéi dës Aarbechten ofgeschloss waren, huet d'CSSF den 30. Juli 2025 zwou Informatiounen verëffentlecht: eng Kéier eng Sank-tioun géintwuerder der Spuerkeess, ënnert dem sougenannte Geldwäschegesetz. Des Weideren huet d'CSSF e Communiqué publizéiert fir ze bestätegen, dass si och Analyse bei der BGL BNP Paribas gemaach huet, déi net zu enger Sanktioun geféiert hunn. Dëse Communiqué berout um Artikel 43 (1) aus dem Ge-setz vum 5. Abrëll 1993 iwwert de Finanzsektor, deen et der CSSF erlaabt, eng Publikatioun ze maachen, wann den Intérêt public dat justifiéiert. D'CSSF war der Meenung, dass dat hei de Fall war.

ad 6. De Staat, an deem Fall vertrueden duerch de Finanzminister, ass via Representantë vum Staat an dem Conseil vun de respektive Banken iwwert d'Deci-siounen vun der CSSF informéiert ginn, soubal dës der Bank zougestallt goufen, an de Conseil dovunner an d'Bild gesat ginn ass.

ad 7. D'Regierung bedauert, dass véier Joer no engem éischten Injonktiounsbrëf (Lettre d'injon-ction) vun 2020 d'CSSF festgestallt huet, dass de Sys-tem fir d'Iwwerwaachung vun Transaktiounen vun der Spuerkeess, trotz de Verbesserungen, déi gemaach goufen, nach ëmmer strukturell Mängel opweist an dass d'Bank eng nei administrativ Strof kritt huet.

No der Iwwermëttlung vun den Observatiounen vun der Iwwerwaachungsautoritéit sinn direkt verschidde Moosnamen an d'Wëer geleet ginn, fir d'Situatioun ze behiemen:

– D'Spuerkeess huet am Zuch vun den Investiga-tiounen vun der CSSF ee Plang vu Korrekturmoos-namen opgestallt, mat konkrete Moosnamen, déi no engem festgeluechten Zäitplang ëmgesat solle ginn. De Verwaltungsrot vun der Spuerkeess wäert d'Ëmsetzung vun deem Plang no engem Kalenner, dee vun der Direktioun opgestallt gouf, enk suivéieren, fir esou ze verhënneren, dass änlech Verstéiss sech an Zukunft widderhuelen.

– Zousätzlech huet de Verwaltungsrot decidéiert, e spezialiséierte Sous-comité „stratégie technologique et innovation“ anzeféieren, fir den technologeschen Entwécklungsplang vun der Bank besser ze guidéieren – och am Sënn vun der Prioriséierung an der Weiderentwécklung vum internen a regulatoresche Kontrollsystem.

– De Kommissär (Commissaire de surveillance) huet donieft am Numm vum Propriétaire dem Verwaltungs-rot proposéiert, eng international Beroderfirma mat grousem Wëssen an deem Secteur ze beoptragen, fir eng onofhängeg Evaluatioun vun der Maturitéit vum System vun der Bank am Beräich vun der Bekämp-fung vu Geldwäsch an Terrorismusfinanzéierung (LBC/FT) duerchzuféieren, dëst am Lichte vun de regu-latoreschen Ufuerderungen an de beschte Praktiken am Secteur.

Dës Evaluatioun huet Verbesserungsméiglechkeete vum aktuelle Kader identifizéiert, fir esou nohalteg Äntwerten op déi identifizéiert Risiken ze ginn.

Op Basis vun dëser Evaluatioun gëtt bis Mëtt No-vember, zesumme mam uewe genannte Beroder, ee Plang ausgeschafft, mam Fokus op Moosnamen a Beräicher, déi net vun de schonn decidéierte Korrek-turmoosnamen ofgedeckt sinn, mee déi e wichtegen Hieweleffekt hunn, fir d'Qualitéit vum LBC/FT-System ze verbesseren.

– Eng éischt Ëmsetzung vun dëse Recommanda-tiounen gesäit ënnert anerem Moosnamen am Niveau vun der Governance vir: Stärker vun der Roll vun der Compliance-Funktioun, Kloerstellung vun de Reegele fir d'hierarchesch Eskalatioun, Verstärker vun der Zesummenaarbecht tëscht deenen dräi Ver-deedegungslinnen oder nach d'Limitatioun vun de Mandater, déi vun de Membere vun der Direktioun an anere Gesellschaften ausgeübt ginn, dëst mam Zil, d'Disponibilitéit vun de betraffene Persounen op déi strateegesch Eerausforderungen a Prioritéiten vun der Bank hirer Entwécklung ze konzentréieren.

ad 8. D'CSSF gesäit keen Ulass, fir hire Kontrollsystem ze änneren.

Coopération entre le LNS et des laboratoires privés et automatisé au sein du LNS | Question 2775 (13/08/2025) de Mme Mandy Minella | M. Gérard Schockmel (DP)

Le Laboratoire national de santé (LNS) joue un rôle central dans l'analyse des biopsies, notamment pour le diagnostic de pathologies graves telles que le cancer.

Dans notre question parlementaire n° 2356, nous avons déjà attiré l'attention sur les délais d'attente pour l'obtention des résultats et souligné la nécessité de renforcer les capacités du LNS ou d'envisager des collaborations avec des laboratoires privés luxembourgeois et étrangers.

Depuis, plusieurs témoignages de patients et de professionnels de santé confirment que, malgré certaines améliorations, les délais demeurent élevés, en particulier dans des domaines sensibles comme l'oncologie, la gynécologie et la dermatologie. Cette attente représente une charge psychologique importante pour les patients.

En réponse à notre question n° 2356, Madame la Ministre avait évoqué la restructuration en cours au sein du LNS. Cependant, selon ses propres déclarations, seul un tiers du processus a été mené à bien. La digitalisation et l'automatisation avaient été identifiées comme des leviers importants pour réduire les délais.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Madame la Ministre est-elle disposée à initier ou à renforcer une coopération avec des laboratoires privés luxembourgeois ou étrangers afin de réduire les délais d'analyse ?

2) Dans la négative, pourquoi ?

3) Une coopération avec des laboratoires privés luxembourgeois ou étrangers est-elle déjà mise en place et a-t-elle démarré ?

– Dans l'affirmative, avec quels laboratoires (noms et pays) ?

– Pour quel type d'analyses et de diagnostics fait-on appel à ces laboratoires privés ?

– Dans la négative, pour quelles raisons aucune coopération n'a-t-elle encore été engagée ?

4) Que recouvre précisément la notion « d'automatisation » telle qu'évoquée par Madame la Ministre dans ses précédentes réponses ?

5) Dans quels domaines l'automatisation sera-t-elle développée au sein du LNS pour ainsi réduire les délais d'attente des patients ?

6) Par exemple, un logiciel utilisant l'intelligence artificielle pour assister le personnel médical dans l'analyse des biopsies est-il envisagé, notamment dans le but de réduire les délais pour les diagnostics urgents ?

7) Quels nouveaux projets d'automatisation ou équipements sont prévus au LNS qui ne sont pas encore disponibles à l'heure actuelle ?

Réponse (19/09/2025) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) à 3) La meilleure prise en charge possible du patient est au centre de toutes les réflexions en cours. Dans ce cadre, toutes les pistes visant une amélioration continue des soins sont explorées, y compris le développement accru de collaborations potentielles entre laboratoires publics et privés.

En 2025, les laboratoires suivants ont analysé des échantillons pour le compte du LNS : [†]

Le LNS transmet à ces laboratoires des échantillons, biopsies ou plus rarement des pièces opératoires, à des fins d'analyse de pathologie que ce soit dans le secteur privé ou public/universitaire. Les domaines concernés par la sous-traitance sont les suivants :

- Neuropathologie
- Dermatologie
- Gastro-entérologie
- Néphrologie
- Test de génétique non effectué au NCG

ad 4) L'automatisation en anatomopathologie correspond à la mise en œuvre de technologies robotiques et de systèmes d'information permettant de se substituer ou d'accompagner les interventions humaines.

Ce type de technologie concerne notamment la préparation des échantillons (microtomes ou colorateurs automatisés) ou encore l'analyse d'images telle que mise en œuvre dans le service de cytologie gynécologique du LNS. Ceci permet une meilleure gestion des tâches répétitives et une harmonisation des pratiques.

À ce stade, au LNS, l'automatisation a surtout permis de réduire le temps de préparation des échantillons et in fine que ces derniers soient disponibles plus rapidement pour l'expertise par les pathologistes.

ad 5) L'automatisation se concentre sur les techniques de préparation des échantillons. L'objectif est de réduire le temps entre l'arrivée des échantillons au LNS et l'étape de lecture par les pathologistes. Des améliorations sont en cours au niveau de la transmission digitale des informations (hôpitaux/médecins vers le LNS), de la préparation des échantillons (partie technique) ainsi que de l'expertise des échantillons (partie médicale). À ce jour, quatre projets de connections avec les hôpitaux sont en cours, ainsi que la mise en production d'une plateforme pour les professionnels de santé destinée à faciliter l'échange entre le LNS et le médecin. Le retard au niveau de la partie technique est résorbé et s'améliore de mois en mois. Une optimisation continue des processus de travail dans le laboratoire est en cours.

La digitalisation de la pathologie (y inclus la machine learning et l'intelligence artificielle (IA)) est un projet important qui permettra à terme de diminuer encore les délais. Des projets en ce sens sont en cours de développement et de validation.

ad 6) Différents outils d'IA sont à l'étude. Cependant seulement un nombre restreint d'applications existent et sont déjà validées par l'EMA et la FDA pour une utilisation dans le diagnostic au quotidien. Le LNS est pleinement engagé à rester à la pointe des évolutions dans ce domaine et mobiliser les ressources nécessaires pour initier des études de cas ciblées, notamment dans des spécialités telles que les cancers du sein et de la prostate.

ad 7) Voir la réponse à la question 5.

Utilisation de drones pour la pulvérisation dans la viticulture | Question 2776 (13/08/2025) de Mme Claire Delcourt (LSAP)

An der Landwirtschaft an am Wäibau ass et mëttlerweil méiglech, Planzeschutzmëttel mat der Hëllef vun Dronen ze sprëtzen. Wann eng entspreichend Geneemegung vun der Direction de l'aviation civile (DAC) fir den Dronenasaz virläit, kënnen Produite mat där Technologie op eng effizient a buedemschounend Aart versprëtzt ginn. Besonnesch an de Wäibierger, wou am Hang geschafft muss ginn, gëtt et e relativ groussen Interessi un der Uwendung vun Dronen.

Rezent soll enger lokaler Association agricole aus dem Beräich vum Wäibau eng Geneemegung fir den Asaz vun enger Dron fir d'Sprëtzen allerdéngs refuséiert gi sinn.

An deem Kontext wëllt ech der Regierung follgend Froe stellen:

1. No wéi enge Krittäre gëtt bestëmmt, ob en Dronenasaz an der Landwirtschaft an am Wäibau méiglech ass?
2. Wéi vill Geneemegunge goufe säit der Mise en place vum Dispositif ugefrot?
3. Wéi vill Demandé goufe refuséiert a wéi vill ugeholl?

4. Firwat gouf et rezent keng Erlabnis fir den Asaz vun Dronen am Wäibau?

5. Wéi vill Wënzer:innen ware vun der Demande betraff? Falls dat net bekannt ass: Wéi vill Terrainen hätte solle gesprëtzt ginn?

Réponse (03/09/2025) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. D'Benotze vun Dronen am Wäibau oder fir landwirtschaftlech Zwecker gëtt vum Reglement (EU) 2019/947 vum 24. Mee 2019 iwwer d'Reegelen a Prozedure fir de Betrib vun onbemannte Loftfaartssystemer gereegelt.

Dat uewe genannte Reglement ënnerscheet engersäits tëscht Operatiounen, déi ënner d'Kategorie „Open“ (Artikel 4) falen an Operatiounen mat nidderegem Risiko duerstellen, an anerersäits Operatiounen, déi ënner d'Kategorie „Spezifesch“ (Artikel 5) falen, déi Operatiounen mat engem méi héije Risiko bündelen. Wann dat maximaalt Gewicht vum onbemannte Loftfaartgëfier méi wéi 25 kg bedréit oder wa während der Operatioun eng Substanz verspreet gëtt, da fällt d'Operatioun och ënner d'Kategorie „Spezifesch“. An deem Fall muss den Operateur eng komplett Risikobewäertung am Aklang mat Artikel 11 vum uewe genannte Reglement duerchféieren, inklusiv entspreichende Mitigationssmoosnamen. Operatiounen am Wäibau oder am Landwirtschaftssektor ginn typescherweis mat schwéieren Dronen duerchgefouert, déi Substanzen sprëtzen, sou datt effektiv d'Noutwendegkeet fir eng komplett Risikoanalyse besteet.

ad 2. Zënter der Ëmsetzung vum Reglement (EU) 2019/947 den 31. Dezember 2020 goufe 14 Ufroen fir spezifesch Operatiounen bei der DAC agereecht. Hei muss tëscht Ufroen vun nationalen (11) an auslännesche (3) Bedreier ënnerscheet ginn.

ad 3. Sechs Ufroen, all vun nationalen Operateuren, konnten positiv beäntwert ginn a kruten eng Operationsautorisation oder eng Bestätigung vun der Vollstännegkeet vum Dossier.

Keng Ufro gouf formell vun der DAC ofgeleent. Allerdéngs gëtt net all Ufro no hirer Initiatioun och finaliséiert, wat dann d'Differenz tëscht den initiéierten an den ofgeschlossenen Ufroen erkläert. Ee Grond dofir, dee reegelméisseg genannt gëtt, ass d'Komplexitéit vun der Risikoanalyse, déi vun den europäesche Reglementer verlangte gëtt.

ad 4. Fir 2025 ass d'Situatioun wéi follegt:

– National Operateuren: véier Ufroen goufen initiéiert, dovun gouf eng ofgeschlossen, eng gëtt nach analyséiert, an zwou waarden nach op de Feedback vum Operateur;

– Auslännesch Operateuren: eng Demande gouf initiéiert, awer et feelt am Moment nach ëmmer eng Äntwert vum Operateur.

ad 5. D'DAC huet nëmmen Donnéeën vun den Operateuren, déi eng Demande areeche. Dorausser léisst sech net ofleeden, wéi vill Wënzer:innen oder Parzelle genau betraff sinn.

Aide pour le Cap-Vert | Question 2777 (13/08/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

Wéi verschidde lëtzebuergesch Medie berichten, sinn um Cap Vert bei engem Stuerm de Méinden op d'mannst 8 Mënschen ëm d'Liewe komm. D'Insele São Vicente a Santo Antão goufen deelweis schwéier verwüüest duerch Wand an Iwwerschwemmungen an effentlech Infrastrukturen goufen zerstéiert. D'Land kann all Hëllef an international Solidaritéit aktuell gutt gebrauchen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Aussenugeleehenheiten dës Froe stellen:

1. Ass vun der Regierung schonn eng geziilt Hëllefaktioun fir de Cap Vert beschloss ginn? Falls jo, wéi eng Mëttele ginn hei agesat (finanziell, personell, materiell)?

2. Huet d'Regierung Informatiounen, wéi vill Lëtzeburger Bierger sech aktuell um Cap Vert befinnen, am Kader vu Vakanzen, berufflechen Openthalter oder anere Grënn?

3. Wéi sollen sech eis Staatsbierger um Cap Vert verhalten an u wéi kënne si sech bei Problemer wenden?

Réponse (08/09/2025) de **M. Xavier Bettel**, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

ad 1. Am Kader vun de rezenten Iwwerschwemmungen um Cabo Verde ass déi Lëtzeburger Regierung vun Ufank un am enke Kontakt mat de kapverdianeschen Autoritéiten esouwéi mat der EU an den UNO-Agencen. Op der Plaz suivéiert d'Lëtzeburger Ambassade d'Situatioun weiderhi vu ganz no, fir séier kënne op Hëllefsofroen vun de kapverdianeschen Autoritéiten ze reagéieren.

Lëtzebuerg bitt proaktiv all néideg Hëllef un, déi gebraucht gëtt, a wäert sech aktiv un der Rekonstruktioun op deene betreffenen Insele bedeelegen, notament am Waasser- an Ofwaasser-Secteur. An deem Kader schéckt d'Kooperationsagence Lux-Development een Expert op déi betreffenen Inseln, fir d'Schied ze analyséieren an en fonction vun de Besoinen e Projet op d'Been ze setzen. Parallell gëtt am Kader vu senger Zesummenaarbecht mat der UNO-Agence UNOSAT (United Nations Satellite Centre) grad en éischten „Needs Assessment“ finaliséiert, deen e méi präzisen Iwwerbléck iwwert déi materiell Schied erméiglecht.

Den Ausseministère huet och iwwert den europäesche Katastropheschutz-Mechanismus op eng Requête am humanitäre Beräich geäntwert, an huet an deem Kader Material aus sengem humanitäre Stock ugebueden. Des Weideren huet den Ausseministère decidéiert, eng Contributioun vun 250.000 Euro un d'Fédération internationale de la Croix-Rouge ze maachen, déi no den Iwwerschwemmungen um Cabo Verde direkt sur place waren, fir deene befroffene Familien ze hëllefen.

D'Flexibilitéit vun der Lëtzeburger Kooperatioun huet e méiglech gemaach, am Kader vun engem Projet vu Lux-Development, 360.000 Euro bereetzestellen, fir ee Fonds de garantie opzesetzen, dee betreffenen Entrepreneure vu klengen a mëttleren Entreprises zu São Vicente a Santo Antão finanziell ënnert d'Äerm gräift. Dese Fonds wäert op Demanden funktionéieren, an et gëtt domat gerechent, dass tëscht 24 an 80 lokal Entrepreneure oder Selbststänneger dovun profitéiere kënnen. Déi potentiell Beneficiairë sinn a verschiddene Beräicher aktiv, esou am Secteur agro-alimentaire, an der Fëscherei oder am Secteur agro-pastoral – alles Aktivitéiten, déi eng immens wichteg Roll um lokalen Aarbechtsmarché spillen.

De Cercle des ONGD ass och sollicitéiert ginn, en Opruff un all agréiert ONGD ze maachen, Kontakt mat der Fédération des associations capverdiennes du Luxembourg (FACVL) opzehuelen, d'Initiative vun der Zivilgesellschaft ze koordinéieren an den Ausseministère ze informéieren fir eng eventuell Ënnerstëtzung vun dësen Initiativen. Déi éischt ONGD hunn sech elo scho manifestéiert, fir Méiglechkeeten ze sondéieren, an d'Lëtzeburger Kooperatioun erwaart aktuell d'Soumissioun vun engem Projet d'urgence fir 350.000 Euro.

ad 2. Laut dem Registre national des personnes physiques hunn 148 Lëtzeburger Bierger hire Wunnsëtz am Cabo Verde.

ad 3. Den Ausseministère réit de Lëtzeburger Staatsbierger um Cabo Verde, sech un d'Consigné vun de lokalen Autoritéiten ze halen, an sech iwwert weider Entwécklungen ze informéieren.

Momentan huet den Ausseministère keng Ufro fir konsularesch Hëllef am Kader vum Tuerm op den Insele São Vicente a Santo Antão kritt. Betreffe Staatsbierger kënnen sech bei der Lëtzeburger Ambassade zu Praia mellen.

Langue luxembourgeoise dans les structures d'accueil pour enfants | Question 2778 (14/08/2025) de M. Fred Keup (ADR)

Am Gesetz vum 29. August 2017 iwwert d'Kannerbetreung ass festgehalen, wéi eng Konditiounen eng Crèche erfëlle muss, fir vun de Bonge fir auserschoulesch Kannerbetreung (Chèque-service accueil) kënne ze profitéieren. Dës Konditiounen sinn ënnert anerem:

- datt an enger Crèche op d'mannst eng Persoun am erzéieresche Beräich schaffe muss, déi den Niveau C1 am Lëtzebuergesche virweise kann;
- datt eng Offer fir 40 Stonne Lëtzebuergesch pro Woch virgesinn ass;
- datt d'Lëtzeburger Sprooch an den alldeegelechen an „usuellen“ Aktivitéiten vun der Crèche benotzt gëtt.

A leschter Zäit ass eis awer (erëm) zu Ouere komm, datt a verschiddene Crèchë keen oder kaum Lëtzebuergesch geschwat gëtt.

An deem Kontext hunn ech folgend Froen un den Här Educationsminister:

1. Kann den Här Minister confirméieren, datt a verschiddene Crèchë vum Land nach ëmmer keen oder kaum Lëtzebuergesch geschwat gëtt? Wa jo, leien Zuele vir, déi beleeden, a wéi ville Crèchë Lëtzebuergesch an deem Mooss benotzt gëtt, wéi et vum mentionéierte Gesetz virgeschriwwen ass?

2. Wéi vill Persounen schaffen am Ganzen an der Kannerbetreung an alle Crèchen, déi vum System vun de Bonge fir auserschoulesch Kannerbetreung (Chèque-service accueil) profitéieren? Wéi vill vun deenen hunn op d'mannst den Niveau C1 am Lëtzebuergeschen?

3. Ass et nach ëmmer esou, wéi den Här Minister a senger Äntwert vum 12. Januar 2021 op meng parl. Fro Nr. 3300 confirméiert hat, datt de Ministère keng prezis Donnéeën doriwwer huet, ob déi Kanner, déi mat der Crèche fäerdeg sinn an an de Precoce wiesselechen a vun doheem aus kee Lëtzebuergesch schwätzen, eis Nationalsprooch an de Crèchen op d'mannst usazweis geléiert hunn? Wa jo, ass geplangt, an Zukunft ze testen, ob d'Kanner no der Crèche, wann se an de Precoce ginn, Lëtzebuergesch kënnen?

4. Wéi vill Kontrolle betreffend dat korrekt Benotze vum Lëtzebuergesche goufen an de Crèchen an de Joren 2021 bis 2025 gemaach? Si bei dese Kontrolle Verstéiss géint d'Gesetz festgestallt ginn? Wa jo, wéi vill an a wéi ville Crèchen? Wat fir Moossnamen huet de Ministère an deene Fäll ergraff?

5. Plangt d'Regierung Gesetzesännerungen oder aner Initiative fir sécherzestellen, datt d'Lëtzebuergesch-Flicht an de Crèchen an Zukunft och wierklech agehale gëtt?

Réponse (17/09/2025) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Bildungs- a Betreuungsstrukturen, déi Kanner am net schoufflichtegen Alter encadréieren a Prestataire

um Chèque-service accueil (CSA) wëlle ginn, mussen sech am Kader vum Programm fir méisproocheg Bildung (EPL) un eng Rei vu Voraussetzungen halen. Dës Strukture si verpflichtet, e pedagogesch Konzept fir déi méisproocheg Erziéung am Alldag virzeleeën an eng Referenzpersoun ze bestëmmen, déi, duerch speziell Formatiounen ënnerstëtzt, d'Koordinatioun vun der méisproocheger Bildung iwwerhëlt an d'Qualitéit an d'Kohärenz vun der Sproocheförderung assuréiert. Zousätzlech muss op d'mannst eng Persoun vum Betreuungspersonal Lëtzebuergesch um Niveau C1 beherrschen a fir mindestens 40 Stonnen d'Woch disponibel sinn. Weiderhi müssen d'Strukture garantéieren, datt d'Lëtzebuergesch fir e Minimum vu 40 Stonnen d'Woch am Alldag agebonne gëtt, andeems et konsequent an d'Aktivitéiten an an de Sproochgebrauch integréiert gëtt.

De Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend (MENJE) huet keen direkten Abléck an déi alldeegelech Praxis vun de Strukturen. Kontrolléiert gëtt awer am Virfeld, ob all gesetzlech Konditiounen erfëllt sinn, éier eng Struktur als CSA-Prestataire unerkannt gëtt. Donieft féiert de MENJE am Kader vum EPL och net ugekënnegt Kontrollen duerch, bei deenen d'Konformitéit mat de gesetzlechen Bestëmmungen gepréift gëtt.

Sollt dobäi e Manktem festgestallt ginn, gëtt dësen opgegraff, an d'Gestionnaire mussen Moossnamen huelen, fir eng qualitativ héichwäerteg Sproocheförderung ze garantéieren.

ad 2. Wat d'Unzuel u Persounen ugeet, déi an de Bildungs- a Betreuungsstrukturen fir Kanner tëschent 0–4 Joer schaffen, kann den Educationsministère just Zuelen nenne vu Strukturen, déi eng Konvention mam MENJE hunn. Do louch d'Zuel vum Personal am Joer 2023 bei ronn 3.200 Persounen. Bei den net konventionéierte Privatstrukturen huet de MENJE keng detailéiert Vue op d'Gesamtzuel vum Personal.

Wat de Kenntnisstand am Lëtzebuergeschen ugeet, verfüügt de MENJE net iwwer genee Zuelen, wéi vill Persounen an Niveau C1 hunn. De Gestionnaire ass verpflichtet, op d'mannst eng Persoun mat deem Niveau anzustellen; et bleift him awer fräi, och méi Mataarbechter mat deem Niveau anzustellen. Verschidde Gestionnairen ënnerstëtzen hiert Personal schonn zousätzlech duerch gezielt Lëtzebuergeschcoursen. Dëst Engagement weist de klore Wëllen am Secteur, aktiv zu enger qualitativ héichwäerteger Sproocheförderung bäizedoen. Fir dës Dynamik nach ze stäerken, schafft de MENJE un engem Projet, deen et dem Betreuungspersonal erméigleche soll, gratis u Lëtzebuergeschcoursen deelzehuelen, déi op de Secteur zougescnidde sinn.

ad 3. Eng Etude vum LUCET (2023), déi sech op Donnéeën aus dem standardiséierte Schoulmonitoring ÉpStan baséiert, huet e positiven Zesummenhang tëschent dem Crèche-Besuch an de Kompetenzen am Lëtzebuergeschen nogewisen. Kanner, déi eng Crèche besicht hunn, hunn um Ufank vum Cycle 2.1 besser Sproochkompetenzen am Lëtzebuergesche wéi déi, déi keng Crèche besicht hunn. Besonnesch Kanner aus net lëtzebuergeschsproocheger Famillje profitéieren heivun. Domat gëtt confirméiert, datt Crèchen eng wichteg Roll bei der fréier Sproocheförderung spillen.

Gläichzäitig bleift et richtig, datt d'Kompetenze vun de Kanner beim Iwwergang an de Precoce net standardiséiert getest ginn. Déi éischt systematesch Donnéeën stinn ab dem Cycle 2.1 zur Verfügung. Zil an de Crèchen ass et, d'Kanner fréi mam Lëtzebuergeschen ze familiariséieren, d'fir si systematesch Erhiwungen vum Lëtzebuergeschniveau beim Iwwergang an de Precoce ausserhalb vum besteende Schoulmonitoring aktuell net virgesinn.

ad 4. D'gesetzlech Ufuerderunge fir d'Benotze vum Lëtzebuergeschen an de Bildungs- a Betreierungsservicer fir kleng Kanner, déi an dëser parlamentarescher Fro zitëiert gi sinn, si fest am Artikel 25 Paragraph 1 Buschtaf g vum der Loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse verankert. Esou gesäit d'Gesetz kloer vir, datt d'Lëtzebuergesch an dëse Strukturen eng wichteg Roll spillt.

Zanter 2021 goufen am Ganzen iwwer 1.300 Kontrollen duerchgefouert. An der grousser Majoritéit vum de Fäll hu sech d'Strukture konform gewisen. Nëmmen an enger limitierter Unzuel vu Fäll – 24 am Total, déi 17 Strukturen betraff hunn – goufe Verstéiss géint dës Bestëmmunge festgestallt.

An esou Fäll kréien d'Strukturen eng Frist, fir déi néideg Korrektiounen ëmzesetzen. Solt dat net geschéien, kann d'finanziell Hëllef fir d'Méisproochegkeet suspendéiert oder gestrach gi respektiv ee Remboursement gefuerdert ginn.

Déi grouss Majoritéit vum de Strukturen konnt sech awer am Kader vum der Prozedur konforméieren, sou datt keng weider Moosnamen néideg waren. D'Hauptzil vum MENJE bleift et, de Kanner e qualitativ héijen Zougang zur Lëtzebuurger Sprooch ze garantéieren.

ad 5. Den Educatiounsministère plangt zousätzlech Mesuren, fir déi bestoend Bestëmmunge geziilt ze ënnerstëtzen. An Zesummenaarbecht mam Institut national des langues Luxembourg (INLL) ginn ab September nei Coursen ugebueden, déi d'Kompetenze vum Personal am Lëtzebuergeschen ausbauen an d'Sécherheet am praktesche Gebrauch stärke sollen. Sou kritt d'Personal déi néideg Mëttel, fir d'Sprooch konsequent an den Alldag mat de Kanner integréieren ze kënnen.

Zousätzlech gëtt, ënner anerem an Zesummenaarbecht mam Zenter fir d'Lëtzebuurger Sprooch, pedagogesch Material entwéckelt, dat dobäi ënnerstëtzt soll, d'Lëtzebuergesch an de verschiddenen Aktivitéiten vum Alldag nach méi staark anzubannen an esou d'Sproochentwicklung vum de Kanner optimal ze fërderen.

Mat dësen Initiative soll séchergestallt ginn, datt déi gesetzlech Viraussetzungen net nëmme formell erfëllt ginn, mä och am prakteschen Alldag eng konkret a lieweg Ëmsetzung fannen.

Retour de personnes suite aux contrôles des frontières par la police allemande | Question 2779 (14/08/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

Rtl.lu schreift, dass bei de Grenzkontrollen, déi op der däitsch-lëtzebuergescher Grenz vum der däitscher Police gemaach goufen, zënter Juli ronn 600 Persounen festgeholl goufen, dës wéinst Passeurs-Aktivitéiten oder well dës Persounen gesicht waren. Weider sinn 869 Leit op der Grenz gestoppt an zeréck an de Grand-Duché geschéckt ginn.

An deem Zesummenhang wëllt ech dem Minister fir den Interieur dës Froe stellen:

1. Firwat goufen dës 869 Persounen net an Däitschland eragelooss an zeréck op Lëtzebuerg geschéckt?
2. Wat ass mat deenen 869, déi erëm op Lëtzebuerg geschéckt goufen, gemaach ginn a sinn dës Leit nach um Lëtzebuurger Territoire?
Falls nee, wéi vill hu Lëtzebuerg verlooss?

Réponse (10/09/2025) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. Lëtzebuerg gëtt net systematesch vum den däitschen Autoritéiten a Kennntnis gesat, wéi vill Persounen si eventuell un der Grenz zréckgewisen hunn.

An dësem Kontext applizéieren sech europäesch Prozeduren, déi vum Däitschland mussen agehale ginn. Ech verweisen op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro 1214.

ad 2. D'Police tréit just Fäll vu Persounen, déi am Kader vum engem Signalement national oder international gesicht ginn.

Crèches en forêt | Question 2780 (14/08/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

Ëmmer méi Familljen interesséieren sech dofir, dass hir Kanner a Kontakt mat der Natur sinn a schécken se dofir am léifsten an eng Bëschrèche amplat eng grouss Struktur. Verschidde vum dës Crèchen hunn eng Konventioun mam Staat a ginn och iwwer de Chèque-service accueil financéiert.

An deem Zesummenhang wëllt ech dem Minister fir Bildung, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

1. Wéi eng Krittäre mussen erfëllt sinn, fir dass eng Betreierungsstruktur sech dierf Bëschrèche nennen?
2. Gëtt et Ënnerscheeder bei de Krittären tëscht private Strukturen an öffentlechen/konventionéierte Strukturen, fir kënnen eng Bëschrèche ze ginn?

Réponse (17/09/2025) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Wéi am Cadre de référence national sur l'éducation non formelle beschriwwen, stellt den Openthalt dobaussen an de Kontakt mat der Natur e festen Deel vum Léier- an Entwécklungsprozess vum Kand duer. Dat naturnot Ëmfeld déngt dobäi als edukative Raum, als materiell Ressource an als Handlungsfeld, dat zu der ganzheetlecher Entwécklung bäidréit. E puer Strukturen integréieren déi Notioun vu „Bësch“ oder „Natur“ an hirem Numm. D'Wiel vum Numm läit beim Gestionnaire selwer an et besteet kee festgeluechte Krittärkatalog, deen erfëllt muss ginn, fir sech esou kënnen ze nennen. D'Bezeichnung „Bëschrèche“ ass deemno aktuell kee geschützte Begrëff.

Onofhängeg vum der Bezeichnung gëllt awer fir all Struktur, déi eng Konventioun mam Staat huet oder iwwer de Chèque-service accueil financéiert gëtt, datt déi allgemenggëltig Qualitéits- a Sécherheetsfuerderunge mussen respektéiert ginn an datt d'Ausrüstung vum Cadre de référence national sur l'éducation non formelle agehale gëtt.

De Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend schafft weiderhin op verschiddenen Niveauen drun, den Openthalt an der Natur ze vereinfachen an ze promouvieren. Sou gëtt aktuell engersäits un engem reglementaire Kader geschafft, deen d'Grënnung vum Accueil en nature fërder soll. Anerersäits gi verschidde pedagogesch Ressourcen erstallt, fir d'Educatiouns- a Betreierungspersonal an der Aarbecht an der Natur ze ënnerstëtzen.

ad 2. Fir d'Zouloossung an d'Qualitéitskontroll gëllen ëmmer déi selwecht gesetzlech a reglementaresch Viraussetzungen, onofhängeg vum juristesche Status oder der Finanzéierung vum der Struktur. Deemno muss all Struktur, déi sech „Bëschrèche“ nennt – egal ob privat oder konventionéiert – déi allgemeng gesetzlech Bestëmmunge respektéieren, déi fir all Bildungs- a Betreierungsstrukture gëllen.

Am Fall vum enger Betreierung vu Kanner an der fräier Natur, kann de Minister, dee fir d'Kandheet zustänneg ass, laut dem geännerte groussherzogleche Reglement vum 14. November 2013 iwwer d'Zouloossung fir d'Gestionnaire vu Betreierungs- a Bildungsservicer fir Kanner, Ausnamen a Bezuch op d'Paragraphen

2 an 3 vum Artikel 13 an a Bezuch op d'Artikelen 15 bis 19 vum deem Reglement zouloossen.

Factures pro forma | Question 2781 (14/08/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

A verschiddene Restaurante kréie Clientë virum Bezuelen eng provisoresch Rechnung ausgestellt, wou „facture provisoire“ oder „pro forma“ drop steet. Et handelt sech dobäi net ëm eng Rechnung, mee ëm eng Offer an déi definitiv Rechnung ass domadder net am Buchungs- oder Keessesystem vum Restaurant agedroen. Esou kann et gutt sinn, dass, wann de Client cash bezilt, dës Suen net an der Keess landen, wat d'Dier fir Geldwäsch a Steierhannerzéiung opmécht.

Am Gesetz ass am Code de commerce festgehalten, dass Transaktiounen mat enger Rechnung bluecht mussen ginn an een eng propper Comptabilitéit muss féieren, wat d'Austelle vu Rechnungen voraussetzt.

An deem Zesummenhang wëllt ech de Ministere fir Mëttelstand, Finanzen a Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Huet de Client ee Recht, fir eng definitiv Rechnung, wou net „pro forma“ dropsteet, vum Commerçant anzefuerderen?
2. Wéi soll ee Client sech uleeën, wann ee Commerçant him keng definitiv Rechnung ausstelle wëll?
3. Wéi eng Strofe mussen Restaurateuren a Kaf huelen, wa si dem Client keng Kopie vum der Rechnung ausstellen?

Réponse (22/09/2025) de Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | M. Gilles Roth, Ministre des Finances | M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Geméiss dem Artikel 9 vum Code de commerce muss all Händler (Commerçant) eng Comptabilitéit hunn, déi der Natur an dem Ëmfang vu senger Geschäftsaktivitéiten ugepasst ass. All Operatioun muss ouni Verspéidung, op eng korrekt a komplett Aart a Weis, an der richteger chronologescher Reiefolleg an d'Comptabilitéitsdokumenter vum Commerçant agedroe ginn (Artikel 11 Paragraph 2 vum Code de commerce). Eng regulär Comptabilitéit baséiert op der Existenz vu gëltege Beleege, dorënner virun allem Rechnungen, déi de Commerçant ausgestellt oder kritt huet. Déi Beleege mussen vum Commerçant systematesch 10 Joer laang gehale ginn (Artikelen 14 a 16 vum Code de commerce). D'Absence vum enger regulärer Comptabilitéit ka strofrechtlech verfollegt ginn (Artikelen 489 asw. vum Code pénal). Dës Reegelen betreffen allerdéngs an éischter Linn déi intern Gestion vum der Comptabilitéit duerch de Commerçant, an net d'Dokumenter, déi hie senger Clienten aushändegt.

Nieft de generelle Verpflichtungen zur Comptabilitéit, déi am Code de commerce virgesi sinn, stinn am Artikel 63 Paragraph 4 Punkt 1° vum TVA-Gesetz (Loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée) d'Operatiounen, fir déi den Händler verpflichtet ass, eng Rechnung auszustellen. Esouwäit wéi dës Verkeef an Déngschtleeschungen op engem reng nationalen Niveau stattfannen, betrëfft d'Verpflichtung haaptsächlech d'Transaktiounen, déi vum Händler un aner TVA-steierpflichteg Persounen – also am Business-to-Business-Bereich – oder un net TVA-steierpflichteg juristesche Persounen (personnes morales non assujetties à la TVA) gemaach ginn. An dës Fäll muss d'Rechnung d'Mentionne beinhalten, déi den Artikel 63 Paragraph 8 vum TVA-Gesetz virgesäit.

Doriwwer eraus sief drop higewisen, dass fir déi korrekt Perception vum der TVA den Artikel 70 vum TVA-Gesetz Folgendes virgesäit:

„À l'effet de permettre aux agents de l'administration [...] de vérifier l'exacte perception de la taxe, toute personne sera tenue de leur communiquer sur demande les documents et factures qu'elle a reçus lors d'une livraison de biens ou d'une prestation de services et de leur fournir tous les renseignements relatifs à ces opérations. La même obligation de communication incombe aux assujettis en ce qui concerne tous les livres, journaux et pièces comptables, les quittances, les extraits bancaires, les bons de commande et les documents d'expédition et de transport. Il en va de même des contrats relatifs à leur activité professionnelle, ainsi que des données concernant leurs caisses enregistreuses et leur gestion de stocks.“

Fir Operationen, déi u Privatpersounen ausgefouert ginn, besteet, nom TVA-Gesetz, allerdéngs keng Verpflichtung, dem Client eng Rechnung auszustellen.

Remboursement de la liposuccion pour le traitement du lipodème | Question 2782 (14/08/2025) de **Mme Alexandra Schoos** (ADR)

De 17. Juli 2025 ass matgedeelt ginn, dass an Däitschland d'Liposuktioun am Kader vum der Behandlung vum Lipödém onofhängeg vum Stadium vum der Krankheet an de Leeschtungskatalog vum der gesetzlecher Krankekeess (GKV) opgeholl gëtt, op Basis vum enger Decisioun vum Gemeinsame Bundesausschuss (G-BA).

Dës Decisioun gouf opgrond vum den Tëscheresultater vum der LipLeg-Etüd (Liposuktioun bei Lipödém am Stadium I, II oder III) geholl, déi kloer Virdeeler fir d'Patientinnen nogewisen huet. Et handelt sech hei ëm eng Pathologie, déi och net nëmme physisch, mee och psychologisch Auswierkunge fir déi Betreffte mat sech bréngt.

An der parlamentarescher Fro N° 7880 hat déi viregt Gesondheetsministerin am Mee 2023 erklärt, dass e spezialiséierte Grupp agesat gi wier, fir d'Méiglecheete fir eng Verbesserung vum der Prise en charge ze analyséieren an d'Erfarunge vu Pilotprojeten aus verschiddene Länner zesammenzedroen.

An dësem Kontext ginn ech folgend Froen un d'Madamm Gesondheetsminister:

1. Op wéi eng Pilotprojeten a mat Ursprung aus wéi enge Länner huet de Gesondheetsministère sech bis elo baséiert, a wat sinn d'Conclusiounen dovunner bis haut?

2. Ass dee besote spezialiséierte Grupp nach ëmmer aktiv? Wa jo, wou ass e mat der Analys vum der aktueller Prise en charge drun a wat sinn d'Resultater, déi bis dato konnten doraus gezu ginn?

3. Ass d'Regierung bereet, dem Beispill vum eise däitschen Noper nozegen a beim Lipödém eng komplett Prise en charge duerch d'Gesondheetskeess vum der Liposuktioun an onofhängeg vum Stadium vum der Krankheet anzeféieren? Wa jo, a wéi engem Zäitraum kéint dës Moossnam ëmgasat ginn? Wann nee, firwat net?

Réponse (16/09/2025) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. De Kontrolldokter vum der sozialer Sécherheet (CMSS) huet sech a sengen Avisen ëmmer op eng ganz Rei international Etüd baséiert. Et ass dës e kontinuéierleche Prozess vum dem Suivi vum der medizinescher Evidenz gewiescht, dee stattfonnt huet

an och nach ëmmer stattfënn. Ënner anerem sinn och déi folgend aktuellsten Etüd berécksiichtegt ginn:

– D'Review aus dem Mäerz 2021 vum Austrian Institute for Health Technology Assessment (aihta)

– Den Artikel vum 29. Mäerz 2022 vum NICE (National Institute for Health and Care Excellence)

– Déi rezent Metanalys, déi den 29. Februar 2024 veröffentlicht gouf mam Titel Efficacy of Liposuction in the Treatment of Lipedema: A Meta-Analysis (Cureus 16 (2): e55260)

An sengen Avisen huet de CMSS sech de Conclusiounen aus de groussen Etuden ugeschloss.

ad 2. Nodeems den Aarbechtsgrupp den 12. Juli 2023 zesummekomm ass, gouf d'Prise en charge vum der Kompressiounskleeder vum 2 Puer op 4 Puer pro 12 Méint eropgesat. Doriwwer eraus a wéi schonn an der Fro 1 beschriwwen, ginn déi nei Etuden am Kader vum dëser Pathologie vum CMSS berécksiichtegt a sengen Avisen.

ad 3. An Däitschland ass d'Prise en charge, onofhängeg vum Stadium vum Lipödém, net komplett an se ass ganz strikt encadréiert.

Ausserdeem muss erwänt ginn, dass et an Däitschland net erlaabt wäert sinn, eng zweete Kéier an der selwechter Kierperregioun eng Lipektomie ze maachen: „In einer bereits zuvor abschließend mit Liposuktion behandelten Region darf kein erneuter Liposuktionseingriff durchgeführt werden.“

Et ass ervirzehiewen, dass d'Prise en charge vum dëser Pathologie zu Lëtzebuerg gutt assuréiert ass virun allem och am Verglach mat eisen Nopeschlänner, wéi zum Beispill a Frankräich an der Belsch.

Retour de personnes suite aux contrôles des frontières par la police allemande | Question 2783 (14/08/2025) de **M. Fred Keup** (ADR)

Esou wéi et an engem Onlineartikel vum der däitscher Zeitung „Die Welt“ ze liesen ass, huet déi däitsch Bundespolizei am Kader vum der Grenzkontrollen 869 Leit, déi wollten illegal an eist Nopeschland areesen, op Lëtzebuerg Terrain zeréck verweisen. An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nummer 1214 zu deem selwechten Thema hat den Här Minister ë. a. dat hei geschriwwen: „An deene Fäll, wou d'Police Kenntnes vum enger Rückführung huet, deelen déi däitsch Kolleegen d'Identitéit an d'Ursprungsland vum der betraffener Persoun mat.“

An deem Zesammenhang géif ech dem Här Banne-minister gär dës Froen stellen:

1. Huet déi däitsch Police eisen nationalen Autoritéiten d'Identitéit an d'Ursprungsland vum deenen 869 Persounen matgedeelt? Falls nee, gesäit de Minister dann eng Demande un déi däitsch Regierung vir, fir déi entsprecheend Informatiounen nodréiglech zougestallt ze kréien?

2. Wéi vill vum deenen 869 Persounen halen sech aktuell weider zu Lëtzebuerg op an ënnert wéi engem Statut?

Réponse (10/09/2025) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

Esou wéi an den Äntwerten op d'parlamentaresch Froen N° 1214 an N° 2779 erklärt ginn ass, gëtt Lëtzebuerg net systematesch vum den däitschen Autoritéiten a Kenntnis gesat vu Réckféierungen. D'Police traitéiert just Fäll vu Persounen, déi am Kader vum engem Signalement national oder international gesicht ginn.

Maladies rares | Question 2785 (14/08/2025) de **Mme Claire Delcourt** (LSAP)

Rezent huet d'Krankheet vum klengen Timo Hirtz, deen un enger ganz rarer geneetescher Krankheet leit – dem sougenannte WOREE-Syndrom, eng Form vum epileptescher Enzephalopathie – vill Mënschen am Land déif beweegt. Wéi vill aner rar Krankheeten ass d'WOREE-Syndrom net Bestanddeel vum Lëtzebuerg Neigebuerene-Screening, bei deem Puppelcher mam Accord vum den Elteren op bestëmmte Krankheeten getest ginn.

Aktuell gi ronn 7.000 rar Krankheeten gezielt, woubäi den Neigebuerene-Screening natierlech net all dës Krankheeten ofdecke kann. Et gëtt awer Iwwerleeungen, fir de Lëtzebuerg Screening, deen aktuell just Tester fir 6 Krankheeten ëmfaasst, auszubauen. An Italie gi bspw. scho fir 48 Krankheeten systematesch Analyse bei Neigebuerene gemaach.

Wéi an den Äntwerten op d'parlamentaresch Froen N° 0535 an N° 1386 duergestallt ginn ass, schafft am Kader vum Plan national maladies rares zu Lëtzebuerg e multidisziplinären Aarbechtsgrupp un der Fro, wéi d'Neigebuerenen-Diagnostik zu Lëtzebuerg kéint erweidert ginn. De Grupp analyséiert auslännesch Praktiken a kuckt, wat och fir Lëtzebuerg eventuell sënnvoll kéint sinn.

An dësem Kontext wéilt ech der Regierung folgend Froen stellen:

1. Gëtt et den ugeschwate multidisziplinären Aarbechtsgrupp nach?

2. Wa jo, wéi oft koum en an deene leschten 2 Joer zesummen?

3. Wann nee, firwat gouf de Grupp opgeléist?

4. An der Äntwert op d'Fro N° 0535 vum 29.4.2024 steet, dass un enger Methodologie an un enger Zäitschinn fir d'Analyse vum Programme de dépistage géif geschafft ginn. Wéi eng Zäitschinn huet d'Regierung sech entre-temps ginn?

5. An der selwechter Äntwert steet, dass deemools un enger Lëscht mat Krankheeten geschafft ginn ass, déi eventuell kéinten an de Programm vum Neigebuerene-Screening opgeholl ginn. Wéi eng Krankheeten stinn aktuell op dëser Lëscht a wéi warscheinlech ass et jeeweils, dass d'Krankheet Deel vum Dépistage wäert ginn?

6. Ass zäitno eng Erweiderung vum Screening virgesinn, nom Beispill vum anere Länner wéi Italien?

7. Am Koalitionsaccord steet: „Le Plan national maladies rares sera réévalué et actualisé pour la période 2024-2029“. Wou sinn dës Aarbechten drun?

8. Wéi eng Krittere gi genotzt, fir eng Krankheet an den Dépistage opzehuelen? Huet Lëtzebuerg dofir seng eege Kritteren entwéckelt oder auslännesch respektiv international Kritteren iwwerhollt?

9. Wéi assuréiert d'Regierung eng gutt Prise en charge vum Neigebuerenen, bei deenen eng rar Krankheet festgestallt ginn ass?

Réponse (18/09/2025) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. bis 3. An deem ugeschwate multidisziplinären Aarbechtsgrupp sinn d'Prioritéiten definéiert gi fir eng progressiv Erweiderung vum Dépistage, baséiert op der initialer Lëscht vu Krankheeten. An enger weiderer Etapp gouf dunn d'Opportunitéit fir eng Auswäitung vum Dépistage via e breede geneetesche Screening diskutéiert. Änlech Pilotprojete lafen aktuell an enger Dose Länner a Regiounen an Europa oder um internationalen Niveau.

ad 4. Éischt Resultater vun den Analyse vun de Programmes de dépistage wäerten nom Summer 2026 virleien.

ad 5. a 6. Follgend Prioritéite si festgeluecht ginn: ↑

ad 7. De Plan national maladies rares 2 (PNMR2) ass 2024 an ufanks 2025 ausgeschafft ginn. Déi éischt Reunioun fir d'Ëmsetzung vum Plang ass donneschdes, den 18. September 2025.

ad 8. Esou Screening-Programmer sinn extreem variabel vu Land zu Land. Et gëtt aktuell keen internationale Konsens, wéi eng Krankheeten an e Screening sollen opgehooll ginn an op Basis vu wat fir enge Kritären. Een éischte Versuch, Krittären ze definéieren, gouf an enger rezenter Publikatioun vun der Weltgesundheitsorganisatioun (WHO Regional Office for Europe. Screening-Programmes: a short guide. 2020) rappeliert.

D'International Society for Neonatal Screening (ISNS), déi iwweregens de Meeting vun hirer europäescher Sektoun am Mäerz 2025 zu Lëtzebuerg hat, schafft weider un enger Harmoniséierung vun de Krittären an de Programmer (ISNS General Guidelines for Neonatal Bloodspot Screening 2025, publizéiert ënnert der Referenz: Int J Neonatal Screen. 2025, 11 (12), 45). Lëtzebuerg participéiert aktiv un dësen Aarbechten.

ad 9. Déi concernéiert Acteuren zu Lëtzebuerg sinn an engem europäeschen Netzwerck vu Kompetenzcentren implizéiert a garantéieren iwwer dëst Netzwerck eng adaptéiert Prise en charge an e Relais, fir de Fall wou den Traitement zu Lëtzebuerg net direkt disponibel ass. Deementspreechend bedeelegt sech Lëtzebuerg um European Reference Networks (ERN) an ass do de Kontaktpunkt fir eist Land iwwer d'Kannerklinik am Centre hospitalier de Luxembourg (CHL).

Am Fall vun engem positive Screeningresultat gëtt et verschidden Etappen. Fir d'éischt muss d'Diagnos formell confirméiert ginn nom Dépistage, well bei engem Dépistage handelt et sech ëmmer nëmmen ëm een éischte Screening, deen eng méiglech Krankheet feststellt. Verschidde vun de Konfirmationstester kënnen zu Lëtzebuerg gemaach ginn (z. B. am Laboratoire national de santé), anerer ginn am Ausland gemaach.

Dono geet et dorëm, eng global a kontinuéierlech Prise en charge ze definéieren, an engem Parcours de soins coordonné mat enger multidisziplinärer Equipe. Oft gëtt dat gemaach am Zesummespill vun enger Lëtzeburger medezinnescher Equipe, déi d'Kand op der Plaz reegelméisseg suivéiert, an engem Expert vun der Krankheet an engem Referenzzentrum am Ausland.

Wichtig ass virun allem och déi psychosozial Betreuung vum Kand a senger Famill. Do spille verschidden Associatiounen (z. B. d'ALAN) eng ganz wichteg Roll. Dës Associatioun gi vum Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet ënnerstëtzt. Och hei gëtt et eng europäesch, net gouvernemental Associatioun, déi vu Patiente geleet gëtt (EURORDIS) a wou Lëtzebuerg participéiert.

Schlussendlech kann e gudder Suivi nëmmen assuréiert ginn, wann dëst och dokumentéiert gëtt, wat och erlaabt, d'Qualitéit vum Suivi ze evaluéieren a kontinuéierlech ze verbessern. Wéi am Koalitionsaccord virgesinn, brauch Lëtzebuerg dofir en nationale Regëster vun de rare Krankheeten, an de Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet ass derbäi, eng legal Basis fir esou e Regëster auszeschaffen.

Refus de préretraite pour anciens salariés de Liberty Steel | Question 2786 (18/08/2025) de M. Georges Engel | M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

Enn Juli 2025 huet d'Regierung e Communiqué erausgi mam Titel „Le Gouvernement luxembourgeois dépose une offre auprès du curateur de la faillite pour le site de Liberty Steel Dudelange“. Well et keng Aussicht méi gouf, fir e Repreneur aus der Stolindustrie fir de Site ze fannen, huet d'Regierung entscheet, dass d'Terrainen zu Diddeleng solle reamenagéiert ginn. Dat ugekënnegt Zil vun der Regierung ass et, zukünfteg neien industriellen Aktivitéiten e Standuert bidden ze kënnen, an eventuell och Surface fir Defense-Projeten ze schafen.

Fir sécherzestellen, dass d'Ewechfale vu Liberty Steel fir déi vill fréier Mataarbechter net zu enger Existenzbedroung gëtt, hunn d'Gewerkschaften sech am leschte Joer ganz staark abruucht. Esou gouf et eng Rei Echangé mat der Regierung, an den OGBL, den LCGB, d'ADEM an d'Fedil hunn den 20. Juni 2025 och e speziellen Jobday fir déi Concernéiert an der Handelskummer organiséiert. Och fir déi méi eeler Mataarbechter, deenen et méi schwéier fält eng nei Aarbecht ze fannen, haten d'Gewerkschaften Pisten ausgeschafft. An an der rezenter Ausgab vum OGBL-Magazine „Aktuell“ konnt een dozou z. B. liesen:

„Die Gewerkschaften haben ihrerseits dafür gesorgt, dass die verschiedenen Vorruhestandsregelungen, die ein wirksames Instrument darstellen, von den in Frage kommenden Personen in Anspruch genommen werden können.“

Elo soll et awer esou sinn, dass d'Gewerkschaften de fréiere Mataarbechter vu Liberty Steel, déi dem Gesetz no eligibel fir eng Preretraite kéinte sinn, rezent hätte misse matdeelen, dass d'Regierung – entgéint deem, wat ursprénglech uitgemaach gi war – awer keng Preretraite accordéiere wëlt.

An dësem Kontext wëilt ech der Regierung folgend Froe stellen:

1. Wéi vill Persounen, déi bei Liberty Steel geschafft hunn, wiere jeeweils eligibel fir eng vun den existéierende Preretraiten?

2. Ass et richtig, dass den Aarbechtsminister keng Konventioun fir eng Preretraite-ajustement fir d'Mataarbechter vu Liberty Steel maache wëll? Falls jo, aus wéi enge Grënn?

3. Falls et an dësem Dossier ëm eng aner Aart vu Preretraite geet: Ëm wéi een Dispositif handelt et sech an op wéi eng legal Basis stëtzt de Minister seng Entscheedung, fir dës Preretraité fir déi fréier Mataarbechter vu Liberty Steel net ze accordéieren?

4. Ass et richtig, dass et an de leschte Méint Echangé mat de Gewerkschaften zum Fall vu Liberty Steel gouf, wou d'Preretraite als Outil fir d'Vermeide vum Chômage zeréckbehalte gouf?

Falls jo, firwat huet den Aarbechtsminister seng Meinung geännert?

Réponse (12/09/2025) de M. Georges Mischo, Ministre du Travail

ad 1. Zum Zäitpunkt vun der Faillite, déi den 29. November 2024 gesprach gouf, ware 16 Salarié vum dëser Entreprise schonns an der Preretraite postée an eng weider Preretraite postée war schonn op den 1. Dezember 2024 autoriséiert ginn. Deemno huet de Fonds pour l'emploi, ab dem 1. Dezember 2024, d'Indemnités de préretraite vu 17 Leit vun dëser Entreprise iwwerholl. Dës Persounen ginn deemno direkt aus dem Beschäftigungsfond bezuelt. Den Aarbechtsministère huet bis dato nach keng Ufro kritt

vu Salariéen, déi aktuell vun der ADEM als Chômeur indemniséiert ginn an déi d'Conditionne vun der Preretraite postée erfëlle géifen, fir an de Benefice vun dëser Mesure ze kommen, sou wéi et vum Gesetz virgesinn ass.

Vu datt de Betrib seng Aktivitéiten agestallt huet an och virun der Faillite net eligibel war fir d'Preretraite progressive, ka kee vun de Salariéen an de Benefice vun dësem Typ vu Preretraite kommen.

Wat d'Preretraite-ajustement ugeet, ass et esou, dass d'Salarié vum der Entreprise just an de Genoss vun dëser Mesure kënnen kommen, wann eng Konventioun Preretraite-ajustement vum Patron beim Aarbechtsministère ugefrot gëtt an dëst a Fall wou d'Firma zougemaach gëtt oder a Situatiounen, wou Kënnegunge verhénnert solle ginn. Eng solch Demande ass vum Employeur net un den Aarbechtsministère adresséiert ginn. Och d'Propos vun engem Plan de maintien dans l'emploi huet leider keng Friichte gedroen, sou datt d'Preretraite och net iwwert dee Wee méiglech war. Am Kader vun enger Faillite kéint déi Konventioun och vum Curateur ugefrot ginn. Dëst ass awer net geschitt, well de Curateur, mat Récksprooch vum Juge-commissaire, d'Aktivitéiten vun der Firma net weidergefouert huet an deemno och kee Personal méi do war, fir eng Konventioun unzefroen. Zum Zäitpunkt vun der Faillite war d'Firma also net eligibel fir d'Mesure, sou datt och keen Ex-Salarié aus dem Chômage vun dëser Mesure ka profitéieren.

ad 2. Et ass net richtig, dass den Aarbechtsminister keng Konventioun fir eng Preretraite-ajustement fir d'Mataarbechter vu Liberty Steel maache wëll. Et ass esou, datt déi legal Konditiounen fir d'Ofschléisse vun enger Konventioun fir eng Preretraite-ajustement net erfëllt sinn.

Den Artikel L. 582-1 vum Code du travail gesäit Follgendes vir: „L'employeur peut solliciter l'admission de son personnel à la préretraite-ajustement par convention conclue avec le ministre ayant l'Emploi dans ses attributions [...]. Il en est de même des curateurs d'entreprises déclarées en état de faillite [...]“

Weeder vum viregten Employeur, nach vum Curateur, ass eng offiziell Demande gemaach ginn, fir d'Personal kënnen an d'Preretraite-ajustement ze loossen. Et sief hei och nach eng Kéier ugemierkt, datt de Curateur d'Decisioun geholl huet, d'Aktivitéiten vun der Firma net weiderzeféieren. Dat huet als Konsequenz, datt all Aarbechtsvertrëg zum Datum vun der Faillite automatesch a vum Gesetz hier opgeléist goufen. Deementspreechend huet de Curateur och kee Personal méi a sa charge, dat an de Genoss vun enger Preretraite-ajustement kéint kommen.

Bis haut ass deemno keng Konventioun Preretraite-ajustement ofgeschloss ginn, well éischstens vum viregten Employeur keng Demande gemaach gouf an zweetens keng gesetzlech Basis existéiert fir d'Leit, déi net méi Deel vum Personal vun der Firma respektiv vum Curateur sinn, iwwert eng Konventioun an d'Preretraite-ajustement ze loossen.

ad 3. Den Aarbechtsminister ka confirméieren, datt et net ëm eng aner Aart vu Preretraite geet.

Et gëtt laut den aktuelle gesetzleche Bestëmmungen just 3 verschidden Aarte vu Preretraite, à savoir d'Preretraite-ajustement, d'Preretraite pour travailleurs postés an d'Preretraite progressive. Eng aner Aart vu Preretraite gëtt et net, a kann deemno och net accordéiert ginn, a stoung och ni zur Diskussioun. Fir eng vun den 3 genannte Preretraiten accordéiert ze kréien, mussen natierlech déi jeeweileg Krittären aus dem Gesetz erfëllt sinn.

ad 4. An de leschte Méint gouf et effektiv e reegelméisseg Austausch tëscht dem Aarbechtsministère, dem Wirtschaftsministère an de Gewerkschaften, fir den Ex-Mataarbechter vu Liberty Steel kënnen eng adäquat Léisung ze bidden respektiv fir eng Chômage-Situatioun ze vermeiden. Eng vun de Mesuren, fir de Chômage ze evitéieren, ass natierlech och d'Preretraite. D'Preretraite ass awer net déi eenzeg Mesure, déi existéiert, fir de Chômage ze vermeiden oder den Impakt dovunner ze miniméieren.

Trotz deene villen Diskussiounen an Hëllefstellunge säitens dem Aarbechtsministère an dem Wirtschaftsministère, ass et ze bedauern, datt vum Employeur all proposéiert Léisungen net zréckbehalen goufen (Plan de maintien dans l'emploi, Preretraite-ajustement etc.).

Säit deem d'Faillite gesprach ass, a vum Curateur d'Decisioun geholl gouf, d'Aktivitéit vum der Firma net weiderzeféieren, ass och d'Méiglechkeet vum der Preretraite-ajustement verfall. Déi Ex-Mataarbechter, déi nach weiderhin um Areal tätég waren, fir d'Sécherheet vum Site ze garantéieren, goufe vum Curateur op Basis vu Frais de notes bezuelt. En Aarbechtsvertrag tëscht deene Leit an dem Curateur huet also net existéiert, sou datt och déi Leit net an de Genoss vum enger Preretraite kënnen kommen. Deementspriedend huet den Aarbechtsminister seng Meenung net geännert. Den Accord vun enger Preretraite ass ëmmer un d'Erffëlle vum de legalen Eligibilités-Krittäre konditionéiert.

Fir ofzeschléissen, ass et wichteg ze betounen, datt fir d'Ex-Mataarbechter vu Liberty Steel, déi vun der ADEM indemniséiert ginn a genuch Nuetsschicht geschafft hunn, vum Gesetz hier nach ëmmer d'Méiglechkeet besteet, fir eng Preretraite postée kënnen unzefroen.

Coordination des horaires des transports publics | Question 2787 (18/08/2025) de Mme Stéphanie Weydert (CSV)

Dans le cadre de la promotion de l'usage des transports publics et afin de garantir la sécurité optimale des usagers, il est essentiel que les horaires des différents moyens de transport, en particulier ceux des bus et des trains, soient soigneusement coordonnés. Une telle coordination est primordiale non seulement pour assurer des correspondances rapides et efficaces, mais aussi pour éviter d'inciter les voyageurs à se précipiter et à prendre des risques inutiles.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) En tenant compte du Plan national de mobilité, les horaires de bus sont-ils établis de façon à attendre l'arrivée effective des trains, avec un délai suffisant pour assurer des correspondances sûres ? Une révision et une optimisation des correspondances entre bus et trains, ainsi qu'entre les différents bus, sont-elles régulièrement effectuées ?

2) Quelles actions sont mises en œuvre pour sensibiliser les usagers des transports publics aux comportements pouvant présenter un danger, parfois sans en avoir pleinement conscience ? Des mesures supplémentaires sont-elles envisagées pour prévenir ces situations et renforcer la sécurité des voyageurs ?

3) Comment la sécurité piétonne dans les gares est-elle évaluée et de quelle manière les conclusions de ces évaluations influencent-elles la planification des horaires ? Le ministère prévoit-il une sensibilisation des usagers de la route et des piétons concernant les passages à niveau ?

Réponse (17/09/2025) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

L'honorable Députée s'enquiert sur la coordination des horaires des transports publics. Une partie de ces informations ont été demandées auprès des CFL.

ad 1) L'Administration des transports publics accorde une attention particulière à la coordination des horaires entre bus et trains, afin de garantir aux voyageurs/voyageuses des correspondances fiables et confortables. Les horaires des bus sont établis en tenant compte des horaires ferroviaires ainsi que du temps nécessaire pour les changements, adapté à l'infrastructure piétonne existante. Deux fois par an, à chaque changement d'horaires, des optimisations ciblées sont effectuées pour améliorer les correspondances entre le réseau RGTR et les CFL.

Conformément à l'accord de coalition, qui prévoit « de mieux coordonner les horaires des bus et des trains », le ministère collabore étroitement avec les CFL au développement d'un système de correspondances prenant en compte l'arrivée effective des trains. Ce dispositif a pour objectif de renforcer la fiabilité et d'assurer une continuité optimisée des trajets, notamment lors des correspondances entre train et bus.

ad 2) Depuis 2010, les CFL commémorent chaque année ensemble avec d'autres partenaires internationaux, organisations, entreprises et gestionnaires ferroviaires la Journée internationale de la sécurité aux passages à niveau. Actuellement cette journée consacrée aux comportements sécuritaires aux passages à niveaux et aux arrêts/quais a lieu dans plus de 70 pays au monde.

<https://ilcad.org/>

Dans ce cadre, les CFL réalisent de nombreuses sensibilisations mettant l'accent sur les dangers de traverser les voies et les barrières fermées. Ces sensibilisations sécurité sont réalisées au niveau national avec des partenaires comme la Police grand-ducale, la Sécurité routière et l'association des victimes sur la route.

Les CFL publient des dépliants imprimés et digitaux rappelant le comportement en toute sécurité aux abords des voies. Ces informations sont éditées régulièrement et transmises aux écoles, communes, stations de service, écoles de formations pour conducteurs, entreprises...

Des actions impliquant des jeunes ont été réalisées comme des concours de dessins ou de confection de modèles de barrières ferroviaires.

Depuis 2011, les CFL ont mis en place une formation interactive « Rail cool » d'une durée de 2 heures s'adressant aux élèves de 13 à 14 ans, déployée pour la première fois en coopération avec le Lycée Bel-Val. Ainsi, depuis plus de 15 ans cette formation permet à sensibiliser plus de 900 élèves par an. Les éléments traités portent sur le comportement sécuritaire aux arrêts/gares et dans les trains. Dans ce cadre une vidéo tournée en 2023 s'adressant aux jeunes a été réalisée en coopération avec un rappeur luxembourgeois, qui peut être visualisée sur YouTube : https://www.youtube.com/watch?v=9gRFJDLxuwE&list=PLAImIC41VDx2dNe6BiTZR_Xir38jTc84m.

Les CFL offrent également des sensibilisations s'adressant à des enfants de bas âge de 4-6 ans sur base d'un conte « De Léiwi an de Frätschi » qui sera joué avec des peluches dans les crèches.

Dans les médias sociaux les CFL publient annuellement des spots vidéo et des podcasts traitant la sécurité aux abords des voies en faisant appel à des

émotions, à l'humour ou/et à des images destinées à avoir un effet dissuasif. Cette année, certaines de ces vidéos sont diffusées dans les cinémas nationaux.

Au niveau de l'infrastructure, les CFL poursuivent leur programme de suppression des passages à niveaux pour éliminer ces croisements pouvant présenter des risques en cas de non-respect des règles par des tiers.

Les actions de sensibilisation ainsi que les échanges européens, traitant également ce thème dans le domaine de la prévention, sont poursuivis.

ad 3) D'une manière générale, la sécurité piétonne est évaluée aux arrêts/gares par le personnel CFL sur place et des contrôles par des responsables effectuant des descentes sur le terrain.

Le nombre de traversées des voies est évalué sur base de faits constatés et rapportés par le personnel des CFL.

Chaque arrêt/gare des CFL est construit suivant les normes en vigueur pour permettre aux client(e)s des CFL de prendre le train en toute sécurité. Les règles à respecter sur les quais des arrêts/gares sont indiquées sur des panneaux visibles (interdiction de traverser les voies...).

La traversée en toute sécurité des voies se réalise moyennant des souterrains ou par des passages à niveau. Aux passages à niveaux les règles à respecter sont repris dans le Code de la route.

Supplémentairement aux sensibilisations actuelles en cours, la prochaine sensibilisation aux passages à niveau de grande envergure est planifiée pour le 4 juin 2026 lors de la Journée internationale de la sécurité aux passages à niveau.

Habitations de l'ancien poste de contrôle frontalier de Dasbourg-Pont | Question 2788 (18/08/2025) de M. André Bauler (DP)

Les habitations de l'ancien poste de contrôle frontalier de Dasbourg-Pont sont inoccupées depuis belle lurette si bien qu'une nouvelle affectation serait recommandable.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Les bâtiments en question font-ils encore partie de la propriété de l'État luxembourgeois ?

2) Dans l'affirmative, est-il prévu de les rénover ?

3) Serait-il également envisagé de réserver une nouvelle destination à cette propriété immobilière de l'État ? Des contacts entre le Ministère des Finances et les responsables du Parc naturel de l'Our voire de la commune compétente auraient-ils déjà eu lieu dans ce contexte ?

Réponse (18/09/2025) de M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

ad 1) Le Fonds du logement est devenu propriétaire de l'ancien poste de contrôle frontalier de Dasbourg-Pont par un acte de cession avec le Ministère des Finances en date du 21 mai 1999.

ad 2) Des travaux de rénovation ont été réalisés entre 2002 et 2004, dont notamment l'isolation de la toiture, la VMC, le chauffage, l'électricité et les menuiseries. En 2018, les maisons ont été déclarées inhabitables en raison d'une humidité importante et incontrôlable.

La rénovation complète des lieux s'avérant très compliquée, voire inexecutable, en raison de la

construction des maisons sur le terrain en pente, à même la roche, et sans étanchéité, les locataires ont été relogés.

ad 3) Étant donné que les bâtiments en question ont été affectés au Fonds du logement dans le cadre de ses missions légales, aucun contact n'a eu lieu entre le Ministère des Finances et les responsables du Parc de l'Our et de la commune.

Une étude de faisabilité a été réalisée par le Fonds du logement en 2018, proposant la démolition des bâtiments insalubres en vue de la réalisation d'une petite résidence. Malheureusement, ladite étude n'a pas abouti en raison des distances réglementaires imposées par le PAG en vigueur. Depuis lors, le Fonds du logement est en discussion avec l'Administration communale afin de trouver une solution et/ou une nouvelle affectation des lieux.

Procédure d'accès à un logement du CGDIS en cas d'urgence | Question 2789 (18/08/2025) de M. André Bauler (DP)

Les agents du CGDIS ne sont pas habilités à forcer l'accès à un logement en cas d'incident critique tel par exemple le cas d'une personne touchée subitement par un malaise et n'arrivant plus à ouvrir la porte de sa maison. En effet, le CGDIS est alors obligé d'appeler tout d'abord la police. Celle-ci, à ce qu'il paraît, doit contacter au préalable le bourgmestre de la commune compétente ou le représentant de ce dernier. Cette procédure peut conduire à des situations délicates dans la mesure où le patient risque de ne pas être pris en charge dans les délais les plus brefs et, pire encore, de décéder avant même l'intervention des agents du CGDIS.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Monsieur le Ministre peut-il informer sur la procédure et les consignes à respecter en cas d'intervention du CGDIS suite à un appel réclamant une intervention urgente ?

2) Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il faudrait réviser la procédure actuelle, afin de rendre plus efficaces et, partant, plus rapides les interventions requises dans la situation précise décrite ci-avant ?

Réponse (11/09/2025) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

ad 1) L'exemple donné par l'honorable Député, requérant une réaction immédiate, relève des missions du Corps grand-ducal d'incendie et de secours, telles que définies dans la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile.

Dans le cadre d'une intervention urgente telle que décrite, la Police grand-ducale est en principe alertée simultanément au CGDIS par le central des secours d'urgence (CSU). La police concourt à l'accomplissement des missions de la sécurité civile sur base de l'article 2 de la loi susmentionnée. Si le CGDIS arrive sur les lieux avant la police, le chef des opérations procède à une évaluation de la situation. S'il estime qu'il s'agit d'une situation de péril imminent (par exemple une personne inconsciente visible à l'intérieur d'un logement ou des appels d'une personne en détresse), il ordonne l'accès au logement avec les moyens nécessaires. Dans un tel « état de nécessité », l'accord préalable de la police ou du bourgmestre n'est pas demandé, afin de pouvoir intervenir le plus vite possible. Cependant, si le chef des opérations du CGDIS n'a aucune raison de croire qu'il s'agit d'une situation de péril imminent, alors

l'accord de la police, voire du bourgmestre est demandé préalablement.

Quand la police intervient sans le concours du CGDIS, elle agit dans le respect des règles prévues par l'article 10 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale, qui dispose que « lorsqu'il y a des raisons sérieuses de croire à un péril imminent pour la vie ou l'intégrité physique de personnes », la police peut intervenir de manière urgente et pénétrer dans des lieux privés et non accessibles au public, comme par exemple un logement, mais uniquement dans trois cas de figure :

« 1° à la demande ou avec le consentement d'une personne qui a la jouissance effective d'un lieu non accessible au public ;
2° en cas d'appel de secours venant de l'intérieur ;
3° lorsque le péril imminent ne peut être écarté d'aucune autre manière, sur décision du bourgmestre. »

Un rapport au bourgmestre doit être dressé par la suite, mentionnant le nom des policiers qui sont entrés dans les lieux visés, les motifs, les lieux, les dates du début et de la fin de l'intervention. Une copie est remise à la personne qui a la jouissance effective du lieu.

ad 2) Pour tout incident critique tel que décrit ci-dessus, la procédure actuelle, axée sur l'accomplissement des missions de la sécurité civile, s'est avérée claire et efficace.

Tests de langues de l'ADEM | Question 2790 (18/08/2025) de M. Jeff Engelen | Mme Alexandra Schoos (ADR)

Op der Homepage vun der ADEM liest ee betreffend d'Sproochentester, déi si de Leit, déi eng Aarbecht sichen, ubitt:

„Tous les demandeurs d'emploi s'inscrivant à l'ADEM doivent, depuis le 4 juillet [2023], passer des tests en ligne, dans les langues qu'ils ont déclaré pratiquer lors de leur inscription. Les quatre principales langues du marché de l'emploi sont concernées : le luxembourgeois, le français, l'allemand et l'anglais. [...] L'offre sera étendue au fur et à mesure à l'ensemble des demandeurs d'emploi inscrits. Son principal objectif est de favoriser une évaluation objective et uniformisée du niveau des langues des demandeurs d'emploi – alors que celui-ci repose actuellement sur les déclarations faites lors de l'inscription. [...] Ce nouveau service offre de nombreux avantages, pour l'ADEM et pour les demandeurs eux-mêmes. Son atout incontestable est de fournir une évaluation de niveau fiable et conforme au CECRL* (Cadre européen de référence pour les langues), avec des compétences allant du niveau A1 (élémentaire) à C2 (expérimenté). Il convient de noter que les demandeurs d'emploi qui fournissent à l'ADEM un certificat officiel de niveau CECRL, daté de moins de deux ans, pourront être dispensés de passer le test dans la langue concernée.“

D'Tester ginn ausschliisslech online ugebueden an duerchgefuert. Eis goufen an deem Zesammenhang Echantillone vun dësen Tester zoukomme gelooss, déi opgrond vun de sëllege gravéierende Sprooch- a Sënnefeeler, déi si enthalen, Froe betreffend d'Qualitéit a Seriositéit vun den Tester opwerfen. Sou kritt ee beispillsweis follgend Froe gestallt:

– „Le journaliste est libre, [Sélectionnez la réponse ci-dessous] al de Schauspielers démolit la guerre.“ Proposéiert Äntworten: „firwat“/„wéi“/„wéi vill“/„ob“.

– „Que pensez-vous de la ville et de Neie Buttek? Si vous êtes originaire du präiswärt Saachen do. Et

le cul est wierklech [Sélectionnez la réponse ci-dessous], pour cuisiner, c'est parti.“ Proposéiert Äntworten: „onnëtz“/„onbedéngt“/„deier“/„derrière“.

– „Et je vais vous donner des idées haut placées sur Internet. Mee vill Leit, déi bis eloëmmer [sic] bei Hirem Reesagent gebucht hunn, bleiwen deem och weiderhin trei an änneren hir [Sélectionnez la réponse ci-dessous] pour le filet de pêche.“ Proposéiert Äntworten: „Destination“/„Gwunnecht“ [sic]/„Catégorie de prix“/„Vacances“.

An deem Kontext hu mir follgend Froen un d'Regierung:

1. Ween ass fir d'Erstellung, Iwwerpräiung a Mise en ligne vun de Sproochentester vun der ADEM verantwortlech?

2. Wéi eng Qualifikatiounen hunn d'Persounen, déi dës Tester erstellen oder redigéieren?

3. Gëtt et e Qualitätssicherungssystem, fir Feeler an der Grammaire, Syntax, Orthografie oder am Inhalt ze vermeiden?

4. Wéini goufen d'Tester fir d'lescht iwwerschaaft an op Korrektheet gepréift?

5. Gouf externt Fachpersonal (z. B. Linguisten, Lëtzebuerger-Enseignanten) zwecks Iwwerpräiung vun den Tester erugezunn? Wann nee, firwat gouf dat versäumt?

6. Gouf et scho Reklamatiounen betreffend feelerhaft oder mëssverständlech Testfroen? Wa jo, wéi ass d'ADEM domat ëmgaang?

7. Kënnen Testresultater contestéiert ginn, wann nogewise gëtt, dass Testinhalter feelerhaft waren?

8. Wéi gëtt séchergestallt, dass d'Testbewäertung objektiv an novollzéibar ass, wa schonns d'Testfroen feelerhaft sinn?

9. Ass en Iwwerschaften oder e kompletten Austausch vun den Testmaterialie geplangt? Wa jo, bis wéini?

10. Wéi gëtt an Zukunft séchergestallt, dass d'Sproochentester dem héijen Usproch u sproochlecher Korrektheet gerecht ginn?

11. Wéi eng Bedeitung moosst d'Regierung dem Lëtzebuerger als Integratiounssprooch bäi – a wéi passt dozou d'Qualitéit vun dësen Tester?

Réponse (02/09/2025) de M. Georges Mischo, Ministre du Travail

Remarque préliminaire: Déi genannte Beispillfroen aus der parlamentarescher Fro si keng reell Froen aus dem Echantillon vun der ADEM; d'Inkohärenz sinn hei héchstwahrscheinlech entstanen, well déi concernéiert Kandidat während den Tester en automatischen Iwwersetzungsprogramm genotzt hunn (cf. Äntworten op d'Froen N° 8 an N° 10).

ad 1. D'Firma „Altissia International SA“ ass fir d'Erstellung, Iwwerpräiung a Mise en ligne vun de Sproochentester vun der ADEM zoustänneg.

ad 2. All d'Sproochentester si vun Experten an der Pädagogik oder an der Evaluatioun mat follgendem Profil erstallt:

– Spriecher mat als Mammesprooch d'Sprooch vum Test;

– Master- oder Doktorat-Diplom a Sproochen, Pädagogik oder linguistescher Evaluatioun.

Nieft de strenge Rekrutierungskrittäre sinn all „Item-Autore“ verpflichtet, e strikte Formatiounsprogramm matzemaachen.

D'Formatioun beinhalt eng Kombinatioun vun explikative Videoen, Dokumenter, Questionnairen an

Exercicer, déi d'Item-Autoren duerchlaufen, wat zu der Entwécklung vun Echantillone féiert, déi vun der Firma „Altissia International SA“ evaluéiert ginn.

D'Createure si begleet an ënnerstëtzt vun den „Altissia International SA“ Sproochkoordinatoren, déi och pädagogesch Experte sinn, déi mindestens e Master-Diplom an de selwichte Beräicher hunn.

ad 3. D'Sproochentester ginn an engem rigoréise Prozess an e puer Etappen ausgeschafft.

An enger 1. Phas ass et d'Konzeptioun vum Test, wou déi verschidden Elementer a Kategorien age-deelt ginn. Dat erlaabt ze garantéieren, dass déi verschidden Zorte vu Froen, Niveauen an Objektivier gläichméisseg verdeelt gi während der Sproochen-Evaluatioun.

An enger 2. Phas kreéieren d'Redakteren déi verschidden Elementer en fonction vun den Ziler, déi definéiert gi sinn; als éischt gëtt en Echantillon kreéiert, dee validéiert gëtt. Duerno fíert de Redakter weider mat der Kreatioun vun de reschtlichen Elementer.

An der 3. Phas ginn d'Elementer kontrolléiert vun enger Persoun, där hir Mammesprooch d'Sprooch vum Test ass. Duerno ginn d'Konklusiounen mat de Verbesserungsvirschléi un de Redakter zeréckgeschéckt.

An der 4. Phas validéieren de Redakter an e pädagogesche „Lecteur“ all d'Elementer iert eng lescht Persoun, déi als Mammesprooch d'Sprooch vum Test huet, dese vun engem linguistesche Standpunkt aus iwwerliest.

De Sproochentest gëtt reegelméisseg iwwerlies, fir all potentiell sensibelen Inhalt ze evitéieren.

Éier d'Tester „en ligne“ gesat ginn, ginn se nach eng Kéier vu Pädagogen an aneren Testpersounen op eventuell Anomalie getest.

D'Validitéit vum Test baséiert op senger Relatioun mam CECRL (Cadre européen commun de référence pour les langues), an dat op Basis vu statisteschen Analyse vun Experten.

ad 4. D'Analys vun den Testelementer gëtt järelech duerchgefuert, fir d'lescht am Dezember 2024.

ad 5. All lëtzebuergeschen Inhalt gouf vu Sproochexperte vum INLL (Institut national des langues de Luxembourg) erstallt; dës no den uewe beschriwwene Krittären an Normen.

Déi linguistesche Korrekturlesung gouf vum Zenter fir d'Lëtzebuergesche Sprooch (ZLS) assuréiert.

ad 6. Am Fall vun enger Inkohärenz am Test kontaktéiert de Kandidat d'ADEM, déi him detailléiert Erklärungen ubitt. Eng nei Geleeënheet fir den Test ze maache gëtt proposéiert, fir eng genau a gerecht Bewäertung ze garantéieren.

ad 7. Aarbechtssichender hunn d'Méiglechkeet, en Test nach eng Kéier ze maachen, wann si mengen, datt d'Resultater hir Kompetenzen net reflektéieren oder wann hire Beroder op der ADEM eng signifikativ Inkohärenz feststellt. D'ADEM engagéiert sech, fir all gemellte Problem ze iwwerpréiwen, mam Zil, zouverlësseg a fair Bewäertungen fir all Kandidat ze garantéieren. Fir Leit, déi keen Zougang zu engem Telefon, Tablet oder Computer hunn, stellt d'ADEM Computer zur Verfügung, vu méindes bis freides vun 8.00 bis 12.00 Auer.

ad 8. D'Objektivitéit an d'Zouverlëssegkeet vun den Evaluatiounen ginn duerch rigoréis Prozeduren assuréiert. Wann allerdéngs en automateschen Iwwersetzer benotzt gëtt, kënnen d'Resultater verfälscht sinn. Fir dës ze behiewen, informéiert d'ADEM d'Kandidaten iwwer d'Noutwenegkeet, all automateschen

Iwwersetzer virum Test ze deaktivéieren an offréiert, wann néideg, en neien Test no den Erklärungen un.

ad 9. Aktuell ass keng Revisioun oder kompletten Ersatz vum Testmaterial néideg, well d'Tester schonn héije Qualitéits- an Zouverlëssegkeetsnormen entspriechen. D'ADEM garantéiert, datt d'Integritéit vun den Evaluatiounen duerch reegelméisseg Kontrollen a Benotzerfeedback erhale gëtt.

ad 10. D'Sproochentester vun der ADEM, entwéckelt vun „Altissia International SA“, entspreche scho rigoréise Standarde vu sproochlecher Genauegkeet, dank dem Ausschaffe vun Experten an enger reegelméissegger Analys vun de Resultater. Fir hir Zouverlëssegkeet ze garantéieren, ginn d'Kandidaten systematesch virum Ufank vum Test iwwer d'Verpflichtung informéiert, all automateschen Iwwersetzer ze deaktivéieren. Dës Moossnam, kombinéiert mat kontinuéierlecher Iwwerwaachung vun der Testleschtung, suert fir präzise Bewäertungen, déi un d'Bedierfnesser vum Lëtzebuergesche Aarbechtsmaart ugepasst sinn.

ad 11. Selbstverständlech erkennt d'Regierung dem Lëtzebuergeschen eng zentral Roll als Integratiouns-sprooch un. Deementsprechend respektéieren d'Tester vun der ADEM héich Qualitéits- an Zouverlëssegkeetsnormen.

Législation concernant l'argent liquide | Question 2791 (18/08/2025) de M. Fred Keup (ADR)

Enn Mee 2024 huet den EU-Ministerrot eng EU-Direktiv fir eng maximal Limit, fir mat Boergeld ze bezuelen, vun 10.000 Euro approvéiert. Bis zu deem Betrag steet et de Bierger och fräi, Suen op internationale Fluchverbindungen matzeféieren, ouni dës misse bei der Douane ze deklaréieren. Doriwwer eraus existéiert zu Lëtzebuerg aktuell nach keng formell Limit bis zu wéi engem Montant ee mat Boergeld dierf bezuelen. Esou wéi et mir zougedroe gouf, musse Bierger sech awer och dann deelweis bei hirer Bank rechtfärdegen, wann si manner wéi déi 10.000 Euro vun hiren eegene Sue wëllen ophiewen. Vusäite vun den entspreichende Banke gëtt déi Praxis mat gesetzlechen Obligatiounen gerechtfärdeg.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Finanzminister gär dës Froe stellen:

1. Sinn d'Banke gesetzlech ugehalen, Clienten d'office auszefroen, wann si bestëmmten Zomme vun hire Sue wëllen ophiewen? Falls jo, op wéi enger legaler Grondlag a vu wéi engem Montant un? Sinn d'Clienten, déi hei an engem private Vertragsverhältnis mat der Bank stinn, verpflichtet, op esou Froen ze äntweren?

2. Verfügen d'Banken iwwer e gesetzlecht Recht oder eng Pflicht, de Clienten hir eege Suen ze verweigere, wann si d'Erklärungen, déi d'Clienten hinne ginn, firwat si hir Suen ophiewen, fir net plausibel halen oder d'Clienten sech weigere, sech vis-à-vis vun engem Déngschtleeschter ze erklären?

3. Sinn d'Banken obligéiert, Donnéeën zu den Ursachen, firwat d'Clienten hir Suen ophiewen, schriftlech festzehalen an, falls jo, vu wéi engem Montant un a wéi laang? Op wéi enger datenschutzrechtlicher Grondlag géif esou eng Dokumentatioun stattfannen?

Réponse (26/09/2025) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances

ad 1. D'Banken ënnerleien de legale Bestëmmungen iwwer d'Bekämpfung vu Geldwäsch a vun Terrorismusfinanzéierung a sinn, opgrond vum Artikel 3 Paragraf 2 Alinea 1 Punkt d) vum ofgeännerte Gesetz

vum 12. November 2004, dem Artikel 1 Paragraf 3 vum ofgeännerte groussherzogleche Reglement vum 1. Februar 2010 an dem Artikel 32 vum CSSF-Reglement N° 12-02 dozou verpflichtet, eng risikobaséiert „vigilance constante“ géint iwwer hire Clienten auszeféieren, wat ënner anerem d'Fro no der Quell vun de Suen oder dem Zweck vun enger Transaktioun ëmfaasse kann. Dobäi si se ë. a. och gehalen, ongewéinlech Transaktiounen ze erkennen. Ee spezifesch Schwellwäert gëtt et dobäi net. An deem Kader spillen och déi vertraglech Flichte vum Client.

ad 2. Den Artikel 5 Paragraf 3 vum ofgeännerte Gesetz vum 12. November 2004 hält explizitt Folgendes fest:

„Les professionnels sont tenus de s'abstenir d'exécuter toute transaction qu'ils savent ou ont des motifs raisonnables de soupçonner d'être liée à un blanchiment, à une infraction sous-jacente associée, ou à un financement du terrorisme avant d'en avoir informé la Cellule de renseignement financier [...]“

Den Artikel 3 Paragraf 4 Alinea 4 vum ofgeännerte Gesetz vum 12. November 2004 an dem Artikel 22 Paragraf 2 vum CSSF-Reglement N° 12-02 leeën des Weidere fest, dass wa Banken d'Erklärunge vun de Clienté fir net plausibel halen oder déi néideg Informatiounen feelen, si net nëmmen dozou berechtigt, mee gesetzlech verpflichtet sinn, d'Transaktioun ze verweigere an, wann néideg, eng Meldung un d'Cellule de renseignement financier („CRF“) ze maachen.

D'CRF kann doropshin ausdrécklech d'Instruktioun ginn, dës Transaktioun mam Client net auszeféieren.

ad 3. D'Banke mussen d'Dokumenten, d'Donnéen an d'Informatiounen, déi néideg sinn, fir hir „due diligence“-Obligatiounen ze erfëllen, fir eng Dauer vu 5 bis 10 Joer halen, esou wéi et am Artikel 3 Paragraf 6 vum ofgeännerte Gesetz vum 12. November 2004 virgesinn ass. Dobäi ënnerläit d'Veraarbechtung vun de perséinlechen Donnéeën dem europäeschen Datenschutzreglement.

Radars tronçons sur la N7 | Question 2792 (19/08/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

Lëtzebuerg huet aktuell op sengen Autobunnen an den Tunnellen insgesamt 3 Streckeradaren, alle guerten op der A7. Normalerweis ass déi bestoend Vitesslimitatioun vun 90 Stonnekilomeeter anzehalen, déi bei Bedarf awer och op 70 zum Beispill kann erofgesat ginn. Tëschen den 3 Tunnellen, déi vun de betreffende Radaren iwwerwaacht ginn, ass zum Deel och eng aner Geschwindegkeet erlaabt.

An deem Zesummenhang wëlt ech der Ministesch fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Gëtt et Etuden, déi beleen, dass eng méi héich Vitess-Limitatioun an de betreffenden Tunnellen aus Sécherheetsgrënn net ze recommandéieren ass?

2. Gëtt et beim Ministère Iwwerleeungen, déi eng Adaptéierung vun dëser Vitess-Limitatioun an den 3 betreffenden Tunnellen, mee och allgemeng, do wou et méiglech ass an allen aneren Autobunnstunnellen, virgesinn (sief et no ënnen oder no uewen)? Falls net, aus wéi enge Grënn gëtt esou eppes net envisagéiert?

Réponse (16/09/2025) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorablen Deputéierte freet am Kader vu senger parlamentarescher Fro, ob et Etuden oder Iwwerleeungen gëtt, déi eng Upassung vun de Vitesslimitatiounen an den Autobunnstunnellen virgesinn an ob eng méi héich Limitatioun aus Sécherheetsgrënn net ze recommandéieren ass.

ad 1. An dësem Kontext sief als éischt ze betounen, dass déi aktuell maximal erlaabte Vitessen an den Tunneln, déi och esou signaliséiert sinn, nom Artikel 139 aus dem Code de la route op 90 Kilomeeter an der Stonn limitéiert sinn. Och sief drop higewisen, dass d'Tunnelle konform zu den internationale Standard konzipéiert sinn an deementspreechend op déi aktuell Vitesslimitatiounen ausgeluecht sinn.

Am Kader vun enger rezenter Risikoanalys zum Tunnel Markusbiert op der Autobunn A13 – wou och Streckeradaren zum Asaz kommen – gouf am Kontext vun der Effikassitéitsanalys vun de besteeënde Kompensatiounsmaassnamen (d. h. Moossnamen oder Mechanismen, déi implementéiert ginn, fir d'Risiko vun engem Accident ze reduzéieren oder seng Konsequenzen ze limitéieren) berechent, dass duerch eng Reduktioun vun der Vitess vun 90 op 70 Kilomeeter an der Stonn am Tüb a Richtung Däitschland net nëmmen déi potentiell Unzuel vun den Accidenter zeréckgeet, mee och d'Ausmooss vun dësen daitlech ofhëlt.

Konkreet entsprécht dëst enger Risikoreduktioun vun engem Accident vun zirka 38 %.

Et ass deemno dovun auszegoen, dass eng Erhéijung vun der maximal erlaabter Vitess (> 90 km/h) an eisen Autobunnstunneln och zu enger Erhéijung vum Risiko vun engem Accident féiere wäert.

ad 2. Et gëtt keng Iwwerleeungen, déi aktuell Vitesslimitatioun an den 3 vum Här Deputéierte genannten Tunneln ze adaptéieren.

Eng Vitesslimitatioun „no ënnen“ an den Autobunnstunneln gëtt aktuell dynamesch applizéiert soubal en Tëschefall am Tunnel detektiéiert gëtt oder Aarbechten am Tunnel realiséiert ginn.

Eng Vitesslimitatioun „no uewen“ an den Autobunnstunneln ass net ze recommandéieren mat Verweis op d'Äntwert op déi éischt Fro.

Position du Luxembourg sur la nouvelle proposition « Chat Control » de la présidence danoise | Question 2793 (19/08/2025) de M. Laurent Mosar (CSV)

Les discussions autour de la proposition de règlement de la Commission européenne établissant des règles en vue de prévenir et de combattre les abus sexuels sur les enfants ont pris un nouveau tournant avec la proposition de la présidence danoise de réintégrer le scan obligatoire des messages chiffrés dans le texte de loi. Dès le début, cette obligation pour les fournisseurs de services numériques de contrôler les chats privés a donné lieu à des controverses et a empêché qu'un accord à ce sujet soit atteint au sein du Conseil de l'Union européenne. Lors d'une des dernières réunions de ce dernier, plusieurs États membres, dont le Luxembourg, ont émis des réserves d'examen relatives à la proposition du Gouvernement danois et disposent maintenant jusqu'au 12 septembre pour formuler leurs évaluations avant que la proposition soit à nouveau à l'ordre du jour du Conseil en octobre.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité :

1) Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois sur la proposition danoise de réintégrer le scan obligatoire des messages chiffrés dans le texte de la proposition de règlement établissant des règles en vue de prévenir et de combattre les abus sexuels sur les enfants ?

2) Est-ce que le Gouvernement luxembourgeois se contentera de la proposition danoise et renoncera à ses évaluations pour donner son aval au règlement ?

3) Est-ce que les réserves écrites du Gouvernement luxembourgeois relatives au projet en cours d'instance sont suffisamment prises en compte par la proposition soumise par le Gouvernement danois ?

4) Dans l'affirmative, le Gouvernement luxembourgeois va-t-il donner son accord à la proposition danoise ?

5) Dans le cas contraire, quelles sont les contrepropositions soumises par le Gouvernement luxembourgeois ?

6) Madame la Ministre est-elle optimiste quant à la possibilité d'un compromis sur ledit règlement lors de la prochaine réunion du Conseil de l'Union européenne ?

Réponse (11/09/2025) de Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

Le Gouvernement luxembourgeois soutient activement les initiatives menées au niveau européen, tant en matière de lutte commune contre la pédocriminalité au sein de l'Union européenne que pour une meilleure protection de la jeunesse sur Internet. Parallèlement, il renforce les actions menées au niveau national afin de prévenir et de combattre les abus ainsi que l'exploitation sexuelle des mineurs, notamment en mettant à disposition de la police et de la justice les moyens nécessaires pour assurer des poursuites efficaces.

Alors que la proposition de la présidence polonaise du Conseil de l'Union européenne répondait en partie aux préoccupations du Gouvernement, celui-ci constate que la proposition présentée par la présidence danoise se révèle à nouveau plus intrusive et ne tient pas suffisamment compte des préoccupations relatives à la protection des droits fondamentaux des citoyens, en particulier en matière de protection des données. Dans ces circonstances, le Gouvernement maintient sa position antérieure.

Ainsi, le Gouvernement insiste que dans le cadre d'un nouveau règlement européen le risque de surveillance généralisée des communications privées des citoyens doit être évité. Il souligne que les droits fondamentaux essentiels des citoyens ainsi que la sécurité des communications doivent rester garantis. À l'instar de l'avis exprimé par le Service juridique du Conseil de l'Union européenne sur la légalité du « Chat Control », le Gouvernement luxembourgeois se déclare favorable à une approche de détection plus ciblée du contenu pédopornographique.

En particulier, le Gouvernement maintient que certaines dispositions du texte, notamment la « Upload-moderation » mise en œuvre dans le cadre d'un « Client-Side Scanning », n'atténuent pas le risque de surveillance généralisée et ne répondent pas aux exigences de proportionnalité fixées par la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. Une telle disposition n'exclut pas que les communications de l'ensemble des utilisateurs d'un service, y compris celles de personnes n'ayant aucun lien avec une infraction pénale, puissent être surveillées.

Le Gouvernement continuera à défendre cette position et poursuit les échanges avec les autres délégations partageant une approche similaire.

Amélioration des compétences en natation | Question 2795 (20/08/2025) de M. Georges Engel (LSAP)

Rezent ass op enger sozialer Plattform eng Diskussioun ronderëm d'Roll vun de Schwammeeschtere

während de Schwammcoursen an der Schoul opkomm. Ausléiser war en „Tageblatt“-Artikel mam Titel „Land der Nichtschwimmer? Alle Altersklassen betroffen: Viele können in Luxemburg nicht mehr richtig schwimmen“, dee vill Opmierksamkeet erreegt huet. D'Fro, ob de Schwammunterrecht an der Schoul just vun Enseignanten oder och vu Schwammeeschteren (d. h. Persounen mat engem DAP als Instructeur de natation) gehale soll ginn, gouf ganz kontrovers diskutéiert.

An deem Kontext wëllt ech dem Minister fir Education, Kanner a Jugend an dem Sportsminister folgend Froen stellen:

1. Wéi eng Pläng huet d'Regierung, fir de Kompetenzniveau am Schwammen an der breeder Bevëlkerung nees ze verbessern?

2. Wéi begéint d'Regierung där am „Tageblatt“ beschriwwener Erausforderung, dass zu Lëtzebuerg och ëmmer méi Erwuessener liewen, déi net richtig schwamme géléiert hunn, an dat Wëssen dofir net un hir Kanner kënne weiderginn?

A wéi enger Roll gesäit d'Regierung an deem Kontext déi diploméiert Schwammeeschteren?

3. Ass d'Regierung der Usicht, dass d'Kanner während de Schwammcoursen an der Schoul och an Zukunft just vun Enseignanten an net vu Schwammeeschteren sollen enseignéiert ginn?

Falls jo, aus wéi enge Grënn?

Falls nee, wéi sollen d'Schwammeeschteren zukünfteg méi enk an d'Vermëttlung vun de Schwimmkompetenzen an der Schoul agebonne ginn?

Réponse (23/09/2025) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | M. Georges Mischo, Ministre des Sports

ad 1. an 2. De Sportsministère wäert sech mat der Schwammfederation austauschen, fir zesummen ze kucken, wéi een der opgeworfener Problematik kann entgéintwierken, an, falls néideg, och aner implizéiert Acteuren mat un den Dësch ze huelen.

ad 3. D'Ofhale vum Schwammkurs am Enseignement fondamental (EF) an am Enseignement secondaire (ES) ass am Plan d'études vum EF an an de Programmer vum ES beschriwwen. Fir sämtlech Enseignantë besteet d'Méiglechkeet, u Weiderbildungen deelzehuelen, déi si op déi Erausforderunge virbereeden, déi sech bei der Organisatioun an Duerchféierung vum Sport- a Schwammunterrecht stelle kënnen.

Et besteet elo schonn d'Méiglechkeet, fir méi Schwammeeschteren an der Schwämm ze engagéieren, an esou d'Enseignantë beim Developpement vun de Kompetenzen vun de Kanner, déi nach net schwamme kënnen, ze ënnerstëtzen. Dëst kann op Initiativ vun de Gemengen oder vun de Lycéee geschéien. Am éischte Fall bedeelegt de Staat sech un de Fraisen, déi duerch zousätzlecht Personal an der Schwämm entstinn.

Finances et personnel de la Coque | Question 2797 (20/08/2025) de M. Sven Clement (Piraten)

Laut dem Gesetz iwwert d'Coque sinn dem nationale Sport- a Kulturzenter seng primär Missiounen, déi sportlech Aktivitéiten vun de Sportverbänn an de Schoulsport ze garantéieren. Iwwert d'Missiounen vun der Coque, hir finanziell Transparenz an hir Zukunft am Kontext vun der geplanter AINS-Integratioun stellen sech verschidde Froen. Wat de finanziellen a personelle Volet ubelaangt, si leider wéineg Zuelen ze fannen, weeder um Site vun der Coque selwer nach am „rapport d'activité“ vum Sportsministère.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Sport dës Froe stellen:

1. Wéi vill Leit sinn aktuell bei der Coque ugestallt, well dës Informatiounen weeder am Aktivitéitsrapport vum Sportsministère nach um Site vun der Coque ze fanne sinn?

2. Wéi sinn déi aktuell Aarbechtskonditiounen a Gehälter vum Personal vun der Coque de Moment gereegelt? Ass de Minister net der Meenung, dass dës kéinten, wann se et net scho sinn, iwwert e Kollektivvertrag gereegelt ginn? Wann nee, firwat net?

3. Kann de Sportminister een Tableau liwwere mat den Zuele vum Chiffre d'affaires vun der Coque, der staatlecher Kontributioun, dem Resultat vum Exercice an der Héicht vun den eventuelle Reserven, opgeschlüsselt pro Joer säit dem Akraafttriede vum Gesetz?

4. Säit wéini gëtt et dës Konventioun a wéi genau sinn d'Obligatiounen vu Staat a Coque do gereegelt, besonnesch wat d'Prise en charge vun de Fraisen ubelaangt?

5. Laut den Iwwergangsbestëmmungen vum Coquegesetz konnten deemools och Agenten, déi beim Staat ugestallt waren, hire Statut behalen a sinn domadder weiderhi vum Staat bezuelt ginn. Ëm wéi vill Mataarbechter huet et sech heibäi pro Joer gehandelt säit d'Gesetz a Kraaft ass?

6. Och gesäit d'Gesetz vir, dass d'Coque d'Indemnitéiten, d'Païen an déi sozial Chargé vun dëse Mataarbechter un de Staat rembourséiert. Wat huet dëst pro Joer säit dem Akraafttriede vum Coquegesetz ausge-maach?

7. Laut fréieren Aussoe vum Minister, an och laut Regierungsprogramm, sollen ënnert anerem d'Coque an aner national Sportsinfrastrukturen, an een neie gréisseren „établissement public“, AINS genannt, integréiert ginn. Wéi passt dat zu der Ausso vum Minister, dass d'Coque déi „wichtigste Sportinfrastruktur des Landes“ wier? Misst am Kontext vun där Ausso d'Coque dann net een eegestännegt Etablissement bliwen?

8. Ass d'Personal vun der Coque an deem Kontext schonn iwwert eventuell Pläng an Ännerungen vum Minister informéiert ginn?

9. Wat geschitt mam Personal vun der laut Minister wichtigster Sportinfrastruktur vum Land, wann dës tatsächlech an eng schonn a Sportskreeser als „Wasserkapp“ bezeechenten Infrastruktur integréiert gëtt?

Réponse (17/09/2025) de **M. Georges Mischo**, Ministre des Sports

ad 1. Aktuell si 85 Leit bei der Coque ugestallt.

ad 2. D'Aarbechtskonditiounen a Gehälter vum Personal vun der Coque sinn iwwert eng intern „Réglementation des conditions collectives de salaires et de travail“ gereegelt. Dës Réglementatioun ass 2023 fir d'lescht ugepasst ginn. D'Ausschaffen an eventuell Modifikatiounen vun dëser interner Réglementatioun geschéien ëmmer a Concertatioun mat der Personaldelegatioun, déi dës Virgoensweis ëmmer appreciéiert huet. Dës Aarbechtskonditiounen kéinten och iwwert e Kollektivvertrag gereegelt ginn.

ad 3. Tableau ↑

ad 4. Aus der Froestellung ass net kloer ersichtlech, vu wéi enger Konventioun den honorabelen Deputéierte schwätzt. Et gëtt awer tëscht der Coque an dem Staat eng Konventioun vum 21. Juni 2010, déi d'Notzung vum Staat vun den Infrastrukturen vun der Coque reegelt.

ad 5. Beim Akraafttriede vum Gesetz hu 15 Leit vun dëser Iwwergangsbestëmmung Gebrauch gemaach.

Dës Zuel ass kontinuëerlech erofgaangen an aktuell sinn nach 2 Leit mat 1,5 ETP vun dëser Iwwergangsbestëmmung betrafft.

ad 6. Dës Bestëmmung ass duerch den Artikel 38 vum der Loi budgétaire vum 21.12.2004 ofgeschafft ginn.

ad 7. Déi zwou Aussoe sinn net kontradiktöresch.

ad 8. an 9. De Projet vun engem neien Établissement public AINS ass nach an der Ausschaffungsphas. Esoubal all Froen zu dësem Projet gekläert sinn, wäert natierlech och dat concernéiert Personal informéiert ginn.

Actes antichrétiens ou antireligieux | Question 2798 (20/08/2025) de **M. André Bauler** (DP)

À en croire des médias français, le nombre d'actes antichrétiens serait en hausse en France depuis 2018. Selon les informations du Ministère de l'Intérieur (F), le nombre de tels actes (p. ex. églises vandalisées) aurait augmenté de 13 % en une année seulement, en passant de 354 (enregistrés pendant la période janvier-juin 2024) à 401 (durant la période janvier-juin 2025). Ainsi, le week-end dernier, deux églises ont été profanées en Seine-Saint-Denis, à Pantin et à La Courneuve.

Ce phénomène ne semble pas épargner le Luxembourg non plus. En effet, dans l'est du canton de Clervaux, une statue de la Sainte Vierge a été incendiée début été 2025 dans une église au service du culte catholique. Un tel incident, qui aurait pu avoir des conséquences graves, ne paraît pas être un cas isolé dans nos propres contrées.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures et à Madame la Ministre de la Justice :

1) Comment le Gouvernement définit-il un « acte de nature antichrétienne ou antireligieuse » ?

2) Monsieur le Ministre peut-il informer sur le nombre d'actes antichrétiens ou antireligieux qui auraient été enregistrés au Grand-Duché depuis 2015 ?

3) Dans l'affirmative, de quelle nature ces actes étaient-ils ?

4) Dans combien de cas une plainte a été déposée auprès des autorités policières ?

5) Combien de ces cas ont donné lieu à des suites judiciaires ?

Réponse (16/09/2025) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice

ad 1) à 4) Des actes tels que visés par l'honorable Député ne sont pas consacrés dans la législation luxembourgeoise et il n'existe pas de définition autonome du terme « acte antichrétien/antireligieux ».

Cependant le Code pénal prévoit, à l'article 526 :

« Sera puni d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 251 euros à 5.000 euros, qui-conque aura détruit, abattu, mutilé ou dégradé :

Des tombeaux, signes commémoratifs ou pierres sépulcrales ;

Des monuments, statues ou autres objets destinés à l'utilité ou à la décoration publique et élevés par l'autorité compétente ou avec son autorisation ;

Les monuments, statues, tableaux ou objets d'art quelconques, placés dans les églises, temples ou autres édifices publics ».

Par ailleurs, de tels actes pourraient être poursuivis au titre des incriminations générales (destruction,

profanation, incendie, etc.). Lorsqu'ils sont commis en raison de la religion ou de l'un des autres éléments visés à l'article 454 du Code pénal, le régime spécial d'aggravation prévu à l'article 80 du Code pénal s'applique, entraînant le doublement des peines encourues.

De tels actes pourraient également relever de l'article 457-1 du Code pénal luxembourgeois, qui incrimine l'incitation à la haine ou à la violence à l'encontre d'une personne, d'un groupe ou d'une communauté, et de l'article 457-3 du Code pénal luxembourgeois relatif à la négation, la banalisation, l'excuse ou la justification des crimes graves.

La police ne peut pas fournir de statistiques sur le nombre d'actes « antichrétiens » ou « antireligieux » qui auraient été enregistrés au Grand-Duché depuis 2015, puisque de telles infractions ne sont pas consacrées par la loi et ne sont pas enregistrées comme une catégorie distincte dans les bases de données de la police.

En revanche, depuis 2015 et jusqu'à aujourd'hui (fin août 2025), 30 cas de profanation de tombes ont été signalés. Il convient de noter que la tendance a été stable au cours des dernières années. ↑

Il est impossible d'affirmer si ces actes ont été commis avec une réelle motivation « antichrétienne » ou « antireligieuse », ou s'il s'agit d'actes de vols ou de pur vandalisme.

ad 5) Le Parquet de Luxembourg n'a pas connaissance d'infractions d'actes « antichrétiens » ou « antireligieux ». Le Parquet de Diekirch n'en connaît pas non plus, sauf pour le cas déjà évoqué dans la question parlementaire.

Reconnaissance faciale | Question 2800 (20/08/2025) de **Mme Nancy Arendt** (CSV)

Zu London setzt d'Metropolitan Police am Kader vun engem Pilotprojet „Live Facial Recognition“ an, è. a. iwwer Kamera-Vans a fix Kameraen, déi an Echtzäit Gesichter mat enger virdefinierter „Watchlist“ vu gesichte Persounen vergläichen.

E Fall, dee fir vill Oprou an Diskussiounen gesuergt huet, war dee vun engem registréierter Sexualströf-täter, dee mat engem 6-järegem Meedchen erwëscht gouf, nodeems e vun der KI-Software identifizéiert ginn ass.

An deem Kontext wéilt ech folgend Froen un den Här Inneminister an d'Madamm Justizminister stellen.

1. Wéi steet d'Regierung zu KI-gestützten Erkennungs-Systemer – inklusiv Gesichtserkennung – als zousätzlech Hëllef an der Kriminalitéitsbekämpfung?

2. Kéint Regierung sech sou ee Pilotprojet och zu Lëtzebuerg virstellen?

3. Op wéi enger legaler Basis kéint sou ee Pilotprojet duerchgefouert ginn?

Réponse (17/09/2025) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice

ad 1. an 2. Allgemeng steet d'Regierung innovativen Technologien opgeschloss géigeniwwer, besonnesch am Kader vun hirer aktualiséierter Strategie „d'innovation basée sur la donnée, intelligence artificielle (IA) et informatique quantique“, wéi se am Koalitionsaccord beschriwwen gëtt, déi d'Donnéeën, Kënschtlech Intelligenz an d'Quanten-Technologien als dräi integréiert Saile fir d'Erreche vun digitaler Souveränitéit definéiert.

Den Asaz vu KI-gestützten Erkennungssystemer ass fir d'Police begrëssenswäert an der Opklärung respektiv Preventioun vu Criminen an Delikter.

Et ass allerdéngs fir de Moment net virgesinn, Gesiichtserkennung an déi existent Moyenen anzebauen, esou wéi et an der Äntwert op d'QP 2044 betreffend VisuPol opgefëhrt ass. Aktuell ass deemno och kee konkrete Pilotprojet a Planung.

Een eventuelle Pilotprojet an deem Beräich ass och nëmme virstellbar ënner strenge juristeschen, techneschen an eethesche Konditiounen. All prakteschen Asaz muss d'Grondrechter respektéieren an d'Proportionalitéit garantéieren.

ad 3. Am europäesche Kader, gëtt de Betrib vu „real-time“ Remote Biometric Identification („RBI“) an ëffentlechen, zougängleche Plaze vum AI Act streng gereegelt. Dëse rechtliche Kader verbitt Echtzäit-Gesiichtserkennung an ëffentlech zougängleche Raim fir d'Strofverfolgung. Eng Ausnam ass just méiglech, wann et aus wichtege Grënn vun der ëffentlecher Sécherheet vun enger Justizautoritéit oder enger „autorité administrative indépendante“ geneemegt gëtt.

Den AI Act klasséiert Gesiichtserkennung als Héichrisiko-System, wat eng Rei vu strenge Viraussetzungen mat sech bréngt: dorënner Transparenz, Date-Sécherheet, an eng Grondrechtskonformitéit. Zousätzlech müssen d'Bestëmmungen vun der EU-Datenschutz-Grundverordnung (GDPR) respektéiert ginn.

Am nationale Kader verbitt Artikel 43bis Paragraph 5 vum Policegesetz explizit d'Facial Recognition.

Enfants victimes d'un accident de la route | Question 2802 (21/08/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

„Alle 19 Minuten ist im vergangenen Jahr ein Kind im Straßenverkehr verletzt worden oder ums Leben gekommen – statistisch gesehen. Insgesamt verunglückten im Jahr 2024 etwa 27.260 Kinder unter 15 Jahren bei Verkehrsunfällen, wie das Statistische Bundesamt mitteilte. [...] 6- bis 14-Jährige verunglückten laut Bundesamt am häufigsten auf ihrem Fahrrad (38 Prozent), 29 Prozent in einem Auto sowie 20 Prozent als Fußgänger.“ (Source: tagesschau.de)

An deem Zesammenhang wëllt ech der Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Fro stellen:

– Kann d'Mobilitéitsministesch d'Zuele fir Lëtzebuerg virleeden?

Réponse (22/09/2025) de **Mme Yuriko Backes**, Ministere de la Mobilité et des Travaux publics

Am Joer 2024 huet de Stater gezielt, dass 80 Kanner a Jugendlecher am Alter vun 0 bis 15 Joer bei Stroossenaccidenter blesséiert goufen. Insgesamt goufen dovunner 21 Kanner schwéier a 59 licht blesséiert. 2024 ass et keen déidlech blesséiert Kand ginn.

Opgedeelt op déi verschidde Kategorien ergëtt sech folgend Bild:

- 39 % ware Passagéier*innen an engem Auto.
- 33 % ware Foussgänger*innen.
- 11 % ware Cyclisten*innen.
- 9 % ware Benotzer*inne vu Micro-Mobilitéitsmëttel (z. B. Trotinetten oder E-Scooter).

Wann een awer elo all déi Jonk aus dëser Alterskategorie berücksichtegt, déi 2024 an en Accident verwickelt waren, egal ob si dobäi blesséiert goufen oder net, klëmmt dës Zuel op 133.

Hei stellt sech d'Verdeelung da wéi follegt duer:

- 59 % ware Passagéier*innen an engem Auto.
- 21 % ware Foussgänger*innen.

- 8 % Cyclisten*innen.
- 7 % ware Benotzer*inne vu Micro-Mobilitéitsmëttel.

Maladies transmises par les moustiques | Question 2803 (22/08/2025) de Mme Françoise Kemp (CSV)

Selon les données publiées récemment par le Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (ECDC) qui ont été relayées par la presse, l'Europe connaît cette année une recrudescence inédite de maladies transmises par les moustiques, telles que le virus du Nil occidental et le virus Chikungunya. Depuis le début de l'année, 27 foyers de Chikungunya ont été recensés, 335 personnes ont été infectées par le virus du Nil occidental, dont 274 en Italie, et 19 décès ont été enregistrés. L'ECDC souligne que cette propagation accrue est liée à des facteurs climatiques et environnementaux tels que la hausse des températures, l'allongement des étés, la douceur des hivers et la modification des régimes pluviométriques.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

- 1) Est-ce qu'il y a des mesures actuellement en place au Luxembourg pour surveiller et prévenir la propagation des maladies transmises par les moustiques ?
- 2) Comment la collaboration s'organise-t-elle entre les pays européens afin d'anticiper et gérer les risques de ces maladies transmises par les moustiques ?
- 3) Une stratégie particulière est-elle prévue afin de sensibiliser la population aux dangers des maladies véhiculées par les moustiques et de promouvoir les mesures de protection adéquates ?

Réponse (01/10/2025) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) La surveillance des maladies transmises par les moustiques est prévue par la loi du 1^{er} août 2018³³ sur la déclaration obligatoire de certaines maladies dans le cadre de la protection de la santé publique. Cette surveillance est assurée par la Division de l'inspection sanitaire (INSA) de la Direction de la santé, qui reçoit les notifications des résultats positifs des laboratoires d'analyses médicales ainsi que les déclarations de cas cliniques des médecins.

Lorsqu'un cas est confirmé, l'INSA réalise une enquête épidémiologique auprès du patient afin de retracer son historique de voyage et d'identifier d'éventuelles expositions. Des recommandations de prévention sont ensuite transmises, notamment concernant la protection contre les piqûres de moustiques dans le cas de maladies susceptibles d'être transmises par *Aedes albopictus* (moustique tigre).

En 2021, la Direction de la santé a lancé un programme de surveillance dans l'environnement des moustiques invasifs, opérationnel depuis l'été 2022. Ce programme combine :

- une surveillance active, consistant à collecter des œufs et des moustiques adultes sur des points d'entrée stratégiques du territoire luxembourgeois (aires d'autoroutes, gares, terminal de fret, camping, et aéroport),
- une surveillance passive, reposant sur la participation citoyenne via l'application Mosquito Alert³⁴, qui permet de signaler et géolocaliser des moustiques suspects.

En cas de détection de larves ou de moustiques invasifs adultes, des insecticides biologiques, non toxiques pour les plantes, les animaux domestiques et les humains, sont utilisés localement en l'absence d'habitations afin de préserver la biodiversité.

Lorsque le moustique tigre est identifié par surveillance active ou passive, l'INSA organise des campagnes d'information porte-à-porte dans un rayon de 250 mètres autour du site concerné afin de sensibiliser les habitants et distribuer des dépliants rappelant les mesures préventives à adopter.

ad 2) La collaboration européenne s'organise par l'intermédiaire du Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (ECDC), qui coordonne les réseaux de surveillance, reçoit et centralise les données transmises par chaque État membre, diffuse des évaluations de risques régulières et fournit des recommandations en matière de santé publique.

La Direction de la santé participe activement à ces réseaux de surveillance en déclarant annuellement les cas de maladies humaines importés, en assistant aux réunions européennes et en contribuant aux exercices de préparation et de réponse aux risques liés aux maladies transmises par les moustiques.

En outre, plusieurs acteurs nationaux participent activement au réseau de surveillance en déclarant chaque année la présence de moustiques invasifs sur le territoire luxembourgeois, contribuant ainsi à l'élaboration par l'ECDC et par l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) de cartes européennes de distribution de ces espèces.

ad 3) Des actions de sensibilisation du grand public sont en place depuis 2023. Des supports d'information ont été élaborés pour prévenir l'installation de moustiques invasifs, notamment en éliminant les sites de reproduction potentiels dans les habitations³⁵ et en adoptant des mesures individuelles pour éviter les piqûres³⁶.

Comme évoqué plus haut, les citoyens peuvent également contribuer à la surveillance systématique des moustiques en utilisant l'application Mosquito Alert, disponible sur smartphone, qui permet de signaler et de géolocaliser les moustiques détectés, ainsi que de transmettre des photos à des experts.

En ce qui concerne la sensibilisation des professionnels de santé, la Direction de la santé a organisé le 7 mai 2024 un « lunchtalk » intitulé « Les vecteurs moustiques et tiques au Luxembourg et les risques pour la santé humaine »³⁷, afin de sensibiliser les médecins à la prise en compte des antécédents de voyage de leurs patients et de faciliter la détection précoce d'éventuels cas.

En outre, dans le cadre d'une approche One Health dans la surveillance des maladies infectieuses, il a été organisé un workshop le 14 mai 2025³⁸, réunissant des experts nationaux et internationaux, afin d'informer les médecins et professionnels de santé sur le diagnostic, la prise en charge, les menaces émergentes, y compris l'impact du changement climatique.

³⁵ Moustique tigre : principaux sites de ponte autour des habitations : <https://santesecu.public.lu/fr/publications/m/affichage-moustique-tigre.html>

³⁶ Conseils pour éliminer les gîtes larvaires de moustiques tigres autour de son habitation : <https://santesecu.public.lu/fr/publications/m/conseils-eliminer-moustique-tigre.html>

³⁷ Les vecteurs moustiques et tiques au Luxembourg et les risques en santé humaine <https://santesecu.public.lu/fr/videos/2024/lunch-talk-les-vecteurs-risques-moustiques-et-tiques.html>

³⁸ PHRESH : <https://santesecu.public.lu/fr/espace-professionnel/informations-donnees/phresh.html>

³³ Loi du 1^{er} août 2018 sur la déclaration obligatoire de certaines maladies dans le cadre de la protection de la santé publique : <https://legilux.public.lu/eli/etat/leg/loi/2018/08/01/a705/jo>

³⁴ Mosquito Alert : <https://www.mosquitoalert.com/en/>

**PRIORITAIRE
BY AIR MAIL**

IBRS/CCRI n°1001256



RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID

LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

ENVOI-RÉPONSE 1001256

L - 3208 BETTEMBOURG

Dégâts liés à des coups de foudre | Question 2804
(22/08/2025) de **M. André Bauler** (DP)

Ces dernières années, plusieurs épisodes d'orages accompagnés de coups de foudre ont été enregistrés sur le territoire luxembourgeois, certains ayant entraîné des dégâts matériels parfois importants, notamment à des habitations. Les données issues de différents réseaux de détection, ainsi que certains cas rapportés dans la presse ou dans des bases de données spécialisées, montrent que ces phénomènes naturels continuent de représenter un risque localisé, mais non négligeable.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Existe-t-il des informations ou statistiques agrégées sur les sinistres déclarés aux assurances ou réassurances en lien avec des coups de foudre au cours des dix dernières années ?

2) Une collaboration existe-t-elle au niveau national ou international (par exemple avec d'autres services météorologiques, organismes européens ou acteurs du secteur des assurances) en matière de suivi, d'analyse ou de prévention des risques liés à la foudre ?

Réponse (22/09/2025) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) Le Commissariat aux assurances (CAA) collecte les données de manière agrégée par ligne d'activité et non par événement ou par péril. Il n'existe dès lors pas de statistiques spécifiques sur les sinistres déclarés aux assurances ou réassurances liés à la foudre au cours des dix dernières années. Toutefois, lorsqu'un événement naturel majeur survient, une enquête ad hoc peut être menée afin d'évaluer la charge des sinistres et l'intervention éventuelle de la réassurance. Il convient encore de préciser que les impacts de la foudre sont couverts par la garantie incendie

qui constitue une couverture de base de l'assurance habitation.

ad 2) MeteoLux exploite un détecteur de foudre Vaisala (LS-7002) installé sur le site de la station météorologique de l'ASTA à Reuler depuis 2018.

Les données relatives à la foudre sont transmises en temps réel au réseau de détection BELLS du Service météorologique belge et ensuite transférées vers EUCLID (EUropean Cooperation for LIghtning Detection). EUCLID est une collaboration entre des réseaux nationaux de détection de la foudre visant à détecter et localiser les éclairs dans toute l'Europe. Sa mission est de moderniser en permanence son réseau afin de fournir des données avec une efficacité de détection élevée et une grande précision de localisation. Ces données sont utilisées par MeteoLux pour le suivi des situations d'orages en temps réel.

Ainsi, pour la prévention des risques liés à la foudre, MeteoLux fournit des informations sur les orages aux organisateurs d'événements en extérieur qui ont sollicité une assistance météorologique ainsi qu'à luxAirport, dans le cadre de la procédure d'alerte foudre.

Accidents impliquant des trottinettes électriques | Question 2810 (27/08/2025) de **M. Marc Spautz** (CSV)

D'Notzung vun elektreschen Trottinetten huet an de leschte Jore staark zougehooll. Si ginn net nëmme fir de „leschte Kilomeeter“ agesat, mee ëmmer méi fir Alldagsweeër op d'Aarbecht oder an d'Schoul an och am Fräizäitverkéier an eisen Uertschaften. Mat där Verbreedung stellt sech nieft de Virdeeler vun den elektreschen Trottinetten och d'Fro vun der Sécherheet an dem respektvolle Matenee vun alle Benotzer vum ëffentleche Raum: Foussgänger, Cyclisten, Autofuerer a Buschauffer.

Aus Berichter vun enger belscher Dageszeitung vum 19. August 2025 geet ervir, datt d'Zuel vun den Accidenter mat elektreschen Trottinetten am éischten Trimester 2025 ëm ronn 62 % zougehooll huet. An deenen éischte Méint vum Joer goufen ongeféier 470 Accidenter registréiert, bei deenen et zu Blesséierten oder esouguer zu Doudege komm ass. Dës Entwécklung weist op e klore Sécherheetsprobleem hin, deen och fir Lëtzebuerg relevant ass.

An deem Kontext géif ech gärde folgend Froen un d'Madamm Mobilitéitsministesch stellen:

1. Wéi vill Stroossenaccidenter mat Bedeelegung vun elektreschen Trottinetten goufen zu Lëtzebuerg an deene leschte 5 Joer enregistriert?

2. Wéi steet d'Regierung zu weidere präventive Moossnamen (z. B. Sensibiliséierungscampagnen, Ausbildung, Helmflicht, Geschwindigkeitslimiten etc.) a gesäit d'Madamm Ministesch an deem Kader Besoin fir Upassunge vum Code de la route?

Réponse (22/09/2025) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte renseignéiert sech iwwert d'Accidenter am Stroosseverkéier mat elektreschen Trottinetten an zu de präventive Moossnamen an dem gesetzleche Kader vun deenen Trottinetten.

ad 1. Statistesch gëtt dës Kategorie vu Gefier eréischt säit 2021 eenzel erfaasst. Am Folgenden dann d'Zuele vum Statec, wat Accidenter mat klengen elektresche Gefierer ubelaangt, ab 2021: ↑

D'Kategorie MVE (Micro-véhicule électrique) ëmfaasst net nëmme elektresch Trottinetten, mee och aner kleng elektresch Gefierer wéi beispillsweis den Hoverboard oder de Segway. Reng zu den Trottinetten huet de Statec keng Donnéeën.

ad 2. Fir d'Äntwert op dës Fro verweisen ech op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 2608 vum 15. Juli 2025.

↑ Ce symbole renvoie à une information complémentaire (hyperlien, tableau, graphique, annexe) dans la version numérique de la question parlementaire. Pour y accéder, veuillez vous rendre sur www.chd.lu et introduire le numéro de la question respective dans le champ de recherche.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress,
Code postal an Uertschaft ugitt

– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

☐ fir déi gedréckte Versioun* ☐ fir déi elektronesch Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

Ech desabonéiere mech:

☐ vun der gedréckter Versioun* ☐ vun der elektronescher Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

*Déi folgend Casen ausfülle beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

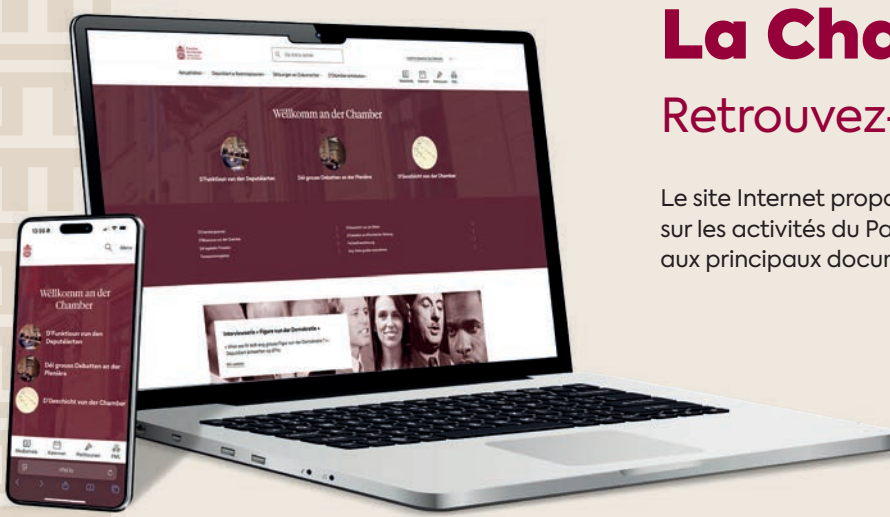
Numm: _____ Virnumm: _____

Sociétéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeën ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatiounen kënnt Dir eis per Courier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.



La Chambre & moi

Retrouvez-nous sur chd.lu

Le site Internet propose une multitude d'informations sur les activités du Parlement et donne accès aux principaux documents parlementaires.





chd.lu

Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg

Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |   

PERIODIQUE

POST
LUXEMBOURG

Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799